Études du Centre de Développement

L'économie mondiale

UNE PERSPECTIVE MILLÉNAIRE



OCDE

ANGUS MADDISON

© OCDE, 2001.

© Logiciel, 1987-1996, Acrobat, marque déposée d'ADOBE.

Tous droits du producteur et du propriétaire de ce produit sont réservés. L'OCDE autorise la reproduction d'un seul exemplaire de ce programme pour usage personnel et non commercial uniquement. Sauf autorisation, la duplication, la location, le prêt, l'utilisation de ce produit pour exécution publique sont interdits. Ce programme, les données y afférantes et d'autres éléments doivent donc être traités comme toute autre documentation sur laquelle s'exerce la protection par le droit d'auteur.

Les demandes sont à adresser au :

Chef du Service des Publications,
Service des Publications de l'OCDE,
2, rue André-Pascal,
75775 Paris Cedex 16, France.

Études du Centre de Développement

L'ÉCONOMIE MONDIALE :

UNE PERSPECTIVE MILLÉNAIRE

par

Angus Maddison

CENTRE DE DÉVELOPPEMENT
DE L'ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

En vertu de l'article 1er de la Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris,et entrée en vigueur le 30 septembre 1961, l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) a pour objectif de promouvoir des politiques visant :

- à réaliser la plus forte expansion de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et à contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale;
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que les pays non membres, en voie de développement économique;
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire conformément aux obligations internationales.

Les pays Membres originaires de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie. Les pays suivants sont ultérieurement devenus Membres par adhésion aux dates indiquées ci-après : le Japon (28 avril 1964), la Finlande (28 janvier 1969), l'Australie (7 juin 1971), la Nouvelle-Zélande (29 mai 1973), le Mexique (18 mai 1994), la République tchèque (21 décembre 1995), la Hongrie (7 mai 1996), la Pologne (22 novembre 1996), la Corée (12 décembre 1996) et la République slovaque (14 décembre 2000). La Commission des Communautés européennes participe aux travaux de l'OCDE (article 13 de la Convention de l'OCDE).

*Le Centre de Développement de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques a été créé par décision du Conseil de l'*OCDE*, en date du 23 octobre 1962, et regroupe vingt-trois des pays Membres de l'*OCDE *: l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, la Corée, le Danemark, la Finlande, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Islande, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, la Suède, la Suisse, ainsi que l'Argentine et le Brésil depuis mars 1994, le Chili depuis novembre 1998 et l'Inde depuis février 2001. La Commission des Communautés européennes participe également à la Commission Consultative du Centre.*

Il a pour objet de rassembler les connaissances et données d'expériences disponibles dans les pays Membres, tant en matière de développement économique qu'en ce qui concerne l'élaboration et la mise en œuvre de politiques économiques générales; d'adapter ces connaissances et ces données d'expériences aux besoins concrets des pays et régions en développement et de les mettre à la disposition des pays intéressés, par des moyens appropriés.

*Le Centre occupe, au sein de l'*OCDE*, une situation particulière et autonome qui lui assure son indépendance scientifique dans l'exécution de ses tâches. Il bénéficie pleinement, néanmoins, de l'expérience et des connaissances déjà acquises par l'*OCDE *dans le domaine du développement.*



LES IDÉES EXPRIMÉES ET LES ARGUMENTS AVANCÉS DANS CETTE PUBLICATION SONT CEUX DE L'AUTEUR ET NE REFLÈTENT PAS NÉCESSAIREMENT CEUX DE L'OCDE OU DES GOUVERNEMENTS DE SES PAYS MEMBRES.

*
* *

Also available in English under the title:
THE WORLD ECONOMY
A Millennial Perspective

© OCDE 2001
Les permissions de reproduction partielle à usage non commercial ou destinée à une formation doivent être adressées au Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris, France, tél. (33-1) 44 07 47 70, fax (33-1) 46 34 67 19, pour tous les pays à l'exception des États-Unis. Aux États-Unis, l'autorisation doit être obtenue du Copyright Clearance Center, Service Client, (508)750-8400, 222 Rosewood Drive, Danvers, MA 01923 USA, or CCC Online : *www.copyright.com*. Toute autre demande d'autorisation de reproduction ou de traduction totale ou partielle de cette publication doit être adressée aux Éditions de l'OCDE, 2, rue André-Pascal, 75775 Paris Cedex 16, France.

Avant–propos

Peu de temps après mon arrivée à l'OCDE, en 1996, j'ai lu l'étude de Angus Maddison, *L'économie mondiale 1820–1992. Analyse et statistiques*. Cet ouvrage fascinant et stimulant couvre de manière exhaustive l'économie mondiale durant la période considérée. Il rassemble des données sur 56 pays qui représentent 93 pour cent de la production mondiale et 87 pour cent de la population et des exportations de la planète. Depuis lors, ce livre n'a jamais quitté mon bureau. Je ne suis sans doute pas le seul à avoir apprécié ce travail extraordinaire car je n'ai cessé de le voir cité dans d'autres travaux.

Puisque nous approchions de la fin du millénaire, il m'a semblé que cette étude pourrait être utilement mise à jour pour la rendre accessible à un large public et compléter l'analyse des données relatives à la fin du 20e siècle et du second millénaire. J'ai discuté de ce projet avec le Professeur Maddison lequel, à ma grande satisfaction, a accepté.

Mais son énergie colossale et ses dons intellectuels ont produit un travail d'une ampleur et d'une précision bien supérieures à ce que je croyais possible. Cet ouvrage couvre le développement économique du monde entier sur deux mille ans. L'auteur adopte un point de vue global sur la croissance mondiale au cours de cette période, examinant les changements à la fois chronologiques et géographiques. L'ambition de ce travail dépasse celle de tout autre publication de l'OCDE, voire de tout autre publication dans le monde. Tout d'abord, l'ampleur de l'analyse est stupéfiante. Ensuite, peu d'ouvrages d'histoire de l'économie (sinon aucun) couvrent un champ aussi vaste, dans le temps comme dans l'espace. Enfin, bien que l'approche soit avant tout économique, elle ne se limite pas à cette seule dimension et aborde au fil de l'analyse bien d'autres domaines : l'histoire, la géographie, la démographie, pour n'en citer que quelques–uns. Ce panorama multidisciplinaire contribue pour une large part à l'originalité de cet ouvrage.

L'importance de cet ouvrage, et sa couverture planétaire, trouveront sans aucun doute un écho auprès de tous les pays et il deviendra une référence aussi bien pour les universitaires, les étudiants et les professionnels que pour le grand public.

Je lui prédis une place dans les maisons, les bureaux et les bibliothèques aux quatre coins du monde, et ce pour de longues années. Il ne fait pas de doute qu'il inspirera des travaux ultérieurs de ce type au cours du millénaire que nous venons d'entamer.

Nous devons tous être extrêmement reconnaissants à Angus Maddison pour avoir non seulement relevé le défi qui lui était lancé, mais aussi obtenu des résultats qui dépassent de très loin mes attentes initiales.

John Maynard Keynes écrivait qu'un maître économiste devait « examiner le présent à la lumière du passé, dans la perspective de l'avenir ». Jamais auparavant nous n'avions disposé d'un matériau aussi riche pour poursuivre cet objectif.



Donald Johnston
Secrétaire–Général de l'OCDE

Table de matières

Avant–propos 3
Remerciements 14
Préface 15
Introduction et résumé 17

Chapitre 1 Les grandes lignes du développement mondial 27
Chapitre 2 Les effets du développement occidental sur le reste du monde, 1000–1950 51
Chapitre 3 L'économie mondiale dans la seconde moitié du XXe siècle 133

Annexe A Niveau et croissance de la population, du PIB et du PIB par habitant, années de référence, 1820–1998 181
Annexe B Croissance de la population, du PIB et du PIB par habitant du monde entier avant 1820 245
Annexe C Estimations annuelles de la population, du PIB et du PIB par habitant pour 124 pays, 7 régions et le monde, 1950–98 285
Annexe D Croissance et performances dans 27 ex–pays communistes 353
Annexe E Emploi, durée et productivité du travail 361
Annexe F Valeur et volume des exportations, 1870–1998 375
Bibliographie 383

Tableaux dans le texte

Tableau 1–1 Niveau et taux d'accroissement de la population : monde et principales régions, 0–1998 après J.C. 28
Tableau 1–2 Niveau et taux de croissance du PIB par habitant : monde et principales régions, 0–1998 après J.C. 28
Tableau 1–3 Niveau et taux de croissance du PIB : monde et principales régions, 0–1998 après J.C. 28
Tableau 1–4 Espérance de vie et mortalité infantile, garçons et filles confondus, 33–1875 après J.C. 29
Tableau 1–5a Taux de natalité et espérance de vie, 1820–1998/99 30
Tableau 1–5b Moyennes d'espérance de vie pour les groupes A et B, 1000–1999 31
Tableau 1–5c Taux de croissance de l'espérance de vie des groupes A et B, 1000–1999 31

Tableau 1–6a Population de l'Europe de l'Ouest, 0–1998 après J.C. 32
Tableau 1–6b Taux d'accroissement de la population de l'Europe de l'Ouest, 0–1998 après J.C. 32
Tableau 1–7a Croissance démographique : pays d'immigration européenne et ibérique, 1500–1998 35
Tableau 1–7b Accroissement comparatif des populations des Amériques et des anciennes métropoles européennes, 1500–1998 35
Tableau 1–7c Nombre d'esclaves africains embarqués vers les Amériques, 1500–1870 35
Tableau 1–7d Flux migratoires nets vers le Brésil, l'Australie et les États–Unis et en provenance du Royaume–Uni, 1500–1998 35
Tableau 1–8a Croissance démographique comparative : Japon, Chine et Europe de l'Ouest, 0–1998 après J.C. 40
Tableau 1–8b Taux de croissance démographique : Japon, Chine et Europe de l'Ouest, 0–1998 après J.C. 40
Tableau 1–8c Ratios d'urbanisation : Japon, Chine et Europe de l'Ouest, 1000–1890 40
Tableau 1–9a Taux de croissance du PIB par habitant, par grande région, 1000–1998 47
Tableau 1–9b Niveau du PIB par habitant, groupes A et B, 1000–1998 47
Tableau 1–9c Population des groupes A et B, 1000–1998 47
Tableau 1–9d PIB des groupes A et B, 1000–1998 47

Tableau 2–1 Population de l'empire vénitien en 1557 56
Tableau 2–2 Taille et charge utile des galères marchandes vénitiennes, 1318–1559 57
Tableau 2–3 Population des 31 plus grandes villes d'Europe occidentale, 1500–1800 57
Tableau 2–4 Production de sucre par zone, 1456–1894 61
Tableau 2–5 Cargaisons d'esclaves du Portugal et de ses concurrents à travers l'Atlantique, 1701–1800 61
Tableau 2–6 Nombre de navires envoyés en Asie par sept pays européens, 1500–1800 67
Tableau 2–7 Mouvements des navires portugais à destination et en provenance de l'Asie, 1500–1800 67
Tableau 2–8 Cargaisons d'or et d'argent des Amériques expédiées en Europe, 1500–1800 68
Tableau 2–9 Importations chinoises d'argent par pays d'origine, 1550–1700 68
Tableau 2–10 Exportations d'argent et d'or provenant d'Europe occidentale, 1601–1780 68
Tableau 2–11 Diplomatie navale chinoise : les voyages vers les « océans de l'Ouest », 1405–33 71
Tableau 2–12 Taux de change entre le papier–monnaie des Ming et l'argent, 1376–1426 72
Tableau 2–13 Composition des exportations brésiliennes, 1821–1951 76
Tableau 2–14 Comparaison de la performance de l'économie du Brésil et des États–Unis pendant les cinq grandes phases du développement brésilien, 1500–1998 78
Tableau 2–15 Charge utile des flottes marchandes des Pays–Bas et d'autres pays européens, 1470–1824 82
Tableau 2–16 Navires marchands hollandais par zone d'opération autour de 1670 82
Tableau 2–17 Nombre d'emplois assurés par la marine hollandaise par zone d'opération, 1610–1770 82

Tableau 2–18a Participation des Pays–Bas aux conflits militaires européens, années 1560–1815 85
Tableau 2–18b Effectifs des armées européennes, 1470–1814 85
Tableau 2–19 Pays–Bas — Commerce de produits de base, années 1650–années 1770 85
Tableau 2–20 Composition des exportations européennes d'Asie vers l'Europe, 1513–1780 89
Tableau 2–21a La « ponction » hollandaise sur l'Indonésie, 1698–1930 92
Tableau 2–21b La « ponction » britannique sur l'Inde, 1868–1930 92
Tableau 2–21c Croissance démographique et croissance du revenu réel par groupe ethnique en Indonésie, 1700–1929 92
Tableau 2–22a Niveau du PIB par habitant dans les puissances coloniales européennes et dans leurs anciennes colonies, 1500–1998 96
Tableau 2–22b Croissance du PIB par habitant dans les puissances coloniales européennes et dans leurs anciennes colonies, 1500–1998 96
Tableau 2–23 Composition des échanges britanniques par origine et destination, 1710–1996 99
Tableau 2–24 Structure de l'emploi aux Pays–Bas, au Royaume–Uni et aux États–Unis, 1700–1998 101
Tableau 2–25a Charge utile de la marine marchande britannique et de la marine marchande du reste du monde, 1470–1913 101
Tableau 2–25b Taux de croissance de la charge utile de la flotte marchande britannique et de la flotte marchande du reste du monde et du PIB, 1570–1913 101
Tableau 2–26a Valeur nominale brute du capital investi à l'étranger en 1914 106
Tableau 2–26b Valeur nominale brute du capital investi à l'étranger en 1938 106
Tableau 2–27 Valeur nominale brute des investissements étrangers en capital, neuf principaux pays bénéficiaires, 1913 106
Tableau 2–28 Population des colonies britanniques et des anciennes colonies aux Amériques, 1750 et 1830 112
Encadré 2–1 Structure sociale de l'empire mongol 118
Encadré 2–2 Structure sociale à la fin de la domination britannique 119
Tableau 2–29 Population des territoires britanniques d'Asie, d'Afrique, d'Australie et d'Europe en 1830 120
Tableau 2–30 Performance macro–économique comparative de l'Inde et du Royaume–Uni, 1600–1947 120

Tableau 3–1a Croissance du PIB par habitant, de la population et du PIB : monde et principales régions, 1000–1998 134
Tableau 3–1b PIB par habitant et écart entre les régions, 1000–1998 134
Tableau 3–1c Parts du PIB mondial, 1000–1998 135
Tableau 3–2a Croissance des exportations de marchandises en volume, principales régions, 1870–1998 135
Tableau 3–2b Exportations de marchandises en pourcentage du PIB aux prix de 1990, monde et principales régions, 1870–1998 135
Tableau 3–2c Part des régions dans les exportations mondiales, 1870–1998 135

Tableau 3–3 Valeur brute du stock de capitaux étrangers dans les pays en développement, 1870–1998 136
Tableau 3–4 Migrations nettes : Europe de l'Ouest, Japon et pays d'immigration européenne, 1870–1998 136
Tableau 3–5 Niveaux du PIB par habitant dans les trois phases les plus prospères de l'époque capitaliste 137
Tableau 3–6 Caractéristiques économiques des 20 plus grands pays, 1998 138
Tableau 3–7 Europe de l'Ouest et États–Unis : degré de convergence de la productivité et du PIB par habitant ,1950–98 140
Tableau 3–8 Chômage et inflation dans les pays capitalistes avancés, 1950–98 141
Tableau 3–9 Dépenses publiques en pourcentage du PIB aux prix courants, Europe de l'Ouest, États–Unis et Japon, 1913–1996 143
Tableau 3–10 Stock des avoirs et engagements étrangers, États–Unis, Japon, Allemagne et Royaume–Uni, 1989–98 145
Tableau 3–11 Croissance des importations de marchandises en volume et ratio des importations au PIB, Europe de l'Ouest, Japon et États–Unis, 1950–98 145
Encadré 3–1 Mesures du niveau et de la croissance du PIB américain, 1929–98 : effets des récentes modifications 146
Tableau 3–12 Indice du prix des actions en monnaie nationale, Japon, États–Unis et Europe de l'Ouest, 1950–99 150
Tableau 3–13 Taux de change : unités de monnaie nationale pour un dollar américain, Japon et Europe de l'Ouest, 1950–99 150
Tableau 3–14 Variation de la croissance du PIB par habitant : Asie renaissante dans une perspective comparative, 1913–99 152
Tableau 3–15 Caractéristiques de la croissance des pays renaissants d'Asie, 1950–99 156
Tableau 3–16 Stock d'investissements directs étrangers, total et par habitant, principaux pays, régions et monde, 1998 157
Tableau 3–17 Variation annuelle en pourcentage du PIB réel par habitant, Japon et Asie renaissante, 1997–99 158
Tableau 3–18 Taux de change : unités de monnaie nationale pour un dollar américain, pays d'Asie, 1973–99 158
Tableau 3–19 Épargne de cinq pays d'Asie de l'Est, en pourcentage du PIB, avant et après la crise, 1990–98 158
Tableau 3–20 PIB par habitant de six économies en difficulté d'Asie de l'Est, 1950–98 159
Tableau 3–21 Production mondiale de pétrole brut et de gaz naturel, 1950–99 160
Tableau 3–22 Performance économique de l'Amérique latine, 1870–1999 163
Tableau 3–23 Croissance par habitant des pays de l'ex–URSS et de l'Europe de l'Est, 1950–98 167
Tableau 3–24 Variation de la production et de la consommation en Biélorussie, en Russie et en Ukraine, 1990–98 168
Tableau 3–25 Proportion de la population vivant dans la pauvreté dans l'ex–URSS et les pays d'Europe de l'Est, 1987–88 et 1993–95 168

Tableau 3–26 Taux de variation annuel moyen des prix à la consommation : ex–URSS et pays d'Europe de l'Est, 1990–98 170
Tableau 3–27 Taux d'analphabétisme en Afrique en 1997 175
Tableau 3–28 Variations du niveau du revenu en Afrique, 1998 176
Tableau 3–29 Degré et durée de l'effondrement du PIB par habitant dans les 13 pays africains les plus importants au Sud du Sahara 177
Tableau 3–30 Dette extérieure totale de l'Afrique, de l'Asie, de l'Amérique latine, de l'Europe de l'Est et de l'ex–URSS, 1980, 1990 et 1998 178
Tableau 3–31 Arriérés sur la dette extérieure en Afrique et dans les autres continents, 1980–98 178

Figure 1–1 Population de l'Europe occidentale : confrontation des deux millénaires 32
Figure 1–2 Fluctuations annuelles des taux de natalité et de mortalité en Suède, 1736–1987 33
Figure 1–3 Comparaison des niveaux démographiques des trois principaux pays des Amériques et de leur ancienne métropole européenne, 1500–1998 36
Figure 1–4 Comparaison des niveaux de PIB par habitant, Chine et Europe occidentale, 400–1998 après J.C. 44
Figure 1–5 Comparaison des niveaux de PIB par habitant, Chine et Royaume–Uni, 1700–1998 45
Figure 1–6 Comparaison des niveaux de PIB par habitant, Chine et États–Unis, 1700–1998 45
Figure 3–1 Confrontation deux à deux des niveaux de PIB par habitant, États–Unis/Japon, États–Unis/pays d'Europe, 1950–98 142
Figure 3–2a Confrontation deux à deux des niveaux de PIB par habitant Japon/pays d'Asie de l'Est, 1950–99 154
Figure 3–2b Confrontation deux à deux des niveaux de PIB par habitant, Japon/pays d'Asie de l'Est, 1950–99 155
Figure 3–3 Confrontation deux à deux des niveaux de PIB par habitant, États–Unis/pays d'Amérique latine, 1950–98 162
Figure 3–4 Confrontation deux à deux des niveaux de PIB par habitant, États–Unis/pays d'Afrique, 1950–98 174

Tableaux des annexes

Tableau A–a Couverture du PIB de l'échantillon et importance relative des estimations indirectes, 1820–1998 185
Tableau A–b Nature des convertisseurs PPA utilisés pour estimer les niveaux du PIB en dollars internationaux pour l'année de référence 1990 186
Tableau A–b Nature des convertisseurs PPA utilisés pour estimer les niveaux du PIB en dollars internationaux de 1990 dans Maddison (1995*a*) 186
Tableau A–c Comparaison des données de Maddison (1995*a*) et des estimations actuelles de la population et du PIB régionaux et mondiaux, 1820–1990 187
Tableau A–d Impact de la modification des frontières de l'Allemagne, 1820–1998 190
Tableau A–e Population et PIB pour 13 petits pays de l'Europe de l'Ouest, 1950–98 191

Tableau A–f Population et PIB des républiques issues de l'ex–Yougoslavie, 1990–98 193

Tableau A1–a Population : pays européens, ex–URSS et pays d'immigration européenne années de référence 1820–1998 195

Tableau A1–b Niveau du PIB : Pays européens, ex–URSS et pays d'immigration européenne, années de référence 1820–1998 196

Tableau A1–c PIB par habitant : pays européens, ex–URSS et pays d'immigration européenne, années de référence 1820–1998 197

Tableau A1–d Taux de croissance du PIB par habitant : pays européens, ex–URSS et pays d'immigration européenne pendant cinq phases de développement, 1820–1998 198

Tableau A1–e Taux de croissance du PIB : pays européens, ex–URSS et pays d'immigration européenne pendant cinq phases de développement, 1820–1998 199

Tableau A1–f Taux de croissance démographique : pays européens, ex–URSS et pays d'immigration européenne pendant cinq phases de développement, 1820–1998 200

Tableau A1–g Calcul du PIB de l'année de référence 1990 en millions de dollars internationaux, pour 22 pays de l'OCDE 201

Tableau A1–h Calcul du PIB de l'année de référence 1990 en dollars internationaux, pour 5 pays de l'Europe de l'Est et l'URSS 202

Tableau A–g PIB et population de 21 petits pays des Caraïbes, 1950–98 204

Tableau A2–a Population, 44 pays d'Amérique latine, années de référence 1820–1998 205

Tableau A2–b PIB pour 44 pays d'Amérique latine, années de référence 1820–1998 206

Tableau A2–c PIB par habitant (dollars internationaux de 1990) pour 44 pays d'Amérique latine années de référence 1820–1998 207

Tableau A2–d Taux de croissance du PIB par habitant pour 44 pays d'Amérique latine, pendant cinq phases de développement, 1820–1998 208

Tableau A2–e Taux de croissance du PIB pour 44 pays d'Amérique latine, pendant cinq phases de développement, 1820–1998 209

Tableau A2–f Taux de croissance démographique pour 44 pays d'Amérique latine, pendant cinq phases de développement, 1820–1998 210

Tableau A2–g Mode de calcul des estimations du PIB de 1990 en dollars internationaux, 18 pays d'Amérique latine 211

Tableau A–h Inde : PIB, population et PIB par habitant, estimations annuelles, 1820–1998 215

Tableau A–i Reconstitution du PIB japonais par branche d'activité d'origine, 1874–90 217

Tableau A–j Japon : PIB, population et PIB par habitant, estimations annuelles, 1820–1998 218

Tableau A–k Population et PIB de 19 petits pays d'Asie de l'Est, 1950–98 223

Tableau A–l Population arabe et juive et PIB de la Palestine et d'Israël, 1922–50 224

Tableau A–m Estimations indirectes remplaçant les données manquantes du PIB et du PIB par habitant pour 1870 et 1913 225

Tableau A3–a Population, 56 pays d'Asie, années de référence, 1820–1998 227

Tableau A3–b Niveau du PIB pour 56 pays d'Asie, années de référence, 1820–1998 228

Tableau A3–c PIB par habitant pour 56 pays d'Asie, années de référence, 1820–1998 229

Tableau A3–d Taux de croissance du PIB par habitant pour 56 pays d'Asie, pendant cinq phases de développement, 1820–1998 230
Tableau A3–e Taux de croissance du PIB pour 56 pays d'Asie, pendant cinq phases de développement, 1820–1998 231
Tableau A3–f Taux de croissance démographique pour 56 pays d'Asie, pendant cinq phases de développement, 1820–1998 232
Tableau A3–g Calcul du PIB de l'année de référence 1990 en dollars internationaux de 1990 pour 15 pays d'Asie 233
Tableau A3–h Calcul du niveau du PIB de l'année de référence 1990 en dollars internationaux de 1990 pour 5 pays d'Asie de l'Est 234
Tableau A3–i Calcul des niveaux du PIB de l'année de référence 1990 en dollars internationaux de 1990 pour trois pays d'Asie occidentale 234
Tableau A4–a Population, 57 pays africains, années de référence 1820–1998 237
Tableau A4–b Niveau du PIB, 57 pays africains, années de référence 1820–1998 238
Tableau A4–c PIB par habitant, 57 pays africains, années de référence 1820–1998 239
Tableau A4–d Taux de croissance du PIB par habitant, 57 pays africains, pendant cinq phases de développement 240
Tableau A4–e Taux de croissance du PIB, 57 pays africains, pendant cinq phases de développement 241
Tableau A4–f Taux de croissance démographique, 57 pays africains, pendant cinq phases de développement 242
Tableau A4–g Différentes estimations du niveau du PIB dans 24 pays africains en 1990 par le PCI et les PWT 243

Tableau B–1 Différentes estimations des composantes régionales de la population mondiale, 0–1700 après J.C. 247
Tableau B–2 Population de l'Europe de l'Ouest et de l'Est et des pays d'immigration européenne, 0–1820 après J.C. 249
Tableau B–3 Population européenne et asiatique de la Russie, 0–1870 après J.C. 249
Tableau B–4 Composition ethnique de la population brésilienne, 1500–1870 252
Tableau B–5 Différentes estimations de la population de l'Amérique latine, 0–1820 après J.C. 252
Tableau B–6 Différentes estimations de la population indienne, 0–1820 après J.C. 254
Tableau B–7 Différentes estimations de la population japonaise, 0–1820 après J.C. 254
Tableau B–8 Population de l'Asie, 0–1820 après J.C. 255
Tableau B–9a Différentes estimations de la population africaine, 0–1950 après J.C. 256
Tableau B–9b Répartition régionale de la population africaine, 0–1820 après J.C. 257
Tableau B–10 Population mondiale, 20 pays et totaux régionaux, 0–1998 après J.C. 258
Tableau B–11 Taux de croissance de la population mondiale, 20 pays et totaux régionaux, 0–1998 après J.C. 259
Tableau B–12 Parts de la population mondiale, 20 pays et totaux régionaux, 0–1998 après J.C. 260

Tableau B–13 Composantes régionales du PIB, de la population et du PIB par habitant britanniques, 1500–1820 264
Tableau B–14 Ratios d'urbanisation en Europe et en Asie, 1500–1890 266
Tableau B–15 Composition ethnique de la population des États–Unis, 1700–1820 267
Tableau B–16 Composition ethnique de la population d'Amérique latine en 1820 268
Tableau B–17 Production céréalière du Japon et quantité disponible par habitant, 1600–1874 273
Tableau B–18 PIB mondial, 20 pays et totaux régionaux, 0–1998 après J.C. 280
Tableau B–19 Taux de croissance du PIB mondial, 20 pays et totaux régionaux, 0–1998 après J.C. 281
Tableau B–20 Parts du PIB mondial, 20 pays et totaux régionaux, 0–1998 après J.C. 282
Tableau B–21 PIB mondial par habitant, 20 pays et moyennes régionales, 0–1998 283
Tableau B–22 Taux de croissance du PIB mondial par habitant, 20 pays et totaux régionaux, 0–1998 après J.C. 284
Tableau C1–a Population des pays d'Europe, de l'ex–URSS et des pays d'immigration européenne, estimations annuelles, 1950–98 286
Tableau C1–b PIB des pays d'Europe, de l'ex–URSS et des pays d'immigration européenne, estimations annuelles, 1950–98, ... 290
Tableau C1–c PIB par habitant des pays d'Europe, de l'ex–URSS et des pays d'immigration européenne, estimations annuelles, 1950–98 294
Tableau C2–a Population des pays d'Amérique latine, estimations annuelles, 1950–98 298
Tableau C2–b PIB des pays d'Amérique latine, estimations annuelles, 1950–98 302
Tableau C2–c PIB par habitant des pays d'Amérique latine, estimations annuelles, 1950–98 306
Tableau C3–a Population des pays d'Asie, estimations annuelles 1950–99 310
Tableau C3–b PIB des pays d'Asie, estimations annuelles, 1950–98 316
Tableau C3–c PIB par habitant des pays d'Asie, estimations annuelles, 1950–98 322
Tableau C4–a Population de 57 pays d'Afrique, estimations annuelles, 1950–98 328
Tableau C4–b PIB de 57 pays d'Afrique, estimations annuelles, 1950–98 334
Tableau C4–c PIB par habitant de 57 pays d'Afrique, estimations annuelles, 1950–98 340
Tableau C5–a Population mondiale par régions, estimations annuelles, 1950–98 346
Tableau C5–b PIB mondial par régions, estimations annuelles 1950–98 347
Tableau C5–c PIB mondial par habitant par régions, estimations annuelles 1950–98 348
Tableau C6–a Variation annuelle en pourcentage de la population mondiale, par régions, 1950–98 349
Tableau C6–b Variation annuelle en pourcentage du PIB mondial, par régions, 1950–98 350
Tableau C6–c Variation annuelle en pourcentage du PIB mondial par habitant, par régions, 1950–98 351

Tableau D–1a PIB des pays d'Europe de l'Est, 1990–99 355
Tableau D–1b Population des pays d'Europe de l'Est,1990–99 355
Tableau D–1c PIB par habitant des pays d'Europe de l'Est, 1990–99 355
Tableau D–2a PIB des républiques issues de l'ex–Yougoslavie, 1990–98 356
Tableau D–2b Population des républiques issues de l'ex–Yougoslavie, 1990–99 356

Tableau D–2c PIB par habitant des républiques issues de l'ex–Yougoslavie, 1990–98 356
Tableau D–3a PIB des États issus de l'ex–URSS, 1990–98 357
Tableau D–3b Population des États issus de l'ex–URSS, 1990–98 358
Tableau D–3c PIB par habitant des États issus de l'ex–URSS, 1990–98 359
Tableau D–4 Comparaison des estimations de l'OCDE et de Maddison concernant le niveau du PIB réel des 15 Etats issus de l'ex–URSS en 1990 360

Tableau E–1 Emploi total en Europe, au Japon et dans les pays occidentaux issus de l'immigration européenne, 1870–1998 363
Tableau E–2 Emploi total en Amérique latine et en Asie, 1950–98 364
Tableau E–3 Nombre d'heures travaillées chaque année par personne employée, 1870–1998 365
Tableau E–4 Nombre total d'heures travaillées, 1870–1998 366
Tableau E–5 PIB par personne employée en Europe, au Japon et dans les pays occidentaux issus de l'immigration européenne, 1870–1998 367
Tableau E–6 PIB par personne employée en Amérique latine et en Asie, 1950–98 368
Tableau E–7 Productivité du travail (PIB par heure travaillée), 1870–1998 369
Tableau E–8 Taux de croissance du PIB par heure travaillée, 1870–1998 370
Tableau E–9 Niveaux de PIB par heure travaillée, 1870–1998 371
Tableau E–10 Nombre d'heures travaillées annuellement par habitant, 1870–1998 372
Tableau E–11 Emploi en Europe, au Japon et dans les pays occidentaux issus de l'immigration européenne, en pourcentage de la population, 1870–1998 373
Tableau E–12 Emploi en Amérique latine et en Asie, en pourcentage de la population, 1950–1998 374

Tableau F–1 Valeur des exportations de marchandises en prix courants (56 pays), 1870–1998 377
Tableau F–2 Valeur des exportations de marchandises en prix courants (56 pays), 1870–1998 379
Tableau F–3 Valeur des exportations mondiales par région à prix constants, 1870–1998 380
Tableau F–4 Taux de croissance en volume des exportations de marchandises, 11 pays et le monde, 1870–1998 380
Tableau F–5 Exportations de marchandises en pourcentage du PIB aux prix de 1990, 11 pays et le monde, 1870–1998 381

Remerciements

Je voudrais exprimer ma reconnaissance à l'égard de Saskia van Bergen, Catherine Girodet, Ly Na Tang Dollon et Erik Monnikhof pour l'aide considérable qu'ils m'ont apportée dans le traitement statistique des données et la préparation des graphiques, ainsi qu'à Sheila Lionet qui a assuré la mise en forme du manuscrit en vue de sa publication.

Je suis particulièrement redevable à mon ami et mentor Moses Abramovitz (1912–2000), pour ses encouragements, sa sagesse et sa générosité dans ses commentaires sur ce manuscrit, et sur de nombreux autres travaux depuis plus de quarante ans.

J'ai également beaucoup tiré profit des débats qui ont suivi mes interventions en 1998 dans le cadre d'une série de conférences en l'honneur de Kuznets à l'Université de Yale, ainsi que des commentaires sur les exposés que j'ai pu faire sur ce thème à l'Académie des Sciences sociales d'Australie, au Forum Brésil de Porto Alegre, aux séminaires de l'Academia Sinica, de l'Université de Hitotsubashi, de l'Université Keio à Fujisawa, de l'Université d'Osaka ainsi que de l'Université d'Osaka Gakuin. Ce que j'ai pu apprendre lors d'un séjour de trois mois à l'Universita Ca' Foscari de Venise en 1990 m'a été particulièrement utile.

Les diverses versions de cet ouvrage ont bénéficié des commentaires précieux de Bart van Ark, Ian Castles, François Crouzet, Charles Feinstein, Colm Foy, David Henderson, Paolo Malanima, Jim Oeppen, Osamu Saito, Graeme Snooks, Victor Urquidi et Sir Tony Wrigley.

J'ai également reçu des conseils ou des réponses à mes questions de la part de Michèle Alkilic, Heinz Arndt, Jean–Pascal Bassino, Joel Bergsman, Luis Bertola, Derek Blades, Yves Blayo, Lidia Bratanova, Henk–Jan Brinkman, J.W. Drukker, Nick Eberstadt, Pierre van der Eng, Jean–Yves Garnier, Roland Granier, Maria Alice Gusmâo Veloso, Akira Hayami, André Hofman, Yuri Ivanov, Masaaki Kawagoe, Peter Lindert, Cormac O Grada, Debin Ma, Elizabeth Maddison, Paul McCarthy, Nanno Mulder, Peter Hein van Mulligen, Konosuke Odaka, Dirk Pilat, Richard Ruggles, Serguei Sergueev, Miyohei Shinohara, Siva Sivasubramonian, Marcelo Soto, T.N. Srinivasan, Kaoru Sugihara, Jean–Claude Toutain, Richard Wall, Michael Ward et Harry X. Wu.

Mes plus grands remerciements vont à mon épouse, Penelope Maddison, pour ses encouragements constants, et son appui moral et matériel sans faille.

Préface

En 1986, Angus Maddison a effectué une visite à l'Université Nova, à Lisbonne, et c'est à cette occasion que nous nous sommes rencontrés pour la première fois. Je connaissais déjà ses travaux, mon père — lui–même historien de l'économie — m'ayant fait part de leur importance bien des années auparavant. C'est donc avec quelque émotion que, en tant que nouveau Président du Centre de Développement, j'ai été amené à cotoyer Angus de façon régulière.

La collaboration entre le Centre de Développement et Angus Maddison est très ancienne. Il était présent lors de la création du Centre, a influencé son évolution et l'orientation de ses travaux de recherche. Le Centre est, par bien des aspects, indissociable de sa personne. C'est l'une des raisons pour lesquelles la rédaction de cette extraordinaire histoire de l'économie mondiale devait lui être confiée. En outre, Angus est sans doute le plus grand des « chiffrephiles » vivant, comme en témoignent les travaux antérieurs réalisés pour le Centre. Citons en particulier : *L'économie mondiale, 1820–1992* et *L'économie chinoise : une perspective historique*, qui sont tous deux devenus des ouvrages de référence dans le monde entier dans le domaine de l'histoire économique quantitative.

La place de la gouvernance dans le nouvel ordre mondial est l'une des préoccupations du Centre de Développement. Nos recherches visent explicitement à aider les pays à trouver les moyens adéquats pour réformer leurs systèmes de gouvernance à tous les niveaux de la société. Ce thème est également l'un des fils conducteurs de cet ouvrage. Tout au long des deux millénaires étudiés, la gouvernance a été l'un des facteurs qui ont favorisé ou freiné la croissance. Et nous sommes convaincus qu'il s'agit d'un problème crucial pour les sociétés en développement d'aujourd'hui. Nous sommes également persuadés que les pays de l'OCDE ont une responsabilité certaine pour mettre en œuvre eux–mêmes une bonne gouvernance et encourager son adoption ailleurs.

Jorge Braga de Macedo
Président
Centre de Développement

avril 2001

Introduction et résumé

Les grandes lignes du développement mondial

Au cours du dernier millénaire, la population mondiale a été multipliée par 22, le revenu par habitant par 13 et le PIB mondial par près de 300. Cette progression contraste radicalement avec celle enregistrée au cours du millénaire précédent : la population mondiale n'avait alors augmenté que d'un sixième et le revenu par habitant stagné.

De l'an 1000 jusqu'en 1820, la croissance du revenu par habitant a été très lente, la moyenne mondiale progressant d'environ 50 pour cent ; l'essentiel de la croissance a été consacré à satisfaire les besoins d'une population multipliée par quatre.

Depuis 1820, le développement mondial est bien plus dynamique : le revenu par habitant a augmenté plus de huit fois et la population plus de cinq fois. En outre, la croissance du revenu par habitant n'est pas l'unique indicateur du bien–être. Sur le long terme, l'espérance de vie s'est considérablement allongée : en l'an 1000, l'espérance de vie d'un enfant était d'environ 24 ans ; un tiers des enfants mourait avant l'âge de un an ; la famine et les épidémies faisaient des ravages parmi les survivants. Jusqu'en 1820, l'espérance de vie progresse mais de façon quasi imperceptible, et essentiellement en Europe occidentale. C'est surtout depuis cette date que les progrès ont été flagrants : de nos jours, un enfant peut espérer vivre en moyenne 66 ans.

Le processus de croissance a été irrégulier, dans le temps comme dans l'espace. L'amélioration de l'espérance de vie et l'augmentation du revenu ont été plus rapides en Europe occidentale, en Amérique du Nord, en Australasie et au Japon. En 1820, ce groupe affichait un niveau de revenu deux fois supérieur à celui du reste du monde. En 1998, l'écart était de sept à un. Entre les États–Unis (le premier pays du monde aujourd'hui) et l'Afrique (la région la plus pauvre), l'écart est désormais de 20 à un et il ne cesse de se creuser. La divergence est nette mais pas inéluctable. Ces 50 dernières années, les pays émergents d'Asie ont montré qu'un rattrapage était possible, même avec des écarts importants. La croissance économique mondiale a toutefois considérablement ralenti depuis 1973, et les progrès enregistrés en Asie ont été contrebalancés par la stagnation et la régression dans d'autres parties du monde.

Objet de cette étude

Cette étude vise à quantifier de manière exhaustive les évolutions sur le long terme de la population et du revenu mondiaux ; à identifier les forces qui expliquent la réussite des pays riches ; à recenser les obstacles qui ont freiné certaines régions ; ainsi qu'à examiner l'interaction qui existe entre les pays riches et les autres, afin d'évaluer dans quelle mesure la politique des pays occidentaux est responsable du retard du reste du monde.

Les enquêtes sur les performances économiques à long terme n'ont rien d'original. Dès 1776, les travaux fondateurs de Adam Smith adoptent une perspective très large. D'autres ont suivi avec des objectifs tout aussi ambitieux. La démographie historique[1] a également fait des progrès spectaculaires ces dernières années. L'originalité de notre étude réside en ce qu'elle quantifie systématiquement les résultats économiques et en propose une comparaison.

Dans le passé, la recherche quantitative en histoire économique a porté essentiellement sur les XIXe et XXe siècles, périodes où la croissance a été la plus rapide. Si l'on veut remonter au–delà, il faut utiliser des preuves moins bien établies et recourir davantage à des hypothèses ou à des estimations. Cet exercice est néanmoins nécessaire, utile et important, car les différences dans le rythme et le mode d'évolution des principales régions de l'économie mondiale plongent leurs racines dans le passé lointain.

La quantification permet d'élucider les questions mal résolues par l'analyse qualitative. Elle est par ailleurs plus facilement contestable et se prête à la réfutation. Elle permet en cela d'affiner les débats entre experts, de faire naître de nouvelles hypothèses contradictoires, et contribue donc à la dynamique du processus de recherche. A cette fin, les données quantitatives et la nature des procédures d'estimation doivent être décrites en toute transparence, de sorte qu'un lecteur qui aurait une opinion différente puisse enrichir ou rejeter tout ou partie des données fournies, ou introduire d'autres hypothèses. L'analyse des chapitres 1, 2 et 3 est étayée par six annexes dont l'objectif est de fournir cette indispensable transparence.

Les causes de la croissance économique

L'augmentation de la population et du revenu au cours du dernier millénaire s'est appuyée sur trois processus interactifs :

a) la conquête ou la colonisation de zones relativement peu peuplées, dotées de terres fertiles, de ressources biologiques nouvelles, ou d'un bon potentiel de prise en charge des transferts de population, de cultures et de bétail ;

b) les échanges internationaux et les mouvements de capitaux ;

c) l'innovation technologique et institutionnelle.

a) La conquête ou la colonisation

Ce processus est illustré par la colonisation chinoise des terres quasiment vides et marécageuses au Sud du Yang–tseu–kiang, et par l'introduction de nouvelles variétés de riz à mûrissement rapide venues du Vietnam et adaptées à des récoltes multiples. Ce processus se déroula entre le VIIIe et le XIIIe siècles, période pendant laquelle la croissance démographique s'accéléra, le revenu par habitant progressa d'un tiers et la répartition de la population et de l'activité économique fut totalement transformée. Au VIIIe siècle, un quart seulement de la population chinoise vivait au Sud du Yang–tseu–kiang ; au XIIIe siècle, plus des trois quarts. La nouvelle technologie nécessitait davantage de main–d'œuvre et la productivité augmenta donc moins que le revenu par habitant[2].

La rencontre de l'Europe et des Amériques constitue un autre exemple, encore plus frappant. L'existence même de ce continent a été ignorée des Européens jusqu'en 1492, date du voyage de Christophe Colomb[3]. Sa découverte a permis d'exploiter des zones immenses, très faiblement peuplées pour la plupart. Le Mexique et le Pérou étaient les pays les plus développés et les plus densément peuplés, mais leur conquête a été rapide et les trois quarts de la population ont été décimés par les maladies introduites par inadvertance par les Européens. Le nouveau continent pratiquait des cultures inconnues ailleurs, comme le maïs, les pommes de terre, les patates douces, le manioc, les piments, les tomates, les arachides, les ananas, le cacao et le tabac. Toutes furent introduites en Europe, en

Afrique et en Asie, ce qui permit de consolider le potentiel productif de ces régions et leur capacité à soutenir la croissance de la population. Réciproquement, l'introduction en Amérique de nouvelles cultures, comme le blé, le riz, la canne à sucre, la vigne, les légumes verts, les olives, les bananes et le café augmenta considérablement le potentiel du nouveau continent. On introduisit également de nouveaux animaux, comme les bovins, les porcs, les poulets, les moutons et les chèvres, mais aussi, pour le trait, les chevaux, les bœufs, les ânes et les mulets.

Les Amériques exercèrent, au début tout du moins, une forte attraction à cause de leurs importantes ressources en argent (au Mexique et au Pérou) et du développement de l'agriculture de plantation, à l'aide d'une main–d'œuvre servile importée d'Afrique. Les économies néo–européennes de l'Amérique du Nord et le cône Sud de l'Amérique latine ne se développèrent qu'ultérieurement. La population des Amériques ne retrouva son niveau de 1500 qu'au milieu du XVIIIe siècle. Le potentiel global du Nouveau Monde ne commença véritablement à se concrétiser qu'avec l'immigration européenne massive du XIXe siècle et le déplacement vers l'Ouest des frontières de production, grâce au chemin de fer.

Le décalage actuel entre les résultats économiques des Amériques — États–Unis, Amérique latine et Caraïbes — tient pour partie aux différences de dotations de ressources, mais aussi aux différences institutionnelles et sociales héritées du passé. La population indigène de l'Amérique du Nord et du Brésil, relativement peu nombreuse, a été marginalisée ou exterminée. Dans les anciennes colonies espagnoles, c'était une classe subalterne reléguée en marge de la société et, dans toutes les régions où l'esclavage a été important, les descendants des esclaves continuent d'appartenir à un groupe défavorisé. Outre cet héritage, il y a eu aussi de grandes différences, durant la période coloniale, entre les institutions de la péninsule ibérique et celles de l'Amérique du Nord. Ces différences ont influé sur les résultats économiques ultérieurs[4].

b) Les échanges internationaux et les mouvements de capitaux

Si les échanges internationaux ont eu beaucoup d'importance dans l'ascension économique de l'Europe occidentale, leur impact a été bien moindre en Asie ou en Afrique.

Venise a joué un rôle majeur, entre l'an 1000 et 1500, pour l'ouverture des échanges en Europe (vers les Flandres, la France, l'Allemagne et les Balkans) et dans la Méditerranée. Elle a également développé les échanges de produits chinois *via* les routes des caravanes et les ports de la mer Noire. Elle faisait commerce de produits asiatiques, venus d'Inde et d'ailleurs, *via* la Syrie et Alexandrie. Ces échanges permettaient d'introduire en Europe des épices très précieuses et des soieries, mais ils ont également favorisé le transfert de technologies venues d'Asie, d'Égypte et de Byzance (production de textiles en soie et en coton, verre soufflé et culture du riz en Italie ; production et transformation de la canne à sucre dans les colonies vénitiennes de Crète et de Chypre). Le développement maritime de Venise a été favorisé jusqu'à un certain point par l'amélioration des techniques de construction navale, dans son Arsenal, et par l'utilisation du compas et d'autres innovations techniques dans la navigation. Les innovations institutionnelles pour leur part — mise au point d'un système bancaire, de la comptabilité, du change et des marchés du crédit ; création d'un système solvable de finances publiques et d'un service diplomatique compétent — ont été fondamentales dans l'établissement de la suprématie économique de Venise à cette époque. Venise a aussi joué un grand rôle dans le développement intellectuel de l'Europe occidentale. C'est à elle que l'on doit les bibliothèques de manuscrits et elle fut pionnière dans l'édition de livres. Son industrie du verre fut la première à produire des lunettes à grande échelle. Venise donna une impulsion primordiale à l'Occident pendant la Renaissance, en faisant connaître les travaux des Grecs. L'université de Padoue fut l'un des grands centres d'études de l'Europe, et Galilée l'un de ses professeurs célèbres.

Les contacts de Venise avec l'Asie furent rompus par la chute de Byzance, le développement de l'empire ottoman, la chute des États croisés du Levant et l'installation du régime mamelouk en Égypte. Dans la seconde moitié du XVe siècle, c'est au Portugal que s'amorcèrent des échanges bien plus ambitieux entre l'Europe et le reste du monde.

Le Portugal a été le principal vecteur de l'expansion des échanges européens et de la navigation, de la colonisation des îles de l'Atlantique, ainsi que de l'ouverture de routes maritimes contournant l'Afrique pour aller vers l'océan Indien, la Chine et le Japon. Tout au long du XVIe siècle, le Portugal a été le premier fournisseur d'épices pour l'Europe, usurpant là le rôle auparavant tenu par Venise. Ses navigateurs découvrirent le Brésil. Ses diplomates furent suffisamment habiles pour convaincre l'Espagne d'approuver ses revendications territoriales sur ce pays et lui laisser le monopole des échanges avec les îles aux épices des Moluques et l'Indonésie. L'empire espagnol était le plus grand en taille, mais ses seules bases importantes, en dehors des Amériques, se trouvaient aux Philippines. Quant aux deux plus grands navigateurs de l'Espagne, ce furent Christophe Colomb, né à Gênes et formé au Portugal, et Magellan, qui était Portugais.

Le Portugal a retiré de grands avantages de ses échanges et de son empire outre–mer. L'utilité stratégique d'un établissement sur la côte sud–atlantique de l'Europe, aux portes de la Méditerranée, saute aux yeux. Les pêcheurs en haute mer fournissaient au pays une grande partie de son alimentation et ils acquirent ainsi une connaissance sans pareille des vents de l'Atlantique, du climat et des marées. Ces précieuses compétences étaient encore renforcées par le financement, par la couronne, de l'exploration atlantique, de la recherche sur la navigation, de la formation des pilotes et de la consignation des expériences maritimes, sous forme de plans de routes maritimes avec relèvements au compas et de cartographie. Les armateurs portugais de Lisbonne et de Porto adaptaient la conception de leurs bateaux en fonction de l'évolution des connaissances de la navigation sur l'Atlantique. Les plus grands changements concernent le gréement. S'ils s'attachèrent d'abord aux voiles latines, ils adoptèrent ensuite une combinaison de voiles carrées et de voiles latines pour mieux pénétrer dans l'Atlantique Sud, qu'ils modifièrent encore pour s'adapter aux trajets bien plus longs autour du cap de Bonne espérance. La réussite portugaise tient aussi à la capacité du pays à assimiler les « nouveaux chrétiens » — les marchands ou les savants juifs qui avaient joué un grand rôle dans la péninsule ibérique pendant l'occupation musulmane. Ils furent chassés d'Espagne, mais bon nombre d'entre eux se réfugièrent au Portugal où ils vinrent grossir les rangs de la communauté existante. On exigeait d'eux une conversion de pure forme. Ils furent en butte à des persécutions, mais ils apportèrent de précieuses compétences pour le développement des intérêts commerciaux portugais en Afrique, au Brésil et en Asie, ainsi que pour le progrès scientifique, servant d'intermédiaires commerciaux avec le monde musulman et attirant les capitaux génois et catalans dans les entreprises portugaises.

C'est au Portugal que l'on doit le transfert de la technologie de production et de transformation de la canne à sucre dans les îles atlantiques de Madère et de São Tomé, puis au Brésil. Le Portugal introduisit le trafic d'esclaves pour alimenter en main–d'œuvre l'industrie du Nouveau monde. Il achemina environ la moitié de tous les esclaves qui firent le voyage d'Afrique vers les Amériques entre 1500 et 1870. Dans l'Europe du XVe siècle, le sucre était une denrée très rare et très chère. A la fin du XVIIIe siècle, c'était devenu un produit de consommation courante : les échanges en volume du sucre ont été largement supérieurs à ceux de tous les autres produits tropicaux.

A l'époque où le Portugal inaugurait ce type de liens internationaux, les relations commerciales entre les différentes régions de l'Europe du Nord étaient renforcées par le développement impressionnant de l'activité maritime des Pays–Bas. En 1570, la charge utile de la marine marchande néerlandaise était à peu près équivalente à celle des flottes anglaise, française et allemande réunies. Par habitant, elle était 25 fois plus importante que celle de ces trois pays septentrionaux.

L'expansion de la navigation et de la construction navale, la transformation de l'agriculture néerlandaise en horticulture, la création d'un large réseau de canaux, l'utilisation de l'énergie éolienne ou de la tourbe, tout cela a fait des Pays–Bas l'économie européenne la plus dynamique entre 1400 et le milieu du XVIIe siècle. Ce pays a poussé la spécialisation internationale plus loin que n'importe quel autre. La navigation et les services commerciaux représentaient une partie importante de ses revenus. Il importait des céréales et du bétail sur pied et exportait des harengs et des produits laitiers. En 1700, 40 pour cent seulement de la main–d'œuvre travaillait dans l'agriculture.

Jusqu'en 1580, les Pays–Bas faisaient partie d'une entité politique plus large. Celle–ci comprenait les Flandres et le Brabant — la zone industrielle la plus prospère d'Europe et le pendant septentrional de Venise pour les activités bancaires, les finances et les échanges internationaux. Toute la région fut sous le contrôle des Bourguignons jusqu'à la fin du XVe siècle, puis elle passa aux mains des Habsbourg, qui régnaient également sur l'Espagne. Les Hollandais se rebellèrent contre cet empire prédateur, à cause de la trop forte pression fiscale et de la répression politique et religieuse. Ils créèrent un État–nation moderne, qui protégeait les droits de propriété des marchands et des entrepreneurs, promouvait l'éducation laïque et pratiquait la tolérance religieuse.

L'élite financière et les entrepreneurs émigrèrent pour la plupart vers la nouvelle république, accompagnés par un grand nombre d'artisans parmi les plus talentueux des Flandres et du Brabant. Les Hollandais maintinrent un blocus sur l'Escaut et le port d'Anvers pendant plus de 200 ans et ils ruinèrent le monopole espagnol des échanges avec l'Afrique, l'Asie et les Amériques.

L'expérience hollandaise, de 1580 aux guerres napoléoniennes, est une illustration éloquente de la façon dont l'Europe occidentale interagit avec l'économie mondiale à cette époque.

La réussite économique initiale de la république hollandaise et sa suprématie maritime et commerciale dépendaient pour une grande part de sa réussite dans les guerres et d'une politique commerciale aggressive, où elle entrait en concurrence avec le Portugal et l'Espagne. Au XVIIIe siècle, elle avait perdu sa suprématie car deux nouveaux rivaux, l'Angleterre et la France, avaient grandement renforcé leur puissance maritime et utilisaient les mêmes techniques pour repousser les Hollandais des marchés qu'ils cherchaient à conquérir. Le volume du commerce extérieur hollandais chuta de 20 pour cent entre 1700 et 1820. Pendant cette période, les exportations du Royaume–Uni avaient augmenté en volume plus de sept fois et celles de la France avaient été multipliés par 2.75. Entre 1720 et 1820, le revenu hollandais par habitant chuta d'un sixième, alors que le revenu britannique augmentait de moitié et le revenu français d'un quart.

La Grande–Bretagne a enregistré entre les années 1680 et 1820 une croissance du revenu par habitant plus rapide que n'importe quel autre pays européen. Cela tient à l'amélioration de son système bancaire et de ses institutions financières et budgétaires, au développement de l'agriculture selon les techniques pionnières des Hollandais, mais aussi à une poussée de la productivité industrielle à la fin de la période. Le pays tira également de larges profits de l'hégémonie commerciale qu'il finit par atteindre, en recourant adroitement à une politique de concurrence acharnée.

Soixante ans de conflit armés et l'adoption de lois très contraignantes sur la navigation ont chassé les concurrents des marchés que la Grande–Bretagne voulait monopoliser. Elle prit en mains le trafic d'esclaves entre l'Afrique et les Caraïbes et constitua un empire outre–mer dont la population totale atteignait en 1820 près de 100 millions de personnes.

Les autres puissances européennes furent les perdants de la lutte britannique pour la suprématie. A l'issue des guerres napoléoniennes, les Hollandais avaient perdu tous leurs territoires asiatiques, à l'exception de l'Indonésie. Les Français étaient réduits à une présence symbolique en Asie et ils avaient dû abandonner leurs principales possessions aux Caraïbes. Peu après la guerre, le Brésil prit son indépendance du Portugal. L'Espagne perdit son immense empire colonial en Amérique latine, ne conservant que Cuba, Porto Rico et les Philippines. La Grande–Bretagne récupéra ce que les Hollandais et les Français laissaient en Afrique et en Asie, étendit son contrôle sur l'Inde et instaura une présence commerciale privilégiée en Amérique latine.

Au nombre des perdants, on compte aussi les anciens dirigeants de l'Inde, dont le pouvoir et les revenus furent usurpés en grande partie par les employés de la Compagnie britannique des Indes orientales. Sous leur « règne », de 1757 à 1857, le revenu par habitant de l'Inde chuta, mais les bénéfices britanniques furent conséquents.

Entre 1820 et 1913, le revenu britannique par habitant augmenta plus vite qu'à n'importe quel autre moment de l'histoire — trois fois plus vite que dans la période 1700–1820. La principale raison de cette meilleure performance tient à l'accélération du progrès technique, accompagnée par une croissance rapide du stock de capital physique et par l'amélioration de l'éducation et des compétences de la main–d'œuvre ; mais les évolutions de la politique commerciale ont également joué un rôle important. En 1846, les droits protectionnistes sur les importations agricoles furent supprimés et les lois sur la navigation abolies en 1849. En 1860, toutes les barrières commerciales et douanières avaient été supprimées unilatéralement. A la même époque furent passés des accords réciproques pour une libéralisation des échanges entre la France et les autres pays européens ; ceux–ci intégraient une clause de la nation la plus favorisée, ce qui signifiait que toute libéralisation bilatérale s'appliquait de la même manière à tous les pays.

Le libre–échange fut imposé à l'Inde et aux autres colonies britanniques, ainsi que dans l'empire « officieux » du pays. La Chine, la Perse, la Thaïlande et l'empire ottoman, qui n'étaient pas des colonies, étaient néanmoins obligés par traité de maintenir des tarifs peu élevés, restreignant ainsi leur souveraineté commerciale et offrant à des étrangers des droits extraterritoriaux. Ce système d'impérialisme libre–échangiste favorisa les exportations britanniques, mais il fut moins nuisible aux intérêts des colonies qu'au XVIIIe siècle, époque où la Jamaïque ne pouvait commercer qu'avec la Grande–Bretagne et ses colonies, et la Guadeloupe seulement avec la France.

La politique britannique de libre–échange et la disposition du pays à importer la plupart de ses produits alimentaires ont eu des effets positifs sur l'économie mondiale. Elles favorisèrent le progrès technique et le diffusèrent largement. C'est en Amérique du Nord, dans le cône Sud et en Australasie qu'elles eurent l'effet le plus favorable, car ces régions possédaient d'abondantes ressources naturelles et bénéficiaient de larges entrées de capitaux ; mais il y eut aussi quelques retombées positives en Inde, qui était la partie la plus grande, mais aussi la plus pauvre, de l'empire.

Les innovations en matière de communication ont joué un grand rôle dans le rapprochement des marchés financiers nationaux et dans la simplification des mouvements internationaux de capitaux. Le Royaume–Uni occupait déjà une place importante dans les finances internationales, grâce à la solidité de son système public monétaire et de crédit, à la taille de son marché des capitaux et de la dette publique, et au maintien d'un étalon–or. L'existence même de l'empire avait créé un système de droits de propriété qui semblait être aussi fiable que celui dont bénéficiaient les détenteurs de titres britanniques. Le pays était un pays riche, proche des frontières de la technologie, de sorte que ses rentiers étaient séduits par les investissements étrangers même lorsque la marge bénéficiaire supplémentaire restait modeste.

A partir des années 1870, on enregistra des sorties massives de capitaux britanniques destinés à financer des investissements outre–mer. Le Royaume–Uni orienta la moitié de son épargne vers les pays étrangers. Les investissements français, allemands et hollandais étaient également substantiels.

L'ancien ordre économique libéral vola en éclats avec les deux guerres mondiales et l'effondrement des flux de capitaux, des migrations et des échanges dans les années 30, marquées par le retour à une politique de concurrence acharnée. Entre 1913 et 1950, l'économie mondiale progressa bien plus lentement qu'entre 1870 et 1913, les échanges mondiaux augmentèrent bien moins que le revenu mondial et le degré d'inégalité entre les régions se creusa nettement, le repli étant davantage marqué en Asie.

En 1950, le colonialisme était dans un état avancé de décomposition. A une ou deux exceptions près, dès les années 60, l'empire avait quasiment disparu. L'ordre impérial britannique avait vécu, tout comme celui de la Belgique, de la France, des Pays–Bas et du Japon. A l'Ouest, les États–Unis apparaissaient comme l'unique puissance hégémonique pouvant faire concurrence au bloc soviétique dans les luttes d'influence sur les pays nouvellement indépendants d'Afrique et d'Asie.

L'économie mondiale progressa bien plus vite entre 1950 et 1973 qu'elle ne l'avait fait auparavant ; ce fut une période de prospérité inégalée, un âge d'or. Le PIB mondial par habitant a augmenté d'environ 3 pour cent par an (soit un doublement tous les 25 ans). Le PIB mondial a progressé de près de 5 pour cent par an et les échanges mondiaux de près de 8 pour cent. Ce dynamisme touchait toutes les régions. L'accélération était surtout visible en Europe et en Asie. Il y eut aussi un certain degré de convergence entre régions, même s'il s'agissait surtout d'un resserrement de l'écart entre les États–Unis et les autres pays capitalistes avancés (l'Europe occidentale et le Japon).

Les résultats inhabituellement bons de cet âge d'or peuvent s'expliquer de plusieurs façons. Tout d'abord, les pays capitalistes avancés ont créé une sorte de nouvel ordre économique libéral international, doté de codes de conduite explicites et rationnels et d'institutions de coopération (l'OECE, l'OCDE, le FMI, la Banque mondiale et le GATT) qui n'existaient pas auparavant. Depuis 1948, une grave scission coupait l'Ouest et l'Est, mais elle fut encore accentuée par l'harmonisation des intérêts des pays capitalistes, de sorte que la concurrence sauvage des années d'avant–guerre ne se répéta pas. Les États–Unis fournirent une aide conséquente à l'Europe au moment où elle en avait le plus besoin, introduisant ainsi des procédures de coopération et des politiques commerciales libérales. Jusque dans les années 70, ils servirent aussi de point d'ancrage à la stabilité monétaire internationale. Les relations Nord–Sud passèrent de la tutelle coloniale des années d'avant–guerre à une situation où l'on tentait davantage de stimuler le développement. L'expansion considérable des échanges dans les économies capitalistes avancées imprima une dynamique à l'ensemble de l'économie mondiale.

Le deuxième élément nouveau de cette puissance tient au caractère des politiques intérieures, délibérément consacrées à la promotion de niveaux élevés de demande et d'emploi dans les pays avancés. La croissance était non seulement plus rapide que jamais, mais le cycle conjoncturel disparut quasiment totalement. Les investissements atteignirent des niveaux sans précédent, s'accompagnant d'espoirs euphoriques. Jusque dans les années 70, la pression inflationniste était également plus faible que prévu dans ces conditions de boum séculaire.

Le troisième élément de ce cercle vertueux réside dans le potentiel de croissance du côté de l'offre. L'Europe et l'Asie pouvaient encore largement mobiliser des éléments « normaux » de « reprise » par rapport aux années de dépression et de guerre. De plus, et cela a davantage d'importance, le progrès technique aux États–Unis ne cessait de s'accélérer. Ce pays jouait par ailleurs, pendant cet âge d'or, un rôle de diffusion qui était à l'opposé de son attitude entre les deux guerres.

Depuis cette période faste, la face du monde a bien changé. La croissance par habitant a été plus de deux fois moins rapide et les différentes régions ont enregistré des résultats très disparates. En Europe occidentale et au Japon, la croissance par habitant est passée bien en deçà de ses niveaux de l'âge d'or, mais elle est restée bien meilleure que dans les années 1870–1913. Dans les pays de l'Asie « émergente », où vit la moitié de la population mondiale, le succès a été assez exceptionnel. La croissance par habitant y a été plus rapide après 1973 qu'à l'âge d'or, et plus de dix fois plus rapide que sous l'ancien ordre économique libéral.

Si le monde ne se composait que de ces deux groupes de pays, le schéma du développement mondial pourrait être interprété comme une démonstration irréfutable des possibilités de convergence. Parce qu'ils ont réussi à mobiliser et à redistribuer efficacement les ressources, et à améliorer leur capital humain et physique afin d'assimiler et d'adapter les technologies adéquates, les pays de l'Asie émergente se sont rapprochés de façon significative du groupe capitaliste de tête.

Cependant, il existe un autre ensemble de pays (ils sont 168 et abritent un tiers de la population mondiale) dans lequel la dégradation des résultats depuis l'âge d'or est inquiétante. Ainsi, en Afrique, le revenu par habitant n'a pas progressé depuis 25 ans. En Europe de l'Est et dans les pays de l'ex–URSS, le revenu moyen par habitant était en 1998 inférieur des trois–quarts environ à ce qu'il était en 1973. En Amérique latine et dans de nombreux pays asiatiques, la hausse des revenus n'atteint qu'une

fraction du niveau de l'âge d'or. Les économies appartenant à ce groupe hétérogène de pays « chancelants », bien loin de rattraper les autres, se retrouvent complètement à la traîne. La plupart d'entre elles n'ont pas réussi à s'adapter au nouvel ordre économique international, qui a beaucoup évolué depuis l'âge d'or.

Le mode de fonctionnement du nouvel ordre économique d'après–guerre est analysé en détail au chapitre 3. La structure de l'analyse s'appuie sur le tableau 3–5 qui propose une synthèse des résultats comparés des principales régions du monde.

c) L'innovation technologique et institutionnelle

De l'an 1000 à 1820, les progrès de la technologie ont été bien plus lents qu'ils ne l'ont été depuis, mais ils entrent cependant pour beaucoup dans le processus de croissance. Si l'agriculture n'avait pas progressé, la population mondiale n'aurait pu augmenter comme elle l'a fait. Si la technologie maritime et les institutions commerciales n'avaient pas existé, l'ouverture de l'économie mondiale n'aurait pu se faire. Le progrès technique dans des domaines cruciaux dépendait d'améliorations fondamentales de la méthode scientifique, de l'expérimentation, de l'accumulation systématique et de la publication des nouveaux savoirs. De longs siècles d'efforts ont fourni les bases intellectuelles et institutionnelles des progrès bien plus rapides enregistrés au XIXe et au XXe siècles.

Ce processus d'avancée cumulative est parfaitement illustré par l'histoire de la technologie maritime et de la navigation. En l'an 1000, les navires et la navigation européens n'étaient pas meilleurs que ceux de l'empire romain. Les progrès vinrent avec la création en 1104 à Venise d'un chantier naval public, l'Arsenal, pour la construction des galères et l'amélioration de la conception des bâtiments. L'introduction du compas et du sablier pour mesurer le temps en mer a permis de doubler la productivité des navires. Ceux–ci pouvaient naviguer par mauvais temps et faire deux voyages aller–retour par an, au lieu d'un, entre Venise et Alexandrie. Les préparatifs des Portugais pour aller en Inde ont représenté un fantastique projet de recherche qui demanda des années d'expérimentation dans la technologie de la construction navale, l'amélioration des instruments de navigation et des cartes, l'astronomie appliquée, une meilleure connaissance des vents, des courants et des diverses routes possibles. Les Hollandais mirent au point un nouveau type de bateau–usine pour pouvoir traiter en pleine mer leurs prises de harengs. Ils produisirent en masse un bateau cargo peu coûteux (le *fluyt*). Le gouvernement britannique finança et encouragea la recherche en astronomie et en magnétisme terrestre ainsi que la production du premier chronomètre maritime fiable et des premiers guides pratiques pour les marins *(Nautical Almanacs)*. L'efficacité du chou mariné et du jus de citron dans la prévention du scorbut fut également démontrée.

A la fin du XVIIIe siècle, les navires pouvaient transporter dix fois plus de marchandises qu'une galère vénitienne du XIVe siècle, avec un équipage moins important. La sécurité des voyages au long cours fut également grandement améliorée. Lors de leur première expédition en Asie, Vasco de Gama et Cabral perdirent la moitié de leur équipage et plus de la moitié de leurs navires. Lors du premier tour du monde, Magellan perdit quant à lui plus de 90 pour cent de son équipage. Deux cent quarante ans plus tard, le tour du monde réussi de Cook avait pratiquement atteint les normes modernes de sécurité maritime.

Jusqu'au XVe siècle, les différents progrès réalisés en Europe dépendaient des transferts de technologie depuis l'Asie et le monde arabe. Entre 1405 et 1453, la supériorité des Chinois dans la construction navale fut largement attestée par sept expéditions vers les « océans de l'Ouest » (tableau 2–11). Les navires chinois étaient bien plus gros que ceux des Portugais, ils tenaient mieux la mer et ils étaient plus confortables, équipés de compartiments étanches, de cabines en plus grand nombre et capables de couvrir de longues distances jusqu'en Afrique. Après cette période, la Chine tourna le dos à l'économie mondiale et sa technologie maritime sombra peu à peu.

A la fin du XVIIe siècle, la supériorité technologique européenne dans la construction navale et les armements était patente. L'Europe avait également progressé au niveau des institutions. La banque, le crédit, les marchés des changes, la gestion financière et budgétaire, la comptabilité, les assurances et la gestion des entreprises (pratiquée par les compagnies britannique et hollandaise des Indes orientales) étaient bien plus sophistiqués qu'en Asie et tout cela joua un rôle fondamental dans l'ouverture de l'économie mondiale sous l'impulsion de l'Europe.

La diffusion de la technologie au sein de l'Europe occidentale a été relativement rapide et les écarts technologiques entre nations n'étaient pas très marqués, en dépit de la fréquence des conflits. Les liens étaient entretenus par le développement des études humanistes, la création des universités et l'invention de l'imprimerie.

Au XVIe et au XVIIe siècles, la qualité de la science occidentale a été révolutionnée par les interactions entre savants et scientifiques comme Copernic, Érasme, Bacon, Galilée, Hobbes, Descartes, Petty, Leibniz, Huygens, Halley ou Newton. La plupart d'entre eux entretenaient d'étroites relations avec leurs collègues vivant dans d'autres pays ou bien avaient eux–mêmes vécu à l'étranger quelques années. Ce type de coopération fut institutionnalisé par la création d'académies scientifiques, qui favorisaient les débats et la recherche et publiaient les résultats obtenus. La plupart de ces travaux avaient des applications pratiques immédiates et nombre de ces hommes de premier plan ont été associés à l'orientation des politiques publiques.

La diffusion de ces progrès hors de l'Europe fut assez limitée. Des universitaires jésuites séjournèrent pendant quasiment deux siècles à Pékin, et certains d'entre eux comme Ricci, Schall ou Verbiest avaient noué d'étroits contacts avec les dirigeants du pays ; mais l'élite chinoise n'avait pas de curiosité pour le développement intellectuel et scientifique occidental. Les contacts des Japonais avec le savoir européen furent encore plus limités que ceux des Chinois, mais ils eurent davantage de conséquences. Les Portugais et les jésuites passèrent près d'un siècle au Japon, et l'intérêt du pays pour les navires, les cartes, la navigation et les armes européens fut très marqué. Après l'expulsion des Portugais, le seul contact du Japon avec le savoir européen se fit par l'intermédiaire de scientifiques employés à la Compagnie hollandaise des Indes orientales (comme Kaempfer, Thunberg ou von Siebold). Même si ces contacts étaient limités, ils contribuèrent à détruire le respect des Japonais pour tout ce qui était chinois et à accentuer leur curiosité envers les « choses » de l'Occident (annexe B).

Les employés de la Compagnie des Indes orientales qui « régnèrent » sur l'Inde entre 1757 et 1857 avaient des convictions radicales à la Bentham bien affirmées et brûlaient de modifier les institutions juridiques indiennes et les règles de propriété. Après la mutinerie indienne de 1857 et l'instauration d'un contrôle direct par l'empire, ces ambitions radicales d'occidentalisation furent abandonnées. En Indonésie, où des ambitions du même ordre se firent sentir sous l'administration britannique pendant les guerres napoléoniennes, l'occidentalisation fut abandonnée après la révolte de Diponegoro dans les années 1830.

La seule véritable transmission outre–mer de la technologie et de la science européennes se fit à la fin du XVIIIe siècle en direction des 13 colonies britanniques de l'Amérique du Nord. En 1776, on comptait neuf universités pour 2.5 millions de personnes et l'élite intellectuelle du pays (comme Benjamin Franklin ou Thomas Jefferson) était parfaitement au fait des activités de ses contemporains européens. Dans les colonies espagnoles, au Brésil et aux Caraïbes, la population dépassait les 17 millions de personnes, mais il n'y avait que deux universités (à Mexico et à Guadalajara), spécialisées en droit et en théologie.

Les raisons qui expliquent la croissance accélérée du progrès technique depuis 1820 sont analysées de façon très détaillée dans l'une de mes précédentes études, *L'Économie mondiale, 1820–1992* (1995), surtout au chapitre 2 et aux pages 75-76 ; elles ne sont donc pas traitées de manière approfondie ici. Cependant, il est clair que le progrès technique s'est ralenti. Il a été bien plus rapide entre 1913 et 1973 que depuis lors. Le ralentissement de ces 25 dernières années explique notamment la décélération de la croissance économique mondiale. Les adeptes de la « nouvelle économie » récusent la notion de ralentissement du progrès technique et évoquent des arguments anecdotiques ou micro–économiques pour prouver le contraire. Mais les effets de leur révolution technologique n'apparaissent dans les statistiques macro–économiques que depuis très peu de temps, et je suis bien loin de partager leurs attentes euphoriques[5].

Notes

1. Wrigley et Schofield (1981) et Wrigley *et al*. (1997) ont utilisé des techniques de reconstitution des familles et des projections inversées pour exploiter les registres de naissance, de décès et de mariage tenus par le clergé. Nous disposons de ce fait d'estimations annuelles de la population anglaise et de caractéristiques démographiques qui remontent à 1541. Bagnall et Frier (1994) se sont servis de fragments de recensements faits par les Romains pour reconstruire la démographie et l'économie de l'Égypte au IIIe siècle. Grâce aux travaux de de Vries (1984) pour l'Europe et à ceux de Rozman (1973) pour l'Asie, il est possible de mesurer l'importance proportionnelle de l'urbanisation pendant de longues périodes du passé. Les bureaucrates chinois ont conservé des registres de la population qui remontent à plus de 2 000 ans ; ils servaient à l'origine à évaluer la capacité fiscale et contenaient des informations sur les zones cultivées et les rendements des cultures. Ces informations ont été utilisées par Perkins (1969) dans son évaluation des mouvements du PIB chinois sur le long terme. Les travaux de Perkins m'ont poussé à écrire *L'Économie chinoise : une perspective historique* (Centre de Développement de l'OCDE, 1998), ouvrage dans lequel j'ai adopté la même perspective temporelle qu'ici.

2. Voir Maddison (1998a) pour une analyse de l'évolution de l'agriculture chinoise. Voir Boserup (1965) pour une brillante réfutation de la vision malthusienne simpliste selon laquelle la pression démographique sur un stock fixe de ressources naturelles entraînerait inévitablement une diminution des rendements. Elle montre comment l'agriculture « traditionnelle » asiatique a réussi à faire face à la pression démographique en introduisant toute une série de changements dans la pratique technique. L'intensité de l'utilisation des terres progressa, passant d'activités de chasse et de cueillette à des jachères forestières et à une agriculture sédentaire, dotée de meilleurs outils, et de l'agriculture sèche et de la jachère à l'irrigation et aux récoltes multiples. Au cours de ce processus, la productivité de la main–d'œuvre a certainement chuté avant l'introduction des engrais et des machines modernes.

3. Voir Morison (1971) sur les déplacements norvégiens de l'Islande vers le Groenland et le voyage de Leif Ericsson en 1001 *via* la terre de Baffin, Belle Isle et le Labrador pour aller vers l'extrémité septentrionale de Terre–Neuve, où il y eut une brève colonisation, longtemps oubliée, à l'Anse aux Meadows.

4. Adam Smith, dans *La Richesse des nations*, 1776, livre IV, chapitre VII, partie II, fait une évaluation pleine de prescience de ces différences institutionnelles et de leurs conséquences sur le développement futur. Parmi les dysfonctionnements potentiels des colonies espagnoles, il identifiait entre autres la captation des terres, qui empêchait leur mise en valeur et leur transfert, la charge fiscale très lourde destinée à financer la pompe des gouvernements civils et ecclésiastiques, et le contrôle officiel des marchés. Voir le chapitre 2 du présent ouvrage pour mon évaluation de l'influence portugaise au Brésil et la différence entre l'héritage colonial du Mexique et celui des États–Unis.

5. Se reporter à la discussion sur les résultats économiques des États–Unis au chapitre 3, et particulièrement à l'encadré 3–1.

Chapitre 1

Les grandes lignes du développement mondial

La performance économique mondiale du deuxième millénaire de notre ère a été bien meilleure que celle du premier millénaire. Entre l'an mil et 1998, la population a été multipliée par 22 et le revenu par habitant par 13. Lors du millénaire précédent, la population avait sextuplé, et le PIB par habitant avait légèrement diminué.

Le deuxième millénaire s'organise en deux époques distinctes. Entre l'an mil et 1820, le revenu par habitant a suivi un mouvement ascendant lent — la progression, pour le monde considéré dans son ensemble, a été de l'ordre de 50 pour cent. La croissance a eu un caractère essentiellement « extensif », dont la plus grande partie a servi à faire vivre une population dont l'effectif avait quadruplé. Depuis 1820, le développement du monde est beaucoup plus dynamique, et plus « intensif ». Le revenu par habitant a progressé plus rapidement que la population. En 1998, il était 8.5 fois plus élevé qu'en 1820, et la population mondiale a été multipliée par 5.6.

On observe de très larges écarts dans les résultats des différentes régions du monde pendant ces deux époques. La région la plus dynamique est celle du groupe A, qui comprend l'Europe occidentale, les pays d'immigration européenne (Australie, Canada, États–Unis et Nouvelle–Zélande) et le Japon. Entre l'an mil et 1820, le revenu moyen par habitant de ce groupe a progressé environ quatre fois plus vite que le revenu moyen du reste du monde. Le décalage s'est maintenu entre 1820 et 1998, puisque le revenu par habitant du premier groupe a été multiplié par 19, alors que celui du second groupe (groupe B = reste du monde) était multiplié par 5.4.

Les différences de revenu sont beaucoup plus importantes aujourd'hui qu'elles ne l'ont jamais été dans le passé. Au début de notre ère, les niveaux moyens du revenu des groupes A et B étaient similaires. En l'an mil, la moyenne du groupe A était plus faible, en raison de l'effondrement économique consécutif à la chute de l'Empire romain. En 1820, le groupe A avait pris de l'avance, enregistrant un revenu moyen à peu près deux fois plus élevé que celui du reste du monde. En 1998, l'écart était pratiquement de sept pour un. Entre les pays d'immigration européenne (la région la plus riche) et l'Afrique (la région la plus pauvre), il était de 19 pour un.

La performance économique des pays du groupe B depuis 1820 n'est pas aussi homogène que celle du groupe A. Le revenu par habitant a progressé plus rapidement en Amérique latine que dans les pays d'Europe de l'Est et d'Asie, et pratiquement deux fois plus vite qu'en Afrique. Toutefois, d'un point de vue occidental, la performance de toutes ces régions est décevante.

Il y a eu d'énormes variations des poids respectifs des différentes régions. En l'an mil, l'Asie (à l'exclusion du Japon) entrait pour plus des deux tiers dans le PIB mondial et l'Europe occidentale pour moins de 9 pour cent. En 1820, les proportions étaient respectivement de 56 pour cent et de 24 pour cent. En 1998, la part de l'Asie était approximativement de 30 pour cent, contre 46 pour cent pour l'Europe de l'Ouest et les pays d'immigration européenne combinés.

Tableau 1–1. **Niveau et taux d'accroissement de la population : monde et principales régions, 0–1998 après J.C.**

	0	*1000*	*1820*	*1998*	*0–1000*	*1000–1820*	*1820–1998*
	(millions d'habitants)				*(taux de croissance annuel moyen composé)*		
Europe de l'Ouest	24.7	25.4	132.9	388	0.00	0.20	0.60
Pays d'immigration européenne	1.2	2.0	11.2	323	0.05	0.21	1.91
Japon	3.0	7.5	31.0	126	0.09	0.17	0.79
Total groupe A	28.9	34.9	175.1	838	0.02	0.20	0.88
Amérique latine	5.6	11.4	21.2	508	0.07	0.08	1.80
Europe de l'Est & ex–URSS	8.7	13.6	91.2	412	0.05	0.23	0.85
Asie (à l'exclusion du Japon)	171.2	175.4	679.4	3 390	0.00	0.17	0.91
Afrique	16.5	33.0	74.2	760	0.07	0.10	1.32
Total groupe B	202.0	233.4	866.0	5 069	0.01	0.16	1.00
Monde	230.8	268.3	1 041.1	5 908	0.02	0.17	0.98

Source : Annexe B.

Tableau 1–2. **Niveau et taux de croissance du PIB par habitant : monde et principales régions, 0–1998 après J.C.**

	0	*1000*	*1820*	*1998*	*0–1000*	*1000–1820*	*1820–1998*
	(dollars internationaux de 1990)				*(taux de croissance annuel moyen composé)*		
Europe de l'Ouest	450	400	1 232	17 921	–0.01	0.14	1.51
Pays d'immigration européenne	400	400	1 201	26 146	0.00	0.13	1.75
Japon	400	425	669	20 413	0.01	0.06	1.93
Moyenne groupe A	443	405	1 130	21 470	–0.01	0.13	1.67
Amérique latine	400	400	665	5 795	0.00	0.06	1.22
Europe de l'Est et ex–URSS	400	400	667	4 354	0.00	0.06	1.06
Asie (à l'exclusion du Japon)	450	450	575	2 936	0.00	0.03	0.92
Afrique	425	416	418	1 368	–0.00	0.00	0.67
Moyenne groupe B	444	440	573	3 102	–0.00	0.03	0.95
Monde	444	435	667	5 709	–0.00	0.05	1.21

Source : Annexe B.

Tableau 1–3. **Niveau et taux de croissance du PIB : monde et principales régions, 0–1998 après J.C.**

	0	*1000*	*1820*	*1998*	*0–1000*	*1000–1820*	*1820–1998*
	(milliards de dollars internationaux de 1990)				*(taux de croissance annuel moyen composé)*		
Europe de l'Ouest	11.1	10.2	163.7	6 961	–0.01	0.34	2.13
Pays d'immigration européenne	0.5	0.8	13.5	8 456	0.05	0.35	3.68
Japon	1.2	3.2	20.7	2 582	0.10	0.23	2.75
Total groupe A	12.8	14.1	198.0	17 998	0.01	0.32	2.57
Amérique latine	2.2	4.6	14.1	2 942	0.07	0.14	3.05
Europe de l'Est & ex–URSS	3.5	5.4	60.9	1 793	0.05	0.29	1.92
Asie (à l'exclusion du Japon)	77.0	78.9	390.5	9 953	0.00	0.20	1.84
Afrique	7.0	13.7	31.0	1 939	0.07	0.10	1.99
Total groupe B	89.7	102.7	496.5	15 727	0.01	0.19	1.96
Monde	102.5	116.8	694.4	33 726	0.01	0.22	2.21

Source : Annexe B.

I
La nature des changements démographiques et leur incidence sur le bien–être

L'accélération de la croissance démographique au cours du dernier millénaire peut provenir de l'augmentation de la fécondité ou de la réduction de la mortalité. Les données d'observation (tableau 1–4) montrent que la baisse lente et irrégulière de la mortalité a été le facteur prépondérant avant 1820. Depuis cette date, la diminution de la mortalité a été bien plus forte, et elle a clairement une influence prédominante. De fait, la fécondité a sensiblement baissé depuis 1820 (tableau 1–5a). L'augmentation de l'espérance de vie est un signe important de l'amélioration du bien–être humain. Notre mesure du PIB laisse de côté cet élément, mais il y a une congruence marquée, dans le temps et entre les régions, entre l'évolution du revenu par habitant et l'espérance de vie.

Tableau 1–4. **Espérance de vie et mortalité infantile, garçons et filles confondus, 33–1875 après J.C.**

Pays et période	*Nombre d'années d'espérance de vie à la naissance*	*Taux de mortalité pour 1 000 pendant la première année d'existence*	*Source et auteurs*
Égypte romaine, 33–258	24.0	329	Fragments de recensements romains : Bagnall et Frier
Angleterre, 1301–1425	24.3	218	Estimations très approximatives sur la base des registres financiers : Russell
Angleterre, 1541–56	33.7	n.d.	Reconstitution familiale et rétroprojection à partir des registres de naissance et de décès : Wrigley, *et al.*
Angleterre, 1620–26	37.7	171	
Angleterre, 1726–51	34.6	195	
Angleterre, 1801–26	40.8	144	
France, 1740–49	24.8	296	Reconstitution familiale : Blayo
France, 1820–29	38.8	181	
Suède, 1751–55	37.8	203[a]	Registres paroissiaux et dépouillement des recensements : Gille
Japon, 1776–1875	32.2	277	Registres des temples : Jannetta
Japon, 1800–50	33.7	295	Registres des temples : Yasuba
Japon, 1751–1869	37.4	216	Registres démographiques : Saito

a) 1751–1800.

Sources : Égypte, données tirées de Bagnall et Frier (1994, pp. 70 et 100). Angleterre 1301–1425, données tirées de Russell (1948, pp. 186 et 218). Angleterre 1541–1826 (à l'exclusion de Monmouth), données tirées de Wrigley *et al.* (1997), p. 614 pour l'espérance de vie et p. 219 pour la mortalité infantile. France, données tirées de Blayo (1975), p. 141 pour l'espérance de vie, et pp. 138–39 pour la mortalité infantile. Suède, données tirées de Gille (1949). Japon, données tirées de Jannetta et Preston (1991, pp. 428 et 433–35), Yasuba (1987, p. 291), en déduisant un an pour s'ajuster aux calculs occidentaux. Saito (1997, p. 143), en faisant la moyenne pour les deux sexes de sa forte estimation de mortalité infantile. Les deux premières estimations sont tirées des registres des temples *(kakocho)*, la troisième est tirée des registres démographiques *(shumon aratame cho)*. Les informations sur la mortalité infantile dans les sources japonaises sont beaucoup plus fragmentaires que dans les registres européens. Les registres japonais ne prennent pas les enfants en ligne de compte. Les registres des temples donnent des indications sur les décès par âge, mais pas sur la population. Un autre problème tient au fait que la méthode japonaise de détermination de l'âge est différente de la méthode occidentale et le degré d'ambiguïté était important pour les nourrissons. On attribuait aux enfants japonais l'âge d'un an à la naissance et ils célébraient leur deuxième anniversaire au jour de l'an de l'année suivante. Avec le système japonais, un enfant japonais pouvait donc avoir aussi bien 2 jours qu'un an lorsqu'il célébrait son deuxième anniversaire (Saito, 1997). Les estimations de la mortalité infantile sont donc hypothétiques ou établies par déduction. Saito a utilisé un des modèles de probabilité construits par Coale et Demeny (1983) pour combler les lacunes des données d'information sur les décès par âge. Saito (1997, p. 136) présente d'autres estimations faisant apparaître une espérance de vie bien plus élevée que les trois que nous citons. A notre avis, elles ne sont pas plausibles, et elles font apparaître ou infèrent une mortalité infantile faible. Les données de Kalland et Pederson (1984, pp. 54 et 61) indiquent une espérance de vie de 44 ans en moyenne pour 1700–1824 à Kanezaki et un taux de mortalité infantile inférieur à 100. Smith (1977, pp. 57 et 162) indique une espérance de vie de 43.2 ans pour 1717–1830 à Nakahara, et une fourchette de possibilités différentes pour la mortalité infantile, que Saito fixe en moyenne à 145. Hanley et Yamamura (1977, p. 222) indiquent une espérance de vie de 45 ans pour Nishikata entre 1782–96 et de 43 ans pour Fujito entre 1800–35, mais ne donnent aucune indication sur la mortalité infantile.

En l'an mil, l'espérance moyenne de vie au niveau mondial se situait probablement autour de 24 ans — pas plus qu'au début de notre ère. En 1820, elle est passée à 26 ans environ (voir tableau 1–5b). C'est dans le groupe A que la progression a été la plus forte — l'espérance de vie passant de 24 à 36 ans — pour atteindre aujourd'hui 78 ans. Elle a augmenté dix fois plus vite à partir de 1820 que pendant les huit siècles précédents. Dans les pays du groupe B, notre estimation très approximative tend à indiquer qu'elle n'a guère bougé entre l'an mil et 1820. En 1998, elle avait spectaculairement progressé pour atteindre une moyenne de 64 ans.

Tableau 1–5a. **Taux de natalité et espérance de vie, 1820–1998/99**

	Nombre de naissances pour 1000 habitants				***Années d'espérance de vie à la naissance*** *(Moyenne des deux sexes)*			
	1820	***1900***	***1950***	***1998***	***1820***	***1900***	***1950***	***1999***
France	3.19	2.19	2.05	1.26	37	47	65	78
Allemagne	3.99	3.60	1.65	0.96	41	47	67	77
Italie	3.90	3.30	1.94	0.93	30	43	66	78
Pays–Bas	3.50	3.16	2.27	1.27	32	52	72	78
Espagne	4.00	3.39	2.00	0.92	28	35	62	78
Suède	3.40	2.69	1.64	1.01	39	56	70	79
Royaume–Uni	4.02[a]	2.93	1.62	1.30	40[a]	50	69	77
Moyenne des pays d'Europe de l'Ouest	3.74	3.08	1.83	1.00	36	46	67	78
États–Unis	5.52	3.23	2.40	1.44	39	47	68	77
Japon	2.62[b]	3.24	2.81	0.95	34	44	61	81
Russie	4.13	4.80	2.65	0.88	28[c]	32	65	67
Brésil	5.43[d]	4.60	4.44	2.10	27[e]	36	45	67
Mexique	n.d.	4.69	4.56	2.70	n.d.	33	50	72
Moyenne Amérique latine	n.d.	n.d.	4.19	2.51	(27)	(35)	51	69
Chine	n.d.	4.12[f]	3.70	1.60	n.d.	24[f]	41	71
Inde	n.d.	4.58[g]	4.50[h]	2.80	21[i]	24[g]	32[h]	60
Moyenne Asie[j]	n.d.	n.d.	4.28	2.30	(23)	(24)	40	66
Moyenne Afrique	n.d.	n.d.	4.92	3.90	(23)	(24)	38	52
Monde	n.d.	n.d.	3.74	2.30	26	31	49	66

a) 1821 ; b) 1811–29 ; c) 1880 ; d) 1818 ; e) 1872 ; f) 1929–31 ; g) 1891–1911 ; h) 1941–51 ; i) 1833 ; j) à l'exclusion du Japon.

Sources : **Taux de natalité** 1820 et 1900 : pays européens, données essentiellement tirées de Maddison (1991a) ; 1821, données pour l'Angleterre tirées de Wrigley *et al.* (1997, p. 614) ; Brésil 1818, données tirées de Marcilio (1984), et autres données pour le Brésil et le Mexique tirées de Maddison and Associates (1992) ; États–Unis 1820 et 1900, données tirées de *Historical Statistics of the United States*, (1975, vol. 1, p. 49) ; Chine 1929–31, données tirées de Barclay *et al.* (1976) ; Inde, pour 1900 et 1950, données tirées de Mari Bhat (1989, p. 96) ; Japon 1816–20 (à Yokoucho), données tirées de Hayami (1973, p. 160), 1900 et 1950, données tirées de Japan Statistical Association (1987). Pour 1950, données généralement tirées de l'OCDE (1979) et de sources nationales. Pour 1998, données tirées de l'OCDE, *Statistiques de la population active, Population et Sociétés*, INED, Paris, juillet–août 1999, et UN Population Division (1997).
Espérance de vie 1820 : France, données tirées de Blayo (1975) ; Allemagne, données tirées de Knodel (1988, p. 59) (moyenne de ses différentes estimations) ; Italie, estimations calculées sur la base des données de Caselli (1991, p. 73) ; Espagne, estimations calculées sur la base des données de Livi Bacci et Reher (1993, p. 68) ; Suède, données tirées de Gille (1949, p. 43) ; Royaume–Uni, données tirées de Wrigley *et al.* (1997, p. 614) ; Russie (1874–84), données tirées de Ohlin (1955, p. 411) ; États–Unis, données tirées de *Historical Statistics of the United States* (1975, vol. 1, p. 56) (se réfère au Massachusetts en 1850) ; Japon 1820 — moyenne de trois estimations du tableau 1–4 ; Brésil 1872 et 1900, données tirées de Merrick et Graham (1979, pp. 41, 42 et 57) ; Chine, 1929–31, données tirées de Barclay *et al.* (1976, p. 621) ; Inde, 1833 pour Delhi, données tirées de Visaria et Visaria (1983, p. 473), pour 1891–1911 et 1941–51, données tirées de Mari Bhat (1989, p. 92), faisant la moyenne des trois mesures indiquées. 1900, données tirées de Maddison (1995a), sauf pour le Royaume–Uni, données tirées de Wrigley *et al.* Pour 1950, pour la plupart des pays de l'OCDE, données tirées de OCDE (1979) ; Mexique, données tirées de Maddison and Associates (1992) ; Chine, données tirées de Lee et Wang (à paraître). Inde, données tirées de Mari Bhat (1989). Japon, données tirées de Japan Statistical Association (1987). Autres pays et régions 1950, données tirées de la UN Population Division (1997). 1999, données tirées de *Population et sociétés*. Pour les différentes régions, 1820–1900, estimations établies en pondérant les estimations par pays. Moyennes mondiales calculées par pondération des moyennes régionales en fonction de la population des régions.

En 1999, l'espérance de vie des pays du groupe A était assez homogène. Au sein du groupe B, il n'y avait pas beaucoup de différence entre l'Amérique latine, l'Asie et la Russie, avec une moyenne de 67 ans. Mais elle était nettement plus faible en Afrique, où l'espérance de vie était de 52 ans.

Si l'amélioration de l'espérance de vie et le revenu par habitant suivent des tendances similaires, les dispersions interrégionales actuelles sont bien plus importantes pour ce qui est du revenu. En 1999, l'écart en matière d'espérance de vie entre le pays de tête (le Japon : 81 ans), et l'Afrique (52 ans) reste par trop important, et c'est inquiétant ; mais il est nettement plus faible que l'écart de 15 à un qui sépare le revenu par habitant de ces deux pays.

Tableau 1–5b. **Moyennes d'espérance de vie pour les groupes A et B, 1000–1999**
(nombre d'années d'espérance de vie à la naissance ; moyenne pour les deux sexes)

	1000	*1820*	*1900*	*1950*	*1999*
Groupe A	24	36	46	66	78
Groupe B	24	24	26	44	64
Monde	24	26	31	49	66

Sources : 1820–1999, estimations établies sur la base de la moyenne pondérée des régions indiquée au tableau 1–5a. Le chiffre pour l'an mil est une estimation approximative établie à partir des deux premières entrées du tableau 1–4 et d'autres indications fragmentaires.

Tableau 1–5c. **Taux de croissance de l'espérance de vie des groupes A et B, 1000–1999**
(taux de croissance annuel moyen pondéré)

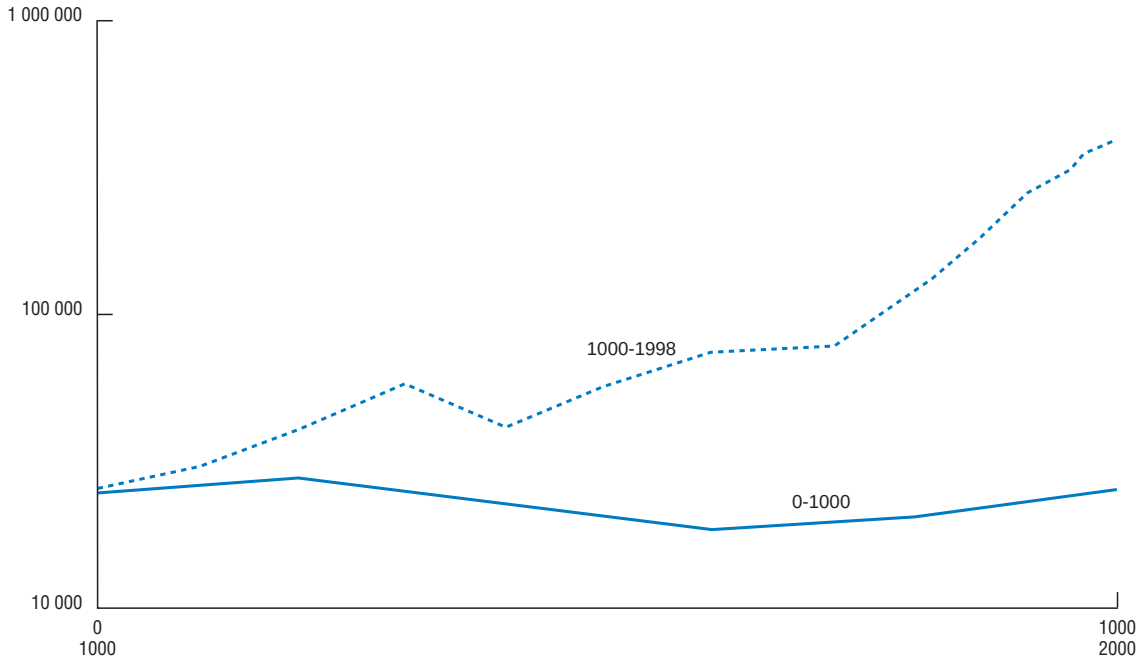
	1000–1820	*1820–1900*	*1900–50*	*1950–99*
Groupe A	0.05	0.31	0.72	0.34
Groupe B	0.00	0.10	1.06	0.77
Monde	0.01	0.22	0.92	0.61

L'expérience des pays d'Europe de l'Ouest

Le tableau 1–6 reproduit les données relatives à la croissance démographique des pays d'Europe de l'Ouest sur le long terme. Le rythme des changements a été très inégal. Il y a eu des désastres majeurs au VIe et au XIVe siècles, et un fort recul démographique dans plusieurs pays au XVIIe siècle. Jusqu'au XIXe siècle, l'accroissement démographique a été interrompu à maintes reprises par des crises plus ou moins fréquentes et plus ou moins graves. Ces crises étaient de trois ordres : les famines dues à la perte des moissons, les vagues de maladies infectieuses et la guerre. Il y a bien évidemment eu une interaction entre les trois.

Étant donné que, dans le passé, les pays européens fonctionnaient bien plus près du niveau de subsistance qu'ils ne le font à présent et que les moyens de transport et de stockage étaient alors rudimentaires, les pertes de moissons pouvaient entraîner des pics de mortalité très élevés. Elles avaient aussi des conséquences sur le taux de natalité, car les carences alimentaires provoquaient l'aménorrhée ou incitaient les jeunes couples à reporter leur mariage. Un exemple frappant de ce type de crise est la famine provoquée par la maladie de la pomme de terre en Irlande, qui a entraîné un doublement du taux normal des décès dans ce pays entre 1846 et 1851. Les décès « excédentaires » se sont chiffrés à près d'un million, soit environ 12 pour cent de la population en 1845 (Ó Gráda, 1988).

Figure 1-1. **Population de l'Europe occidentale : confrontation des deux millénaires**
(en milliers)



Source : Voir le tableau 1-6*a*. L'échelle de l'axe vertical est logarithmique.

Tableau 1–6a. **Population de l'Europe de l'Ouest, 0–1998 après J.C.**
(en milliers)

0	***200***	***400***	***600***	***800***	***1000***	***1200***
24 700	27 600	22 900	18 600	20 400	25 413	40 885
1300	***1400***	***1500***	***1600***	***1700***	***1820***	***1998***
58 353	41 500	57 268	73 776	81 460	132 888	388 399

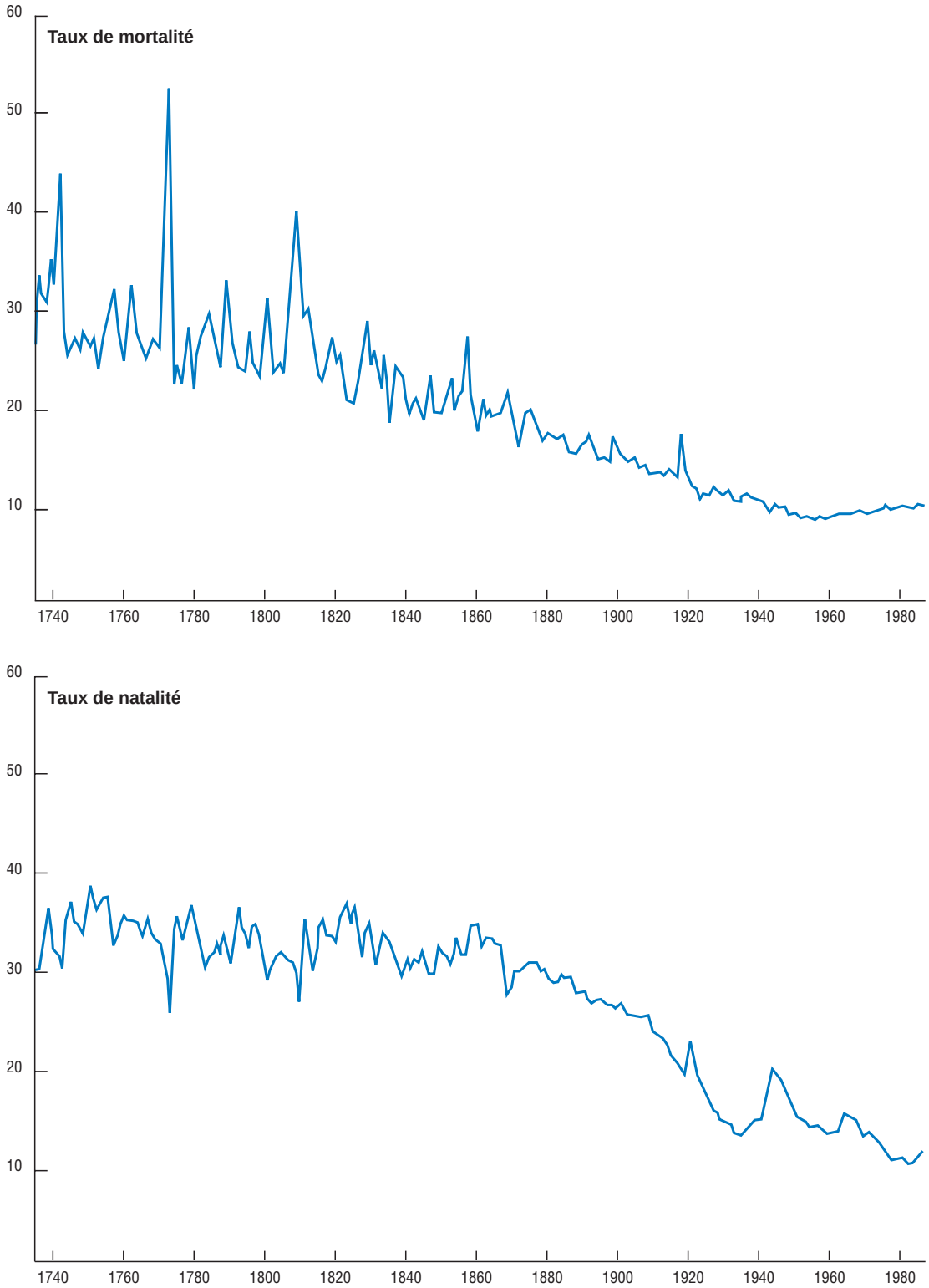
Source : McEvedy et Jones (1978) et annexe B. La part des cinq pays méditerranéens (Espagne, France, Grèce, Italie et Portugal) est tombée de 77 pour cent en l'an 0 à 67 pour cent en l'an mil, 60 pour cent en 1500, 52 pour cent en 1820, et 45 pour cent en 1998.

Tableau 1–6b. **Taux d'accroissement de la population de l'Europe de l'Ouest, 0–1998 après J.C.**
(taux de croissance annuels moyens pondérés)

0–200	***200–600***	***600–1000***	***1000–1300***	***1300–1400***
0.06	–0.10	0.08	0.28	–0.34
1400–1500	***1500–1600***	***1600–1700***	***1700–1820***	***1820–1998***
0.32	0.24	0.08	0.41	0.60

Source : voir tableau 1–6a.

Figure 1-2. **Fluctuations annuelles des taux de natalité et de mortalité en Suède, 1736-1987**
(pour 1 000 habitants)



Sources : H. Gille, « The Demographic History of the Northern Countries in the Eighteenth Century », *Population Studies,* juin 1949 ; *Historical Statistics for Sweden,* vol. i, CBS, Stockholm, 1955 ; et *OCDE Statistiques de la population active,* diverses années, Paris.

Les apparitions récurrentes de maladies infectieuses ont provoqué des pics soudains de la mortalité. La pire de ces poussées a été due à la peste bubonique, qui a fauché un tiers de la population de l'Europe au VIe siècle, puis à nouveau au XIVe siècle. La deuxième épidémie a duré des siècles, pour s'éteindre finalement en Angleterre en 1665 et en France en 1720–21. John Graunt, le premier démographe scientifique, a fait la chronique des ravages de la peste à Londres en 1592, 1603, 1625, 1630, 1636 et 1665, année la plus noire, lorsqu'un total de 97 000 enterrements (à peu près 16 pour cent de la population) a été enregistré. Biraben (1972) estime à 94 000 le nombre des décès imputables à la peste en Provence en 1720–21 (environ 32 pour cent de la population), consécutive à l'arrivée à Marseille d'un bateau qui amenait le bacille de la Syrie. Le strict contrôle des déplacements de la population entrant ou sortant de la région a permis de limiter les effets de cette épidémie. La peste finit par disparaître, mais bien d'autres maladies mortelles demeuraient : le choléra, la diphtérie, la dysenterie, la grippe, la rougeole, la variole, la tuberculose, le typhus et la typhoïde. Il y avait une récession temporaire une fois que les épidémies avaient fauché les sujets les moins résistants. Dans certains cas, comme pour la peste, il semble que l'exposition répétée ait induit à la longue une certaine résistance ou immunité. Dans d'autres cas, il y a peut–être eu une mutation des bactéries ou des virus. La typologie et la durée des immunités acquises ont varié pour des raisons qui ne sont pas totalement élucidées, mais l'impact des maladies épidémiques a fortement diminué en Europe de l'Ouest dès la fin du XIXe siècle et au XXe siècle. Il y a toutefois eu une nouvelle vague importante de décès avec l'épidémie mondiale de grippe en 1918–19. La nouvelle menace que fait planer le SIDA semble être plus ou moins contrôlée dans les pays du groupe A.

Jusqu'au XXe siècle, le mouvement d'urbanisation a fortement ralenti le processus de baisse de la mortalité. Si les citadins avaient des revenus plus importants et bénéficiaient de marchés alimentaires mieux organisés que les habitants des régions rurales, leur taux de mortalité était sensiblement plus élevé que celui des ruraux. John Graunt a fait ce constat pour Londres au XVIIe siècle, notant que les enterrements étaient nettement plus nombreux que les baptêmes. Le taux de mortalité était sensiblement plus élevé à Londres que dans les petites villes comme Romsey, Tiverton et Cranbrook, qui ont également fait l'objet d'études. Le développement de Londres était dû à une immigration nette importante, mais la grande agglomération était un réservoir d'infections, et l'insuffisance de ses installations d'assainissement avait des conséquences mortelles sur les nourrissons et les immigrants de fraîche date. Wrigley *et al*. (1997, p. 218) soulignent que le taux de mortalité infantile à Londres au début du XVIIIe siècle était environ deux fois plus élevé que celui du reste du pays. Hayami (1986*a*) relève le même phénomène au Japon, sur la base des données statistiques de la capitale Edo pour la période 1840–68. Au cours du XXe siècle, l'écart s'est résorbé (voir Preston et van der Walle, 1978, pour une étude de la diminution du différentiel de taux de mortalité au XIXe siècle en France).

Sur le long terme, les siècles qui ont précédé 1820 ont été marqués par de lents progrès de la productivité agricole et des possibilités d'accès aux ressources alimentaires. Les famines sont devenues moins fréquentes et moins graves. La résistance aux maladies a aussi augmenté avec la hausse des niveaux de vie, le remplacement de l'eau contaminée par le vin, la bière et le thé, l'amélioration des vêtements et du matériel de couchage. Au XIXe et au XXe siècles, l'amélioration des installations d'assainissement et de santé publique, les progrès des connaissances en médecine et des équipements ont grandement réduit l'incidence des décès prématurés liés aux maladies infectieuses (voir Fogel, 1986, pour une analyse causale de la baisse de la mortalité). Le fait le plus marquant est la baisse de la mortalité infantile. Autour de 1820, elle se situait probablement dans une fourchette de 150 à 200 pour 1 000 habitants en Europe de l'Ouest, et autour de 200 au Japon. Dans les années 1990, elle était d'environ 7 pour 1 000 en Europe de l'Ouest et de 4 pour 1 000 au Japon. L'augmentation de l'espérance de vie des personnes âgées en Europe de l'Ouest, dans les pays d'immigration européenne et au Japon depuis 1950 se traduit par une hausse très importante des dépenses de santé. Les baisses de mortalité au XIXe et au XXe siècles ont été moins coûteuses.

Tableau 1–7a. **Croissance démographique : pays d'immigration européenne et ibérique, 1500–1998**
(taux de croissance annuels moyens pondérés)

	1500–1700	*1700–1820*	*1820–1950*	*1950–73*	*1973–98*
États–Unis	–0.35	1.94	2.12	1.45	0.98
Canada	–0.11	1.18	2.20	2.18	1.19
Australie et Nouvelle–Zélande	0.00	– 0.20	2.45	2.16	1.27
Brésil	0.11	1.07	1.92	2.91	2.00
Autres pays d'Amérique latine et des Caraïbes	–0.21	0.36	1.63	2.65	2.02
Europe de l'Ouest	0.18	0.41	0.64	0.70	0.32
Japon	0.28	0.12	0.77	1.15	0.61
Reste du monde	0.17	0.47	0.58	2.09	1.85

Source : Annexes A and B.

Tableau 1–7b. **Accroissement comparatif des populations des Amériques et des anciennes métropoles européennes, 1500–1998**

	Population (millions d'habitants)		*Coefficient de multiplication*		*Population (millions d'habitants)*		*Coefficient de multiplication*
	1500	*1998*	*1500–1998*		*1500*	*1998*	*1500–1998*
Brésil	1	170	170	États–Unis	2.00	271	136
Portugal	1	10	10	Royaume–Uni	3.94	59	15
Autres pays d'Amérique latine	16.5	338	20	Canada	0.25	30	120
Espagne	6.8	39	6	France	15.00	59	4

Source : Annexes A and B.

Tableau 1–7c. **Nombre d'esclaves africains embarqués vers les Amériques, 1500–1870**
(en milliers)

	1500–1600	*1601–1700*	*1701–1810*	*1811–70*	*1500–1870*
Brésil	50	560	1 891	1 145	3 647
Antilles[a]	–	464	3 234	96	3 793
Amérique espagnole	75	293	579	606	1 552
États–Unis	–	–	348	51	399

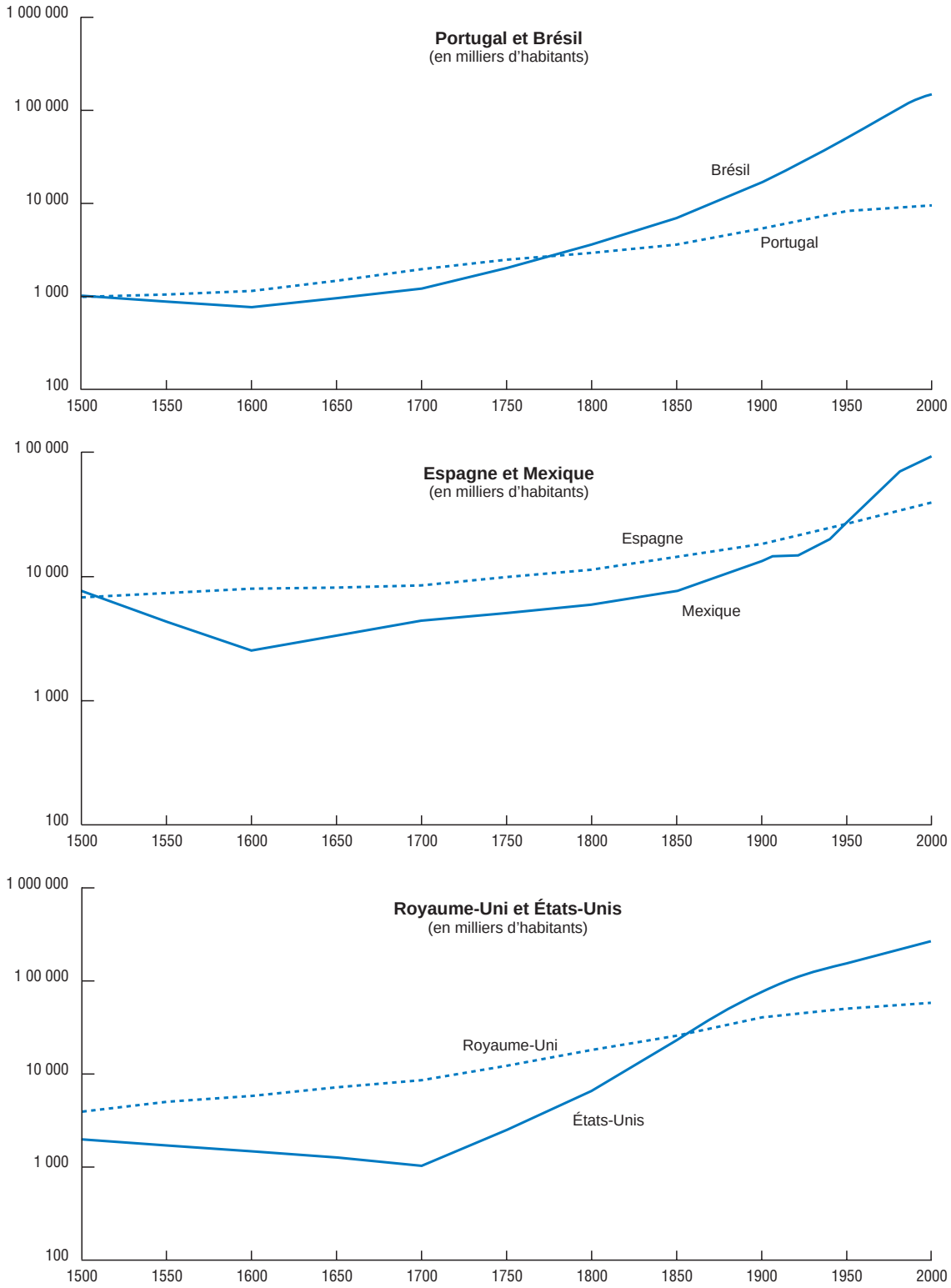
a) colonies britanniques, françaises, néerlandaises et danoises.
Source : Curtin (1969, p. 268). Voir aussi tableau 2–5 ci–dessous.

Tableau 1–7d. **Flux migratoires nets vers le Brésil, l'Australie et les États–Unis et en provenance du Royaume–Uni, 1500–1998**

	1500–1600	*1600–1700*	*1700–1820*	*1820–69*	*1870–1913*	*1913–50*	*1950–98*
Brésil	+40	+60	+400	+400	+2 200	+1 294	n.d.
Australie	–	–	+33	+1 069	+885	+673	+4 184
États–Unis	–	+131	+587	+6 131	+15 820	+6 221	+24 978
Royaume–Uni	n.d.	–714	–672	–5 548	–6 415	–1 405	+132

Sources : Brésil, données tirées de Marcilio (1984), Merrick et Graham (1979) et IBGE (1960) ; Australie 1788–1973, données tirées de Vamplew (1987, pp. 4–7) ; pour les années suivantes, données tirées de OCDE, *Statistiques de la population active ;* États–Unis 1630–1780, données tirées de Galenson (1996, p. 178) et Potter (1965) pour 1790–1820. Nous avons présumé que, pour la période 1780–90, l'immigration était identique à l'estimation de Potter 1790–1800 ; Royaume–Uni pour 1600–1820 tiré de Henry et Blanchet (1983), qui indiquent la migration nette en provenance d'Angleterre (leurs chiffres ne tiennent pas compte des décès en mer et dans les guerres à l'étranger) ; 1820–69, données tirées de Mitchell (1975, pp. 137–40), l'émigration brute 1820–54 a été réduite d'un sixième, sur la base du ratio émigrants/immigrants disponible pour 1855–69. Royaume–Uni et États–Unis à partir de 1870, données tirées de Maddison (1991a,) et de OCDE, *Statistiques de la population active.*

Figure 1-3. **Comparaison des niveaux démographiques des trois principaux pays des Amériques et de leur ancienne métropole européenne, 1500-1998**



Sources : Voir annexes A, B et C. L'échelle de l'axe vertical est logarithmique.

La figure 1–2 donne un tableau assez représentatif de l'évolution de la mortalité et de la fécondité en Europe depuis 1736, date à laquelle les premiers registres de ce genre ont été établis en Suède. Vallin (1991) présente des graphiques similaires sur l'évolution de la mortalité en Angleterre, en France, en Finlande et en Norvège depuis 1720. Avant la seconde moitié du XIXe siècle, l'évolution de la mortalité dans tous ces pays était plus irrégulière que maintenant, car la mortalité liée aux crises a fortement diminué au fil du temps. La figure 1–2 illustre aussi la transition démographique, qui a commencé au milieu du XIXe siècle dans la plupart des pays d'Europe de l'Ouest.

Les taux de natalité ont diminué plus rapidement que les taux de mortalité. En 1998, ils se situaient à peu près au tiers du niveau de 1820. De fait, l'accroissement de la population s'est beaucoup ralenti et la structure démographique a radicalement changé. En Angleterre, pays assez représentatif de l'évolution de l'Europe de l'Ouest, près de 39 pour cent de la population de 1821 avaient moins de 15 ans et moins de 5 pour cent étaient âgés de 65 ans ou plus. En 1998, les pourcentages étaient respectivement de 19 pour cent et 16 pour cent. La proportion des 15–64 ans est passée de 60 à 65 pour cent.

Les Amériques et l'Australasie

Il y a eu une rupture brutale des tendances de la mortalité, de la migration et de la croissance démographique des Amériques et de l'Australasie lors des premiers contacts avec l'Europe de l'Ouest. Les civilisations agraires relativement densément peuplées du Mexique et du Pérou ont été rapidement détruites par la conquête espagnole du XVIe siècle, principalement à cause de l'introduction involontaire des maladies européennes (variole, rougeole, grippe et typhus). Peu après, le trafic d'esclaves a introduit la fièvre jaune et le paludisme, avec des conséquences dévastatrices pour les populations autochtones. Au moins trois quarts des indigènes ont péri (annexe B). Dans la plupart des pays d'Amérique latine, la mortalité a été proportionnellement à peu près deux fois plus forte qu'en Europe au moment de la peste noire.

Dans certaines régions des Amériques, où la population était constituée pour l'essentiel par des chasseurs–cueilleurs et qui étaient moins densément peuplées (comme le Brésil et les régions qui devinrent par la suite le Canada et les États–Unis), la mortalité provoquée par les maladies a été légèrement plus faible.

Les contacts occidentaux avec l'Australie et les autres îles du Pacifique se sont produits à la fin du XVIIIe siècle. L'effet des maladies sur la mortalité a été similaire à celui enregistré dans les Amériques, et la politique d'extermination systématique de la population indigène a été plus marquée que dans l'Amérique espagnole (Butlin, 1983 et 1993).

Si la conquête et la colonisation ont eu initialement un effet des plus destructeurs sur les populations autochtones, elles ont aussi fortement accru le potentiel économique des Amériques sur le long terme. L'introduction de nouvelles cultures et de nouveaux animaux a permis à ces régions de nourrir une population plus importante (Crosby, 1972). Ces nouvelles cultures étaient le blé, le riz, la canne à sucre, la vigne, les légumes verts, les olives, les bananes et le café. Les nouveaux animaux destinés à la consommation étaient les bovins, les porcs, les poulets, les moutons et les chèvres. L'introduction d'animaux de transport et de trait — chevaux, bœufs, ânes et mulets — ainsi que les véhicules à roues et les charrues (qui ont remplacé les bêches) ont également grandement contribué à l'augmentation de la capacité productive. Il y a aussi eu un transfert des cultures du Nouveau monde vers l'Europe, l'Asie et l'Afrique — maïs, pommes de terre, patates douces, manioc, piments, tomates, arachides, ananas, cacao et tabac — ce qui a permis d'accroître le potentiel de production de la planète et sa capacité à soutenir la croissance démographique.

L'ouverture de nouveaux horizons économiques et l'acquisition de vastes territoires ont entraîné un transfert important de populations venues d'Europe et d'Afrique. Entre 1500 et 1870, près de neuf millions et demi d'esclaves africains ont été embarqués vers le Brésil, les Caraïbes et le sud des États–Unis pour travailler dans les plantations agricoles (sucre, tabac, café et coton).

La migration des colons espagnols et portugais vers l'Amérique latine pendant la période coloniale (avant 1820) a été d'une ampleur moindre que le mouvement des esclaves. L'émigration portugaise a probablement concerné 500 000 personnes (Marcilio, 1984) et l'émigration espagnole, moins d'un million (Sanchez–Albornoz, 1984). Galenson (1996) estime la migration britannique vers les Caraïbes à environ 250 000 personnes entre 1630 et 1780. Si nous tenons compte de la migration française et hollandaise, le solde migratoire net de la population blanche vers l'Amérique latine a probablement atteint deux millions avant 1820, chiffre à comparer aux 7.5 millions d'esclaves dans cette région. Toutefois, l'espérance de vie des esclaves était nettement plus faible. Merrick et Graham (1979, pp. 56–57) l'estiment à 18 ans pour les esclaves mâles au Brésil en 1872, contre 27 ans pour l'ensemble de la population. La fécondité des esclaves était également plus faible, car leurs possibilités de vie de famille étaient plus que restreintes. La proportion des femmes parmi les immigrants blancs était peu élevée. Ce groupe était constitué aux trois quarts d'hommes adultes. Leur fécondité était assez forte en raison des unions « informelles » contractées avec les populations indigènes et noires. De ce fait, le brassage ethnique a été bien plus important en Amérique latine qu'en Amérique du Nord.

Depuis 1820, la population de l'Amérique latine a augmenté plus rapidement que celle de l'Europe de l'Ouest. Cela tient principalement au fait que les taux de natalité y sont plus élevés, car la baisse de la mortalité est intervenue plus tardivement et a été plus faible. La migration des populations européennes vers l'Amérique latine expliquait en grande partie le différentiel avant 1913, mais elle a diminué depuis lors.

Dans la région des Etats–Unis et du Canada, la colonisation européenne a commencé au XVIIe siècle, puis a connu une expansion rapide au XVIIIe siècle, époque marquée aussi par une arrivée massive d'esclaves. Les populations indigènes ont été exterminées ou repoussées hors des zones d'implantation des colons européens. En 1700, les trois quarts de la population étaient des indigènes ; en 1820, leur proportion n'était plus que de 3 pour cent (voir tableau B–15). Dans le Sud, les activités économiques étaient fortement concentrées sur l'agriculture de plantation, les esclaves constituant le gros de la force de travail. Dans le Nord, les colons blancs étaient majoritaires et travaillaient essentiellement dans des exploitations agricoles familiales.

L'espérance de vie des Blancs en Amérique du Nord était similaire à celle de l'Europe de l'Ouest. L'espérance de vie des esclaves était plus faible, mais la différence était moindre qu'au Brésil. D'après Merrick et Graham (1979, p. 57), elle était de 35.5 ans dans les années 1850, contre 40.4 ans pour la population des États–Unis considérée dans son ensemble. La fécondité était élevée. En 1820, le taux de natalité s'établissait aux États–Unis à 5.5 pour mille et à 5.7 pour mille au Canada (Québec), soit des taux bien plus élevés qu'au Royaume–Uni (4.0 pour mille) ou en France (3.2 pour mille).

Depuis 1820, la population des États–Unis a augmenté à un rythme sensiblement plus rapide que celui des pays d'Europe de l'Ouest. Les taux de mortalité sont comparables. Le taux de natalité est resté plus élevé, mais il a proportionnellement autant baissé qu'en Europe. L'immigration aux États–Unis reste forte. La plupart des immigrants avant les années 1960 venaient d'Europe, ce qui explique en bonne partie le différentiel de croissance démographique entre les États–Unis et l'Europe.

Le Japon

Entre le VIIe siècle et le milieu du XIXe siècle, le Japon s'est efforcé de calquer son économie, sa société et ses institutions sur celles de la Chine, mais son évolution démographique a été très différente :

a) sur le long terme, le principal frein démographique du Japon est venu des périodes de famine et de disette. Les maladies et la guerre ont joué un rôle bien moins important qu'en Chine (et en Europe) ;

b) dès la seconde moitié du XVIIIe siècle et peut–être même plus tôt, l'espérance de vie au Japon était comparable à celle de l'Europe de l'Ouest, et bien plus élevée qu'en Chine.

Incidence comparative de la faim, des maladies et de la guerre

Macfarlane (1997) propose une étude comparative des forces qui influent sur la mortalité en longue période en Angleterre et au Japon. Jannetta (1986) a effectué une étude détaillée de l'expérience japonaise en matière de maladies épidémiques, et Saito (1996) présente une évaluation de l'incidence comparative de la famine et des maladies au Japon sur le long terme.

Le principal point de leur travaux est le fait que le Japon n'a pas connu la peste bubonique, et cela essentiellement grâce à son isolement. Deux cents kilomètres de mers agitées le séparent de la Corée. La côte chinoise la plus proche est à 750 kilomètres. Cette barrière maritime et la politique officielle ont imposé un cordon sanitaire efficace. Les déplacements à l'intérieur et à l'extérieur du pays étaient très contrôlés. Les étrangers qui commerçaient avec le Japon étaient plus ou moins placés en quarantaine dans une petite zone près de Nagasaki. Il n'y avait pas d'importations de céréales ou d'autres produits susceptibles d'introduire des parasites. Les deux tentatives mongoles d'invasion du Japon, en 1274 et en 1281, se sont soldées par un échec. Si l'entreprise avait réussi, l'histoire démographique du Japon (et de bien d'autres pays) aurait été très différente.

Si la croissance démographique du Japon a été plus forte que celle de l'Europe et de la Chine pendant les 1 500 premières années de notre ère, c'est d'abord parce qu'il n'a pas eu à souffrir de la peste.

Le principal facteur épidémique du Japon a été la variole. La mortalité liée à d'autres maladies — choléra, dysenterie, paludisme, rougeole, tuberculose et fièvre typhoïde — a été moins forte qu'en Europe et le typhus n'a pas touché le pays. Cette situation est essentiellement attribuable aux habitudes d'hygiène des Japonais et aux contacts limités de la population avec les animaux. Le Japon est riche en torrents de montagne et en sources chaudes et, comme le shintoïsme insiste sur la pureté physique, les bains à domicile ou dans des établissements spécialisés faisaient partie du quotidien. Les maisons japonaises étaient austères, mais rutilantes de propreté et bien ventilées. On abandonnait ses chaussures à l'entrée des maisons, et il n'y avait pratiquement ni meubles ni tentures, à l'exception des moustiquaires. L'eau était surtout consommée sous forme bouillie, pour le thé. Le régime alimentaire était à base de riz, de poisson, de soja et d'une grande variété de légumes, de pousses de bambou et de radis géants. La tradition bouddhiste faisait que les Japonais ne mangeaient pratiquement pas de viande. Il n'y avait ni vaches, ni cochons, ni moutons, ni brebis, ni chèvres, et le fumier animal était inconnu. Si les déjections humaines étaient utilisées comme engrais, les rares étrangers de passage étaient impressionnés par la propreté immaculée des cabinets d'aisance et par le traitement sanitaire des eaux usées. En 1853, les étrangers ont réussi à imposer leur présence au Japon, ce qui a grandement multiplié les contacts avec l'extérieur. C'est ainsi qu'une forte épidémie de choléra a rapidement éclaté en 1858–60, et le Japon s'est trouvé bien plus exposé à la grippe, à la typhoïde, au typhus et à la diphtérie (Saito, 1996 ; Honda, 1997). En conséquence de quoi, le taux de mortalité a sensiblement augmenté jusque dans les années 1890 (Ishii, 1937, pp. 124–25).

Saito (1996) a rassemblé les registres officiels de la famine et des pertes de moisson du VIIIe au XIIe siècles pour le Japon. S'il n'est pas possible de mesurer l'intensité des famines, on peut avoir une idée de l'évolution de leur fréquence. Entre le VIIIe et le Xe siècle, il y a eu une famine tous les trois ans ; entre le XIe et le XVe siècles, une tous les cinq ans ; entre le XVIe et le XVIIIe siècles, une tous les quatre ans ; au XIXe siècle, une tous les neuf ans. Le XXe siècle a été exempt de toute crise alimentaire.

Il n'est pas possible de comparer l'importance des famines japonaises à celles qui ont frappé la Chine ou l'Europe. Mais les régimes alimentaires japonais et européens étaient fort différents. Les Européens consommaient une quantité substantielle de viande, de lait et d'autres produits animaux, qui étaient absents du régime alimentaire japonais. La production céréalière de l'Europe était suffisante pour produire de grandes quantités de bière, ce qui n'était pas le cas au Japon. Les terres étaient beaucoup plus rares au Japon et les Japonais devaient travailler de façon beaucoup plus intensive que les Européens. Comme les Japonais menaient une vie plus austère et qu'ils faisaient plus d'efforts physiques, il est possible qu'ils aient été plus vulnérables aux famines que les Européens, mais ils ne l'étaient sans doute pas plus que les Chinois.

Tableau 1–8a. **Croissance démographique comparative : Japon, Chine et Europe de l'Ouest, 0–1998 après J.C.**
(milliers d'habitants)

	Japon	*Chine*	*Europe de l'Ouest*
0	3 000	59 600	24 700
1000	7 500	59 000	25 413
1300	10 500	100 000	58 353
1400	12 700	72 000	41 500
1500	15 400	103 000	57 268
1600	18 500	160 000	73 778
1700	27 500	138 000	81 460
1820	31 000	381 000	132 888
1850	32 000	412 000	164 428
1870	34 437	358 000	187 532
1998	126 469	1 242 700	388 399

Sources : Chine : données tirées de l'annexe B et de Maddison (1998*a*) ; Europe de l'Ouest : données tirées du tableau 1.6a ; Japon : données tirées de Farris (1985), Honjo (1935) et Taeuber (1958) après interpolation.

Tableau 1–8b. **Taux de croissance démographique : Japon, Chine et Europe de l'Ouest, 0–1998 après J.C.**
(taux de croissance annuel moyen pondéré)

	0–1500	*1500–1700*	*1700–1850*	*1850–1998*
Japon	0.11	0.28	0.10	0.93
Chine	0.04	0.15	0.73	0.75
Europe de l'Ouest	0.06	0.18	0.47	0.58

Sources : données tirées du tableau 1–8a.

Tableau 1–8c. **Ratios d'urbanisation : Japon, Chine et Europe de l'Ouest, 1000–1890**
(proportion de la population résidant dans les villes de 10 000 habitants et plus)

	Japon	*Chine*	*Europe de l'Ouest*
1000	n.d.	3.0	0.0
1500	2.9	3.8	6.1
1820	12.3	3.8	12.3
1890	16.0	4.4	31.0

Sources : données tirées du tableau B–14, de de Vries (1984), de Perkins (1969) et de Ishii (1937).

Le troisième élément majeur qui a freiné la progression démographique, c'est la guerre. Sur ce plan, le Japon a peu souffert par rapport à la Chine et sans doute moins que l'Europe de l'Ouest.

La Chine a subi de lourdes pertes avec l'invasion mongole dans le Nord du pays en 1234. Les Mongols ont rasé un grand nombre de villes, infligé d'énormes dégâts à l'agriculture, réduit au servage ou à l'esclavage une partie de la population rurale et déplacé cette main–d'œuvre en transformant les terres de cultures en pâtures pour les chevaux. Leurs assauts suivants sur le Sud de la Chine en 1279 ont été beaucoup moins destructeurs, mais les cavaliers mongols ont apporté la peste bubonique en 1353. Les heurts avec les Mongols ont coûté à la Chine environ 30 millions de vies humaines.

Le passage du joug mongol à la dynastie Ming ne s'est pas traduit par une augmentation substantielle de la mortalité. Mais l'arrivée des Mandchous, succédant aux Ming, a signé un nouveau grand désastre. La prise de pouvoir mandchoue dans le Nord du pays en 1644 a été rapide, mais la lutte contre les loyalistes Ming dans le Sud a duré jusqu'en 1683. La sauvagerie de la guerre, conjuguée aux ravages de la variole et de la famine, a fauché plus de 20 millions de vies humaines. Cette période a aussi été marquée par une migration importante des populations de la Chine continentale. Dans la lutte contre Koxinga, qui opérait à partir de Taiwan, les Mandchous ont adopté la tactique de la terre brûlée sur les côtes des provinces du Guangdong, du Fujian et du Zhejiang qui faisaient face à Taiwan, brûlant les récoltes et les villages sur une bande de 12 à 50 kilomètres de profondeur. Cette politique a entraîné un déplacement massif de populations de cette région vers Taiwan, et la première grande vague de migrants chinois « d'outre–mer » vers l'Asie du Sud–Est (Purcell, 1965).

La rébellion Taiping et d'autres révoltes contre les Mandchous se soldèrent aussi par de lourdes pertes en vies humaines dans les années 1850 et 1860. Ces batailles, avec leur cortège de famines et de maladies, ont coûté la vie à 50 millions de Chinois entre 1850 et 1870.

La Chine a également subi des pertes importantes entre 1840 et 1945, avec l'agression des pays d'Europe de l'Ouest, du Japon et de la Russie, ainsi qu'avec la guerre civile qui a déchiré le pays de 1937 à 1949.

Le Japon n'a jamais connu d'invasions étrangères, et les deux principaux épisodes de guerre civile — le premier dans la seconde moitié du XIIe siècle, lors de l'installation du premier shogunat (Kamakura) et le second, qui a duré une centaine d'années entre 1467 et 1568 — ont eu un impact bien plus faible que les guerres sur le sol chinois.

Une transition démographique précoce au Japon

Après un siècle d'expansion rapide, la croissance de la population japonaise s'est nettement ralentie entre le début du XVIIIe siècle et le milieu du XIXe siècle.

Ce ralentissement marquait un passage précoce à des taux de mortalité et de fécondité plus faibles et à une espérance de vie plus élevée que la moyenne asiatique. La transition a été similaire à certains égards à celle qu'ont connue les pays d'Europe de l'Ouest entre le milieu du XIXe siècle et le XXe siècle.

Les registres démographiques japonais du XVIIIe siècle présentent certaines lacunes, mais ils sont d'une bien meilleure qualité que ceux des siècles précédents. Au cours des 40 dernières années, ils ont fait l'objet d'un examen minutieux par une nouvelle génération de démographes historiens inspirés par les travaux novateurs et prolifiques d'Akira Hayami. Ces études ont conduit à modifier radicalement l'interprétation de cette période. Le ralentissement démographique du XVIIIe siècle, que l'on attribuait auparavant à une paupérisation malthusienne, est aujourd'hui associé à une période d'accroissement du bien–être.

La population a très probablement stagné entre 1721 et 1846, lorsque le régime Tokugawa a produit les meilleures statistiques disponibles, et l'on peut raisonnablement penser qu'elle a augmenté beaucoup plus rapidement au XVIIe siècle. Il y a également lieu de penser que les taux de natalité étaient relativement faibles et l'espérance de vie relativement élevée (bien qu'il y ait des controverses à ce sujet). Les estimations les plus crédibles la situent dans une fourchette de 32 à 37 ans, ce qui traduit l'incertitude liée à l'absence de données directes sur la mortalité infantile et la nécessité de se fonder sur des méthodes déductives, comme on l'a expliqué dans les notes du tableau 1–4.

Les méthodes traditionnelles de contrôle des naissances au Japon (comme en Chine) consistaient en l'avortement et l'infanticide. Au XVIIIe siècle, la taille de la famille a encore diminué avec les mariages tardifs et les faibles niveaux de fécondité maritale. Cette évolution s'explique par les nouveaux arrangements institutionnels, l'augmentation du revenu par habitant et l'accroissement des moyens de production par habitant.

Au début du XVIIe siècle, le régime Tokugawa a contraint l'élite militaire (les *daimyo*) à transférer leurs vassaux (les *samouraïs*) installés dans les régions rurales dans les villes forteresses. Les paysans, qui n'étaient plus étroitement contrôlés, avaient ainsi davantage de latitude pour conserver à leur profit les gains de productivité. Des droits élevés étaient imposés sur le riz afin d'assurer les traitements des *samouraïs*, mais ces traitements étaient plus ou moins fixes et la charge fiscale a diminué au fil du temps.

Le XVIIe siècle a été marqué par la mise en œuvre d'importants projets de restauration des terres et d'irrigation, l'amélioration des semences et l'utilisation accrue des engrais. La proportion des terres consacrées à des variétés de riz autorisant une double récolte a augmenté de façon substantielle et il y a eu une expansion rapide des nouvelles cultures marchandes (coton, sériciculture, graines oléagineuses, sucre et tabac) et des emplois induits dans l'industrie. Ces changements ont entraîné une augmentation des revenus réels, mais ils exigeaient un travail plus intensif, ajoutant une charge de travail particulièrement lourde sur les femmes (Saito, 1996).

Dans ces conditions, les familles nombreuses ont été considérées comme un fardeau. En réduisant le nombre de personnes à charge, il devenait possible d'accroître le revenu par habitant ou de le maintenir plus facilement. Le contrôle des naissances était aussi accepté par la société. Les villages étaient collectivement responsables de l'acquittement des taxes obligatoires sur le riz, de sorte que la diminution des personnes à charge améliorait le bien–être de l'ensemble de la collectivité villageoise. Le risque d'une extinction de la branche familiale était couvert par la pratique généralisée de l'adoption d'adultes (les gendres, par exemple), qui reprenaient le nom de la famille, ainsi que ses possessions le moment venu. Le système de succession japonais se rapprochait plutôt du système par ordre de primogéniture avec réversion à un héritier unique, que du système de succession divisible qui prévalait en Chine.

Les taux japonais de mortalité et de natalité ont légèrement augmenté dans le dernier quart du XIXe siècle. Une partie de cette augmentation était peut–être plus apparente que réelle, en raison d'un changement dans les attitudes officielles et les comportements. En effet, la tolérance manifestée par le régime Tokugawa à l'égard de l'avortement et de l'infanticide a cédé la place à la répression. Et ces pratiques étaient plus faciles à détecter, car le nouveau système de recensement Meiji avait une couverture bien plus efficace. Toutefois, la taille de la famille japonaise et la croissance démographique sont demeurées relativement modestes au regard des normes prévalant dans d'autres pays d'Asie.

II
Le PIB par habitant

Les estimations du PIB mondial sur une longue période sont très récentes. Les recherches effectuées par des historiens spécialistes de l'économie quantitative sur la croissance du revenu réel sont dans leur très grande majorité concentrées sur l'Europe et se limitent généralement aux deux derniers siècles. Nos connaissances des siècles précédents, jusqu'à une période très récente, relevaient essentiellement de conjectures.

Maddison (1995*a*) donne des estimations détaillées pour différents secteurs de l'économie mondiale à partir de 1820, ainsi qu'une évaluation provisoire très approximative pour la période 1500–1820. Pour cet ouvrage, nous avons procédé à un examen beaucoup plus approfondi des données disponibles pour les siècles précédant 1820, et nous avons incorporé les résultats inclus dans Maddison (1998*a*) sur la performance de l'économie chinoise pendant deux millénaires. Il reste toujours un fort degré de conjectures, mais les annexes A et B présentent nos données et nos hypothèses d'une façon aussi transparente que possible, de sorte que le lecteur critique pourra facilement modifier, ajuster ou majorer nos résultats s'il les juge contestables.

Le niveau et la variation du PIB par habitant sont les principaux indicateurs universels des changements intervenus dans le bien–être et le potentiel de production, mais il ne faut pas oublier que la consommation par habitant sur le long terme a proportionnellement moins augmenté, parce qu'une part de plus en plus importante du produit intérieur a été consacrée à l'investissement et à la gestion des affaires publiques. La productivité de la main–d'œuvre n'évolue pas toujours en parallèle avec le revenu par habitant. Les progrès réalisés pendant la période Sung en Chine (960–1279) et au Japon aux XVIIe et XVIIIe siècles impliquaient une augmentation substantielle de l'apport de travail par habitant. Au XXe siècle, nous nous trouvons en face d'un phénomène inverse. L'apport de travail par individu a diminué de façon significative en Europe de l'Ouest et dans les pays d'immigration européenne (voir annexe E).

Le tableau 1–3 récapitule nos conclusions pour le dernier millénaire. Il montre clairement le caractère exceptionnel de la très longue ascension de l'Europe de l'Ouest, ainsi que les facteurs qui expliquent la grande divergence entre l'Ouest (le groupe A) et le reste du monde (le groupe B).

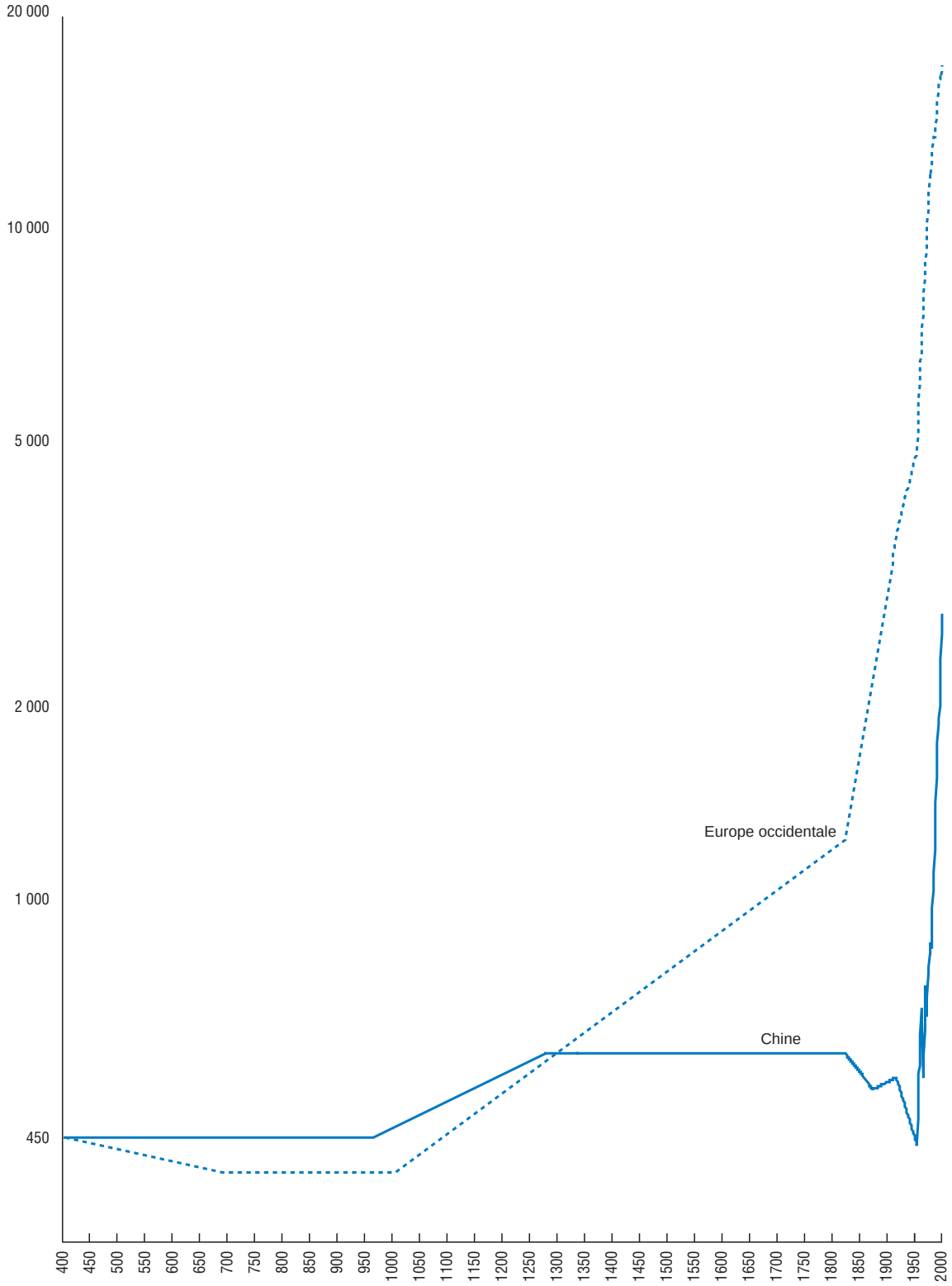
Les principales conclusions que nous avons tirées des données quantitatives sur le long terme sont les suivantes :

a) le revenu des habitants de l'Europe de l'Ouest était à son point le plus bas autour de l'an mil. Son niveau était nettement plus faible qu'il ne l'avait été pendant le premier siècle. Il était inférieur à celui de la Chine, de l'Inde et d'autres régions de l'Asie de l'Est et de l'Ouest ;

b) il y a eu un tournant au XIe siècle, époque à laquelle l'ascension de l'Europe de l'Ouest a commencé. Cette ascension a été lente, mais en 1820 le revenu réel avait triplé. Les pôles et les caractéristiques du rayonnement économique ont changé. Ce sont les villes–États du Nord de l'Italie, et singulièrement Venise, qui ont amorcé le processus de croissance et relancé le commerce méditerranéen. L'Espagne et le Portugal ont ouvert des routes commerciales vers les Amériques et l'Asie, mais ces pays étaient moins dynamiques que les Pays–Bas, qui sont devenus la locomotive économique autour de 1600, relayés par le Royaume–Uni au XIXe siècle ;

c) l'Europe de l'Ouest a rattrapé la Chine (première économie d'Asie) au XIVe siècle en termes de revenu par habitant (figure 1–4). Par la suite, la Chine et la plupart des autres pays d'Asie ont plus ou moins traversé une période de stagnation en termes de revenu par habitant, jusque dans la seconde moitié du XXe siècle. Imputable au départ aux institutions et à la politique des autorités nationales, cette stagnation a été renforcée par l'exploitation coloniale consécutive à l'hégémonie occidentale, exploitation qui a atteint son apogée à partir du XVIIIe siècle ;

Figure 1-4. **Comparaison des niveaux de PIB par habitant, Chine et Europe occidentale, 400-1998 après J.C.**



Sources : Annexes A, B et C. L'échelle de l'axe vertical est logarithmique.

Figure 1-5. **Comparaison des niveaux de PIB par habitant, Chine et Royaume-Uni, 1700-1998**

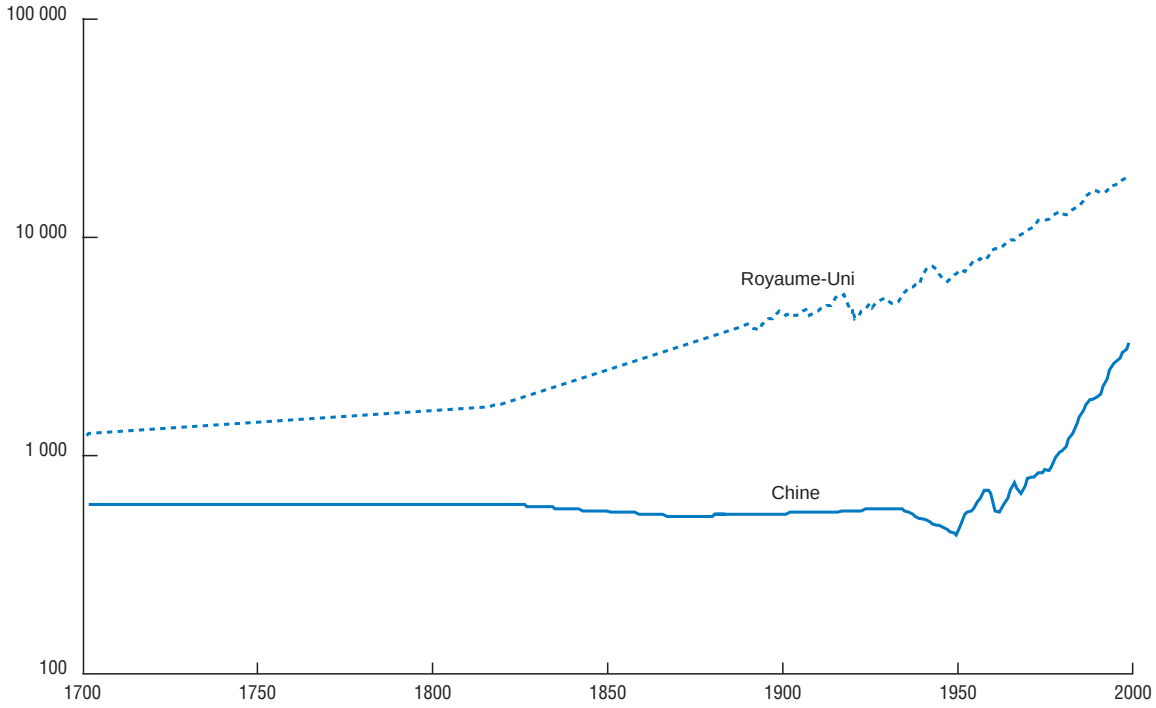
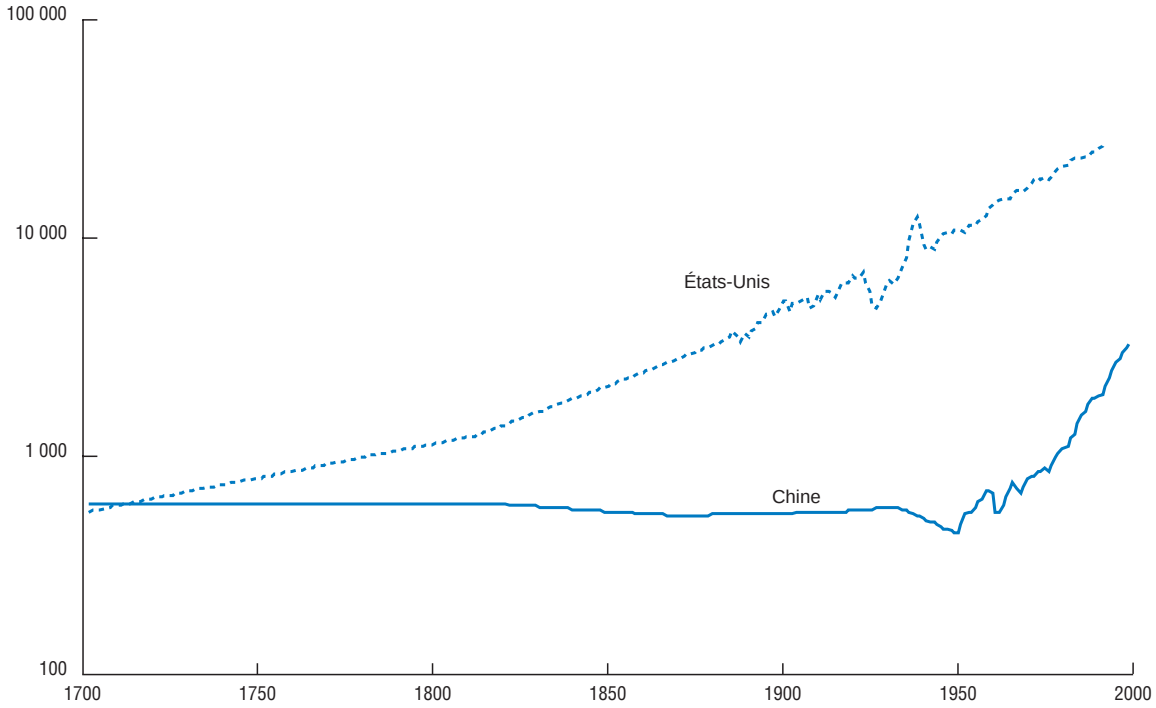


Figure 1.6. **Comparaison des niveaux de PIB par habitant, Chine et États-Unis, 1700-1998**



Sources : Annexes A, B et C. L'échelle de l'axe vertical est logarithmique.

d) la mainmise de l'Europe de l'Ouest sur les ressources naturelles de l'Amérique du Nord, l'arrivée des colons européens et l'introduction de leurs techniques et de leurs principes d'organisation ont ajouté une nouvelle dimension importante à la montée en puissance de l'économie occidentale à partir du XVIIIe siècle. Vers la fin du XIXe siècle, les États–Unis sont devenus la première puissance économique mondiale ;

e) le Japon a fait figure d'exception au regard de la norme asiatique. Pendant le XVIIe, le XVIIIe et la première moitié du XIXe siècle, il a rattrapé et surclassé la Chine en termes de revenu par habitant. La prise de pouvoir par les Meiji en 1868 est marquée par une réforme institutionnelle radicale dont le but était de rattraper l'Europe. Cet objectif a été réalisé dans les années 1980 en termes de revenu, mais pas encore en termes de productivité ;

f) la colonisation de l'Amérique latine présentait certains points communs avec celle de l'Amérique du Nord, mais les institutions ibériques étaient moins propices au développement capitaliste que celles de l'Amérique du Nord. La population indigène de l'Amérique latine était bien plus importante, et elle a été traitée comme une sous–classe à laquelle on a dénié l'accès à la terre et à l'éducation. L'ordre social n'a pas été fondamentalement modifié après l'indépendance. Sur le long terme, l'augmentation du revenu par habitant a été bien plus faible qu'en Amérique du Nord, mais plus rapide qu'en Asie ou en Afrique ;

g) le revenu africain par habitant était plus faible en 1820 qu'au cours du premier siècle. Depuis, il a progressé plus lentement que partout ailleurs. En 1998, il n'était guère plus élevé que celui de l'Europe de l'Ouest en 1820. La croissance démographique est aujourd'hui plus forte que partout ailleurs — progressant à un rythme huit fois plus rapide qu'en Europe de l'Ouest ;

h) c'est surtout au cours des deux derniers siècles que la croissance a été la plus vigoureuse. Depuis 1820, le revenu par habitant a été multiplié par 19 dans le groupe A et par plus de cinq dans le reste du monde — rendant les progrès précédents presque ridicules par comparaison, d'autant que la forte ascension des revenus s'est faite en très peu de temps.

Le lecteur peut se demander quelle est la valeur ajoutée de ces conclusions. Il y a tout d'abord la quantification des variables, qui permet de clarifier les questions que l'analyse qualitative laisse dans le flou. Cette quantification permet de dissocier les faits particulièrement significatifs des vues de l'esprit généralisatrices, qui sont parfois prises pour des réalités. Elle est plus facilement contestable et le sera probablement. Elle aiguise la discussion théorique et contribue à la dynamique du processus de recherche. Il est en outre utile de disposer d'un tableau planétaire parce que cela aide à distinguer ce qui est normal de ce qui est exceptionnel.

Nos conclusions diffèrent à certains égards des interprétations antérieures quant à la longueur et au rythme de l'expansion économique de l'Europe de l'Ouest. Les analystes ont situé en général son point de départ vers 1500, lors des premiers contacts des Européens avec l'Amérique et de leur première entrée directe dans le monde commercial d'Asie. Max Weber attribue l'avance de l'Europe à la progression du protestantisme, et sa thèse a retenu l'attention parce que cette explication de l'origine de l'ascension européenne s'inscrivait dans une tradition de pensée à ce sujet. Nous ne partageons plus cette opinion, qui veut que la rupture de tendance brutale dans la progression du revenu par habitant soit intervenue vers 1500.

Pour Kuznets (1966, chapitre 1), « la croissance économique moderne » appartient à une ère économique particulière qui a été précédée par le capitalisme marchand de l'Europe de l'Ouest « entre la fin du XVe siècle et la seconde moitié du XVIIIe siècle », et une « époque antérieure d'organisation féodale ». Dans Kuznets (1973, pp. 139–41), l'auteur expose ce qui paraissait être une idée raisonnable sur le rythme de croissance du PIB par habitant en Europe de l'Ouest au cours de la période du capitalisme marchand. Dans Maddison (1995*a*), nous avons retenu l'hypothèse de Kuznets pour ce qui est de la période du capitalisme marchand, mais nous pensons désormais que cette croissance a été plus lente que ne le laissait penser Kuznets à l'époque, et que le rythme de progression entre le XIe et le XVe siècles n'a pas beaucoup changé. Il ne semble donc pas y avoir de raison d'établir une distinction entre l'époque de l'« organisation féodale » et celle du « capitalisme marchand ». Nous qualifierions plutôt l'ensemble de la période 1000–1820 de période « protocapitaliste ».

Tableau 1–9a. **Taux de croissance du PIB par habitant, par grande région, 1000–1998**
(taux de croissance annuel moyen pondéré)

	1000–1500	*1500–1600*	*1600–1700*	*1700–1820*	*1820–1998*
Europe de l'Ouest	0.13	0.14	0.15	0.15	1.51
Pays d'immigration européenne	0.00	0.00	0.17	0.78	1.75
Japon	0.03	0.03	0.09	0.13	1.93
Moyenne du groupe A	0.11	0.13	0.12	0.18	1.67
Amérique latine	0.01	0.09	0.19	0.19	1.22
Europe de l'Est & ex–URSS	0.04	0.10	0.10	0.10	1.06
Asie (à l'exclusion du Japon)	0.05	0.01	–0.01	0.01	0.92
Afrique	–0.01	0.00	0.00	0.04	0.67
Moyenne du groupe B	0.04	0.02	0.00	0.03	0.95

Tableau 1–9b. **Niveau du PIB par habitant, groupes A et B, 1000–1998**
(en dollars internationaux de 1990)

	1000	*1500*	*1600*	*1700*	*1820*	*1998*
Moyenne groupe A	405	704	805	907	1 130	21 470
Moyenne groupe B	440	535	548	551	573	3 102

Tableau 1–9c. **Population des groupes A et B, 1000–1998**
(en millions d'habitants)

	1000	*1500*	*1600*	*1700*	*1820*	*1998*
Total groupe A	35	76	95	110	175	838
Total groupe B	233	362	461	493	866	5 069

Tableau 1–9d. **PIB des groupes A et B, 1000–1998**
(en milliards de dollars internationaux de 1990)

	1000	*1500*	*1600*	*1700*	*1820*	*1998*
Total groupe A	14.1	53.2	76.1	100.0	198.0	17 998
Total groupe B	102.7	194.0	252.9	271.8	496.5	15 727

Sources pour les tableaux 1–9a à 1–9d : annexe B.

Nous ne partageons pas non plus les vues de Kuznets sur le moment du passage à ce qu'il appelle la « croissance économique moderne » (et que nous appelons le « développement capitaliste »). Les données d'observation dont nous disposons maintenant tendent à montrer que la transition a pris place autour de 1820 plutôt qu'en 1760. Les travaux révisionnistes de Crafts (Crafts,1983; Crafts et Harley,1992) et d'autres analystes ont contribué à remettre en cause la vieille notion d'un décollage soudain dans la seconde moitié du XVIIIe siècle en Angleterre. Les études récentes sur les Pays–Bas montrent que le revenu de ce pays était plus élevé que celui du Royaume–Uni à la fin du XVIIIe siècle. Les travaux effectués ces 20 dernières années sur l'histoire quantitative d'autres pays d'Europe de l'Ouest fournissent une raison de plus de repousser la transition à une date ultérieure et de revenir sur la vieille notion de l'exception britannique.

Notre analyse de la performance économique des États–Unis montre que la croissance a connu une accélération rapide au XVIIIe siècle, contrairement aux conclusions de Gallman (1972) et de Mancall et Weiss (1999). Cette différence de vues tient essentiellement au fait que nous avons intégré des estimations approximatives des populations indigènes et de leur PIB, de même que nous avons tenu compte de l'activité des colons européens (nous l'avons fait aussi pour l'Australie, le Canada et la Nouvelle–Zélande).

L'appréciation que nous portons sur le développement du Japon s'écarte des idées traditionnellement reçues. Nous avons quantifié sa performance économique pendant la période Tokugawa et nous l'avons comparée avec celle de la Chine. La plupart des analystes se basent essentiellement sur la période Meiji pour leurs comparaisons entre le Japon et l'Europe de l'Ouest, ignorant le contexte asiatique.

Gerschenkron (1965) et Rostow (1960 et 1963) insistent tous deux sur le fait que les « décollages » des pays d'Europe de l'Ouest se sont échelonnés tout au long du XIXe siècle. Kuznets (1979, p. 131) appuie ce point de vue. En fait, l'accélération de la croissance dans les pays de l'Europe de l'Ouest a été plus synchrone qu'ils ne le pensaient.

Il y a deux écoles de pensée pour expliquer la performance relative de l'Europe et de l'Asie. La principale théorie a été clairement exprimée par Adam Smith en 1776. Il n'était pas un spécialiste de l'arithmétique politique mais, s'appuyant sur le « prix du travail » et d'autres données d'observation, il donne le classement ordinal suivant par ordre décroissant pour les années 1770 :

Pays–Bas

Angleterre

France

Colonies britanniques en Amérique du Nord

Écosse

Espagne

Colonies espagnoles en Amérique

Chine

Bengale (en perte de vitesse du fait du pillage par la East India Company)

Ce courant de pensée dominant se reflète dans Landes (1969, pp. 13–14), dont l'appréciation générale, comme celle de Smith, est similaire à la nôtre. « L'Europe de l'Ouest était déjà riche avant la révolution industrielle — par comparaison aux autres parties du monde à cette époque. Sa richesse était le fruit de siècles de lente accumulation, basée elle–même sur l'investissement, l'appropriation de ressources et de travailleurs d'autres régions du monde, et des progrès techniques substantiels, non seulement dans la production de biens matériels, mais dans l'organisation et le financement de leurs échanges et de leur distribution… Il semble évident qu'entre l'an mil et le XVIIIe siècle — quasiment un millénaire — le revenu par habitant a augmenté de façon appréciable, il a peut–être même triplé. »

Dans Maddison (1983), nous opposions le point de vue de Landes et l'évaluation que font Bairoch et Levy–Leboyer (1981) du revenu relatif par habitant. Selon eux, la Chine devançait largement l'Europe de l'Ouest en 1800, le revenu du Japon et du reste de l'Asie n'était inférieur que de 5 pour cent à celui de l'Europe, l'Amérique latine devançait largement l'Amérique du Nord, et le revenu de l'Afrique se situait à peu près aux deux tiers du niveau de l'Europe de l'Ouest. Ce scénario hautement improbable n'a jamais été étayé par des chiffres dans le cas de l'Asie, de l'Amérique latine ou de l'Afrique. Les données qu'ils citent pour ces régions sont essentiellement des estimations au jugé.

Bairoch a toujours soutenu que le tiers monde avait été appauvri par les pays riches (Bairoch, 1967), et il a en fait fabriqué de toute pièce des arguments pour étayer cette hypothèse (voir la critique de Chesnais, 1987).

Bien que l'affirmation de Bairoch ne repose sur aucune base solide, son discours a été entendu. Braudel (1985, vol. 3, pp. 533–54) reconnaît « l'immense service que Paul Bairoch a rendu aux historiens » et estime « qu'il est pratiquement hors de doute que l'Europe était moins riche que les mondes qu'elle exploitait, même après la chute de Napoléon ». Citant Bairoch, André Gunder Frank (1998, pp. 171 et 284) estime que « vers 1800, l'Europe et les États–Unis, après avoir été longtemps à la traîne, ont tout d'un coup rattrapé leur retard et dépassé l'Asie au plan économique comme au plan politique ». Pomeranz (2000) cite Bairoch de façon plus prudente (p. 16), mais sa sinophilie le conduit à la même conclusion. Selon lui (p. 111), il n'y a « guère de raison de penser que les habitants de l'Europe de l'Ouest étaient plus productifs que leurs contemporains dans d'autres régions densément peuplées de l'ancien monde avant 1750 ou même 1800 ».

Maddison (1983) opposait les évaluations de Landes et de Bairoch et observait : « Ces conclusions quantitatives remarquablement contradictoires ont des implications très différentes du point de vue analytique. Si Bairoch a raison, une grande partie du retard du tiers monde doit être attribuée à l'exploitation coloniale, et une bonne partie de l'avantage de l'Europe ne peut plus s'expliquer par son avance scientifique, des siècles de lente accumulation et la solidité de son organisation et de ses finances ».

Compte tenu de notre travail de fourmi mené depuis lors pour accumuler des données quantitatives sur cette question, nous concluons que Bairoch et ses disciples ont tout à fait tort. Ce n'est pas parce que l'on rejette leur point de vue que l'on dénie le rôle de l'exploitation coloniale ; mais celle–ci se comprend mieux si l'on considère de façon plus réaliste la force de l'Occident et la faiblesse de l'Asie aux alentours de 1800.

Le principal problème de l'analyse de la croissance est d'expliquer pourquoi un fossé si large s'est creusé entre le groupe capitaliste avancé et le reste du monde. Il y a bien sûr des exemples de convergence dans le passé. C'est ainsi que l'Europe est passée du point le plus bas pour surpasser la Chine, que le Japon de l'ère Tokugawa a rattrapé la Chine et, ultérieurement, le groupe capitaliste avancé. L'Europe a réussi à résorber une bonne partie de son retard sur les États–Unis pendant la période de l'âge d'or qui a suivi la Seconde Guerre mondiale. L'Asie renaissante (Chine, Inde, les « dragons » et d'autres pays) ont eux aussi fait un grand bond en avant au cours des 25 dernières années.

Lorsque l'on cherche à comprendre les facteurs qui expliquent les divergences entre les pays et les possibilités de rattrapage des différentes parties de l'économie mondiale, on constate qu'aucun schéma universel ne couvre l'ensemble du millénaire. Les forces en œuvre ont varié selon les lieux et les périodes. Dans le chapitre 2, nous tenterons de cerner les changements intervenus dans le caractère de la dynamique économique, et les spécificités des retards accusés par certains pays au cours du dernier millénaire.

Chapitre 2

Les effets du développement occidental sur le reste du monde, 1000–1950

Nos données statistiques macroéconomiques font ressortir le caractère exceptionnel, dans le développement mondial, de la performance économique sur le long terme de l'Europe occidentale : en l'an 1000, son niveau de revenu était tombé en deçà de celui de l'Asie et de l'Afrique du Nord ; au XIVe siècle, à l'issue d'une longue résurrection, elle avait rattrapé la Chine (premier pays du monde) ; en 1820, ses niveaux de revenu et de productivité étaient plus de deux fois supérieurs à ceux du reste du monde ; en 1913, le niveau de revenu de l'Europe occidentale et des pays d'immigration européenne était plus de six fois supérieur à celui du reste du monde.

Pour comprendre les forces qui ont permis l'ascension de l'Occident et les raisons qui expliquent son dynamisme particulier par rapport au reste du monde, il est utile d'examiner attentivement ses rapports avec les autres régions du globe dans une perspective de long terme. Comme il est impensable de mener une étude détaillée de tous les pans de l'économie mondiale, nous présenterons dans ce chapitre quatre cas historiques. Cette méthode d'analyse approfondie présente un grand avantage : elle montre à quel point l'expérience occidentale est loin d'être un tout homogène ou monolithique et qu'il faut bien se garder de l'envisager comme telle.

La première de nos analyses portera sur la république de Venise, l'économie la plus riche et la plus dynamique de l'Europe occidentale entre le XIe et le XVIe siècles.

Notre deuxième analyse s'intéressera au Portugal. Si ce pays n'a jamais été aussi prospère que Venise, il est à l'origine des plans de bateaux et des techniques de navigation qui ont permis d'ouvrir de nouvelles routes maritimes et d'établir des contacts commerciaux avec l'Afrique et l'Asie. Le Portugal a été à l'avant–garde de l'expansion européenne dans l'Atlantique ; on lui doit la découverte du Brésil en 1500 et le point de départ de 300 années de développement colonial dans les Amériques.

Les Pays–Bas feront l'objet de notre troisième étude de cas : ils sont le premier pays européen entre 1600 et 1820 en termes de revenu par habitant, avec un degré élevé d'ouverture et de spécialisation internationales, et disposent d'un très vaste empire commercial en Asie.

Enfin, nous étudierons le Royaume–Uni. Ce pays a suivi le modèle néerlandais de spécialisation internationale et de développement commercial, bâti un empire colonial beaucoup plus vaste et jeté les bases de la technologie industrielle et des transports.

Le fait de concentrer notre attention sur la singularité occidentale pourrait être taxé d'« eurocentrisme », mais les pays occidentaux étaient les plus dynamiques et leur expérience permet vraiment de comprendre les origines de la croissance économique. L'analyse de l'interaction de ces pays avec le reste du monde éclaire les causes du retard économique et permet de déterminer dans quelle mesure l'avance occidentale explique ce retard.

Le processus de l'ascension occidentale s'est accompagné de violence à l'égard d'autres parties du monde. La colonisation des Amériques par l'Europe s'est traduite par l'extermination, la marginalisation ou la soumission des populations indigènes. Pendant trois siècles, les contacts européens avec le continent africain ont reposé sur le commerce des esclaves. Entre le milieu du XVIIIe siècle et le milieu du XXe siècle, l'Europe est entrée en guerre avec les pays d'Asie dans le but d'établir ou de maintenir des colonies et d'obtenir des privilèges commerciaux. Toutefois, la croissance économique occidentale entraînait des guerres dévastatrices entre pays voisins et des politiques de « chacun pour soi ». L'avance de Venise a été source de conflits avec Gênes ; le Portugal s'est heurté aux Pays–Bas. Les Pays–Bas ont mené pendant 80 ans une guerre d'indépendance contre l'Espagne, et ils ont été impliqués dans quatre guerres contre la Grande–Bretagne et encore plus contre la France. Le Royaume–Uni a passé plus de 60 ans en guerre contre les autres pays européens occidentaux, entre 1688 et 1815, et dix ans entre 1914 et 1945.

Avant de nous lancer dans l'analyse détaillée de nos études de cas, il est utile de brosser un rapide tableau d'ensemble de la performance de l'Europe occidentale du Ier au Xe siècles, et de l'an 1000 à 1500.

I
Le déclin de l'Europe entre le premier et le Xe siècles

Les Ier et IIe siècles ont marqué l'apogée de l'empire romain. C'était une entité politique qui s'étendait de la frontière écossaise jusqu'à l'Égypte et qui comptait 20 millions d'habitants en Europe, 20 millions en Asie de l'Ouest et 8 millions en Afrique du Nord[1]. Cet ensemble géographique était régi par un cadre juridique commun et bénéficiait de la sécurité apportée par la *pax romana* ; son réseau de routes pavées s'étendait sur quelque 65 000 kilomètres[2]. La population comprenait 5 pour cent de citadins, qui avaient une culture laïque solidement établie[3]. Les grandes villes étaient dotées d'aqueducs, de bains et de fontaines publics, d'amphithéâtres, de bibliothèques, de temples et d'autres monuments publics. La Méditerranée était un lac aux mains des Romains, sur lequel transitaient des cargaisons de céréales envoyées à titre de tribut par Alexandrie et Carthage et qui étaient débarquées dans les ports de Puteoli (près de Naples) et de Portus Novus (près de Rome). La soie et les épices d'Asie étaient acheminées par voie terrestre *via* Antioche et le long de la mer Rouge jusqu'en Égypte. Au Ier siècle, les citoyens romains (Grecs, Syriens et Juifs) savaient comment utiliser les vents de la mousson pour commercer directement par les Indes occidentales[4].

L'impérialisme romain était fondé sur le pillage, l'esclavage et son aptitude à imposer sa domination par la force militaire. Les difficultés de gestion d'un système d'une telle ampleur étaient déjà manifestes en 285, lorsque Dioclétien créa deux empires distincts, d'Occident et d'Orient. La capacité de l'empire d'Occident à lever impôts et tribut s'était érodée au fil du temps. Il a dû s'appuyer de plus en plus sur les barbares pour combler les rangs de son armée. Lorsque ces derniers se sont révoltés, le système s'est effondré.

Au Ve siècle, l'empire romain d'Occident était désintégré. Des envahisseurs barbares illettrés s'emparèrent de la Gaule, de l'Espagne, de Carthage et de la plus grande partie de l'Italie. La Grande–Bretagne fut abandonnée. Des territoires furent brièvement reconquis au VIe siècle lorsque l'empereur romain d'Orient reprit l'Italie, l'Espagne et l'Afrique du Nord. Le coup final fut porté par l'invasion arabe en Égypte, en Afrique du Nord, en Espagne, en Sicile, en Syrie et en Palestine, entre 640 et 800. Il ne resta alors de la civilisation romaine que le seul empire byzantin.

Les principaux changements intervenus entre le Ier et le Xe siècles sont : *a)* l'effondrement d'une formidable entité politique cohésive qui n'a jamais pu se relever par la suite, et son remplacement par une administration fragmentée, fragile et instable ; *b)* la disparition de la civilisation urbaine et la

prépondérance de communautés rurales autosuffisantes, incultes et relativement isolées, dans les régions où l'élite féodale prélevait un revenu en nature sur la paysannerie servile ; *c)* la quasi–disparition des relations commerciales entre l'Europe occidentale, l'Afrique du Nord et l'Asie[5].

L'historien belge Pirenne (1939) nous donne une description succincte de la situation au IXe siècle : « Lorsque l'on sait qu'à l'époque carolingienne, on ne battait plus de pièces d'or, que les prêts d'argent avec intérêt étaient interdits, qu'il n'existait plus de classe de négociants de métier, que les produits orientaux (papyrus, épices et soie) n'étaient plus importés, que la circulation de la monnaie était réduite au minimum, que l'homme de la rue ne savait ni lire ni écrire, que les impôts n'étaient plus organisés et que les villes n'étaient que de simples forteresses, on peut conclure sans hésitation que nous nous trouvons devant une civilisation qui avait régressé au stade agricole pur, et qui n'avait plus besoin de commerce, de crédit ou d'échanges réguliers pour maintenir le tissu social[6] ».

II
L'Europe occidentale se redresse et prend de l'avance, 1000–1500

Entre l'an 1000 et 1500, l'Europe occidentale a connu une expansion démographique plus rapide que partout ailleurs dans le monde. La population des pays nordiques a augmenté sensiblement plus vite que celle des pays riverains de la Méditerranée. La proportion de la population urbaine (résidant dans les villes de plus de 10 000 habitants) est passée de zéro à 6 pour cent, indication claire de l'essor des activités commerciales et manufacturières. Cette population grandissante a pu être nourrie grâce à l'augmentation des zones rurales de peuplement, en particulier aux Pays–Bas, en Allemagne du Nord et sur la côte balte, et grâce à l'assimilation progressive de progrès techniques, qui ont permis d'accroître la productivité agricole. L'analyse classique des changements qui sont ainsi intervenus en milieu rural est fournie par Lynn White (1962) : « … la charrue lourde, les champs ouverts, la nouvelle intégration de l'agriculture et de l'élevage, la rotation triennale des cultures, les harnais modernes, le ferrage et le palonnier pour les chevaux, se sont conjugués pour former un système cohérent d'exploitation agraire en l'an 1100 et offrir une zone de prospérité paysanne qui couvrait toute l'Europe du Nord, depuis l'Atlantique jusqu'au Dniepr ». White exagère probablement la précocité de l'effet de ces progrès et le degré de prospérité des paysans, mais il est clair que ces avancées techniques ont été d'une importance fondamentale. Le passage de l'assolement biennal à l' assolement triennal a également permis d'améliorer la sécurité alimentaire et de réduire les risques de famines. Une proportion croissante de la production agricole a été affectée à la fabrication de produits servant à la fabrication de vêtements (laine), de vin et de bière (vignes et céréales), et les cultures fourragères ont permis d'accroître la population chevaline. Le développement des échanges internationaux de céréales, de bétail sur pied, de fromage, de poisson et de vin a entraîné un certain degré de spécialisation régionale dans la production alimentaire. L'essor du commerce du sel et la réintroduction des importations d'épices ont contribué à améliorer la saveur et la conservation de la viande et du poisson.

L'utilisation accrue des moulins à eau et à vent a augmenté l'énergie disponible pour les procédés industriels, en particulier dans les nouvelles industries du sucre et du papier. On observe une spécialisation internationale dans l'industrie de la laine. La laine britannique était exportée vers les Flandres, qui fabriquaient des vêtements pour les vendre à travers toute l'Europe. Introduite au XIIe siècle, l'industrie de la soie avait atteint un stade de développement impressionnant dans le Sud de l'Europe en 1500. La qualité des textiles et la variété des couleurs et des dessins s'étaient grandement améliorées. Au XIIIe siècle, Gênes ouvrit des liaisons régulières entre Chio et Bruges pour le commerce de l'alun. Les progrès dans les industries d'extraction et de la métallurgie contribuèrent à transformer et développer la production européenne d'armes (Nef, 1987 ; Cipolla, 1970). Les perfectionnements introduits entre le XIe et le XVe siècles dans les techniques de transport maritime et de navigation ont favorisé les échanges dans la Méditerranée, la Baltique, les îles de l'Atlantique et la côte Nord–Ouest de l'Afrique.

La période a été marquée par d'importants progrès dans le secteur bancaire, la comptabilité et l'assurance maritime. La qualité de la vie intellectuelle s'est améliorée avec la création et le développement des universités, l'expansion des bourses d'études humanistes et, à la fin du XVe siècle, la naissance de l'imprimerie.

L'ordre politique a connu d'importants bouleversements. Les pillards scandinaves, qui avaient lancé des attaques sur l'Angleterre, les Pays–Bas, la Normandie et jusque dans les fins fonds de la Russie, étaient devenus des marchands qui avaient institué en Scandinavie, en Angleterre, en Normandie et en Sicile des systèmes efficaces de gestion des affaires de l'État. L'État–nation prenait forme avec la réduction de la fragmentation du pouvoir politique qui avait caractérisé le Moyen Âge. La guerre de 100 ans (1337–1453) n'a certes pas été le dernier conflit qui a mis aux prises l'Angleterre et la France mais, à l'issue de cette guerre, l'identité nationale des deux pays était définie de façon bien plus claire. A la fin du XVe siècle, la *reconquista* avait établi l'identité espagnole dans sa forme moderne. En Méditerranée orientale, la situation était inverse. L'empire ottoman avait pris Constantinople en 1453 et il avait rapidement étendu son hégémonie sur les Balkans, la Syrie, la Palestine, l'Égypte et l'Afrique du Nord.

Les estimations sur l'évolution du PIB en Europe et dans le reste du monde pendant cette période sont bien évidemment sujettes à une large marge d'erreur. Le chapitre 1 et l'annexe B expliquent de façon aussi transparente que possible les bases de nos estimations. Nous avons conclu que le revenu par habitant de l'Europe occidentale avait pratiquement doublé entre 1000 et 1500, contre une progression d'environ un tiers en Chine et une amélioration moins importante dans les autres pays d'Asie, et qu'il avait quelque peu diminué en Afrique. Il paraît clair que les niveaux de revenu et de productivité en Europe occidentale étaient plus élevés que ceux de l'Asie et de l'Afrique à la fin de la période, alors qu'ils avaient été plus faibles en l'an 1000. Pour ce qui est de l'Asie de l'Ouest et de l'Égypte, cette vue semble partagée par les spécialistes de l'histoire musulmane, tels qu'Abulafia (1987) et Abu–Lughod (1989). Pour la performance de la Chine et de l'Europe occidentale, les éléments d'appréciation sur lesquels repose cette conclusion sont examinés en détail dans Maddison (1998a).

En Europe, les régions où les progrès économiques ont été les plus importants pendant cette période sont les Flandres, centre de la production lainière, des activités bancaires internationales et du commerce de l'Europe du Nord, et les villes–États italiennes — Florence, Gênes, Pise, Milan et Venise. Venise était la plus brillante et la plus riche d'entre elles. Nous étudierons donc de plus près dans la section qui suit les forces dynamiques de son développement capitaliste.

III
La république de Venise

Venise a joué un rôle de premier plan en rouvrant l'économie méditerranéenne au commerce ouest–européen et en développant des liaisons avec l'Europe du Nord. Elle a créé une base institutionnelle pour le capitalisme commercial, grandement amélioré la technologie des transports maritimes et contribué à faire connaître à l'Ouest les techniques utilisées par l'Asie et l'Égypte pour la production et la transformation du sucre de canne, la fabrication des soieries, le soufflage du verre et la bijouterie.

Venise est, entre toutes les villes–États de l'Italie du Nord, celle qui a le mieux réussi à créer et maintenir une république dominée par l'élite marchande capitaliste. Grâce à sa situation géographique et à sa volonté d'assurer elle–même sa défense, elle a pu garantir son autonomie et rester à l'abri des exactions de propriétaires terriens féodaux et de monarques.

Elle a mis en place des institutions politiques et juridiques qui garantissaient les droits de propriété et la bonne exécution des contrats. Elle a joué un rôle de précurseur en développant les marchés des changes et du crédit, les activités bancaires et la comptabilité[7]. Elle a créé ce qui était en fait un marché de titres publics, en commençant avec des prêts obligatoires qui donnaient lieu à des paiements réguliers d'intérêts. Son régime fiscal était efficace et favorable aux bénéfices des négociants et à l'accumulation du capital. Les recettes provenaient des taxes d'accise et des impôts sur la propriété, qui étaient basés sur un cadastre.

C'était un État tolérant et relativement laïque, où les négociants étrangers (Arméniens, Grecs et Juifs) pouvaient effectuer leurs transactions aussi librement que les Vénitiens. Même si elle faisait théoriquement partie du monde catholique, Venise bénéficiait de relations privilégiées avec l'empire byzantin. Elle a conforté son indépendance à l'égard de l'Église en achetant en 828 les reliques de Marc à Alexandrie. Elle était effectivement indépendante du pape et du patriarche.

La diplomatie vénitienne était très professionnelle, pragmatique, opportuniste et axée sur la poursuite de ses intérêts commerciaux. Elle s'ajustait étonnamment bien aux changements politiques. Au IXe et au Xe siècles, ses activités commerciales consistaient pour l'essentiel à approvisionner Constantinople en céréales et en vins d'Italie, en bois et en esclaves de Dalmatie, et en sel de ses lagons, ses navires rapportant au retour de la soie et des épices. Vers la fin du XIe siècle, Byzance subissait la pression des Turcs Seljukides, qui s'étaient emparés de l'Anatolie, et des incursions franques dans les territoires méridionaux d'Italie. En 1082, Venise obtint de Byzance des privilèges commerciaux (exemption des droits d'accise) en échange de son concours pour renforcer les défenses navales de l'empire. En 1204 en revanche, elle joua un rôle de premier plan en persuadant les responsables de la quatrième croisade de s'en prendre à Constantinople plutôt qu'à l'Islam. C'est ainsi que Venise obtint des bases en Dalmatie et un empire dans la mer Égée. Elle s'empara de la moitié méridionale du Péloponnèse, de Corfou et de la Crète. Elle occupa près de la moitié de Constantinople et s'ouvrit un accès à la mer Noire et à la mer d'Azov. En 1261, l'empereur de Byzance reprit Constantinople et accorda des préférences commerciales ainsi qu'une base territoriale à Gênes, la rivale de Venise. Mais Venise conservait ses colonies grecques, et les navires vénitiens furent bientôt en mesure de retourner en mer Noire, où le commerce était florissant car les Mongols avaient rouvert la route de la soie *via* l'Asie centrale.

Les croisés de l'Europe occidentale attaquèrent avec succès les côtes syriennes et palestiniennes, créant de petits États chrétiens à Antioche, Acre et Jérusalem entre 1099 et 1291. Ils accordèrent des privilèges commerciaux aux négociants pisans et génois qui les avaient aidés à financer leurs conquêtes. Les Vénitiens n'avaient pas apporté d'aide, mais ils réussirent cependant à établir une base commerciale à Tyr.

Le régime turc mamelouk reprit la Syrie et la Palestine en 1291 et gouverna l'Égypte jusqu'en 1517. Là aussi, Venise réussit à établir des relations commerciales privilégiées, achetant une large quantité d'épices asiatiques, que les négociants Karimi d'Alexandrie rapportaient d'Asie *via* la mer Rouge. De leur côté, les Vénitiens vendaient des métaux, des armures, des lainages et des esclaves ; ces derniers venaient des Balkans et de Russie : les hommes allaient grossir les rangs de l'armée mamelouk et les femmes allaient peupler les harems.

Lorsque les Turcs prirent Constantinople en 1453, Venise se hâta de négocier le maintien de ses droits commerciaux, mais les Ottomans fermèrent l'accès à la mer Noire en 1479. En 1517, ils s'emparèrent de l'Égypte et mirent pratiquement un terme au commerce vénitien des épices.

Venise entretenait des liens importants avec l'Europe du Nord. Le commerce avec les Flandres passait pour l'essentiel par les foires de Champagne, où les négociants italiens achetaient des lainages et vendaient de la soie, des épices, de l'alun, du sucre et de la laque[8]. Lorsque la route maritime entre la Méditerranée et l'Atlantique fut ouverte, le commerce avec les Flandres transita directement par la voie maritime.

Une deuxième route reliait Venise à Augsbourg, Nuremberg, Prague et Vienne, *via* la passe du Brenner. Les commerçants allemands achetaient des métaux et des articles en métal (essentiellement en argent). Les Vénitiens vendaient ces articles jusque dans la vallée du Pô et les pays méditerranéens. En 1318, le Fondaco dei Tedeschi vit le jour à Venise pour pourvoir aux besoins commerciaux des négociants allemands et assurer leur logement.

En développant ses échanges, Venise créa un empire politique. En 1171, la ville comptait environ 66 000 habitants, et elle resta l'une des trois plus grandes cités d'Europe de l'Ouest jusqu'au XVIe siècle, époque à laquelle sa population atteignit un niveau record de quelque 170 000 âmes. Elle connut trois catastrophes démographiques : en 1347–48, près de 40 pour cent des habitants moururent lorsqu'une galère provenant du port de Caffa, sur la mer Noire, rapporta la peste dans ses cales ; deux autres épidémies se produisirent en 1575–77 et en 1630, fauchant à chaque fois un tiers de la population de la ville[9].

L'empire d'outre–mer *(dominio da mar)* représentait à peu près 500 000 habitants. Entre 1388 et 1499, Venise acheta un territoire sur le continent italien *(terraferma)*, qui englobait Udine, Frioul, Vicence, Padoue, Vérone, Bergame, Rovigo et Crémone. En 1557, ce territoire regroupait environ 1.5 million d'habitants (tableau 2–1).

Tableau 2–1. **Population de l'empire vénitien en 1557**
(milliers d'habitants)

Ville de Venise	158	Ionie	52
Îles du lagon	50	Crète	194
Istrie	52	Terraferma	1 542
Dalmatie	93	Total	2 141

Sources : Beloch (1961), pp. 164 et 352. Chypre (sous contrôle vénitien de 1489 à 1573) comptait probablement environ 160 000 habitants au milieu des années 1550 (voir McEvedy et Jones, 1978), p. 119.

La république de Venise a joué un rôle de premier plan dans l'activité commerciale en tant que principal constructeur de navires ; elle louait des galères appartenant à l'État à des entreprises privées, organisait les convois et en fixait les dates. Elle a mis au point des types de navires adaptés au commerce vénitien et aux conditions du négoce dans la Méditerranée. Cette activité publique a permis de réduire le coût des transactions des négociants privés en améliorant la sécurité du commerce, mieux protégé des attaques ennemies. Elle a aussi permis aux petits marchands, dont le capital était limité, de participer aux échanges internationaux.

La plus grande entreprise de Venise était l'Arsenal, chantier naval public créé en 1104. Il est resté en activité pendant des siècles et a employé des milliers de travailleurs.

Les techniques de navigation et de construction des navires évoluèrent beaucoup entre le Xe et le XIVe siècles. Les Romains construisaient leurs navires en commençant par la coque, maintenue par un assemblage minutieux à tenons et mortaises pour en assurer l'étanchéité ; ils inséraient ensuite la membrure et l'armature. Au XIe siècle, l'interversion dans les stades d'assemblage autorisa d'importantes réductions de coûts. On commençait par fabriquer la quille et l'armature, pour ajouter ensuite une coque de planches cloutées, la fibre et le goudron à calfater étant utilisés pour assurer l'étanchéité du navire. Plus tard, le gouvernail axial, plus efficace pour barrer, remplaça les avirons de queue. La puissance du gouvernail était renforcée par un système de manivelles et de poulies[10]. Des améliorations furent apportées aux voiles, notamment avec l'adoption de la voile latine triangulaire, fixée obliquement au mât, à la place de la voile rectangulaire fixée perpendiculairement au mât. Au fil du temps, la taille des navires augmenta (tableau 2–2).

Tableau 2–2. **Taille et charge utile des galères marchandes vénitiennes, 1318–1559**

	Longueur	*Largeur (mètres)*	*Hauteur*	*Tonnage (tonnes métriques)*
En 1318 pour les voyages à Chypre	40.4	5.3	2.4	110
En 1320 pour les voyages vers les Flandres	40.4	5.7	2.4	115
En 1420 pour les voyages vers les Flandres	41.2	6.0	2.7	170
Galères marchandes en 1549–59	47.8	8.0	3.1	280

Source : Lane (1966), p. 369.

Tableau 2–3. **Population des 31 plus grandes villes d'Europe occidentale, 1500–1800**
(milliers d'habitants)

	1500	*1600*	*1700*	*1800*
			Italie	
Naples	150	281	216	427
Venise	100	139	138	138
Milan	100	120	124	135
Florence	70	70	72	81
Gênes	60	71	80	91
Rome	55	105	138	163
Bologne	55	63	63	71
Palerme	55	105	100	139
			France	
Paris	100	220	510	581
Lyon	50	40	97	100
Rouen	40	60	64	81
Bordeaux	20	40	50	88
			Pays–Bas	
Anvers	40	47	70	60
Gand	40	31	51	51
Bruxelles	35	50	80	74
Bruges	30	27	38	32
Amsterdam	14	65	200	217
			Allemagne et Autriche	
Nuremberg	36	40	40	27
Cologne	30	40	42	42
Lubeck	24	23	n.a.	23
Danzig	20	50	50	40
Augsbourg	20	48	21	28
Vienne	20	50	114	231
			Ibérie	
Grenade	70	69	n.a.	55
Valence	40	65	50	80
Lisbonne	30	100	165	180
Barcelone	29	43	43	115
Cordoue	27	45	28	40
Séville	25	90	96	96
Madrid	0	49	110	167
			Grande–Bretagne	
Londres	40	200	575	865

Source : de Vries (1984), pp. 270–77.

Peu après 1270, le compas fit son apparition dans la Méditerranée. Cet instrument, conjugué à de meilleures cartes, rendit possible de naviguer tout au long de l'année. Auparavant, les navires qui commerçaient avec l'Égypte ne s'aventuraient pas en mer entre octobre et avril. Avec un compas, ils pouvaient faire deux allers–retours Venise–Alexandrie par an au lieu d'un.

Il y avait deux types de navires vénitiens. Les navires transportant des marchandises diverses (« kogs ») étaient construits dans des chantiers privés. Ils étaient à peu près trois fois plus longs que larges, et la voile était leur unique moyen de propulsion. Les galères utilisées pour le transport des voyageurs et des marchandises de grande valeur étaient construites à l'Arsenal, qui s'occupait également des travaux à effectuer pour la marine de guerre. Ces bâtiments étaient plus longs, ils avaient un large barrot et un équipage de 200 hommes, dont la plupart étaient des rameurs. Les galères étaient plus rapides, plus faciles à manœuvrer pour les entrées et les sorties de port, ou lorsqu'il n'y avait pas de vent. Habituellement, les bâtiments vénitiens comportaient 25 bancs de trois rameurs de chaque côté de la galère. Les bancs étaient fixés obliquement et les rames étaient de différentes longueurs pour que les rameurs ne se gênent pas mutuellement. Ce type de navire comptait 150 rameurs et une trentaine d'arbalétriers pour la défense et l'attaque, qui ramaient à tour de rôle. Les galères étaient propriété de l'État ; elles étaient louées pour chaque opération au plus offrant lors d'enchères publiques. Elles faisaient aussi office de transporteurs publics, étant donné que ceux qui louaient les bateaux devaient accepter des marchandises d'autres négociants s'ils avaient de la place dans leurs cales.

En 1291, les Génois infligèrent une défaite à la flotte marocaine qui contrôlait le détroit de Gibraltar, ouvrant ainsi la voie au commerce européen de la Méditerranée à l'Atlantique[11]. A compter de ce moment, les galères vénitiennes empruntèrent cette route pour commercer avec Londres et Bruges.

Si le commerce international, les activités bancaires, la construction navale et les corps de métiers connexes (bois d'œuvre, charpenterie, cordages, fabrication de voiles, etc.) constituaient les principaux secteurs d'activité de l'économie vénitienne, il y avait aussi d'importantes activités manufacturières axées sur la fabrication de biens pour les marchés locaux et l'exportation. L'une des plus anciennes était l'industrie du verre, qui existait déjà au Xe siècle. Venise avait été l'un des précurseurs en Europe de la mise au point de la technique du soufflage du verre, et elle fabriquait des verres, des gobelets, des pichets, des plats, des bouteilles, des vases, des glaces, des bijoux, des candélabres et des produits décoratifs de très grande qualité. A partir du XIIIe siècle, les Vénitiens commencèrent à fabriquer de délicats sabliers de verre dont les marins se servaient pour mesurer le temps. A partir du XIVe siècle, ils se mirent à la fabrication des lunettes — invention italienne qui accrut grandement la productivité des artisans et des universitaires[12]. Angelo Barovier, le souffleur de verre le plus réputé du XVe siècle, perfectionna le procédé de fabrication du cristal. A cette époque, il y avait une très grande variété de verres polychromes, gravés, filigranés, laqués et dorés à la feuille. En 1291, par décret du Maggior Consilio, tout le travail du verre soufflé fut délocalisé à Murano, ce qui permit à Venise de mieux préserver ses secrets commerciaux et technologiques.

Tout aussi précoces étaient les qualifications et la production des orfèvres, des mosaïstes, des sculpteurs sur bois et des artistes en décoration, qui étaient très sollicités pour faire de l'intérieur des églises, des monuments civils et des palais privés des œuvres d'art. Le style vénitien s'inspirait des œuvres des mosaïstes des générations précédentes et des iconographes de Ravenne, ainsi que des objets issus du pillage de Constantinople au XIIIe siècle.

Le commerce de la soie grège et des articles en soie avec l'Asie amena à la longue l'Europe à entreprendre des activités de substitution aux importations. La production de soie avait déjà essaimé de la Chine vers l'Inde et la Syrie, et elle arriva en Italie au XIIe siècle — d'abord à Lucques, puis à Venise, Florence, Gênes, Milan et Bologne, et par la suite à Lyon, en France. Dans le monde arabe, la production de soie passa de Syrie en Espagne. La production de soie à Venise est attestée dès le XIIIe siècle. Le gouvernement vénitien réglementa la production pour en garantir la qualité, tenir les concurrents à longueur de gaffe et réduire le risque d'espionnage industriel. Les articles de soie, de satin et de velours de Venise étaient de la plus haute qualité et les dessins étaient un mélange

caractéristique de créativité et d'influence orientale. Les brocarts de velours multicolores, souvent réalisés avec des fils d'or et d'argent, étaient fabriqués pour agrémenter les vêtements de cérémonie de l'élite dirigeante de Venise, ainsi que pour le mobilier, les tapisseries, les nappes et les motifs décoratifs des gondoles, etc. Ces produits occupaient une part significative dans les exportations vénitiennes.

La production des livres avait également beaucoup d'importance. Au IXe et au Xe siècles, les scribes et les enlumineurs travaillaient surtout sur des ouvrages sacrés dans les salles d'écriture des monastères. Plus tard, il y eut des registres civils, des récits historiques, des traductions d'Aristote et d'autres textes grecs destinés à la bibliothèque de Saint–Marc et à des collectionneurs ducaux, laïcs et privés. Des emplois s'ouvrirent ainsi pour les scribes professionnels, les relieurs, les spécialistes de la calligraphie ornementée et de l'illustration. Moins de 15 ans après l'invention de l'imprimerie par Gutenberg, un immigrant allemand introduisait la technique à Venise, en 1469. Il en résulta des gains de productivité énormes dans l'industrie du livre, avec des tirages pouvant atteindre 4 500 exemplaires. Davantage de livres furent destinés à l'exportation, dans une proportion bien supérieure à celle des livres manuscrits. Venise devint très rapidement le principal centre typographique italien, et l'un des plus importants d'Europe. Au milieu du XVIe siècle, quelque 20 000 ouvrages avaient été publiés. Les publications vénitiennes contribuèrent à revigorer la vie culturelle et intellectuelle de l'Europe en fournissant des partitions musicales, des cartes, des ouvrages sur la médecine et des traductions des classiques grecs. La maison Aldine (créée en 1494) édita et publia des textes grecs originaux, et Venise devint le principal éditeur de livres pour le monde de langue hellénique[13].

Autre produit important — le sucre. Venise créa une agriculture de plantation et des installations de transformation en Crète et à Chypre, en utilisant une main–d'œuvre servile et en recourant à des techniques empruntées à la Syrie. Plus tard, les méthodes vénitiennes devaient être reprises par les Portugais, à Madère et au Brésil.

Le rôle joué par Venise dans le commerce des épices diminua grandement au début du XVIe siècle, en raison des restrictions imposées par les nouvelles autorités ottomanes sur le commerce avec la Syrie et l'Égypte, et de la concurrence des Portugais, qui faisaient venir leurs épices directement d'Asie. Selon les estimations avancées par Lane (1966, p. 13), les importations vénitiennes tombèrent de quelque 1 600 tonnes par an à la fin du XVe siècle à moins de 500 tonnes dans la première décennie du XVIe siècle. Lane pense que les quantités de poivre incluses dans ces cargaisons avaient retrouvé leur niveau dans les années 1560, mais l'influence prépondérante de Venise dans ce commerce avait manifestement disparu.

Les navires de Venise étaient également confrontés à la concurrence de plus en grande des routes maritimes occidentales vers l'Angleterre et les Flandres, et son industrie sucrière en Crète et à Chypre déclina sous les coups de la concurrence de la production portugaise de Madère et, plus tard, du Brésil.

Par ailleurs, les avancées techniques des économies atlantiques en matière de construction navale rendirent rapidement obsolètes les galères à rames vénitiennes. Les deux principaux changements vinrent du gréement des bateaux ronds et du développement des armes à feu, au cours du XVe siècle. Lane (1966, pp. 15–16) décrit ainsi ces changements : « La transformation du kog à mât unique en navire à trois mâts carré doté d'une civadière, d'un hunier et d'un artimon se situe à peu près au milieu du siècle — les bateaux à voile de 1485 différaient moins en apparence des bateaux à voile de 1785 que de ceux de 1425 — l'emploi croissant des canons dans les combats navals jouant un rôle tout aussi important en privant les galères marchandes de cette sécurité qui, à elle seule, justifiait leur existence ».

Ces changements entraînèrent une forte réduction du principal produit de l'Arsenal et une augmentation de la part relative des kogs dans la flotte marchande vénitienne. Les marchands vénitiens achetèrent davantage de bateaux à l'étranger, car aux problèmes posés par l'adaptation aux nouvelles techniques s'ajoutait le fait que les Vénitiens avaient beaucoup plus de mal à se procurer du bois d'œuvre bon marché que les constructeurs de bateaux des économies atlantiques.

A partir de 1500, une proportion importante du capital vénitien fut réorientée vers l'assèchement des terres, la construction de villas palladiennes et le financement de grandes propriétés dans la *terraferma*.

Aux XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles, la population de Venise n'augmenta pas beaucoup, pas plus que son revenu par habitant, mais la ville–État resta l'une des régions les plus riches de l'Italie et de l'Europe, jusqu'à ce que les Hollandais s'en emparent au XVIIe siècle.

IV
Le Portugal

Le Portugal s'émancipa de la domination arabe entre 1147, date de la prise de Lisbonne, et 1249, avec l'établissement de la pleine souveraineté sur la région correspondant approximativement aux frontières actuelles. Son régime politique était très différent de celui de Venise. La *reconquista* fut pour l'essentiel le fait d'ordres militants de chevalerie en croisade. L'aristocratie militaire et l'église devinrent les principaux propriétaires fonciers. Au Portugal comme en Espagne, les intérêts de l'église et de l'État étaient étroitement imbriqués. La couronne avait le pouvoir de nommer les évêques et de collecter les impôts ecclésiastiques, dans le cadre d'un système de protection connu sous le nom de *padroado real*. S'il y eut quelques heurts entre le Portugal et l'Espagne et, pour un certain temps (1580–1640), un roi espagnol au Portugal, il y eut pendant une longue période de temps une division territoriale d'intérêts entre les deux pays remarquablement efficace. Grâce à divers traités sanctionnés par la papauté, le Portugal put étendre ses intérêts commerciaux et impériaux en Afrique, dans toute l'Asie, sauf aux Philippines, et au Brésil, sans interférence notable de l'Espagne.

Le Portugal disposait de trois atouts importants pour développer son commerce et son empire outre–mer. Il bénéficiait d'un avantage stratégique évident de par sa situation sur la côte atlantique Sud de l'Europe, à proximité de la sortie de la Méditerranée. Les pêcheurs hauturiers couvraient une partie importante des besoins alimentaires du pays et acquirent une connaissance sans pareille des vents, du climat et des marées de l'Atlantique, connaissance qui fut grandement développée grâce à l'appui de la couronne qui finançait l'exploration de l'Atlantique, la recherche sur les techniques de navigation, la formation des pilotes et l'établissement de documents attestant de l'expérience maritime du pays, tels que les cartes marines avec des relèvements au compas et la cartographie. Les constructeurs de bateaux de Lisbonne et de Porto adaptèrent le plan des navires (les caravelles) et les gréements à mesure que les connaissances des conditions de navigation dans l'Atlantique se développaient. La révolution concerna les gréements. Les constructeurs commencèrent par se concentrer sur les voiles latines, puis ajoutèrent une combinaison de voiles carrées et de voiles latines pour permettre des incursions plus profondes dans l'Atlantique Sud, apportant d'autres changements pour s'adapter à la route, bien plus longue, autour du Cap de Bonne espérance. Le Portugal protégeait ces techniques en interdisant la vente des bateaux à d'autres pays. Le troisième avantage commercial fut l'aptitude du Portugal à absorber les « nouveaux chrétiens » — les marchands et les intellectuels juifs qui avaient joué un rôle important pendant la domination musulmane. Chassés d'Espagne, beaucoup se réfugièrent au Portugal où ils vinrent grossir les rangs de la communauté juive de ce pays. Tenus de se convertir pour la forme, ils étaient en butte à une certaine persécution, mais ils apportèrent un savoir–faire important : ils promurent les intérêts commerciaux du Portugal en Afrique, au Brésil et en Asie, ils firent progresser les innovations scientifiques, ils servirent d'intermédiaires pour le commerce avec le monde musulman, et attirèrent des capitaux génois et catalans dans des entreprises conjointes portugaises.

L'héritage de l'esclavage fut un quatrième facteur qui influa de façon importante sur l'évolution des intérêts commerciaux portugais. Dans la plupart des pays européens d'Occident, l'esclavage avait plus ou moins disparu au Moyen Âge, même s'il restait un élément périphérique du commerce vénitien avec Byzance et le monde musulman. Le Portugal avait vécu en contact plus étroit avec le monde

Tableau 2–4. **Production de sucre par zone, 1456–1894**
(en tonnes métriques)

	Chypre	*Madère*	*São Tomé*	*Brésil*	*Antilles britanniques*	*Antilles françaises*	*Autres îles des Antilles*	*Reste du monde*
1456	800	80						
1500	375	2 500						
1580		500	2 200[a]	2 300				
1700				20 000	22 000	10 000	5 000	
1760				28 000	71 000	81 000	20 000	
1787				19 000	106 000	125 000	36 000	
1815				75 000	168 000	36 600	66 200	18 500
1894				275 000	260 200	79 400	1 119 000	6 523 600

a) vers 1550.

Sources : 1486–1787, données tirées de Blackburn (1997), pp. 109, 172, 403 et de Schwartz (1985), p. 13 ; 1815–94 , données tirées de Williams (1970), pp. 366, 377–80. Le chiffre pour le reste du monde inclut 10 000 tonnes de sucre de betterave en 1815 et 4 725 000 tonnes en 1894. La production de sucre de betterave commença en Europe pendant les guerres napoléoniennes.

Tableau 2–5. **Cargaisons d'esclaves du Portugal et de ses concurrents à travers l'Atlantique, 1701–1800**
(en milliers)

Angleterre	2 532	Amérique du Nord	194
Portugal	1 796	Danemark	74
France	1 180	Autres pays	5
Pays–Bas	351	Total	6 132

Source : Lovejoy (1982), p. 483.

musulman que toute autre partie de l'Europe occidentale. Les Portugais eux–mêmes avaient connu l'esclavage, et à peu près 10 pour cent de la population de Lisbonne étaient des berbères ou des esclaves noirs. Les esclaves travaillaient aussi dans les plantations de canne à sucre et les raffineries de Madère et de São Tomé.

Le commerce portugais des esclaves commença à se développer vraiment aux alentours de 1445, peu après la découverte des îles du Cap–Vert (au large du Sénégal) par les navigateurs portugais. Ils purent acheter des esclaves à des marchands africains de la région en échange de vêtements, de chevaux, de bibelots et de sel. Entre 1450 et 1600, environ 175 000 esclaves quittèrent ainsi l'Afrique pour le Portugal et ses îles de l'Atlantique. Plus tard, avec le développement de la traite des Noirs, le Portugal participa plus directement à la capture des esclaves en Angola, plus au Sud du continent. La couronne organisa la Casa de Escravos à Lisbonne dans les années 1480. Ce commerce était extrêmement rentable et connut un essor spectaculaire à la fin du XVIe et au XVIIe siècles, lorsque le Portugal entreprit d'expédier des esclaves au Brésil, contrôlant la quasi–totalité des cargaisons à destination de l'Amérique latine – qui nécessitaient l'obtention d'un permis de commerce d'esclaves *(asiento)* vendu par le gouvernement espagnol. Le commerce des esclaves fut légitimé par le pape en 1455 dans sa bulle *Romanus Pontifex*, qui l'analysait comme une activité missionnaire. Entre 1500 et 1870, 9.4 millions d'esclaves partirent pour les Amériques, dont 4.5 millions environ fournis par le Portugal.

La couronne portugaise prit l'initiative d'explorer et de mettre en valeur les îles de l'Atlantique et leur industrie sucrière, et d'ouvrir une route maritime qui doublait l'ancienne piste des caravanes qui acheminaient l'or de Tombouctou, au Mali, vers la côte marocaine. Cette route avait vu transiter les deux tiers de l'or destiné à l'Europe.

Le prince Henri (troisième fils du roi Jean 1er du Portugal et neveu du roi Henri IV d'Angleterre) joua un rôle de premier plan dans ces diverses entreprises. Pendant 40 ans (1420–1460), il leur consacra ses ressources financières considérables et il prépara le terrain pour les nouvelles avancées portugaises dans le négoce avec l'Asie, en favorisant le développement des connaissances techniques dans le domaine de la navigation[14].

En 1420, la couronne prit en charge l'administration des riches ordres militaires. Henri devint administrateur de l'Ordre du Christ (qui avait remplacé les Templiers au Portugal), et son frère obtint une fonction similaire dans l'Ordre de Santiago. Il utilisa les avoirs de son Ordre pour financer des entreprises dans l'Atlantique et l'Afrique, et il persuada les dirigeants successifs du pays (ses frères) de lui conférer à titre personnel des droits de propriété importants dans ces deux régions.

Madère (archipel de l'Atlantique situé à environ 560 kilomètres de la côte marocaine) fut découvert en 1420. L'archipel était inhabité et extrêmement fertile. Une industrie sucrière y fut implantée avec de la main–d'œuvre servile, en suivant des méthodes identiques à celles utilisées par Venise à Chypre et en Crète. Les deux secteurs de l'industrie étaient les plantations de canne à sucre et les raffineries, les entreprises les plus importantes pratiquant ces deux activités. L'industrie fut développée par la cession de baux à des entrepreneurs génois et aux « nouveaux chrétiens ». Les besoins en capitaux étaient assez importants et les techniques les plus récentes furent introduites dans les raffineries. Au lieu de la large pierre circulaire que l'on faisait rouler sur les tiges coupées dans les raffineries appartenant aux Vénitiens, les Portugais utilisaient un nouveau type de presse à double rouleau cylindrique, qui permettait d'extraire plus de jus sans que l'on ait besoin de couper les tiges. Les presses fonctionnaient, non plus manuellement, mais à la traction animale ou à l'énergie hydraulique[15]. La production augmenta plus rapidement après la mort d'Henri, qui entraîna un assouplissement du contrôle exercé sur cette industrie. En 1500, la production de Madère était plus de six fois supérieure à celle de Chypre, tombée en chute libre. Le sucre portugais remplaça la production chypriote sur les marchés d'Anvers et de Bristol. Outre le sucre, Madère était une source importante de bois d'œuvre. Le blé et le vin occupaient aussi une place non négligeable dans l'économie. Le vin provenait de cépages malvoisie, que les Vénitiens avaient transplantés de Syrie en Crète.

Les îles inhabitées des Açores furent découvertes au beau milieu de l'Atlantique (à 1 300–1 500 kilomètres des côtes portugaises) en 1427 et leur colonisation débuta en 1439. Elles ne se prêtaient pas vraiment à la production du sucre, mais elles constituaient un poste avancé utile pour l'expansion ultérieure du commerce atlantique, et elles permirent au Portugal d'améliorer ses connaissances de la navigation dans l'Atlantique.

En développant la navigation sur la côte africaine, le Portugal établit des colonies dans deux autres avant–postes. L'île du Cap–Vert (au large du Sénégal), colonisée en 1460, servit de poste avancé pour le commerce des esclaves. C'est dans cette région que les Portugais découvrirent la malaguette (substitut grossier du poivre) ; ultérieurement, ils découvrirent une meilleure qualité de poivre au Bénin. Plus à l'Est, São Tomé–et–Principe (face à la côte gabonaise) fut colonisée après 1480. Les Portugais y introduisirent la production du sucre et, dans les années 1550, l'île avait supplanté Madère comme principal centre de production de l'Atlantique.

En 1482, le fort d'Elmina fut construit sur la côte de ce qui est aujourd'hui le Ghana. C'était le centre du commerce de l'or, qui devint la plus importante source de revenus de la couronne portugaise. A Elmina, l'or provenait principalement du pays des Ashantis. Il était détourné de la route caravanière qui reliait Tombouctou au Maroc au profit des négociants portugais, à des points de vente situés sur la côte guinéenne. Entre 1471 et 1500, les exportations d'or d'Afrique occidentale s'élevèrent à 17 tonnes. Elles aidèrent la couronne portugaise à financer l'entreprise la plus coûteuse du royaume, qui était l'ouverture de la route du Cap pour le commerce avec l'Asie[16].

La circumnavigation de l'Afrique pour ouvrir un accès direct aux épices d'Asie n'était pas une idée nouvelle. Les frères Vivaldi, qui avaient pris la mer à partir de Gênes en 1291, disparurent corps et biens dans leur tentative. A la fin du XVe siècle, il était clair que c'était là une entreprise fort coûteuse et extrêmement risquée, mais la tournure des événements politiques dans la Méditerranée

orientale donnait à penser que la vieille route vénitienne, qui impliquait de passer par des intermédiaires égyptiens et syriens, était menacée et que les profits que pouvaient procurer une nouvelle route seraient plus qu'intéressants.

Les Portugais avaient une connaissance sans égale des conditions de navigation sur l'Atlantique et le long des côtes africaines, jusqu'à la moitié du continent. Les progrès techniques dans la construction des navires, les gréements et l'art de manœuvrer les bâtiments permettaient d'envisager de longs déplacements dans des mers plus houleuses que celles que les Vénitiens devaient affronter en Méditerranée.

Minutieusement planifiés, les préparatifs de cette entreprise s'échelonnèrent sur une vingtaine d'années. Ils comportèrent entre autres des recherches sur les techniques de navigation, l'astronomie et la cartographie, ainsi que la collecte de renseignements sur les conditions du commerce en Asie et en Afrique de l'Est. Le deuxième volet des préparatifs consistait en une série de voyages d'essai pour explorer les routes possibles et déterminer la direction des vents tout au long de la côte africaine. Le troisième élément prit la forme d'un voyage en Inde pour étudier les conditions du négoce et les possibilités d'établir des bases sur le modèle de celles qui existaient déjà sur la côte africaine.

En Méditerranée, les navigateurs du XIIIe siècle comptaient sur le compas pour déterminer la direction, le sablier pour mesurer le temps et le renard pour mesurer la déviation par rapport à l'orientation souhaitée. Comme les principales routes étaient connues depuis l'antiquité, ils avaient des cartes assez fiables, une bonne idée des distances à parcourir et des méthodes sommaires pour juger de la vitesse du navire.

Les Portugais exploraient désormais des eaux inconnues et ils devaient s'appuyer bien plus sur la navigation céleste. Dans l'hémisphère Nord, les navigateurs portugais savaient que l'étoile polaire fournissait une position et une altitude relativement constantes, conservant à peu près la même hauteur au–dessus d'un parallèle donné de latitude. Sur un passage Nord–Sud, un navigateur pouvait observer l'étoile polaire tous les jours à l'aube et à la tombée du jour (quand il pouvait voir à la fois l'étoile et l'horizon). En notant les changements d'altitude, il pouvait avoir une idée du changement de sa position. En naviguant d'Est en Ouest, il pouvait garder sa direction en maintenant une altitude polaire constante. Tout cela devait être fait de façon très approximative en mesurant avec l'écart des doigts de la main ou tout autre moyen pour estimer les changements d'altitude. Les mesures furent grandement affinées avec l'invention du quadrant, mentionné pour la première fois en 1460 par Gomes, navigateur professionnel qui travaillait pour le prince Henri. Parry (1974, p. 174) donne la description suivante du quadrant : « Le quadrant du marin était un outil très simple ; un quart de cercle, avec une échelle inscrite sur la courbure, et deux fentes de visée minuscules sur l'un des bords droits. Un fil à plomb était suspendu au sommet. Les fentes étaient alignées sur l'étoile et la lecture faite à partir du point où le fil à plomb coupait l'échelle. L'altitude polaire en degrés donnait la latitude de l'observateur ». Le navigateur pouvait ainsi évaluer à quelle distance il se trouvait de Lisbonne ou de toute autre place dont il connaissait déjà l'altitude polaire.

Dans l'hémisphère Sud, l'étoile polaire n'était pas visible, et il n'y avait pas d'autre étoile ayant les mêmes propriétés. Il fallait se baser sur l'altitude du soleil, mais on ne pouvait étudier sa position à l'œil nu. En 1484, Jean II créa une commission de mathématiciens et d'astronomes pour observer et mesurer l'altitude solaire. L'instrument qui fut utilisé pour mesurer la distance à partir de l'équateur fut l'astrolabe marin, inspiré des astrolabes utilisés par les astronomes médiévaux. C'était un disque de cuivre gradué, avec une barre que l'on tournait jusqu'à ce que la lumière passant par la visée supérieure tombe sur la visée inférieure. On l'utilisait au milieu de la journée, lorsque le soleil était à son zénith. Comme il n'y avait pas d'horloges précises, il fallait effectuer une série de lectures autour de ce qui paraissait être l'heure de midi pour calculer l'altitude maximum. La distance entre l'équateur et le soleil changeant de jour en jour et d'année en année, les marins avaient besoin de tables exactes de la déclinaison du soleil. La commission de Jean II produisit une version simplifiée de l'*Almanach* de l'astronome juif Zacuto et elle parvint à vérifier les possibilités de déterminer la latitude lors d'un voyage vers la côte africaine en 1485. Les estimations de la déclinaison du soleil furent incorporées

dans le *Regimento do Astrolabio e do Quadrante,* manuel de navigation dont disposait Vasco de Gama lorsqu'il se mit en route pour l'Inde en 1497. Gama avait eu un contact direct avec Zacuto, qui avait quitté l'Espagne pour se réfugier au Portugal. Le *Regimento* contenait aussi la traduction d'un travail effectué au XIIIe par un mathématicien anglais du nom de Holywood (mais que l'on appelait Sacrobosco), pionnier de l'astronomie sphérique. Il avait relevé les erreurs du calendrier julien et suggéré une correction qui était à peu près la même que celle qui devait être introduite dans le calendrier grégorien 350 ans plus tard. Toutes ces activités de recherche–développement furent menées par le Portugal 50 ans avant que Copernic ne publie son ouvrage sur les orbites célestes en 1543, mais la commission aurait certainement immédiatement compris son importance.

Entre 1482 et 1484, Diogo Cão effectua des voyages préparatoires pour vérifier la faisabilité d'un passage vers l'Inde, et Bartolomeu Dias en fit un autre en 1487–88. Cão découvrit l'embouchure du fleuve Congo et longea les futurs sites de Luanda et de Benguela en Angola. Le voyage de Dias fut plus fructueux. Parti avec deux caravelles et un bateau entrepôt, il trouva une meilleure route vers l'Angola, et confronté à des vents contraires dans la baie de Lüderitz, sur la côte namibienne, il comprit qu'il était utile de virer largement vers l'Ouest dans l'Atlantique pour attraper des vents qui lui permirent de doubler le Cap. Il parcourut 1 000 kilomètres à l'Est du Cap avant de prendre le chemin du retour. Le voyage dura 18 mois. Il avait effectué 13 000 kilomètres depuis Lisbonne. Le retour fut plus rapide car, à partir du Cap, il trouva des vents favorables pour l'emmener aux Açores. Il avait montré que l'Océan Atlantique était relié à l'océan Indien.

Un voyage exploratoire fut également organisé par voie terrestre. Pero da Covilhâ, qui avait été espion en Espagne et au Maroc, parlait couramment l'arabe et pouvait passer pour un musulman. Muni de lettres de crédit, il se rendit au Caire *via* Barcelone, Naples, Rhodes et Alexandrie, puis longea la mer Rouge avec une caravane et embarqua ensuite à Aden pour Calicut (au Kerala), connu comme étant le principal centre du commerce des épices adossé à un arrière–pays riche de cultures d'épices. Il fit une reconnaissance approfondie de la côte Ouest de l'Inde, remonta vers le Nord jusqu'à Goa et rejoignit la côte orientale de l'Afrique au port de Sofala. Il envoya un rapport sur ses découvertes en 1490 par l'intermédiaire d'un émissaire portugais au Caire et, répondant à une deuxième série d'instructions, il visita Ormuz, centre du commerce des épices du golfe Persique.

La commission portugaise était donc bien informée des conditions du négoce en Inde et en Afrique orientale ainsi que des possibilités de navigation dans l'Atlantique avant qu'elle ne charge Vasco de Gama d'effectuer un voyage en Inde en 1497–99.

En 1484, Jean II reçut une proposition d'effectuer un voyage vers l'Ouest émanant de Christophe Colomb, navigateur génois qui avait passé huit ans sur des navires portugais à faire le trajet vers les îles de l'Atlantique et la côte guinéenne. Il demandait au roi de lui « donner quelques vaisseaux pour aller découvrir l'île de Cipango en passant par cet océan occidental » (Morison, 1974, p. 31). La commission rejeta la proposition parce qu'elle pensait que Cipango (le Japon) était une vue de l'esprit de Marco Polo et que Colomb sous–estimait grandement la distance qui séparait le Portugal de l'Asie. L'entreprise de Colomb fut finalement financée par la reine Isabelle d'Espagne. En 1492, il cingla vers les Canaries et de là il rejoignit les Bahamas en 33 jours. Il séjourna plus de trois mois aux Antilles, où il découvrit Cuba et Haïti sans se rendre compte que ces îles se trouvaient au milieu d'un énorme continent inconnu. Au retour, les orages le contraignirent à faire halte à Lisbonne en 1493 pour réparer son navire, et il dut rendre compte de sa mission à Jean II. Les Portugais ne pensaient pas que Colomb ait atteint l'Asie, et ils savaient qu'il n'avait pas trouvé d'épices. Mais, prévoyant que l'Espagne allait déployer beaucoup d'activités d'exploration, et soucieux de protéger les intérêts nationaux, ils négocièrent le traité de Tordesillas avec leur voisin en 1494. Ce traité stipulait que le Portugal n'entrerait pas en concurrence avec l'Espagne dans l'Atlantique Ouest. A l'insistance des Portugais, la ligne de partage fut fixée à 370 lieues marines à l'Ouest des Açores (environ 48 degrés Ouest du méridien de Greenwich). Le Portugal n'avait pas seulement les mains libres pour mener son projet asiatique et promouvoir ses intérêts en Afrique, mais il établissait juridiquement ses prétentions sur le Brésil (découvert six ans plus tard).

La dernière étape de la préparation du voyage de Gama consista à lui confier deux bateaux spécialement construits sur les conseils de Dias. Jones (1978, p. 30) les compare aux caravelles utilisées auparavant par d'autres navigateurs, et en donne la description suivante : « un navire plus robuste, plus spacieux, se tenant plus haut sur l'eau et capable de naviguer dans les eaux côtières, mieux à même de tenir de longues périodes dans l'océan, plus sûr dans les tempêtes des tropiques, et équipé de meilleurs quartiers pour l'équipage. Dias équipa les navires d'un mât de misaine et d'un grand mât gréé d'une grand voile et d'un hunier, d'une civadière carrée à l'avant, et d'un petit mât d'artimon avec une voile latine, dressé juste à l'arrière du château. Cela offrait probablement une voilure de quelque 370 mètres carrés sans la bonnette. Le grand mât et le mât de misaine avaient l'un et l'autre un nid de pie. La longueur de la coque n'atteignait probablement pas tout à fait les 22 mètres, avec un barrot d'un tiers de cette longueur. » Les bateaux « avaient une jauge brute d'environ 200 tonneaux sur la base des mesures contemporaines », ils étaient dotés de 20 canons chacun tirant des projectiles de pierre de quelques onces. Gama disposait en outre d'une caravelle de 50 tonneaux et d'un petit navire d'approvisionnement. Son équipage se composait de 160 hommes environ, dont des artilleurs, des musiciens et trois interprètes arabes. Il transportait des marchandises appréciées en Afrique occidentale (tissus grossiers, cloches et perles), mais qui n'avaient pratiquement aucun intérêt en Asie.

Gama quitta Lisbonne en juillet 1497 pour le Cap–Vert. Peu après (à 150 kilomètres de la Sierra Leone), au lieu de cingler vers le Sud–Est, ce qui était la route normale pour descendre la côte africaine, il vira Sud–Ouest très au large dans l'Atlantique et finit par attraper des vents qui le poussèrent au Sud–Est autour du Cap. A Noël, il avait contourné l'Afrique et il remontait la côte orientale du continent, visitant le Mozambique, Mombasa et Malindi. La vie économique de cette région était bien plus élaborée qu'en Afrique occidentale. Dans les villes côtières s'affairaient des marchands — Arabes, Indiens du Gujerat et de Malabar et Perses — qui importaient des soieries et des cotonnades, des épices et de la porcelaine de Chine, et exportaient du coton, du bois d'œuvre et de l'or. On y côtoyait aussi des pilotes de métier qui connaissaient bien les conditions de la mousson dans l'océan Indien. Leurs navires étaient robustes, mais les Portugais notèrent qu'ils étaient construits sans clous. Les bois étaient cousus et reliés ensemble avec des cordes de fibre de noix de coco (coir), que l'on trouvait partout dans le Sud de l'Inde et à Ceylan. La population locale était un métissage afro–arabe, qui parlait l'arabe et le swahili, portait des vêtements de coton et utilisait des pièces de monnaie. Gama put obtenir du souverain de Malindi (Kenya) un pilote gujrati compétent qui l'emmena à Calicut (au Kerala) en moins d'un mois.

Les Portugais demeurèrent à Calicut pendant trois mois, recueillant bon nombre de renseignements sur les prix et les conditions du marché des épices, mais ils ne purent établir des relations amicales avec le souverain local ni vendre leurs marchandises. Le retour à Malindi prit trois mois. Ils eurent du mal à armer les bateaux car le scorbut avait décimé l'équipage. Ils décidèrent donc de brûler le São Gabriel (l'un des bateaux spécialement construits pour le voyage). Ils avaient déjà démonté le navire d'approvisionnement lors du voyage d'aller.

La caravelle regagna Lisbonne en juillet 1499, et Gama y arriva en août (il s'était arrêté en route aux Açores pour enterrer son frère). Durant ce périple de deux années, il avait perdu la moitié de son équipage et deux de ses navires et il rapportait peu de marchandises. Mais il avait prouvé la faisabilité de la route, trouvé une nouvelle source d'or en Afrique orientale, établi qu'il n'y avait dans l'océan Indien pas de flotte maritime capable de bloquer l'accès des Portugais au commerce des épices. Il signala aussi qu'il y avait des chrétiens au Kerala[17].

Ces nouvelles furent reçues avec enthousiasme à Lisbonne et une suite fut rapidement donnée à l'entreprise. En mars 1500, Pedro Cabral reçut le commandement de douze navires et de plus de 1 000 hommes afin d'améliorer l'itinéraire, de rapporter une quantité importante de marchandises et d'établir une base sur la côte du Kerala. Il y avait une participation relativement importante du secteur privé aux frais et aux bénéfices du voyage.

Cabral s'enfonça plus à l'Ouest dans l'Atlantique que Vasco de Gama et, après un mois en mer, il eut la bonne fortune d'être le premier navigateur à toucher terre au Brésil. Il fit relâche quelques jours à un endroit appelé Porto Seguro (à environ 350 kilomètres au Sud de Bahia) et il renvoya immédiatement un navire à Lisbonne pour annoncer qu'il avait trouvé un territoire qui se trouvait bien à l'intérieur de la zone allouée au Portugal dans le traité de Tordesillas[18].

Sur la côte orientale de l'Afrique, il fit escale à Sofala et à Kilwa, que Gama avait manquées, et trouva un pilote à Malindi. Six mois après son départ de Lisbonne, il était à Calicut. Il y resta pendant deux mois et on lui donna une vaste demeure comme base commerciale (un « comptoir »). Il dut cependant quitter précipitamment les lieux. Les Portugais capturèrent un navire local qui se rendait au Gujerat ainsi qu'un autre bâtiment en partance pour Djedda sur la mer Rouge. En représailles, les commerçants musulmans de l'endroit attaquèrent le comptoir, tuant plus de 50 Portugais, et s'emparèrent des marchandises. Du coup, Cabral s'empara de dix autres navires locaux et bombarda la ville, qui n'était pas fortifiée (Subrahmanyam, 1997, pp. 180–81). Il longea la côte sur 150 kilomètres, jusqu'à Cochin, où il put embarquer des marchandises et jeter les bases pour établir un comptoir permanent. Il laissa quelques–uns de ses hommes derrière lui dans ce but et ramena trois représentants de Cochin au Portugal. Avant de partir pour Malindi, il s'arrêta à Cannanora (à environ 70 kilomètres au Nord de Calicut) pour prendre un chargement de cannelle.

Cabral revint à Lisbonne vers le début du mois de juillet 1501 avec cinq navires. Ils rapportaient, semble–t–il, quelque 700 tonnes de marchandises, essentiellement du poivre[19], mais la perte de sept navires (six à l'aller, un au retour) et la violence à Calicut n'étaient guère encourageantes.

Vasco de Gama fut envoyé une nouvelle fois en mission en Inde avec une flotte de 20 navires. Il quitta Lisbonne en février 1502. Quinze bateaux devaient effectuer le voyage de retour et cinq (sous le commandement de l'oncle de Gama) devaient rester derrière pour protéger les bases portugaises en Inde et bloquer les bateaux quittant l'Inde pour la mer Rouge. Gama doubla le Cap en juin et fit escale à Sofala pour acheter de l'or. A Kilwa, il contraignit le souverain local à accepter de payer un tribut annuel de perles et d'or et il cingla vers l'Inde. Il attendit au large de Cannanora les navires au retour de la mer Rouge. Il s'empara d'un bateau qui rentrait de la Mecque avec des pèlerins et une cargaison de valeur. Une partie de la cargaison fut saisie et le bateau incendié avec la plupart de ses passagers et de son équipage (Subrahmanyam, 1997, pp. 205–09). Il fit ensuite relâche à Cannanora, où il échangea des présents (il offrit de l'or et reçut des pierres précieuses) avec le souverain local, mais il ne fit pas d'affaires car il jugea le prix des épices trop élevé. Il fit voile vers Cochin, arrêta ses navires en face de Calicut et demanda que le souverain expulse toute la communauté des négociants musulmans (4 000 ménages), qui utilisaient le port comme base pour commercer avec la mer Rouge. Le Samudri, souverain local hindou, refusa et Gama bombarda la ville comme l'avait fait Cabral. Il s'embarqua pour Cochin au début de novembre, où il acheta des épices en échange de l'argent, du cuivre et des textiles qu'il avait pris dans le navire qu'il avait coulé. Un comptoir permanent fut établi à Cochin et cinq navires y furent laissés pour protéger les intérêts portugais.

Avant qu'elle ne quitte l'Inde pour rentrer au Portugal, la flotte de Gama fut attaquée par plus de 30 navires financés par les négociants musulmans de Calicut. Ils furent mis en déroute après un bombardement portugais, et une partie de la communauté commerçante des musulmans de Calicut décida d'aller baser ses opérations ailleurs. Ces batailles navales montrèrent clairement la supériorité des navires armés portugais sur ceux des pays asiatiques.

Gama rentra à Lisbonne en octobre 1503, avec 13 de ses navires et près de 1 700 tonnes d'épices, soit une quantité à peu près égale à celle que Venise faisait venir chaque année du Moyen–Orient à la fin du XVe siècle. Mais les marges portugaises sur ce commerce étaient bien plus importantes que celles des Vénitiens. La plus grande partie des épices était écoulée en Europe *via* Anvers, le principal port des Pays–Bas espagnols.

Les voyages de Dias, Cabral et Gama avaient jeté les bases de l'empire commercial portugais en Afrique orientale et en Asie. Le Portugal monopolisa le trafic autour du Cap jusqu'à la dernière décennie du XVIe siècle.

En 1509, le régime mamelouk d'Égypte arma une flotte pour tenter de forcer le blocus qui entravait la navigation vers la mer Rouge, mais les Portugais lui infligèrent une défaite à Diu, au large du Gujerat. Le Portugal ne réussit toutefois pas à établir une base dans la mer Rouge ; Aden fut prise par la Turquie en 1538, et les activités commerciales entre l'Asie et l'Égypte reprirent à partir du milieu du XVIe siècle. Le Portugal réussit pourtant à acquérir une position fortifiée à Ormuz, qui contrôla l'entrée du golfe Persique pendant un siècle environ. Il n'y avait pas de blocus des échanges avec le régime nouvellement établi dans la Perse Safavide, mais les négociants entrant dans le golfe et ceux qui utilisaient les bases portugaises devaient acheter un sauf–conduit *(cartazes)*. Le Portugal prélevait en outre des droits de douane sur les marchandises qui transitaient dans ses bases asiatiques.

Wake (1979, p. 377) fournit une estimation approximative des importations annuelles d'épices par les Portugais. Dans la première moitié du XVIe siècle, la moyenne était de 1 475 tonnes métriques par an, et elle s'est établie à 1 160 tonnes dans la seconde moitié du siècle. En 1600, la consommation totale de l'Europe occidentale avait probablement doublé par rapport à son niveau de 1500, et la consommation par habitant avait progressé de moitié[20].

Tableau 2–6. **Nombre de navires envoyés en Asie par sept pays européens, 1500–1800**

	1500–99	*1600–1700*	*1701–1800*
Portugal	705	371	196
Pays–Bas	65[a]	1 770	2 950
Angleterre		811	1 865
France		155	1 300
Autres pays		54	350
Total	770	3 161	6 661

a) années 1590.

Sources : Portugal 1500–1800, données tirées de Magalhães Godinho dans Bruijn et Gaastra (1993), pp. 7 et 17 ; autres données tirées de Bruijn et Gaastra (1993), pp. 178 et 183. Les « autres pays » désignent les bateaux des compagnies de commerce danoises et suédoises et de la compagnie d'Ostende.

Tableau 2–7. **Mouvements des navires portugais à destination et en provenance de l'Asie, 1500–1800**

	Départs de Lisbonne pour l'océan Indien	*Arrivées en Orient*	*Départs de l'Inde et Malacca*	*Arrivées à Lisbonne*
		(totaux pour la période)		
1500–49	451	403	262	243
1550–99	254	217	212	170
1600–35	207	152	95	74
1636–1700	164	n.d.	n.d.	n.d.
1701–1800	196	n.d.	n.d.	n.d.
		(moyenne annuelle)		
1500–49	9.0	8.1	5.2	4.9
1550–99	5.1	4.3	4.2	3.4
1600–35	5.8	4.2	2.6	2.1
1636–1700	2.5			
1701–1800	1.9			

Sources : Magalhaes dans Bruijn et Gaastra (1993), pp. 7 et 17. La différence entre les départs de Lisbonne et les retours tient aux pertes de bateaux et, dans certains cas, à leur retour au port d'origine, mais aussi au fait que certains navires restaient en Asie pour défendre les bases ou pour participer au commerce intra–asiatique. Lorsque le commerce a été solidement établi, la durée moyenne du voyage aller Lisbonne–Cochin était d'environ 5.75 mois, et de 6.5 mois pour le retour. La taille moyenne des navires augmenta au fil du temps ; leur charge utile, qui était de 300 tonneaux au XVIe siècle, pouvait aller jusqu'à 1 000 tonneaux au XVIIe siècle.

Tableau 2–8. **Cargaisons d'or et d'argent des Amériques expédiées en Europe, 1500–1800**
(tonnes métriques)

	Or	*Argent*
1500–1600	150	7 500
1600–1700	158	26 168
1700–1800	1 400	39 157
Total 1500–1800	2 708	72 825

Source : Morineau (1985), p. 570.

Tableau 2–9. **Importations chinoises d'argent par pays d'origine, 1550–1700**
(tonnes métriques)

	Japon	*Philippines*	*Cargaisons portugaises à destination de Macao*	*Total*
1550–1600	1 280	584	380	2 244
1601–40	1 968	719	148	2 835
1641–85	1 586	108	0	1 694
1686–1700	41	137	0	178
Total 1550–1700	4 875	1 548	428	6 951

Source: Von Glahn (1996), pp. 140 et 232.

Tableau 2–10. **Exportations d'argent et d'or provenant d'Europe occidentale, 1601–1780**
(tonnes d'« équivalent argent »)

	Vers la Baltique	*Vers la Méditerranée orientale*	*Exportations hollandaises (VOC)* vers l'Asie*	*Exportations anglaises (EIC)** vers l'Asie*	*Total*
1601–50	2 475	2 500	425	250	5 650
1651–1700	2 800	2 500	775	1 050	7 125
1701–50	2 800	2 500	2 200	2 450	9 950
1751–80	1 980	1 500	1 445	1 450	6 375
Total 1601–1780	10 055	9 000	4 845	5 200	29 100

* Compagnie hollandaise des Indes orientales.
** Compagnie anglaise des Indes orientales.

Source : Barrett, dans Tracy (1990), p. 251 (il n'indique pas son ratio d'équivalence pour l'or).

V
Le monde marchand de l'océan Indien

En 1500, la population de l'Asie était cinq fois plus importante que celle de l'Europe occidentale (284 millions d'habitants contre 57 millions). Le ratio était à peu près identique en 1600. La région représentait donc un très vaste marché avec un réseau de négociants asiatiques opérant entre l'Afrique orientale et les Indes, et entre les Indes orientales et l'Indonésie. A l'Est du détroit de Malacca, le commerce était dominé par la Chine. Les navires indiens n'étaient pas assez solides pour supporter les typhons de la mer de Chine, ni suffisamment bien armés pour faire pièce à l'activité des pirates au large de la côte chinoise (Chaudhuri, 1982, p. 410).

Les Portugais délogèrent les commerçants asiatiques qui avaient approvisionné les ports de la mer Rouge et du golfe Persique en épices, lesquelles étaient revendues aux négociants vénitiens, génois et catalans. Mais ce commerce ne représentait qu'une fraction, un quart peut–être, des échanges asiatiques et ne concernait qu'un groupe de produits. En outre, dans les eaux asiatiques, il y avait des échanges portant sur les textiles, la porcelaine, les métaux précieux, les tapis, les parfums, les bijoux, les chevaux, le bois d'œuvre, le sel, la soie grège, l'or, l'argent, les plantes médicinales et toutes sortes d'autres produits.

Les épices n'étaient donc pas le seul bien qui s'offrait au commerce des Portugais ou des autres négociants européens (hollandais, anglais, français et autres) qui leur emboîtèrent le pas plus tard. La soie et la porcelaine prirent une importance grandissante et, au XVIIe et au XVIIIe siècles, les cotonnades et le thé occupèrent une très grande place. Il était également possible de participer aux échanges entre pays asiatiques. Entre les années 1550 et 1630, ce type d'échanges entre la Chine et le Japon représentait une source de revenus particulièrement rentable pour le Portugal.

Les négociants asiatiques connaissaient bien la direction saisonnière des vents et les problèmes de navigation dans l'océan Indien. Les pilotes expérimentés étaient nombreux dans la région, on disposait d'un ensemble d'études scientifiques sur l'astronomie et la navigation, et les instruments de navigation n'avaient pas grand chose à envier aux instruments portugais[21].

De l'Afrique orientale à Malacca (dans le mince détroit séparant Sumatra de la Malaisie), le négoce asiatique était aux mains de communautés de marchands, qui commerçaient sans navires armés ni ingérence marquée des gouvernements. Les Indes méridionales, d'où les Portugais lancèrent leurs opérations commerciales avec l'Asie, étaient sous la domination de l'empire de Vijayanagar, mais les règles du commerce côtier étaient fixées par les souverains d'unités politiques beaucoup plus petites, qui se procuraient des revenus en offrant leur protection et des possibilités de commerce aux négociants. Les caisses des souverains de Vijayanagar et plus tard celles de l'empire mongol étaient alimentées par des taxes foncières, et ils n'avaient pas de véritable intérêt financier dans les activités commerciales des étrangers. La situation était différente en Chine et au Japon.

Les négociants asiatiques opéraient au sein de réseaux communautaires interactifs qui avaient des liens ethniques, religieux, familiaux ou linguistiques et qui étaient essentiellement motivés par le profit. A cet égard, leurs pratiques commerciales n'étaient guère différentes de celles des négociants vénitiens ou juifs dans le monde arabe de la Méditerranée[22]. En Asie occidentale et au Moyen–Orient, les marchands étaient en général des Arabes et des musulmans, mais plus à l'Est, on trouvait aussi des « *vaniyas* gujratis, des Chettis de langue tamoul et telugu, des chrétiens syriens du Sud–Ouest des Indes, des Chinois du Fujian et des provinces voisines »[23]. A partir du moment où ils payaient leur dû pour leur protection et l'accès au marché, ils pouvaient librement exercer leur commerce. Si la protection devenait trop coûteuse, ils disposaient en général d'une certaine liberté d'action pour s'installer ailleurs.

Le réseau commercial portugais était différent à deux titres. Il se composait d'un chapelet de bases solidement fortifiées, reliées les unes aux autres par une flotte de navires armés, de sorte que les forces du marché s'en trouvaient modifiées par la coercition. Contrairement aux communautés commerçantes d'Asie ou aux pratiques des compagnies européennes de commerce qui pénétrèrent plus tard en Asie, le Portugal faisait du prosélytisme religieux.

Le quartier général de l'empire commercial portugais fut établi en 1510 au port de Gao, qui avait été pris aux Arabes. Située à mi–chemin sur la côte occidentale des Indes, cette île resta colonie portugaise pendant près de 460 ans[24]. C'était la résidence du Vice–roi portugais et, à partir de 1542, elle devint le quartier général de l'ordre de la Compagnie de Jésus pour toutes ses opérations en Asie. Le port de Malacca, qui contrôlait le commerce et la navigation entre l'Inde et l'Indonésie et la Chine, fut pris en 1511 par les Portugais, qui y restèrent jusqu'en 1641, date à laquelle les Hollandais s'en emparèrent. Une base fut établie à Jaffna, au Sri Lanka, pour le commerce de la cannelle. La plupart des cargaisons portugaises de poivre et de gingembre provenaient de la côte du Malabar, en Inde, mais pour les épices de plus grande valeur, le Portugal obtint une base à Ternate dans les Moluques (entre les Célèbes et la Nouvelle–Guinée), qui servit de centre de commerce pour les clous de girofle, la noix de muscade et le macis.

VI
Le monde marchand de la Chine, du Japon et des Philippines

Les conditions commerciales étaient très différentes en Asie à l'Est du détroit de Malacca. L'établissement de liens commerciaux avec la Chine et le Japon fut bien plus difficile qu'avec les pays de l'océan Indien. Les requêtes présentées en 1513 et en 1521–22 en vue d'obtenir un droit d'accès en Chine furent rejetées. Ce n'est qu'en 1557 que le Portugal put acquérir Macao, bien qu'il ait participé antérieurement aux opérations clandestines de commerce au large de la côte chinoise. Des contacts furent établis avec le Japon en 1543 et les activités commerciales dans ce pays démarrèrent vraiment dans les années 1550, à partir de la base de Macao.

La Chine

Au XVe siècle, la Chine renonça à jouer un rôle actif dans les échanges asiatiques, elle réglementa strictement le commerce privé et imposa un embargo sur le commerce avec le Japon. Compte tenu de l'importance historique de ce retrait, il est utile de retracer l'histoire de la Chine pendant la période qui va des années 1100 jusqu'en 1433, pendant laquelle elle a été la force la plus dynamique du commerce asiatique.

L'ouverture de la Chine aux échanges mondiaux s'est grandement améliorée lorsque la dynastie des Sung, chassée du Nord du pays, installa sa capitale à Hangzhou, au Sud du Yang–tseu–kiang. C'était une région rizicole prospère et densément peuplée. Il n'était pas nécessaire de faire venir des denrées alimentaires de régions éloignées. Les Sung s'appuyèrent bien plus que la plupart des dynasties chinoises sur les taxes commerciales, et ils favorisèrent le développement des ports et du commerce extérieur. Leur principal port était Ch'üan–chou, à quelque 600 kilomètres au Nord de Canton. Ils s'employèrent à promouvoir les techniques de production de masse pour la céramique destinée à l'exportation et les fours céramiques de Ching–te–chen (à Kiang–Si) connurent une grande prospérité.

La première marine professionnelle chinoise fut créée en 1232 pour défendre le Yang–tseu–kiang et les régions côtières des attaques des Mongols. En un siècle, la flotte fut portée à 20 escadres, soit 52 000 hommes, sa principale base étant située à proximité de Shanghai. Elle comprenait en particulier des bateaux à aubes protégés par des plaques d'acier, en service sur le Yang–tseu–kiang. Ils étaient équipés de catapultes puissantes capables de lancer de lourdes pierres ou d'autres projectiles sur les navires ennemis.

Après la défaite des Sung, la dynastie des Mongols (Yuan) développa davantage encore les activités de construction navale pour le commerce extérieur, afin de transporter les céréales à Pékin (leur nouvelle capitale) dans le Nord de la Chine, pour le commerce maritime avec l'Asie et pour les opérations navales. En 1274 et 1281, deux flottes imposantes furent rassemblées dans une tentative

infructueuse d'envahir le Japon. La première comprenait 900 navires ; la seconde, bien plus imposante, transportait une force d'invasion de 250 000 soldats. Les Yuans rouvrirent le commerce par voie de terre avec l'Europe et le Moyen–Orient, *via* la route de la soie.

Comme à l'époque des Sung, la communauté commerçante, sous la dynastie Yuan, comptait une forte proportion de marchands venus de toutes les régions du monde musulman. Cela ressort clairement des observations de Marco Polo, vénitien qui vint en Chine dans le dernier quart du XIIIe siècle, et du marocain Ibn Battuta, plus de 50 ans après. Les deux hommes laissèrent un témoignage éloquent de la vigueur du commerce international de la Chine à l'époque.

Dans les premières années de la période Ming, l'empereur Yongle s'embarqua dans une série d'expéditions navales à l'extérieur de la zone des « océans de l'Est », qui étaient la sphère d'intérêts traditionnelle de la Chine. Ces expéditions étaient des exercices de très grande ampleur motivés essentiellement par des raisons d'ordre politique, bien qu'ils aient comporté un important élément de commerce d'État.

Yongle était un usurpateur, qui avait déposé son neveu à l'occasion d'une rébellion militaire réussie. Les opérations navales avaient pour but de faire étalage du pouvoir et de la richesse de la Chine et d'asseoir la légitimité de l'empereur. Elles visaient également à étendre la suzeraineté de la Chine sur une zone bien plus vaste. La Corée était un membre permanent de ce système de relations tributaires et Yongle persuada le Japon d'accepter un statut similaire en 1404 (statut qui, à part une brève interruption, fut maintenu jusqu'en 1549). Le système du tribut impliquait un échange initial de « cadeaux » (consistant, du côté chinois, en spécialités telles que la soie, l'or, la laque et la porcelaine) entre les deux parties. Ces échanges étaient régulièrement renouvelés, au bout de quelques années et, avant Yongle qui interdit le commerce privé, ils étaient suivis de relations commerciales privées.

Ces relations tributaires étaient conçues comme un instrument de l'affirmation de la supériorité morale et culturelle de la Chine, agissant comme une force civilisatrice sur les barbares installés aux frontières, ce qui permettait d'accroître la sécurité du pays. C'est la raison pour laquelle le gouvernement comptait bien jouer un rôle moteur dans le développement et la surveillance des relations commerciales. L'idée fondamentale n'était pas de créer un empire colonial, mais d'assurer l'hégémonie de la Chine.

Tableau 2–11. **Diplomatie navale chinoise : les voyages vers les « océans de l'Ouest », 1405–33**

Périodes	***Nombre de navires***	***Effectifs navals, militaires et autres***	***Endroits visités dans les océans de l'Ouest***	***Endroits visités dans les océans de l'Est***
1405–7	62 gros navires	27 000	Calicut	Champa, Java, Sumatra
1407–9	n.a.	n.d.	Calicut & Cochin	Siam, Sumatra, Java
1409–11	48	30 000	Malacca, Quilon	Sumatra
1413–15	63	29 000	Ormuz, mer Rouge, Maldives, Bengale	Champa, Java, Sumatra
1417–19	n.a.	n.d.	Ormuz, Aden, Mogadiscio, Malindi	Java, îles Ryukyu, Brunei
1421–2	41	n.d.	Aden, Afrique orientale	Sumatra
1431–33	100	27 500	Ceylan, Calicut, Ormuz, Aden, Djedda, Malindi	Vietnam, Sumatra, Java, Malacca

Sources : Needham (1971) et Levathes (1994). Les registres officiels détaillés de ces voyages ont été détruits ultérieurement par la bureaucratie chinoise, qui était opposée au renouvellement de ce genre d'expéditions. Les données sont basées sur les écrits des participants et plus tard les histoires impériales.

Cette vue traditionnelle des relations de la Chine avec le monde extérieur était fort différente de celle de la dynastie mongole, dont l'objectif était la conquête du monde, et Yongle a sans doute senti la nécessité de rétablir une image plus séduisante de la civilisation chinoise.

Entre 1405 et 1433, sept expéditions s'avancèrent très profondément dans les « océans de l'Ouest ». Elles étaient commandées par l'amiral Zheng–he, membre de la maison de l'empereur depuis l'âge de 15 ans, qui était devenu un frère d'armes. Zheng–he était un eunuque. La maison impériale Ming comptait des milliers d'eunuques et les empereurs de cette dynastie les utilisaient comme un contrepoids loyal et fiable au pouvoir des bureaucrates. Ces derniers estimaient pour la plupart que ces expéditions étaient un gaspillage d'argent, à une époque où il fallait faire face à de très lourdes dépenses pour transférer la capitale Ming de Nankin à Pékin et reconstruire le Grand canal. La pression fiscale était donc extrêmement forte et des taxes spéciales étaient levées sur les provinces côtières. Yongle accrut les recettes en imprimant des quantités massives de papier–monnaie. L'inflation qui s'en suivit (tableau 2–12) se solda par la disparition des transactions basées sur le papier–monnaie dans l'économie privée. A partir des années 1430, le métal argent devint le principal instrument de change et fut accepté par l'administration pour le paiement des impôts.

Tableau 2–12. **Taux de change entre le papier–monnaie des Ming et l'argent, 1376–1426**

	Officiel	***Marché***
1376	1.00	1.00
1397	0.07	
1413	0.05	
1426	0.0025	
1436	n.d.	0.0009

Source : Atwell dans Twitchett et Mote (1998), p. 382.

Sous le règne de l'empereur Yongle, la marine Ming « comptait approximativement 3 800 navires au total, dont 1 350 patrouilleurs et 1 350 navires de combat rattachés aux postes de garde ou aux bases insulaires, une flotte principale de 400 gros navires de guerre stationnés près de Nankin et 400 navires de charge pour le transport des céréales. Il y avait en outre plus de 250 navires–trésor à grand rayon d'action » (Needham, 1971, p. 484). Les navires–trésor étaient les plus importants bâtiments des expéditions maritimes dans les océans de l'Ouest. Ils étaient cinq fois plus gros que n'importe lequel des navires de Gama, avec 120 mètres de long et près de 50 mètres de large.

Les navires chinois différaient notablement des navires que l'on pouvait trouver dans l'océan Indien ou au Portugal. Les navires–trésor étaient pourvus de neuf mâts ; les unités plus petites avaient elles aussi plusieurs mâts. Des lattes transversales de bambou attachées à la voilure permettaient de prendre des ris de façon précise et progressive. Lorsque les voiles étaient ferlées, elle s'affalaient immédiatement en plis. Si des déchirures apparaissaient dans la voilure, elles étaient circonscrites par le lattage. Les gros navires avaient au moins 15 compartiments étanches, de sorte qu'un bâtiment endommagé ne coulait pas et pouvait être réparé en mer. Comme ils avaient plus de 60 cabines, les quartiers de l'équipage étaient plus confortables que dans les navires portugais.

Le tableau 2–11 donne les caractéristiques de six expéditions navales de l'empereur Yongle ainsi que d'une septième expédition entreprise après sa mort. Les flottes étaient très importantes et les gros navires étaient destinés à terrifier les souverains des pays visités. Les intentions étaient pacifiques, mais la force militaire était suffisamment imposante pour parer efficacement aux attaques, ce qui ne se produisit qu'à trois occasions. La première expédition avait pour destination les Indes et leurs épices. Les autres avaient pour mission d'explorer la côte orientale de l'Afrique, la mer Rouge et le golfe Persique.

Le but premier de ces voyages était d'établir de bonnes relations en offrant des cadeaux et en escortant des ambassadeurs ou des souverains qui se rendaient en Chine ou en partaient. Aucune tentative ne fut faite pour établir des bases à des fins commerciales ou militaires. Les Chinois recherchaient de nouvelles plantes pour les besoins de la médecine, et l'une des missions avait emmené avec elle 180 membres de la profession médicale. Ils s'intéressaient également aux animaux d'Afrique inconnus en Chine. C'est ainsi que les expéditions rapportèrent des autruches, des girafes, des zèbres, des défenses d'éléphant et des cornes de rhinocéros. Il s'agissait toutefois de produits exotiques, qui ne donnèrent pas lieu à des échanges internationaux actifs de flore et de faune tels que ceux enclenchés par la rencontre de l'Europe avec les Amériques.

Après la mort de Zheng–he, cette diplomatie à distance fut très rapidement abandonnée. L'élargissement des relations tributaires de la Chine aux pays des océans de l'Ouest n'améliora guère la sécurité de la Chine et les expéditions navales avaient aggravé la crise monétaire et budgétaire que traversait le pays. La bureaucratie, fondée sur le mérite, avait toujours été hostile à une entreprise qui avait pour effet d'accroître l'influence des eunuques. Elle consolida son avantage en détruisant les registres officiels des expéditions maritimes. La défense de la nouvelle capitale du Nord contre les invasions possibles des Mongols et des Mandchous était un sujet de préoccupation grandissante. L'approvisionnement de la nouvelle capitale en denrées alimentaires était assuré par le Grand canal, qui avait été réouvert sur toute sa longueur en 1415 (2 300 kilomètres — soit la distance Paris–Istanbul). Le canal fonctionnait mieux qu'il ne l'avait jamais fait parce que de nouvelles écluses permettaient de le rendre navigable toute l'année[25]. Les expéditions de céréales par voie maritime vers la capitale avaient déjà cessé et les navires céréaliers furent remplacés par des péniches naviguant sur le canal.

Comme la diplomatie océanique avait pris fin, il n'y avait plus besoin de navires–trésor, les défenses côtières furent allégées, et de fortes pressions s'exerçaient pour que le noyau dur de la marine soit réduit. En 1474, la flotte des gros bâtiments de guerre avait été ramenée de 400 à 140 unités. La plupart des chantiers navals furent fermés et les forces navales se trouvèrent amputées par les compressions d'effectifs et les désertions.

Les arrangements tributaires avec les pays de l'océan oriental furent maintenus ; les navires japonais, par exemple, pouvaient venir régulièrement en Chine, après un intervalle de quelques années, mais l'interdiction imposée par Yongle sur le commerce privé ne fut pas levée et les jonques marines à plus de deux mâts furent interdites.

Ce régime d'interdiction et de réglementation favorisa à la longue le développement à grande échelle d'activités commerciales privées illicites et d'actes de piraterie. Les garde–côtes se laissaient soudoyer. A l'époque où les Portugais établirent leur base à Macao en 1557, ils étaient parfaitement au courant de la situation commerciale et ils avaient noué des contacts faciles avec les pirates chinois et japonais.

En 1567, les autorités chinoises levèrent les mesures d'interdiction frappant le commerce privé, mais elles prohibèrent tout commerce avec le Japon. C'était une chance extraordinaire pour les Portugais.

Le Japon

En 1539, les Chinois avaient confisqué la cargaison des navires japonais qui participaient au commerce tributaire. En 1544, ils rejetèrent les propositions japonaises de reprendre ce commerce. C'était suffisant pour susciter l'hostilité du Japon, hostilité encore renforcée par les changements politiques intervenus dans ce pays. Au milieu du XVIe siècle, le shogunat Ashikaga, qui avait accepté la suzeraineté chinoise, était à bout de souffle. Il fut remplacé par une série de trois dictateurs militaires d'une grande cruauté — Nobunaga, Hideyoshi et Ieyasu — qui instituèrent un puissant système unifié de gouvernement. Il rejetèrent totalement l'idée d'une suzeraineté chinoise.

Ces bouleversements politiques intervenaient à une époque où le Japon était devenu un grand producteur d'argent. De riches gisements avaient été découverts dans les années 1530. Les possibilités d'exportation étaient très importantes. Le marché chinois avait grand besoin de ce métal et le ratio des prix or/argent était bien plus favorable à l'argent en Chine qu'au Japon. Comme les Chinois ne voulaient pas laisser entrer les navires japonais dans leurs ports, les principaux navires qui transportaient l'argent japonais en Chine étaient ceux des pirates chinois et des Portugais.

Les navires portugais pouvaient transporter les épices indonésiennes de Malacca à Macao, les vendre en Chine, y acheter de la soie et de l'or, passer de Macao aux ports méridionaux du Japon (Hirado dans un premier temps, puis Nagasaki), vendre ces produits, acheter de l'argent japonais, le vendre à Macao, et acheter à nouveau de la soie pour l'expédier au Japon ou à leur dépôt de Goa.

Des missions jésuites accompagnaient les navires marchands portugais. François Xavier vécut au Japon de 1549 à 1551, et les Jésuites réussirent à propager leur foi dans le Sud du pays. La collectivité des chrétiens japonais finit par atteindre un effectif de quelque 300 000 personnes (soit un nombre de convertis bien plus important qu'à Goa ou en Chine). Les Japonais s'intéressaient aux navires, aux cartes et à la navigation portugaises et ils en retirèrent quelques leçons. Ils s'intéressaient encore plus aux canons. La technologie portugaise de l'époque fut reproduite dans l'art *namban* (barbare du Sud) japonais, qui trouve son expression la plus manifeste dans de très grands paravents laqués à panneaux multiples. Les premiers Portugais qui débarquèrent en 1543 avaient des armes à feu inconnues au Japon. Le potentiel de ce nouvel armement fut rapidement apprécié par les militaires, qui réussirent à copier les fusils et à les fabriquer au Japon. Ces armes jouèrent un rôle décisif dans l'issue des guerres civiles japonaises. Après 1615, le nouveau shogunat décida d'éliminer les armes à feu et de restreindre le port des épées aux *samouraïs*.

En 1596, les autorités espagnoles de Manille tentèrent de renouveler les succès portugais au Japon et dépêchèrent un groupe de missionnaires franciscains pour faire du prosélytisme. Les Japonais eurent l'impression que l'Espagne voulait s'emparer du pouvoir, comme elle l'avait fait aux Philippines et, sur les ordres de Hideyoshi, les missionnaires et 19 de leurs convertis furent crucifiés à Nagasaki. A partir de cette date, le Japon marqua une hostilité croissante à l'égard des activités missionnaires portugaises, et il prit contact avec les négociants anglais et hollandais, qui ne nourrissaient pas d'ambitions religieuses. Finalement, la religion chrétienne fut déclarée illégale et les Portugais furent expulsés du Japon en 1639, date à partir de laquelle seuls les négociants chinois et néerlandais purent commercer avec le pays.

Manille

Fernao de Magalhaes avait participé à la première expédition portugaise dans les îles aux épices des Moluques, en 1511. Il fut déçu par la rétribution qu'il reçut et les perspectives d'avenir que lui offrait le Portugal à son retour. En 1517, il passa au service de l'Espagne, changea de nom pour prendre celui de Magellan et persuada la couronne espagnole de financer un voyage par la route de l'Ouest. L'expédition qu'il commanda (1519–22) était la première à faire un tour du monde. Elle ouvrit une route qui passait au Sud de l'Argentine. Magellan fut tué lors d'un combat aux Philippines, mais l'expédition poursuivit son chemin jusqu'aux îles aux épices et finit par rentrer en Espagne avec 15 hommes ; plus de 200 n'avaient pas survécu à l'expédition.

L'Espagne renonça à ses prétentions sur les Moluques face au Portugal, moyennant un paiement en espèces, mais elle prit le contrôle effectif des Philippines en 1571. Cet archipel était le seul élément important de l'empire espagnol en dehors des Amériques. La route entre Acapulco (sur la côte Ouest du Mexique) et Manille avait le monopole du commerce de l'argent espagnol contre les soieries et les porcelaines chinoises. Les Espagnols ne prirent qu'une part directe minime à ce commerce, lequel était essentiellement aux mains des Chinois, qui utilisaient comme intermédiaire l'importante colonie chinoise de Manille. A la fin du XVIe siècle, 2 000 Espagnols vivaient à Manille, contre 10 000 Chinois.

Les relations avec la Chine ne furent jamais très amicales. En 1603, une visite de négociants chinois assez arrogants représentant les autorités du Fujian donna à tort l'impression que la Chine avait l'intention d'envahir les Philippines. La réaction de l'Espagne fut d'attaquer et de tuer la quasi–totalité de la communauté chinoise de Manille. L'empereur chinois Wanli exécuta le négociant qui avait provoqué les Espagnols, et le commerce avec la Chine parvint à survivre malgré cet incident. Toutefois, la possession des Philippines ne fut jamais une entreprise particulièrement rentable pour l'Espagne, et les quantités d'argent passant du Mexique en Chine *via* Manille étaient nettement plus faibles que les exportations effectuées à partir du Japon (tableau 2–9).

VII
Les Portugais au Brésil

Lorsque les Portugais débarquèrent au Brésil en 1500, leur situation en tant que colonisateurs était très différente de celle de l'Espagne au Mexique et au Pérou. Ils ne trouvèrent ni une civilisation avancée avec des stocks de métaux précieux à piller, ni une discipline sociale ou une organisation capable de fournir un tribut régulier qu'ils auraient pu s'approprier. Les Indiens du Brésil étaient essentiellement des chasseurs–cueilleurs, même si quelques–uns commençaient à s'orienter vers l'agriculture et à pratiquer l'écobuage pour cultiver le manioc. Les techniques et les ressources impliquaient une grande dispersion de la population. Il n'y avait pas de villes ni d'animaux domestiques. C'était des hommes et des femmes de l'âge de pierre, qui se nourrissaient des produits de la chasse et de la pêche, vivaient nus et ne savaient ni lire, ni écrire, ni compter.

Pendant le premier siècle de colonisation, il devint évident que les Indiens ne se laisseraient pas utiliser comme main–d'œuvre servile. Ils n'étaient pas dociles, ils mouraient en grand nombre lorsqu'ils étaient exposés aux maladies occidentales, et ils pouvaient s'enfuir et se cacher relativement facilement. Le Portugal décida donc d'importer des esclaves africains pour effectuer les tâches manuelles. Les Indiens du Brésil connurent finalement le même sort que ceux d'Amérique du Nord. Ils furent repoussés à la frange de la société coloniale. La principale différence tient au fait qu'il y eut plus de mélanges interraciaux au Brésil avec les envahisseurs blancs et avec les esclaves noirs.

Le développement des exportations de produits de base et les profits commerciaux procurèrent aux Portugais des gains beaucoup plus importants que l'Espagne n'en tirait de ses colonies. Au XVIe et au XVIIe siècles, les recettes officielles tirées du Brésil étaient modestes — environ 3 pour cent des recettes publiques du Portugal en 1588 et 5 pour cent en 1619 (Bethell, 1984, vol. I, p. 286). Au XVIe siècle, l'activité économique était concentrée entre les mains d'une petite population de colons engagés dans le Nord–Est dans la production hautement rentable du sucre pour l'exportation. Les techniques utilisées pour cette industrie, y compris l'emploi d'esclaves pour les travaux, avaient déjà été éprouvées à Madère et à São Tomé. L'élevage du bétail dans les terres sèches de l'arrière–pays (le *sertão*) fournissait de la nourriture pour ceux qui travaillaient dans l'industrie du sucre.

Les exportations brésiliennes de sucre atteignirent leur apogée dans les années 1650. Les recettes diminuèrent par la suite en raison de la baisse des prix et de la concurrence des Antilles, dont la production augmentait rapidement (tableau 2–4).

Avec le repli de l'industrie sucrière, des parties importantes du Nord–Est retournèrent à l'économie de subsistance. La découverte de l'or dans les années 1690 et des diamants, plus au Sud dans le Minas Gerais, dans les années 1720, ouvrit de nouvelles perspectives. Le XVIIIe siècle fut marqué par une très forte immigration européenne et un courant de migration interne entre le Nord–Est et le Minas, pour participer à l'exploitation des mines d'or et de diamants. La prospérité du Minas au XVIIIe siècle est encore visible aujourd'hui : nombre de bâtiments et d'églises à l'architecture travaillée de cette époque existent encore à Ouro Preto, qui était le centre de l'activité minière. Le Minas Gerais étant une région très ingrate, les besoins en denrées alimentaires et en transports de la région minière

Tableau 2–13. **Composition des exportations brésiliennes, 1821–1951**
(en pourcentage du total)

	Coton	*Sucre*	*Café*	*Caoutchouc*	*Cacao*
1821–3	25.8	23.1	18.7	0.0	n.d.
1871–3	16.6	12.3	50.2	0.0	n.d.
1901–3	2.6	2.4	55.7	22.5	2.5
1927–9	2.0	0.5	71.1	2.0	3.8
1949–51	10.0	0.3	60.5	0.2	4.8

Sources : 1821–73, données tirées de Leff (1982), vol. II, p. 9. 1901–51, données tirées de *O Brasil em Numeros*.

stimulèrent la production vivrière dans les provinces voisines, du Sud et du Nord–Est, ainsi que l'élevage des mules au Rio Grande do Sul. L'industrie de l'or connut son apogée autour de 1750, avec une production de l'ordre de 15 tonnes par an, mais à mesure que les meilleurs filons s'épuisaient, la production et les exportations diminuèrent. Dans la première moitié du XVIIIe siècle, les transferts liés aux profits des mines d'or portaient en moyenne sur 5.23 millions de milreis par an (1.4 million de livres sterling), les recettes royales identifiables se situant autour de 18 pour cent de ce montant (Alden, 1973, p. 331). Au XVIIIe siècle, entre 800 et 850 tonnes d'or quittèrent le Brésil (Morineau, 1985).

Dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, les finances portugaises traversèrent une passe critique. Les recettes que la métropole recevait du Brésil avaient diminué en raison de la réduction de la production d'or. Les recettes provenant d'Asie s'étaient effondrées alors que le Portugal devait financer la reconstruction de Lisbonne, dévastée par le tremblement de terre de 1755. Pour résoudre ce problème, le Premier ministre Pombal expulsa les jésuites du Brésil (1759), confisqua leurs vastes domaines pour les vendre à de riches propriétaires fonciers ou des marchands au profit de la couronne. La plupart des biens des autres ordres religieux furent également saisis quelques années plus tard.

Lorsque la production de l'or s'effondra, le Brésil reprit les exportations agricoles. Au moment de son indépendance, en 1822, les trois principales exportations étaient le coton, le sucre et le café. La production de café commença au début du XIXe siècle, après que la révolte des esclaves en Haïti eut fait chuter la production de ce pays. Le café était cultivé dans le Sud–Est, tandis que le sucre et le coton étaient des produits traditionnels du Nord–Est.

A la fin de la période coloniale, les esclaves représentaient la moitié de la population. Ils mouraient à la tâche au bout de quelques années de labeur, et ils avaient un régime alimentaire des plus frugaux, à base de haricots et de viande de bœuf séchée. Une fraction privilégiée de la population blanche disposait de revenus élevés, mais les autres habitants du pays (les Noirs libres, les mulâtres, les Indiens et un grand nombre de Blancs) vivaient dans la pauvreté. Les terres étaient pour l'essentiel aux mains des propriétaires d'esclaves, de sorte qu'une répartition très inégale des biens venait conforter une distribution extrêmement inégale du revenu. Les disparités régionales étaient importantes. Le Nord–Est était la région la plus déshéritée. Le Minas Gerais avait lui aussi perdu de sa splendeur. La région la plus prospère était celle qui entourait Rio de Janeiro, la nouvelle capitale.

Le Brésil obtint son indépendance sans difficultés au regard de ce qui se passa dans les autres pays latino–américains. En 1808, la reine du Portugal et le régent se réfugièrent à Rio, fuyant l'invasion des troupes françaises. Ils emmenaient avec eux quelque 10 000 représentants de l'*establishment* — l'aristocratie, l'administration et une partie de l'armée, qui établirent un gouvernement et une cour à Rio et à Petrópolis, dirigeant le Brésil et le Portugal comme un royaume conjoint (dont les deux éléments étaient alors à peu près égaux en termes de population). Après les guerres napoléoniennes, les deux pays se séparèrent sans trop d'inimitié. Le Brésil devint indépendant, et dirigé par un empereur qui était le propre fils du monarque portugais.

Une fois indépendant, le Brésil cessa de payer un tribut officiel au Portugal, mais l'importante maisonnée impériale impliquait un alourdissement de la pression fiscale interne. Les Britanniques, qui étaient les nouveaux protecteurs du pays, rapatriaient chez eux leurs profits commerciaux grandissants. Toutefois, l'indépendance signifiait que le Brésil pouvait créer son propre système bancaire, imprimer du papier–monnaie, laisser filer quelque peu l'inflation et lancer des emprunts sur les marchés internationaux des capitaux.

A partir des années 1820, le Brésil bénéficia d'apports intermittents de capitaux étrangers, essentiellement liés aux prêts accordés directement au pays ou au produit des ventes des obligations de l'État brésilien à l'étranger. Dix–sept emprunts à l'étranger furent contractés pendant la période impériale. Les remboursements furent ponctuellement effectués, de sorte que le Brésil conserva une bonne réputation auprès des banquiers britanniques, qui fournissaient tous les fonds.

L'indépendance apporta certains changements dans la politique commerciale. Jusqu'en 1808, les ports brésiliens étaient uniquement ouverts aux navires anglais ou portugais[26], et les restrictions mercantilistes empêchaient la production d'articles manufacturés. Ces barrières furent levées en 1808, mais le Royaume–Uni conserva des droits extraterritoriaux et des préférences tarifaires jusqu'en 1827. Ces préférences furent ensuite abolies, mais le Brésil fut obligé de plafonner les droits de douane à 15 pour cent *ad valorem* jusqu'en 1844. Il s'agissait là d'une contrainte budgétaire sérieuse pour un gouvernement qui devait financer tout l'apparat d'une monarchie et qui ne disposait pas du pouvoir politique nécessaire pour taxer la terre ou les revenus. Cette situation incita les autorités à recourir à un système de financement par création monétaire, qui entraîna une dépréciation du papier–monnaie. Lorsque le Brésil retrouva son autonomie douanière, en 1844, le niveau général des droits de douane fut porté à 30 pour cent pour les produits manufacturés, mais les droits frappant les matières premières et les machines furent supprimés. Ces mesures favorisèrent la création d'une industrie de filature et de tissage du coton. Pendant la période impériale, les recettes douanières procurèrent au gouvernement les deux tiers de ses rentrées fiscales et les droits de douane jouèrent un rôle de protection important pour l'industrie locale. Le taux des taxes à l'importation était plus élevé que dans tout autre pays, à l'exception du Portugal[27].

En 1833, le Royaume–Uni abolit l'esclavage aux Antilles et commença à prendre une part active dans le trafic des esclaves. Entre 1840 et 1851, 370 000 esclaves furent envoyés au Brésil mais, après cette date, la marine anglaise mit fin à ce commerce. L'esclavage fut maintenu pendant encore près de 40 ans, mais la fin du trafic modifia profondément l'économie. Elle eut pour effet immédiat de doubler le prix des esclaves ; il devenait donc moins rentable de les tuer à la tâche en quelques années. La structure de la population noire par sexe et par âge commença à évoluer avec la réduction des taux d'activité. En 1888, l'esclavage fut aboli, mais les esclaves ne reçurent ni indemnisation ni aide quelconque pour s'installer. A l'époque, ils ne représentaient que 7 pour cent de la population totale, contre 13 pour cent aux États–Unis en 1860, à la veille de la guerre civile.

L'empereur fut déposé en 1889 par les militaires, qui instituèrent une république oligarchique. L'église et l'État furent séparés. Seuls les propriétaires de biens avaient droit de vote. La présidence était en général confiée alternativement à des politiciens de São Paulo et du Minas Gerais, selon des modalités arrangées d'avance. La monarchie avait exercé un pouvoir centralisé, mais les provinces cédaient désormais la place à des États qui jouissaient d'une large autonomie. Ils avaient en particulier la haute main sur les droits de douane, qu'ils pouvaient lever sur le commerce extérieur, mais aussi sur les échanges inter–États. Au niveau de l'État central, le pouvoir était concentré entre les mains d'une petite classe de politiciens, qui favorisaient leurs amis et leurs parents.

Au niveau local, c'était la loi des colonels *(coronelismo)* qui prévalait. Cette classe de semi–brigands acquit des domaines fonciers par des moyens qui n'étaient pas toujours licites et exerça un pouvoir de type seigneurial sur le reste de la population moins prospère.

Tableau 2–14. **Comparaison de la performance de l'économie du Brésil et des États–Unis pendant les cinq grandes phases du développement brésilien, 1500–1998**

	Bilan de la croissance brésilienne		
	Population (milliers)	***PIB (millions de $ int. de 1990)***	***PIB par habitant ($ int. de 1990)***
1500	1 000	400	400
1820	4 507	2 912	646
1890	14 199	11 267	794
1929	32 894	37 415	1 137
1980	122 936	639 093	5 199
1998	169 807	926 919	5 459

	Taux de croissance dans chaque phase (taux annuel composé)		
	Population	***PIB***	***PIB par habitant***
1500–1820 Colonie	0.47	0.62	0.15
1820–90 Empire	1.65	1.95	0.30
1890–1929 République oligarchique	2.18	3.13	0.92
1929–80 Période de développement	2.62	5.72	3.03
1980–98 Période d'« ajustement »	1.81	2.09	0.27
1500–1998	1.04	1.57	0.53

	Bilan de la croissance des États–Unis		
	Population (milliers)	***PIB (millions de $ int. de 1990)***	***PIB par habitant ($ int. de 1990)***
1500	2 000	800	400
1820	9 981	12 548	1 257
1890	63 302	214 714	3 392
1929	122 245	843 335	6 899
1980	227 757	4 239 558	18 575
1998	270 561	7 394 598	27 331

	Taux de croissance dans chaque phase (taux annuel composé)		
	Population	***PIB***	***PIB par habitant***
1500–1820	0.50	0.86	0.36
1820–90	2.67	4.14	1.43
1890–1929	1.70	3.57	1.83
1929–80	1.23	3.21	1.96
1980–98	0.96	3.15	2.17
1500–1998	0.99	1.85	0.85

Sources : Annexes A, B et C, et Maddison (1995a).

Dans les premières années de la République, les tensions créées par le passage de l'esclavage au travail salarié furent manifestes. Le café n'était plus une culture rentable pour la région autour de Rio, qui se tourna donc vers l'élevage. São Paulo conforta sa position concurrentielle. Le climat et le sol de cette région se prêtaient mieux à la culture du café que les vallées proches de Rio, rongées par l'érosion. Depuis les années 1840, époque à laquelle le sénateur Vergueiro commença à en embaucher pour sa plantation, la ville avait constitué petit à petit un stock de main–d'œuvre libre d'immigrants blancs. Entre 1880 et 1928, le gouvernement de l'État subventionna l'immigration à grande échelle (italienne pour l'essentiel). Dans les années 1920, les immigrants qui arrivaient à São Paulo étaient surtout des Japonais. Cette partie du pays bénéficia aussi de l'extension du réseau ferré et du développement du port de Santos. Le niveau moyen d'instruction des immigrants était bien plus élevé que celui des Brésiliens de naissance. Leur taux d'alphabétisation était deux fois plus élevé, et il y avait trois fois plus d'immigrants possédant un niveau d'instruction secondaire et supérieur que de Brésiliens (Merrick et Graham, 1979, p. 111). Le niveau de leurs salaires les rendait plus coûteux que les esclaves, mais leur productivité était supérieure, et l'immigration permettait d'étoffer rapidement leurs effectifs.

L'économie du Nord–Est stagna pendant la période républicaine. Dans cette région comme ailleurs dans le pays, les Noirs et les mulâtres ne profitaient guère des fruits de la croissance, n'ayant ni droit de vote, ni accès à la terre, ni instruction, ni aucune aide du gouvernement pour s'ajuster à l'économie salariée.

La domination portugaise sur le Brésil eut plusieurs conséquences durables :

a) Le Brésil d'aujourd'hui se caractérise par une très grande disparité des revenus, de la richesse, du niveau d'instruction et des possibilités d'entreprendre. Ces disparités sont plus profondes qu'en Asie, en Europe ou en Amérique du Nord. La structure sociale conserve les stigmates de l'époque coloniale, marquée par une grande inégalité dans l'accès à la propriété foncière et une main–d'œuvre constituée essentiellement d'esclaves. La négligence que les autorités continuent d'afficher pour la scolarisation est très marquée, même au regard des normes latino–américaines, et cela pèse sur la productivité de la main–d'œuvre. L'inégalité entre les régions persiste : la différence de revenu par habitant entre Piaui, l'État le plus pauvre, et le district fédéral, est d'environ 1 pour 7. Les seuls autres pays où les disparités régionales sont aussi grandes sont le Mexique et la Chine.

b) L'inégalité des revenus et l'inégalité des chances sont étroitement liées au Brésil à l'appartenance ethnique, mais l'héritage de l'esclavage a produit moins de tensions sociales qu'aux États–Unis. Gilberto Freyre (1959) soutient que les Brésiliens sont plus ou moins indifférents à la couleur de la peau, et que le pays forme un continuum social, qui va du riche au pauvre, sans antagonisme social marqué. Si le Brésil est différent des États–Unis, c'est surtout parce que la société portugaise et les mœurs à l'époque coloniale étaient fortement influencées par les contacts étroits du Portugal avec le monde musulman. Florestan Fernandes (1969) a un point de vue beaucoup plus critique sur la société brésilienne, qui pratique une discrimination sociale de fait, mais généralement discrète.

c) Le Brésil a bénéficié du fait que les transitions politiques y ont été plus douces que dans les autres pays d'Amérique latine. Le traité de Tordesillas (1494) a partagé à l'amiable les Amériques entre le Portugal et l'Espagne. Le Portugal a obtenu une tranche qui partait de 48 degrés à l'Ouest du méridien de Greenwich, mais ses frontières ont en fait couvert un territoire presque trois fois plus important — situation pacifiquement entérinée par le traité de Madrid en 1750. La plupart des gains territoriaux sont attribuables aux défricheurs des frontières. La seule invasion importante est due aux Hollandais, qui occupèrent le Nord–Est entre 1630 et 1654. Les conflits qui ont éclaté pour préserver les frontières contre les incursions françaises ou espagnoles ont été négligeables, et le territoire de l'Acre, dernière acquisition territoriale du Brésil, fut acheté à la Bolivie. La guerre étrangère la plus importante a été celle qui a opposé le Brésil au Paraguay (1865–70). C'est là un contraste frappant avec le Mexique, qui a perdu la moitié de son territoire dans les guerres qui l'ont opposé aux États–Unis, ou avec les guerres menées par les pays d'Europe et d'Asie pour des questions de frontières.

d) Un autre élément frappant est l'aisance avec laquelle les transitions politiques se sont effectuées au Brésil. Le pays a accédé à l'indépendance sans avoir à s'engager dans des luttes importantes, le prince héritier du Portugal étant devenu empereur du Brésil en 1822. L'esclavage a été aboli en 1888 sans provoquer de guerre civile. L'empire est devenu une république en 1889 sans combat. La dictature de Vargas, pendant la période 1930–45, a commencé et pris fin sans déchaîner beaucoup de violence, et cela est vrai également pour le gouvernement de la junte militaire entre 1964 et 1985.

e) La combinaison de ces trois facteurs — les transitions politiques en douceur, l'absence de guerres avec les pays étrangers et l'absence relative de tensions sociales entre les groupes ethniques — a permis au Brésil d'assimiler le mélange cosmopolite formé par les premiers colons portugais, les descendants des esclaves africains et les immigrants plus récents arrivés d'Italie, du Japon, d'Allemagne et du Liban. C'est un pays nouveau, confiant en lui–même, qui ignore la rancœur liée au sentiment d'être exploité par ses puissants voisins. C'est une fédération plus lâche que beaucoup de grands pays, et sa vie intellectuelle est multipolaire.

VIII
Les Pays–Bas

Entre 1400 et 1700, la croissance du revenu par habitant des Pays–Bas a été la plus rapide de l'Europe, et entre 1600 et les années 1820, son niveau de revenu a été le plus élevé. Avant 1600, cette performance était due au fait que les Pays–Bas avaient su saisir les opportunités commerciales qu'offrait l'Europe du Nord et qu'ils avaient réussi à transformer leur agriculture grâce à leurs travaux hydrauliques. Par la suite, le rôle qu'ils ont joué dans le commerce mondial a contribué à accroître leur prospérité.

La république néerlandaise est devenue indépendante en 1579, en se séparant de l'ensemble plus vaste des « Pays–Bas », sous tutelle espagnole[28]. La lutte pour obtenir l'indépendance et la conserver devait durer près de 80 ans. Les Néerlandais infligèrent une défaite à un empire espagnol qui englobait la Castille, l'Aragon, le Portugal (de 1580 à 1640), Naples, la Sicile, le duché de Milan, la Franche–Comté, le Mexique, le Pérou, les Philippines, les Antilles, Tunis, les Flandres, le Brabant, le Luxembourg, Lille, l'Artois et le Hainaut.

Il est utile d'examiner le contexte économique et politique dans lequel émergea l'économie néerlandaise. A partir du XIIe siècle, les Flandres et le Brabant constituèrent la région la plus prospère de l'Europe du Nord. Les grandes villes des Flandres (Bruges, Gand et Ypres) formaient le principal centre de l'industrie lainière d'Europe. Elles fabriquaient des étoffes, des tapisseries et des tissus d'ameublement de très grande qualité, qui étaient vendus dans toute l'Europe. Les matières premières étaient en grande partie importées — la laine provenait d'Angleterre, l'alun (un agent nettoyant indispensable dans l'industrie du drap) était apporté de Chio par les négociants génois. La guède et d'autres colorants, l'argile et d'autres articles étaient généralement produits localement. Postan (1987, p. 180), estime que les exportations anglaises de laine atteignaient près de 7 000 tonnes par an au milieu du XIVe siècle, la plus grande partie étant acheminée vers les Flandres *via* le port anglais de Calais. Au milieu du XVe siècle, elles avaient chuté des quatre cinquièmes. Les Flandres faisaient venir leur laine d'Espagne, les cargaisons partant de Bilbao et d'autres ports espagnols sur la côte atlantique. L'Angleterre était devenue un exportateur plutôt qu'un importateur de textiles de laine, mais une partie importante des étoffes exportées n'étaient pas teintes et partaient vers les Flandres pour y être apprêtées. McNeill (1974, p. 53–54) donne une idée de l'importance des cargaisons d'alun expédiées par les Génois vers les Flandres entre le milieu du XIVe siècle et le milieu du XVIe siècle : « Après s'être emparé de Chio en 1346, ils utilisèrent le port comme entrepôt, y stockant la production de toutes les mines d'Asie mineure. Ils disposaient ainsi d'un approvisionnement constant de quantités suffisantes d'alun pour remplir les soutes de gros bâtiments spécialisés — une vingtaine de ces navires, d'une taille plus imposante que tous les bateaux en bois construits avant ou après cette

époque, faisaient régulièrement la navette entre Chio et Bruges, hiver comme été, ne s'arrêtant qu'à Cadix pour embarquer de l'eau et d'autres provisions. » D'après Postan, la production annuelle de drap de laine des Flandres au XIVe et au XVe siècles dépassait les 150 000 pièces de 28 yards (25.8 mètres) de long. Les Flandres fabriquaient en outre des toiles de lin pour l'exportation, avec du lin produit localement.

Les Flandres étaient très fortement urbanisées et une grande partie des denrées alimentaires dont le pays avait besoin étaient importées. Elles faisaient venir d'importantes quantités de céréales (du blé et de l'orge de France et d'Angleterre, du seigle de la Baltique), de poisson de la Baltique et de la Hollande, et de vin de France. Postan évalue à 25 millions de gallons par an (plus d'un million d'hectolitres) les exportations de vin de Bordeaux au début du XIVe siècle. Une grande partie de ce vin était destinée à l'Angleterre, aux Flandres et au Brabant, et le reste allait vers la Baltique.

Au milieu du XIVe siècle, les villes du Brabant (Anvers, Louvain et Bruxelles) gagnèrent un avantage économique sur les Flandres du fait de l'envasement des canaux menant à Bruges, du plus grand dynamisme d'Anvers et de la concurrence anglaise à l'industrie lainière flamande. Dans les Flandres, la production, la commercialisation et les méthodes de production étaient en général fortement réglementées par les guildes. Le commerce extérieur s'effectuait dans le cadre de foires périodiques ou d'arrangements commerciaux, qui circonscrivaient les transactions internationales à certaines villes et offraient un accès privilégié au consortium des négociants allemands de la ligue hanséatique. Anvers disposait d'un port magnifique à l'embouchure de l'Escaut et pratiquait une politique plus commerciale et moins réglementaire. C'était la première place financière internationale de l'Europe du Nord, et le principal banquier des souverains étrangers, tels que Henri VIII d'Angleterre. La bourse d'Anvers servit de modèle à la bourse de Londres.

Les Flandres comme le Brabant avaient des activités commerciales internationales relativement importantes par voie de terre pour leurs exportations de haute valeur mais, pour les marchandises lourdes importées, le transport maritime était bien meilleur marché. Une grande partie de ces importations arrivaient par voie maritime ou fluviale de Hollande, de Zélande et des provinces du Nord.

Les sept provinces du Nord qui s'unirent pour former la république néerlandaise (successivement Hollande, Zélande, Utrecht, Gueldre, Overijssel, Frise et Groningue en 1579–80) étaient très différentes des Flandres et du Brabant[29]. Elles occupaient un terrain plat amphibie, où la terre et l'eau étaient étroitement imbriquées. Elles étaient traversées par d'importantes voies d'eau naturelles. Le Rhin fournissait une voie de transport qui s'enfonçait profondément dans l'Allemagne, vers Cologne et Francfort–sur–le–Main. Son delta était riche en îles et en ports naturels. Le Ijssel débouchait sur le Zuiderzee, l'Ems fournissait une excellente route vers la côte septentrionale de l'Allemagne. Ce cadre physique explique les principales industries : la pêche, les transports maritimes et fluviaux et la construction navale. L'agriculture était elle aussi fortement marquée par les possibilités qu'offraient les travaux hydrauliques et l'irrigation.

Au XIVe siècle, la marine marchande des provinces du Nord avait établi une position solide dans la mer du Nord et la Baltique, transportant le seigle et le bois d'œuvre d'Allemagne orientale et de Pologne *via* Danzig ; des fourrures, de la cire, du miel, du goudron à calfater, du brai et du bois d'œuvre de Russie *via* Narva et Riga ; du cuivre, du minerai de fer, des armes et du hareng saur de Suède ; de la morue sèche et du bois d'œuvre de Bergen, en Norvège. Les navires rapportaient au retour des réexportations de textiles de laine anglais, du sel (pour conserver le poisson et la viande) et des réexportations de vin venu de France. En dehors de ces activités marchandes, ils faisaient office de transporteurs, par exemple entre Danzig et Riga, lorsque l'occasion se présentait.

Dans la Baltique, les transports maritimes et le commerce avaient été monopolisés par un consortium de négociants allemands (la ligue hanséatique), dont le siège était à Lübeck, et qui avait des bases commerciales à Londres, Bruges, etc. Le commerce hanséatique des marchandises provenant de la Baltique transitait en grande partie par la courte voie terrestre qui reliait Lübeck à Hambourg. Les Hollandais ouvrirent la route maritime par le bras de mer danois ; elle était plus longue mais moins

Tableau 2–15. **Charge utile des flottes marchandes des Pays–Bas et d'autres pays européens, 1470–1824**
(tonnes métriques)

	1470	*1570*	*1670*	*1780*	*1824*
Pays–Bas	60 000	232 000	568 000	450 000	140 000
Allemagne	60 000	110 000	104 000	155 000	
Grande–Bretagne	n.d.	51 000	260 000	1 000 000	
France	n.d.	80 000	80 000	700 000	
Italie, Portugal, Espagne	n.d.	n.d.	250 000	546 000	
Danemark, Norvège et Suède				555 000 [a]	
Amérique du Nord				450 000	

a) 1786–87.

Sources : 1470–1670 pour les Pays–Bas, l'Allemagne et la France, et l'Angleterre en 1570, données tirées de Vogel (1915, p. 331). 1670 et 1780 pour l'Angleterre, 1780 et 1824 pour les Pays–Bas, et 1780 pour la France, données tirées de de Vries et van der Woude (1997, pp. 411, 484, 490 et 492). Danemark, Norvège, Suède et Allemagne, Italie, Portugal et Espagne 1786–87, données tirées de Unger (1992, p. 258). Italie, Portugal et Espagne 1670, données tirées de Petty (1690, p. 251).

Tableau 2–16. **Navires marchands hollandais par zone d'opération autour de 1670**

	Navires	*Charge utile (tonnes métriques)*	*Capacité moyenne par navire (tonnes métriques)*
Norvège	200	40 000	200
Arkhangelsk	25	9 000	360
Groenland	150	40 000	267
Méditerranée	200	72 000	360
Baltique & autres pays d'Europe	735	207 000	282
Pêche au hareng	1 000	60 000	60
Trafic côtier	1 000	40 000	40
Afrique occidentale & Antilles	100	40 000	400
Asie	100	60 000	600
Total	3 510	568 000	162

Source : Vogel (1915), p. 319.

Tableau 2–17. **Nombre d'emplois assurés par la marine hollandaise par zone d'opération, 1610–1770**

	1610	*1630–40*	*1680*	*1770*
Baltique	4 000	4 000	2 000	n.d.
Norvège	4 000	4 200	4 000	n.d.
Arkhangelsk	500	1 000	1 200	n.d.
Mer du Nord	500	800	800	n.d.
Angleterre	1 000	1 000	500	n.d.
France	4 500	4 500	4 000	n.d.
Ibérie & Méditerranée	5 000	6 000	6 000	n.d.
Afrique occidentale & Amériques	2 000	4 000	2 000	n.d.
Total marine marchande	21 500	25 500	22 500	21 000
Asie[a]	2 000	4 000	8 500	11 500
Pêche océanique	6 500	7 000	6 500	4 000
Pêche à la baleine	0	1 500	9 000	6 000
Amirautés[b]	3 000	8 000	11 000[c]	2 000
Total	33 000	46 000	57 500	44 500

a) monopole de la VOC (Compagnie hollandaise des Indes orientales) ; b) forces navales de défense ; c) 1670.

Sources : de Vries et van der Woude (1997), p. 406 ; voir pp. 98–100 pour le fonctionnement des « amirautés » ; l'effectif des amirautés pour 1770 est tiré d'Israel (1995), p. 263. En temps de guerre, les forces navales de défense pouvaient être étoffées par des ponctions sur les flottes de commerce et de pêche — voir Israel (1995), p. 768.

coûteuse. Entre 1437 et 1441, la ligue hanséatique engagea des hostilités pour tenter de chasser les navires hollandais de la Baltique mais, avec le soutien de Danzig, les Hollandais conservèrent le droit de commerce. Il existe des données détaillées sur ce commerce parce que le Danemark, dont le territoire couvrait la partie méridionale de la Suède, contrôlait l'entrée de la Baltique et prélevait un droit de passage. Dans les années 1500, entre 300 et 400 navires hollandais entrèrent par an dans la Baltique ; dans les années 1560, ils étaient plus de 1 300. Les quantités de céréales transportées annuellement tournaient autour de 100 000 tonnes pendant cette dernière période.

Les navires hollandais qui faisaient ce commerce opéraient à partir des côtes de la Zélande, de la Hollande et de la Frise. Dordrecht était le principal port pour le trafic sur le Rhin avec l'Allemagne, et avec Liège, *via* la Meuse. Middelburg (sur l'île de Walcheren) face à l'embouchure de l'Escaut, importait des draps de laine anglais, du vin français, des céréales et du sel et, au XVIe siècle, des épices et du sucre du Portugal. La flotte marchande des Pays–Bas était de loin la plus importante d'Europe. Dans les années 1560, à la veille de l'indépendance, la province de Hollande possédait à elle seule 1 800 navires de mer (Israel, 1995, p. 117). En 1570, la charge utile de la marine marchande néerlandaise était à peu près la même que celle des flottes combinées de France, d'Allemagne et d'Angleterre (tableau 2–15). Rapportée au nombre d'habitants, la capacité de transport maritime des Pays–Bas était 25 fois plus importante que celle de ces trois pays.

Le hareng entrait pour une part importante dans les activités de transport maritime des Hollandais. Il était vendu frais ou légèrement salé à proximité des ports, ou bien il était transformé et mis en caques pour le commerce international. Avant 1400, les bancs de harengs qui se prêtaient le mieux au salage se pêchaient au large de la Suède mais, au XVe siècle, ils migrèrent dans la mer du Nord, de sorte que c'étaient les navires hollandais qui rapportaient la plus grande partie des prises. Une avancée technique permit d'accroître grandement la productivité. Les chantiers navals hollandais mirent au point un nouveau type de navires manufacturiers équipés de filets, de gréements et d'installations de transformation qui permettaient à un équipage de 18 à 30 hommes d'étriper, de nettoyer, de saler et de mettre en caques le hareng pendant qu'ils étaient en mer. Ces navires pouvaient faire trois voyages de cinq à huit semaines par an pendant la saison de pêche, qui allait de juin à décembre. Dans les années 1560, 400 bâtiments de ce type opéraient à partir de la seule Hollande ; leurs propriétaires étaient essentiellement des investisseurs urbains. A cette époque, les Hollandais exportaient plus de harengs dans la Baltique qu'ils n'en importaient (de Vries et van der Woude, 1997, pp. 243–54). Au XVIIe siècle, les navires néerlandais commencèrent à pêcher la baleine au large du Spitzberg, dans l'Arctique.

La maîtrise de l'eau joua un rôle important dans le développement agricole des Pays–Bas. Les marais, les marécages, les basses terres fréquemment inondées n'étaient pas attrayants dans leur état naturel. Les agriculteurs qui s'installèrent dans le pays au Moyen Âge occupèrent les monticules, qu'ils transformèrent en polders en construisant des digues pour les protéger des inondations. Au fil du temps, ils améliorèrent leurs compétences dans le domaine de la gestion hydraulique, et de larges superficies de terre purent être asséchés. Au début du XVIe siècle, la gestion de l'eau et l'hydraulique furent confiées à des spécialistes chargés de l'aménagement et de l'entretien. Les communautés d'agriculteurs levaient des impôts et fournissaient des fonds pour les commissions de l'eau. Les moulins à vent servaient de source d'énergie pour actionner les pompes utilisées pour réguler le niveau de l'eau dans les canaux. Comme le note de Vries (1974, p. 27) : « Une bonne partie de la Hollande du XIVe siècle était en fait un nouveau pays. Ce n'est que dans la partie de l'Allemagne située à l'Est de l'Elbe que l'on peut trouver des travaux d'assèchement des terres aussi systématiques sur de telles étendues ».

Cette conquête de la nature eut d'importantes répercussions sociales. Seule une petite partie de la population du pays avait à supporter les restrictions féodales. Les paysans étaient plus libres que dans n'importe quel autre pays d'Europe. Certains étaient propriétaires de leur terre, un nombre bien plus important d'entre eux payaient un loyer en espèces ou travaillaient contre salaire. La nécessité d'assurer la maîtrise des eaux engendra aussi des comportements solidaires, que l'on peut encore observer aujourd'hui au sein de la société néerlandaise.

L'agriculture atteignit un haut degré de spécialisation. Une grande partie des céréales était importée, la production domestique étant fortement concentrée sur la viande, le lait, le beurre et le fromage. Deux pratiques étaient plus développées que partout ailleurs en Europe : l'engraissement du bétail à l'étable pendant les mois d'hiver ; et la production de légumes en grandes quantités. Avec le temps, les cultures industrielles prirent de l'importance — le houblon pour l'industrie de la bière, le lin, le chanvre et la garance pour les textiles et, plus tard, le tabac et les oignons de tulipes. L'agriculture céda progressivement la place à l'horticulture.

Dans de vastes zones des Pays–Bas septentrionaux, les couches de tourbe atteignaient plusieurs mètres de profondeur et constituaient une source potentielle d'énergie bon marché pour de multiples activités. Après 1600, 275 000 hectares environ de ces tourbières furent exploitées. Il était facile d'adapter à l'extraction de la tourbe les compétences techniques acquises dans la mise en valeur des terres, le drainage et le pompage. Dans la région de Groningen, les investisseurs urbains créèrent des sociétés afin d'exploiter à grande échelle cette ressource sur des terres monastiques confisquées.

Le transport de la tourbe, du foin, du blé, du bétail, du bois d'œuvre, des matériaux de construction et d'autres marchandises lourdes devint bien meilleur marché au milieu du XVIIe siècle, avec la création d'un réseau de canaux équipés de chemins de halage. Tirées par des chevaux, les péniches transportaient du fret, du courrier et des passagers à horaires réguliers et fréquents, à une vitesse de sept kilomètres heure, jour et nuit, dans pratiquement toutes les régions du pays. « Dans les années 1660, près de 300 000 passagers empruntaient chaque année la route Amsterdam–Haarlem, 140 000 glissaient sur l'eau entre Haarlem et Leyde, et 200 000 partaient de Leyde pour rejoindre La Haye ou Delft » (de Vries et van der Woude, 1997, p. 187). Aucun autre pays ne disposait d'un réseau de transport aussi bon marché et aussi dense. Les transports de marchandises par charrette étaient plus lents et bien plus coûteux. Comme le souligne Sir William Temple (1693, p. 152) : « un cheval tire avec un bateau plus de marchandises que ne le feraient 50 chevaux avec une charrette. Et, grâce à ce mode facile de déplacement, l'homme industrieux ne perd pas de temps en faisant ses affaires, car il écrit, mange ou dort pendant qu'il voyage ».

A l'époque de l'indépendance, les industries les plus importantes des provinces néerlandaises étaient la construction navale, la fabrication de voiles, de filets de pêche, de cordes, de barriques et d'autres articles apparentés, le raffinage du sel, les brasseries, les briqueteries et le bois d'œuvre pour les bâtiments, ainsi qu'une solide industrie de textiles de laine et de lin.

Les circonstances dans lesquelles se produisit la partition des Pays–Bas eurent un impact positif énorme sur le potentiel économique de la nouvelle république, mais les intérêts économiques du Portugal, de l'Espagne et des Pays–Bas espagnols en souffrirent.

La lutte contre le régime espagnol s'était traduite par des actes de répression et de résistance, dans les Pays–Bas méridionaux comme dans le Nord. L'inquisition commença en 1523 à Bruxelles avec la mise à mort sur le bûcher de deux ecclésiastiques dissidents. En près de 50 ans, plus de 2 000 personnes connurent le même sort, une forte proportion d'entre elles étant du Sud. Le comte d'Egmont, gouverneur catholique des Flandres, ancien général des armées espagnoles qui s'était distingué au combat, fut exécuté en 1567 parce qu'il avait protesté contre les exigences financières des Espagnols et la suppression des droits politiques qui avaient été accordés à la noblesse des provinces méridionales. En 1572, Malines (Mechelen) fut mise à sac par les troupes espagnoles et une partie de sa population, massacrée. En 1576, Anvers fut envahie par des soldats séditieux, qui tuèrent des habitants et causèrent des dégâts importants aux propriétés. Les pertes de la ville furent encore plus lourdes lors du siège espagnol en 1583–85.

Ces événements déclenchèrent un important courant de migration des Flandres et du Brabant vers la nouvelle république. Entre 1583 et 1589, la population d'Anvers tomba de 84 000 à 42 000 habitants. A Bruges et à Gand, l'exode des réfugiés prit des proportions identiques. Mechelen perdit les deux tiers de ses habitants. Dans la république, la population de Middelburg tripla, celle de Leyde doubla et celle d'Amsterdam grossit de 30 000 personnes (Israel, 1995, pp. 307–12). Globalement, quelque 150 000 personnes migrèrent, soit plus de 10 pour cent de la population des

Tableau 2–18a. **Participation des Pays–Bas aux conflits militaires européens, années 1560–1815**

Guerres contre l'Espagne pour obtenir et garantir l'indépendance	*Guerres contre l'Angleterre liées à la défense d'intérêts commerciaux*	*Guerres contre les pays d'Europe pour des questions liées à l'équilibre des pouvoirs, aux intérêts territoriaux et à la religion*
Années 1560–1609	1652–54	1618–48 : guerre de 30 ans
1621–48	1665–67	1688–97 : guerre de la ligue d'Augsbourg
	1672–74	1701–13 : guerre de succession espagnole
	1780–83	1756–63 : guerre de sept ans
		1795–1815 : guerres révolutionnaires et napoléoniennes

Source : Israel (1989 et 1995).

Tableau 2–18b. **Effectifs des armées européennes, 1470–1814**
(en milliers)

	France	*Espagne*	*Pays–Bas*	*Royaume–Uni*	*Suède*	*Russie*
Années 1470	40	20	0	25	n.d.	n.d.
Années 1550	50	150	0	20	n.d.	n.d.
Années 1590	80	200	20	30	15	n.d.
Années 1630	150	300	50	n.d.	45	35
Années 1650	100	100	29	70	70	n.d.
Années 1670	120	70	110	15	63	130
Années 1700	400	50	100	87	100	170
1812–14	600			250		500

Sources : Années 1470–1700, données tirées de Parker (1979, p. 96), sauf les données concernant les Pays–Bas pour les années 1650, qui sont tirées d'Israel (1995, p. 602), et les données concernant le Royaume–Uni pour les années 1670, qui sont tirées de Brewer (1989, p. 8). Années 1812–14, données tirées de Kennedy (1987, p. 99).

Tableau 2–19. **Pays–Bas — Commerce de produits de base, années 1650 aux années 1770**
(millions de florins courants)

	Années 1650	*Années 1720*	*Années 1770*
		Importations	
Sources européennes	125	84	105 [a]
Autres sources	15	24	38
Total	140	108	143
		Exportations et réexportations [b]	
Destinations européennes	115	83	92
Autres destinations	5	7	8
Total	120	90	100
Dont réexportations	60	48	69

a) y compris les produits coloniaux réexportés par l'Angleterre (5 millions) et la France (20 millions) ; b) non compris les exportations d'esclaves et de navires, les recettes tirées des services de transports maritimes et d'assurance, et les revenus des capitaux prêtés à l'étranger.

Source : de Vries et van der Woude (1997), p. 498.

Pays–Bas méridionaux, l'afflux dans le Nord étant proportionnellement plus important. Comme le Nord importait d'énormes quantités de céréales et de poissons qui n'étaient plus expédiées vers le Sud, il n'eut aucun problème à nourrir les nouveaux arrivants. La confiscation des biens monastiques dans le Nord facilita aussi leur hébergement.

Parmi les réfugiés, on trouvait une forte proportion de négociants et de banquiers des Pays–Bas méridionaux (mais certains d'entre eux gagnèrent ensuite l'Allemagne). Ils apportaient avec eux des capitaux, des compétences et des contacts internationaux. Presque toute la population juive partit vers le Nord. La migration des ouvriers qualifiés renforça l'industrie textile de Leyde. Les immigrants apportaient des compétences dans d'autres types d'activités, notamment l'imprimerie, l'édition et le raffinage du sucre. Avant la partition, l'unique université du pays était celle de Louvain (fondée en 1425). C'était l'une des plus grandes et des plus remarquables d'Europe, mais l'inquisition réduisit sa liberté d'action. L'université de Leyde fut fondée dans le Nord en 1575, suivie par celles de Franeker (en 1585), de Harderwijk (en 1600), de Groningen (en 1614) et d'Utrecht (en 1634). Leyde était la plus importante, comprenant toute la gamme des facultés et offrant une éducation humaniste dans la tradition d'Érasme. Elle attira rapidement un grand nombre d'étudiants venus d'Allemagne, de Grande–Bretagne et de Scandinavie, ainsi que des réfugiés du Sud.

Le changement politique donna aux Pays–Bas l'occasion d'étendre leurs activités de transport maritime dans le monde entier, au détriment du Portugal et de l'Espagne. Dans les années 1590, le commerce avec l'Asie fut inauguré avec des voyages d'essai passant autour du Cap pour traverser l'océan Indien jusqu'aux îles aux épices, pour continuer à l'Ouest *via* le détroit de Magellan, jusqu'au Japon. Barents, en 1596–97, tenta en vain de passer par le Nord–Est *via* Arkhangelsk et Novaïa Zemlia. Hudson découvrit New York en 1609 alors qu'il était à la recherche d'un passage Nord–Ouest. En l'espace de 30 ans, les Hollandais détrônèrent les Portugais en devenant les premiers commerçants européens avec l'Asie. Ils s'emparèrent de bases portugaises en Afrique occidentale, accaparant une part substantielle du commerce de l'or et des esclaves. Ils attaquèrent l'empire espagnol dans les Amériques, occupant le Nord–Est brésilien et mettant la main sur sa prospère industrie sucrière entre 1630 et 1654 (à l'époque, le Portugal était sous la domination espagnole), puis ils transportèrent leur base dans les Antilles (Curaçao et Surinam). Les navires pirates déployaient également une grande activité. Le plus beau coup fut la capture de toute la flotte espagnole de transport d'argent par Piet Heijn au large de Cuba, en 1628.

Entre 1585 et 1795, pour assurer leur sécurité militaire et navale et conforter leur avantage commercial, les Hollandais établirent un efficace blocus à l'embouchure de l'Escaut, consolidèrent les ruines d'Anvers, imposant ainsi un obstacle sérieux au développement économique des Pays–Bas espagnols. Au cours du XVIIe siècle, le potentiel militaire des Espagnols faiblit considérablement, mais les Hollandais n'avaient aucun intérêt à conquérir les Pays–Bas méridionaux, qui servaient utilement de tampon contre les ambitions territoriales françaises.

Tout au long du XVIIe siècle et pendant la plus grand partie du XVIIIe siècle, les économistes anglais reconnurent la supériorité de la performance et de la politique des Pays–Bas. Le travail pionnier de William Petty sur *L'arithmétique politique*, rédigé en 1676 et publié en 1690, donnait sans doute l'évaluation la plus fine de ces résultats. Petty y démontrait qu'un « petit pays peu peuplé peut être aussi riche et aussi puissant qu'un peuple et un territoire bien plus importants ». Sa comparaison de la performance de la France et de la Hollande donnait un avant–goût du type de raisonnement qu'utiliseraient plus tard Adam Smith et Douglass North. Avec 13 millions d'habitants, la France avait plus de dix fois plus d'habitants que les Provinces unies mais, selon les estimations de Petty, la flotte de commerce néerlandaise était neuf fois plus importante que celle de la France, leur commerce extérieur quatre fois plus développé, leurs taux d'intérêt moitié moins élevés, et leurs avoirs extérieurs plus que substantiels, alors que ceux de la France étaient négligeables. L'économie des Pays–Bas était hautement spécialisée ; le pays importait une partie importante de ses besoins alimentaires, il recrutait des mercenaires pour ses guerres et il concentrait sa main–d'œuvre dans les secteurs à haute productivité. Les terres plates permettaient une large utilisation de l'énergie éolienne. La forte densité des zones urbaines, la qualité des ports et des voies d'eau intérieures réduisaient le coût des transports

et des infrastructures, abaissaient le prix des services publics et rendaient la constitution de stocks moins nécessaire. Les institutions du pays favorisaient la croissance économique. La tolérance religieuse encourageait l'immigration d'une main–d'œuvre qualifiée. Les droits de propriété étaient clairement établis et les transferts de propriété étaient facilités par l'existence des registres cadastraux. Un système juridique efficace et des banques à l'assise financière solide facilitaient l'entreprise économique. Les impôts étaient élevés, mais ils frappaient les dépenses plutôt que le revenu. Cela encourageait l'épargne, les habitudes d'économie et le travail acharné. Les Hollandais étaient donc un modèle d'efficience économique, avec les enseignements évidents que cela comportait pour la politique britannique.

Dans le même ordre d'idées, Gregory King (1696) a procédé à une évaluation comparative de la mobilisation des ressources de l'Angleterre, de la France et des Pays–Bas pour préparer la guerre de la ligue d'Augsbourg. Pendant les neuf années que dura le conflit, Guillaume III, le stadthouder hollandais qui était devenu roi d'Angleterre, organisa la coalition du Royaume–Uni, des Pays–Bas, des États protestants d'Allemagne, de l'Espagne et de la Savoie contre la France, qui avait contesté la légitimité de sa succession au trône d'Angleterre et agaçait ses voisins en essayant d'étendre son territoire. King estimait que le niveau des recettes budgétaires par habitant de la France et de l'Angleterre en 1695 était à peu près identique, mais que celui des Pays–Bas était plus de deux fois et demi plus important.

Le coût du maintien de l'indépendance des Pays–Bas était élevé. Il impliquait la construction d'une chaîne de forteresses au Sud et à l'Est du pays (où il fallait craindre les attaques des États catholiques d'Allemagne et en particulier de l'évêché de Munster). Les dépenses militaires et navales étaient lourdes. Il fallut créer une industrie de l'armement. Au XVIIe et au XVIIIe siècles, les Pays–Bas intervinrent dans une série de guerres dans lesquelles la France et l'Angleterre allaient devenir les principaux ennemis. Vers la fin du XVIIe siècle, l'expansion économique néerlandaise ralentit. Les Pays–Bas devinrent la victime plutôt que le bénéficiaire de la politique économique du chacun pour soi de l'ère capitaliste marchande. Les transports maritimes, le commerce et l'industrie de la Grande–Bretagne et de la France se développèrent beaucoup plus rapidement que ceux des Pays–Bas. Les deux pays adoptèrent des mesures protectionnistes dommageables pour les intérêts hollandais. Les plus importantes furent les lois britanniques sur la navigation et les dispositions similaires prises par la France. A partir de 1651, l'accès des navires et des exportations de produits hollandais aux ports du Royaume–Uni fut restreint et le commerce interdit avec les colonies françaises et britanniques. Lorsque ces deux pays entrèrent en guerre contre les Pays–Bas, ils le firent avec l'énergie concentrée des États–nations modernes — contrairement à l'Espagne, qui avait dissipé son énergie.

Le principal facteur qui explique la perte du dynamisme économique des Pays–Bas au XVIIIe siècle est la disparition des privilèges commerciaux monopolistiques dans les conflits qui l'opposèrent à la France et à l'Angleterre, ce qui eut pour effet de les mettre sur la touche.

Comme l'économie ne pouvait plus attirer de migrants, la croissance démographique marqua le pas. Les régions industrialisées de l'Ouest du pays furent frappées par la stagnation, tandis que la province agricole d'Overijessel bénéficiait d'un taux de croissance vigoureux. La production agricole augmenta, ce qui permit de réduire les importations et d'accroître les exportations agricoles. La production et les exportations de textiles (en particulier dans l'industrie lainière de Leyde) reculèrent, et il en fut de même pour les secteurs de la pêche et de la construction navale. Le volume des échanges extérieurs chuta de 20 pour cent entre 1720 et 1820. Pendant cette période, les exportations britanniques furent multipliées par plus de sept en volume et les exportations françaises, par près de trois (2.75).

Les industries de service continuèrent de jouer un rôle important dans l'économie du pays, et les investissements à l'étranger augmentèrent dans de fortes proportions. En 1790, ces investissements atteignaient probablement 800 millions de florins, alors que le revenu national était de l'ordre de 440 millions de florins. Si l'on retient un taux de rentabilité de 4 pour cent environ sur les investissements étrangers, on obtient des recettes extérieures de l'ordre de 30 millions de florins, ce qui donne un revenu national plus élevé de 8 pour cent environ que le produit intérieur. Avec l'augmentation du revenu des rentiers, et la pauvreté et le chômage dans les anciennes régions industrielles, les inégalités se creusèrent.

L'activité économique des Pays–Bas en dehors de l'Europe

a) L'Afrique

Les objectifs des Pays–Bas en Afrique étaient d'ouvrir au pays un accès à l'or par la côte guinéenne, de participer au commerce des esclaves vers les Amériques et d'acquérir une base pour les opérations en Asie.

Ils réussirent en 1637 à s'emparer d'Elmina et de plusieurs autres bases portugaises d'Afrique occidentale utilisées pour le commerce de l'or et des esclaves. Ils parvinrent à prendre pied en Angola (principale base portugaise de trafic d'esclaves) pendant quelque temps, mais ils ne purent s'y maintenir. Ils ne réussirent pas non plus à prendre le Mozambique (en Afrique orientale). Ils établirent une nouvelle base au Cap, en Afrique du Sud, où ils installèrent des colons européens afin de créer un poste d'étape et d'approvisionnement pour leurs voyages en Asie.

Le principal profit économique provenait de la participation à la traite des Noirs. Ces derniers étaient expédiés au Nord–Est du Brésil et au Surinam pour travailler dans les plantations de canne à sucre néerlandaises, et au Curaçao, où ils étaient vendus à des planteurs anglais et français de canne à sucre. Les Pays–Bas jouèrent néanmoins un rôle nettement moins important dans le commerce des esclaves que le Portugal, l'Angleterre et la France (tableau 2–5).

b) Les Amériques

Aux Amériques, la première grande opération fut la prise de la région productrice de sucre du Nord–Est du Brésil (autour de Recife) entre 1630 et 1654. Le sucre était transporté aux Pays–Bas, qui disposaient en 1650 d'un parc de 40 raffineries.

L'opération brésilienne bénéficia d'un soutien militaire et naval important, mais les plantations de sucre étaient aux mains d'entreprises privées. La plupart appartenaient à des Juifs séfarades d'Amsterdam, dont beaucoup étaient d'origine portugaise. Durant la période pendant laquelle le Portugal se trouvait sous domination espagnole, les Hollandais furent relativement bien reçus au Brésil, mais ils en furent expulsés lorsque les Portugais retrouvèrent leur indépendance. Beaucoup de planteurs émigrèrent alors aux Antilles, où ils introduisirent les mêmes techniques de production et de commercialisation. Leur arrivée transforma l'économie de la Barbade, que les Britanniques avaient prise en 1627 et où des colons blancs cultivaient le tabac. En peu de temps, l'île reçut 30 000 esclaves et fut entièrement consacrée à la culture de la canne à sucre (voir Eltis, 1995, pour une évaluation indirecte du PIB de la Barbade entre 1644 et 1701). Les planteurs émigrés du Brésil eurent un impact similaire sur l'économie de la Guadeloupe et de la Martinique, qui étaient françaises depuis 1635 (Verlinden, 1972, pp. 642–44). Vers les années 1660–70, les Anglais et les Français réussirent à déloger les Hollandais, qui allèrent installer leurs activités au Surinam.

Au début du XVIIe siècle, la production de sucre des Amériques était concentrée au Brésil. Mais à partir du milieu du XVIIe siècle, la production brésilienne stagna, et la France et l'Angleterre dominèrent le marché, qui s'était développé de façon impressionnante. La production néerlandaise du Surinam était loin d'atteindre les mêmes proportions (tableau 2–4).

Une autre incursion hollandaise aux Amériques fut la découverte fortuite, par Henry Hudson, d'un port magnifique et d'un fleuve. Hudson faisait partie d'une mission organisée en 1609 par la Compagnie des Indes orientales des Pays–Bas pour essayer de découvrir un passage vers l'Asie par le Nord–Ouest, et il s'était complètement écarté de sa route. La Nouvelle compagnie des Pays–Bas fut créée en 1614 pour installer là–bas une colonie, dont la capitale fut établie en 1623 à la Nouvelle–Amsterdam. En 1664, les Britanniques s'emparèrent de la colonie, qui leur fut officiellement cédée (avec New York) en 1674, les Hollandais obtenant en contrepartie d'avoir les mains libres pour préserver leurs intérêts dans les plantations de canne à sucre du Surinam (de Vries et van de Woude, 1997, pp. 397 et 467).

Tableau 2–20. **Composition des exportations européennes d'Asie vers l'Europe, 1513–1780**

Portugal (Estado da India – commerce d'État, siège : Goa)
(en pourcentage des quantités)

	1513–19	*1608–10*
Poivre	80.0	69.0
Épices des Moluques	9.0	0.03
Autres épices	9.4	10.9
Textiles	0.2	7.8
Indigo	0.0	7.7
Autres produits	1.4	4.6

Compagnie hollandaise des Indes orientales (VOC, monopole commercial, siège : Batavia)
(en pourcentage de la valeur)

	1619–21	*1778–80*
Poivre	56.4	11.0
Autres épices	17.6	24.4
Textiles et soie grège	16.1	32.7
Café et thé	0.0	22.9
Autres produits	9.9	9.0

Compagnie anglaise des Indes orientales (EIC, monopole commercial, opérant essentiellement à partir de Bombay, Calcutta et Madras)
(en pourcentage de la valeur)

	1668–70	*1758–60*
Poivre	25.3	4.4
Textiles	56.6	53.5
Soie grège	0.6	12.3
Thé	0.03	25.3
Autres produits	17.5	4.5

Source : Prakash (1998), pp. 36, 115 et 120.

c) L'Asie

C'est en Asie que les Hollandais eurent, en dehors de l'Europe, le plus de succès.

Ils étaient parfaitement au courant des possibilités commerciales qu'offrait l'Asie, car un grand nombre d'entre eux avaient travaillé sur les navires portugais. L'un d'eux, Jan Huygen van Linschoten, avait rédigé deux journaux de bord pour les années 1595 et 1596, avec des cartes détaillées et des renseignements sur les marchés, les vents et les routes possibles. En 1602, sous la pression des autorités nationales, tous les négociants hollandais durent s'affilier à la Compagnie des Indes orientales des Pays–Bas (VOC), qui reçut le monopole des droits commerciaux et fut habilitée à établir des avant–postes militaires et à négocier avec les souverains étrangers. La Compagnie était propriétaire de ses navires, qu'elle construisait elle–même. Le tableau 2–6 donne une indication comparative de l'activité commerciale des Hollandais en Asie. Au XVIIe siècle, ils y envoyèrent près de cinq fois plus de navires que les Portugais et, au XVIIIe siècle, 15 fois plus. La taille moyenne de leurs bâtiments était plus petite que celle des Portugais, qui utilisaient à l'époque d'énormes caraques de 1 000 tonneaux, contre une charge de 600 tonneaux pour un navire moyen hollandais. La Compagnie anglaise des Indes orientales (EIC) était un concurrent bien plus menaçant que les Portugais. Elle commença à commercer avec l'Asie en même temps que les Hollandais. Ses principales bases étaient implantées dans deux villes qu'elle avait créées en Inde (Madras en 1639 et Calcutta dans les années 1690) ainsi

qu'à Bombay, cadeau de mariage du Portugal à Charles II, en 1661. Les activités de l'EIC au XVIIe siècle étaient inférieures de moitié à celles de la VOC, et d'un tiers environ au XVIIIe siècle. Les Français commencèrent à faire du commerce avec l'Asie avec la Compagnie des Indes orientales créée par Colbert en 1664, et ils établirent une base à Pondichéry (sur la côte du Coromandel) en 1673. Au XVIIIe siècle, les activités d'une nouvelle compagnie française, créée en 1719, avaient pris une réelle importance. Les compagnies danoise et suédoise s'installèrent plus tard, puis la Compagnie d'Ostende entre 1715–32, qui opérait à partir du nouveau port que l'administration autrichienne avait créé aux Pays–Bas méridionaux.

Au XVIIIe siècle, le volume total des cargaisons européennes en Asie était environ neuf fois plus important qu'il ne l'était au XVIe siècle, mais les débouchés offerts aux exportations traditionnelles de poivre et d'épices étaient restreints. Autrement dit, les Hollandais, qui étaient beaucoup plus engagés dans ce commerce que les Anglais et les Français et d'autres nouveaux venus, devaient veiller à la régulation de l'offre pour maintenir les prix. Les débouchés qui s'offraient aux nouveaux produits d'exportation vers l'Europe — toutes sortes de cotonnades, le café et le thé — étaient bien plus prometteurs et la part de ces produits dans le commerce de tous les participants à ce marché augmenta rapidement (tableau 2–20).

L'objectif initial de la VOC était de court–circuiter les Portugais en utilisant une nouvelle route *via* le Cap et en cinglant directement sur l'Indonésie, ce qui les amena aux Moluques où étaient cultivées les épices les plus précieuses (clous de girofles, muscade et macis). Ils purent également se procurer du poivre en Indonésie en lieu et place des Indes. Les souverains des îles indonésiennes étaient beaucoup moins puissants que ceux des Indes, de la Perse, de la Chine et du Japon, et plus susceptibles de céder aux pressions des Hollandais, qui cherchaient à conserver leur monopole et à maintenir des prix bas. La VOC établit son siège en 1621 sur la côte javanaise, à Batavia (Djakarta aujourd'hui). Elle chassa les Portugais de Ternate en 1603 et détruisit leur base de Malacca en 1641. Elle expulsa également les négociants musulmans qui opéraient sur la côte javanaise.

En 1621, la population des îles aux épices se révolta ; elle fut massacrée ou déportée, et remplacée par des planteurs hollandais qui utilisaient une main–d'œuvre servile.

Pour financer ses opérations indonésiennes, la VOC établit une base à Machilipatnam sur la côte orientale (Coromandel) des Indes. Elle obtint l'agrément du roi de Golconde, qui lui accorda des conditions commerciales préférentielles. La Compagnie s'intéressait surtout aux textiles de coton, et en particulier au chintz peint, qui étaient appréciés en Indonésie. Plus tard, la VOC descendit le long de la côte et installa sa base en 1690 à Nagapattinam, où les textiles étaient meilleur marché.

En 1617, la VOC obtint de l'empire mongol la permission d'établir une base à Surat dans le Gujerat, dans le Nord–Ouest de l'Inde, d'où elle chassa les Portugais. Elle y échangeait le poivre et les épices contre des cotonnades grossières qu'elle utilisait comme article de troc dans le commerce des esclaves.

Plus tard au cours du siècle, la VOC tenta de déloger les Portugais de leurs bases de Goa et de Ceylan. Elle établit un blocus autour de Goa, mais ne put s'en emparer. Elle prit toutefois Jaffna à Ceylan, remplaça les Portugais dans le commerce de la cannelle et en tant que maîtres de l'île. Les Néerlandais firent tout ce qu'ils purent pour gêner les activités des Portugais sur la côte du Malabar, mais cette zone ne représentait pas un intérêt commercial important pour eux.

Les Hollandais recherchèrent au début à établir des liens commerciaux avec la Chine et le Japon, puisque cela s'était révélé si lucratif pour le Portugal. Contrairement aux Portugais, ils ne se sentaient aucune vocation d'évangélisateurs et ils furent les seuls Européens à pouvoir faire du commerce au Japon entre 1639 et 1853. A partir de 1641, ils furent confinés sur une île minuscule (Deshima) du port de Nagasaki. La rentabilité de ce commerce disparut après quelques décennies en raison de l'interdiction faite par le Japon d'exporter les métaux précieux et de son insistance à fixer les prix auxquels les Hollandais pouvaient vendre leurs marchandises. Dans ce commerce, il n'était nullement question d'exploitation de la part des Hollandais. En fait, ils furent utilisés par les Japonais, qui étaient avides de connaître la technologie de l'Occident (annexe B).

La VOC ne réussit pas à déloger les Portugais de Macao. Dans les années 1620, elle obtint une base dans les Pescadores, qu'elle fut autorisée à transférer à Taiwan à partir de 1624. En 1662, les Hollandais furent contraints d'évacuer l'île et ne purent jamais acquérir une autre base chinoise. Entre les années 1640 et les années 1660, la dynastie Ming était dans un état de décomposition totale. La grande ville de Ching–tê–Chen, renommée pour sa porcelaine et sa poterie, fut dévastée et les exportations de porcelaines chinoises furent interrompues jusque dans les années 1680. Cela incita les Hollandais à créer leur propre industrie de poterie à Delft, pour fabriquer des copies bon marché des céramiques bleues et blanches de la Chine. De leur côté, les Japonais développèrent leur industrie de la poterie et de la porcelaine pour remplacer les importations chinoises, et les Hollandais copièrent aussi les copies japonaises de la poterie chinoise. La production européenne de porcelaine à Sèvres et à Meissen ne démarra que plus tard.

A partir des années 1630, la VOC opéra à partir du Bengale en raison de la grande variété de textiles de haute qualité que l'on y trouvait (coton et soie). Les Hollandais y chaussèrent les bottes des Portugais, qui avaient été expulsés de Hugli par les autorités mongoles en 1632.

Au départ, la VOC concentra ses activités sur l'exportation de la soie grège et de textiles coton–soie du Bengale vers le Japon, et de l'opium vers l'Indonésie. En échange, elle vendait au Bengale du cuivre, de l'argent et de l'or japonais. Le marché japonais se contracta fortement après 1680, mais la demande européenne de textiles bengalis augmenta très rapidement. Entre 1680 et 1740, les textiles du Bengale constituaient la composante la plus importante des exportations de la VOC à destination des Pays–Bas (Prakash, 1998, pp. 198 et 218). Les Européens appréciaient les cotons fins, les mousselines, les soies et les textiles mélangés, d'autant que leurs revenus augmentaient, mais il était plus difficile d'anticiper l'évolution de ce type de marché d'articles à la mode que celle du marché de la soie grège ou de l'opium.

Les compagnies anglaises et françaises s'intéressèrent également beaucoup aux textiles bengalis à partir du dernier quart du XVIIe siècle, et leurs exportations de textiles étaient encore plus importantes que celles des Hollandais. Toutefois, la France (en 1686) comme la Grande–Bretagne (en 1700) interdirent l'importation de cotons imprimés et peints afin de protéger leurs propres producteurs de textiles. Les deux pays continuèrent d'importer ces marchandises pour les réexporter (une grande partie retournait clandestinement en Angleterre). Les Hollandais ne protégèrent pas leur industrie textile et ils finirent par commercialiser en Europe une importante quantité des réexportations françaises et une partie un peu moins importante des réexportations britanniques de textiles indiens (tableau 2–19). Les Anglais accrurent grandement leurs importations de tissu blanc blanchi du Bengale pour le transformer en Angleterre (Rothermund, 1999).

Vers la seconde moitié du XVIIe siècle, la demande européenne de café augmenta très rapidement. Le premier café londonien fut ouvert en 1652. La boisson devint populaire en France dans les années 1660, et aux Pays–Bas dans les années 1670. La VOC commença à acheter du café à Moka, au Yémen, au début du XVIIIe siècle. Ses importations passèrent de 300 tonnes en 1711 à 875 tonnes en 1720. Des arbustes furent prélevés pour être transplantés à Java et, à la fin des années 1720, la production javanaise tournait autour de 2 000 tonnes par an. La VOC imposa des contingents de production aux roitelets javanais, qui contraignaient leurs sujets à cultiver du café. A partir des années 1730, il fallut compter avec la concurrence du Surinam, dont la production et les exportations augmentaient beaucoup plus rapidement que celles de Java (Bulbeck *et al.*, 1998).

Quelques années plus tard, la demande de thé en Europe et particulièrement en Angleterre et aux Pays–Bas, fit un bond spectaculaire. Les Chinois avaient ouvert Canton aux négociants étrangers en 1685. Les importations britanniques de thé passèrent d'une centaine de kilos en 1669 à 28 000 tonnes en 1760 (Chaudhuri, 1978, p. 539). Les Hollandais achetaient la plus grande partie de leur thé à des jonques qui faisaient du commerce à Batavia ; il y eut toutefois une expédition directe de Canton à Amsterdam en 1729. La compagnie anglaise put financer ses achats de thé à Canton en vendant de l'opium et du coton en bourre du Bengale, mais les Hollandais furent obligés de payer en lingots d'or (Glamann, 1981, pp. 212–43).

Tableau 2–21a. **La « ponction » hollandaise sur l'Indonésie, 1698–1930**

	Excédent commercial de l'Indonésie en pourcentage du produit intérieur net de l'Indonésie	*Excédent commercial de l'Indonésie en pourcentage du produit intérieur net des Pays–Bas*
1698–1700	0.7	1.1
1778–80	0.9	1.7
1868–72	7.4	5.5
1911–15	7.6	8.7
1926–30	10.3	8.9

Sources : Maddison (1989*b*), pp. 647–47. Voir van der Eng (1998) pour un commentaire de ces estimations.

Tableau 2–21b. **La « ponction » britannique sur l'Inde, 1868–1930**

	Excédent commercial de l'Inde en pourcentage du produit intérieur net de l'Inde	*Excédent commercial de l'Inde en pourcentage du produit intérieur net de la Grande–Bretagne*
1868–72	1.0	1.3
1911–15	1.3	1.2
1926–30	0.9	0.9

Sources : Maddison (1989*b*), pp. 646–48 avec révision du ratio des revenus Inde/Grande–Bretagne. La « ponction » (c'est–à–dire le fardeau colonial mesuré par l'excédent commercial de la colonie) tient une large place dans les ouvrages traitant du nationalisme indien, à partir de Naoroji dans les années 1870 (Naoroji, 1901). J'ai appliqué le même concept en Indonésie pour comparer le fardeau colonial dans les deux pays en pourcentage de leur revenu national, et les profits des pays colonisateurs en pourcentage de leur revenu national. Voir également l'analyse dans Maddison (1971), pp. 63–66.

Tableau 2–21c. **Croissance démographique et croissance du revenu réel par groupe ethnique en Indonésie, 1700–1929**
(population en milliers, revenu par habitant en florins de 1928)

	Indonésiens		*Chinois et autres asiatiques étrangers*		*Européens*[a]	
	Population	*Revenu par habitant*	*Population*	*Revenu par habitant*	*Population*	*Revenu par habitant*
1700	13 015	47	80	156	7.5	1 245
1820	17 829	49	90	193	8.3	2 339
1870	28 594	50	279	187	49.0	2 163
1913	49 066	64	739	240	129.0	3 389
1929	58 297	78	1 334	301	232.0	4 017

a) Eurasiens compris.

Source : Maddison (1989*b*), p. 665, avec révision des estimations de la population et du revenu indonésiens.

Le goût que les Européens développaient pour le café et le thé allait de pair avec l'augmentation de la consommation de sucre. La progression de la demande de ces produits remplaça une partie importante de la demande de bière et de gin, tant en Angleterre qu'aux Pays–Bas.

Dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, la VOC cessa d'être une organisation rentable. Elle fit faillite en 1795, après avoir distribué pendant plusieurs années des dividendes plus importants que ses profits.

Cette faillite fut en partie due à la désintégration de l'empire mongol en Inde et à la mainmise des Anglais sur le Bengale en 1757, à la suite de quoi la discrimination à l'encontre des opérations hollandaises affaiblit considérablement la VOC. Les hostilités anglo–néerlandaises en 1781–84 (lorsque les deux pays prirent des partis opposés dans la guerre américaine d'indépendance) eurent des répercussions sérieuses en Asie. Le déclenchement des guerres napoléoniennes conduisit à la mainmise complète des Anglais sur les intérêts hollandais aux Indes, à Malacca, à Ceylan, en Afrique du Sud et, temporairement, en Indonésie. Ces guerres mirent aussi un terme à tout lien significatif entre la France et les Indes.

Au nombre des facteurs qui laminèrent les profits de la VOC, il convient de citer les frais généraux très lourds qu'impliquait le recrutement du personnel militaire et naval nécessaire pour diriger ce qui était devenu un empire territorial à Java et Ceylan. Les officiers de la VOC n'étaient pas bien payés et ils utilisaient les navires de la Compagnie pour mener des activités commerciales privées, dont l'importance allait croissant. Il y avait aussi pas mal de corruption dans l'administration de Java et de Ceylan, ce qui était une bonne chose pour les fonctionnaires, mais pas pour les actionnaires de la Compagnie. Avec les changements intervenus dans la composition des échanges et le déplacement du centre nerveux des activités, Batavia n'était plus un quartier général idéal.

Après 1815, l'Indonésie devint une colonie du nouveau royaume des Pays–Bas. On y développa intensivement les cultures tropicales pour l'exportation. Pendant la période des hostilités, sous la domination britannique, des mesures furent prises pour réformer l'administration, les droits de propriété et la fiscalité foncière selon des normes occidentales. La révolte conduite par Diponegoro en 1825–30 mit un terme à ces réformes. Par la suite, les Hollandais adoptèrent une politique systématique de double administration, maintenant les sultans, les lois et les coutumes traditionnelles comme un outil important de domination. Ils conservèrent aussi leur monopole commercial, car un régime commercial ouvert aurait eu pour effet de laisser la plus grande partie des profits entre les mains des puissants négociants britanniques et américains.

Les années 1830 furent marquées par l'introduction du « système des cultures ». Les Pays–Bas prélevaient leur dîme sur le revenu de la population locale en exigeant un tribut de plus en plus lourd sous forme de livraison forcée de cultures ou de travail obligatoire pour remplacer la taxation de la terre. Entre 1816 et 1914, un contrôle fut exercé sur les déplacements et le lieu de résidence des populations indigènes et chinoises, par l'introduction d'un système de passe–droits destinés à assurer la discipline de la main–d'œuvre et une politique d'*apartheid* ethnique.

A partir des années 1830, les Hollandais passèrent maîtres dans l'art d'accroître les flux de revenus qu'ils tiraient de l'Indonésie. Entre 1830 et 1870, plus de la moitié des revenus de l'île furent directement transférés au gouvernement néerlandais sous forme de tribut financier provenant du système des cultures. Il y avait en outre les recettes tirées du monopole du transport des cultures d'exportation que détenait la compagnie maritime NHM, appartenant au roi des Pays–Bas, et les recettes issues des ventes de franchises monopolistiques aux marchands d'opium. Le gouvernement dominait la production du sucre et du café, mais la plupart des cultures de tabac étaient aux mains d'intérêts privés. Certains entrepreneurs favorisés bénéficiaient de subventions pour créer des raffineries de sucre. Il y avait d'amples possibilités de corruption au sein de l'administration hollandaise, parmi les 76 régents locaux et les chefs des 34 000 villages de Java. En 1844, l'Indonésie dut endosser une dette fictive de 236 millions de florins pour couvrir les coûts de la liquidation des dettes de la VOC et des emprunts contractés pour mater la révolte de 1825–30.

Les prix à l'exportation du sucre et du café augmentèrent après l'abolition du commerce des esclaves en Afrique, dans les années 1830. Cette abolition ruina les producteurs concurrents des Antilles et alourdit les coûts au Brésil.

A partir de 1848, un système politique plus démocratique fut introduit aux Pays–Bas, et les pratiques d'exploitation et le clientélisme de l'administration en vigueur en Indonésie suscitèrent des critiques croissantes. Ces pressions, ajoutées à l'ouverture du canal de Suez et au développement de la marine à vapeur, conduisirent les autorités à ouvrir la colonie à l'entreprise et à l'investissement privés. Dans les années 1890, la part de l'État dans les exportations était tombée à zéro.

Le tableau 2–21a donne une mesure approximative du poids de la domination coloniale et des profits que les Pays–Bas ont tirés de leurs colonies pendant la période 1700–1930. Les exportations augmentèrent bien plus rapidement après la disparition de la VOC, et elles occupèrent une part beaucoup plus importante dans le PIB indonésien. Les profits qu'en tiraient les Pays–Bas augmentèrent aussi dans de fortes proportions. Le tableau 2–21b donne des estimations similaires pour l'Inde, où la tutelle de la puissance coloniale fut plus légère et les profits qu'elle tira beaucoup moins importants.

Le tableau 2–21c fournit une estimation approximative de la population et du niveau de revenu par groupe ethnique de l'Indonésie entre 1700 et 1929.

IX
La Grande–Bretagne

Pour l'examen de la performance économique britannique, il est utile de distinguer l'Irlande du reste du royaume. Le pays de Galles fut politiquement intégré à l'ensemble en 1301 et l'Écosse en 1707 seulement, mais le terrain avait été préparé par l'arrivée d'un roi écossais sur le trône d'Angleterre en 1603 ; l'Irlande fit l'objet d'une conquête brutale dans les années 1650. Dans son ouvrage, *Anatomy of Ireland* (1691), Petty suppose que les guerres, la famine, la peste et les déportations firent chuter d'un quart la population de ce pays. La guerre fut suivie par une confiscation massive des biens et une restructuration du corps social. Les deux tiers des terres cultivables furent enlevées aux Irlandais pour être attribuées à des propriétaires anglais.

Entre 1700 et les années 1850, le revenu par habitant de l'Irlande était inférieur de moitié à celui du reste du Royaume–Uni (tableau B–13) et son évolution démographique fut très différente. Avec la famine de 1846–51 et l'émigration massive qu'elle entraîna, la population du pays chuta de moitié entre 1840 et 1913. Il semble par conséquent légitime de traiter l'Irlande comme une colonie britannique, ainsi que nous l'avons fait dans le tableau 2–22.

Entre la conquête normande en 1066, et 1950, le développement économique et politique de la Grande–Bretagne et ses activités outre–mer ont connu plusieurs grandes phases.

Le régime normand–angevin, 1066–1485

Entre l'an 1000 et 1500, la croissance démographique britannique fut légèrement inférieure à la moyenne de l'Europe occidentale et, selon toute probabilité, il en est allé de même pour le revenu par habitant. En 1500, le niveau du revenu (tableaux B–21 et 2–22) était très en–deçà de celui de l'Italie, des Flandres et du Brabant, les pays les plus dynamiques de l'Europe à l'époque.

Entre le XIe siècle et le milieu du XVe siècle, l'identité nationale britannique n'était pas clairement définie. La monarchie et l'élite dirigeante étaient composées de seigneurs de guerre anglo–français, dont les droits de propriété et les revenus remontaient à des conquêtes territoriales sur les sols anglais et français. Les ressources que l'État pouvait mobiliser provenaient des tributs payés par les vassaux féodaux et les paysans serfs. Une église relativement soumise renforçait la légitimité politique de l'État et agissait comme instrument de contrôle social. Guillaume le Conquérant nomma son ami Lanfranc archevêque de Canterbury, et installa des religieux normands dans les autres évêchés. En 1170, lorsque

Henri II se heurta à l'archevêque Becket, il le fit assassiner. Les principaux investissements du régime consistaient en des châteaux fortifiés (tels que ceux de Carnarvon et de Harlech, visant à consolider la conquête du pays de Galles) ou en des cathédrales et des abbayes impressionnantes (comme l'abbaye des Hommes où fut enterré Guillaume le Conquérant, ou l'abbaye des Dames à Caen qui abrite la tombe de sa femme).

La guerre et les liens matrimoniaux permirent à l'Angleterre d'acquérir des terres en France et de piller ses richesses. C'est dans la seconde moitié du XIIe siècle que les possessions britanniques en France furent les plus importantes, lorsque Henri II épousa Éléonore d'Aquitaine, dont le roi français Louis VII avait divorcé. A cette époque, la moitié de la France était britannique. Il y eut les victoires britanniques de Crécy en 1346, de Poitiers en 1356 et d'Azincourt en 1415. Avec l'aide des Bourguignons, les Britanniques capturèrent et tuèrent Jeanne d'Arc en 1430. Par la suite, les Bourguignons changèrent de côté et, en 1453, à la fin de la guerre de 100 ans, seule la ville de Calais restait occupée ; les Français la récupérèrent en 1558.

Cette période fut marquée par certains progrès sur les plans économique et politique. Les superficies cultivées augmentèrent avec le défrichage des forêts, et la productivité de la terre s'améliora, grâce aux progrès des techniques agricoles, adoptées ailleurs aussi en Europe septentrionale (White, 1962). Il y eut un fort développement de la production de laine destinée à l'exportation vers les Flandres, qui fut progressivement remplacée à partir de la seconde moitié du XIVe siècle par des exportations de drap. Toutefois, une grande partie du commerce extérieur était aux mains de négociants étrangers, et la Grande–Bretagne dépendait largement d'Anvers pour les services bancaires et financiers. Le niveau de l'urbanisation en 1500 était très inférieur à la moyenne européenne (tableau B–14). En Angleterre et au pays de Galles, 3 pour cent seulement de la population vivaient dans des villes de 10 000 habitants ou plus, contre 21 pour cent dans les Flandres et le Brabant, 16 pour cent aux Pays–Bas et 15 pour cent en Italie.

Les difficultés financières de la couronne favorisèrent, avec l'instauration d'un processus parlementaire, la naissance d'un certain contre–pouvoir. Dans le secteur agricole, les droits de propriété féodaux cédèrent dans une certaine mesure la place aux forces du marché, auxquelles la peste noire donna une forte impulsion en décimant un tiers de la population, ce qui entraîna un accroissement des superficies disponibles par habitant et incita la population à réclamer une augmentation des revenus du travail.

La décision prise au XIVe siècle d'instituer l'anglais comme langue dominante eut beaucoup d'importance. Jusque–là, le français avait été utilisé dans toutes les actions en justice, ce qui avait un impact nettement discriminatoire sur les droits de propriété. La situation changea en 1362 avec la Loi sur les actes de procédures : « le français est une langue trop inconnue dans le royaume, de sorte que les gens qui engagent des poursuites ou à l'encontre desquels des poursuites sont engagées auprès du tribunal du roi ou d'autres instances n'ont pas connaissance de ce qui est dit en leur faveur ou en leur défaveur ou ne le comprennent pas » (Baugh et Cable, 1993, p. 145).

Création d'un État–nation moderne et d'institutions favorables au capitalisme marchand, 1485–1700

Entre la fin du XVe siècle et la fin du XVIIe siècle, la population britannique quadrupla, tandis que celle des Pays–Bas doublait, celle de la France augmentait de moins de la moitié et celles d'Allemagne et d'Italie, d'un quart à peu près. L'espérance de vie augmenta (tableau 1–4) pour atteindre un niveau nettement plus élevé qu'en France. La part de la population active employée dans l'agriculture diminua fortement (56 pour cent en 1700). Sans même parler de l'augmentation de la productivité agricole, l'offre de denrées alimentaires devint plus fiable (Wrigley, 1988). Grâce à cela et à l'efficacité des activités de cabotage destinées à atténuer les pénuries locales de denrées alimentaires, les décès liés à la famine furent plus ou moins éliminés en Angleterre et au pays de Galles, à une époque où ils étaient encore nombreux en France[30]. Le ratio d'urbanisation fut multiplié par plus de quatre (tableau B–14) et la population de Londres par 14 (elle devint ainsi la plus grande ville d'Europe ; tableau 2–3).

Tableau 2–22a. **Niveau du PIB par habitant dans les puissances coloniales européennes et dans leurs anciennes colonies, 1500–1998**
(dollars internationaux de 1990)

	1500	*1700*	*1820*	*1913*	*1950*	*1998*
Grande–Bretagne[a]	762	1 405	2 121	5 150	6 907	18 714
France	727	986	1 230	3 485	5 270	19 558
Italie	1 100	1 100	1 117	2 564	3 502	17 759
Pays–Bas	754	2 110	1 821	4 049	5 996	20 224
Portugal	632	854	963	1 244	2 069	12 929
Espagne	698	900	1 063	2 255	2 397	14 227
Chine	600	600	600	552	439	3 117
Inde	550	550	533	673	619	1 746
Indonésie	565	580	612	904	840	3 070
Brésil	400	560	646	811	1 672	5 459
Mexique	425	568	759	1 732	2 365	6 655
États–Unis	400	527	1257	5 301	9 561	27 331
Irlande[b]	526	715	880	2 736	3 446	18 183

Tableau 2–22b. **Croissance du PIB par habitant dans les puissances coloniales européennes et dans leurs anciennes colonies, 1500–1998**
(taux de croissance annuels moyens composés)

	1500–1700	*1700–1820*	*1820–1913*	*1913–50*	*1950–98*
Grande–Bretagne[a]	0.31	0.34	0.96	0.80	2.10
France	0.15	0.18	1.13	1.12	2.77
Italie	0.00	0.01	0.90	0.85	3.44
Pays–Bas	0.52	–0.12	0.86	1.07	2.56
Portugal	0.15	0.10	0.27	1.38	3.89
Espagne	0.13	0.14	0.81	0.17	3.78
Chine	0.00	0.00	–0.08	–0.62	4.17
Inde	0.00	–0.03	0.25	–0.23	2.18
Indonésie	0.01	0.04	0.42	–0.20	2.74
Brésil	0.17	0.12	0.24	1.97	2.50
Mexique	0.15	0.24	0.89	0.85	2.18
États–Unis	0.14	0.73	1.56	1.61	2.21
Irlande[b]	0.15	0.17	1.23	0.63	3.53

a) désigne l'Angleterre, l'Écosse et le pays de Galles pendant la période 1500–1913. L'Irlande du Nord est incluse pour 1950 et 1998 ;
b) désigne la totalité de l'Irlande pendant la période 1500–1913 et la république d'Irlande pour 1950 et 1998.
Source : Annexes A et B.

Le revenu par habitant de la Grande–Bretagne doubla pratiquement entre 1500 et 1700, contre une augmentation d'un tiers en France et en Allemagne et une stagnation en Italie (tableau B–21). Les Pays–Bas étaient le seul pays dont le revenu ait progressé plus rapidement et atteint un niveau plus élevé en 1700. La performance des Pays–Bas sur le plan des revenus s'explique par une meilleure productivité de leur agriculture, de leurs transports et de leurs services bancaires et commerciaux et par un degré plus élevé de spécialisation internationale. Leur flotte marchande était plus importante que celle de la Grande–Bretagne, pour une population qui représentait moins d'un quart de la population de cette dernière. Le secteur agricole n'occupait que 40 pour cent de la population active.

Les économistes et les diplomates britanniques du XVIIe siècle (Petty, King, Davenant et Temple) considéraient les Pays–Bas comme un modèle économique à imiter. Dans une large mesure, les institutions économiques britanniques s'engageaient dans la voie tracée par les Pays–Bas — processus consolidé en 1688 par l'intronisation d'un roi qui était aussi stadthouder des Pays–Bas.

La mise en place d'un État–nation moderne s'effectua en plusieurs phases qui favorisèrent les intérêts du capitalisme marchand. L'ancienne fragmentation féodale du pouvoir et des ressources fut remplacée par un système beaucoup plus centralisé. Henri VII, un Gallois qui sortit vainqueur de la guerre civile en 1485, confisqua les domaines d'un grand nombre d'aristocrates féodaux au profit de la petite noblesse montante. Il abolit le droit des nobles de disposer de serviteurs armés. A compter de ce moment, leurs manoirs ne furent plus fortifiés. Son fils Henri VIII rompit les liens avec la papauté, institua une église nationale qui pratiquait une version tiède du protestantisme, abolit les ordres monarchiques et saisit leurs biens (y compris un quart environ des terres du pays). Sa fille Elizabeth dilapida les biens des évêques. La grande majorité de ces biens ecclésiastiques tomba entre les mains d'une élite laïque de négociants et de petits nobles par le biais des ventes et des largesses de la couronne.

Le XVIIe siècle fut marqué par d'importants changements dans le mode de gouvernement britannique (avec, en particulier, l'institution temporaire d'une république et la suppression de la chambre des Lords). Il s'acheva avec la mise en place d'une monarchie, dépendant pour son financement d'une chambre des Communes contrôlée par une élite laïque de propriétaires fonciers et de négociants.

Dans le domaine de la politique économique, la gestion du pays fut modernisée à la fin du XVIIe siècle. Les compétences professionnelles entraient davantage en ligne de compte pour les nominations aux postes publics et les statistiques, dont la qualité s'améliorait, commencèrent à devenir un instrument important dans la conduite de la politique économique. Le clientélisme restait très présent, mais les affinités politiques remplaçaient peu à peu le népotisme.

A partir de 1679, les fermiers chargés du recouvrement du fouage furent tenus de présenter des comptes détaillés. La ferme des droits de douane fut supprimée en 1671 et un poste d'inspecteur général des exportations et des importations fut créé en 1696. La ferme des impôts indirects fut supprimée en 1683, et l'économiste Davenant fut nommé directeur des contributions indirectes. L'Office du commerce fut institué en 1696, et l'un de ses directeurs était le philosophe John Locke. Samuel Pepys entreprit de son côté de moderniser l'administration navale sur les mêmes bases. En 1702, l'économiste Gregory King devint directeur des comptes publics. Tous ces nouveaux postes administratifs étaient assortis d'une rémunération élevée pour s'assurer que leurs titulaires ne succombent pas aux tentatives de corruption. La banque d'Angleterre fut créée en 1694 et le système monétaire fut profondément remanié en 1696. La politique monétaire fut modernisée et un véritable marché de la dette publique fut mis en place.

Grâce à ces diverses réformes, les Britanniques purent instaurer au XVIIIe siècle un système solide de finances publiques, système qui offrait un contraste frappant avec les faiblesses du régime français. Le gouvernement demeurait solvable car une large partie de la dette publique était constituée de rentes perpétuelles. Il n'y avait pas d'exemptions en faveur de groupes privilégiés, les fermiers chargés de recouvrer les impôts, les ventes de charges publiques et les territoires jouissant d'une autonomie en matière fiscale avaient disparu. La légitimité politique des impôts était garantie par le contrôle parlementaire et le nombre des fonctionnaires par habitant était bien inférieur à ce qu'il était en France[31].

La vie intellectuelle du XVIIe siècle était florissante et de plus en plus laïque, et étroitement liée à des mouvements similaires dans le Nord de l'Europe. Une forme d'organisation fut créée au sein du collège Gresham, grâce à la généreuse dotation accordée en 1579 par Sir Thomas Gresham, banquier extrêmement riche et agent royal du fisc. Le collège offrait un libre accès à l'enseignement supérieur en organisant des conférences quotidiennes sur différents sujets. Il obtint des résultats particulièrement remarquables avec les mathématiques appliquées et la recherche pratique dans le domaine des instruments de navigation et de la construction navale. Dans les années 1640 et 1650, il fut au cœur de débats intenses sur les nouveaux résultats des sciences expérimentales et il fut le précurseur de la Royal Society, fondée en 1662 dans ses locaux. Les principaux animateurs de la Society furent Christopher Wren (professeur d'astronomie à Gresham et à Oxford, et architecte chargé de reconstruire

les églises de Londres après le grand incendie) ; John Wilkins, mathématicien et directeur du collège de Wadham ; Robert Boyle, chimiste et anatomiste ; et William Petty, ancien professeur d'anatomie d'Oxford, créateur de l'économie politique, directeur du cadastre de l'Irlande, et inventeur d'un bateau à double carène (comme un catamaran), de moyens de transport terrestre plus rapides, de systèmes pour améliorer les services postaux, de pompes à eau et de procédés d'adoucissement de l'eau de mer. Dans ce siècle des Lumières, un grand nombre d'intellectuels brillants, comme Bacon, Hobbes, Locke ou Newton, s'intéressaient aux aspects pratiques de la politique publique (Newton fut gardien puis directeur de la Monnaie de 1695 jusqu'à sa mort). Leurs travaux eurent souvent un impact profond sur la technologie.

La monarchie de la restauration était soucieuse de promouvoir la recherche dans les travaux pratiques et théoriques sur la navigation. Elle créa l'Observatoire royal et le poste d'astronome royal. Edmund Halley, mathématicien et astronome, débuta sa carrière si féconde à l'âge de 20 ans, en jetant les fondements de l'astronomie stellaire dans l'hémisphère Sud, après deux ans d'observation à Sainte–Hélène ; il la termina comme astronome royal. En 1693, il rédigea une note fondamentale sur les mathématiques de l'espérance de vie, qui s'appuyait sur les données de mortalité fournies par Leibniz pour la ville de Breslau. Son travail posait les bases scientifiques de l'assurance–vie.

Ces recherches scientifiques avaient leur pendant aux Pays–Bas et, dans une large mesure, en France, mais elles offraient un contraste frappant avec la situation espagnole, où la bigoterie religieuse et l'inquisition inhibaient la curiosité intellectuelle. En Italie aussi, la contre–réforme harcela Galilée et pesa sur la créativité d'un pays qui s'était montré si brillant dans les siècles précédents.

Sur le plan des engagements outre–mer et de la politique étrangère, il y eut d'importants changements entre les années 1550 et 1700. L'idée d'une conquête européenne fut abandonnée, et les avantages stratégiques de l'insularité furent intelligemment exploités. Sous le règne d'Elizabeth, la flotte marchande fut grandement développée et les forces navales prirent de l'ampleur, ce qui permit au pays de repousser une tentative d'invasion espagnole ; en 1700, la marine avait acquis un véritable pouvoir offensif. Gregory King estimait en 1697 que la flotte marchande comptait plus de 2 000 vaisseaux d'une jauge de 323 000 tonneaux et que la marine disposait de 189 bâtiments d'une jauge de 120 000 tonneaux[32], ce qui était largement supérieur à tout ce que pouvaient aligner les autres pays à l'époque (sauf les Pays–Bas ; tableau 2–15).

Les forces terrestres restaient relativement modestes (tableau 2–18b). Entre 1688 et 1815, la Grande–Bretagne prit part à un grand nombre de guerres contre les pays du continent, mais ce sont ses alliés qui supportèrent l'essentiel du poids des combats sur terre. Cette division des charges fut assurée par une diplomatie opportuniste et des subventions, ainsi que par les conflits constants qui opposaient les grands pays du continent pour des raisons dynastiques, territoriales ou religieuses.

Entre le XVIe et le XIXe siècles, la politique commerciale fut profondément marquée par les théories mercantilistes. En Angleterre et dans l'Europe continentale, il allait de soi que la concurrence internationale relevait de la politique du chacun pour soi. Cela s'explique en grande partie par le fait que les progrès économiques avant le XIXe siècle se fondaient sur ce qui paraît être, rétrospectivement, des progrès techniques très lents, avec des taux d'investissement intérieurs faibles au regard des normes actuelles. Selon les estimations de Gregory King, le taux d'investissement britannique en 1688 était inférieur à 7 pour cent du PIB. On pensait alors que les solutions les plus prometteuses pour accroître les revenus résidaient dans une spécialisation et une division du travail plus poussées, comme l'avaient fait les Hollandais, ou dans l'exploitation des nouvelles possibilités qu'offraient les Amériques, le commerce des esclaves d'Afrique et les importations d'épices, de textiles et de porcelaine d'Asie. Compte tenu du niveau de revenu que les Hollandais et les Britanniques avaient atteint, ils disposaient des ressources nécessaires pour financer leurs opérations outre–mer et ils possédaient le savoir–faire commercial pour utiliser ces ressources au mieux. Les techniques de navigation et de transport maritime permettaient aux entreprises de rester rentables même quand le voyage de retour durait au moins deux ans (pour l'Asie de l'Est).

Tableau 2–23. **Composition des échanges britanniques par origine et destination, 1710–1996**
(en pourcentage de la valeur courante totale)

	Europe	*Asie*	*Afrique*	*Amérique du Nord*	*Antilles britanniques*	*Autres pays d'Amérique*	*Australie & Nouvelle–Zélande*
				Importations			
1710[a]	63.6	6.9	0.4	7.3	21.7	0.1	0.0
1774	46.1	11.4	0.4	12.5	29.3	0.3	0.0
1820	26.8	24.6	0.5	14.6	26.0	7.5	0.0
1913	40.7[b]	15.7	3.0	22.6	0.8[c]	9.6	7.6
1950	27.8[b]	17.2	11.0	15.9	5.1[c]	8.6	14.4
1996	61.7	18.8	2.2	14.1	0.3[c]	1.7	1.2
				Exportations et réexportations			
1710[a]	87.6	2.1	1.2	5.1	3.4	0.6	0.0
1774	58.5	3.9	6.0	21.5	10.0	0.1	0.0
1820	61.8	7.1	1.1	11.7	9.0	9.3	0.0
1913	37.4[b]	22.7	6.4	13.5	1.0[c]	8.7	10.3
1950	28.8[b]	18.9	13.2	14.4	1.7[c]	7.2	15.8
1996	63.3	16.8	3.0	13.3	0.3[c]	1.5	1.8

a) Angleterre et pays de Galles ; b) Afrique du Nord comprise ; c) toutes les Antilles.

Sources : 1710–1820 : Mitchell et Deane (1962, pp. 309–11) et 1913 : pp. 317–23. 1950 : Mitchell et Jones (1971, pp. 136–39). 1996 : *Annuaire des statistiques commerciales internationales des Nations unies* (1996, p. 1065). Selon les estimations de Mitchell et Deane (1962, pp. 2679–84), il apparaît que les réexportations représentaient 58 pour cent des exportations domestiques (soit 37 pour cent du total des exportations) dans les années 1720 et 1770. Ce chiffre est à rapprocher des 53 pour cent et 220 pour cent atteints par les Pays–Bas dans ces deux périodes (tableau 2–19). En 1913, les réexportations britanniques représentaient 20.8 pour cent des exportations du pays et, en 1950, 3.9 pour cent. En 1710, les fils de laine cardée et peignée et les lainages entraient pour 78 pour cent dans les exportations du pays ; en 1774, 49 pour cent ; en 1820, 12 pour cent ; et en 1913, 6 pour cent. Les fils de coton et les cotonnades représentaient 2 pour cent des exportations britanniques en 1774 ; 62 pour cent en 1820 ; 24 pour cent en 1913 ; et 11 pour cent in 1938.

Un autre attrait de ce commerce tenait au fait qu'il portait sur de nouveaux produits. Au XVIe siècle, le sucre était pratiquement inconnu comme produit de consommation populaire ; en 1700, la consommation atteignait 2.6 kilos par habitant en Angleterre et au pays de Galles. Pour le tabac, la consommation passa de zéro à environ 1 kilo. Le thé et le café faisaient leur apparition[33]. Les textiles de coton imprimés et peints des Indes avaient profondément modifié les goûts et la mode. La porcelaine et la céramique de Chine eurent un impact similaire sur les ustensiles domestiques. L'élasticité de la demande pour ces nouveaux biens de consommation était élevée, et cette catégorie de produits représentait une très forte proportion de la consommation privée. Selon les estimations de Gregory King, en 1688, les dépenses consacrées à l'alimentation, aux boissons et aux textiles en Angleterre et au pays de Galles représentaient 58.5 pour cent du PIB (contre 16 pour cent environ à la fin des années 1990).

La période fut marquée par la fréquence croissante des guerres entre des pays décidés à tirer le maximum des possibilités qu'offraient les pays d'outre–mer. A partir de 1652, il y eut trois conflits anglo–néerlandais en 25 ans. Ils se soldèrent par une réduction substantielle des possibilités de commerce des Pays–Bas dans les Amériques et en Afrique. La flotte marchande britannique s'agrandit sensiblement avec la capture des navires hollandais, et en particulier des « fluyts », conçus pour permettre une production en série bon marché et réduire les coûts de fonctionnement (ils n'avaient besoin que d'un équipage restreint), mais qui n'étaient pas armés[34].

La politique commerciale renforçait l'objectif de ces guerres commerciales. A partir de 1651, une série de lois sur la navigation furent adoptées ; elles furent finalement abrogées en 1849. Elles interdisaient aux navires étrangers de faire du commerce avec les colonies britanniques et obligeaient ces colonies à faire transiter leurs exportations par les ports britanniques ; cela contribua à développer des courants d'échanges, qui impliquaient l'importation de grandes quantités de marchandises coloniales à des fins de réexportation. Les échanges néerlandais et français suivaient le même schéma (voir tableau 2–19 et les notes du tableau 2–23). Le tableau 2–23 montre clairement la recomposition géographique des échanges britanniques, qui se dessinait déjà au XVIIe siècle.

La marche britannique vers l'hégémonie, 1700–1820

Entre 1700 et 1820, il y eut une accélération notable de la croissance démographique en Grande–Bretagne, la population augmentant à un rythme plus de deux fois plus rapide qu'au XVIIe siècle, qui avait été marqué par les pertes liées à la guerre civile et à la peste. Cette progression était supérieure à celle de tous les autres pays européens et le taux d'urbanisation augmenta de façon sensible dans toutes les régions du royaume. Dans ce domaine aussi, le contraste avec les autres pays d'Europe est frappant (tableau B–14).

Le revenu par habitant augmenta un peu plus rapidement qu'au XVIIe siècle, et plus de deux fois plus vite que la moyenne européenne. Aux Pays–Bas, en revanche, la situation était désastreuse. La croissance de la population ralentit brutalement et le PIB par habitant chuta. En 1700, le PIB britannique (Irlande non comprise) était deux fois plus élevé que celui des Pays–Bas ; en 1820, il était sept fois plus élevé.

La structure de l'économie britannique fut sensiblement modifiée : la part de la population active employée dans l'agriculture diminua de façon substantielle, alors qu'elle augmentait fortement dans l'industrie et les services (tableau 2–24). Aux Pays–Bas, la période fut marquée par la désindustrialisation, la désurbanisation et une progression de la part du secteur agricole dans l'emploi.

Les possibilités d'investissement nationales et outre–mer diminuant, l'épargne des Pays–Bas se dirigea de plus en plus vers l'investissement à l'étranger, finançant pour une grande partie la dette publique britannique. C'est ainsi que la croissance britannique fut stimulée par l'argent des Pays–Bas (Maddison, 1991*a*, pp. 34–35 et pp. 45–46).

Entre 1720 et 1820, les exportations britanniques progressèrent au rythme annuel de 2 pour cent en volume, alors que celles des Pays–Bas se contractaient de 0.2 pour cent par an (Maddison, 1982, p. 247). En 1700, la Grande–Bretagne représentait un peu plus du cinquième de la capacité des transports maritimes mondiaux, et les Hollandais, un peu plus du quart. En 1820, la part des Britanniques dépassait les 40 pour cent, et celle des Hollandais s'établissait à un peu plus de 2 pour cent (tableaux 2–15 et 2–25a).

C'est pendant cette période que le Royaume–Uni acquit une position commerciale hégémonique grâce à une stratégie adroite de concurrence agressive. Le déclin hollandais fut imputable en bonne partie à la politique commerciale de l'Angleterre et de la France, et aux conséquences désastreuses de la guerre qui dura de 1795 à 1815.

Entre 1700 et 1820, la Grande–Bretagne prit part à une série de guerres importantes contre différents pouvoirs européens (en 1700–13, 1739–48, 1756–63, 1793–1815), ainsi qu'à la guerre d'indépendance américaine (1776–83), où elle affronta seule ses colonies et leurs alliés européens (France, Pays–Bas et Espagne). La participation britannique à ces conflits était liée dans une large mesure à la poursuite de sa politique de suprématie commerciale dans le monde. Elle tira des avantages substantiels des traités de paix de 1713 et 1763. Ce dernier traité chassait les Français du Canada et affaiblissait la position de l'Espagne dans les Antilles et en Floride. La guerre de 1776–83 se solda par une défaite cuisante, qui signa la perte des 13 colonies britanniques en Amérique du Nord.

Tableau 2–24. **Structure de l'emploi aux Pays–Bas, au Royaume–Uni et aux États–Unis, 1700–1998**
(en pourcentage du nombre total d'emplois)

		Pays–Bas	*Royaume–Uni*	*États–Unis*
1700	Agriculture	40	56	n.d.
	Industrie	33	22	n.d.
	Services	27	22	n.d.
1820	Agriculture	43 [a]	37	70
	Industrie	26 [a]	33	15
	Services	31 [a]	30	15
1890	Agriculture	36 [b]	16	38
	Industrie	32 [b]	43	24
	Services	32 [b]	41	38
1998	Agriculture	3	2	3
	Industrie	22	26	23
	Services	75	72	74

a) 1807 ; b) 1889.

Sources : 1700 : Maddison (1991a), p. 32 ; Royaume–Uni et États–Unis 1820–90 : Maddison (1995a, p. 253) ; Pays–Bas 1807 et 1889 : Smits, Horlings et van Zanden (2000, p. 19) ; 1998 : OCDE, *Statistiques de la main–d'œuvre 1978–1998*. L'agriculture inclut la sylviculture et la pêche ; l'industrie inclut les mines, le entreprises manufacturières, l'électricité, le gaz, l'eau et les travaux publics ; les services sont un poste résiduel qui englobe toutes les autres activités, privées et publiques (dont l'armée).

Tableau 2–25a. **Charge utile de la marine marchande britannique et de la marine marchande du reste du monde, 1470–1913**
(milliers de tonneaux)

	Royaume–Uni			*Monde*		
	Marine à voile	*Marine à vapeur*	*Charge utile totale en équivalent marine à voile*	*Marine à voile*	*Marine à vapeur*	*Charge utile totale en équivalent marine à voile*
1470	n.d.	0	n.d.	320	0	320
1570	51	0	51	730	0	730
1670	260	0	260	1 450	0	1 450
1780	1 000	0	1 000	3 950	0	3 950
1820	2 436	3	2 448	5 800	20	5 880
1850	3 397	168	4 069	11 400	800	14 600
1900	2 096	7 208	30 928	6 500	22 400	96 100
1913	843	11 273	45 935	4 200	41 700	171 000

Sources : Royaume–Uni 1470–1780 : tableau 2–15 ; 1820–1913 : Mitchell et Deane (1962, pp. 217–19). Monde 1470–1780 : tableau 2–15 avec des ajustements à la hausse pour les années 1470, 1570 et 1670 afin de tenir compte de la couverture incomplète des flottes européennes. Le coefficient d'ajustement est de 1,85 pour 1470, de 1,34 pour 1570, et de 1,07 pour 1670. J'ai aussi ajouté 100 000 tonneaux à titre d'estimation approximative pour les navires des pays d'Asie pendant la période 1470–1780. 1800–1913 : Maddison (1989a, p. 145). Le coefficient d'équivalence, 1 vapeur/4 voiles, tiré de Day (1921, p. 290), tient compte de la plus grande rapidité et de la plus grande régularité des navires à vapeur.

Tableau 2–25b. **Taux de croissance de la charge utile de la flotte marchande britannique et de la flotte marchande du reste du monde et du PIB, 1570–1913**
(taux de croissance annuel moyen pondéré)

	Marine marchande britannique	*PIB britannique*	*Marine marchande mondiale*	*PIB mondial*
1570–1820	1.56	0.79	0.84	0.33
1820–1913	3.20	2.13	3.69	1.47

Sources : Charge utile : tableau 2–25a ; PIB : tableaux B–13 et B–18.

Les guerres révolutionnaires et les guerres napoléoniennes furent beaucoup moins coûteuses en termes réels pour la Grande–Bretagne que pour la France, les Pays–Bas, l'Espagne et d'autres pays continentaux. Les campagnes napoléoniennes s'étendirent jusqu'à Moscou et l'Égypte et de l'Allemagne du Nord à l'Espagne. Du côté français, plus de 500 000 soldats périrent, et au moins autant dans les autres armées. Les troupes françaises étaient essentiellement financées par les impôts levés ou le cantonnement des soldats dans les territoires occupés. Des régions entières furent dévastées en Allemagne, en Russie et en Espagne (voir Kennedy, 1987, pp. 115–39 pour les coûts de la guerre). La guerre conduisit aussi à l'imposition de blocus commerciaux qui retardèrent le développement industriel du continent (comme le montre Crouzet, 1964).

Les intérêts commerciaux et coloniaux des pouvoirs continentaux dans les pays d'outre–mer pâtirent énormément de ces conflits. Les Hollandais perdirent tous leurs territoires asiatiques sauf l'Indonésie, ainsi que leur base en Afrique du Sud. Les Français ne conservèrent qu'une présence symbolique en Asie, et perdirent Saint–Domingue, leur principale possession aux Antilles. Peu après la guerre, le Brésil se libéra de la tutelle du Portugal. L'Espagne perdit son énorme empire colonial latino–américain, ne conservant que Cuba, Porto Rico et les Philippines.

La Grande–Bretagne s'empara des territoires que les Français et les Hollandais laissaient en Asie et en Afrique, étendit sa mainmise sur l'Inde et établit une présence commerciale privilégiée en Amérique latine.

En 1750, l'Empire britannique comptait environ 1.5 millions d'habitants aux Amériques (tableau 2–28) et à peu près 2.4 millions en Irlande et dans ses bases de Calcutta, Madras et Bombay. En 1820, la Grande–Bretagne avait perdu ses 13 colonies nord–américaines, mais elle avait établi sa souveraineté sur des territoires indiens dont la population s'élevait à près de 100 millions.

Entre 1700 et 1820, la croissance britannique fut renforcée par la poursuite de sa politique du chacun pour soi, mais d'autres facteurs vinrent conforter son avance. Contrairement aux pays du continent, le développement interne de la Grande–Bretagne ne fut pas affecté par des conflits armés (comme cela avait été le cas au XVIIe siècle). La création d'un réseau de routes à péage et de canaux, et le développement du cabotage facilitèrent grandement l'intégration des marchés intérieurs, ce qui permit une spécialisation et une division du travail plus efficientes entre les différentes régions du pays. La santé des finances publiques et le développement du secteur bancaire améliorèrent encore l'efficacité de l'allocation des ressources.

A partir des années 1760, l'industrie des textiles de coton connut un essor spectaculaire. La demande de vêtements et de tissus d'ameublement de coton avait été alimentée par un siècle et demi d'importations des Indes. Une vague d'innovations techniques élargit considérablement les possibilités de développement et de rentabilité des entreprises locales. Le coton se prêtait bien mieux aux manipulations mécaniques que la laine, et la mécanisation eut un impact énorme sur la productivité de la main–d'œuvre, avec des niveaux d'investissement modestes. La mule–jenny de Hargreaves (1764–67) permit de multiplier par 16 la productivité de la filature à trame lâche. Le métier à filer d'Arkwright (1768), qui utilisait l'énergie hydraulique, permettait de produire un fil de chaîne solide. La mule de Crompton (1779) pouvait produire à la fois du fil de chaîne et du fil de trame. Le métier électrique de Cartwright (1787) étendit les gains de productivité au tissage. Enfin, en 1793, l'Américain Eli Whitney inventa l'égreneuse de coton, qui permit de réduire de façon substantielle le coût du coton brut importé d'Amérique. Entre 1774 et 1820, les importations de coton brut furent multipliées par plus de 20. L'emploi dans les textiles de coton passa d'un niveau négligeable dans les années 1770 à plus de 6 pour cent de la population active en 1820. Les filés de coton et les cotonnades passèrent de 2 pour cent des exportations britanniques en 1774 à 62 pour cent en 1820 (bien que le prix de ces exportations ait fortement diminué). Pendant la même période, la part des articles en laine dans les exportations tombait de 49 à 12 pour cent (voir les notes du tableau 2–23).

En Europe aussi, la production de textiles de coton augmenta et les nouvelles techniques se répandirent. Mais en 1820, la consommation en France de textiles de coton par habitant n'atteignait que le quart environ de celle du Royaume–Uni.

Le XVIIIe siècle fut marqué par des progrès importants dans les techniques de navigation, grâce au soutien apporté par le gouvernement aux travaux des astronomes royaux et au prix de 20 000 livres offert pour la mise au point d'un chronomètre de navire suffisamment robuste et précis pour déterminer la longitude en mer. La première série des *Naval Almanacs* (guides pratiques pour les navigateurs) fut publiée en 1767 et en 1773, John Harrison reçut pour son chronomètre le dernier versement du prix. Armé d'une réplique du chronomètre de Harrison et de toute une panoplie d'instruments mis au point au XVIIIe siècle, le capitaine James Cook put explorer avec succès (et sans aucune perte de son équipage du fait du scorbut) les côtes de l'Australie et de la Nouvelle–Zélande et en établir les cartes.

Accélération des progrès techniques et de la croissance du revenu réel, 1820–1913

Entre 1820 et 1913, le revenu par habitant progressa plus rapidement qu'il ne l'avait jamais fait auparavant — trois fois plus vite que pendant la période 1700–1820. C'était une nouvelle ère pour la Grande–Bretagne et le reste de l'Europe occidentale. Cette amélioration des revenus était essentiellement liée à l'accélération des progrès techniques ainsi qu'à l'accroissement rapide du stock de capital physique et à l'amélioration du niveau d'instruction et de formation de la main–d'œuvre. Les progrès de la division internationale du travail se traduisirent par une plus grande efficience de l'allocation des ressources, et les exportations anglaises progressèrent au rythme de 3.9 pour cent par an (presque deux fois plus rapidement que la croissance du PIB). L'absence de conflits armés d'envergure favorisa les progrès économiques. Cette situation offrait un contraste frappant avec la période 1688–1815, marquée par six guerres importantes — représentant au total 63 années de conflits — qui entravèrent lourdement le développement économique.

La Grande–Bretagne étendit encore son empire territorial entre 1820 et 1913. A partir des années 1870, elle fit d'importantes acquisitions en Afrique, avec l'Égypte, le Ghana, le Kenya, le Nigeria, la Rhodésie, le Soudan, le Transvaal, l'État libre d'Orange et l'Ouganda. En Asie, elle prit possession d'Aden et de territoires gouvernés par des cheikhs autour de l'Arabie, de la Birmanie, des États malais, de Hong Kong et de certaines îles du Pacifique. L'Empire britannique imposa aussi sa domination sur la totalité de l'Inde. Ses territoires en Afrique comptaient quelque 52 millions d'habitants en 1913, ceux d'Asie environ 330 millions, ceux des Antilles à peu près 1.6 million, et ceux d'Australie, du Canada, d'Irlande et de Nouvelle–Zélande approximativement 18 millions. L'empire représentait 412 millions d'habitants — soit une population dix fois plus importante que celle de la Grande–Bretagne elle–même. Le noyau dur de l'Empire était l'Inde, qui abritait les trois quarts de sa population. Les impôts levés dans ce pays finançaient une importante armée sous commandement britannique, qui pouvait être déployée pour servir les objectifs de la couronne ailleurs en Asie, au Moyen–Orient et éventuellement en Europe. La sécurité de l'empire était garantie par la suprématie navale de la Grande–Bretagne ainsi que par un réseau de bases militaires et navales à Gibraltar, à Malte, à Chypre, en Égypte, sur le canal de Suez, à Aden et à Hong Kong.

Le XIXe siècle fut marqué par d'importants changements dans la politique commerciale britannique. En 1846, les droits de douane protectionnistes appliqués aux importations agricoles furent supprimés, et les lois sur la navigation furent abolies en 1849. En 1860, toutes les restrictions commerciales et tarifaires avaient été levées unilatéralement. La politique des Pays–Bas était similaire à celle des Britanniques. En 1860, le traité Cobden–Chevalier sanctionna un accord de libéralisation réciproque des échanges avec la France. Les Français signèrent des traités similaires avec la Belgique, l'Italie, l'Espagne et la Suisse. Ces traités prévoyaient une clause de la nation la plus favorisée, ce qui signifiait que la libéralisation bilatérale s'appliquait également à tous les pays. Les pays de l'Europe continentale revinrent ultérieurement sur ces mesures de libéralisation, mais le Royaume–Uni maintint sa politique de libre–échange jusqu'en 1931.

Le libre–échange fut adopté en Inde et dans d'autres colonies britanniques, de même que dans l'empire officieux de la Grande–Bretagne : la Chine, la Perse, la Thaïlande et la Turquie n'étaient pas des colonies mais elles étaient tenues, par des traités qui limitaient leur souveraineté dans les affaires commerciales et accordaient des droits extraterritoriaux aux étrangers, de maintenir leurs droits de douane à un faible niveau. En Chine, la Grande–Bretagne prit le contrôle de l'administration douanière afin d'être mieux à même de contrôler que ce pays assurerait le service de sa dette.

Si l'Empire britannique était régi par le libre–échangisme depuis le milieu du XIXe siècle, le colonialisme favorisait les exportations britanniques. Dans les pays d'Asie et d'Afrique, les transports maritimes, les services bancaires et les services d'assurance bénéficiaient d'un monopole de fait. Les colonies n'étaient plus dirigées par des compagnies de commerce monopolistiques, mais par une administration impériale efficace qui ignorait la corruption. Mais cette administration était celle des Blancs, qui vivaient dans leurs propres quartiers et fréquentaient les clubs britanniques, de sorte qu'il y avait une discrimination automatique en faveur des marchandises britanniques, et une discrimination patente pour la passation des marchés publics.

La politique commerciale de la Grande–Bretagne et le fait qu'elle était disposée à importer une grande partie des produits nécessaires pour satisfaire ses besoins alimentaires eurent des effets positifs importants sur l'économie mondiale. Ces deux éléments ont renforcé l'impact des progrès techniques et contribué à leur diffusion. C'est dans les pays d'immigration occidentale, qui avaient de riches ressources naturelles à exploiter, que cet impact fut le plus fort, mais il s'est également fait sentir en Inde, qui était le parent à la fois le plus important et le plus pauvre de l'Empire.

L'accélération des progrès techniques qui a caractérisé l'économie mondiale à partir du début du XIXe siècle est souvent qualifiée de « révolution industrielle », mais le terme « industriel » implique un impact sectoriel étroit de l'innovation, ce qui n'était pas le cas. L'accélération des progrès techniques toucha un large éventail d'activités économiques, et les améliorations apportées à l'organisation des activités contribuèrent aussi à stimuler la croissance.

Les innovations les plus importantes pour la diffusion de la croissance à l'échelle du monde furent les progrès réalisés dans les transports et les communications. Le premier navire à vapeur apparut au Royaume–Uni en 1812 et, dans les années 1860, pratiquement tous les bateaux utilisaient le charbon comme source d'énergie. En 1913, moins de 2 pour cent des navires britanniques étaient équipés de voiles. La puissance des moteurs des navires et leur rendement énergétique ne cessèrent d'augmenter au cours du siècle. Les bateaux de fer et d'acier devinrent bien plus grands, plus rapides et plus fiables que les navires en bois. A partir des années 1880, il y eut des lignes transatlantiques régulières qui permettaient de relier Liverpool à New York en dix jours. L'ouverture du canal de Suez en 1869 réduisit de 41 pour cent la distance entre Londres et Bombay, de 35 pour cent entre Londres et Madras, de 32 pour cent entre Londres et Calcutta et de 26 pour cent entre Londres et Hong Kong. Elle permit aussi de réduire les coûts de carburant des navires à vapeur, mais elle pénalisa de fait lourdement les bateaux à voiles, car il n'y avait pas de vent dans le canal.

Le transport des voyageurs étant devenu fiable et bon marché, un énorme courant d'émigration européenne se développa, vers les États–Unis, le Canada, l'Australie, la Nouvelle–Zélande, l'Argentine et le Brésil. Entre 1820 et 1913, les sorties nettes du Royaume–Uni atteignirent environ 12 millions (dont une moitié d'Irlandais). Les flux d'émigration du reste de l'Europe concernèrent quelque 14 millions de personnes. Les sorties nettes des Indes dépassèrent 5 millions — à peu près 4.5 millions partirent pour la Birmanie, la Malaisie et le Sri Lanka, environ 330 000 personnes partirent pour l'Afrique et 330 000 pour les Antilles (Davis, 1951, pp. 99–101). Les flux d'émigration de la Chine vers d'autres pays d'Asie étaient plus importants que ceux de l'Inde (Purcell, 1965).

Les mouvements migratoires des pays d'Europe occidentale vers l'Amérique du Nord, l'Amérique latine et l'Australie permirent à ces pays d'accélérer le rythme d'exploitation de leurs immenses ressources naturelles et d'accroître le revenu de ceux qui avaient migré. Les envois de fonds des émigrants aidèrent les pays d'émigration. La migration accéléra la croissance du revenu par habitant en Irlande et en

Italie, en réduisant la main–d'œuvre excédentaire dans les régions rurales appauvries (O'Rourke et Williamson, 1999, p. 155). La migration des Indiens et des Chinois vers les économies « exutoires » de l'Asie du Sud–Est (Birmanie, Malaisie, Sri Lanka, Thaïlande et Vietnam) eut un impact similaire.

L'accélération des progrès techniques dans les transports maritimes et la navigation était le prolongement d'un processus qui avait commencé au XIIIe siècle[35]. Dans les années 1860, les clippers américains pouvaient concurrencer les navires à vapeur pour ce qui est de la vitesse. Les progrès à long terme dans les transports terrestres avaient été modestes et le passage du transport des marchandises en chariots tirés par des chevaux au fret ferroviaire constitua un bond en avant spectaculaire. Les transports ferroviaires firent d'abord leur apparition dans le Nord de l'Angleterre en 1826 ; en 1913, il y avait près d'un million de kilomètres de voies ferrées en service dans le monde. Près de la moitié de ce réseau se trouvait aux États–Unis et dans les pays d'immigration européenne ; 30 pour cent se trouvaient en Europe mais en 1913, l'Inde comme l'Argentine avaient un réseau ferré plus important que celui du Royaume–Uni. Ces investissements massifs et coûteux dans les chemins de fer permirent de mettre de nouvelles terres en valeur, d'augmenter la taille effective des marchés, d'accroître les possibilités de migration interne et d'urbanisation. Ils modifièrent l'économie de la localisation des activités industrielles et accrurent grandement les possibilités de spécialisation internationale (O'Rourke et Williamson, 1999, pp. 41–54 pour une analyse détaillée de la diminution du coût des transports et de ses conséquences). Dans le domaine des chemins de fer comme dans celui de la construction navale, la Grande–Bretagne joua un rôle de premier plan en diffusant et en finançant la nouvelle technologie.

Avec l'invention de la réfrigération mécanique, il devint possible de transporter la viande, les produits laitiers et les fruits sur de longues distances par voie ferrée et par mer. Les wagons frigorifiques furent introduits aux États–Unis dans les années 1870. En 1879, les premières expéditions de viande congelée en provenance d'Australie arrivaient en Angleterre ; en 1882, c'était au tour de la Nouvelle–Zélande de lancer l'opération. La première usine de congélation fut créée à Buenos Aires en 1882 pour les expéditions de viande destinées à l'Angleterre.

En 1840, la Grande–Bretagne créa un service postal moderne, qui utilisait un système standardisé de correspondance pour les lettres et les paquets dans tout le territoire du pays et qui exploitait les nouvelles possibilités des chemins de fer pour assurer des livraisons plus rapides qu'avec les diligences. Mais l'introduction du télégraphe dans les années 1850 eut un effet encore plus important sur les communications entre hommes d'affaires et entre gouvernements ; en 1870, le Royaume–Uni avait des contacts directs avec l'Inde et l'Amérique du Nord. Cette innovation facilita grandement l'intégration des marchés financiers internationaux, puisque l'accès à l'information devenait plus ou moins instantané. En 1913, le rôle du télégraphe avait été renforcé par l'invention du téléphone et les premiers balbutiements des communications radio.

Les innovations dans le domaine des communications jouèrent un rôle majeur en permettant d'établir des liaisons entre les marchés financiers nationaux et en facilitant les mouvements internationaux de capitaux. Le Royaume–Uni jouait déjà un rôle important dans la finance internationale grâce à la solidité de son système de crédit public et de son système monétaire, à la taille de son marché des capitaux et de la dette publique, et au maintien de l'étalon or, institué en 1821 pour stabiliser son taux de change. L'existence de l'empire avait permis d'instaurer un système de droits de propriété qui paraissait être aussi sûrement protégé que les droits dont jouissaient les détenteurs de titres britanniques. La Grande–Bretagne était un pays riche, proche des frontières de la technologie, de sorte que ses rentiers s'intéressaient aux possibilités d'investissement à l'étranger, même lorsque la marge supplémentaire de profit était modeste.

A partir des années 1870, il y eut des sorties massives de capitaux britanniques destinés à financer des investissements outre–mer. Le Royaume–Uni orienta la moitié de son épargne vers les pays étrangers. Les investissements français, allemands et hollandais étaient également substantiels. En 1913, les avoirs britanniques à l'étranger représentaient une fois et demie son PIB et, compte tenu des revenus qu'ils procuraient, le revenu national était supérieur de plus de 9 pour cent au PIB du pays. Le tableau 2–26a montre l'origine et la destination de ces capitaux étrangers en 1914. Ces apports de capitaux contribuèrent

Tableau 2–26a. **Valeur nominale brute du capital investi à l'étranger en 1914**
(en millions de dollars aux taux de change courants)

	Europe	*Pays d'immigration européenne*	*Amérique latine*	*Asie*	*Afrique*	*Total*
Royaume–Uni	1 129	8 254	3 682	2 873	2 373	18 311
France	5 250	386	1 158	830	1 023	8 647
Allemagne	2 979	1 000	905	238	476	5 598
Autres pays	3 377	632	996	1 913	779	7 700
États–Unis	709	900	1 649	246	13	3 514
Total	13 444	11 173	8 390	6 100	4 664	43 770

Source : Maddison (1995a, p. 63). Les « autres pays » incluent la Belgique, les Pays–Bas, le Portugal, la Russie, la Suède, la Suisse et le Japon.

Table 2–26b. **Valeur nominale brute du capital investi à l'étranger en 1938**
(en millions de dollars aux taux de change courants)

	Europe	*Pays d'immigration européenne*	*Amérique latine*	*Asie*	*Afrique*	*Total* [a]
Royaume–Uni	1 139	6 562	3 888	3 169	1 848	17 335
France	1 035	582	292	906	1 044	3 859
Allemagne	274	130	132	140	–	676
Pays–Bas	1 643	1 016	145	1 998	16	4 818
Autres pays[b]	1 803	1 143	820	101	646	4 579
États–Unis	2 386	4 454	3 496	997	158	11 491
Japon	53	48	1	1 128	–	1 230
Total	8 331	13 935	8 774	8 439	3 712	43 988

a) y compris les investissements non classés par région, dont 729 millions de dollars pour le Royaume–Uni ; b) comprennent 19 pays européens.
Sources : Royaume–Uni : Banque d'Angleterre, *United Kingdom Overseas Investments 1938 to 1948,* Londres, 1950, p. 14 ; tous les autres pays : C. Lewis, *The United States and Foreign Investment Problems,* Brookings, Washington, 1948, pp. 292 et 294.

Tableau 2–27. **Valeur nominale brute des investissements étrangers en capital, neuf principaux pays bénéficiaires, 1913**

	Total (millions de dollars aux taux de change courants)	***Par habitant*** (dollars)
Chine	1 600	3.7
Inde	2 100	6.9
Indonésie	600	12.0
Argentine	3 136	409.8
Brésil	1 932	81.7
Mexique	1 700	113.6
Australie	1 800	373.4
Canada	3 850	490.3
Afrique du Sud	1 650	268.2

Source : Stock de capital étranger (investissements de portefeuille et investissements directs) : Maddison (1989a, p. 45). Population : annexe A.

de façon importante à la croissance de l'Australie, du Canada, de la Nouvelle–Zélande, de l'Argentine, du Sud du Brésil, de l'Uruguay, de la Russie et de l'Afrique du Sud, mais leur impact par habitant fut moins marqué en Asie (tableau 2–27). La plus grande partie de ces investissements prenaient la forme d'obligations, et beaucoup concernaient les chemins de fer.

Entre 1870 et 1913, le PIB par habitant augmenta de 1.3 pour cent par an contre 0.5 pour cent pendant la période 1820–70 et 0.07 pour cent pendant la période 1700–1820. Cette progression était attribuable à l'accélération des progrès techniques et aux forces de diffusion libérées par l'ordre économique libéral, dont le Royaume–Uni était le principal architecte. Ce n'était pas un processus d'égalisation mondiale (voir le tableau 3–1b pour le creusement des disparités de revenu entre les régions), mais toutes les régions du monde enregistrèrent une augmentation significative de leur revenu. En 1913, le niveau de revenu de l'Australie et des États–Unis avait dépassé celui du Royaume–Uni. Le taux de croissance du Royaume–Uni était plus rapide que celui de la plupart des pays d'Europe occidentale et orientale, de l'Irlande, des pays d'immigration européenne, de l'Amérique latine et du Japon. En Inde, dans les autres pays d'Asie (sauf la Chine) et en Afrique, les progrès furent beaucoup plus modestes, mais le revenu par habitant augmenta de plus d'un quart entre 1870 et 1913.

Entre 1870 et 1913, les échanges augmentèrent, à l'échelle mondiale, à un rythme plus rapide que le revenu. Il en alla de même dans pratiquement tous les pays (tableaux 3–2a et F–4).

Dans tous ces domaines, la situation marquait un progrès énorme par rapport au XVIIIe siècle, lorsque les cargaisons d'esclaves dépassaient en importance le flux des migrants, que les mouvements de capitaux et les transferts de technologie étaient d'ampleur restreinte et que la politique commerciale était régie par la loi du chacun pour soi.

Keynes (1919, pp. 9–10) donne un point de vue révélateur du style de vie patricien et des possibilités qui s'offraient à des personnes telles que lui en Grande–Bretagne à la fin de l'ère libérale :

« Un Londonien, sirotant son thé dans son lit, pouvait commander par téléphone divers produits dans le monde entier et dans la quantité souhaitée, et compter sur une livraison rapide à domicile ; il pouvait au même moment et par le même moyen risquer sa richesse dans des ressources naturelles ou une nouvelle entreprise dans n'importe quelle partie du monde. Il pouvait, si tel était son désir, trouver sur le champ un moyen de transport confortable et bon marché pour n'importe quel pays sous n'importe quelle latitude, sans avoir à fournir de passeport ni se soumettre à une quelconque formalité ; il pouvait envoyer son serviteur à la banque voisine pour y chercher la quantité de métal précieux voulue et se rendre ensuite à l'étranger dans des endroits inconnus et dont il ne connaissait ni la religion, ni la langue, ni les coutumes, emportant avec lui une fortune en pièces de monnaie, et il aurait été profondément marri et fort surpris à la moindre perturbation — Il regardait cet état de choses comme normal, assuré et permanent. »

Les guerres, la dépression et la fin de l'empire, 1913–50

Ce fut une période complexe et sombre, profondément marquée par le choc de deux guerres mondiales entrecoupées d'une dépression[36]. L'ordre économique libéral vola en éclats. Les échanges mondiaux en 1950 étaient bien plus modestes en termes de revenu mondial qu'ils ne l'avaient été en 1913. La migration internationale n'était qu'une fraction de ce qu'elle avait été au XIXe siècle. La plupart des avoirs étrangers de l'Europe occidentale furent vendus, saisis ou détruits. Les empires d'outre–mer disparurent ou étaient dans un état avancé de désintégration.

En dépit de ces chocs désastreux et d'un changement radical de la politique économique et de ses instruments, l'impact des événements sur la croissance économique mondiale fut plus faible qu'on aurait pu le penser, parce que le rythme des progrès technologiques au XXe siècle fut nettement plus rapide qu'il ne l'avait été au XIXe siècle.

Le développement du parc automobile conforta la révolution antérieure des transports. Le nombre de voitures particulières en Europe occidentale passa d'environ 300 000 en 1913 à près de 6 millions en 1950, et de 1.1 à 40 millions aux États–Unis (Maddison, 1995*a*). Il y eut une transformation parallèle dans les transports de marchandises par route et, en remplaçant les chevaux de trait, les tracteurs eurent un impact important sur l'agriculture. L'aviation eut surtout des conséquences importantes, avant 1950, sur les techniques de guerre, mais le rôle économique qu'elle jouait en réduisant les distances était déjà évident.

Le développement de l'électricité pour produire de la chaleur, de la lumière et de l'énergie eut aussi diverses conséquences fondamentales : « l'électricité a libéré la machine et l'outil des liens qui les fixaient dans un lieu donné ; elle a rendu l'énergie omniprésente et l'a mise à la portée de tout un chacun » (Landes, 1966, p. 509). L'électricité permit de créer de nouveaux types d'usines pour assembler et produire en série des automobiles et quantité de produits ménagers — machines à coudre, réfrigérateurs, lave–linge, aspirateurs, radios et appareils photos. Elle favorisa le développement d'un nouveau type populaire de loisirs cinématographiques.

Dans le secteur de la chimie, il y eut aussi d'importants progrès qui permirent de fabriquer de nouveaux matériaux synthétiques, des engrais, des produits pharmaceutiques, dont les retombées furent importantes pour l'économie et pour la médecine.

Les États–Unis jouèrent un rôle de premier plan dans le développement de ces technologies du XXe siècle. Ils étaient devenus le premier pays du monde en termes de productivité et de revenu par habitant. La force agissante dans le domaine de l'innovation n'était plus ce qu'elle était au XIXe siècle ; l'inventeur isolé avait perdu de son importance au profit de la recherche scientifique appliquée, domaine où les États–Unis furent des pionniers. L'innovation se trouvait institutionnalisée d'une façon qui ne s'était jamais produite au Royaume–Uni. En 1913, le secteur manufacturier des États–Unis comptait quelque 370 unités de recherche employant 3 500 personnes ; en 1946, il disposait de 2 300 unités employant 118 000 personnes. En 1946, les entreprises manufacturières employaient quatre scientifiques pour 1 000 salariés, soit cinq fois le ratio du Royaume–Uni. La recherche financée par les budgets publics a joué aux États–Unis un rôle bien plus important dans l'agriculture et les mines qu'au Royaume–Uni, et les liens entre les entreprises et les universités étaient bien plus étroits (Mowery et Rosenberg, 1989).

Les États–Unis inventèrent de nouvelles formes de gestion professionnelle des entreprises, qui donnaient aux grandes entreprises un rôle stratégique dans la normalisation et l'élargissement des marchés. Les entreprises à unités multiples coordonnaient la publicité, le conditionnement des produits, les transports, les ventes et la commercialisation. Elles investissaient des fonds importants dans une vaste gamme de nouvelles industries, étalant ainsi leurs risques et augmentant la productivité.

Il n'est pas facile de fournir une estimation globale du rythme des innovations ou de l'accélération des progrès techniques, mais on peut en avoir une idée approximative en examinant l'augmentation de la productivité totale des facteurs (réaction de la production aux apports combinés du travail et du capital) dans le pays qui a le niveau de productivité le plus élevé. En 1913, c'étaient les États–Unis, et non la Grande–Bretagne, qui opéraient au plus près de la frontière technologique. Entre 1913 et 1950, la productivité totale des facteurs a augmenté de 1.6 pour cent par an aux États–Unis, soit plus de quatre fois plus vite qu'au Royaume–Uni entre 1870 et 1913. C'était la première phase d'une formidable expansion technologique qui dura 60 ans. La productivité totale des facteurs s'accéléra aussi au Royaume–Uni pendant la période 1913–50, mais à un rythme moindre qu'aux États–Unis (Maddison 1995*a*). La période fut également marquée par une accélération des gains de productivité de la main–d'œuvre dans les pays d'Europe occidentale (tableau E–8).

L'importance de cette accélération pour le potentiel de croissance fut masquée par le comportement des États–Unis entre les deux guerres ainsi que par la nature de leur politique économique. Dans les années 1930, leur grande dépression avait engendré une puissante onde de choc déflationniste qui s'était transmise à l'économie mondiale, onde de choc renforcée par la décision

des États–Unis de relever leurs droits de douane et de rapatrier leurs fonds investis à l'étranger. En Europe, le potentiel offert par les gains de productivité fut effacé par les deux guerres mondiales, qui entraînèrent une diversion massive des ressources pour la destruction mutuelle des parties en conflit.

Pendant la Première Guerre mondiale, les troupes britanniques perdirent près de 750 000 hommes au combat et 7.8 millions de tonneaux de jauge sombrèrent (essentiellement lors d'attaques sous–marines). Mais ces pertes étaient proportionnellement bien moins importantes que celles que subirent la France, l'Allemagne et la Russie. La valeur nominale des avoirs étrangers de la Grande–Bretagne à la fin de la guerre était plus ou moins identique à celle de 1914, alors que les avoirs allemands étaient confisqués au titre des réparations et que les deux tiers des avoirs français avaient été engloutis par l'inflation et l'incapacité de la Russie à rembourser ses dettes. La Grande–Bretagne agrandit son empire d'outre–mer en acquérant les anciennes colonies allemandes du Tanganyika et de la Namibie, et en s'emparant des anciennes possessions turques au Moyen–Orient (l'Irak, la Jordanie et la Palestine), mais une grande partie de l'Irlande devint une république indépendante.

Dans les années 1920, la croissance britannique fut entravée par l'adoption de politiques fortement déflationnistes visant à peser sur les salaires et à maintenir une monnaie surévaluée à sa parité d'avant–guerre. L'objectif des autorités britanniques était de permettre à Londres de retrouver le rôle que la ville jouait avant–guerre en tant que place financière internationale, et de servir les intérêts des rentiers qui détenaient des obligations libellées en sterling. Cela eut pour résultats un chômage élevé et une perte de compétitivité sur les marchés d'exportation. Dans les années 1920, la Grande–Bretagne était la lanterne rouge de l'Europe occidentale, tant pour ce qui est de la croissance du PIB que des exportations.

La dépression des années 1930 se solda par une dévaluation de la livre sterling, une forte baisse des taux d'intérêt, l'abandon du libre–échange et la création d'un réseau de préférences impériales. Ces politiques permirent d'atténuer l'impact de la dépression mondiale sur l'économie britannique. Les taux d'intérêt élevés des années 1920 avaient pesé sur l'investissement dans le logement ; leur baisse eut des effets positifs sur ce secteur. L'effondrement du système bancaire qui affecta les États–Unis, l'Allemagne et l'Autriche n'eut pas d'équivalent en Grande–Bretagne. Les exportations dans les pays de l'empire furent stimulées par la dévaluation et les préférences tarifaires impériales. De ce fait, le Royaume–Uni eut moins à souffrir des retombées de la dépression mondiale que les autres pays d'Europe occidentale, à l'exception du Danemark.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, la Grande–Bretagne fut plus près de la défaite que lors de la Première, parce que l'Allemagne, grâce à la rapidité de son *blitzkrieg*, fit main basse sur toute l'Europe occidentale. La victoire finale fut acquise grâce à la mobilisation intensive des ressources nationales, à la vente des avoirs étrangers, au soutien financier, matériel et militaire des États–Unis, du Canada, de l'Inde et de l'Australasie, et à la résistance opposée à l'armée allemande par la Russie sur le front oriental.

La guerre modifia l'économie de l'empire. Les Japonais conquirent rapidement les colonies britanniques en Asie de l'Est, qui ne purent être défendues comme il le fallait. Compte tenu de la vigueur du mouvement nationaliste indien, il devint politiquement indispensable de financer les dépenses militaires en Inde par recours à l'emprunt et non par l'imposition des populations locales. C'est ainsi que l'Inde put liquider 1.2 milliard de dollars de dettes contractées avant la guerre et accumuler des balances sterling d'une valeur supérieure à 5 milliards de dollars. Le coût de l'entretien de l'empire dépassait désormais largement les avantages qu'il procurait, et l'accélération des progrès techniques avait renforcé l'attrait des investissements sur le territoire national.

La Grande–Bretagne se retira de l'Inde en 1947, et du Sri Lanka et de la Birmanie en 1948. Le retrait des colonies africaines suivit quelques années plus tard, lorsque les États–Unis exigèrent en 1956 le départ des forces britanniques d'Égypte. L'ordre impérial britannique avait vécu, comme les empires de la Belgique, de la France, des Pays–Bas et du Japon. A l'Ouest, les États–Unis apparaissaient comme l'unique puissance hégémonique pouvant faire concurrence au bloc soviétique dans les prises d'influence sur les pays nouvellement indépendants d'Afrique et d'Asie. La politique économique et

commerciale des États–Unis à l'étranger était très différente de celle qu'ils avaient poursuivie avant guerre. Ils déployèrent d'importants efforts pour diffuser la technologie, promouvoir les sorties de capitaux et la libéralisation des échanges mondiaux. Cette nouvelle orientation était déjà manifeste en 1948, dans le plan Marshall pour la reconstruction de l'Europe.

X
Les conséquences de l'expansion britannique aux Amériques, en Afrique et en Asie

En tant que principale île au large de l'Europe, la Grande–Bretagne s'est toujours beaucoup impliquée outre–mer. Jusqu'au XIe siècle, elle fut la cible des conquêtes et des invasions barbares. Entre le XIIe et le XVe siècle, sous les dynasties normandes et angevines, elle a multiplié les tentatives pour acquérir des territoires en France.

Par la suite, elle a pris part à de nombreuses guerres en Europe, principalement contre l'Espagne, la France et les Pays–Bas, mais ses objectifs étaient d'ordre commercial ou diplomatique. Au milieu du XVIe siècle, l'idée d'une conquête européenne avait été abandonnée. La Grande–Bretagne développa des activités commerciales dans la Baltique et la Méditerranée, mais ses ambitions extérieures visaient essentiellement les Amériques et l'Asie. Jusqu'au XIXe siècle, le commerce des esclaves fut son seul grand domaine d'intérêt en Afrique.

Au XVIe siècle, les principales activités de l'Angleterre en dehors de l'Europe étaient la piraterie et les voyages de reconnaissance en vue d'étudier les possibilités de créer un empire colonial. Le coup le plus hardi fut le soutien royal apporté à l'expédition de Drake (1577–80) qui, avec cinq navires et 116 hommes, contourna le détroit de Magellan, saisit et pilla les navires espagnols chargés de trésors au large des côtes chiliennes et péruviennes, établit des contacts utiles dans les îles aux épices des Moluques, à Java, au Cap de Bonne–Espérance et en Guinée lors du retour.

La piraterie et le soutien apporté par la Grande–Bretagne à la république des Pays–Bas déclenchèrent une guerre contre l'Espagne en 1585, qui devait durer 20 ans. A cette époque, la puissance maritime de l'Angleterre et sa maîtrise de la mer étaient suffisantes pour vaincre l'armada espagnole, une force d'invasion de 130 navires, qui avait pris la mer à Cadix pour rejoindre une flotte de péniches de débarquement aux Pays–Bas espagnols. La victoire des Anglais à Gravelines empêcha le rendez–vous et contraint la flotte espagnole à rentrer au port en doublant le Nord–Ouest de l'Écosse. L'Espagne perdit plus de la moitié de ses navires et il était clair que la Grande–Bretagne avait acquis la puissance navale nécessaire pour soutenir des opérations majeures dans les Amériques et en Asie.

Étant donné la diversité des entreprises menées outre–mer et le fait qu'elles prirent une ampleur plus grande que les opérations des autres puissances européennes, notre étude est nécessairement sélective ; elle est présentée ci–après sous quatre rubriques :

a) la création de colonies sucrières aux Antilles et la participation qui en découlait au trafic des esclaves venus d'Afrique à partir des années 1620 ;

b) l'installation en Amérique du Nord, entre 1607 et 1713, de 13 colonies qui devaient devenir en 1776 les États–Unis ;

c) la création de la Compagnie des Indes orientales en 1600 et la conquête de l'empire des Indes après 1757 ;

d) l'ouverture par la force du commerce avec la Chine et l'établissement de l'impérialisme libre–échangiste, avec l'instauration du système des ports des traités.

a) Les Antilles et le trafic d'esclaves

Les Antilles furent les premières possessions espagnoles des Amériques, mais les Arawaks, indigènes d'Hispaniola (Haïti et la République dominicaine), furent rapidement exterminés par les maladies, et une grande partie des Caribes des Antilles furent décimés. L'Espagne préféra se tourner vers le Pérou et le Mexique lorsque ces pays commencèrent, au milieu du XVIe siècle, à produire de l'argent en grande quantité. Les Anglais occupèrent l'île inhabitée de la Barbade en 1627, y établirent des plantations de tabac avec une main–d'œuvre blanche engagée sous contrat. Les affréteurs hollandais de sucre brésilien promurent l'idée de développer la production de sucre dans les Antilles avec de la main–d'œuvre servile. Lorsque les entrepreneurs hollandais furent expulsés du Brésil, ils établirent des plantations de sucre à la Barbade. Comme l'île bénéficiait de bonnes précipitations et que les vents autorisaient de rapides passages en Europe, la Barbade devint la plus grande colonie productrice de sucre de la Grande–Bretagne jusqu'à ce que les Espagnols s'emparent de la Jamaïque en 1655. Avec l'aide des Hollandais également, les Français développèrent la production du sucre en Martinique et en Guadeloupe, et ils s'emparèrent ultérieurement d'un territoire bien plus important sur Saint–Domingue (Haïti). Chassés des colonies britanniques et françaises, les Hollandais allèrent créer une économie sucrière plus modeste au Surinam. L'Angleterre s'empara de quelques îles françaises (Saint–Vincent, la Grenade, Dominique et Tobago) en 1763, et chassa les Espagnols de la Trinité en 1727.

Hawkins fut le premier britannique à pratiquer la traite des Noirs, en 1562. La participation de l'Angleterre à ce commerce atteignit son apogée aux XVIIe et XVIIIe siècles, lorsqu'elle devint le premier expéditeur d'esclaves, amenant au total 2.5 millions d'Africains dans les Amériques (tableau 2–5). C'est dans les Antilles que le trafic prit le plus d'ampleur. Les Britanniques délimitèrent leur territoire en Sierra Leone et sur la côte Nord de la Guinée comme leur source d'approvisionnement. Les Français prenaient des esclaves essentiellement dans la région Sénégal–Gambie, et les Hollandais, sur la côte de l'Or. Pour leur commerce Afrique–Brésil, les Portugais s'approvisionnaient plus au Sud du continent, en Angola. La Compagnie royale d'Afrique conserva le monopole du commerce des esclaves de 1672 à 1698 mais, au XVIIIe siècle, « les individus qui organisaient un ou plusieurs voyages étaient devenus la norme dans la traite » (Klein, 1999, p. 80). Outre les marchands européens, les marchands de la Nouvelle–Angleterre, de la Virginie, des Antilles et du Brésil apportaient un soutien financier au commerce des esclaves. Les négriers finançaient généralement leurs achats avec des marchandises d'échange (textiles des Indes orientales, alcool, tabac, fer en barres, armes, bijoux, ou cauris des Maldives — qui servaient de monnaie en Afrique). « Dans l'immense majorité des cas, c'étaient les Africains qui avaient la haute main sur les esclaves jusqu'au moment où ils étaient vendus au capitaine — les négriers africains descendaient vers les côtes ou les rives des fleuves d'une façon relativement régulière et prévisible pour se rendre sur des marchés bien connus — les marchands européens passaient en général des mois sur la côte ou à remonter les cours d'eau pour réunir leur cargaison d'esclaves, par petits groupes à la fois. » (Klein, 1999, pp. 90–91).

Sur le continent africain, les esclaves étaient les captifs acquis comme tribut versé par les tribus vassales à la suite de conflits locaux, ou lorsqu'ils avaient été condamnés comme criminels, mais il y avait aussi des raids massifs et des rapts individuels. Klein (1999, p. 129) estime que 18 millions d'esclaves africains furent exportés entre 1500 et 1900, « 11 millions d'entre eux furent envoyés pour alimenter l'économie atlantique. Les autres furent envoyés dans l'océan Indien ou acheminés à travers le Sahara pour alimenter les marchés d'esclaves de l'Orient ».

La cargaison normale d'un navire tournait autour de 400 à 500 esclaves. Klein (1999, p. 139) estime à 12 pour cent la mortalité moyenne pour le passage en Amérique pendant la période 1590–1867, qu'il rapproche du taux de 10 pour cent dans les navires qui transportaient les bagnards pour un voyage plus lointain, vers l'Australie, en 1787–1800.

Tableau 2–28. **Population des colonies britanniques et des anciennes colonies aux Amériques, 1750 et 1830**
(en milliers)

	1750		*1830*	
	A. 19 îles des Antilles, pourvoyeuses d'esclaves et de sucre			
	Total	***Pourcentage d'esclaves***	***Total***	***Pourcentage d'esclaves***
1625 : Saint–Kitts	21.8	88.3	23.4	81.6
1627 : Barbade	63.4	78.9	102.2	80.3
1632 : Antigua	31.1	89.3	37.0	80.0
1655 : Jamaïque	127.9	90.1	378.1	84.4
1763 : Grenade	12.0	87.3	28.4	84.1
1797 : Trinité	0.3	42.4	42.1	54.1
1803 : Guyane britannique	8.0	91.0	100.6	88.1
12 Autres îles	66.0	79.4	132.1	75.6
Total (19)	371.2	85.3	843.7	81.2
	B. 13 colonies d'Amérique du Nord et États–Unis			
	Total	***Pourcentage de Noirs***	***Total***	***Pourcentage de Noirs***
1679 : New Hampshire	27.5	2.0	269	0.4
1620 : Massachusetts	188.0	2.2	610	1.1
1635 : Connecticut	111.3	2.7	298	2.7
1644 : Rhode Island	33.2	10.1	97	4.1
1664 : New York	76.7	14.4	1 919	2.3
1664 : New Jersey	71.4	7.5	321	6.5
1681 : Pennsylvanie	119.7	2.4	1 348	2.8
1704 : Delaware	28.7	5.2	77	24.7
1632 : Maryland	141.1	30.8	447	34.9
1607 : Virginie	231.0	43.9	1 221	42.6
1662 : Caroline du Nord	73.0	27.1	738	35.9
1662 : Caroline du Sud	64.0	60.4	581	55.6
1713 : Géorgie	5.2	19.2	517	42.6
Total (13)	1 170.8	20.2	8 443	19.2
Autres États			4 458	15.7
Total			12 901	18.1
		C. Canada		
			143	
1713 : Nouvelle–Écosse			612	
1759 : Bas et Haut Canada			83	
Autres régions			838	
Total Canada				

Sources : Volet A : Higman (1996), p. 302 ; date d'acquisition indiquée à gauche. Volet B : *Historical Statistics of the United States* (1975) partie l, pp. 14, 24–37 pour 1830, partie 2, p. 1168 pour 1750 ; date d'acquisition indiquée à gauche, la liste des pays allant du Nord au Sud. En 1830, il y avait 2.3 millions de Noirs, dont 2 millions d'esclaves (15.6 pour cent de la population des États–Unis). Volet C : Pebrer (1833), p. 386 ; les chiffres se réfèrent à 1829.

La durée moyenne d'une opération de traite pour aller d'Europe en Afrique, puis aux Antilles, et rentrer, était d'une vingtaine de mois, dont plusieurs mois pour assembler la cargaison en Afrique et deux mois pour le voyage aux Antilles. D'après les éléments d'appréciation concernant le Royaume–Uni et la France, le coût des marchandises d'échange était deux fois plus élevé que le coût du transport, de l'assurance et des salaires de l'équipage. Klein (1999, p. 125) estime qu'à la fin du XVIIIe siècle, ces marchandises représentaient moins de 5 pour cent du revenu de l'Afrique de l'Ouest. A son avis (p. 98), « les profits de la traite n'étaient pas extraordinaires au regard des normes européennes. Le taux moyen de 10 pour cent obtenu était considéré comme un très bon profit à l'époque, mais il n'était pas 'anormal' par rapport aux autres investissements possibles à ce moment–là ».

Le commerce des esclaves dans l'Atlantique eut un impact substantiel sur la population de l'Afrique. Entre 1700 et 1800, celle–ci passa de 61 à 70 millions d'habitants (tableau B–9a). Pendant la même période, les négriers livrèrent 6.1 millions d'esclaves aux Amériques. Si l'on retient une mortalité de 12 pour cent pendant le voyage, on arrive à une ponction totale d'environ 6.9 millions d'esclaves. En tenant compte des naissances « perdues », on peut raisonnablement penser que la population du continent aurait augmenté trois fois plus rapidement au XVIIIe siècle si la traite n'avait pas existé.

S'il n'y avait pas eu d'exportations d'esclaves aux Amériques, le développement économique des Antilles, de la Virginie, du Maryland et des Carolines aurait été bien plus modeste. La diminution des bénéfices rapatriés des colonies et l'absence de revenu provenant de la traite auraient ralenti la croissance britannique, et la consommation européenne de sucre aurait été bien plus faible. Les colonies de la Nouvelle–Angleterre en auraient pâti également, puisque leur prospérité reposait en partie sur les exportations de produits de base et les services de transports maritimes vers les Antilles.

Les Britanniques ont aboli le commerce des esclaves en 1807, et l'esclavage en 1833, offrant une indemnisation de 20 millions de livres aux propriétaires d'esclaves, mais rien aux esclaves. La France perdit sa principale colonie sucrière en Haïti, après la révolte des esclaves qui déboucha sur l'indépendance de l'île en 1804. Elle abolit la traite en 1817, et l'esclavage en 1848.

La décision britannique de supprimer la traite fut liée en bonne partie au succès des réformateurs humanitaires, qui convainquirent l'opinion publique de mettre fin à une forme d'exploitation honteuse. Le succès des mouvements d'indépendance en Amérique du Nord en 1783 et en Amérique latine dans les années 1820, la révolte réussie des esclaves en Haïti et la révolte des esclaves avortée en Jamaïque en 1831–32 persuadèrent le lobby des planteurs que leurs jours étaient comptés et qu'il était de leur intérêt d'accepter l'indemnisation.

Le Brésil continua à importer des esclaves jusque dans les années 1850, époque à laquelle le commerce fut stoppé par une intervention navale de la Grande–Bretagne. L'esclavage au Brésil fut maintenu jusqu'en 1888. L'Espagne a imposé des restrictions aux importations d'esclaves dans ses colonies jusqu'en 1789, mais le commerce fut ensuite ouvert à tous les négriers. Au XIXe siècle, elle fit un grand effort pour accroître la production de sucre à Cuba et à Porto Rico (les seules colonies qu'elle conservait dans les Amériques après que les autres aient acquis leur indépendance) ; l'esclavage fut aboli à Porto Rico en 1873 et à Cuba en 1880. En 1894, la production de sucre de Cuba s'élevait à 1.1 million de tonnes, celle des Antilles britanniques à 260 000 tonnes, celles des Antilles françaises à 79 000 tonnes, celle de Porto Rico à 49 000 tonnes et celle du Surinam à 8 000 tonnes (Williams, 1970, p. 378).

Pour remplacer les importations de main–d'œuvre africaine, des travailleurs sous contrat furent recrutés en Inde pour aller travailler en Guyane britannique. Entre 1838, date du premier transfert et 1914, 450 000 Indiens débarquèrent ainsi aux Antilles britanniques. Des Javanais furent transportés en grand nombre au Surinam, et Cuba importa 150 000 Chinois sur une base similaire dans la période 1849–75. Toutefois, la fin de l'esclavage eut pour effet d'accroître les coûts de l'industrie sucrière antillaise et d'affaiblir sa position concurrentielle. En 1787, les Antilles représentaient 90 pour cent de la production mondiale de sucre ; en 1894, leur part était tombée à 22 pour cent seulement (tableau 2–4). La production des Antilles fut diversifiée par le développement des cultures du café et

du coton, mais le principal résultat de l'abolition de l'esclavage fut la stagnation ou la baisse du revenu par habitant. Eisner (1961, pp. 119 et 153) montre que le revenu réel par habitant de la Jamaïque en 1930 n'atteignait que les trois quarts environ du niveau enregistré en 1830. Le tableau 2–23 illustre la chute spectaculaire des échanges britanniques avec les Antilles après 1820.

b) Les 13 colonies nord–américaines

La situation de l'Amérique du Nord était très différente de celle des Antilles. Dans les cinq colonies qui utilisaient le plus la main–d'œuvre servile (le Maryland, la Virginie, les deux Carolines et la Géorgie), les esclaves représentaient environ 40 pour cent de la population en 1750, contre 85 pour cent dans les colonies des Antilles. Les Blancs (serviteurs engagés sous contrat et autres) représentaient une part non négligeable de la population active. Dans l'agriculture de plantation, les principales cultures étaient le tabac, le riz et l'indigo, qui exigeaient un travail moins dur que la culture du sucre, et dans un climat plus sain qu'aux Antilles. L'espérance de vie et les possibilités de croissance naturelle de la population noire étaient plus grandes qu'aux Antilles. L'augmentation de la population active dépendait moins du trafic d'esclaves.

Dans les colonies du Nord, qui représentaient 56 pour cent de la population coloniale en 1750, les esclaves représentaient moins de 5 pour cent des habitants. Une forte proportion de la population active était employée dans l'agriculture, où les superficies disponibles par habitant étaient beaucoup plus importantes qu'au Royaume–Uni. En 1807, la taille moyenne de l'exploitation familiale en Nouvelle–Angleterre, dans les États du milieu de l'Atlantique et en Pennsylvanie dépassait largement les 40 hectares (Lebergott, 1984, p. 17). La plupart des colonies du Nord avaient été créées par des protestants de diverses obédiences, qui accordaient beaucoup d'importance à l'instruction. Il y avait huit universités dans le Nord (Harvard, fondée en 1636, Yale en 1701, l'université de Pennsylvanie en 1740, Princeton en 1746, Columbia en 1754, Brown en 1764, Rutgers en 1766, Dartmouth en 1769), mais seulement une dans le Sud (William and Mary, 1693), et aucune aux Antilles. Le niveau d'instruction dans les colonies du Nord était supérieur à celui du Royaume–Uni. Le revenu par habitant était à peu près le même qu'au Royaume–Uni, mais mieux réparti.

Certes, la législation britannique sur la navigation contraignit les colonies à diriger vers l'Europe leurs exportations les plus importantes et à faire transiter par le Royaume–Uni les produits qu'elles importaient d'Europe, mais elle fournit aussi un accès privilégié aux marchés de l'empire, qui étaient particulièrement importants pour les exportations de services de transports maritimes et de bateaux. A la veille de la guerre d'indépendance, la marine marchande des colonies dépassait les 450 000 tonneaux, et la totalité de ses bâtiments (barques côtières, goélettes des Antilles, bateaux de pêche et baleiniers, navires de commerce avec l'Angleterre) sortait des chantiers navals de la Nouvelle–Angleterre, qui avaient un accès facile au bois d'œuvre bon marché, au goudron à calfater et au brai (tableau 2–15).

De plus, au cours du XVIIIe siècle, les chantiers navals américains avaient peu à peu pris une part croissante à la construction de la flotte marchande britannique. En 1774, 30 pour cent de cette flotte étaient de construction américaine (Davis, 1962, pp. 66–68).

Les colonies nord–américaines se caractérisaient par l'importance de la population urbaine à Boston, New York et Philadelphie. Elles possédaient une élite très informée politiquement, au courant des idées et des idéaux du siècle français des Lumières. Leur désir de rompre les liens coloniaux fut renforcé en 1763, après la guerre de Sept ans, à l'issue de laquelle les Britanniques mirent fin à la domination française au Canada et aux prétentions françaises sur les territoires situés à l'Ouest des 13 colonies. Jusque là, l'alternative consistait à choisir entre la tutelle britannique et la tutelle française. A partir de cette date, l'indépendance devenait une troisième voie possible.

Une caractéristique frappante des États–Unis après l'indépendance est le dynamisme bien plus grand de leur économie par rapport au Mexique voisin, qui resta colonie espagnole jusqu'en 1825. Il est donc utile de comparer les influences institutionnelles, sociétales et politiques transmises par l'Espagne et le Royaume–Uni.

Le retard du Mexique sur les ex–colonies britanniques de l'Amérique du Nord s'explique probablement par les raisons suivantes :

a) la colonie espagnole a fait l'objet de ponctions bien plus importantes de ressources de la part de la métropole. Tout d'abord, une portion appréciable du revenu intérieur du pays est allée dans les poches des Espagnols de la péninsule qui ne restèrent pas dans la colonie, mais emportèrent leur épargne en Espagne. Deuxièmement, le Mexique devait payer à la métropole un tribut officiel d'environ 2.7 pour cent du PIB (Maddison, 1995*b*, pp. 316–17).

b) le régime colonial britannique imposait des restrictions mercantilistes sur les échanges extérieurs, mais elles étaient bien plus légères que dans la Nouvelle–Espagne. Thomas (1965) estime que les restrictions commerciales britanniques représentaient en 1770 un coût net d'environ 42 cents par habitant dans les colonies américaines (à peu près 0.6 pour cent du PIB).

c) la population des colonies britanniques était plus instruite, elle jouissait d'une plus grande liberté intellectuelle et d'une meilleure mobilité sociale. L'enseignement dispensé était laïc, et l'accent était mis sur les compétences pratiques et l'ingéniosité yankee, dont Benjamin Franklin fut le prototype. En 1776, les 13 colonies britanniques disposaient de neuf universités pour 2.5 millions d'habitants. La Nouvelle–Espagne, qui comptait 5 millions d'habitants, n'avait que deux universités, à Mexico et à Guadalajara, dont les programmes étaient axés sur la théologie et le droit. Pendant toute la période coloniale, l'inquisition maintint une stricte censure et supprima la pensée hétérodoxe.

d) dans la Nouvelle–Espagne, les meilleures terres étaient accaparées par les propriétaires des haciendas. En Amérique du Nord, la population blanche pouvait bien plus facilement accéder à la terre et, en Nouvelle–Angleterre, les exploitations familiales étaient la norme. Les difficultés d'accès à la terre dans les colonies espagnoles furent reconnues comme une entrave à la croissance économique par Adam Smith et le Vice–roi de la Nouvelle–Espagne. Rosenzweig (1963) cite ce dernier (Revillagigedo) en ces termes : « La mauvaise répartition des terres est un obstacle majeur au développement de l'agriculture et du commerce, en particulier en raison des problèmes liés à l'absentéisme ou à la négligence des propriétaires. Nous avons ici des sujets de sa majesté qui possèdent des centaines d'hectares — suffisamment pour constituer un petit royaume — mais qui ne produisent pas grand chose qui vaille ».

e) au sommet de l'échelle sociale de la Nouvelle–Espagne, il y avait une classe d'aristocrates privilégiés, menant grand train. Les différences de statut social — une aristocratie héréditaire, des groupes privilégiés d'ecclésiastiques et de militaires bénéficiant de privilèges fiscaux et d'immunités — expliquent pourquoi l'esprit d'initiative était bien moins vigoureux que dans les colonies britanniques. L'élite de la Nouvelle–Espagne était à la recherche d'avantages personnels, et avait une faible propension à investir de façon productive.

f) dans l'administration de la Nouvelle–Espagne, le pouvoir était extrêmement centralisé alors que, dans l'Amérique du Nord britannique, il y avait 13 colonies distinctes et le pouvoir politique était fragmenté, de sorte que les particuliers disposaient d'une liberté bien plus grande dans la poursuite de leurs intérêts économiques.

g) la vigueur de la croissance démographique, dopée par les arrivées massives d'immigrants, était un autre avantage de l'Amérique du Nord. La population fut multipliée par dix entre 1700 et 1820, alors qu'elle augmentait de moins de la moitié au Mexique. L'entreprise économique est bien plus dynamique lorsque le marché se développe aussi rapidement.

c) L'Inde

Les relations de la Grande–Bretagne avec l'Inde se nouèrent en 1600 avec la création d'une compagnie de commerce de type monopolistique (la Compagnie des Indes orientales — EIC). Pendant les 150 premières années de son existence, elle opéra autour de la côte indienne, à partir de bases établies à Calcutta, Madras et Bombay. Au milieu du XVIIIe siècle, les principales exportations étaient les textiles et la soie grège des Indes, et le thé de Chine. Les achats de produits indiens étaient financés pour l'essentiel par les exportations de lingots d'or, et les achats de produits chinois, par des exportations d'opium et de coton brut du Bengale (voir tableau 2–20 et, précédemment, l'analyse de la rivalité entre les compagnies de commerce britannique, hollandaise et française).

Jusqu'au XVIIIe siècle, les Britanniques entretinrent en général des relations pacifiques avec l'empire mongol, dont l'autorité et la puissance militaire étaient trop solidement établies pour être contestées. Après la mort d'Aurangzeb en 1707, le pouvoir mongol se désintégra. L'empereur devint un suzerain de façade et les gouverneurs provinciaux devinrent les souverains de fait en tant que nababs des États issus de l'empire[37].

Étant donné la taille de l'Inde, qui était plus peuplée que l'Europe, et sa complexité raciale, linguistique et religieuse, il n'est pas surprenant qu'elle se soit désintégrée. Au sommet de sa puissance, sous Akbar, l'empire mongol pratiquait la tolérance religieuse. C'est l'une des raisons pour lesquelles il réussit à se tailler un vaste domaine, mieux que les sultanats musulmans de Delhi qui l'avaient précédé. Aurangzeb abandonna la politique de tolérance religieuse, détruisit les temples hindous, réimposa la jizya (impôt de capitation sur les non–musulmans) et confisqua certains des États princiers non musulmans lorsque les titres tombaient en désuétude. Sa mort fut suivie d'une série de guerres pour le partage des dépouilles de l'empire. En Inde occidentale, les Mahrattes créèrent un État hindou indépendant, et établirent leur capitale à Poona. Le Nizam–ul–Mulk, haut fonctionnaire mongol qui prévoyait l'effondrement de l'empire, se déclara souverain autonome de l'Hyderabad en 1724. En 1739, l'empereur perse Nadir Shah envahit l'Inde, massacra la population de Delhi et emporta un tel butin (y compris le trône du paon du Shah Jehan et le diamant Koh–i Nor) qu'il put dispenser les Perses du paiement de l'impôt pendant trois ans. Il annexa aussi le Pendjab et établit un royaume indépendant à Lahore. Plus tard, le Pendjab fut capturé par les Sikhs. Dans d'autres régions, comme le Bengale, le Mysore et l'Ouhd, dont l'appartenance à l'empire était de pure forme, le pouvoir de l'empereur mongol s'affaiblit et ses revenus diminuèrent. Les conflits internes permanents affaiblirent grandement l'économie et le commerce du pays.

C'est à cause de ces conflits politiques et religieux internes que l'EIC put mettre la main sur l'Inde. Elle exploita adroitement les divergences en concluant des alliances temporaires et en éliminant les potentats locaux les uns à la suite des autres. La plupart de ses troupes étaient constituées de recrues locales, disciplinées et payées régulièrement. Elles conquirent la province mongole du Bengale en 1757, s'emparèrent des provinces de Madras et de Bombay en 1803, et chassèrent les Sikhs du Pendjab en 1848. Elles réussirent aussi à déloger du pays leurs rivaux commerciaux européens — les Français et les Hollandais. Le gouvernement britannique n'établit une autorité directe sur l'Inde qu'après la mutinerie de 1857, date à laquelle la Compagnie des Indes orientales fut dissoute.

Après sa victoire militaire à Plassey en 1757, l'EIC instaura un double système au Bengale dans le cadre duquel elle détenait le pouvoir, le nabab n'étant qu'une marionnette. Les principaux objectifs de la Compagnie étaient d'enrichir ses dirigeants et de financer les produits qu'elle exportait avec les recettes fiscales prélevées sur la province au lieu d'expédier des lingots d'or en Inde. L'extension des conquêtes territoriales de l'EIC l'amena à délaisser les opérations commerciales pour assumer un rôle d'administration. La Compagnie perdit son monopole commercial en Inde en 1813, et en Chine en 1833. La politique de la Compagnie fut soumise au contrôle du Parlement en 1773, et le nabab fut remplacé par un gouverneur général (Warren Hastings), qui fut directement chargé de l'administration du pays, mais avec des responsables indiens. Hastings fut remercié en 1782 et, à partir de 1785, Cornwallis jeta les bases sur lesquelles l'Inde coloniale allait être gouvernée.

Tous les postes de haut niveau étaient réservés aux Britanniques, et les Indiens en étaient exclus. L'administration civile qui fut mise en place était bien plus efficace et moins coûteuse que celle des Mongols. A partir de 1806, la Compagnie organisa la formation de ses jeunes recrues au Haileybury College, près de Londres ; à partir de 1833, les candidats furent sélectionnés par concours ; après 1853, la sélection se fit entièrement au mérite. En 1829, le système fut renforcé par la création, dans toute l'Inde britannique, de districts suffisamment petits pour être administrés par un seul fonctionnaire britannique, qui exerçait un pouvoir autocratique en tant que percepteur des impôts, juge et chef de la police.

Il y avait une forte dose de radicalisme « à la Bentham » dans l'administration de l'EIC. James Mill, John Stuart Mill et Macaulay furent des responsables influents de la Compagnie, et Malthus était professeur d'économie au Haileybury College. Bentham lui–même fut consulté sur la réforme des institutions indiennes, et les Utilitaristes utilisèrent l'Inde comme laboratoire d'expériences et d'idées (comme le concours d'entrée dans la fonction publique) qu'ils auraient voulu faire appliquer en Angleterre. Après la révolte indienne en 1857, lorsque le gouvernement britannique prit le contrôle direct de l'Inde, ces méthodes occidentalisantes radicales furent abandonnées, la politique devint plus conservatrice et il n'y eut pas d'autres tentatives pour étendre l'administration directe sur les provinces gouvernées par des princes indiens assistés de conseillers britanniques[38].

L'empire britannique fonctionnait avec un nombre remarquablement restreint d'agents. En 1805, il n'y avait que 31 000 Anglais en Inde (dont 22 000 dans l'armée, et 2 000 dans l'administration civile). En 1931, ils étaient 168 000 (60 000 dans l'armée et la police, 4 000 dans l'administration civile et 60 000 dans le secteur privé). Leur effectif ne dépassa jamais 0.05 pour cent de la population — strate nettement plus mince que celle que représentait l'administration musulmane.

Les changements apportés par les Britanniques au système d'administration eurent d'importantes répercussions socio–économiques (voir les encadrés 2–1 et 2–2, qui mettent en parallèle la structure sociale indienne à l'apogée de l'empire mongol et à la fin de la souveraineté britannique). Les Britanniques prirent en mains le système fiscal mongol, dont l'impôt foncier représentait 15 pour cent du revenu national ; à la fin de la période coloniale, le produit de cet impôt ne représentait que 1 pour cent du revenu national, la pression fiscale s'établissant à 6 pour cent. La baisse des impôts et les changements connexes apportés dans les droits de propriété profitèrent surtout aux *zamindars*, caste privilégiée de l'économie villageoise, qui devinrent des propriétaires fonciers et des prêteurs d'argent. L'aristocratie prodigue des seigneurs mongols de la guerre fut éliminée et remplacée par une petite élite occidentalisée qui absorbait une part moins importante du revenu national. Jusque dans les années 1920, la nouvelle élite fut presque entièrement britannique, et ses habitudes de consommation étaient elles aussi britanniques. De ce fait, la demande de produits de luxe de l'artisanat indien traditionnel chuta. Les importations en franchise des textiles de coton britanniques au XIXe siècle vinrent encore aggraver la situation de la principale industrie indienne.

Pendant le premier siècle de la domination britannique, les changements intervenus dans la structure de la société et le remplacement des anciennes méthodes de gouvernement contribuèrent à accentuer la baisse du revenu par habitant, qui avait commencé au début du XVIIIe siècle avec la désintégration de l'État mongol. Entre 1857 et l'indépendance en 1947, le revenu par habitant progressa lentement et la croissance démographique s'accéléra. Le tableau 2–27 donne une comparaison approximative de l'évolution du niveau des revenus et de la population en Inde et en Grande–Bretagne entre 1600 et la fin de la domination coloniale, en 1947.

Le tableau 2–21 donne une idée approximative de l'importance de la « ponction » de ressources opérée par le Royaume–Uni sur l'Inde du fait de son administration étrangère. Entre 1868 et les années 1930, cette ponction représentait approximativement entre 0.9 et 1.3 pour cent du revenu national indien. Cela représente un transfert d'environ un cinquième de l'épargne nette du pays, qu'il aurait pu sinon utiliser pour importer des biens d'équipement. La ponction britannique fut l'un des grands sujets de récrimination des nationalistes indiens à partir de la fin du XIXe siècle. Le fait que la consommation du personnel britannique en Inde représentait 5 pour cent du revenu national indien

Encadré 2–1. **Structure sociale de l'empire mongol**

Pourcentage de la population active		***Pourcentage du revenu national après impôts***
18	*ÉCONOMIE NON VILLAGEOISE*	52
1	L'empereur et sa cour Mansabdars Jagirdars Princes locaux Zamindars désignés Zamindars héréditaires	15
17	Marchands et banquiers Professions traditionnelles Petits commerçants & chefs d'entreprise Soldats & petits fonctionnaires Artisans urbains & travailleurs du bâtiment Serviteurs Balayeurs Éboueurs	37
72	*ÉCONOMIE VILLAGEOISE*	45
	Castes dominantes Cultivateurs et ouvriers ruraux artisans Ouvriers agricoles sans terres Serviteurs Balayeurs Éboueurs	
10	*ÉCONOMIE TRIBALE*	3

Source : Maddison (1971), p. 33.

Encadré 2–2. **Structure sociale à la fin de la domination britannique**

Pourcentage de la population active		***Pourcentage du revenu national après impôts***
18	*ÉCONOMIE NON VILLAGEOISE*	44
0.05	Fonctionnaires et militaires britanniques Capitalistes, propriétaires de plantations, négociants, banquiers et gestionnaires britanniques	5
0.95	Princes locaux	3
	Grands zamindars et jagirdars	3
	Capitalistes, négociants et gestionnaires indiens	3
	La nouvelle classe de cadres indiens	3
17	Petits commerçants, petits chefs d'entreprises, métiers traditionnels, employés de bureau et travailleurs manuels de l'administration, soldats, employés des chemins de fer, ouvriers, artisans urbains, serviteurs, balayeurs et éboueurs	37
75	*ÉCONOMIE VILLAGEOISE*	54
9	Rentiers, prêteurs d'argent ruraux, petits zamindars, locataires principaux	20
20	Propriétaires actifs, locataires protégés	18
29	Locataires sans contrat, métayers, artisans et serviteurs	12
17	Ouvriers agricoles sans terre, éboueurs	4
7	*ÉCONOMIE TRIBALE*	2

Source : Maddison (1971), p. 69.

Tableau 2–29. **Population des territoires britanniques d'Asie, d'Afrique, d'Australie et d'Europe en 1830**

	Population *(milliers)*	***Superficie*** *(kilomètres carrés)*
a) Asie		
Présidence du Bengale	69 710	220 312
Présidence de Fort St. George (Madras)	13 509	141 924
Présidence de Bombay	6 252	59 438
Districts du Dekkan	11 000[a]	91 200
Total des territoires soumis par l'EIC	100 578	512 874
Régions sous « protection » de l'EIC	40 000[a]	614 610
Ceylan	933	
Maurice	101	
Singapour, Malacca, Penang	107	
b) Afrique		
Cap de Bonne–Espérance	129	
Sierra Leone	15	
Sénégal, Gorée et Fernando Po	10	
c) Australie *(population blanche)*	70[b]	
d) Europe		
Gibraltar	17	
Malte	120	

a) estimations approximatives de Pebrer ; b) 1839.

Sources : Inde : Pebrer (1833), (1833, pp. 454 et 465). Les forces armées de l'EIC comprenaient 223 461 hommes dont 36 606 Européens ; Ceylan et Maurice : Pebrer (1833, p. 410) ; Singapour etc. : Pebrer (1833, p. 454). Ceylan fut pris aux Hollandais en 1795, Malacca, en 1825 ; Maurice fut pris à la France en 1795. La population servile de Maurice comptait 79 000 âmes, celle de Ceylan 20 000. Afrique : Pebrer (1833, p. 418). Le Cap fut pris aux Hollandais en 1806 ; en 1830, la ville comptait 36 000 esclaves. Australie 1839 : Vamplew (1987, p. 44). Gibraltar et Malte : Pebrer (1833, p. 374).

Tableau 2–30. **Performance macro–économique comparative de l'Inde et du Royaume–Uni, 1600–1947**

	1600	***1700***	***1757***	***1857***	***1947***
			PIB par habitant (dollars internationaux de 1990)		
Inde	550	550	540	520	618
Royaume–Uni	974	1 250	1 424	2 717	6 361
			Population (milliers)		
Inde	135 000	165 000	185 000	227 000	414 000
Royaume–Uni	6 170	8 565	13 180	28 187	49 519
			PIB (millions de dollars internationaux de 1990)		
Inde	74 250	90 750	99 900	118 040	255 852
Royaume–Uni	6 007	10 709	18 768	76 584	314 969

Sources : Annexe B et Maddison (1995a).

était encore plus important de leur point de vue. L'élite indienne aurait profité de l'essentiel de ces ressources si les Britanniques avaient quitté l'Inde 50 ans plus tôt, et une élite indienne modernisatrice aurait fort bien pu adopter des politiques plus propices au développement du pays. Toutefois, si les Britanniques (ou leurs rivaux français) n'avaient pas gouverné l'Inde depuis le milieu du XVIIIe siècle jusqu'à la fin du XIXe siècle, il est peu probable qu'une élite modernisatrice ait pu naître des ruines de l'empire mongol, ou que cet empire ait pu produire le cadre juridique et institutionnel nécessaire au fonctionnement du pays.

Comme nos conclusions concernant l'impact et les conséquences de la domination britannique sont contestables, il paraît utile de présenter, dans les sections qui suivent, des indications plus détaillées pour étayer notre point de vue. Nous examinerons successivement : *a)* la complexité de la structure socio–économique que les Britanniques ont héritée de l'Inde mongole ; *b)* l'impact de la présence britannique sur l'agriculture indienne ; *c)* l'impact de cette présence sur l'industrie.

La structure socio–économique de l'Inde mongole

Les musulmans furent l'élite dirigeante de l'Inde, depuis le XIIIe siècle jusqu'à l'arrivée des Britanniques. Grâce à leur puissance militaire, les Mongols purent tirer un large excédent d'une société villageoise passive. La classe dirigeante avait un rythme de vie extravagant, dont les besoins étaient pourvus par des artisans citadins, qui produisaient des textiles de coton, des soieries, des bijoux, des épées et des armes décoratives de grande qualité.

Les aristocrates mongols n'étaient pas des propriétaires fonciers, mais ils recevaient les recettes fiscales d'une région déterminée (c'est–à–dire qu'on leur attribuait un *jagir*). Une partie des recettes était destinée à assurer leur subsistance, le reste était versé au trésor central en espèces ou sous forme de soutien aux troupes. L'aristocratie n'était, en principe, pas héréditaire. La pratique mongole était issue des traditions des sociétés nomades qui avaient créé l'Islam en Arabie et dans l'Empire ottoman. Les nobles étaient régulièrement mutés d'un jagir à un autre et, à leur mort, leurs domaines étaient confisqués par l'empereur. Ce système de seigneurs de guerre prédateurs entraîna un gaspillage de ressources. Il n'y avait guère d'incitation à mettre les domaines fonciers en valeur. Les dignitaires mongols devaient disposer d'un revenu élevé car ils avaient un grand nombre de personnes à charge. Ils entretenaient des ménages polygames et une suite importante d'esclaves et de serviteurs. Les dépenses militaires étaient lourdes également, car le service dans l'armée et les guerres étaient le principal devoir de l'élite mongole. Le *jagirdar* avait intérêt à pressurer la société villageoise jusqu'à la réduire au niveau de subsistance, à dépenser tout ce qu'il pouvait pour sa consommation et à mourir endetté à l'égard de l'État. De leur côté, les nobles hindous (*zamindars*) avaient héréditairement la haute main sur les recettes fiscales des villages. Enfin, les États autonomes au sein de l'Empire mongol, tels que le Rajputana, restaient gouvernés par des princes hindous qui percevaient l'impôt sur leur territoire.

Si les Mongols purent prélever des recettes fiscales de cette importance alors qu'il n'existait pas de classe dirigeante supervisant directement le processus de production, c'est parce que la société villageoise était très docile.

La principale caractéristique qui différenciait la société indienne des autres, c'était l'institution des castes. Celles–ci scindaient la population en groupes qui s'excluaient mutuellement et dont les fonctions économiques et sociales étaient clairement définies et héréditaires. Les anciens textes religieux classent les Hindous en quatre grands groupes : les *brahmanes*, caste sacerdotale située au sommet de l'échelle sociale, et dont la pureté cérémonielle ne peut être souillée par le travail manuel. Viennent ensuite les *ksatriyas* ou guerriers, puis les *vaishyas* ou commerçants, et enfin les *sudras* ou paysans. Tout au bas de l'échelle se trouvent les *melechas* ou parias, qui effectuent les basses besognes domestiques ou les travaux sales. Les membres d'une caste doivent se marier dans leur caste et ne peuvent pas manger en compagnie de membres d'autres castes ; ils mènent une vie sociale distincte.

Le modèle théorique du Rig–Veda est une version très simplifiée de la situation en Inde. Partout, il était possible de distinguer les Brahmanes et les intouchables du reste du corps social, mais la hiérarchie des castes intermédiaires était complexe et, dans bien des cas, elle n'était pas conforme à la catégorisation ksatriya, vaishya ou sudra.

Dans ses relations avec l'État, le village fonctionnait habituellement en tant qu'entité. Les taxes foncières étaient généralement payées collectivement, et la répartition interne des charges fiscales était laissée au chef ou au comptable du village. Le groupe du haut de l'échelle, cobénéficiaire du système d'exploitation, était l'allié de l'État. Dans chaque village, la caste la plus basse des intouchables vivait pratiquement au niveau de subsistance. Sans les sanctions des castes, la société villageoise aurait probablement été plus égalitaire, et une paysannérie plus homogène aurait peut–être plus difficilement accepté une telle pression fiscale.

D'un point de vue économique, la caractéristique la plus intéressante de la caste est la fixité de sa profession par droit héréditaire. Pour les prêtres et les coiffeurs, la perspective de faire le même métier que leurs ancêtres n'était peut–être pas trop déprimante, mais pour ceux dont les fonctions héréditaires étaient de nettoyer les latrines, le système n'offrait aucune joie en ce monde. S'ils l'acceptaient, c'était parce que les Hindous croyaient en la réincarnation, qui laissait à ceux qui avaient mérité en remplissant fidèlement la tâche qui leur était allouée en ce monde l'espoir de renaître dans une classe d'un statut social plus élevé.

Au–dessous de la société villageoise, environ 10 pour cent de la population vivaient dans des communautés tribales, qui étaient fort nombreuses. Les tribus aborigènes menaient une existence païenne indépendante, vivant de la chasse ou habitant dans les forêts, totalement à l'écart de la société hindoue et ne payant aucun impôt aux Mongols.

L'impact britannique sur l'agriculture indienne

L'administration coloniale modifia l'organisation traditionnelle du secteur de l'agriculture et institua des droits de propriété dont les caractéristiques rappelaient quelque peu les droits du capitalisme occidental. Sauf dans les États princiers autonomes, l'ancienne aristocratie des seigneurs de la guerre fut dépossédée de ses biens. Les Britanniques s'approprièrent les revenus que ces seigneurs tiraient des *jagirs,* comme d'ailleurs les revenus de l'État mongol. Dans la présidence du Bengale (qui englobait le Bengale actuel, le Bihar, l'Orissa et une partie de Madras), la deuxième strate des droits de propriété mongols accordés aux collecteurs d'impôts (les *zamindars*) fut renforcée. Ils acquirent un statut héréditaire, dans la mesure où ils acquittaient leurs impôts fonciers, et leurs dettes fiscales furent gelées au niveau de 1793. Dans les présidences de Madras et de Bombay, les Britanniques dépossédèrent l'ancienne noblesse mongole et mahratte ainsi que les grands *zamindars*, et assignèrent les droits de propriété et les obligations fiscales aux castes dominantes traditionnelles des villages. Les paysans de basse classe devinrent leurs locataires.

Les titres de propriété étant plus clairement définis, il devenait possible d'hypothéquer la terre. Le statut des prêteurs d'argent s'améliora aussi en passant du droit musulman au droit britannique. Il y avait eu des prêteurs d'argent pendant la période mongole, mais leur importance s'accrut sous l'autorité britannique et, au fil du temps, beaucoup de terres changèrent de mains pour cause de forclusion.

Deux facteurs contribuèrent avec le temps à accroître le revenu des propriétaires fonciers. D'une part, les terres se raréfiaient à mesure que la population augmentait, ce qui avait pour effet d'accroître la valeur et le loyer des terres. D'autre part, l'incidence des taxes foncières diminua. De ce fait, les revenus augmentèrent, ainsi que les inégalités au sein des villages. Les revenus des propriétaires terriens de villages s'accrurent puisque les charges fiscales diminuaient et que les loyers augmentaient ; et les revenus des fermiers et des ouvriers agricoles baissèrent étant donné que leurs droits traditionnels étaient restreints et que leur pouvoir de négociation diminuait, puisque que les terres devenaient plus rares. La classe des travailleurs agricoles sans terre grossit sous la domination britannique.

Sous l'administration coloniale, les superficies irriguées furent multipliées par à peu près huit. En définitive, le réseau d'irrigation couvrit plus du quart des terres de l'Inde britannique, contre 5 pour cent pendant la période mongole. L'irrigation fut développée parce qu'elle permettait à la fois de procurer des revenus et d'atténuer les famines. Une bonne partie du réseau d'irrigation se trouvait au Pendjab et au Sind. L'idée était de fournir des terres aux militaires indiens retraités, dont beaucoup étaient originaires du Pendjab, et de densifier la population dans la zone qui longeait la frontière contestée avec l'Afghanistan. Autrefois désertiques, ces régions devinrent le plus vaste territoire irrigué du monde. Elles devinrent aussi d'importantes productrices de blé et de coton, tant pour l'exportation que pour la vente dans d'autres parties de l'Inde.

L'amélioration des moyens de transports (les chemins de fer en particulier, mais aussi les bateaux à vapeur, ainsi que l'ouverture du canal de Suez) aida l'agriculture en autorisant une certaine spécialisation dans les cultures marchandes. Les rendements s'en trouvèrent quelque peu améliorés, mais la plus grande masse du pays restait tributaire de l'agriculture de subsistance. Les plantations d'indigo, de canne à sucre, de jute et de thé furent développées. Ces produits contribuèrent à accroître sensiblement les exportations, mais ils n'avaient pas une grande importance pour l'agriculture indienne dans son ensemble. En 1946, le thé et le jute, qui étaient les principaux produits d'exportation, représentaient moins de 3.5 pour cent de la valeur brute de la production végétale. L'élargissement des marchés par le développement des échanges internationaux eut donc une incidence moindre sur l'économie indienne que sur celle d'autres pays d'Asie tels que la Birmanie, Ceylan, l'Indonésie ou la Thaïlande.

Sous la domination britannique, la population indienne continua de souffrir de famines récurrentes et de maladies épidémiques. En 1876–78 et en 1899–1900, la famine faucha des millions de vies humaines. Les années 1890 furent marquées par une épidémie généralisée de peste bubonique et il y eut une grande épidémie de grippe en 1919. Les années 1920 et 1930 furent exemptes de famines, et celle qui frappa le Bengale en 1944 était imputable à la guerre et aux difficultés de transport plutôt qu'à la perte de récoltes. Toutefois, la plus grande stabilité observée après 1920 tient peut–être davantage à une rupture bienvenue du cycle climatique qu'à une nouvelle stabilité de l'agriculture.

L'impact britannique sur l'industrie indienne

L'Inde mongole avait une industrie plus importante que tout autre pays tombé sous la tutelle coloniale européenne, et elle était unique en ce qu'elle exportait des produits manufacturés avant l'époque coloniale. La domination britannique fit disparaître de vastes pans de cette industrie.

Entre 1757 et 1857, les Britanniques supprimèrent la cour mongole et éliminèrent les trois quarts de l'aristocratie (sauf celle des États princiers). Ils supprimèrent aussi plus de la moitié de la chefferie locale (les *zamindars*), qu'ils remplacèrent par une administration aux goûts européens. Les nouveaux maîtres étaient vêtus et chaussés à l'européenne, ils buvaient de la bière, des vins et des alcools importés et ils utilisaient des armes européennes. Ils furent imités par la gent masculine de la nouvelle « classe moyenne » indienne, qui leur servait à la fois de commis et d'intermédiaires. Cette évolution politique et sociale entraîna une diminution de trois quarts de la demande de produits de luxe de l'artisanat indien. Cela porta un coup dévastateur aux fabricants de fines mousselines, de bijoux, de vêtements et de chaussures de luxe, d'épées et d'armes décoratives. D'après nos estimations, le marché intérieur de ces produits représentait environ 5 pour cent du revenu national mongol, et le marché d'exportation pour les textiles, probablement 1.5 pour cent.

Les importations massives de textiles anglais bon marché après les guerres napoléoniennes portèrent un deuxième coup à l'industrie locale. Le filage à domicile, qui était une activité à temps partiel des villageoises, fut grandement réduit. La demande de tissage sur les métiers manuels changea avec l'utilisation croissante de fils fabriqués dans les usines au lieu des fils artisanaux.

Les filatures modernes de coton virent le jour à Bombay en 1851, précédant le Japon de 20 ans et la Chine de 40 ans. La production était concentrée sur les fils grossiers, qui étaient vendus sur le marché intérieur ainsi qu'en Chine et au Japon. La moitié de la production était exportée. L'Inde commença à souffrir de la concurrence japonaise dans les années 1890. Les exportations vers le Japon s'étaient pratiquement taries en 1898. Peu après, les usines japonaises implantées en Chine commencèrent à réduire la part de marché de l'Inde dans ce pays. A la fin des années 1930, les exportations indiennes de filés en Chine et au Japon avaient cessé, les exportations de marchandises en pièces avaient diminué et l'Inde était devenue importatrice des deux types de produits de la Chine et du Japon.

Si les Britanniques avaient accepté le principe d'une protection tarifaire, l'Inde aurait copié plus rapidement la technologie des textiles du Lancashire. Au lieu de cela, les importations britanniques entraient en franchise en Inde. Dans les années 1920, l'Inde faisait venir l'essentiel de ses textiles du Japon, et la politique britannique changea. En 1934, les droits de douane frappant les tissus de coton avaient été portés à 50 pour cent avec une marge de préférence pour les produits britanniques, ce qui favorisa grandement les activités de substitution aux importations. En 1896, les usines indiennes ne fournissaient que 8 pour cent de la consommation de tissus de l'Inde, contre 20 pour cent en 1913 et 76 pour cent en 1945. En 1945, les importations de marchandises en pièces avaient cessé.

La fabrication moderne de jute commença en 1854, et cette activité se développa rapidement dans la région de Calcutta. Elle était en grande partie entre les mains d'étrangers (principalement des Écossais). Entre 1879 et 1913, le nombre des broches de jute fut multiplié par dix — ce qui représentait une progression bien plus rapide que l'industrie textile du coton. La plus grande partie de la production de jute était exportée.

L'extraction du charbon, au Bengale essentiellement, était une autre industrie qui prit de l'importance. La production, qui avait atteint 15.7 millions de tonnes en 1914, permettait largement de faire face à la demande des chemins de fer indiens.

En 1911, la première aciérie indienne fut construite par la société Tata à Jamshedpur, au Bihar. L'industrie indienne naissait 15 ans après celle de la Chine, qui avait construit sa première usine à Han–kiang en 1896. La première aciérie japonaise fut construite en 1898. En Chine comme au Japon, les premières aciéries (et les premières fabriques de textiles) étaient des entreprises d'État.

A partir de 1905, les entreprises indiennes des secteurs de l'industrie, de l'assurance et des banques bénéficièrent de l'impulsion du mouvement nationaliste *swadeshi*, qui prônait le boycott des marchandises britanniques au profit des produits locaux. Pendant la Première Guerre mondiale, l'absence d'importations britanniques renforça l'emprise des entreprises indiennes sur les marchés locaux des textiles et de l'acier. Après la guerre, sous la pression nationaliste, le gouvernement commença à favoriser les entreprises indiennes pour ses approvisionnements et, en 1921, il décida de créer une commission tarifaire, qui entreprit de relever les droits de douane à des fins protectionnistes.

Dans le secteur moderne, les postes les plus lucratifs dans le commerce et la finance, les entreprises et les plantations, étaient occupés par des étrangers. Longtemps après que les privilèges monopolistiques légaux de la Compagnie des Indes orientales aient été abolis, les Britanniques continuaient à exercer une domination effective en contrôlant le secteur bancaire[39] et le système des « agences de gestion ». Initialement créées par d'anciens employés de la Compagnie des Indes orientales, ces agences étaient utilisées à la fois pour gérer les entreprises industrielles et pour traiter la plus grande partie du commerce international de l'Inde. Elles entretenaient des liens étroits avec les banques, les sociétés d'assurance et les compagnies de transports maritimes britanniques. Elles jouissaient d'un quasi–monopole d'accès au capital et leurs directions étaient imbriquées les unes aux autres, ce qui leur donnait la maîtrise des approvisionnements et des marchés. Elles dominaient les marchés étrangers d'Asie. Il leur était plus facile qu'aux Indiens d'approcher les responsables gouvernementaux. Il leur était loisible à bien des égards de prendre des décisions qui favorisaient leurs intérêts plutôt que ceux des actionnaires. Elles

percevaient des commissions basées sur les bénéfices bruts ou les ventes totales et elles servaient souvent de commissionnaires pour les matières premières utilisées par les sociétés qu'elles géraient. La classe de capitalistes indiens qui finit par se créer était donc hautement tributaire du capital commercial britannique, et de nombreux secteurs d'activité étaient dominés par les entreprises britanniques. Tel était le cas par exemple des transports maritimes, du secteur bancaire, de l'assurance, du charbon, des cultures de plantation et du jute.

L'efficacité de l'industrie indienne souffrit du fait que l'administration britannique avait négligé l'enseignement technique et que les entreprises et les agences de gestion britanniques répugnaient à assurer une formation aux Indiens ou à leur apprendre les techniques de gestion. Même dans l'industrie textile de Bombay, où le capital était pour l'essentiel indien, 28 pour cent des cadres et des agents de supervision étaient Britanniques en 1925 (contre 42 pour cent en 1895), et l'élément britannique était encore plus important dans les industries plus complexes. Cela alourdissait naturellement les coûts de production indiens[40]. Dans les échelons inférieurs, les usines faisaient généralement appel à des sous–traitants pour recruter les ouvriers et maintenir la discipline, et les ouvriers eux–mêmes constituaient un groupe sans qualification aucune ; ils devaient soudoyer les sous–traitants pour obtenir et conserver leur emploi. Il y avait aussi des problèmes de race, de langue et de castes entre les dirigeants, le personnel d'encadrement et les ouvriers. Les petits volumes et la grande diversité de la production étaient des freins à l'efficacité. C'est en partie pour ces raisons (et à cause de la surévaluation de la monnaie) que les exportations indiennes avaient du mal à concurrencer les produits japonais.

d) La Chine

Jusqu'au XIXe siècle, la Chine était un pays bien plus vaste et bien plus puissant que n'importe quel autre pays d'Europe ou d'Asie. Sa précocité technique et son administration fondée sur le mérite lui valurent un niveau de revenu plus élevé qu'en Europe, du Ve au XIVe siècles (figure 1–4). Par la suite, l'Europe prit lentement les devants en termes de revenu par habitant, mais la population chinoise augmenta plus rapidement. En 1820, le PIB chinois était près de 30 pour cent plus élevé que celui de l'Europe occidentale et des pays d'immigration européenne combinés[41].

Pendant les trois premiers siècles de l'expansion commerciale européenne, la Chine fut bien plus difficile à pénétrer que les Amériques, l'Afrique et les autres pays d'Asie. Tous les échanges qui se faisaient avec la Chine suivaient les conditions arrêtées par ce pays.

Entre les années 1840 et les années 1940, l'économie chinoise s'affaissa. En 1950, le PIB par habitant n'atteignait pas les trois quarts du niveau enregistré en 1820. La croissance démographique fut interrompue par un conflit militaire majeur. En 1950, le PIB de la Chine ne représentait même pas le douzième de celui de l'Europe occidentale et des pays d'immigration européenne.

La période de déclin de la Chine coïncida avec la pénétration commerciale du pays par les puissances étrangères et une tentative de conquête de la part du Japon. Il existe des liens clairs entre ces deux processus, mais des forces internes contribuèrent aussi au recul de la Chine.

La Chine tourna le dos à l'économie mondiale au début du XVe siècle, époque à laquelle sa technologie maritime était supérieure à celle de l'Europe (tableau 2–11). Par la suite, elle devait rester sans défenses navales. L'élite très instruite du pays ne manifesta aucun intérêt pour le développement technologique et le potentiel militaire de l'Europe occidentale. En 1793, une mission britannique tenta d'établir des relations diplomatiques et de montrer les attraits de la science et de la technologie occidentales en apportant 600 caisses de présents (comprenant entre autres des chronomètres, des télescopes, un planétarium, des produits chimiques et des produits métalliques). Le refus officiel fut présenté en ces termes : « Nous ne manquons de rien — nous n'avons jamais attaché beaucoup de prix aux objets bizarres ou ingénieux, et nous ne voulons plus de vos produits manufacturés ». Ce n'est qu'en 1877 que la Chine commença à établir des légations à l'étranger.

La dynastie mandchoue était dans un état de désintégration depuis le milieu du XIXe siècle, et le régime du Guomindang qui lui succéda était tout aussi incompétent. L'effondrement dynastique survenait en même temps que celui du régime mongol en Inde, qui avait permis à l'Angleterre de mettre la main sur ce pays. Toutefois, le colonialisme occidental en Chine était très différent de ce qu'il était en Inde, et c'est le Japon, et non les puissances coloniales occidentales, qui entreprit de la conquérir.

La pénétration coloniale fut inaugurée avec la prise de Hong Kong par les canonnières britanniques en 1842. L'objectif immédiat était de garantir la liberté d'accès à Canton afin d'échanger l'opium indien contre du thé chinois. Une deuxième attaque anglo–française en 1858–60 ouvrit l'accès à l'intérieur de la Chine *via* le Yang–tseu–kiang et l'immense réseau de voies intérieures qui aboutissait à Shanghai.

C'était l'ère de l'impérialisme libre–échangiste. Les négociants occidentaux étaient des entreprises individuelles, et non pas des monopoles. Dans un revirement radical par rapport aux régimes commerciaux hostiles et mutuellement exclusifs du XVIIIe siècle, les Britanniques et les Français s'étaient liés par le traité Cobden–Chevalier pour ouvrir le commerce européen sur la base de la nation la plus favorisée. Ils appliquaient le même principe dans les traités imposés à la Chine. Par la suite, douze autre pays européens, le Japon, les États–Unis et trois pays latino–américains acquirent avant la Première Guerre mondiale les mêmes privilèges.

Les traités contraignaient la Chine à maintenir des droits de douane faibles. Ils légalisaient le commerce de l'opium. Ils autorisaient les étrangers à voyager en Chine et à y commercer, et leur donnaient des droits extraterritoriaux et une compétence consulaire dans 92 ports (les ports des traités) déclarés « ouverts » au commerce entre 1842 et 1917. Pour s'assurer que la Chine tenait ses engagements tarifaires, une inspection maritime des douanes fut créée (avec Sir Robert Hart comme inspecteur général entre 1861 et 1908) afin de collecter les recettes douanières pour le gouvernement chinois. Une large portion de ces recettes était réservée au paiement des « dédommagements » exigés par les colonialistes pour se défrayer des coûts de leurs attaques sur la Chine.

Le centre de ce régime colonial multilatéral se situait dans la colonie internationale de Shanghai. Les Britanniques choisirent le premier site en 1843, au Nord de la « ville indigène ». Les Français, les Allemands, les Italiens, les Japonais et les Américains occupaient des sites voisins le long du fleuve Huangpu, face au Pudong, avec de vastes terrains pour les sièges des entreprises, le club de cricket, les clubs de loisirs, les clubs de tennis, les piscines, le champ de course, le club de golf, les cinémas, les églises, les écoles, les hôtels, les hôpitaux, les cabarets, les maisons de tolérance, les bars, les consulats et les postes de police des pouvoirs coloniaux. Il y avait des installations similaires, bien que plus modestes à T'ien–tsin et Hankou. La plupart des Chinois autorisés à pénétrer dans ces lieux où l'on pratiquait la ségrégation étaient des serviteurs[42].

En dehors de la colonie britannique de Hong Kong, il y avait cinq territoires « cédés à bail » à la Grande–Bretagne, la France, l'Allemagne, le Japon et la Russie. Ces transactions incluaient le bail de 100 ans accordé en 1898 à l'Angleterre sur les nouveaux territoires jouxtant Hong Kong.

Les résidents étrangers et les compagnies de commerce étaient les principaux bénéficiaires de ce type d'impérialisme libre–échangiste et des privilèges extraterritoriaux. Les colonies étaient des îlots rutilants de prospérité, mais la situation des autres villes chinoises ne s'améliora pas, et les cités qui avaient été endommagées par la grande révolte populaire des Taiping en 1850–64 s'étaient dégradées. L'ouverture de l'économie n'eut pas de grand retentissement sur l'agriculture chinoise, et la part des exportations dans le PIB chinois était modeste (0.7 pour cent du PIB en 1870, et 1.2 pour cent en 1913), nettement plus faible qu'en Inde. La Chine retrouva sa liberté d'action pour la fixation des droits de douane en 1928, et les autres contraintes qui restreignaient sa souveraineté sur les ports des traités furent quelque peu assouplies. Mais l'amélioration de la situation de ce côté fut compensée par l'intensification des pressions exercées par le Japon.

Les atteintes les plus importantes à la souveraineté chinoise et les coups les plus durs portés à son économie furent le fait du Japon. Dans les années 1590, Hideyoshi avait tenté une première fois d'attaquer la Chine en envahissant la Corée. Le régime Meiji reprit cette stratégie avec plus de succès en 1894–95.

La pression augmenta progressivement à partir des années 1870, lorsque le Japon envoya une expédition punitive à Taiwan et affirma sa suzeraineté sur les îles Ryukyu (Okinawa). En 1876, une force navale japonaise entra en Corée et ouvrit les ports de Pusan, d'Inchon et de Wonsan à la compétence consulaire japonaise. En 1894, le Japon déclara la guerre à la Corée, et ses forces traversèrent le fleuve Yalu pour pénétrer en Chine. Par le traité de Shimonoseki, en 1895, la Chine reconnaissait que sa suzeraineté sur la Corée était caduque, et Taiwan et les Pescadores furent cédées au Japon. Les Japonais (et par conséquent d'autres étrangers) avaient désormais le droit d'ouvrir des usines et des industries manufacturières en Chine. La Chine devait verser une indemnité d'un montant égal au tiers du PIB japonais, et elle dut recourir à des emprunts extérieurs pour faire face à cette obligation. Cela déclencha une avalanche de revendications étrangères, et une déclaration de guerre de la Chine aux pouvoirs étrangers en 1900. En deux mois, la Chine fut battue par l'action conjointe des pouvoirs étrangers, et la Russie occupa la Mandchourie. Le Japon infligea une défaite à la Russie lors de la guerre de 1905 et il s'empara de la partie méridionale de la Mandchourie. La Corée devint un protectorat japonais, puis une colonie japonaise en 1910.

Le Japon prit la Mandchourie en 1931 et, en 1933, il installa un État de façade (Manchukuo), qui incorporait les trois provinces mandchoues de la Chine, certaines régions de la Mongolie intérieure, le Ho–Pei et le Liaoning. La Chine fut contrainte de faire de la région entourant Pékin et Tianjin une zone démilitarisée, ce qui laissait le Nord sans défense. En juillet 1937, les Japonais lancèrent une nouvelle attaque. Ils pensaient sans doute s'emparer de tout le Nord de la Chine après une courte campagne et imposer ensuite leur domination sur un gouvernement accommodant au Sud du pays, dans le cadre du nouvel ordre qu'ils entendaient établir en Asie. Mais le gouvernement chinois réagit vigoureusement et la guerre contre le Japon dura huit ans. L'impact des hostilités fut aggravé par la guerre civile entre le Guomindang et les forces communistes. C'est ainsi que la Chine endura douze années de guerre entre 1937 et 1949. Les destructions qu'entraînèrent ces conflits furent proportionnellement similaires à celles causées par l'insurrection des Taiping entre 1850 et 1864.

Notes

1. Beloch (1886, p. 507) estime la population totale à 54 millions d'habitants (23 en Europe, 19.5 en Asie occidentale et 11.5 en Afrique). Nos estimations sont tirées des tableaux B–2, B–8 et B–9b de l'annexe B.

2. Voir Needham (1971, vol. IV:3, *Civil Engineering and Nautics,* p. 29) pour son estimation ajustée du réseau des routes pavées dans les quelque 5 millions de kilomètres carrés de l'empire romain. Pour la Chine des Han (4 millions de kilomètres carrés), il évalue le réseau routier à 35 000 kilomètres.

3. Voir Goldsmith (1984, pp. 271–72) pour une analyse des données relatives à l'urbanisation. Il suggère un taux d'urbanisation compris entre 9 et 13 pour cent, mais le ratio de 5 pour cent que nous avançons concerne les agglomérations de 10 000 habitants ou plus.

4. Voir Warmington (1928) pour le commerce de Rome avec l'Asie.

5. Hopkins (1980, pp. 105–6) se fonde sur les données d'information concernant 545 naufrages datés de navires provenant des côtes italiennes, françaises et espagnoles pour évaluer les variations des échanges en volume dans la Méditerranée occidentale. Il conclut que « dans la période de l'expansion de la Rome impériale et du Haut empire (200 avant J.C.–200 après J.C.), le commerce maritime dans la Méditerranée était plus important qu'il ne l'avait jamais été auparavant et plus important qu'il ne le fut pendant le millénaire suivant ». Il montre que le volume des échanges pendant la période 400–650 après J.C. représentait à peu près un cinquième de ce qu'il était dans la période la plus florissante. Ashtor (1976, p. 102) analyse les données arabes sur le commerce méditerranéen et conclut : « lorsque les Arabes établirent leur domination sur les rives orientales, méridionales et occidentales de la Méditerranée, elle devint la frontière entre deux civilisations mutuellement étranges et inconnues, et hostiles l'une envers l'autre. Ce qui avait été un grand lac sur les rivages duquel les souverains, les lois, la religion et la langue étaient identiques ou similaires, devint le théâtre de combats navals et d'actes de piraterie. Le commerce disparut presque entièrement de la Méditerranée au cours du VIIIe siècle. Les épices, les soieries précieuses et d'autres articles orientaux devinrent pratiquement introuvables en Europe occidentale ».

6. Voir Pirenne (1939, p. 242). Si la description que donne Pirenne de la situation au IXe siècle est succincte, frappante mais fondamentalement correcte, son analyse antérieure de la datation et des causes du déclin de Rome est difficile à accepter. Selon lui, l'invasion de la Gaule et de l'Italie par les Barbares a préservé une grande partie des avantages de la civilisation romaine ; sa destruction serait imputable aux envahisseurs musulmans et à Charlemagne. Hodges et Whitehouse (1998) font la synthèse des données archéologiques modernes et des critiques émises à l'encontre de la thèse de Pirenne. Ils concluent que Pirenne a exagéré la survie des institutions romaines : « A la fin du VIe siècle, la situation dans la Méditerranée occidentale avait peu de points communs avec ce qu'elle était au IIe siècle. La transformation était pratiquement achevée avant l'arrivée des Arabes » (p. 53).

7. Voir Lane et Mueller (1985).

8. Ces foires avaient lieu six fois par an, à environ 40 kilomètres au Sud–Est de Paris et à 110 kilomètres de Bruges. Deux foires se tenaient à Troyes, deux à Provins, une à Lagny et l'autre à Bar–sur–Aube. Ces villes étaient les principaux centres de l'activité commerciale de l'Europe occidentale entre 1200 et 1350. Elles attiraient des négociants de toutes les régions de France, du Nord et du centre de l'Italie, des Flandres, du Hainaut, du Brabant, de l'Espagne, de l'Angleterre, de l'Allemagne et de la Savoie. Les seigneurs des foires étaient les comtes de Champagne et, plus tard, le roi de France. Leurs caisses étaient alimentées par les taxes, les péages et les sauf–conduits que devaient payer les marchands. En contrepartie, leurs agents maintenaient la loi et l'ordre, veillaient à la bonne exécution des contrats et tenaient les registres notariaux.

En cas de différend, presque toutes les villes italiennes étaient représentées par des consuls. Les foires disparurent progressivement avec l'ouverture de la route maritime entre l'Italie et les Flandres (Verlinden, 1963).

9. Lane (1973, p. 19).

10. Voir Lane (1966), pp. 143–252 pour une analyse des techniques de transport et de navigation maritimes des Vénitiens, ainsi qu'Unger (1980), pp. 161–94.

11. Les possibilités d'échanges dans le bassin méditerranéen occidental avaient déjà été ouvertes avec la reprise de la Sicile (1090), de la Corse (1091), de la Sardaigne et de Majorque (1232) aux Arabes. Cela profita au commerce de Gênes, de Barcelone et de la Provence.

12. Voir Landes (1998), pp. 46–47 : « Dès le milieu du XVe siècle, l'Italie, et Florence et Venise en particulier, fabriquaient des milliers de lunettes équipées de verres concaves ou convexes, pour les myopes ou les presbytes ».

13. Dans le domaine du savoir, il ne faut pas oublier que l'université de Padoue faisait partie du domaine vénitien depuis sa création en 1405. Sa faculté cosmopolite contribua largement à la progression des connaissances et au développement scientifique. Galilée et Vésale, anatomiste flamand, faisaient partie du corps enseignant de l'université.

14. C'est en partie à l'instigation d'Henri que le Portugal attaqua le Maroc en 1415. Le port stratégique de Ceuta fut pris et devint une place forte portugaise (jusqu'en 1580, date à laquelle il fut cédé à l'Espagne). Ceuta était l'un des points de destination des caravanes d'or du Sahara. Ce fut un port utile pour les marchands génois, vénitiens et catalans qui passaient de la Méditerranée à l'Atlantique et il semblait être une première étape dans la conquête du Maroc. Toutefois, la tentative faite en 1437 pour prendre Tanger se solda par un échec lamentable. Henri sauva ce qui restait de ses troupes en promettant de rendre Ceuta et en laissant aux Arabes son jeune frère en otage. Il conserva Ceuta, abandonnant son frère à une mort affreuse (Russell, 2000).

15. Schwartz (1985), pp. 4, 7 et 504.

16. Barrett dans Tracy (1990), p. 247, fournit des chiffres pour les exportations d'or d'Afrique occidentale pendant la période 1471–1800. Entre 1471 et 1700, elles portèrent sur 145 tonnes, dont la plus grande partie aurait profité au Portugal.

17. Les Portugais étaient convaincus qu'il existait d'importantes communautés chrétiennes en Afrique et en Asie, et l'une des missions des explorateurs fut de faire des recherches sur le mythe du royaume de Prester John. L'espion portugais Covilhã se rendit en Éthiopie en 1493 dans le cadre de cette enquête. Il resta travailler pour le négus, roi d'Éthiopie, et y habitait encore en 1520. Ailleurs en Afrique, la seule communauté de quelque importance était celle des coptes d'Égypte. Il existait de petites communautés de chrétiens dans le Sud de l'Inde.

18. Afin de vérifier la découverte de Cabral, les Portugais engagèrent le navigateur florentin, Amerigo Vespucci pour explorer la côte brésilienne en 1501. Deux ans plus tôt, il avait effectué un voyage exploratoire le long de la côte du Venezuela et de la Guyane pour l'Espagne. Needham (1971, vol. IV:3, p. 513) rapporte les hypothèses selon lesquelles les Portugais connaissaient l'existence du Brésil avant le voyage de Colomb aux Antilles.

19. Subrahmanyam (1997, p. 182) donne le chiffre de « 4 000 cantari ». Cette mesure peut avoir de multiples significations. Ashtor (1980, pp. 756–57), définit le « kintars » (mesure utilisée pour les exportations vénitiennes d'épices à partir d'Alexandrie) comme équivalant à 180 kilos. Nous avons supposé que c'était l'unité utilisée dans la source citée par Subrahmanyam.

20. Needham (qui était biochimiste) explique ainsi la demande européenne d'épices : « On pense généralement que le poivre et les épices étaient simplement utilisés dans les condiments alimentaires ou les sauces pour masquer le goût de la viande avariée. Mais cela ne pourrait jamais expliquer les grandes quantités importées par l'Occident au Moyen Âge —nous sommes conduits à supposer que, comme dans la Chine traditionnelle et les pays musulmans, le poivre était en fait mélangé au sel pour conserver la viande. L'addition d'épices en quantités voulues permettait de neutraliser les enzymes autolytiques ainsi que l'action bactériostatique et l'effet anti–oxydant sur les graisses » (Needham, 1971, vol. IV :3, pp. 520–21). Landes (1998, p. 132–33)

présente ce dernier argument sous une forme différente : « à cette époque, mais on ne pouvait pas le savoir, les épices les plus fortes permettaient de tuer ou d'affaiblir les bactéries et les virus qui accéléraient le pourrissement ou se nourrissaient de la pourriture ».

21. Voir Tibbets (1981) pour une traduction de l'œuvre du grand navigateur Ibn Majid, et Jones (1978) pour des illustrations des instruments arabes utilisés pour naviguer à l'aide des étoiles et du soleil.

22. Voir Goitein (1967) pour l'activité des communautés juives dans le monde arabe méditerranéen.

23. Subrahmanyam (1997), p. 96.

24. Albuquerque était Vice–roi du Portugal en Asie en 1509–15. C'est lui qui établit les bases de Goa et de Malacca. Il choisit Goa, après avoir tenté de prendre Calicut, où les Portugais réussirent à débarquer mais furent taillés en pièces. La disparition de la position musulmane de Goa fut accueillie avec satisfaction par les monarques hindous de Vijayanagar, avec lesquels les Portugais établirent des relations amicales (Pannikkar, 1953, p. 38–39).

25. Le Grand canal était à peu près dix fois plus long que le canal du Languedoc, le plus grand ouvrage européen, construit par Colbert, qui fut mis en exploitation à partir de 1681. Il était long de 240 kilomètres, mais il ne pouvait accueillir que des bateaux relativement petits (Parry, 1967, p. 215).

26. En 1640, lorsque le Portugal s'affranchit de la tutelle de l'Espagne, il conclut une alliance étroite avec le Royaume–Uni. Les Britanniques étaient autorisés à avoir des négociants au Brésil et au Portugal, à devenir armateurs, ils jouissaient de droits extraterritoriaux, et les droits de douane appliqués aux marchandises britanniques étaient consolidés à un taux fixe. En 1703, le traité de Methuen accordait aux marchandises britanniques un libre accès au Brésil et au marché portugais. En contrepartie, le Royaume–Uni apportait un soutien à l'empire portugais par des garanties militaires.

27. Mulhall (1899, p. 172) montre que les recettes douanières du Brésil représentaient 21 pour cent du volume des transactions commerciales (approximativement 37 pour cent des importations si l'on tient compte des taxes à l'exportation, qui étaient de l'ordre de 5 pour cent) en 1887, contre une moyenne mondiale de 5.6 pour cent. C'est au Portugal que le rapport recettes douanières / volume des transactions commerciales était le plus élevé (41 pour cent), les États–Unis se classant en deuxième position (15 pour cent). Il était de 0.2 pour cent en Hollande ; de 1.1 pour cent en Belgique ; de 2.2 pour cent en Inde et de 3.1 pour cent au Royaume–Uni. Mulhall montre également (p. 258) que, pendant la décennie 1871–1880, le Brésil tira 72 pour cent de ses recettes des droits de douane (soit le rapport le plus élevé de tous les pays). En Inde, le pourcentage n'était que de 4 pour cent (pourcentage le plus faible).

28. A partir de 1384, les Flandres et le Brabant, puis la province de Hollande (à partir de 1428), firent partie du duché de Bourgogne, dont le quartier général était à Bruxelles. C'était là que siégeait le duc et sa cour, avec des déplacements occasionnels à Dijon et à Bruges. La région, qui devait devenir ensuite la Belgique et les Pays–Bas, comptait 17 provinces *(staten)*, qui envoyaient chaque année des représentants à une réunion des États généraux, où on leur indiquait les taxes qu'ils devaient lever. Les provinces étaient groupées sous l'autorité de trois gouverneurs (les stadthouders) choisis dans les rangs de la noblesse. Les villes jouissaient de très nombreuses « libertés ». Ces droits étaient exercés par une élite commerciale prospère, qui réglementait les normes industrielles et les arrangements pour les foires régulières et les produits à exporter. Il y avait trois évêchés dans la région formée par les 17 provinces, et deux autres dans la région septentrionale de la France qui dépendait du duché de Bourgogne. C'était une forme de gouvernement fragmentée et relativement bienveillante au regard des normes ultérieures. Le duché reconnaissait la souveraineté française, mais il était en fait autonome. En 1477, la dernière héritière épousa Maximilien de Habsbourg et, après sa mort en 1482, le territoire fut de fait intégré au Saint–Empire romain germanique. Maximilien fut empereur de 1493 à 1519 et Charles Quint, de 1519 à 1555. Les souverains habsbourgeois réduisirent les privilèges de la noblesse et des villes bourguignonnes et alourdirent le poids des impôts. Lorsque les mouvements protestants de réforme (luthérien, anabaptiste et calviniste) gagnèrent les provinces, l'hérésie fut réprimée sans pitié. Charles Quint se retira en 1555 après avoir abdiqué et partagé l'empire en donnant l'Autriche à son frère et le reste à son fils, Philippe II. De fait, Philippe gouverna les Pays–Bas pendant 50 ans, depuis sa première visite à Bruxelles en 1548 jusqu'à sa mort en 1598. Les Pays–Bas étaient la région la plus prospère de son immense empire, et son intention était de les pressurer pour pouvoir financer des engagements et des ambitions plus vastes — qui l'entraînèrent dans une guerre contre la France, une invasion manquée de l'Angleterre et un conflit naval de grande envergure contre l'empire ottoman. Il utilisa l'arme de l'amour comme celle de la guerre pour promouvoir

ses ambitions, épousant successivement Marie du Portugal (1543), la reine Marie d'Angleterre (1554), Isabelle de France (1559) et Anne d'Autriche (1570). Il dilapida l'argent fourni à titre de tribut par le Mexique et le Pérou, et son irresponsabilité budgétaire l'empêcha d'assurer le service de la dette publique en 1557, 1575 et 1597. Le résultat net de son activité fut l'affaiblissement de l'Espagne.

Entre 1609 et 1621, une trêve fut signée entre l'Espagne et la république des Pays–Bas. Les hostilités reprirent dans les années 1620, lorsque les deux pays prirent des partis opposés dans la guerre de 30 ans qui opposa les États protestants et catholiques d'Allemagne. Les forces espagnoles attaquèrent les Pays–Bas à partir de l'Allemagne, mais elles ne constituèrent jamais une menace sérieuse pour ce pays après les années 1630. La souveraineté espagnole sur la Belgique dura jusqu'en 1714, date à laquelle elle fut transférée à l'Autriche, à l'issue de la guerre de succession espagnole.

29. Les sept provinces néerlandaises devinrent un État indépendant avec la formation en 1579 de l'Union d'Utrecht ; elles rejetèrent officiellement la souveraineté espagnole en 1581. Le nouvel État n'était ni tout à fait une république, ni tout à fait une monarchie. Il incorporait les terres de la « généralité » du Brabant septentrional, y compris les villes de Breda, Bergen op Zoom et Maastricht. Elles n'étaient pas traitées comme des provinces, en partie parce que la maison d'Orange jouissait de droits seigneuriaux étendus à Breda. Guillaume, prince d'Orange, comte de Nassau (1533–84) joua un rôle important dans la création du nouvel État. C'était le seigneur le plus fortuné des maisons de Bourgogne et de Habsbourg. Il possédait d'immenses propriétés autour de Breda, en Allemagne et en Provence. Il reçut une éducation catholique à Bruxelles, il servit brillamment dans les rangs de l'armée espagnole contre la France, et il était tenu en haute estime par l'empereur Charles Quint, qui le nomma gouverneur (stadthouder) de la Hollande et de la Zélande. Quand il s'opposa à la politique de répression de Philippe II, ses biens furent saisis et une récompense offerte pour son assassinat. Il organisa la résistance militaire et navale aux forces espagnoles, se convertit au calvinisme et fut reconnu stathouder des provinces de Hollande, de Zélande, de Frise et d'Utrecht dans le nouvel État. Il fut assassiné en 1584. Par la suite, les représentants de la maison d'Orange jouèrent un rôle de premier plan, mais de façon intermittente, en leur qualité de stadthouders et, en 1814, ils devinrent les monarques héréditaires du royaume des Pays–Bas. Louis XIV saisit leurs terres d'Orange et les intégra à la France en 1685. Les membres les plus remarquables de la maison furent le comte Maurice (qui joua un rôle important comme soldat défenseur de la république entre 1584 et 1625) et Guillaume, prince d'Orange, qui fut stadthouder à partir de 1672 et roi d'Angleterre de 1688 jusqu'à sa mort, en 1702. L'ambassadeur britannique à La Haye, Sir William Temple (1693, p. 133), décrivait en ces termes la situation dans les années 1670 : « les états généraux représentaient la souveraineté, tout comme le prince d'Orange représentait la dignité de son état par les gardes publics et la présence des officiers militaires, par la splendeur de sa cour et la munificence de ses dépenses, alimentées non seulement par les pensions et les droits de ses nombreuses charges et de ses nombreux postes de commandement, mais aussi par des revenus patrimoniaux considérables qu'il tire de ses terres et de ses principautés souveraines ainsi que des seigneuries qu'il possède en France, en Allemagne et dans diverses parties des 17 provinces. »

30. Voir Walter et Schofield (1989, p. 42) : « L'augmentation de la demande de denrées alimentaires autres que les céréales et de produits non agricoles stimulèrent les systèmes mixtes de production et la diversification des activités dans les régions rurales, ce qui permit d'établir un meilleur équilibre entre les cultures de céréales et l'élevage et, de façon plus générale, de renforcer le réseau des marchés. En outre, l'accroissement des superficies consacrées à l'avoine et à l'orge et l'augmentation des rendements de ces deux cultures permirent d'améliorer la combinaison des cultures pour atténuer l'impact de la perte des moissons en empêchant la destruction simultanée de l'ensemble des cultures ». Dans le même volume (p. 199), Dupaquier souligne un autre point important : « En France, il y avait peu de transports de céréales et il était difficile de compenser les effets d'une mauvaise récolte régionale, tandis qu'en Angleterre, la chose était possible grâce au rôle stratégique du cabotage. »

31. Brewer (1989), pp. 14–20.

32. Voir le carnet manuscrit de Gregory King, p. 208, reproduit dans Laslett (1973).

33. Shammas, dans Brewer et Porter (1993), pp. 182 et 184.

34. Voir Parry (1967), pp. 210–16 pour les caractéristiques du « fluyt » et les techniques de construction navale des Hollandais.

35. Voir North (1968) et Harley (1988) pour une analyse de la diminution du coût des transports maritimes, et Parry (1967, pp. 216–17) pour une étude du développement des transports terrestres avant l'apparition des chemins de fer.

36. Pour une analyse beaucoup plus détaillée de cette période, voir Maddison (1976) et Maddison (1995*a*).

37. Cette analyse de l'influence britannique sur l'Inde est en grande partie inspirée de Maddison (1971). Voir également Habib (1995) et Lal (1988).

38. Les « États indigènes » gouvernés par les princes avec l'assistance des résidents britanniques représentaient à peu près un cinquième de la population de l'Inde. Il en existait plusieurs centaines. Les États vraiment importants étaient l'Hyderabad, le Jammu, le Cachemire et Mysore. Le Portugal conserva Goa, qui représentait 0.15 pour cent de la population indienne ; les Français avaient un territoire encore plus petit.

39. En 1913, les banques étrangères détenaient plus des trois quarts du volume total des dépôts, et les banques de dépôt indiennes, moins d'un quart. Au XVIIIe siècle, il existait des établissements bancaires indiens très puissants (dominés par les Jagath Seths), qui traitaient les dépôts de fonds et les avances pour l'empire mongol, le nabab du Bengale, la Compagnie des Indes orientales, les autres compagnies et les négociants indiens, et qui effectuaient aussi des arbitrages entre les monnaies indiennes de différentes régions et de différents millésimes. Ces établissements furent en grande partie évincés par les Britanniques.

40. Voir D.H. Buchanan, *The Development of Capitalist Enterprise in India*, Cass, Londres, 1966, pp. 211 et 321, qui donne des indications chiffrées sur le coût des cadres européens. Dans les aciéries de Tata en 1921–22, le salaire moyen du personnel étranger d'encadrement était de 13 527 roupies par an, contre 240 roupies pour les Indiens. Ces étrangers coûtaient deux fois plus cher qu'aux États–Unis et ils étaient généralement moins efficaces. Le recrutement des étrangers conduisait souvent les entreprises à opérer des choix malencontreux, comme la construction d'usines à plusieurs étages dans des régions chaudes et l'utilisation de renvideurs au lieu de broches à anneaux.

41. Voir Maddison (1998*a*), pour l'analyse des forces et des faiblesses du système de gouvernement de la Chine traditionnelle et du déclin économique et de l'humiliation de la Chine face à l'étranger entre 1840 et 1949.

42. Voir Feuerwerker (1983), pp. 128–207, pour une étude des caractéristiques des ports des traités et des colonies en Chine et du style de vie et des privilèges de la communauté étrangère.

Chapitre 3

L'économie mondiale dans la seconde moitié du XXe siècle

L'économie mondiale a été plus dynamique pendant ces 50 dernières années qu'elle ne l'a jamais été auparavant. Le PIB mondial a été multiplié par six entre 1950 et 1998, avec un taux annuel moyen de croissance de 3.9 pour cent par an, contre 1.6 pour cent entre 1820 et 1950 et 0.3 pour cent entre 1500 et 1820.

Cette accélération de la croissance a servi en partie à soutenir l'accroissement plus rapide de la population, mais le revenu réel par habitant a progressé de 2.1 pour cent par an, contre 0.9 pour cent entre 1820 et 1950 et 0.05 pour cent entre 1500 et 1820. Il a donc augmenté 42 fois plus vite qu'à l'époque protocapitaliste, et plus de deux fois plus rapidement que pendant les 13 premières décennies de notre époque capitaliste.

Les liens d'interdépendance entre les différentes parties de l'économie mondiale se sont fortement resserrés. Le volume des échanges de produits a augmenté plus rapidement que le PIB. Le rapport exportations/PIB mondial est passé de 5.5 pour cent en 1950 à 17.2 pour cent en 1998 (tableau 3–2b). Les voyages, les communications et les autres transactions sur les services ont connu un développement phénoménal, ce qui a permis d'améliorer la division internationale du travail, de faciliter la diffusion des idées et de la technologie, et de faire bénéficier d'autres régions du monde du niveau élevé de la demande de la part du groupe capitaliste avancé.

Les flux d'investissements étrangers vers les régions plus démunies (l'Afrique, l'Asie — à l'exclusion du Japon — et l'Amérique latine) ont augmenté à une cadence impressionnante (tableau 3–3). De sorte que le stock de capital étranger dans ces pays est passé de 4 pour cent à près de 22 pour cent de leur PIB. Ce pourcentage cependant ne représente qu'à peine les deux tiers de la part relative de ces investissements en 1914. L'expansion faramineuse des investissements internationaux a pour l'essentiel eu lieu dans le groupe capitaliste avancé.

Les flux internationaux de migration ont repris. Le tableau 3–4 montre qu'entre 1950 et 1998, les pays d'Europe de l'Ouest ont absorbé plus de 20 millions de personnes et les pays d'immigration européenne, 34 millions. Il y a eu une rupture de tendance très nette en Europe de l'Ouest. De 1870 à 1949, un exode de gens s'est produit, qui cherchaient ailleurs de meilleures conditions de vie. Depuis 1950, la situation s'est complètement inversée.

On peut diviser l'époque capitaliste en cinq phases distinctes de développement (tableau 3–1a). L'« âge d'or », qui caractérise la période 1950–73, est de loin la période la plus faste du point de vue de la croissance économique. L'époque actuelle, qui a commencé en 1973 (et à laquelle on donne par conséquent l'étiquette d'« ordre néolibéral ») arrive en deuxième position sur le plan de la prospérité. Le vieil « ordre libéral » — la période 1870–1913 — arrive derrière, avec une croissance un peu plus lente qu'à notre époque. Dans la quatrième phase, par ordre décroissant de prospérité (1913–50), la croissance était manifestement en deçà de son potentiel du fait des deux guerres mondiales et de l'effondrement consécutif des échanges internationaux, des marchés des capitaux et des courants migratoires. C'est dans la phase initiale du développement capitaliste (1820–70) que la croissance a été la plus lente, lorsque la dynamique de croissance se limitait pratiquement aux pays européens et aux pays d'immigration européenne.

Tableau 3–1a. **Croissance du PIB par habitant, de la population et du PIB : monde et principales régions, 1000–1998**
(taux de croissance annuel moyen pondéré)

	1000–1500	*1500–1820*	*1820–70*	*1870–1913*	*1913–50*	*1950–73*	*1973–98*
				PIB par habitant			
Europe de l'Ouest	0.13	0.15	0.95	1.32	0.76	4.08	1.78
Pays d'immigration européenne	0.00	0.34	1.42	1.81	1.55	2.44	1.94
Japon	0.03	0.09	0.19	1.48	0.89	8.05	2.34
Asie (à l'exclusion du Japon)	0.05	0.00	–0.11	0.38	–0.02	2.92	3.54
Amérique latine	0.01	0.15	0.10	1.81	1.42	2.52	0.99
Europe de l'Est & ex–URSS	0.04	0.10	0.64	1.15	1.50	3.49	–1.10
Afrique	–0.01	0.01	0.12	0.64	1.02	2.07	0.01
Monde	0.05	0.05	0.53	1.30	0.91	2.93	1.33
				Population			
Europe de l'Ouest	0.16	0.26	0.69	0.77	0.42	0.70	0.32
Pays d'immigration européenne	0.07	0.43	2.87	2.07	1.25	1.55	1.02
Japon	0.14	0.22	0.21	0.95	1.31	1.15	0.61
Asie (à l'exclusion du Japon)	0.09	0.29	0.15	0.55	0.92	2.19	1.86
Amérique latine	0.09	0.06	1.27	1.64	1.97	2.73	2.01
Europe de l'Est & ex–URSS	0.16	0.34	0.87	1.21	0.34	1.31	0.54
Afrique	0.07	0.15	0.40	0.75	1.65	2.33	2.73
Monde	0.10	0.27	0.40	0.80	0.93	1.92	1.66
				PIB			
Europe de l'Ouest	0.30	0.41	1.65	2.10	1.19	4.81	2.11
Pays d'immigration européenne	0.07	0.78	4.33	3.92	2.81	4.03	2.98
Japon	0.18	0.31	0.41	2.44	2.21	9.29	2.97
Asie (à l'exclusion du Japon)	0.13	0.29	0.03	0.94	0.90	5.18	5.46
Amérique latine	0.09	0.21	1.37	3.48	3.43	5.33	3.02
Europe de l'Est & ex–URSS	0.20	0.44	1.52	2.37	1.84	4.84	–0.56
Afrique	0.06	0.16	0.52	1.40	2.69	4.45	2.74
Monde	0.15	0.32	0.93	2.11	1.85	4.91	3.01

Source : Annexes A et B.

Tableau 3–1b. **PIB par habitant et écart entre les régions, 1000–1998**
(dollars internationaux de 1990)

	1000	*1500*	*1820*	*1870*	*1913*	*1950*	*1973*	*1998*
Europe de l'Ouest	400	774	1 232	1 974	3 473	4 594	11 534	17 921
Pays d'immigration européenne	400	400	1 201	2 431	5 257	9 288	16 172	26 146
Japon	425	500	669	737	1 387	1 926	11 439	20 413
Asie (à l'exclusion du Japon)	450	572	575	543	640	635	1 231	2 936
Amérique latine	400	416	665	698	1 511	2 554	4 531	5 795
Europe de l'Est & ex–URSS	400	483	667	917	1 501	2 601	5 729	4 354
Afrique	416	400	418	444	585	852	1 365	1 368
Monde	435	565	667	867	1 510	2 114	4 104	5 709
Écarts interrégionaux	1.1:1	2:1	3:1	5:1	9:1	15:1	13:1	19:1

Tableau 3–1c. **Parts du PIB mondial, 1000–1998**
(pourcentages)

	1000	*1500*	*1820*	*1870*	*1913*	*1950*	*1973*	*1998*
Europe de l'Ouest	8.7	17.9	23.6	33.6	33.5	26.3	25.7	20.6
Pays d'immigration européenne	0.7	0.5	1.9	10.2	21.7	30.6	25.3	25.1
Japon	2.7	3.1	3.0	2.3	2.6	3.0	7.7	7.7
Asie (à l'exclusion du Japon)	67.6	62.1	56.2	36.0	21.9	15.5	16.4	29.5
Amérique latine	3.9	2.9	2.0	2.5	4.5	7.9	8.7	8.7
Europe de l'Est & ex–URSS	4.6	5.9	8.8	11.7	13.1	13.1	12.9	5.3
Afrique	11.8	7.4	4.5	3.7	2.7	3.6	3.3	3.1
Monde	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Sources : Annexes A et B.

Tableau 3–2a. **Croissance des exportations de marchandises en volume, principales régions, 1870–1998**
(taux de croissance annuel moyen pondéré)

	1870–1913	*1913–50*	*1950–73*	*1973–98*
Europe de l'Ouest	3.24	–0.14	8.38	4.79
Pays d'immigration européenne	4.71	2.27	6.26	5.92
Europe de l'Est & ex–URSS	3.37	1.43	9.81	2.52
Amérique latine	3.29	2.29	4.28	6.03
Asie	2.79	1.64	9.97	5.95
Afrique	4.37	1.90	5.34	1.87
Monde	3.40	0.90	7.88	5.07

Tableau 3–2b. **Exportations de marchandises en pourcentage du PIB aux prix de 1990, monde et principales régions, 1870–1998**

	1870	*1913*	*1950*	*1973*	*1998*
Europe de l'Ouest	8.8	14.1	8.7	18.7	35.8
Pays d'immigration européenne	3.3	4.7	3.8	6.3	12.7
Europe de l'Est & ex–URSS	1.6	2.5	2.1	6.2	13.2
Amérique latine	9.7	9.0	6.0	4.7	9.7
Asie	1.7	3.4	4.2	9.6	12.6
Afrique	5.8	20.0	15.1	18.4	14.8
Monde	4.6	7.9	5.5	10.5	17.2

Tableau 3–2c. **Part des régions dans les exportations mondiales, 1870–1998**
(pourcentages)

	1870	*1913*	*1950*	*1973*	*1998*
Europe de l'Ouest	64.4	60.2	41.1	45.8	42.8
Pays d'immigration européenne	7.5	12.9	21.3	15.0	18.4
Europe de l'Est & ex–URSS	4.2	4.1	5.0	7.5	4.1
Amérique latine	5.4	5.1	8.5	3.9	4.9
Asie	13.9	10.8	14.1	22.0	27.1
Afrique	4.6	6.9	10.0	5.8	2.7
Monde	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Source : Annexe F. Dans le tableau 3–2a, les exportations en volume sont mesurées en dollars américains de 1990 ; dans le tableau 3–2b, les exportations en dollars américains de 1990 sont divisées par les estimations du PIB en dollars « internationaux » de 1990. Dans le tableau 3–2b, les parts d'exportation sont mesurées en dollars américains au taux de change en vigueur dans les années citées.

Bien que notre époque se classe au deuxième rang sur le plan de la performance, et que les relations économiques internationales se soient intensifiées grâce à la percée continue de la libéralisation, la dynamique globale de la croissance accuse un ralentissement brutal, et les écarts de performance entre les différentes parties du monde se creusent fortement. Pendant l'âge d'or, l'écart de revenu par habitant entre les régions les plus pauvres et les régions les plus riches avait été ramené de 15 pour 1 à 13 pour 1. Depuis, il est de 19 pour 1 (tableau 3–1b).

Tableau 3–3. **Valeur brute du stock de capitaux étrangers dans les pays en développement, 1870–1998**
(milliards de dollars en fin d'année et pourcentage)

	1870	*1914*	*1950*	*1973*	*1998*
Total en prix courants	4.1	19.2	11.9	172.0	3 590.2
Total en prix de 1990	40.1	235.4	63.2	495.2	3 030.7
Stock en pourcentage du PIB des pays en développement	8.6	32.4	4.4	10.9	21.7

Sources : Les chiffres concernent le stock total pour l'Afrique, l'Asie (à l'exception du Japon) et l'Amérique latine. Le stock en prix courants 1870–1973 est tiré de Maddison (1989*a*, p. 30). Le stock 1998 d'investissements directs étrangers est tiré de la CNUCED, *Rapport sur l'investissement dans le monde,* annexe B ; les chiffres de la dette pour 1998 sont tirés de la Banque mondiale (World Bank, 1999, *Financement du développement dans le monde, Tableaux par pays*) ; le portefeuille d'investissements indirects pour 1998 est supposé être de 200 milliards de dollars (somme des flux d'investissements indirects 1988–98 indiqués dans la Banque mondiale [World Bank, *op. cit.*]). Le déflateur est l'indice des prix à la consommation des États–Unis, 1870–1980, données tirées de Maddison (1991*a*), tableau E–2, mises à jour sur la base des données de l'OCDE (*Perspectives économiques 1999*, p. 210, décembre). Le dénominateur pour la troisième ligne est le PIB en dollars internationaux de 1990 tiré de l'annexe A. Le dénominateur pour 1914 est le PIB de 1913, car le PIB de 1914 n'est pas disponible.

Tableau 3–4. **Migrations nettes : Europe de l'Ouest, Japon et pays d'immigration européenne, 1870–1998**
(milliers — un signe négatif signale des sorties)

	1870–1913	*1914–49*	*1950–73*	*1974–98*
France	890	–236	3 630	1 026
Allemagne	–2 598	–304[a]	7 070	5 911
Italie	–4 459	–1 771	–2 139	1 617
Royaume–Uni	–6 415	–1 405[b]	–605	737
Autres[c]	–1 414	54	1 425	1 607
Total Europe de l'Ouest	–13 996	–3 662	9 381	10 898
Japon	n.d.	197	–72	–179
Australie	885	673	2 033	2 151
Nouvelle–Zélande	290	138	247	87
Canada	861	207	2 126	2 680
États–Unis	15 820	6 221	8 257	16 721
Total pays d'immigration européenne	17 856	7 239	12 663	21 639

a) 1922–39 ; b) sauf la période 1939–45 ; c) la Belgique, les Pays–Bas, la Norvège, la Suède et la Suisse.
Sources : 1870–1973 données tirées en général de Maddison (1991*a*, p. 240) ; pour l'Australie, période 1870–73 : Vamplew (1987, pp. 4–7) ; pour la Nouvelle–Zélande, période 1870–1973 : Hawke (1985, pp. 11–12) ; pour le Canada, période 1870–1950 : Firestone (1958). Les données pour la période 1974–98 proviennent de l'OCDE, *Statistiques de la main–d'œuvre*, 1978–1998.

Le tableau 3–5 compare l'évolution des différents segments de l'économie mondiale durant les trois phases les plus fastes du développement capitaliste. La performance de 1973 à 1998 est comparée avec celle de l'âge d'or et de l'ordre libéral (1870–1913).

Tableau 3–5. **Niveaux du PIB par habitant dans les trois phases les plus prospères de l'époque capitaliste**

	1950–73 (âge d'or)	*1973–98 (ordre néo–libéral)*	*1870–1913 (ordre libéral)*	*1998 PIB mondial*	*1998 Population mondiale*
	Taux de croissance annuel moyen pondéré du PIB par habitant			*Part en pourcentage*	
			Volet A		
Europe de l'Ouest	4.08	1.78	1.32	20.6	6.6
Pays d'immigration européenne	2.44	1.94	1.81	25.1	5.5
Japon	8.05	2.34	1.48	7.7	2.1
Total pays capitalistes avancés	3.72	1.98	1.56	53.4	14.2
Asie renaissante	2.61	4.18	0.38	25.2	50.9
Pays capitalistes avancés & Asie renaissante (49)	2.93	1.91	1.36	78.6	65.1
			Volet B		
40 autres pays d'Asie	4.09	0.59	0.48	4.3	6.5
44 pays d'Amérique latine	2.52	0.99	1.79	8.7	8.6
27 pays d'Europe de l'Est et de l'ex–URSS	3.49	–1.10	1.15	5.4	6.9
57 pays d'Afrique	2.07	0.01	0.64	3.1	12.9
Économies fragilisées (168)	2.94	–0.21	1.16	21.4	34.9
Monde	2.93	1.33	1.30	100.0	100.0

Source : Annexe A. Les cinq phases de l'époque capitalistes sont les trois indiquées ci–dessus, auxquelles s'ajoutent la période 1820–70, marquée par une croissance annuelle du PIB mondial par habitant de 0.53 pour cent, et la période 1913–50, marquée par une croissance annuelle de 0.91 pour cent.

Le volet A du tableau retrace la performance de 49 économies — qui produisent plus des trois quarts du PIB mondial et représentent les deux tiers de la population de la planète. Les pays capitalistes avancés (Europe de l'Ouest, pays d'immigration européenne et Japon) produisent ensemble plus de la moitié du PIB mondial. Dans ce groupe, la croissance par habitant pendant la période 1973–98 est tombée à un niveau très inférieur à celui de l'âge d'or, tout en restant nettement plus forte qu'entre 1870 et 1913. La deuxième partie du volet A montre l'évolution de l'« Asie renaissante » — 15 pays qui produisent le quart du PIB mondial et abritent la moitié de la population de la planète. Le succès de ces pays est prodigieux. Leur revenu par habitant a progressé plus rapidement après 1973 que pendant l'âge d'or, et plus de dix fois plus vite que pendant le vieil ordre libéral. Ils ont rattrapé dans une large mesure les pays phares et ils reproduisent (à des degrés divers) le grand bond en avant du Japon pendant l'âge d'or.

Si le monde ne comprenait que les deux groupes de pays du volet A du tableau, on pourrait interpréter le schéma du développement mondial comme une démonstration évidente d'une possible convergence conditionnelle, telle que suggérée par la théorie néoclassique de la croissance. Cette théorie suppose que les pays à faible revenu disposent de « possibilités liées à leur retard », et qu'ils devraient normalement atteindre un rythme de croissance plus rapide que les économies prospères qui opèrent à un niveau bien plus proche de la frontière technologique. Ce potentiel ne peut être réalisé que si ces pays arrivent à mobiliser et allouer les ressources de façon efficace, en améliorant leur capital humain et physique, afin d'assimiler et d'adapter la technologie appropriée. Les pays renaissants d'Asie ont su exploiter ces opportunités. Les pays du volet B en ont été incapables. Leur position relative s'est fortement détériorée depuis 1973.

Le volet B du tableau montre l'évolution des 168 économies « fragilisées ». Ensemble, elles produisent un cinquième du PIB mondial et représentent à peu près un tiers de la population du globe. Dans toutes ces régions, la dégradation de l'économie depuis l'âge d'or est alarmante. Dans les pays de l'ex–URSS, elle est catastrophique. Le revenu global par habitant des pays du volet B a en fait baissé de 0.21 pour cent par an pendant ces 25 dernières années. Durant l'âge d'or, le revenu par habitant de ces pays considérés globalement était identique à celui des pays du volet A. Pendant la période 1870–1913, leur performance globale n'était pas très éloignée de celle des pays du volet A.

Avant de procéder à une analyse détaillée des évolutions économiques depuis 1973, il convient de rappeler les quatre grands chocs qui ont porté un coup d'arrêt à la dynamique de croissance et eu un impact variable à des moments différents sur les diverses parties du monde. Le premier choc a confronté, au début des années 70, le groupe capitaliste avancé à un triple problème — très forte accélération de l'inflation, effondrement de l'ordre monétaire international de Bretton Woods et décision de l'OPEP de relever les prix du pétrole. Le deuxième choc est lié à la crise de la dette, qui a frappé l'Amérique latine au début des années 80. Le troisième consiste en l'effondrement du prix des actifs japonais aux alentours de 1990, effondrement qui a eu un effet profondément déflationniste sur ce qui avait été l'économie la plus dynamique du monde. Le quatrième choc provient de la désintégration de l'URSS en 1991. Elle s'est traduite par la perte totale de contrôle du régime soviétique sur les pays de l'Europe de l'Est, le démantèlement des arrangements commerciaux du CAEM et du pacte de Varsovie, et la scission de l'URSS en 15 États distincts.

Tous ces chocs ont certes eu un impact profond, mais l'ordre libéral international s'est montré remarquablement solide. Il n'y a pas eu d'effondrement des échanges ou des marchés mondiaux de capitaux et si plusieurs conflits mineurs ont éclaté, les risques dramatiques d'un affrontement planétaire que la guerre froide portait en germe se sont bien éloignés.

Tableau 3–6. **Caractéristiques économiques des 20 plus grands pays, 1998**

	PIB en milliards de dollars de 1990 PPA	*PIB par habitant en dollars de 1990 PPA*	*Population en millions*	*Part dans le PIB mondial (pourcentage)*	*Part dans la population mondiale (pourcentage)*
États–Unis	7 394.6	27 331	270.6	21.9	4.6
Chine	3 873.4	3 117	1 242.7	11.5	21.0
Japon	2 581.6	20 410	126.5	7.7	2.1
Inde	1 702.7	1 746	975.0	5.0	16.5
Allemagne	1 460.1	17 799	82.0	4.3	1.4
France	1 150.1	19 558	58.8	3.4	1.0
Royaume–Uni	1 108.6	18 714	59.2	3.3	1.0
Italie	1 022.8	17 759	57.6	3.0	1.0
Brésil	926.9	5 459	169.8	2.7	2.9
Russie	664.5	4 523	146.9	2.0	2.5
Mexique	655.9	6 655	98.6	1.9	1.7
Indonésie	627.5	3 070	204.4	1.9	3.5
Canada	622.9	20 559	30.3	1.8	0.5
Corée du Sud	564.2	12 152	46.4	1.7	0.8
Espagne	560.1	14 227	39.4	1.7	0.7
Turquie	423.0	6 552	64.6	1.3	1.1
Australie	382.3	20 390	18.8	1.1	0.3
Thaïlande	372.5	6 205	60.0	1.1	1.0
Argentine	334.3	9 219	36.3	1.0	0.6
Taiwan	327.0	15 012	21.8	1.0	0.4
Total 20 pays	26 755.0	7 023	3 809.7	79.3	64.5
Monde	33 725.6	5 709	5 907.7	100.0	100.0

Note : Les dollars de 1990 PPA sont estimés en basant la conversion des monnaies nationales sur la parité du pouvoir d'achat plutôt que sur les taux de change. Les estimations de la parité du pouvoir d'achat se fondent pour l'essentiel sur le PCI (Projet de comparaison internationale) de l'OCDE, de l'Eurostat et des Nations unies ; voir l'introduction de l'annexe A pour une explication détaillée.

Les événements qui ont marqué la cinquième phase du développement capitaliste ont des origines plus complexes, ils ont été plus différenciés selon les régions et moins synchrones que pendant l'âge d'or. Il est donc nécessaire d'examiner séparément l'expérience de chaque région.

I
Les pays capitalistes avancés

L'Europe de l'Ouest

De 1973 à 1998, le PIB de l'Europe de l'Ouest a augmenté de 2.1 pour cent par an, contre 4.8 pour cent pendant l'âge d'or. Trois éléments expliquent cette décélération : *a)* le ralentissement de la croissance démographique, qui a été ramenée de 0.7 à 0.3 pour cent par an, et dont le tassement est attribuable à une diminution générale des taux de natalité ; *b)* une très forte progression du chômage et d'autres facteurs de sous–emploi de la main–d'œuvre ; *c)* la décélération de la productivité de la main–d'œuvre, qui a augmenté de 2.3 pour cent par an, contre 4.8 pour cent pendant l'âge d'or.

Il était inévitable que les gains de productivité de l'Europe de l'Ouest se ralentissent. Entre 1950 et 1973, les possibilités uniques de rattrapage des États–Unis ont été saisies ; et, à l'époque, les progrès technologiques du pays phare (les États–Unis) étaient bien plus rapides que depuis 1973. De fait, le processus de rattrapage s'est poursuivi après 1973. Le niveau moyen de productivité de l'Europe de l'Ouest est passé des deux tiers du niveau américain en 1973 à plus des quatre cinquièmes en 1998. Cependant, le revenu par habitant de la plupart des pays d'Europe de l'Ouest a progressé plus lentement que celui des États–Unis, à cause de marchés de l'emploi déprimés (tableau 3–7).

L'augmentation dramatique du chômage est l'aspect le plus perturbant du paysage économique ouest–européen depuis 1973. Entre 1994 et 1998, il a touché en moyenne près de 11 pour cent de la population active (tableau 3–8). C'est un taux plus élevé que pendant la grande dépression des années 30, et il est quatre fois supérieur à celui de l'âge d'or. Un chômage de cette ampleur aurait provoqué une crise économique majeure si les chômeurs n'avaient bénéficié d'un revenu substantiel de soutien de la part de la sécurité sociale. Cette progression du chômage est essentiellement imputable à une remise en cause des objectifs de la politique macroéconomique. Au départ, cette remise en cause était dictée par les événements, mais le maintien des nouveaux choix d'orientation reflétait un changement idéologique fondamental.

Le « point de vue de l'establishment » sur les objectifs de la politique économique pendant l'âge d'or est décrit par Erik Lundberg (1968, p. 37) : « pendant la période d'après–guerre, le plein emploi et un taux de croissance économique rapide sont devenus le souci majeur des gouvernements nationaux. Ces objectifs de politique économique n'étaient pas […] ceux qui ont guidé l'action des gouvernements entre les deux guerres […], qui cherchaient plutôt à atteindre divers objectifs que l'on considèrerait aujourd'hui en grande partie comme des objectifs intermédiaires, secondaires, sans intérêt ou irrationnels, tels que la restauration ou le maintien d'un taux de change déterminé, l'équilibrage annuel du budget de l'État et la stabilisation des prix au niveau en vigueur ou à un niveau atteint précédemment ».

Au cours des années 70, les objectifs de plein emploi et de croissance économique rapide ont été abandonnés, et la stabilité des prix est devenue la priorité des priorités. Au départ, ce changement d'orientation était parfaitement défendable compte tenu de la conjoncture. Après l'effondrement du système de taux de change fixes de Bretton Woods, les dirigeants se trouvaient désorientés sans leur ancrage monétaire. L'abandon des parités fixes est intervenu à une époque de pressions inflationnistes accrues, et le premier choc pétrolier déclenché par l'OPEP a grandement alimenté les anticipations d'une accélération de l'inflation. On pensait que, passé un certain point, une politique accommodante

Tableau 3–7. **Europe de l'Ouest et États–Unis : degré de convergence de la productivité et du PIB par habitant ,1950–98**

	PIB par habitant		*PIB par heure de travail*	
	(taux de croissance annuel moyen pondéré)			
	1950–73	***1973–98***	***1950–73***	***1973–98***
France	4.1	1.6	5.0	2.5
Allemagne	5.0	1.6	5.9	2.4
Italie	5.0	2.1	5.8	2.3
Royaume–Uni	2.4	1.8	3.1	2.2
12 pays d'Europe de l'Ouest	3.9	1.8	4.8	2.3
Irlande	3.0	4.0	4.3	4.1
Espagne	5.8	2.0	6.4	2.9
États–Unis	2.5	2.0	2.8	1.5

	(Niveau de PIB par habitant			*(Niveau de PIB par heure de travail*		
				US = 100		
	1950	***1973***	***1998***	***1950***	***1973***	***1998***
France	55	79	72	46	76	98
Allemagne	41	72	65	32	62	77
Italie	37	64	65	35	67	81
Royaume–Uni	72	73	68	63	67	79
12 pays d'Europe de l'Ouest	52	73	72	44	68	83
Irlande	36	41	67	29	41	78
Espagne	25	52	52	21	46	64

	Nombre d'emplois en pourcentage de la population			*Nombre d'heures de travail par habitant*		
	1950	***1973***	***1998***	***1950***	***1973***	***1998***
France	47.0	41.1	38.6	905	728	580
Allemagne	42.0	44.9	44.0	974	811	670
Italie	40.1	41.5	42.3	800	669	637
Royaume–Uni	44.5	44.6	45.8	871	753	682
12 pays d'Europe de l'Ouest	43.4	43.3	43.5	904	750	657
Irlande	41.1	34.7	40.6	925	698	672
Espagne	41.8	37.4	34.0	921	805	648
États–Unis	40.5	41.0	49.1	756	704	791

Sources : Annexes A et E.

à l'égard de l'inflation déboucherait sur l'hyper–inflation et que cela risquerait de compromettre l'ensemble de l'ordre social et politique. C'était le théorème du fil du rasoir. La politique des revenus ayant été discréditée, la désinflation paraissait la seule option possible.

Le changement d'attitude des dirigeants a été renforcé par les nouvelles théories à la mode chez les économistes. Les keynésiens ont été en quelque sorte marginalisés et ont perdu leur influence sur la conduite de la politique économique. Les politiciens ont cherché des soutiens intellectuels ailleurs. Friedman, Hayek et les néo–Autrichiens pensaient que le chômage était un contrepoids utile. L'école des anticipations rationnelles déniait toute utilité aux mesures discrétionnaires des pouvoirs publics. Les tenants de cette école affirmaient que, si l'on appliquait des règles simples pendant une période de temps suffisamment longue, l'économie se régulerait d'elle–même. La responsabilité des mesures de politique économique devait alors passer des ministres des Finances aux banquiers centraux. Dans toute la mesure du possible, ces derniers devaient pouvoir prendre leurs décisions à l'abri de toute pression politique.

Tableau 3-8. **Chômage et inflation dans les pays capitalistes avancés, 1950-98**

	Chômage (pourcentage de la population active)				*Variation de l'indice des prix à la consommation (taux de croissance annuel moyen pondéré)*			
	1950–73	*1974–83*	*1984–93*	*1994–98*	*1950–73*	*1973–83*	*1983–93*	*1994–98*
Belgique	3.0	8.2	8.8	9.7	2.9	8.1	3.1	1.8
Finlande	1.7	4.7	6.9	14.2	5.6	10.5	4.6	1.0
France	2.0	5.7	10.0	12.1	5.0	11.2	3.7	1.5
Allemagne	2.5	4.1	6.2	9.0	2.7	4.9	2.4	1.7
Italie	5.5	7.2	9.3	11.9	3.9	16.7	6.4	3.5
Pays–Bas	2.2	7.3	7.3	5.9	4.1	6.5	1.8	2.2
Norvège	1.9	2.1	4.1	4.6	4.8	9.7	5.1	2.0
Suède	1.8	2.3	3.4	9.2	4.7	10.2	6.4	1.5
Royaume–Uni	2.8	7.0	9.7	8.0	4.6	13.5	5.2	3.0
Irlande	n.d.	8.8	15.6	11.2	4.3	15.7	3.8	2.1
Espagne	2.9	9.1	19.4	21.8	4.6	16.4	6.9	3.4
Europe de l'Ouest								
Moyenne	**2.6**	**6.0**	**9.2**	**10.7**	**4.3**	**11.2**	**4.5**	**2.2**
Australie	2.1	5.9	8.5	8.6	4.6	11.3	5.6	2.0
Canada	4.7	8.1	9.7	9.4	2.8	9.4	4.0	1.3
États–Unis	4.6	7.4	6.7	5.3	2.7	8.2	3.8	2.4
Moyenne	**3.8**	**7.1**	**8.3**	**7.8**	**3.4**	**9.6**	**4.5**	**1.9**
Japon	**1.6**	**2.1**	**2.3**	**3.4**	**5.2**	**7.6**	**1.7**	**0.6**

Sources : Taux de chômage 1950–83, données tirées de Maddison (1995*a*), mises à jour sur la base de l'OCDE, *Statistiques de la main–d'œuvre*. Indice des prix à la consommation 1950–83, données tirées de Maddison (1995*a*), mises à jour sur la base de l'OCDE, *Perspectives économiques*, décembre 1999.

En 1983, les politiques déflationnistes avaient administré la preuve de leur efficacité et l'OPEP avait perdu une grande partie de son pouvoir. Entre 1973 et 1983, l'inflation dans les pays d'Europe de l'Ouest avait atteint un taux annuel moyen de 11.2 pour cent ; entre 1983 et 1993, la moyenne était de 4.5 pour cent. Entre 1993 et 1998, elle était tombée à 2.2 pour cent, soit à peu près la moitié du rythme de hausse des prix pendant l'âge d'or (tableau 3–8).

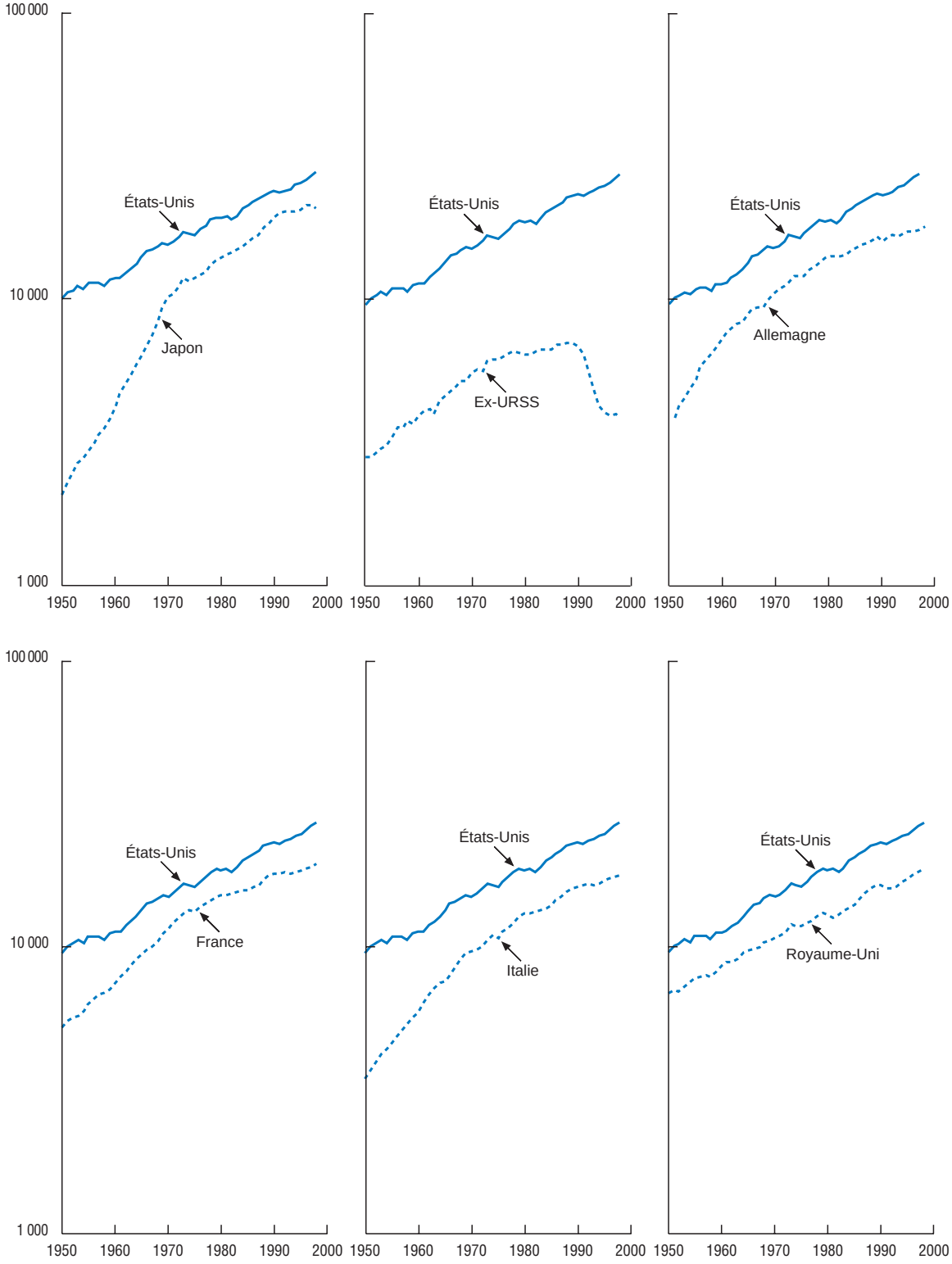
Le maintien de politiques déflationnistes dans les années 90 malgré un chômage élevé et une inflation faible était dans une large mesure dicté par un nouvel objectif de politique économique — l'union monétaire.

Le rapport Werner de 1970 préconisait l'établissement d'une union monétaire entre les pays membres de la CEE, mais les remous monétaires du début des années 70 et l'effondrement du système du « serpent » monétaire (précurseur du SME) en 1976 avaient conduit à l'abandon de cet objectif. Le SME a été mis en place en 1979 afin de créer une zone de stabilité des changes. Il a relativement bien rempli sa mission entre 1987 et 1992. L'objectif de l'union monétaire est donc sorti des oubliettes et a été remis en avant dans le rapport Delors de 1989. Ce rapport soulignait à nouveau l'importance des objectifs de politique économique que Lundberg avait qualifiés de secondaires ou d'irrationnels en 1968. Il ne mentionnait aucun objectif d'emploi ou de croissance, pas plus qu'il n'examinait sérieusement les coûts institutionnels, sociaux et économiques des mesures nécessaires pour faire progresser la convergence et la conformité dans le domaine des prix, des salaires, de la monnaie et du budget. Les principaux avantages économiques de l'union devaient être la réduction des coûts de transaction, l'amélioration de la stabilité économique et la réalisation d'économies d'échelle dans un marché européen plus intégré et plus compétitif. La proposition a été adoptée par la Communauté européenne en 1991 et ratifiée en 1993 par le traité de Maastricht sur l'Union européenne.

Le chemin vers l'union monétaire n'a pas été de tout repos. Une crise monétaire majeure a éclaté en 1992. Après une défense coûteuse des taux de change en vigueur à l'époque, plusieurs pays ont dévalué. L'Italie et le Royaume–Uni ont quitté le SME. En 1993, les pressions qui s'exerçaient sur

Figure 3-1. **Confrontation deux à deux des niveaux de PIB par habitant, États-Unis/Japon, États-Unis/pays d'Europe, 1950-98**

(en dollars Geary-Khamis de 1990)



Source : Annexe C.

le franc français ont conduit les autorités du SME a élargir la bande de fluctuation autorisée des parités, pour la faire passer de 2.25 à 15 pour cent. Mais les pays de l'Union étaient déterminés à mener leur projet à terme, en particulier ceux qui avaient connu dans le passé de gros problèmes d'inflation et d'instabilité du taux de change et pour lesquels les avantages à long terme de l'union monétaire semblaient les plus prometteurs. Ils étaient disposés à prolonger la période de chômage élevé pour honorer leurs obligations en matière de « convergence » —autrement dit à ramener l'inflation à des niveaux qui leur semblaient très faibles à l'époque, à maintenir la stabilité des taux de change et à réduire leurs déficits budgétaires. Ces politiques ont permis d'obtenir un degré de convergence remarquable et l'union monétaire a été inaugurée au début de 1999, tous les aspirants étant acceptés comme membres, à l'exception de la Grèce (qui rejoindra l'Union en 2001).

Si la finalité de la politique gouvernementale des pays de l'Europe de l'Ouest a été déflationniste pendant une période de temps prolongée, la marge de manœuvre budgétaire était substantiellement restreinte par les engagements de l'État providence, qui sont nettement plus importants dans ces pays qu'aux États–Unis ou au Japon. La montée du chômage a automatiquement déclenché des paiements de transferts. Dans nombre de cas, et en particulier en France et aux Pays–Bas, les autorités qui estimaient que le chômage était imputable à un excédent de main–d'œuvre, ont persuadé les travailleurs de prendre une retraite anticipée ou de demander le statut de « handicapé ». Par ailleurs, le poids des versements de retraite a régulièrement augmenté avec le vieillissement de la population. Les déficits budgétaires étaient bien plus importants en 1974–96 qu'ils ne l'avaient été pendant l'âge d'or. Ils ont diminué en 1997–98 lorsque les pressions exercées sur les pays concernés, pour qu'ils remplissent les critères de convergence exigés par l'union monétaire, étaient à leur plus haut niveau. La finalité déflationniste des politiques gouvernementales apparaît plus clairement dans le niveau des taux d'intérêt réels. Ils étaient beaucoup plus élevés dans la période de hausse modérée des prix qui s'est ouverte après 1982 que pendant l'âge d'or ou durant les années de forte inflation de la période 1974–81.

Tableau 3–9. **Dépenses publiques en pourcentage du PIB aux prix courants, Europe de l'Ouest, États–Unis et Japon, 1913–1996**

	1913	*1938*	*1950*	*1973*	*1999*
France	8.9	23.2	27.6	38.8	52.4
Allemagne	17.7	42.4	30.4	42.0	47.6
Pays–Bas	8.2[a]	21.7	26.8	45.5	43.8
Royaume–Uni	13.3	28.8	34.2	41.5	39.7
Moyenne arithmétique	12.0	29.0	29.8	42.0	45.9
États–Unis	8.0	19.8	21.4	31.1	30.1
Japon	14.2	30.3	19.8	22.9	38.1

a) 1910.

Sources : 1913–73, données tirées de Maddison (1995*a*) ; 1999, données tirées de l'OCDE, *Perspectives économiques*, décembre 1999, tableau 28.

Depuis 1973, les pays d'Europe de l'Ouest s'appuient plus largement sur les forces du marché pour améliorer l'efficacité de l'allocation des ressources. Les décisions de supprimer les contrôles sur les mouvements de capitaux et de privatiser les entreprises publiques reflètent cette nouvelle orientation. Mais l'agriculture reste très protégée, et la réglementation et la politique fiscale font obstacle au fonctionnement efficace des marchés.

Les États–Unis

La politique économique que poursuivent les États–Unis depuis 1973 est bien plus efficace que celle de l'Europe de l'Ouest et du Japon dans l'exploitation du potentiel de croissance du revenu. Le taux de chômage a baissé, pour se situer à moins de la moitié des niveaux de l'Europe de l'Ouest, alors que pendant la période 1950–73, il était en général deux fois plus élevé que le taux européen. La participation de la population active a augmenté, puisque l'emploi est passé de 41 pour cent de la population en 1973 à 49 pour cent en 1998, alors que la moyenne européenne passait, elle, de 42 à 44 pour cent. Les heures ouvrées par personne ont augmenté, alors qu'elles diminuaient en Europe de l'Ouest. Les hauts niveaux d'activité ont été atteints avec un taux d'inflation généralement inférieur à celui de l'Europe de l'Ouest.

Les dirigeants des États–Unis se heurtent à moins de contraintes que leurs homologues européens pour gérer les niveaux élevés de demande. Disposant de la principale monnaie de réserve du monde et habitués de longue date à la libre circulation des capitaux internationaux, ils ont généralement traité les fluctuations du taux de change avec une certaine désinvolture. L'administration Reagan a accordé d'importantes baisses d'impôts aux contribuables et déréglementé de larges pans de l'économie, pensant que ces mesures susciteraient une réaction positive de l'offre, qui permettrait de contenir les conséquences potentiellement inflationnistes d'une telle politique. Les États–Unis disposent aussi de marchés du travail plus flexibles. Leur marché des capitaux est mieux équipé pour apporter du capital–risque aux entreprises innovantes. Leur économie est aussi grande que celle de l'Europe de l'Ouest, mais elle est bien plus étroitement intégrée. La vigueur de la demande a été soutenue par la forte expansion du marché boursier dans les années 90.

Les États–Unis ont été l'un des grands gagnants de la mondialisation des marchés des capitaux. Entre la fin de la guerre et 1988, leurs avoirs à l'étranger ont toujours excédé leurs engagements, mais par la suite la position extérieure nette du pays est passée d'environ zéro à moins 1.5 billion de dollars (plus de 20 pour cent du PIB). Le reste du monde a donc contribué à soutenir la longue période d'expansion des États–Unis et à financer les importants déficits de leur balance des paiements (tableau 3–10).

D'un autre côté, les importations des États–Unis ont fortement augmenté, ce qui a contribué à soutenir la demande mondiale. Entre 1973 et 1998, le volume des importations américaines a progressé plus rapidement que celui des importations des pays d'Europe de l'Ouest et du Japon. Il a augmenté à un rythme presque aussi important que pendant la période 1950–73, alors que l'on observait une décélération notable du côté de l'Europe de l'Ouest et du Japon (tableau 3–11). L'essor des importations américaines reflétait la vigueur de la demande et l'impact des réductions tarifaires successives sous les auspices du GATT et de l'OMC, ainsi que certains arrangements régionaux tels que l'Accord de libre–échange nord–américain (ALENA).

Bien que les États–Unis aient réussi à maintenir la demande et l'activité à des niveaux élevés, la croissance économique s'est ralentie depuis 1973 par rapport à la période 1950–73. Ce ralentissement s'explique essentiellement par une décélération brutale de la croissance de la productivité. Entre 1950 et 1973, la productivité de la main–d'œuvre a augmenté de 2.8 pour cent par an. Entre 1973 et 1998, ce pourcentage a été ramené à 1.5 pour cent, soit un niveau inférieur à ce que les États–Unis ont connu pendant toute la période depuis 1870. Pendant la période 1913–73, la croissance de la productivité totale des facteurs (la réaction de la production aux apports combinés de travail et de capital) s'est située dans une fourchette moyenne de 1.6 à 1.7 pour cent par an. Entre 1973 et 1998, elle a progressé à un tiers de ce rythme.

Le ralentissement de la productivité a été masqué par l'amélioration de l'utilisation du potentiel, mais il aura de très sérieuses répercussions sur la croissance future s'il devait se poursuivre, car il ne pourra pas continuer à être compensé par de nouvelles augmentations du niveau de la demande. Le ralentissement américain a probablement contribué à une croissance plus lente de la productivité dans d'autres pays capitalistes avancés, qui opèrent à des niveaux de technologie très proches de ceux des États–Unis. A long terme, l'impact finira par atteindre les pays moins prospères, qui opèrent à des niveaux de technologie plus faibles.

Tableau 3–10. **Stock des avoirs et engagements étrangers, États–Unis, Japon, Allemagne et Royaume–Uni, 1989–98**
(en milliards de dollars aux taux de change courants)

	Avoirs	*Engagements*	*Avoirs nets*	*Avoirs*	*Engagements*	*Avoirs nets*
	États–Unis			**Japon**		
1989	2 348	2 397	–49	1 771	1 477	294
1990	2 291	2 459	–168	1 858	1 529	329
1991	2 468	2 731	–263	2 007	1 622	385
1992	2 464	2 919	–455	2 035	1 520	515
1993	3 055	3 237	–182	2 181	1 569	612
1994	3 276	3 450	–174	2 424	1 734	690
1995	3 869	4 292	–423	2 633	1 815	818
1996	4 545	5 092	–547	2 653	1 762	891
1997	5 289	6 355	–1 066	2 737	1 779	958
1998	5 948	7 485	–1 537	2 986	1 833	1 153
	Allemagne			**Royaume–Uni**		
1989	864	595	269	1 514	1 432	82
1990	1 100	751	349	1 728	1 744	–16
1991	1 146	818	328	1 756	1 750	6
1992	1 175	881	294	1 731	1 697	34
1993	1 285	1 080	205	2 001	1 948	53
1994	1 432	1 237	195	2 090	2 096	35
1995	1 656	1 537	119	2 386	2 394	–8
1996	1 691	1 612	79	2 775	2 778	–3
1997	1 759	1 695	64	3 212	3 348	–14
1998				3 521	3 695	–17

Source : FMI, *Statistiques financières internationales*.

Tableau 3–11. **Croissance des importations de marchandises en volume et ratio des importations au PIB, Europe de l'Ouest, Japon et États–Unis, 1950–98**

	Croissance des importations en volume *(taux annuel pondéré)*		***Importations en pourcentage du PIB aux prix de 1990***		
	1950–73	***1973–98***	***1950***	***1973***	***1998***
France	9.3	4.6	6.1	15.2	27.7
Allemagne	12.6	4.7	4.1	17.6	36.1
Italie	11.3	4.0	4.9	16.3	24.9
Royaume–Uni	4.8	4.0	11.4	17.2	28.2
Japon	16.0	4.0	2.5	9.7	12.4
Moyenne arithmétique	10.8	4.3	5.8	15.2	25.9
États–Unis	6.6	5.6	3.9	6.9	13.0

Encadré 3–1. **Mesures du niveau et de la croissance du PIB américain, 1929–98 : effets des récentes modifications**

(en millions de dollars 1990)

	Maddison (1995a) révisé	*BEA (1998)*	*BEA (1999)*	*BEA (2000)*
1929	844 324	740 311		711 309
1950	1 457 624	1 508 235	(1 455 916)	1 459 127
1959	1 981 830	2 068 828	1 997 061	2 006 235
1973	3 519 224	3 665 799	3 536 622	3 567 274
1990	5 464 795	5 743 800	5 803 200	5 803 200
1991	5 410 089	5 690 540	5 790 784	5 775 948
1992	5 562 302	5 844 986	5 983 457	5 952 089
1993	5 697 296	5 980 898	6 124 987	6 110 061
1994	5 907 953	6 187 856	6 371 321	6 356 710
1995	6 059 772	6 329 197	6 544 370	6 526 361
1996	6 276 136	6 547 387	6 784 105	6 759 427
1997	6 522 904	6 804 797	7 089 655	7 046 304
1998	6 777 297		7 394 598	7 349 878
1999				7 654 836

a) mouvements pour la période 1950–59 tirés du Bureau of Economic Analysis, 1998

Sources : les données de la colonne 1 sont tirées de Maddison (1995a) révisé : pour les années 1990–97, d'après OCDE, *Comptes nationaux 1960–97*, Paris, 1999; pour les années 1997–98, d'après OCDE, *Perspectives économiques*, juin 1999. Les données de la colonne 2 sont tirées de Seskin, *Survey of Current Business*, août 1998. Les données de la colonne 3 sont tirées de Seskin, *Survey of Current Business*, décembre 1999. Les données de la colonne 4 proviennent du site Internet du BEA (juin 2000). Pour permettre des comparaisons, nous avons converti en dollars de 1990 les estimations du BEA (1998) faites en dollars de 1992, et celles du BEA (1999 et 2000) faites en dollars de 1996. Jusque dans les années 90, le BEA publiait les estimations de PIB réel remontant à 1929 avec une seule série de pondérations pour toute la période. En 1993, il a publié trois versions remontant à 1959 : *a)* selon les anciennes pondérations fixes ; *b)* avec une procédure en chaîne dans laquelle les pondérations changent chaque année ; *c)* avec un indice segmenté dans lequel les pondérations changent tous les cinq ans. Dans Maddison (1995a), nous avions utilisé la troisième option pour des raisons de comparabilité internationale (la pratique était alors courante pour les pays de l'UE). Dans la colonne 1, nous avons utilisé les pondérations quinquennales segmentées pour la période 1959–90 ; le résultat donne alors une progression plus rapide, de 0.28 pour cent par rapport aux pondérations fixes, et de 0.04 pour cent par rapport aux pondérations en chaîne. Les données du BEA (1998) à la colonne 2 ne prévoient pas d'alternative, mais n'utilisent plus que des pondérations en chaîne remontant jusqu'en 1929. Le BEA (1999) modifie à nouveau les données pour la période 1959–98 (les logiciels deviennent un investissement). Le BEA (2000) refait toutes les estimations en remontant jusqu'en 1929.

Effets des dernières révisions sur le taux de croissance du PIB des États–Unis

(taux composé annuel moyen)

	Maddison(1995a)	*BEA (1998)*	*BEA (1999)*	*BEA(2000)*
1929–50	2.63	3.45	n.d.	3.48
1950–73	3.91	3.93	3.93[a]	3.96
1973–98	2.66	2.67[b]	2.96	2.90

a) mouvements pour la période 1950–59 tirés du BEA (1998). b) BEA (1999) pour la période 1997–98.

L'effet des révisions sur les taux de croissance apparaît dans le tableau ci–dessus. Pour la période 1950–73, les nouvelles mesures sont à peine différentes de celles que nous avons utilisées dans Maddison (1995a). Pour la période 1973–98, les données du BEA (1999), que nous avons utilisées pour le présent ouvrage, indiquent une croissance supérieure d'environ 0.3 point par rapport aux anciennes mesures. Les révisions pour la période 1929–50 sont cependant bien plus importantes. Leur acceptation implique une lecture radicalement nouvelle de l'histoire économique américaine : selon ces données, le niveau du PIB en 1929 est inférieur de 16 pour cent à l'ancien indice et pourrait bien faire diminuer en conséquence le niveau des années antérieures s'il devait servir d'indexation. La croissance annuelle de la productivité de la main–d'œuvre pour la période 1913–50 devrait passer de 2.5 pour cent à 3 pour cent. Le niveau de la productivité de la main–d'œuvre de 1913 serait inférieur à celui du Royaume–Uni. Les nouvelles estimations du BEA modifient également les caractéristiques de l'économie pendant la guerre et dans l'immédiat après–guerre. Il nous paraît délicat d'utiliser ces nouvelles mesures pour la période 1929–50 sans examiner au préalable les raisons pour lesquelles leurs effets sont si marqués. Il faut garder à l'esprit, également, qu'aucun autre pays n'utilise la technique de l'indice en chaîne ni des indices de prix hédonistes pour une période révolue aussi longue.

La plupart des pays d'Europe occidentale ont également modifié récemment leurs méthodes de mesure de la croissance macro–économique. Et surtout, la plupart ont adopté les nouvelles recommandations du SNA, qui impliquent de traiter les logiciels comme des investissements. Ces modifications néanmoins ont en général été moins profondes et leurs effets sur les taux de croissance sont plus faibles qu'aux États–Unis. La plupart des autres pays de l'OCDE n'ont pas adopté les pondérations en chaîne et, parmi ceux qui l'ont fait, seules l'Australie, la France et la Norvège les ont fait remonter très loin (jusqu'en 1978 pour la France et les Pays–Bas et jusqu'en 1960 pour l'Australie). La plupart des autres pays n'utilisent pas les indices d'ajustement de prix hédonistes (qui procèdent à un ajustement qualitatif pour des caractéristiques modifiées d'un produit). Les indices de prix hédonistes ne sont pas utilisés en Allemagne, en Belgique, en Espagne, en Finlande, en Grèce, en Italie, au Japon ni au Royaume–Uni. Wyckoff (1995) montre bien la différence entre la baisse annuelle de l'indice des prix des ordinateurs et des machines de bureaux aux États–Unis, de 13 pour cent de 1976 à 1993, avec la baisse annuelle de 2 pour cent enregistrée en Allemagne sur la même période et pour la même catégorie de produits. La différence tient essentiellement, semble–t–il, à la technique de construction numérique de l'indice.

Beaucoup d'intervenants dans la « nouvelle économie » (technologies de l'information et activités connexes) jugent inacceptable la notion de décélération du progrès technique. La technologie de l'informatique et des communications a fait des progrès spectaculaires, et ils pensent que cela a eu d'importantes retombées sur le reste de l'économie. Ils justifient leur position en s'appuyant sur des faits anecdotiques ou microéconomiques concernant leur secteur favori et soulignent l'ascension phénoménale du prix des actions du Nasdaq (marché boursier spécialisé dans la « nouvelle économie »). Toutefois, l'impact de cette « révolution » technologique ne s'est manifesté que très récemment dans les statistiques macroéconomiques. Le Nasdaq donne des cotations élevées à de nombreuses entreprises dont les profits sont faibles ou inexistants, et il a perdu près de 50 pour cent de sa valeur record au second semestre 2000.

Les spécialistes de la nouvelle économie ont affirmé que les statistiques des comptes nationaux ne mesurent pas correctement la croissance. Cela n'est pas totalement faux, dans le sens où, pour mesurer la croissance sur une période de plus de 60 ans, les estimations classiques de la croissance des États–Unis s'appuient sur des pondérations établies pour une année récente. Cela a effectivement entraîné une sous–évaluation de la croissance américaine par rapport au système de pondération utilisé dans les pays de l'Europe de l'Ouest.

En 1993, la méthode traditionnelle de mesure du PIB a été modifiée avec la présentation de deux nouvelles mesures : *a)* une mesure basée sur un changement des pondérations tous les cinq ans (méthode utilisée à l'époque dans la plupart de pays de l'UE) ; *b)* un indice en chaîne dont les pondérations changent tous les ans (méthode adoptée officiellement par les seuls Pays–Bas à l'époque). L'indice segmenté sur cinq ans produit le taux de croissance le plus élevé (0.28 pour cent par an de plus que la mesure classique et 0.04 pour cent de plus que l'indice en chaîne). Dans Maddison (1995*a*), nous avons utilisé l'indice segmenté sur 5 ans en remontant aussi loin que possible dans le temps (les données remontaient à 1959).

Depuis lors, les statistiques des comptes nationaux des États–Unis ont été encore modifiées d'une façon qui fait apparaître une croissance plus rapide et un niveau plus élevé du PIB. Même avec les mesures révisées, on constate un ralentissement marqué de la productivité entre 1973 et 1995 mais, pour la période 1995–98, on note une accélération à des taux qui ne sont pas inférieurs de beaucoup à ceux de l'âge d'or. Pendant la période 1973–95, la productivité de la main–d'œuvre a progressé au rythme de 1.4 pour cent et, en 1995–98, au rythme de 2.5 pour cent. Cette récente accélération est en grande partie attribuable au poids accru de la « nouvelle » économie. L'encadré 3–1 analyse ces changements de procédures statistiques américaines, et leurs conséquences. Il démontre aussi que ces modifications exagèrent, dans une certaine mesure, la croissance américaine et les niveaux de performance, par rapport aux approches de mesure plus traditionnelles de l'impact de la nouvelle économie adoptées en Europe et au Japon.

Récemment, Jorgenson et Stiroh (2000) ont effectué une étude qui fait autorité sur la performance de l'économie américaine au cours des 40 dernières années, en prenant les estimations révisées du PIB. Ils ont constaté que l'impact de l'accélération du progrès technique dans l'informatique et les communications se faisait principalement sentir dans la production de ces biens. La productivité est restée à la traîne dans les secteurs qui utilisent du matériel informatique. A leur avis, « rien n'indique que la production de la technologie de l'information ait eu des retombées dans d'autres branches d'activité — les données empiriques ne permettent guère de confirmer la thèse d'une 'nouvelle économie' dont les retombées rejailliraient des producteurs de la technologie de l'information sur les utilisateurs de cette technologie ».

Oliner et Sichel (2000) parviennent plus ou moins à la même conclusion, ainsi que Robert Gordon (2000), à savoir que deux décennies d'investissements importants dans la « nouvelle économie » ont eu des effets tardifs mais très positifs sur la productivité macroéconomique.

S'il n'y a pas encore de retombées très évidentes dans les industries utilisatrices de matériel informatique, il est fort possible que ce soit en raison des coûts qu'implique l'absorption de nouvelles technologies qui exigent un apport important de personnels hautement qualifiés, de l'obsolescence

rapide du matériel et des compétences, et d'un certain nombre d'erreurs lourdes, telles que le vent de panique causé par le très coûteux bogue de l'an 2000. A terme, lorsque la nouvelle technologie aura été totalement assimilée, d'autres secteurs de l'économie pourraient fort bien profiter de retombées substantielles.

Il est trop tôt pour juger si l'amélioration récente de la productivité laisse présager un retour aux cadences que les États–Unis ont enregistrées entre 1913 et 1973, mais il y a des raisons d'espérer que les progrès seront plus rapides que pendant la période 1973–95.

Les autres pays d'immigration européenne

L'Australie est le plus dynamique des autres pays d'immigration européenne. La forte réduction des barrières commerciales, l'augmentation de la concurrence et la proximité des pays d'Asie en pleine expansion sont autant d'éléments qui jouent un rôle favorable. Les bilans du Canada et de la Nouvelle–Zélande sur le plan de la croissance sont beaucoup moins brillants.

Le Japon

Pendant l'âge d'or, la croissance économique du Japon a été bien plus rapide que celle de l'Europe de l'Ouest. Son revenu par habitant a été multiplié par six entre 1950 et 1973, et il a progressé à la cadence de 8 pour cent par an contre 4 pour cent en Europe de l'Ouest. La productivité de la main–d'œuvre a augmenté de 7.7 pour cent par an, contre 4.8 pour cent pour l'Europe de l'Ouest, et la productivité totale des facteurs de 5.1 pour cent par an, contre 2.9 pour cent.

Plusieurs raisons expliquent cette meilleure performance du Japon par rapport à l'Europe de l'Ouest : *a)* en 1950, le niveau du revenu par habitant et de la productivité s'établissait à un peu plus du tiers du niveau européen, de sorte que le Japon disposait d'un vaste champ d'action pour exploiter les opportunités liées à son retard ; *b)* la population active avait déjà un niveau de formation qui n'était pas très différent de la norme de l'Europe de l'Ouest en 1950 et il y avait une énorme réserve de compétences techniques acquises pendant le service militaire et qui pouvaient être entièrement exploitées à des fins pacifiques ; *c)* les taux d'investissement étaient supérieurs à ceux de l'Europe de l'Ouest ; *d)* l'apport de main–d'œuvre par habitant était plus élevé.

Si le Japon était en mesure de faire un effort d'investissement d'une telle ampleur, c'est grâce à la forte propension à épargner des ménages japonais. Horioka (1990) avance un certain nombre de raisons complexes pour expliquer ce penchant pour l'épargne. Il cite en particulier la frugalité traditionnelle de la population, qui l'a conduite à maintenir un style de vie simple malgré l'augmentation des revenus. Ayant une forte aversion pour le risque, les Japonais ont économisé pour se prémunir contre la maladie et les risques imprévus. Les prestations de la sécurité sociale étant moins généreuses qu'en Europe, les ménages ont été amenés à faire un plus grand effort d'épargne pour leurs vieux jours. Le rôle important de la rémunération sous forme de primes forfaitaires semestrielles et la pénurie relative du crédit à la consommation expliquent aussi la propension à épargner.

La politique gouvernementale a soutenu à un degré inhabituel l'effort de rattrapage, qui était une ambition de longue date chez les dirigeants japonais. Au XVIIe et au XVIIIe siècles, le régime Tokugawa s'est efforcé avec succès de rattraper et de surpasser le niveau de revenu de la Chine. A partir de 1868, l'objectif était de rattraper l'Ouest.

Dans la période d'après–guerre, l'objectif de développement a été poursuivi par un réseau interactif très étendu de groupes d'intérêt. Il existait des liens étroits de solidarité entre les hauts fonctionnaires très instruits, les hommes politiques du Parti démocratique libéral (au pouvoir depuis 1955 en dehors d'une brève période d'interruption), les grands capitaines d'industrie et le système bancaire. Les grands groupes commerciaux (*keiretsu*) et les banques étaient liés par des relations financières étroites et imbriquées. Les grandes entreprises entretenaient souvent depuis longtemps

des liens symbiotiques avec les petites entreprises. Les syndicats étaient organisés au niveau de l'entreprise, les travailleurs étaient assurés de conserver très longtemps leur emploi, et ils identifiaient leurs intérêts avec ceux de leur employeur. Très souvent, les membres les plus brillants de l'élite administrative rejoignaient une équipe politique ou faisaient carrière à la tête d'une entreprise. Le MITI (le ministère du Commerce extérieur et de l'Industrie) fournissait des « directives administratives » aux entreprises et aux banques qui influaient sur l'allocation des ressources aux industries considérées comme primordiales en termes de possibilité de croissance ou de marchés d'exportation. La quantité négligeable d'actions en justice ou d'avocats reflète le caractère consensuel de ces liens.

Dans la période Tokugawa, le commerce extérieur était étroitement encadré par une politique d'isolement (*sakoku*) conçue pour éviter les interférences étrangères au Japon. Dans la période d'après–guerre, les échanges étaient plus ouverts, mais l'ancienne tendance à l'autarcie demeurait. Le gouvernement a joué un rôle fondamental en favorisant le développement technologique et l'assimilation des technologies étrangères par des moyens qui préservaient l'indépendance nationale. L'investissement étranger était très restreint ; il l'est encore. Les secteurs d'activité faibles et certains secteurs forts étaient protégés par diverses mesures de restrictions aux importations.

Si cette version du capitalisme était parfaitement efficace pour atteindre un taux de croissance et un niveau de produit par habitant élevés, elle était plus coûteuse qu'elle ne l'aurait été si l'on avait davantage recouru aux forces du marché, en représentant mieux les intérêts des consommateurs et en pratiquant une plus grande ouverture aux échanges extérieurs. Au début des années 90, le stock de capital par travailleur était supérieur de près d'un quart à celui de l'Europe de l'Ouest, mais la productivité était nettement plus faible. Les travailleurs et les cols blancs (*salarymen*) avaient de très longues heures de travail et n'avaient guère de temps pour les congés. La performance des différents secteurs était beaucoup plus inégale qu'il n'est de mise pour les pays capitalistes avancés — l'agriculture et la distribution ayant une productivité très faible alors que le Japon se classait au premier rang mondial dans les secteurs de l'automobile, de la sidérurgie, des machines–outils et de l'électronique grand public.

Au Japon, comme en Europe de l'Ouest, il était inévitable que la croissance diminue après 1973, et il était à prévoir que le ralentissement de son économie serait plus marqué, puisque ses résultats avaient été plus brillants pendant l'âge d'or. La contraction de l'activité économique a de fait été brutale, même si le PIB par habitant et la productivité ont augmenté plus rapidement au Japon qu'en Europe de l'Ouest entre 1973 et 1990. Par la suite, la situation s'est grandement détériorée. Le produit par habitant n'a progressé que de 1 pour cent par an pendant la période 1990–98. Le Japon fonctionnait clairement en deçà de son potentiel.

Le Japon a continué d'investir beaucoup dans les années 70 et 80, et le niveau élevé des anticipations a entraîné une véritable envolée du prix des actifs. Mais comme le potentiel de croissance diminuait, les rendements baissaient et les profits chutaient, autant d'éléments qui ont précipité un effondrement du prix des actions en 1989–92. Le Japon ne s'en est pas encore remis. En 1999, l'indice des prix du Nikkei n'atteignait que la moitié de son niveau de 1989, alors que les cours de la bourse avaient quadruplé aux États–Unis et qu'ils avaient été multipliés par deux et demi en Europe de l'Ouest.

L'effondrement du prix des actions a été aggravé par la chute du prix des terrains résidentiels, qui a baissé d'un tiers entre 1990 et 1998. Cette chute était proportionnellement plus importante que l'effondrement du marché boursier. En 1990, la valeur nette du patrimoine global des ménages japonais était 8.5 fois plus élevée que le revenu disponible ; la proportion était tombée à 6.5 en 1998. Pendant la même période, le ratio aux États–Unis est passé de 4.8 à 5.9, le ratio allemand de 5.2 à 5.4, et le ratio français de 4.2 to 5.2. L'effondrement des profits et de la valeur des actifs japonais a créé une situation profondément déflationniste. Les consommateurs sont devenus extrêmement prudents dans leurs dépenses. Un grand nombre d'entreprises sont devenues insolvables ou ont dû déposer leur bilan. Les banques se sont alors trouvées à la tête d'un stock énorme d'actifs non productifs et sont devenues beaucoup plus réticentes à accorder de nouveaux prêts, d'autant que la diminution de leurs moyens financiers restreignait leurs possibilités dans ce domaine. Le taux de hausse des prix est tombé à 0.6 pour cent par an entre 1994 et 1998.

Tableau 3–12. **Indice du prix des actions en monnaie nationale, Japon, États–Unis et Europe de l'Ouest, 1950–99**
(1989 = 100)

	Japon	*États–Unis*	*Allemagne*	*France*	*Italie*	*Royaume–Uni*
1950	4.4	5.2	2.4	3.6	3.5	3.1
1973	14.1	32.6	19.8	33.5	15.0	15.2
1989	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1992	53.1	132.6	104.6	100.8	71.0	112.6
1998	45.9	344.4	209.7	238.7	211.8	217.4
1999	54.0	435.5	260.0	247.4	238.5	

Source : FMI, *Statistiques financières internationales*. Les chiffres sont des moyennes pour les années désignées.

Tableau 3–13. **Taux de change : unités de monnaie nationale pour un dollar américain, Japon et Europe de l'Ouest, 1950–99**
(moyenne annuelle)

	Japon	*Allemagne*	*France*	*Italie*	*Royaume–Uni*
1950	361	3.5	4.2	625	0.36
1973	272	4.5	2.7	583	0.41
1989	138	6.4	1.9	1 372	0.61
1992	127	5.3	1.6	1 232	0.57
1998	131	5.9	1.8	1 736	0.60
1999	114	6.2	1.8	1 817	0.62

Source : FMI, *Statistiques financières internationales*.

Le gouvernement a répondu à cette situation par une augmentation massive des dépenses somptuaires de travaux publics. La Banque du Japon a baissé son taux d'escompte de neuf points, le faisant passer de 6 pour cent en 1991 à 0.5 pour cent en 1995, niveau auquel il est resté pendant près de 5 ans. Le taux débiteur interbancaire a été pratiquement de zéro pendant deux ans à partir de 1998. Le gouvernement a mis beaucoup de temps à mettre de l'ordre dans la pagaille du système financier. Il a aggravé le problème à long terme en accordant une aide financière à des institutions qu'il aurait fallu laisser glisser vers la faillite. Les mesures qu'il a prises ont empêché une débâcle majeure de l'économie, mais elles n'ont pas réussi à ranimer la demande.

La contraction de l'économie japonaise s'est propagée au reste du monde de deux façons. Les importations se sont ralenties, mais les exportations de capitaux ont augmenté. Le taux d'épargne du Japon est resté élevé, mais une partie plus importante de ces ressources a été consacrée aux exportations de capitaux. Entre 1990 et 1998, les avoirs extérieurs nets du pays sont passés de 10 à 30 pour cent du PIB. L'impact de cette double évolution sur l'économie mondiale est le reflet parfait, à l'envers, de ce qui s'est produit aux États–Unis (tableau 3–10).

II
L'Asie renaissante

Depuis 1950, l'Asie a été l'élément le plus dynamique de l'économie mondiale, surclassant toutes les autres régions. Cette situation offre un contraste frappant avec le passé. Entre 1500 et 1950, soit pendant quatre siècles et demi, l'Asie a stagné alors que toutes les autres régions allaient de l'avant. En 1500, l'Asie représentait 65 pour cent du PIB mondial contre 18.5 pour cent en 1950. Depuis 1950, la part de l'Asie a doublé.

Entre 1950 et 1973, le Japon a connu une croissance exceptionnelle, avec un revenu par habitant qui a progressé de plus de 8 pour cent par an, contre 2.6 pour cent pour les pays renaissants d'Asie. Pendant la période 1973–99 considérée dans son ensemble, la croissance du revenu par habitant dans l'Asie renaissante a été deux fois plus forte qu'au Japon. Dans les années 90, elle a été quatre fois plus rapide.

L'Asie renaissante comprend les 15 pays qui figurent dans le tableau 3–14. Sept d'entre eux (la Chine, la Corée du Sud, Hong Kong, la Malaisie, Singapour, Taiwan et la Thaïlande) sont les éléments les plus dynamiques de l'économie mondiale. Quatre disposent aujourd'hui d'un revenu par habitant qui se situe dans la fourchette de l'Europe de l'Ouest. En 1999, ce groupe de pays avait un revenu global de 5.8 billions de dollars internationaux de 1990 (ajustés en fonction de la PPA) — montant qui est à peine inférieur au revenu global des 12 principaux pays de l'Europe de l'Ouest, et qui est plus du double du PIB japonais, lequel s'élève à 2.6 billions de dollars.

On trouve dans un deuxième groupe huit pays dont le PIB global atteint 3.1 billions de dollars (plus du double du PIB allemand). Leur revenu par habitant est inférieur à celui du premier groupe et, pendant la période 1950–99 considérée dans son ensemble, leur taux de croissance par habitant était inférieur de moitié à celui du premier groupe, avec 2.2 pour cent par an. Depuis 1973, ils ont enregistré un taux de croissance plus rapide que dans toute autre partie du monde, Asie exceptée.

Le tableau 3–15 permet d'identifier quelques sources immédiates de la croissance asiatique. Dans chaque catégorie, les pays sont classés par ordre décroissant de niveau de revenu. Les moyennes pour chaque catégorie sont des moyennes arithmétiques, alors que celles du tableau 3–14 sont des moyennes pondérées.

Les pays à croissance exceptionnelle du premier groupe affichent des ratios d'investissement élevés. La combinaison de taux d'investissement élevés et d'une croissance rapide du PIB signifie que le stock de capital physique augmentait plus rapidement que dans d'autres parties du monde. Le ratio de l'emploi à la population de ces pays est également élevé. Cela s'explique en partie par la transition démographique (qui se traduit par une baisse de la fécondité et une augmentation de la population en âge de travailler), mais aussi par la forte mobilisation de la main–d'œuvre, trait caractéristique des économies basées sur les récoltes multiples de riz. Dans tous les cas qui ont été étudiés, on note aussi un taux élevé d'amélioration de la qualité du capital humain (voir Maddison 1995*a* pour les estimations du niveau d'instruction). L'essor rapide des exportations et le niveau élevé du ratio des exportations au PIB sont également impressionnants. Là aussi, le contraste est frappant avec le modèle japonais de développement, tout comme le désir de ces pays d'attirer des investissements directs étrangers en tant qu'instruments permettant d'assimiler la technologie étrangère (tableau 3–16).

Les pays du deuxième groupe ont un niveau de revenu moyen très inférieur à celui du premier groupe. Ils ont aussi un taux d'investissement moins élevé, un ratio de mobilisation de la main–d'œuvre plus faible et une économie moins ouverte aux échanges internationaux. Dans une certaine mesure, cette croissance plus lente traduit le fait que les « opportunités liées à leur retard » ne sont pas inversement proportionnelles au niveau de revenu. La possibilité d'enclencher un processus de rattrapage efficace paraît être plus importante à des niveaux de revenu un peu plus élevés.

Tableau 3–14. **Variation de la croissance du PIB par habitant : Asie renaissante dans une perspective comparative, 1913–99**
(taux de croissance annuel moyen pondéré)

	1913–50	*1950–99*	*1950–73*	*1973–90*	*1990–99*
Japon	0.9	4.9	8.1	3.0	0.9
Chine	–0.6	4.2	2.9	4.8	6.4
Hong Kong	n.d.	4.6	5.2	5.4	1.7
Malaisie	1.5	3.2	2.2	4.2	4.0
Singapour	1.5	4.9	4.4	5.3	5.7
Corée du Sud	–0.4	6.0	5.8	6.8	4.8
Taiwan	0.6	5.9	6.7	5.3	5.3
Thaïlande	–0.1	4.3	3.7	5.5	3.6
Moyenne 7 pays	**–0.4**	**4.4**	**3.4**	**5.1**	**5.8**
Bangladesh	–0.2	0.9	–0.4	1.5	3.0
Birmanie	–1.5	2.0	2.0	1.1	3.8
Inde	–0.2	2.2	1.4	2.6	3.7
Indonésie	–0.2	2.7	2.6	3.1	2.1
Népal	n.d.	1.4	1.0	1.5	1.9
Pakistan	–0.2	2.3	1.7	3.1	2.3
Philippines	0.0	1.6	2.7	0.7	0.5
Sri Lanka	0.3	2.6	1.9	3.0	3.9
Moyenne 8 pays	**–0.3**	**2.2**	**1.7**	**2.5**	**3.0**
15 pays d'Asie renaissante	**–0.3**	**3.4**	**2.5**	**3.9**	**4.6**
Autres pays d'Asie	1.8	2.3[a]	4.1	0.4	1.1[b]
Amérique latine	1.4	1.7	2.5	0.7	1.4
Afrique	1.0	1.0[a]	2.1	0.1	–0.2[b]
Europe de l'Est & ex–URSS	1.5	1.1[a]	3.5	0.7	–4.8[b]
Europe de l'Ouest	0.8	2.9[a]	4.1	1.9	1.4[b]
États–Unis	**1.6**	**2.2**	**2.5**	**2.0**	**2.1**

a) 1950–98 ; b) 1990–98.

Source : Annexe C, données mises à jour jusqu'à 1999 sur la base des données de la Banque asiatique de développement, *Asian Development Outlook 2000,* Manille, 2000.

Il est difficile de tirer des conclusions tranchées sur le rôle de la politique gouvernementale dans les sept pays les plus dynamiques, parce que l'utilisation qu'ils ont faite des instruments de politique monétaire et budgétaire est plutôt hétérogène.

Parmi les pays à croissance exceptionnelle, trois sont des pays capitalistes qui favorisent les forces du marché, dotés d'une économie ouverte et hautement compétitive. *Hong Kong* est l'économie qui est la plus complètement fondée sur les lois du marché, mais son dynamisme est également attribuable à des circonstances particulières. C'était une zone de transit particulièrement privilégiée pour les échanges et les transactions commerciales entre la Chine et le reste du monde pendant toute la durée de l'embargo des États–Unis à l'encontre de la Chine, entre 1952 et 1973. Elle bénéficie encore de son rôle d'intermédiaire pour les échanges entre la Chine continentale et Taiwan. Le régime de faible imposition de Hong Kong s'explique en partie par le fait que l'État tire d'importantes recettes du monopole qu'il détient sur la propriété des terres non viabilisées. L'économie a accès à un énorme réservoir de main–d'œuvre bon marché juste à sa porte. Elle tire profit des investissements directs très importants qu'effectuent les entreprises étrangères sur son sol (tableau 3–16), et elle réalise de son côté des investissements importants dans les zones d'activité chinoises voisines, où son stock d'investissements atteignait 155 milliards de dollars en 1998. Dans de telles conditions, la politique du laisser–faire a fait merveille du fait même qu'elle permettait une allocation efficace des ressources. En 1997, la souveraineté sur l'économie a été rendue à la Chine, mais la nature des institutions et de la politique économique n'a pas changé.

Les raisons qui expliquent l'ascension de *Singapour* sont identiques à celles qui ont été à l'œuvre à Hong Kong. C'est une ville–État stratégiquement placée, qui a une vocation de commerce en transit, mais le gouvernement a joué un rôle plus actif dans sa croissance. Son régime, de type autoritarisme éclairé, a poursuivi une politique axée sur des taux d'épargne élevés, l'amélioration de l'éducation, la promotion des exportations et l'acquisition de technologies étrangères. Elle a bénéficié plus encore que Hong Kong des investissements directs étrangers (tableau 3–16). A mesure que les produits de son industrie manufacturière se perfectionnaient et que le coût du travail augmentait, Singapour est devenue un grand exportateur de capitaux, soutenant des entreprises partenaires dans les pays voisins. En 1998, son propre stock d'investissements directs à l'étranger s'élevait à 48 milliards de dollars.

Le troisième pays qui est devenu une économie de marché ouverte de type capitaliste est *Taiwan*. Son industrie est caractérisée par de petites entreprises hautement compétitives opérant sur un marché largement ouvert aux nouveaux entrants, où le gouvernement est disposé à laisser les entreprises défaillantes glisser vers la faillite. Pendant ces 20 dernières années, au fur et à mesure que la production manufacturière devenait plus élaborée et que les coûts de la main–d'œuvre grimpaient, les taux d'investissements nationaux ont chuté pour financer d'importants investissements directs à l'étranger, et particulièrement en Chine. En 1998, le stock de ces investissements s'élevait à 38 milliards de dollars. Les autorités maintiennent un volant très important de réserves de change dans le but de se prémunir contre leur relatif isolement politique.

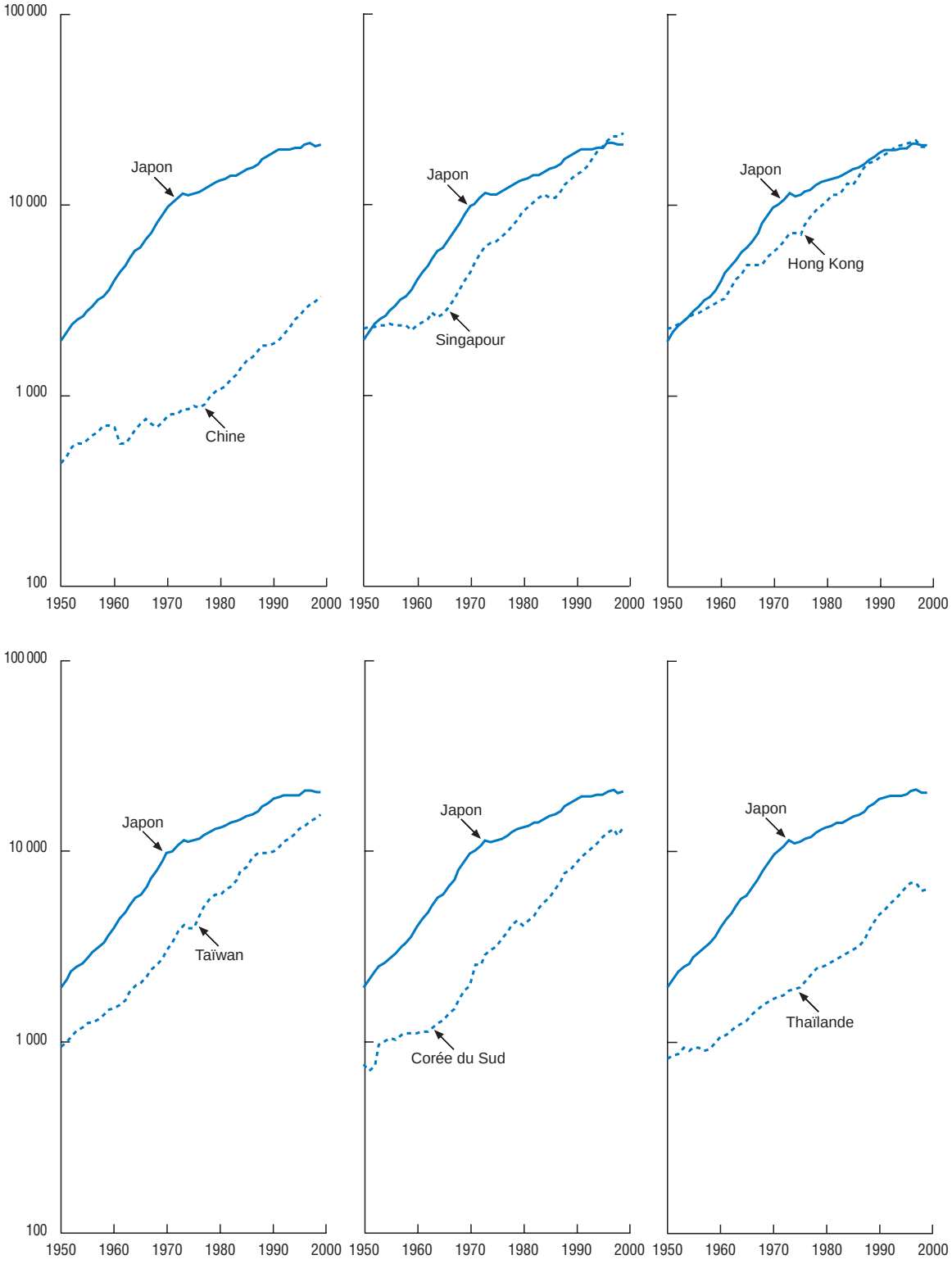
La *Chine* a des institutions et une politique fondamentalement différentes. Jusqu'en 1978, presque toute l'économie était contrôlée et réglementée par l'État. La performance économique était bien meilleure que dans le passé et la structure économique du pays était transformée. L'accélération de la croissance était attribuable à une augmentation massive des apports en capital physique et humain, mais il fallait panser les blessures que la Chine s'était elle–même infligées avec le Grand bond en avant et la révolution culturelle. Pendant presque toute la période maoïste, le pays a eu peu de contacts avec le monde extérieur. Entre 1952 et 1973, les États–Unis ont appliqué un embargo total sur le commerce, les voyages et les transactions financières, et l'URSS a fait de même à partir de 1960. L'allocation des ressources était extrêmement inefficace. La croissance de la Chine a été plus lente que celle des autres économies communistes et un peu inférieure à la moyenne mondiale.

Depuis 1978, la performance chinoise est transformée par la libéralisation de l'économie. Le desserrement du contrôle de l'État sur l'agriculture a donné des résultats spectaculaires. Les petites industries ont connu un développement prodigieux, en particulier dans les régions rurales.

Le monopole rigide sur les échanges internationaux et la politique d'autarcie ont été abandonnés après 1978. Les décisions concernant le commerce extérieur ont été décentralisées. Le yuan a été dévalué et la Chine est devenue hautement compétitive. Des zones spéciales d'activité ont été créées comme zones de libre–échange. Avec les mesures prises pour laisser jouer plus librement les forces du marché, la concurrence s'est renforcée, l'allocation des ressources s'est améliorée et la satisfaction des consommateurs a augmenté. Les interactions avec l'économie mondiale ont augmenté de façon prodigieuse avec l'expansion des échanges commerciaux, les apports d'investissements directs, le développement très important des possibilités d'étude et de voyages à l'étranger ainsi qu'avec les possibilités offertes aux étrangers de visiter la Chine. En même temps, la Chine a veillé à retenir son contrôle sur les mouvements des catégories de capitaux internationaux les plus volatiles. Bien qu'elle ait dû attendre 15 ans pour être admise au sein de l'Organisation mondiale du commerce, elle est, avec Hong Kong, le quatrième exportateur mondial.

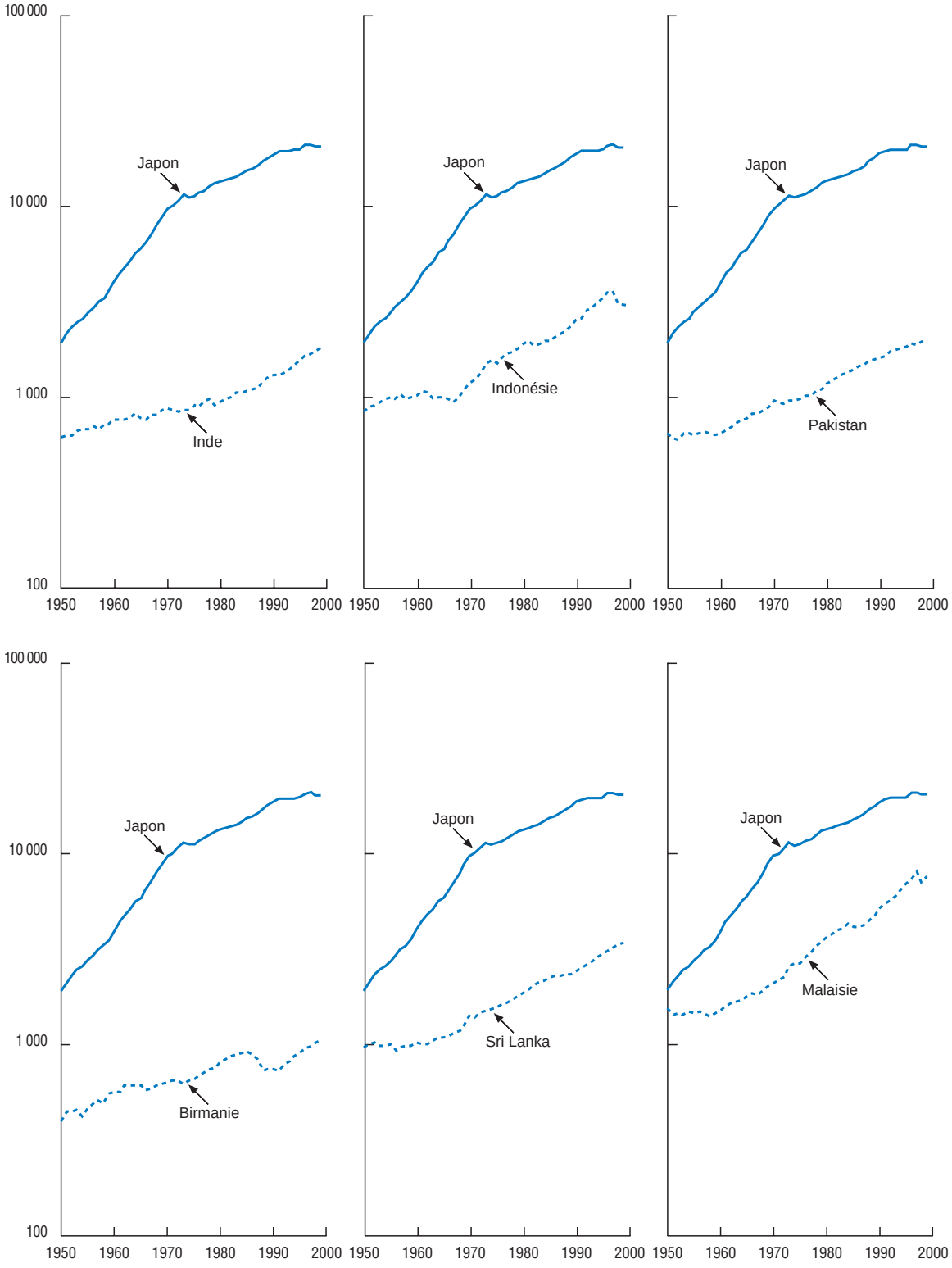
C'est ainsi que la Chine peut afficher l'un des taux de croissance du PIB par habitant les plus élevés au monde et que, depuis les années 70, son sentier de croissance est plus stable que celui de la plupart des pays d'Asie. Sa réussite offre un contraste saisissant avec l'effondrement de l'activité dans l'ex–URSS.

Figure 3-2a. **Confrontation deux à deux des niveaux de PIB par habitant Japon/pays d'Asie de l'Est,1950-99**
(en dollars Geary-Khamis de 1990)



Source : Annexe C.

Figure 3-2b. **Confrontation deux à deux des niveaux de PIB par habitant, Japon/pays d'Asie de l'Est, 1950-99**
(en dollars Geary-Khamis de 1990)



Source : Annexe C.

Tableau 3–15. **Caractéristiques de la croissance des pays renaissants d'Asie, 1950–99**

	PIB par habitant en 1999	*Taux de croissance du PIB par habitant*	*Ratio investissement fixe/PIB*	*Taux de croissance annuel des exportations en volume*	*Ratio exportations/ PIB*	*Ratio emploi/ population*
	Dollars int. 1990	*1973–99*	*1973–97*	*1973–98*	*1998*	*1997*
Japon	20 431	2.3	0.30	5.3	0.10	0.52
Singapour	23 582	5.4	0.38	11.1	1.30	0.49
Hong Kong	20 352	4.1	0.27	11.7	1.05	0.48
Taiwan	15 720	5.3	0.24	12.1	0.42	0.44
Corée du Sud	13 317	6.1	0.31	13.9	0.41	0.46
Malaisie	7 328	4.1	0.32	9.5	1.03	0.41
Thaïlande	6 398	4.8	0.31	11.7	0.47	0.55
Chine	3 259	5.4	0.30	11.8	0.19	0.52
Moyenne arithmétique	**12 851**	**5.0**	**0.30**	**11.7**	**0.70**	**0.48**
Sri Lanka	3 451	3.3	0.22	5.0	0.30	0.30
Indonésie	3 031	2.7	0.24	7.3	0.25[a]	0.43
Philippines	2 291	0.6	0.23	9.0	0.31[a]	0.38
Pakistan	1 952	2.8	0.17	7.5	0.14	0.26
Inde	1 818	3.0	0.20	5.9	0.08[a]	0.39[b]
Birmanie	1 050	2.0	0.14	6.3	0.01[a]	0.40
Népal	954	1.7	0.17	4.8	0.09	0.39[c]
Bangladesh	835	2.0	0.14	9.3	0.12	0.26[d]
Moyenne arithmétique	**1 923**	**2.3**	**0.19**	**6.9**	**0.16**	**0.35**
États–Unis	28 026	2.0	0.18	6.0	0.08	0.52
Mexique	6 762	1.3	0.19	10.9	0.16[a]	0.40
Brésil	5 421	1.3	0.21	6.6	0.07	0.38[e]

a) 1997 ; b) 1995 ; c) présumé le même que celui de l'Inde ; d) présumé le même que celui du Pakistan ; e) 1994.

Sources : colonnes 1 et 2, données tirées de l'annexe A, mise à jour jusqu'en 1999, d'après *Asian Development Outlook 2000*, Manille, 2000. Colonne 3, données tirées de la BAD, *Key Indicators of Developing Asia and Pacific Countries*, Manille, 1999, sauf pour la Chine (données tirées de *China Statistical Yearbook 1999*, pp. 67–68 et de Maddison 1998a), Taiwan (données tirées de *National Income in Taiwan*, Executive Yuan, Taipei) et le Japon (données tirées de OCDE, *Comptes nationaux 1960–97*, vol. 1, Paris 1999). Colonne 4, données tirées du FMI, *Statistiques financières internationales*. Colonnes 5 et 6, données tirées dans la plupart des cas de la BAD, *Key Statistics*.

Mais d'importants problèmes ne sont pas encore résolus. La Chine devra fermer quantité d'entreprises industrielles d'État, reliquat de la période maoïste. La plupart d'entre elles accusent des pertes substantielles. Elles survivent grâce aux subventions de l'État et au fait qu'elles ne remboursent pas les prêts que les banques d'État sont contraintes de leur accorder. L'importance relative de ces entreprises diminue notablement. En 1996, les entreprises industrielles publiques employaient 43 millions de salariés. En 1998, leur effectif était tombé à 24 millions. Le nombre des emplois publics dans le commerce de gros et de détail et la restauration a diminué, passant de 10.6 millions à 6.0 millions pendant la même période.

Un autre problème majeur (lié au précédent) est le volume important des créances improductives du secteur bancaire, en grande partie contrôlé par l'État. Le portefeuille de ces créances improductives est moins volumineux qu'au Japon, mais l'État n'alloue pas efficacement les ressources importantes qu'il draine grâce aux épargnants, alors que le secteur privé en plein essor manque cruellement de ressources.

Les institutions et les moyens d'action monétaires et budgétaires de la *Corée* sont assez proches de ceux du Japon, avec une concertation étroite de l'État et des grands conglomérats industriels au sujet des décisions stratégiques. La dernière décennie a été marquée par une libéralisation substantielle du système, qui a réduit le rôle de l'État dans l'économie. La principale différence avec le Japon tient en l'orientation très forte de l'économie sur les exportations.

Tableau 3–16. **Stock d'investissements directs étrangers, total et par habitant, principaux pays, régions et monde, 1998**

Pays	*Total (millions de dollars)*	*Par habitant (dollars)*	*Pays*	*Total (millions de dollars)*	*Par habitant (dollars)*
Japon	47 856	209			
			États–Unis	875 026	3 234
Chine	261 117	183	Canada	141 772	4 679
Hong Kong	96 158	14 373	Australie	104 977	5 598
Malaisie	41 005	1 959	Nouvelle–Zélande	34 093	8 946
Singapour	85 855	24 600	Pays d'immigration eur.	1 155 868	3 574
Corée du Sud	20 478	441			
Taiwan	20 070	921	Belgique[a]	164 093	15 448
Thaïlande	19 978	333	France	179 186	3 047
Total/moyenne	544 661	388	Allemagne	228 794	2 789
			Irlande	23 871	6 443
Bangladesh	652	5	Italie	105 397	1 830
Birmanie	1 139	24	Pays–Bas	164 522	10 798
Inde	13 231	14	Espagne	118 926	3 021
Indonésie	61 116	299	Royaume–Uni	326 809	5 517
Népal	81	3	Autres pays d'Europe de l'Ouest	264 441	4 311
Pakistan	8 221	61			
Philippines	10 133	130	Argentine	45 466	1 254
Sri Lanka	2 164	114	Brésil	156 758	923
Total/moyenne	96 737	60	Chili	30 481	2 061
			Mexique	60 783	617
Autres pays d'Asie	75 492	198	Autres pays d'Amérique latine	122 126	649
Total Asie	764 746	217	Monde	4 088 068	692
Afrique	93 994	124			
Europe de l'Est	66 397	549			
Ex–URSS	33 804	116			

a) inclut le Luxembourg.
Source : CNUCED, *Rapport sur l'investissement dans le monde,* 1999.

La Corée est le pays dont le revenu par habitant a augmenté le plus rapidement au cours des 50 dernières années, tant au regard des autres pays d'Asie que du monde dans son ensemble. Il a en effet progressé de 5.8 pour cent par an entre 1950 et 1973, puis de 6.1 pour cent par an entre 1973 et 1999. Dans la première des deux périodes, il a augmenté plus lentement qu'au Japon, mais plus de deux fois plus vite au cours de la seconde période, et cela malgré des dépenses militaires extrêmement lourdes.

En 1998, le pays a été frappé par une grave récession qui a fait chuter le revenu par habitant de 6.7 pour cent. Cette récession a été provoquée par les fuites de capitaux étrangers à court terme, consécutives aux crises financières qui ont secoué l'Asie cette année–là. Mais la Corée a toujours su s'accommoder des chocs exogènes et, en 1999, son revenu par habitant avait rebondi en progressant de 9.6 pour cent. Comme dans d'autres pays d'Asie, la crise était en grande partie imputable à la libéralisation des opérations en capital au début des années 90. Le pays a enregistré d'importantes entrées de capitaux à court terme placés par des investisseurs étrangers à la recherche de gains rapides dans une économie en pleine expansion. Les incitations à effectuer ce genre de placements étaient particulièrement fortes pour les investisseurs japonais, dont l'économie était en pleine stagnation et où les rendements sur les investissements indirects étaient négatifs et les rendements sur les titres à taux fixes, pratiquement nuls. En 1997–98, la Corée était surexposée aux changements d'anticipation des investisseurs étrangers qui avaient placé sur son marché des capitaux à court terme. Sous l'effet de la contagion de la crise en Thaïlande, ils ont paniqué et brutalement retiré leurs fonds.

Tableau 3–17. **Variation annuelle en pourcentage du PIB réel par habitant, Japon et Asie renaissante, 1997–99**

	Japon	*Chine*	*Hong Kong*	*Malaisie*	*Singapour*	*Corée du Sud*	*Taiwan*	*Thaïlande*
1997	1.2	5.4	2.1	5.4	6.2	3.8	5.8	–1.4
1998	–3.1	4.8	–7.8	–8.7	0.1	–6.7	3.9	–8.9
1999	0.1	4.6	0.8	3.2	4.1	9.6	4.7	3.1

	Bangladesh	*Birmanie*	*Inde*	*Indonésie*	*Népal*	*Pakistan*	*Philippines*	*Sri Lanka*
1997	3.7	2.8	3.3	2.8	1.4	–0.9	2.9	5.1
1998	3.7	4.5	4.1	–14.1	–0.6	3.1	–2.6	3.6
1999	2.7	2.5	4.1	–1.3	0.7	0.9	1.0	3.0

Source : Annexe C, données mises jour jusqu'en 1999 sur la base des données de la Banque asiatique de développement.

Tableau 3–18. **Taux de change : unités de monnaie nationale pour un dollar américain, pays d'Asie, 1973–99**
(moyenne annuelle)

	Chine	*Hong Kong*	*Malaisie*	*Singapour*	*Corée du Sud*	*Taiwan*	*Thaïlande*
1973	1.99		2.44	2.46	398		20.62
1989	3.77	7.80	2.71	1.95	671	26.41	25.70
1997	8.29	7.74	2.81	1.48	951	28.70	31.36
1998	8.28	7.75	3.92	1.67	1 401	33.46	41.36
1999	8.28	7.76	3.80	1.70	1 189	32.27	37.84

	Bangladesh	*Birmanie*	*Inde*	*Indonésie*	*Népal*	*Pakistan*	*Philippines*	*Sri Lanka*
1973	7.74	4.93	7.74	415	10.50	9.99	6.76	6.40
1989	32.27	6.70	16.23	1 770	27.19	20.54	21.74	36.05
1997	43.89	6.24	36.31	2 909	58.01	40.87	29.47	59.00
1998	46.91	6.34	41.26	10 014	65.98	44.92	40.89	64.59
1999	49.09	6.29	43.06	7 855	68.25	47.70	39.09	70.40

Sources : FMI, *Statistiques financières internationales*. Pour Hong Kong et Taiwan, données tirées de sources nationales et de la Banque asiatique de développement.

Tableau 3–19. **Épargne de cinq pays d'Asie de l'Est, en pourcentage du PIB, avant et après la crise, 1990–98**

	1990–96		*1998*	
	Épargne nationale	*Épargne étrangère*	*Épargne nationale*	*Épargne étrangère*
Indonésie	29.3	2.6	15.5	–4.9
Corée	35.5	1.8	32.8	–12.8
Malaisie	34.2	6.0	41.8	–13.7
Philippines	19.3	3.9	16.3	–1.9
Thaïlande	34.8	7.1	32.2	–13.2

Source : Reisen et Soto (2000).

La crise qui a secoué la Corée en 1998 a été surmontée par des emprunts substantiels auprès du FMI, certaines mesures déflationnistes et l'effondrement temporaire des profits, du prix des actions et du taux de change, ce qui a eu pour effet de déprimer l'économie. Elle a toutefois eu des effets bénéfiques. Le gouvernement va sans doute se montrer plus circonspect avant d'encourager les entrées de capitaux les plus volatils. Il a pris des dispositions pour promouvoir davantage de flux d'investissements directs étrangers et pousser certains des grands conglomérats (les *chaebols*) à liquider des actifs dévalorisés. Le portefeuille de créances improductives du système bancaire est certes substantiel, mais proportionnellement moins volumineux qu'au Japon.

La récession de 1997–98 a eu de profondes répercussions dans plusieurs pays d'Asie (tableau 3–17) et plus particulièrement en Indonésie, dont le PIB par habitant a baissé d'un septième en 1998. Les faillites et les séquelles sociales et politiques ont été plus graves qu'ailleurs, et les signes de redressement se font attendre. A Hong Kong, en Malaisie et en Thaïlande, la croissance a également connu un sérieux coup d'arrêt. La raison principale en a été le reflux massif des capitaux à court terme qui étaient venus se placer en masse dans la région entre 1995 et 1997, poussés par l'euphorie due à la croissance rapide de ces pays et à la libéralisation des mouvements de capitaux (tableau 3–19). Une certaine reprise de l'activité économique se dessine dans tous ces pays, mais il est trop tôt pour évaluer l'étendue des dommages infligés à la dynamique de la croissance à long terme.

III
Les Économies d'Asie de l'Est en difficulte

L'Asie de l'Est compte six économies (l'Afghanistan, le Cambodge, la Corée du Nord, le Laos, la Mongolie et le Vietnam) dont la performance économique depuis 1950 est très inférieure à celle du reste de l'Asie et qui ont un revenu par habitant relativement faible. La plupart de ces pays ont été dirigés pendant longtemps par des régimes de type communiste et la guerre a sérieusement compromis la croissance économique. Les cas les plus graves sont ceux de la Corée du Nord et de la Mongolie, qui étaient étroitement associées à l'orbite soviétique, et où l'aide et les échanges ont été désorganisés après l'effondrement de l'URSS en 1991. C'est la Corée du Nord, avant–poste du stalinisme, qui a le plus souffert. La Mongolie, qui a privatisé les entreprises publiques et laissé jouer les lois du marché dans son économie, souffre de problèmes de transition apparemment moins contraignants que ceux d'autres pays asiatiques issus de l'ex–URSS (partie VI ci–après). L'Afghanistan a fait les frais d'une invasion étrangère et d'une guerre civile, et son revenu par habitant est maintenant le plus faible d'Asie. Le Cambodge, le Laos et le Vietnam réussissent mieux leur transition que les pays de l'ex–URSS.

Tableau 3–20. **PIB par habitant de six économies en difficulté d'Asie de l'Est, 1950–98**

	1950–73	*1973–90*	*1990–98*	*PIB par habitant 1998 (dollars int. de 1990)*
	(Taux de croissance annuel moyen pondéré)			
Afghanistan	0.3	–0.8	–1.9	514
Cambodge	2.0	0.9	1.4	1 058
Laos	1.0	1.1	2.1	1 104
Mongolie	3.0	2.6	–2.4	1 094
Corée du Nord	5.8	0.0	–10.4	1 183
Vietnam	1.1	1.3	6.2	1 677

IV
L'Asie de l'Ouest

L'Asie de l'Ouest regroupe 15 pays. Dix d'entre eux sont d'importants producteurs de pétrole. Le poids du pétrole dans leur économie explique en partie le niveau relativement élevé de leur revenu par habitant ; il explique aussi pourquoi l'évolution de leur croissance diffère de celle de la plupart des autres pays d'Asie. En 1950, le revenu par habitant des producteurs de pétrole était bien plus élevé que dans la période qui a précédé la guerre et supérieur également à celui du reste de l'Asie. La production de pétrole atteignait 16 millions de tonnes métriques en 1937, 86 millions en 1950 et 1 054 millions en 1973 — soit une progression de 11.5 pour cent par an entre 1950 et 1973. Avec la décision de l'OPEP de relever les prix et de restreindre l'offre, la production globale de l'Asie de l'Ouest en 1999 se situe à peu près au même niveau qu'en 1973 (tableau 3–21). La croissance de l'Irak, de l'Iran, d'Israël, du Koweït, du Liban, de la Palestine, de la Syrie et du Yémen a été gravement affectée par la guerre. En 1998, le PIB global de ce groupe de pays représente environ 10 pour cent du PIB total de l'Asie.

Tableau 3-21. **Production mondiale de pétrole brut et de gaz naturel, 1950–99**
(millions de tonnes métriques)

Pays	*1950*	*1973*	*1999*
Bahreïn	1.5	3.4	2.2
Iran	32.3	293.2	176.2
Iraq	6.6	99.5	124.7
Koweït	17.3	150.6	95.6
Oman		14.6	46.1
Qatar	1.6	27.5	31.2
Arabie saoudite	26.6	380.2	426.3
Syrie	–	5.5	29.2
Émirats arabes unis	–	73.6	101.7
Yémen	–	–	19.4
Total Asie de l'Ouest	**85.9**	**1 054.1**	**1 052.7**
Chine	n.d.	53.6	160.6
Inde	0.3	7.2	38.0
Indonésie	6.4	66.1	63.9
Malaisie	n.d.	4.3	37.6
Autres pays d'Asie de l'Est	n.d.	13.6	37.6
Total Asie de l'Est	**n.d.**	**91.3**	**177.0**
Norvège	—	1.6	149.3
Royaume–Uni	0.2	0.5	139.2
Autres pays d'Europe de l'Ouest	n.d.	18.3	31.7
Total Europe de l'Ouest	**n.d.**	**20.4**	**320.2**
États–Unis	266.7	513.3	359.6
Canada		94.1	114.1
Australie		19.2	24.6
Nouvelle–Zélande		0.2	2.1
Total pays d'immigration européenne		**626.8**	**500.4**

Pays	*1950*	*1973*	*1999*
Ex–URSS	**37.9**	**429.1**	**370.2**
Roumanie		14.3	6.6
Autres pays d'Europe de l'Est		8.2	5.6
Total Europe de l'Est		**22.5**	**12.3**
Argentine	3.4	21.9	43.0
Brésil	—	8.3	57.4
Colombie	4.7	9.8	41.8
Équateur	0.3	10.6	20.7
Mexique	10.4	27.2	163.4
Pérou	2.1	3.6	5.3
Venezuela	80.0	178.4	161.7
Autres pays d'Amérique latine	n.d.	12.3	13.0
Total Amérique latine	**n.d.**	**272.1**	**506.3**
Algérie	—	51.1	58.5
Angola		8.2	37.6
Congo		2.1	12.9
Égypte	2.6	8.5	41.5
Gabon		7.6	16.8
Libye		106.2	65.0
Nigeria			99.5
Autres pays d'Afrique	—	3.9	17.5
Total Afrique		**289.0**	**349.3**
Monde	**523.0**	**2 858.9**	**3 449.5**

Sources : Pour 1950, données tirées de Nations unies, *Statistical Yearbook 1955*, New York. Pour 1973 et 1999, données communiquées par l'Agence internationale de l'énergie, Paris.

Il convient de noter que notre mesure du PIB réel par habitant est en prix de 1990 et qu'elle n'a pas été ajustée pour tenir compte de variations des termes de l'échange. Pour la plupart des pays, cela ne modifie guère l'évaluation de la performance économique à long terme ; mais, dans les pays dont les exportations sont fortement concentrées sur un produit de base et dont les prix sont extrêmement volatils, ces mouvements sont importants. Le prix moyen d'un baril de pétrole brut a quadruplé entre 1972 et 1974. De 1978 à 1980, il a pratiquement triplé. Entre le milieu de l'année 1997 et le milieu de l'année 1998, il a diminué de moitié. Au milieu de l'an 2000, il était trois fois plus élevé qu'au milieu de l'année 1998.

Une autre caractéristique des pays producteurs de pétrole est la croissance extrêmement rapide de leur population, car la prospérité a créé une très forte demande de travailleurs étrangers. C'est ainsi que la population du Qatar a été multipliée par 28 entre 1950 et 1998, celle des EAU par 32, celle du Koweït par 13 et celle de l'Arabie saoudite par cinq.

V
L'Amérique latine

En Amérique latine, l'effondrement du système de Bretton Woods et l'accélération de l'inflation au début des années 70 n'ont pas suscité les mêmes réactions de la part des classes dirigeantes qu'en Europe. La plupart des pays n'avaient jamais sérieusement essayé de se plier à la discipline des taux de change fixes de Bretton Woods. Ils dévaluaient régulièrement leurs monnaies, ils se refusaient à suivre les recommandations de rigueur budgétaire et monétaire du FMI, et l'inflation élevée avait pris un caractère endémique. Les pays latino–américains considéraient généralement les nouvelles perturbations comme des variations sur un thème familier. L'accélération de l'inflation n'était pas un phénomène alarmant impliquant une réorientation drastique de la politique économique. Le choc pétrolier a eu des répercussions importantes pour le Brésil, qui était un grand importateur d'énergie, mais il a rapporté d'immenses profits aux exportateurs de pétrole tels que la Colombie, le Mexique ou le Venezuela, et il a eu des effets assez neutres sur des pays tels que l'Argentine, le Chili et le Pérou qui produisaient suffisamment de pétrole pour couvrir leurs besoins.

La plupart des pays ont donc réagi avec insouciance à l'explosion des prix mondiaux, et les gouvernements ont jugé qu'ils pouvaient s'accommoder d'un taux élevé d'inflation. Leurs politiques expansionnistes leur ont permis de contracter des emprunts massifs à des taux d'intérêt négatifs pour couvrir leurs déficits extérieurs. Cela explique pourquoi le taux de croissance de leur PIB ne s'est pas ralenti entre 1973 et 1980.

Pourtant, les paramètres fondamentaux avaient changé au début des années 80. A cette époque, les pays de l'OCDE appliquaient des politiques anti–inflationnistes rigoureuses. L'adoption d'une politique monétaire restrictive par la Réserve fédérale des États–Unis a eu pour résultat de pousser les taux d'intérêt vers le haut d'une façon brutale et soudaine. Le dollar s'est apprécié et les cours mondiaux des exportations ont commencé à baisser. Le taux d'intérêt réel sur les dettes à taux flottant libellées en dollars est passé à près de 16 pour cent en 1981–83 contre –8.7 pour cent en 1977–80. Entre 1973 et 1982, l'endettement extérieur a été multiplié par sept et la cote de crédit de l'Amérique latine considérée dans son ensemble a été sérieusement mise à mal lorsque le Mexique s'est déclaré incapable de rembourser sa dette, en 1982. Le flux des prêts privés volontaires s'est brusquement tari, contraignant les gouvernements à adopter une politique de rigueur extrême pour redresser des économies au bord de l'hyper–inflation et de la crise financière. Dans la plupart des pays, l'allocation des ressources était faussée par les subventions, les contrôles de l'État sur l'économie, les aides multiples aux entreprises publiques et l'interventionnisme tatillon de la puissance publique. La plupart des pays étaient aussi confrontés à de graves tensions sociales, et certains avaient des régimes politiques peu recommandables.

Figure 3-3. **Confrontation deux à deux des niveaux de PIB par habitant, États-Unis/pays d'Amérique latine, 1950-98**
(en dollars Geary-Khamis de 1990)



Source : Annexe C.

Tableau 3–22. **Performance économique de l'Amérique latine, 1870–1999**

(a) PIB par habitant
(croissance annuelle moyenne pondérée)

	1950–73	*1973–80*	*1980–90*	*1990–99*	*1980–99*
Argentine	2.06	0.48	–2.33	3.38	0.33
Brésil	3.73	4.26	–0.54	1.07	0.47
Chili	1.26	1.72	1.10	4.47	2.68
Mexique	3.17	3.80	–0.31	1.16	0.38
40 autres pays d'Amérique latine	2.04	1.19	–0.67	1.28[a]	0.19[b]
Total Amérique latine	2.52	2.57	–0.68	1.36	0.28

a) 1990–98. b) 1980–98.

(b) Inflation
(croissance annuelle moyenne pondérée)

	1950–73	*1973–94*	*1994–98*	*1999*
Argentine	26.8	258.4	1.3[a]	–1.7[a]
Brésil	28.4	268.5	19.4[a]	8.0[a]
Chili	48.1[a]	71.8	6.7[a]	2.6[a]
Mexique	5.6	37.6	26.4[a]	13.9[a]
Moyenne arithmétique	27.2	159.1	13.5	5.7

a) indice des prix à la consommation ; dans les autres cas, déflateur du PIB.

(c) Exportations de marchandises en volume
(croissance annuelle moyenne pondérée)

	1870–1913	*1913–50*	*1950–73*	*1973–98*
Argentine	5.2[c]	1.6	3.1	6.7
Brésil	1.9	1.7	4.7	6.7
Chili	3.4[d]	1.4	2.4	9.1
Mexique	5.4[e]	–0.5	4.3	10.9
Total Amérique latine	3.4	2.3	4.3	6.0

c) 1877–1912; d) 1888–1913; e) 1877/78 à 1910/11.

(d) Ratio des exportations au PIB en prix de 1990
(pourcentage)

	1870	*1913*	*1950*	*1973*	*1998*
Argentine	9.4	6.8	2.4	2.0	7.0
Brésil	11.5	9.2	3.9	2.5	5.4
Chili	n.d.	7.5	5.0	4.0	12.6
Mexique	3.1	9.1	3.0	1.9	10.5
Total Amérique latine	9.2	8.9	6.0	4.7	9.7

Dans les années 30, la plupart des pays d'Amérique latine avaient choisi de ne pas honorer leurs obligations au titre de la dette. Ce fut aussi la réaction de certains pays (Bolivie et Pérou) dans les années 80, mais ce n'était pas une option très intéressante à cette époque. Les échanges mondiaux ne se sont pas effondrés, les banques privées ont continué à accorder des prêts internationaux à une grande échelle. Le FMI et la Banque mondiale disposaient d'importants moyens pour faire face à la situation, et de suffisamment de poids pour contraindre les banques occidentales à prêter de l'argent et pour justifier un taux important de défaillance.

Au cours des années 80, les tentatives faites pour résoudre ces problèmes ont entraîné des changements notables dans la conduite de la politique économique. Mais la plupart des pays ont accepté les réformes avec réticence. Après les expériences de politiques hétérodoxes menées en Argentine et au Brésil, la majorité des pays a finalement opté pour la ligne de conduite budgétaire et monétaire d'inspiration néolibérale que le Chili avait inaugurée. Ils ont adopté une politique favorisant davantage les forces du marché, ouvert leur économie aux marchés internationaux, restreint les interventions de l'État, libéralisé les échanges, réduit les distorsions des taux de change, diminué les déséquilibres budgétaires et mis en place des systèmes politiques plus démocratiques.

Du point de vue économique, cette transition s'est traduite par une décennie de baisse du revenu par habitant. Après 1990, l'activité économique s'est nettement redressée, mais le processus a été interrompu par des épisodes contagieux de fuite des capitaux. Le premier est intervenu en 1995 à la suite de la crise de la dette du Mexique, et le second a été déclenché en 1998 par l'incapacité de la Russie à rembourser sa dette. La performance économique des années 90 a été décevante, compte tenu du redressement possible après la décennie perdue des années 80. Pendant la période 1980–99 considérée dans son ensemble, le revenu par habitant de l'Amérique latine a augmenté de moins de 0.3 pour cent par an, contre plus de 2.5 pour cent entre 1950 et 1980. Ce dernier taux autorisait un doublement du revenu par habitant tous les 28 ans alors que celui enregistré pendant la période 1980–99 implique un doublement en 250 ans.

On peut se faire une idée des difficultés et des coûts qu'implique un changement de politique économique en procédant à un examen détaillé de l'expérience du Chili, où la transformation a été la plus complète.

Le modèle chilien

Le Chili est le pays qui a le plus long passé de forte inflation. Entre 1880 et 1913, la hausse annuelle des prix atteignait une moyenne de 5.6 pour cent ; entre 1913 et 1950, elle se situait à 8.3 pour cent ; entre 1950 et 1973, elle était passée à 48.1 pour cent.

Le Chili a été la patrie de l'école « structuraliste », dont les tenants affirmaient que les rigidités économiques rendaient les remèdes monétaires orthodoxes inefficaces contre les problèmes d'inflation. Ils estimaient que les réformes institutionnelles pourraient ralentir l'inflation, mais qu'il fallait en fait cohabiter avec elle, la tolérer, voire même l'utiliser comme un instrument efficace de politique économique. Les économistes de cette école étaient fondamentalement partisans d'une réglementation étroite de l'économie et d'une politique de subventions, du contrôle des changes et des échanges, et de la réglementation des prix intérieurs. Cette philosophie s'est rapidement heurtée dans les années 50 à l'orthodoxie du FMI.

La politique de l'administration Allende, arrivée au pouvoir en 1970, était un mélange de structuralisme et de marxisme teintés d'un certain populisme de type péroniste. En décidant de nationaliser les mines de cuivre aux mains d'intérêts étrangers, d'accroître les dépenses sociales, de lancer une réforme agraire et de nationaliser des entreprises privées, l'équipe Allende a sapé la confiance des investisseurs et fait chuter la production, alors même que les politiques budgétaires et monétaires expansionnistes entraînaient une accélération de l'inflation.

Les militaires qui renversèrent Allende en 1973 adoptèrent une politique radicalement opposée. Ils étaient grandement influencés et aidés par les économistes de l'université de Chicago, qui virent là une occasion d'expérimenter les théories du monétarisme et du *laisser–faire* avec un régime dont la « crédibilité » était forte, car il tenait l'appareil de l'État d'une main de fer.

Le nouveau régime a re–privatisé l'économie, rendu les terres à leurs anciens propriétaires, vendu à bas prix 472 des 507 entreprises publiques, et versé des dédommagements aux sociétés étrangères d'exploitation du cuivre, qu'il jugeait avoir été insuffisamment indemnisées par Allende.

Pour briser la dynamique de l'inflation, la nouvelle équipe a appliqué un traitement de choc qui consistait à réduire d'un quart les dépenses publiques, ramener le niveau des droits de douane de 94 à 10 pour cent, dévaluer massivement la monnaie, lever le contrôle des changes, supprimer les droits syndicaux, resserrer la politique monétaire, accroître les impôts indirects et diminuer les taxes sur le capital et les profits, en conséquence de quoi le PIB par habitant a chuté de 24 pour cent entre 1971 et 1975. Le taux d'inflation a été ramené à 375 pour cent en 1975, mais dès 1982, il était tombé à 10 pour cent.

Après 1975, la croissance économique a repris, mais le pays a été frappé par une nouvelle récession majeure entre 1981 et 1983, laquelle a fait chuter le PIB par habitant de 14 pour cent. Ce recul était dû à deux graves erreurs de politique économique.

Vers 1979, la pensée monétariste a évolué, reléguant progressivement au deuxième rang le principe de la maîtrise de la masse monétaire intérieure, pour prôner l'adoption de taux de change fixes, qui devaient permettre de contenir le niveau de l'inflation à son niveau mondial. Mais la stabilité des taux de change et la chute des cours du cuivre à l'exportation en 1979–81 ont entraîné un déficit très important du compte des transactions courantes (environ 15 pour cent du PIB). Les autorités chiliennes ont donc décidé de laisser flotter le taux de change, qui a fortement baissé.

La chute du peso a eu des répercussions importantes pour les banques et les *financieras,* qui avaient été rendues au secteur privé en contrepartie d'une supervision très légère. Ces institutions ont accusé des pertes qu'elles ont couvertes par des emprunts massifs à l'étranger. Avec le nouveau taux de change, elles ne pouvaient plus assurer le service de leurs dettes. Le gouvernement est venu à leur rescousse et a accepté de prendre en charge la totalité de leurs dettes extérieures. Cette décision pour le moins regrettable a fait retourner dans le giron et sous le contrôle du secteur public bon nombre d'actifs financiers et d'actifs productifs (et les dettes qui allaient avec).

A la suite de cet épisode, le gouvernement a réussi à revenir à un sentier de croissance plus respectable : il a échangé un quart de la dette étrangère contre des prises de participation, imposé des contrôles sur les mouvements de capitaux internationaux et, après une courte période de droits de douane élevés, il s'est assagi en revenant à une politique d'équilibre budgétaire, de faible inflation, de taux de change flottants et de re–privatisations judicieuses des actifs publics.

En 1990, le pays a retrouvé un gouvernement démocratique. Les trois administrations civiles successives d'Aylwin, de Frei et de Lagos n'ont pas fondamentalement modifié l'articulation de la politique économique néolibérale dont elles avaient hérité et, dans les années 90, ce choix a donné des résultats relativement satisfaisants.

VI
Le processus de transition dans l'ex–URSS et l'Europe de l'Est

a) Les États issus de l'ex–Union soviétique

L'effondrement de l'ex–Union soviétique en 1991 a donné naissance à 15 nouveaux États, dans lesquels la croissance s'était déjà sensiblement ralentie pendant la période 1973–90. Les raisons de cette décélération (ou du recul de l'activité dans certains cas) étaient très différentes de celles qui touchaient l'Europe de l'Ouest. L'URSS était relativement isolée de l'économie mondiale et, par conséquent, des chocs inflationnistes et des mouvements de capitaux spéculatifs qui avaient incité les gouvernants occidentaux à la prudence. Il n'y avait pas de chômage et, comme le niveau de productivité atteignait moins de la moitié de celui de l'Europe de l'Ouest, il n'y aurait pas dû y avoir d'érosion des facteurs de rattrapage non récurrents en URSS. L'on est frappé de voir qu'après 1973, la productivité totale des facteurs est devenue nettement négative du fait que la productivité du travail s'est fortement ralentie et que la productivité du capital était très largement négative (Maddison, 1989*a*).

Le ralentissement est essentiellement imputable à trois facteurs. Le premier tient à la baisse de l'efficacité microéconomique, le deuxième à l'alourdissement des dépenses militaires et des dépenses connexes. Le troisième est lié à l'amenuisement des avantages liés aux ressources naturelles ou à leur destruction par des aberrations écologiques.

L'inefficacité de l'allocation des ressources était patente. Les ratios capital/production moyen et marginal étaient supérieurs à ceux des pays capitalistes. Les matières premières étaient fournies à un coût inférieur à leur prix de revient, ce qui favorisait le gaspillage. Les pénuries incitaient les entreprises à constituer des stocks de précaution. Le ratio de la consommation d'acier au PIB était quatre fois plus élevé que celui des États–Unis, le ratio de la valeur ajoutée industrielle à la production brute était nettement plus faible que dans les pays occidentaux. En URSS, l'entreprise industrielle moyenne comptait 814 salariés en 1987 contre une moyenne de 30 en Allemagne et au Royaume–Uni. Le transfert des technologies occidentales était entravé par les restrictions commerciales, l'absence d'investissements directs étrangers et un accès très limité aux techniciens et aux universitaires étrangers. Les incitations à travailler étaient plus que minimes, et la pratique du travail simulé était courante. Le faible niveau des salaires offerts par le système n'était pas non plus de nature à inciter au travail.

La qualité des biens de consommation laissait beaucoup à désirer. Il y avait peu de points de vente au détail et les industries de services étaient rares. Les prix n'avaient que peu de rapport avec les coûts. Le pain, le beurre et le logement étaient fortement subventionnés. Les consommateurs perdaient du temps à faire la queue, à troquer ce qu'ils avaient ou parfois à tenter d'obtenir des biens et des services par la corruption. Le marché noir était très actif, et la *nomenklatura* disposait de boutiques spéciales. Le cynisme, la frustration et l'alcoolisme ne cessaient de croître au sein de la population, tandis que l'espérance de vie diminuait.

Les dépenses que l'Union soviétique consacrait à sa défense et à l'espace représentaient à peu près 15 pour cent du PIB dans les années 70 et les années 80, soit un pourcentage près de trois fois plus élevé qu'aux États–Unis et cinq fois plus élevé qu'en Europe de l'Ouest. Son effort militaire et spatial s'accompagnait aussi d'engagements importants à l'égard de l'Afghanistan, de la Corée du Nord, de Cuba, de la Mongolie, du Vietnam et des « clients » de l'Union soviétique en Afrique.

Le coût réel de l'exploitation des ressources naturelles s'alourdissait. Dans les années 50, l'expansion du secteur agricole avait porté en grande partie sur la mise en culture de terres vierges, dont la fertilité a rapidement été épuisée. L'exploitation des ressources minières et énergétiques de la Sibérie et de l'Asie centrale nécessitait des dépenses d'infrastructures plus importantes que pour les ressources de la Russie européenne. L'accident nucléaire de Tchernobyl a eu des conséquences écologiques désastreuses en polluant une vaste région de l'Ukraine, et presque toute la mer d'Aral a été transformée en un désert salé.

Tableau 3–23. **Croissance par habitant des pays de l'ex–URSS et de l'Europe de l'Est, 1950–98**

	1950–73	*1973–90*	*1990–98*	*PIB par habitant 1998 ($ int. de 1990)*	*PIB 1998 (millions de $ int. de 1990)*
	(taux de croissance annuel moyen)				
Ex–URSS	**3.36**	**0.74**	**–6.86**	**3 893**	**1 132 434**
Arménie		–0.04	–7.33	3 341	12 679
Azerbaïdjan		–0.29	–9.35	2 135	16 365
Biélorussie		1.85	–3.71	5 743	58 799
Estonie		1.27	–0.73	10 118	14 671
Géorgie		1.48	–11.94	2 737	14 894
Kazakhstan		–0.23	–5.09	4 809	74 857
Kirghizistan		–0.18	–6.82	2 042	9 595
Lettonie		1.39	–0.58	6 216	15 222
Lituanie		0.73	–4.55	5 918	21 914
Moldavie		0.85	–10.77	2 497	9 112
Fédération de Russie		0.98	–6.53	4 523	664 495
Tadjikistan		–1.84	–14.82	830	5 073
Turkménistan		–1.67	–8.88	1 723	8 335
Ukraine		1.15	–10.24	2 528	127 151
Ouzbékistan		–1.17	–3.32	3 296	79 272
Total Europe de l'Est	**3.79**	**0.51**	**0.06**	**5 461**	**660 861**
Albanie	3.59	0.57	–0.41	2 401	7 999
Bulgarie	5.19	0.29	–2.36	4 586	37 786
Tchécoslovaquie	3.08	1.12			
République tchèque			–0.36	8 643	88 897
République slovaque			–0.01	7 754	41 818
Hongrie	3.60	0.85	0.05	6 474	66 089
Pologne	3.45	–0.35	3.41	6 688	258 220
Roumanie	4.80	0.08	–2.45	2 890	64 715
Ex–Yougoslavie	4.49	1.60	–3.45	4 229	95 337
Croatie			–1.93	5 963	27 858
Slovénie			1.09	11 980	23 625
Autres pays de l'ex–Yougoslavie			–6.37	2 758	43 854

Sources : Annexes A et D.

Entre 1985 et 1990, Gorbatchev a accordé au pays un degré de liberté politique remarquable, libéré l'Europe de l'Est et démantelé le système d'économie dirigée, mais il n'a pas fait grand chose pour changer le système économique. Eltsine (fin 1991 à fin 1999) a créé une économie de marché et démantelé l'Union soviétique.

Au départ, le premier souci d'Eltsine était de détruire le système économique et politique soviétique. L'URSS a été dissoute lors d'une réunion clandestine entre Eltsine en sa qualité de président de la Russie, l'ukrainien Kravtchouk et le biélorusse Shouskevich au début de décembre 1991. Les États baltes sont restés libres de poursuivre la voie capitaliste. Les anciens cadres du parti des républiques d'Asie n'avaient pas été prévenus ou n'avaient pas pressenti les changements, mais ils acquiescèrent, devinrent présidents et entrèrent dans une fédération lâche (la Communauté des États indépendants). Le parti communiste soviétique a été dissout et ses actifs ont été saisis.

Dans la République de Russie, un gouvernement de jeunes réformateurs radicaux de l'économie a été installé en janvier 1992. Il a jeté à bas la vieille structure dirigiste, libéré la plupart des prix intérieurs, levé les obstacles au commerce extérieur, réduit le budget militaire à une fraction de ce qu'il était auparavant, supprimé le commerce d'État, légalisé toutes les formes de commerce privé et engagé un processus de privatisation, qui a finalement conduit à la vente de la plupart des entreprises publiques pour une bouchée de pain. Entre 1990 et 1998, les recettes de la privatisation russe ont atteint 7.5 milliards de dollars, qu'il faut comparer aux 66.7 milliards de dollars de recettes de la

privatisation engrangées au Brésil sur la même période. Le PIB moyen de ces deux pays a été équivalent, au cours des années, mais les ventes brésiliennes représentaient une part bien moins importante de son stock de capital (World Bank, 2000, pp. 186–87).

Le passage à l'économie de marché s'est effectué de façon assez rapide mais, pour la grande masse de la population, il a enclenché une spirale descendante du revenu réel qui a duré près de dix ans. Dans la République de Russie, le PIB de 1998 était inférieur de 42 pour cent à ce qu'il était en 1990. L'investissement fixe avait chuté à 17.5 pour cent de son niveau de 1990. Les dépenses militaires de l'État ont fortement diminué, de sorte que la baisse de la consommation privée en valeur réelle a été nettement moins marquée (10 pour cent environ) que le PIB par habitant. En Ukraine, la situation était bien plus grave qu'en Russie, avec une chute de 44 pour cent de la consommation par habitant. En Biélorussie, la consommation a diminué d'un cinquième (tableau 3–24).

Tableau 3–24. **Variation de la production et de la consommation en Biélorussie, en Russie et en Ukraine, 1990–98**
(1990 Volume = 100)

	Biélorussie	*Fédération de Russie*	*Ukraine*
PIB	80.1	57.7	41.1
Production industrielle	92.7	47.3	31.6
Production agricole	65.5	58.1	58.3
Services financiers	196.3	144.7	773.6[a]
Consommation privée	79.0	88.8	51.2
Consommation des administrations publiques	79.4	70.8	76.9
Investissement fixe	62.9	17.5	15.5
Population	99.8	99.1	96.9

a) 1990–97.
Source : *Les principaux indicateurs macroéconomiques de la CEI 1991–1998* (en russe), Commission statistique de la Communauté des États indépendants, 1999.

Tableau 3–25. **Proportion de la population vivant dans la pauvreté dans l'ex–URSS et les pays d'Europe de l'Est, 1987–88 et 1993–95**
(pourcentage)

Pays	*1987–88*	*1993–95*	*Pays*	*1987–88*	*1993–95*
Estonie	1	37	République tchèque	0	1
Lettonie	1	22	Hongrie	1	4
Lituanie	1	30	Pologne	6	20
Moyenne 3 États baltes	1	29	Slovaquie	0	1
			Slovénie	0	1
			5 pays d'Europe centrale	1.4	12
Biélorussie	1	22			
Moldavie	4	66	Bulgarie	2	15
Fédération de Russie	2	50	Roumanie	6	59
Ukraine	2	63	2 pays d'Europe du Sud–Est	4	37
Moyenne 4 États occidentaux de la CEI	2	52			
Kazakhstan	5	65			
Kirghizistan	12	88			
Turkménistan	12	61			
Ouzbékistan	24	63			
Moyenne 4 pays d'Asie centrale de la CEI	15	66			

Le passage au système capitaliste a entraîné des changements très importants dans la redistribution des revenus. Dans l'ancien système, les biens de première nécessité (pain, logement, éducation, santé, crèches et services sociaux) étaient fortement subventionnés par l'État ou fournis gratuitement par les entreprises publiques à leurs salariés. Tous ces biens sont devenus relativement plus coûteux, la valeur réelle des salaires et des retraites a été laminée par l'hyper–inflation et la valeur de l'épargne populaire, réduite à néant. Il y a certes eu des gains de bien–être avec la disparition des files d'attente dans les magasins, l'amélioration de la qualité et de la variété des biens de consommation grâce aux nouvelles possibilités d'importation, mais ce sont surtout ceux qui ont su exploiter les possibilités de l'économie de marché qui en ont bénéficié.

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) a récemment évalué les variations de l'incidence de la pauvreté (tableau 3–25). Entre 1987–88 et 1993–95, le ratio de la pauvreté dans les quatre pays « occidentaux » de la CEI (dont la population globale était de 212 millions d'habitants en 1998) était passé de 2 pour cent à plus de la moitié de la population totale. Dans quatre pays d'Asie centrale (49 millions d'habitants au total), la proportion est passée de 15 à 66 pour cent et, dans les États baltes, elle est passée de un à 29 pour cent. L'expérience de ces pays a été bien plus douloureuse qu'en Europe de l'Est, où le seul pays qui se trouvait dans une situation comparable était la Roumanie. La diminution de l'espérance de vie, la baisse de la fréquentation scolaire et la montée du chômage sont d'autres manifestations de l'appauvrissement des populations. Pourtant, les effets du chômage ont été atténués du fait que de nombreux travailleurs gardaient des liens avec leurs anciennes entreprises qui leur versaient des prestations sociales, même si elles ne payaient plus les salaires.

Deux grandes raisons expliquent pourquoi la transition a été plus pénible dans l'ex–URSS que dans les pays d'Europe de l'Est. L'une tient à la faiblesse de la politique monétaire et budgétaire, qui a conduit à l'hyper–inflation. La seconde tient à ce que la BERD appelle « l'accaparement » de l'État par une nouvelle oligarchie affairiste. Ces deux facteurs ont grandement entravé l'allocation efficace des ressources et contribué à drainer l'argent vers une élite privilégiée.

Instabilité macroéconomique

Le tableau 3–26 indique les taux moyens d'inflation pendant la période 1990–94 et 1994–98. La première vague d'hyper–inflation est désormais bien tempérée, mais la dynamique de la hausse des prix reste encore très supérieure aux 2 pour cent annuels des économies capitalistes (tableau 3–8). Dans les États baltes et en Europe de l'Est, le niveau de l'inflation est maintenant similaire à celui de l'Amérique latine (soit 13.5 pour cent, voir tableau 3–22).

Il était compréhensible que le passage d'une structure de prix caractéristique d'une économie dirigiste à une structure gouvernée par les forces du marché débouche sur une période d'hyper–inflation, mais la dynamique inflationniste a été alimentée par la fragilité budgétaire. C'était inévitable dans un État qui tirait auparavant ses recettes de la propriété d'actifs qu'il avait vendus pour presque rien. Il était aussi très difficile d'élaborer et de mettre en place un nouveau régime fiscal dans une économie où les entreprises apprenaient rapidement les ficelles de l'évasion et de la fraude fiscales, et de la dissimulation des bénéfices aux autorités nationales dans le pays ou dans des paradis fiscaux. Le problème a été accentué en Russie par la dévolution du pouvoir de dépenses aux 19 républiques de la Fédération et à 61 autres administrations régionales.

La politique monétaire imprudente des autorités a aussi joué un rôle majeur dans l'hyper–inflation. Dans la première phase de réformes, le gouvernement Gaidar a sollicité l'avis des organismes internationaux et conservé le rouble comme monnaie commune des États membres de la CEI jusqu'en 1993. La Fédération devait de ce fait couvrir leurs déficits, qui s'élevaient à 10 pour cent du PIB russe. Entre 1992 et 1994, l'hyper–inflation a été alimentée par la progression démesurée des concours fournis par la Banque centrale à des taux d'intérêt négatifs réels pour couvrir le déficit du budget fédéral et renflouer des entreprises qu'il aurait fallu contraindre à déposer leur bilan. Par la suite, les déficits ont été financés par la création d'un marché des bons du Trésor et des emprunts étrangers.

Tableau 3–26. **Taux de variation annuel moyen des prix à la consommation : ex–URSS et pays d'Europe de l'Est, 1990–98**

Pays	*1990–94*	*1994–98*	*Pays*	*1990–94*	*1994–98*
Estonie	333.7	15.2	République tchèque	23.2	8.3
Lettonie	320.3	11.5	Hongrie	24.0	19.2
Lituanie	435.0	14.9	Pologne	42.9	15.5
Moyenne 3 États baltes	363.0	13.9	Slovaquie	26.1	6.2
			Slovénie	95.6	8.3
Biélorussie	1 402.0	132.1	Moyenne 5 pays d'Europe centrale	42.4	11.5
Moldavie	825.5	17.1			
Fédération de Russie	927.8	61.5	Albanie	96.9	18.6
Ukraine	3 361.8	62.7	Bulgarie	151.0	230.8
Moyenne 4 États occidentaux de la CEI	1 629.3	68.4	Croatie	583.5	4.1
			Macédoine	615.4	2.0
Arménie	3 529.3	14.6	Roumanie	194.8	69.2
Azerbaïdjan	1 150.8	20.9	Moyenne Europe du Sud–Est	328.3	64.9
Géorgie	3 817.6	22.4			
Moyen 3 pays du Caucase	2 932.6	19.3			
Kazakhstan	1 612.5	25.6			
Kirghizistan	721.9	25.0			
Tadjikistan	2 228.2	585.0			
Turkménistan	2 969.3	437.3			
Ouzbékistan	811.3	64.3			
Moyenne 5 pays d'Asie centrale	1 268.6	227.4			

Source : BERD, *Transition Report 1999*, Londres, p. 76.

Après la réélection de Eltsine en juillet 1996, il y a eu d'importantes entrées d'investissements étrangers en valeurs mobilières et en bons du Trésor russes. La capitalisation du marché boursier a triplé entre le milieu de 1996 et la fin de 1997 sans grande variation du côté du taux de change. De nombreux investisseurs étrangers ont spéculé de façon effrénée, couvrant le risque de change en achetant aux banques russes des contrats à terme libellés en dollars. Le renvoi du premier ministre Tchernomyrdine en 1998 et la crise financière asiatique ont provoqué des retraits massifs de fonds étrangers. Le gouvernement russe a soutenu sa monnaie pendant à peu près deux semaines grâce à un concours de près de 5 milliards de dollars du FMI, mais à la mi–août 1998, il décidait de dévaluer, de ne pas honorer les engagements contractés sur une grande partie de la dette intérieure et de déclarer un moratoire sur le remboursement des dettes des entreprises et des banques russes à l'égard de créanciers étrangers.

Montée en puissance d'une nouvelle oligarchie financière

L'autre problème majeur de la transition de la Russie au système capitaliste a été identifié par la BERD en ces termes : « dans le cadre du système de cession 'd'actions contre des prêts' mis en place en 1995, un grand nombre d'entreprises clés dont l'activité était basée sur l'exploitation de ressources naturelles sont tombées entre les mains d'un petit groupe de financiers, appelés 'oligarques'. Ce transfert a entraîné une augmentation très forte de la richesse et des inégalités de revenus — en 1997, le coefficient de Gini pour le revenu en Russie était de l'ordre de 0.5, soit un niveau comparable à celui de la Colombie ou de la Malaisie. Il a aussi contribué à créer un climat d'investissement caractérisé par la corruption, des pratiques commerciales opaques — dont le système de troc — et le clientélisme. […] Non seulement les inégalités de revenu se sont considérablement accentuées, mais les dépenses consacrées aux prestations sociales ont en fait régressé pendant la transition. Cela illustre la mainmise de groupes d'intérêt étroits sur l'État. »

Une législation a été adoptée pour instituer des droits de propriété de type occidental, mais en fait la comptabilité est opaque et l'interprétation gouvernementale des droits de propriété est arbitraire. Des gangs exercent des pressions criminelles sur un grand nombre d'entreprises. Les détenteurs de biens immobiliers tels que les actionnaires ou les investisseurs ne sont pas certains que leurs droits seront validés. Les travailleurs ne sont pas sûrs que leurs salaires seront payés. Dans ces conditions, l'allocation des ressources ne peut pas être efficace.

L'agriculture a été ignorée par les réformes

Le traitement de l'agriculture est le troisième échec majeur de la transition. En Russie et en Ukraine, la production agricole de 1998 était inférieure de 42 pour cent à son niveau de 1990. Il y a là un contraste frappant avec la Chine, où la production agricole a progressé de 56 pour cent dans les sept années qui ont suivi les réformes de 1978. Rien ou presque n'a été fait pour dynamiser ce secteur arriéré, où il est difficile de mener une action efficace à cause de l'héritage du passé. Comme le souligne Kornai (1992, p. 437) : « Aujourd'hui encore, la paysannerie ne s'est pas remise du traumatisme épouvantable de la collectivisation. Même si ceux qui en ont fait les frais ne sont plus en vie, leurs enfants et leurs petits–enfants sont persuadés qu'il n'y a pas d'avenir pour la propriété privée et que la terre peut à nouveau leur être arrachée. S'ils devenaient des paysans prospères en exploitant leurs propres terres, ils sont convaincus qu'ils risqueraient encore d'être traités de koulaks, ce qui pourrait signifier pour eux la persécution, la déportation ou la mort. »

b) Les pays de l'Europe de l'Est

Le système économique des pays de l'Europe de l'Est était similaire à celui de l'ex–URSS jusqu'à la fin des années 80, tout comme leur performance macroéconomique. Pendant l'âge d'or, entre 1950 et 1973, le PIB par habitant de l'Europe de l'Est (comme celui de l'URSS) a progressé plus ou moins au même rythme que celui de l'Europe de l'Ouest. Entre 1973 et 1990, la situation s'est fortement détériorée lorsque le système économique et politique a commencé à s'effriter, la croissance du revenu par habitant tombant à environ 0.5 pour cent par an contre 1.9 pour cent en Europe de l'Ouest.

Depuis 1990, l'Europe de l'Est est confrontée à de graves problèmes liés au passage au système capitaliste, mais le processus est bien moins traumatisant que dans les pays de l'ex–URSS. En 1998, le revenu moyen par habitant se situait à un niveau comparable à celui de 1990, alors qu'il était inférieur de plus de 40 pour cent dans les républiques issues de l'URSS.

Le bilan du processus de transition des pays d'Europe de l'Est est extrêmement inégal. En Pologne, qui était de loin l'économie la plus importante et la plus fragilisée pendant la période 1973–90, le rythme de progression du revenu depuis 1990 est plus rapide que dans tout autre pays européen en dehors de l'Irlande. Le revenu par habitant des républiques tchèque et slovaque et de la Hongrie a plus ou moins retrouvé le niveau de 1990. Le bilan de l'ancienne république de Yougoslavie, qui a éclaté en cinq États à la suite de conflits sanglants, est le plus mauvais. La Bulgarie et la Roumanie affichent également de mauvais résultats, en partie parce que leur économie a grandement souffert des guerres en Bosnie et au Kosovo, des sanctions contre la Yougoslavie et de la destruction des ponts sur le Danube.

En dehors de la Pologne, la performance économique de l'Europe de l'Est est décevante. Comme le revenu par habitant de la région se situe aux alentours de 30 pour cent de celui de l'Europe de l'Ouest, il y aurait dû y avoir une certaine marge pour le processus de rattrapage.

En fait, les problèmes de transition sont très profonds. Les éléments les plus faciles de la réforme étaient la déréglementation des prix et l'ouverture des échanges avec l'Ouest. Ces mesures ont mis fin aux pénuries et aux files d'attente dans les magasins, et elles ont permis d'améliorer la qualité des marchandises disponibles et d'accroître le bien–être des consommateurs de diverses manières, mal

captées par la mesure du PIB. Toutefois, une bonne partie de l'ancien stock de capital était bonne à jeter, les travailleurs devaient acquérir de nouvelles qualifications, les systèmes juridiques et administratifs devaient être transformés, la structure des impôts et des aides sociales devait être repensée, et il fallait rebâtir à partir de rien le système de distribution et le système bancaire.

Il est intéressant de comparer la situation de l'Europe de l'Est et celle de l'Allemagne de l'Est, qui a été intégrée dans la République fédérale allemande en 1990. L'aide occidentale accordée à d'autres pays d'Europe de l'Est est relativement modeste et leur accès aux marchés occidentaux est entravé par la politique agricole commune de l'UE ainsi que par les restrictions imposées à l'exportation de produits industriels sensibles. Les Länder de l'Allemagne de l'Est, en revanche, ont bénéficié d'une totale liberté d'accès aux marchés allemands et occidentaux et ont reçu, sous diverses formes, des transferts de l'ordre d'un billion de dollars depuis la réunification, mais le produit par habitant et la productivité de la main–d'œuvre demeurent inférieurs de moitié à ceux du reste de l'Allemagne. La transformation des entreprises socialistes en entités capitalistes productives a été plus laborieuse qu'ailleurs, parce que l'Allemagne de l'Est a été intégrée à une union monétaire qui a grandement surévalué les salaires et les actifs de l'ancien Ost Mark. La quasi–totalité du stock de capital industriel a été mise au rebut. L'emploi a chuté de 30 pour cent depuis 1990, du fait que les salariés (ainsi que les retraités et d'autres catégories sociales) peuvent désormais prétendre à des prestations sociales beaucoup plus importantes.

Les principales raisons qui expliquent la meilleure performance des pays de l'Europe de l'Est par rapport à celles des pays de l'ex–URSS semblent être les suivantes :

a) l'exposition au système d'économie dirigée a été plus courte, une quarantaine d'années environ, contre plus de 70 ans pour la plupart des pays de l'ex–URSS. C'est vrai également des États baltes, qui ont mieux réussi que les autres économies de l'ex–URSS ;

b) plusieurs des pays de l'Europe de l'Est aspiraient fortement à couper les ponts avec le système dirigiste et l'hégémonie soviétique. Ce fut le cas de la Yougoslavie dans les années 50, de la Hongrie en 1956, de la Tchécoslovaquie en 1968 et de la Pologne dans les années 80. Ils manifestaient aussi un intérêt intellectuel actif pour les problèmes de transition. La Yougoslavie, la Hongrie et la Pologne étaient devenues membres du FMI avant l'effondrement du système soviétique, et elles avaient eu l'occasion de se familiariser avec l'articulation de la politique macroéconomique et les armes caractéristiques des économies capitalistes. En outre, la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Hongrie et la Slovénie avaient davantage d'affinités avec le capitalisme occidental et le connaissaient mieux que les pays de l'ex–URSS, la Bulgarie ou la Roumanie ;

c) les pays d'Europe de l'Est étaient beaucoup plus soucieux que l'ex–URSS d'effectuer la transition dans un environnement de stabilité macroéconomique. C'est particulièrement vrai pour la Pologne, qui a lancé des réformes radicales dès le début de l'année 1990 alors qu'elle était confrontée à une montée des pressions inflationnistes engendrées par l'indexation des salaires et d'autres concessions à Solidarité, le syndicat militant du pays (Balcerowicz, 1995, pp. 324–26). La réforme impliquait une discipline monétaire et budgétaire rigoureuse ;

d) le processus de réforme mettait beaucoup plus l'accent sur la mise en place d'un cadre juridique transparent pour les contrats et les droits de propriété, et le processus de privatisation n'a pas donné naissance à une nouvelle oligarchie de capitalistes prédateurs. Là encore, la différence entre la politique de la Pologne et celle l'ex–Union soviétique est fortement soulignée par Balcerowicz, le principal architecte des réformes polonaises. Il y avait de ce fait beaucoup moins d'ambiguïté sur l'orientation et la finalité des réformes.

VII
L'Afrique

L'Afrique abrite près de 13 pour cent de la population mondiale, mais elle ne représente que 3 pour cent du PIB de la planète. C'est la région la plus déshéritée du monde, avec un revenu par habitant qui ne représentait que 5 pour cent de la région la plus riche en 1998, et moins de la moitié de celui de l'Asie (Japon exclu). L'espérance de vie y est la plus faible de la planète (52 ans contre 78 ans pour l'Europe de l'Ouest), mais la croissance démographique y est la plus forte — elle est à peu près neuf fois plus rapide qu'en Europe de l'Ouest.

Compte tenu du dynamisme démographique, la structure des âges est très différente de celle de l'Europe de l'Ouest. En Europe, près des deux tiers de la population sont en âge de travailler, contre un peu plus de la moitié en Afrique. Dans ce continent, 43 pour cent des habitants ont moins de 15 ans et 3 pour cent ont 65 ans ou plus. En Europe de l'Ouest, les proportions sont respectivement de 18 pour cent et de 15 pour cent. Près de la moitié de la population adulte d'Afrique est analphabète. L'incidence des maladies infectieuses et parasitaires (paludisme, maladie du sommeil, ankylostomiase, cécité des rivières, fièvre jaune) est élevée. Plus des deux tiers des individus infectés par le VIH dans le monde vivent en Afrique. De ce fait, la quantité et la qualité des apports de main–d'œuvre par habitant sont bien plus faibles que dans d'autres parties du monde.

Les économies africaines sont bien plus volatiles que beaucoup d'autres, car leurs gains à l'exportation reposent sur quelques produits de base et les conditions climatiques extrêmes (sécheresses et inondations) peuvent donc y avoir des conséquences plus désastreuses et plus difficiles à supporter qu'ailleurs.

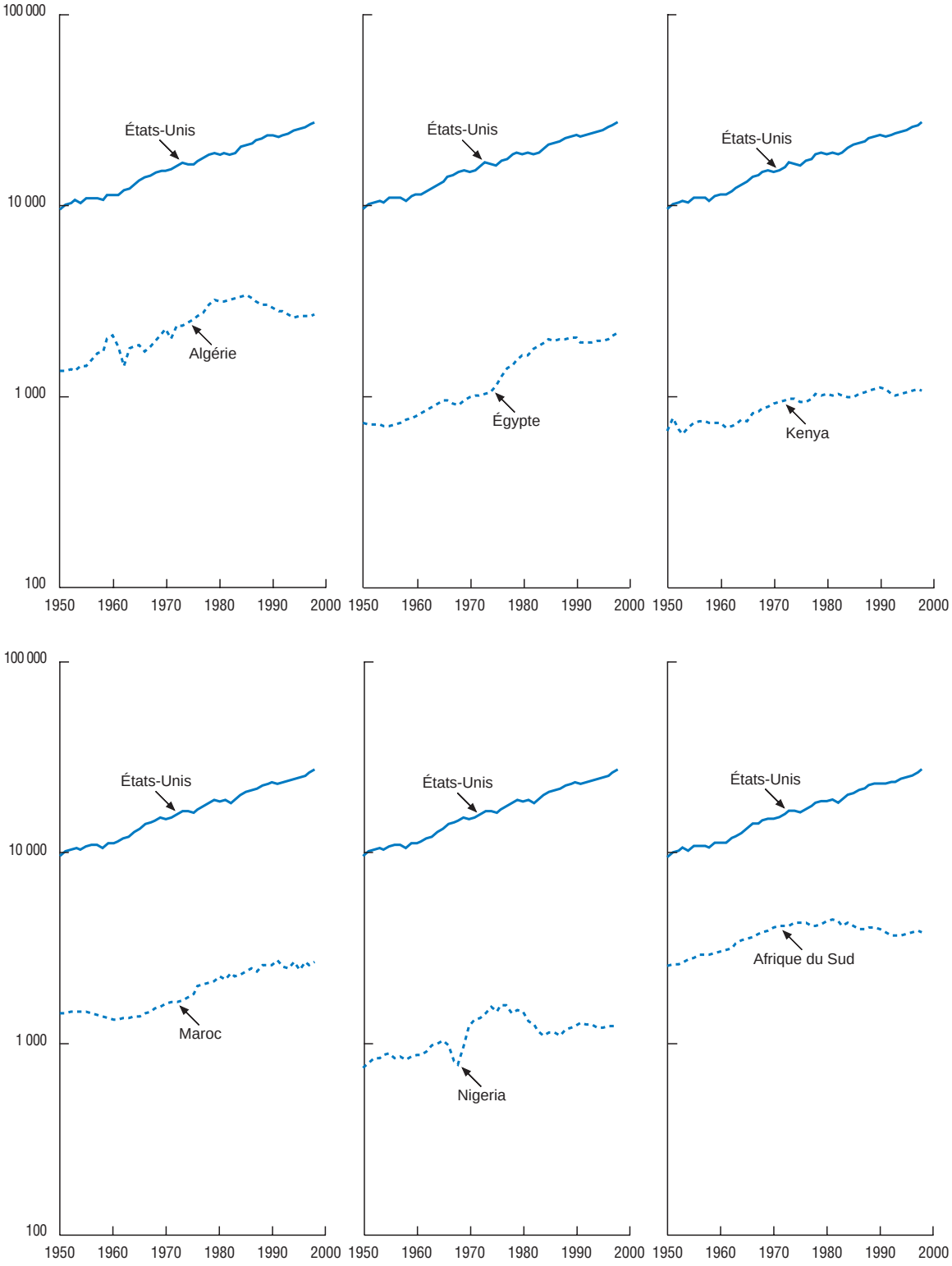
Si les niveaux de performance du continent africain sont faibles par rapport au reste du monde, le taux de croissance a progressé pendant l'époque capitaliste. Le revenu par habitant a été multiplié par environ 3.5 entre 1820 et 1980 (voir tableaux 3–1b et C5–c), soit à un rythme à peu près égal à celui de l'Asie (Japon exclu). Depuis 1980, le revenu par habitant de l'Afrique a diminué.

La pauvreté et la stagnation ou la contraction de l'activité économique sont les caractéristiques prédominantes de l'Afrique, mais on observe d'importantes variations dans les niveaux de revenu et la performance économique des différents pays du continent. Le tableau 3–28 distingue les 14 pays dont le revenu moyen par habitant est supérieur à 2 000 dollars internationaux, des 43 pays qui se situent en deçà de cette barre. Dans le premier groupe, le revenu moyen par habitant s'est établi à 2 816 dollars en 1998 contre seulement 840 dollars dans les autres pays. Les pays du premier groupe ont maintenant un revenu moyen identique à celui de l'Europe de l'Ouest en 1900 mais, sur le reste du continent, il est inférieur à celui de l'Europe de l'Ouest en 1600.

Le groupe de pays relativement prospères d'Afrique comprend les cinq pays du littoral méditerranéen (l'Algérie, l'Égypte, la Libye, le Maroc et la Tunisie). Parmi ces pays, l'Égypte, le Maroc et la Tunisie ont enregistré des résultats acceptables pendant la période 1973–98, mais le revenu par habitant de l'Algérie en 1998 était inférieur de 15 pour cent à son niveau record de 1985 ; en Libye, il n'atteignait que la moitié du niveau de 1973.

Le deuxième groupe, situé à la pointe australe du continent, comprend l'Afrique du Sud, le Botswana, la Namibie et le Swaziland. Le Botswana enregistre l'un des plus forts taux de croissance économique du monde (5.4 pour cent par habitant entre 1973 et 1998). Sa performance de croissance se rapproche de celle de Singapour, mais elle est basée en grande partie sur l'exploitation des mines de diamants. En 1998, le revenu par habitant de l'Afrique du Sud était inférieur de 14 pour cent à son niveau record de 1981, et celui de la Namibie, inférieur de 9 pour cent à son niveau de 1981.

Figure 3-4. **Confrontation deux à deux des niveaux de PIB par habitant, États-Unis/pays d'Afrique, 1950-98**
(en dollars Geary-Khamis de 1990)



Source : Annexe C.

Tableau 3–27. **Taux d'analphabétisme en Afrique en 1997**
(pourcentage de la population adulte)

Algérie	40	Niger	86
Bénin	66	Nigeria	40
Botswana	26	Rwanda	37
Burkina Faso	80	Sénégal	65
Burundi	55	Afrique du Sud	16
Cameroun	28	Tanzanie	28
République centrafricaine	57	Togo	47
Congo	23	Tunisie	33
Côte d'Ivoire	58	Ouganda	36
Égypte	48	Zambie	25
Éthiopie	65	Zimbabwe	9
Ghana	33	Moyenne arithmétique	45
Kenya	21		
Malawi	42	Ex–URSS	4
Mali	65	Amérique latine	13
Mauritanie	62	Chine	17
Maroc	54		
Mozambique	59		
Namibie	21		

Source : Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde 1999/2000*, Washington, D.C., 2000, pp. 232–33.

Le troisième groupe comprend cinq petits pays qui sont des cas spéciaux. Au Gabon et au Congo, la production et les exportations de pétrole se développent et atteignent un niveau relativement élevé. Les trois autres pays sont des îles de l'Océan indien dont le taux de croissance démographique est inférieur à la moyenne africaine. La Réunion est un département français d'outre–mer qui bénéficie de fortes subventions de la France. Aux Seychelles et à Maurice, la majorité de la population est d'origine indienne et bilingue anglais–français. Le tourisme procure des recettes importantes aux Seychelles. Maurice a réussi à développer ses exportations de produits manufacturés.

Les trois quarts de la population africaine appartiennent à un quatrième groupe dans lequel le revenu par habitant a atteint un point maximum en 1980. En 1998, il avait chuté d'un quart. Ce groupe est au cœur de la pauvreté en Afrique.

Pour expliquer les causes de la pauvreté sur le continent africain, il faut distinguer les influences durables des raisons qui ont provoqué l'inversion de la tendance économique des 20 dernières années.

Jusqu'à la fin du XIXe siècle, la plus grande partie du continent était encore une terre inconnue et inexplorée, occupée par des chasseurs–cueilleurs, des pasteurs et des paysans pratiquant l'agriculture de subsistance. Les niveaux d'instruction et de technologie étaient primitifs. La terre, relativement abondante, était répartie par les chefs traditionnels et les droits de propriété de type occidental n'existaient pas. Les seules unités territoriales qui ressemblaient à celles que l'on trouve aujourd'hui étaient l'Afrique du Sud, l'Égypte, l'Éthiopie, le Liberia et le Maroc. Les esclaves constituaient le principal « bien » d'exportation du continent.

Les pouvoirs européens ont commencé à s'intéresser à l'Afrique dans les années 1880. La France et la Grande–Bretagne ont été les plus efficaces dans leur entreprise. Vingt–deux pays virent finalement le jour avec la colonisation française, vingt–et–un avec la colonisation britannique, cinq avec la colonisation portugaise, trois avec la colonisation belge et deux avec la colonisation espagnole. L'Allemagne a perdu ses colonies après la Première Guerre mondiale, l'Italie après la Seconde.

Les colonisateurs ont mis en place les frontières qui les arrangeaient, sans tenir grand compte des traditions locales ou des problèmes ethniques. Ils ont appliqué les lois et droits de propriété européens sans se préoccuper véritablement des formes traditionnelles de répartition des terres. Ils ont donc récupéré les meilleures terres ainsi que la plupart des profits de l'exploitation des droits

Tableau 3–28. **Variations du niveau du revenu en Afrique, 1998**

	PIB par habitant (dollars int. de 1990)	*PIB (millions de dollars int. de 1990)*	*Population (milliers)*
Algérie	2 688	81 948	30 481
Égypte	2 128	140 546	66 050
Libye	3 077	15 000	4 875
Maroc	2 693	78 397	29 114
Tunisie	4 190	39 306	9 380
5 pays méditerranéens	2 539	355 197	139 900
Botswana	4 201	6 803	1 448
Namibie	3 797	6 158	1 622
Afrique du Sud	3 858	165 239	42 835
Swaziland	2 794	2 699	966
4 pays d'Afrique australe	3 860	180 899	46 871
Gabon	4 885	5 901	1 208
Maurice	9 853	11 508	1 168
Réunion	4 502	3 174	705
Seychelles	5 962	471	79
Congo	2 239	5 951	2 658
5 cas particuliers	4 642	27 005	5 818
Total des 14 pays dont le PIB par habitant est supérieur à 2 000 dollars	2 816	563 101	192 589
Total des 43 autres pays	840	476 307	567 365
Total Afrique	1 368	1 039 408	759 954

Source : Les estimations relatives à la croissance du PIB des pays africains sont de moins bonne qualité que celles des autres régions. Les comptes nationaux ont généralement été introduits par les autorités coloniales à la fin des années 50, et le nombre et la qualité des agents des services statistiques depuis l'indépendance sont très insuffisants. Il y a aussi des problèmes plus sérieux dans les estimations des niveaux comparatifs du PIB qu'avec les autres régions ; voir tableau A4–g ainsi que les observations qui l'accompagnent.

miniers et de l'agriculture de plantation. Le travail forcé et les pratiques de l'apartheid ont maintenu les revenus africains à des niveaux peu élevés. Peu d'efforts ont été faits pour construire une infrastructure de transport ou pour instruire les populations.

Les Européens se sont retirés des pays colonisés à compter du milieu des années 50. Les liens de l'empire colonial britannique avec l'Égypte et le Soudan ont été rompus en 1956. Le Ghana est devenu indépendant en 1957, le Nigeria en 1960, la Tanzanie en 1961, le Kenya en 1963. Les intérêts de colons blancs ont retardé le processus au Zimbabwe et en Namibie. En Afrique du Sud, les droits politiques de la population noire n'ont été reconnus qu'en 1994. La décolonisation française a commencé avec le Maroc et la Tunisie en 1956. La Guinée a rompu les amarres en 1958, les autres colonies subsahariennes sont devenues indépendantes en 1960 et l'Algérie, en 1962. La Belgique a évacué le Zaïre en 1960, le Burundi et le Rwanda en 1962. Le Portugal et l'Espagne ont abandonné la partie en 1975.

La guerre froide battait son plein à l'époque, et l'Afrique est devenue le théâtre des rivalités internationales. La Chine, l'URSS, Cuba et les pays de l'Europe de l'Est ont apporté une aide économique et militaire aux nouveaux pays considérés comme leurs pions dans un monde dominé par les conflits d'intérêts. Les pays occidentaux, Israël et Taiwan, ont été plus généreux dans leur offre d'aide et moins tatillons dans sa répartition qu'ils n'auraient pu l'être autrement. C'est ainsi que l'Afrique a accumulé un volume très important de dettes extérieures qui ont eu un maigre rendement sur le plan du développement.

Tableau 3–29. **Degré et durée de l'effondrement du PIB par habitant dans les 13 pays africains les plus importants au Sud du Sahara**

	Population en 1998 (milliers)	*PIB par habitant de 1998 en % du niveau record*	*Année record*	*Nombre d'années après l'année record*
Angola	10 865	36.6	l970	28
Cameroun	15 029	60.0	1986	12
Côte d'Ivoire	15 446	64.7	1980	18
Éthiopie	62 232	95.0	1983	15
Kenya	28 337	97.5	1990	8
Madagascar	14 463	55.4	1971	27
Mali	10 109	92.3	1979	19
Mozambique	18 641	63.3	1973	25
Nigeria	110 532	77.1	1977	21
Soudan	33 551	75.5	1977	21
Tanzanie	30 609	88.8	1979	19
Zaïre	49 001	30.0	1974	24
Zimbabwe	11 004	100.0	1998	0
Total 13 pays /moyenne	409 859	72.0	1980	18

Source: Annexe C.

L'indépendance apportait avec elle un cortège de problèmes. Les dirigeants politiques devaient s'efforcer de créer à partir de rien ou presque des éléments de solidarité et de stabilité nationales. Dans la plupart des cas, les nouvelles entités nationales étaient une création du pouvoir colonial. Les pays étaient d'une grande diversité ethnique, mais ils n'avaient aucune tradition, pas plus qu'ils ne disposaient d'institutions indigènes adaptées au concept de nation. Le véhicule linguistique de l'administration et de l'enseignement était généralement le français, l'anglais ou le portugais plutôt que les langues les plus utilisées par la majeure partie de la population. Treize des nouveaux pays francophones avaient appartenu à deux vastes fédérations dont les centres nerveux de l'appareil administratif et du réseau de transport étaient respectivement situés à Dakar et à Brazzaville. Il fallait réorganiser ces appareils et ces réseaux.

Les Africains qui avaient de l'instruction et l'expérience de l'administration se comptaient sur les doigts de la main. Or, du jour au lendemain, ces pays ont dû créer une élite politique, se doter d'une administration nationale, mettre en place un appareil judiciaire, une police et des forces armées, et envoyer des douzaines de diplomates en poste à l'étranger. Cette première grande vague de création d'emplois a renforcé le rôle du clientélisme et de la recherche de rente, et réduit l'attrait de l'initiative privée. Le stock de diplômés de l'université était trop maigre pour faire face aux besoins, et les nouvelles nations étaient lourdement tributaires des personnels étrangers.

Dans nombre de cas, le processus de création de l'État a suscité des conflits armés. En Algérie, en Angola, au Mozambique, au Soudan, au Zaïre et au Zimbabwe, la lutte pour l'indépendance a engendré une guerre contre le pouvoir colonial ou les colons blancs. Quelques années plus tard, le Nigeria, l'Ouganda et l'Éthiopie étaient en proie à des guerres civiles ou sous le joug de dictateurs sanguinaires. Plus récemment, le Burundi, l'Érythrée, le Liberia, le Rwanda, la Sierra Leone et la Somalie ont connu les mêmes problèmes. Ces guerres ont très lourdement pesé sur le développement.

Les tentatives les plus récentes faites pour expliquer la médiocre performance économique de l'Afrique (Bloom et Sachs, 1998 ; Collier et Gunning, 1999 ; et Ndulu et O'Connell, 1999) mettent largement l'accent sur le problème de la « gouvernance ».

Ndulu et O'Connell soulignent qu'en 1988 cinq pays seulement étaient dotés d'un « système multipartite autorisant un degré de concurrence politique véritable au niveau national ». Ils qualifient onze pays d'oligarchies militaires, 16 d'États plébiscitaires à parti unique, 13 de pays à parti unique et

Tableau 3–30. **Dette extérieure totale de l'Afrique, de l'Asie, de l'Amérique latine, de l'Europe de l'Est et de l'ex–URSS, 1980, 1990 et 1998**
(millions de dollars)

	1980	*1990*	*1998*		*1980*	*1990*	*1998*
Algérie	19 365	27 877	30 665	Argentine	27 151	62 730	144 050
Angola	n.d.	8 594	12 173	Brésil	71 520	119 877	232 004
Cameroun	2 588	6 679	9 829	Chili	12 081	19 227	36 302
Côte d'Ivoire	7 462	17 251	14 852	Colombie	6 941	17 222	32 263
Égypte	19 131	32 947	31 964	Mexique	57 365	104 431	159 959
Éthiopie	824	8 634	10 351	Pérou	9 386	20 967	32 397
Ghana	1 398	3 881	6 884	Venezuela	29 344	33 170	37 003
Kenya	3 387	7 058	7 010	Autres pays	43 471	99 143	112 041
Maroc	9 258	24 458	20 687	**Total Amérique latine**	**257 259**	**475 867**	**786 019**
Mozambique	n.d.	4 653	8 208				
Nigeria	8 921	33 440	30 315	Bulgarie	n.d.	10 890	9 907
Soudan	5 177	14 762	16 843	République tchèque	–	6 383	25 301
Afrique du Sud	n.d.	n.d.	24 712	Slovaquie	–	2 008	9 893
Tanzanie	5 322	6 438	7 603	Hongrie	9 764	21 277	28 580
Tunisie	3 527	7 691	11 078	Pologne	n.d.	49 366	47 708
Zaïre	4 770	10 270	12 929	Serbie	18 486	17 837	13 742
Zimbabwe	786	3 247	4 716	Russie[b]	n.d.	59 797	183 601
Autres pays	20 217	52 171	63 999	Autres pays ex–URSS	–	–	34 888
Total Afrique	**112 133**	**270 051**	**324 814**	Autres pays Europe de l'Est	n.d.	1 489	21 123
				Total Europe de l'Est & ex–URSS	**56 263**	**171 004**	**383 842**
Chine	n.d.	n.d.	154 599				
Inde	20 581	83 717	98 232				
Indonésie	20 938	69 872	150 875				
Corée du Sud	29 480	34 986	139 097				
Pakistan	9 931	20 663	32 229				
Turquie	19 131	49 424	102 074				
Autres pays	83 688	284 759	375 775				
Total Asie[a]	**183 749**	**543 421**	**1 052 881**				

a) A l'exclusion du Brunei, du Japon, de Hong Kong, de Singapour et de Taiwan ; b) La Russie a pris en charge les dettes de l'ex–URSS.
Source : Banque mondiale (World Bank, *Global Development Finance 2000*). Les chiffres sont basés sur les données concernant 137 pays déclarants et les estimations de la Banque mondiale pour douze autres pays.

Tableau 3–31. **Arriérés sur la dette extérieure en Afrique et dans les autres continents, 1980–98**
(millions de dollars)

	1980	*1990*	*1998*	*Arriérés en 1998 en pourcentage de la dette en 1998*
Afrique	3 907	32 704	55 335	17.0
Amérique latine	666	50 119	11 925	1.5
Asie	76	10 067	29 491	2.8
Europe de l'Est & ex–URSS	576	19 509	22 923	6.0

Source : Banque mondiale (World Bank, *Global Development Finance 2000*). Les montants indiqués sont la somme des arriérés sur les intérêts et le principal.

deux de pays à oligarchies coloniales (la Namibie et l'Afrique du Sud, où la situation a changé depuis lors). Dans la plus grande partie des pays à parti unique, le gouvernement en place a cherché à conserver le pouvoir à vie. Dans la plupart des États, les dirigeants se sont appuyés sur un groupe restreint de partisans avec lesquels ils partageaient les avantages du pouvoir. La corruption a gagné tous les rouages de l'État, les droits de propriété sont devenus aléatoires et les décisions des entreprises, une opération risquée. Collier et Gunning (1999, p. 93) estiment que près des deux cinquièmes de la richesse privée en Afrique sont composés d'avoirs détenus à l'étranger (contre 10 pour cent en Amérique latine et 6 pour cent en Asie de l'Est). Ce sont là bien évidemment des chiffres approximatifs, mais avec des présidents tels que Mobutu au Zaïre ou Abacha au Nigeria, il n'est pas difficile d'être convaincu que la proportion est élevée.

Le ralentissement enregistré depuis 1980 s'explique en grande partie par le poids de la dette extérieure. Lorsque la guerre froide a commencé à perdre de son intensité à partir du milieu des années 80, l'aide étrangère a marqué le pas et les prêts nets à l'Afrique ont diminué. Le flux des investissements directs étrangers a augmenté, mais cela n'a pas compensé la diminution des autres flux financiers. Le tableau 3–30 montre clairement que, depuis 1990, les prêts à l'Afrique ont progressé dans de moindres proportions que les flux dirigés vers l'Asie, l'Amérique latine, l'Europe de l'Est et l'ex–URSS.

Le montant global de la dette extérieure des pays africains atteignait 427 dollars par habitant en 1998, contre 314 dollars pour l'Asie, 1 548 dollars pour l'Amérique latine et 932 dollars pour l'Europe de l'Est et les pays de l'ex–URSS. Le revenu par habitant de l'Asie est plus du double de celui de l'Afrique, celui de l'Amérique latine est plus de quatre fois plus important et celui de l'ancien groupe communiste, plus de trois fois. La charge de la dette de l'Afrique est manifestement la plus lourde et la capacité du continent à financer l'investissement par l'épargne intérieure est moindre que celle des autres continents.

Quelques pays africains devraient bénéficier d'un allégement de la dette au titre des initiatives PPTE (initiatives en faveur des pays pauvres très endettés) de 1996 et de 1999 de la Banque mondiale et du FMI, et un groupe plus important de pays a obtenu des allégements auprès du Club de Paris, mais les opérations de restructuration de la dette qui intéressent l'Afrique sont loin d'atteindre l'ampleur de celles qui intéressent l'Amérique latine (tableau 3–31). Les possibilités d'accès des pays africains aux aides du FMI sont aussi nettement plus restreintes que celles dont ont bénéficié les pays d'Asie et les pays de l'ex–URSS lors des récentes crises de la dette.

Bien que le recul de la croissance de l'Afrique au cours des 20 dernières années ait été moins marqué en termes quantitatifs que celui des pays de l'ex–URSS, les perspectives d'avenir du continent sont plus sombres. Les niveaux d'instruction et de santé sont bien plus mauvais, la croissance démographique reste explosive, les problèmes liés à l'instabilité économique et aux conflits armés sont plus importants, et les difficultés d'ajustement institutionnel et d'intégration à un monde capitaliste libéral paraissent tout aussi grandes. La plupart de ces problèmes exigent un effort de réforme de la part de l'Afrique, mais il est manifeste que leur solution pourrait dépendre en partie de l'aide extérieure apportée au continent pour alléger la charge de sa dette.

Annexe A

Niveau et croissance de la population, du PIB et du PIB par habitant, années de référence, 1820–1998

Cette annexe brosse un tableau quantitatif de l'économie mondiale pour la période 1820–1998. Elle présente des estimations de la population, du PIB et du PIB par habitant pour sept années de référence, et les taux de croissance de ces variables sur cinq phases de développement : 1820–70, 1870–1913, 1913–1950, 1950–73 et 1973–98.

La première section couvre l'Europe et les pays occidentaux issus de l'émigration européenne (États–Unis, Canada, Australie et Nouvelle–Zélande) ; la deuxième couvre l'Amérique latine ; la troisième, l'Asie ; et la quatrième, l'Afrique. Les notes sur les sources expliquent comment les estimations ont été établies.

Le tableau A–a montre la couverture de notre échantillon pour le PIB. Il représente 81 pour cent de l'économie mondiale en 1820, 93 pour cent en 1913, et plus de 99 pour cent pour la période 1950–98. Comme l'objectif est d'obtenir une couverture complète, il a fallu recourir à des estimations indirectes pour combler les lacunes de la série de données. Les méthodes d'évaluation indirectes sont expliquées dans le corps du texte et elles sont en général fondées sur l'hypothèse que la croissance du PIB par habitant des pays manquants suit une trajectoire parallèle à celle des autres pays de la région à laquelle ils appartiennent.

Pour additionner les estimations de PIB des différents pays afin d'obtenir un total régional ou mondial, il faut convertir ces données en une monnaie commune. La conversion des taux de change ne donne pas une mesure satisfaisante des valeurs réelles. Il est préférable de se fonder sur les convertisseurs en parité du pouvoir d'achat (PPA). Ces convertisseurs ont été élaborés au cours des 50 dernières années pour les besoins des organisations internationales, et les meilleurs sont ceux du Projet de comparaison international (PCI) des Nations Unies, de l'Eurostat et de l'OCDE, bien que leur couverture ne soit pas encore universelle. Le tableau A–b montre la nature des convertisseurs utilisés ici. Les mesures du PCI ont été utilisées pour 70 pays représentant 93.9 pour cent du PIB mondial pour l'année de référence 1990. Les estimations des Penn World Tables, version 5.6 (Summers et Heston, 1995) ont été utilisées pour 83 pays, représentant 5.5 pour cent de l'économie mondiale. Des mesures indirectes ont été utilisées pour 45 pays (très petits pour la plupart) pour lesquels on ne disposait ni d'estimations PCI ni d'estimations PWT. Ces mesures représentaient 0.6 pour cent du PIB mondial. Les chiffres de l'année de référence 1990 ont été fusionnés avec les séries chronologiques du PIB en prix constants nationaux, ce qui fournit des comparaisons de niveau pour chaque année sur la base du *numéraire* de référence. Le tableau A–b montre également la nature des convertisseurs utilisés dans Maddison (1995*a*).

Les données de population ne posent pas les problèmes d'indice et d'agrégation associés au PIB et il y a moins de lacunes dans les données. A partir de 1950, les chiffres sont tirés des sources officielles et, lorsqu'ils ont été jugés déficients, on a retenu les données de l'International Programs

Center du Bureau du recensement des États–Unis. Pour la période antérieure à 1950, les estimations concernant l'Afrique sont les plus faibles, celles concernant l'Asie et l'Amérique latine nettement plus solides, les meilleures étant celles de l'Europe et des pays d'immigration européenne.

Les estimations actuelles sont le résultat de l'actualisation et de la révision des estimations de Maddison (1995*a*). Cette étude porte sur un échantillon de 56 pays, pour lesquels des notes exhaustives sur les sources sont fournies. Les chiffres concernant les autres pays sont indiqués sous forme récapitulative, sans notes détaillées sur les sources (voir Annexe F de Maddison, 1995*a*). Dans le présent ouvrage, les notes sur les sources couvrent un nombre bien plus important de pays, pour lesquels des données statistiques plus détaillées sont présentées.

C'est pour l'Asie que les révisions et l'extension de la couverture sont les plus importantes : les notes sur les sources concernent 37 pays contre 11 dans Maddison (1995*a*). Des estimations sont également fournies pour les 22 nouveaux pays de l'Europe de l'Est issus de la désintégration de l'URSS, de la Yougoslavie et de la Tchécoslovaquie dans les années 90. Les estimations concernant l'Allemagne sont révisées pour tenir compte de l'intégration des nouveaux Länder de l'Est.

Pour les pays d'Europe occidentale, d'Amérique latine et d'Afrique, les révisions des indices du PIB sont relativement peu importantes, de sorte qu'il n'a pas été jugé nécessaire de reproduire *in extenso* les notes sur les sources contenues dans Maddison (1995*a*), mais le lecteur trouvera une description complète du mode de calcul des niveaux du PIB en dollars « internationaux » de Geary–Khamis pour 1990. Les données démographiques concernant l'Afrique et l'Amérique latine ont fait l'objet de révisions substantielles. Le tableau A–c compare les estimations précédentes de la population et du PIB mondiaux et régionaux et les estimations de cette étude.

Actualisation des estimations

PIB

Les sources internationales suivantes sont utiles pour ceux qui souhaitent actualiser les estimations du PIB.

Pour les 21 pays européens et les 4 pays d'immigration européenne, les *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Vol. 1, OCDE, présentent les derniers comptes nationaux disponibles en prix courants et en prix constants sous une forme standardisée, ainsi qu'une rétrospective jusqu'en 1960. Compte tenu des changements importants introduits à la suite du passage au nouveau système de comptabilité nationale en 1993, la dernière rétrospective ne remonte que jusqu'en 1988. Les *Perspectives économiques* de l'OCDE fournissent deux fois par an une estimation provisoire des variations en volume du PIB pour l'année en cours et l'année suivante. Ces publications couvrent également le Japon, la Corée, le Mexique et la Turquie.

Pour les 11 pays de l'Europe de l'Est et les 15 États de l'ex–Union soviétique, on dispose d'estimations du PIB en prix constants à partir de 1990 (pour le produit matériel, les estimations remontent à 1980) établies par la Division de statistique de la CEE (Commission économique pour l'Europe des Nations Unies). La Commission de statistique inter–États de la CEI (Communauté des États indépendants) a publié des comptes nationaux détaillés pour les 12 républiques issues de l'ex–URSS dans *Osnovie Makroekonomikie Pokazateli Stran Sodruschestva Nezavisimich Gosudarstv 1991–1998*, Moscou, 1999.

Pour les 32 pays d'Amérique latine, la CEPALC (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes) publie les estimations annuelles de variation en volume du PIB pour l'année en cours et les neuf années précédentes dans *Preliminary Overview of the Economies of Latin America and the Caribbean*, qui paraît chaque année fin décembre.

Pour les 38 pays d'Asie de l'Est, la Banque asiatique de développement (BAsD) publie chaque année un document intitulé *Key Indicators of Developing Asian and Pacific Pays*. Il contient des comptes nationaux assez détaillés en prix constants et en prix courants, ainsi qu'une rétrospective sur 18 années.

Pour les 11 pays d'Asie occidentale et l'Egypte, la CESAO (Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale) publie chaque année les *National Accounts Studies of the ESCWA Region*. Ce document contient les comptes nationaux en prix courants et un récapitulatif des variations estimatives du PIB en volume pour les dix années précédentes, ainsi que des estimations provisoires pour l'année en cours.

Pour les 51 pays d'Afrique, le FMI (Fonds monétaire international) présente deux fois par an, dans *Perspectives économiques mondiales*, les variations annuelles en volume du PIB pour les dix années précédentes. Il fournit des indicateurs similaires pour le reste du monde. La base de données du FMI à partir de 1970 est disponible sur le site internet : http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2000/01/data/index.htm.

Il existe deux excellentes sources d'information dont la publication a été interrompue, mais qui restent extrêmement utiles pour les années antérieures à 1990. Le Centre de Développement de l'OCDE a créé la première base de données internationales. Il a publié en 1968 *Comptes nationaux des pays moins développés, 1950–1966*, ainsi que 23 mises à jour annuelles (*Informations récentes sur les comptes nationaux des pays en développement*) entre 1969 et 1991. Les *Tableaux économiques par pays* de la Banque mondiale ont été publiés pour la première fois en 1976 (avec une deuxième et une troisième éditions en 1980 et 1983), puis chaque année entre 1987 et 1995.

Population

L'International Programs Center du Bureau du recensement des États–Unis fournit des estimations démographiques annuelles pour tous les pays depuis 1950 ainsi que des projections annuelles à l'horizon de 2050. Ces estimations sont révisées périodiquement et des estimations remontant à 1950 sont fournies pour les pays créés dans les années 90. Les estimations sont disponibles sur internet à l'adresse suivante : http://www.census.gov./ipc. J'ai utilisé leurs estimations à partir de 1950 pour 178 pays (25 pays européens, les États–Unis, 44 pays latino–américains, 51 pays d'Asie et 57 pays d'Afrique).

Niveaux du PIB en dollars internationaux

Dans cette étude, les estimations pour le PIB pour l'année de référence sont exprimées en dollars internationaux de 1990. J'ai expliqué les raisons qui me font préférer les convertisseurs basés sur la parité du pouvoir d'achat aux convertisseurs basés sur les taux de change, ainsi que les avantages des PPA multilatérales de Geary–Khamis, dans Maddison (1995*a*). On peut obtenir ces mesures auprès du Projet de comparaison internationale (PCI) des Nations Unies, de Eurostat et de l'OCDE.

Le PCI a été lancé par Irving Kravis, Alan Heston et Robert Summers de l'Université de Pennsylvanie, en tant qu'opération relais et grandement élargie des travaux entrepris par l'OECE dans les années 50. Leur œuvre maîtresse, parue sous leur trois noms, s'intitule *World Product and Income : International Comparisons of Real Gross Product* (1982). Leur méthode a consisté à effectuer une comparaison extrêmement fine des prix qui, à partir des dépenses des comptes nationaux, décomposait de façon très détaillée les éléments représentatifs de la consommation, de l'investissement et des services publics. Ces résultats ont été multilatéralisés à l'aide de la technique Geary–Khamis, qui assure la transférabilité, l'invariance des données de base des pays et leur additivité. Leur étude de 1982 couvre 34 pays. L'équipe de Pennsylvanie a également mis au point les Penn World Tables, qui actualisent et harmonisent les données des séries précédentes du PCI, ajoutent des estimations simplifiées (basées sur des informations de prix plus restreintes) pour un grand nombre de pays non couverts par le PCI. Ce supplément important au PCI a été publié en versions de plus en plus ambitieuses entre 1978 et 1995.

Le PCI a été repris en coopération par le BSNU (Bureau de statistique des Nations Unies), l'Eurostat (Office statistique des communautés européennes) et l'OCDE dans les années 80. Ces trois entités se sont partagé le travail, chacune établissant les estimations pour la région la concernant, et les résultats ont été ajustés pour les besoins de la comparaison et consolidés par le Bureau statistique des Nations Unies. Le BSNU a produit ces estimations agrégées pour 60 pays pour l'année 1980, et pour 57 pays pour l'année 1985. Par la suite, le travail d'agrégation sur une base mondiale a été interrompu, mais les opérations au niveau régional se sont poursuivies. Pour 1990, il n'y a eu que deux exercices régionaux – les estimations de l'OCDE sur la base Geary–Khamis pour les 22 pays figurant dans le tableau A1–g (ainsi que pour le Japon et la Turquie) et l'étude ECE pour les 5 pays de l'Europe de l'Est et l'URSS (figurant dans le tableau A1–h).

A l'époque où j'ai rédigé Maddison (1995*a*), on disposait de plusieurs séries d'estimations du PCI pour 87 pays pendant au moins un an. J'ai utilisé les estimations de l'OCDE et de la CEE pour 26 pays, et actualisé les résultats disponibles des séries du PCI antérieures à 1990 pour 14 autres pays (7 pays d'Amérique latine, 7 pays d'Asie), et des estimations équivalentes au PCI pour l'Allemagne de l'Est, le Bangladesh et le Pakistan. J'ai donc utilisé les estimations du PCI ou des données équivalentes pour 43 pays représentant 79.7 pour cent du PIB mondial. J'ai utilisé les Penn World Tables de Robert Summers et Alan Heston (version 5.5 publiée en 1993) pour 106 pays, et leurs estimations pour la Chine. Globalement, la composante Summers et Heston représentait 19.5 pour cent du PIB mondial en 1990. Pour les pays restants, qui représentent 0.8 pour cent du PIB mondial, j'ai utilisé des estimations indirectes (voir annexe F de Maddison, 1995*a*).

Dans l'étude actuelle, j'ai également retenu 1990 comme année de référence pour plusieurs raisons : il est utile de retenir la base de 1990 pour assurer une plus grande transparence dans la compréhension de la nature des révisions et des mises à jours de Maddison (1995*a*) ; Maddison (1998*a*) présente une reconstruction très détaillée du PIB chinois sur la base du SCN standardisé utilisé dans les pays occidentaux, avec une estimation en dollars de Geary–Khamis pour 1990 ; il serait très compliqué de passer de la base 1990 à la base 1993 d'une façon cohérente pour les différentes parties du monde, et la qualité des résultats serait très probablement inférieure à celle des résultats de 1990.

Pour 1993, on dispose d'estimations régionales du PCI pour 68 pays : les résultats de l'OCDE pour 24 pays, de la CESAP pour 14 pays d'Asie de l'Est, de la CESAO pour 8 pays d'Asie occidentale et de l'Eurostat pour 22 pays d'Afrique. Toutes ces estimations ont été établies sur la base Geary–Khamis (ainsi que sur la base EKS, préférée pour des raisons politiques par Eurostat parce qu'elle donne la même pondération à tous les pays). Rendre ces données comparables soulève de très grandes difficultés. Les estimations de la CESAP utilisent le dollar de Hong Kong comme numéraire au lieu du dollar EU ; la CESAO utilise des données simplifiées et réduites ; et les résultats de l'Eurostat sont davantage des données intra–africaines interdépendantes liées au dollar EU par un taux de change standardisé que des parités de pouvoir d'achat utilisant les États–Unis comme pays *numéraire*. Pour être utilisables ici, il faudrait les ajuster de la même façon que le Bureau des statistiques des Nations Unies a retravaillé des données Eurostat antérieures sur l'Afrique (voir la note du tableau A4–g).

L'OCDE a récemment publié les estimations du PCI 8 pour 1996, qui concernent un total de 48 pays. Cette publication en deux volumes : *Parités de pouvoir d'achat et dépenses réelles*, 1999 couvre les 28 pays membres de l'OCDE plus quatre autres pays (Israël, la Slovaquie, la Slovénie et la Fédération du Russie) ; et *A PPP Comparison for the NIS*, 2000. Cette publication couvre les 15 États issus de l'ex–URSS, la Turquie et la Mongolie. La CEE a établi des estimations concernant 5 autres pays d'Europe de l'Est pour 1996 (Albanie, Bulgarie, Croatie, Macédoine et Roumanie). Les résultats de ces études ont été multilatérisés à l'aide de la méthode EKS. Les estimations établies sur la base de Geary–Khamis n'ont pas encore été publiées. Il n'existe aucune estimation pour les autres parties du monde pour l'année 1996. L'annexe D évalue les résultats de ces études pour l'Europe de l'Est et l'ex–URSS, et elle décrit les problèmes rencontrés pour les harmoniser avec les estimations retenues dans la présente étude.

Tableau A–a. **Couverture du PIB de l'échantillon et importance relative des estimations indirectes, 1820–1998**
(PIB en milliards de dollars internationaux de 1990 et nombre de pays)

	1820	*1870*	*1913*	*1950*	*1998*
			PIB de l'échantillon		
Europe & pays d'immigration européenne	180.3 (16)	579.5 (21)	1 785.9 (24)	3 729.7 (32)	17 197.1 (50)
Amérique latine	7.9 (2)	17.2 (5)	101.4 (8)	419.6 (23)	2 919.9 (23)
Asie	371.7 (4)	374.8 (6)	612.3 (12)	981.2 (37)	12 507.9 (37)
Afrique	0.0 (0)	0.0 (0)	23.9 (4)	176.9 (42)	961.6 (42)
Total échantillon	559.9 (22)	971.5 (32)	2 523.5 (48)	5 307.4 (134)	33 586.5 (152)
			PIB total (estimations comprises)		
Europe & pays d'immigration européenne	238.	611.1	1 845.9	3 732.3 (42)	17 210.0 (60)
Amérique latine	14.1	27.9	121.7	423.6 (44)	2 941.9 (44)
Asie	411.2	422.2	664.2	985.7 (57)	12 534.6 (56)
Afrique	31.0	40.2	72.9	194.6 (56)	1 039.4 (57)
Total monde	694.4	1 101.8	2 704.7	5 336.1 (199)	33 725.9 (217)
			Couverture de l'échantillon (% du total régional et du total mondial))		
Europe & pays d'immigration européenne	75.8	94.8	96.7	99.9	99.9
Amérique latine	56.0	61.6	83.3	99.0	99.3
Asie	90.4	88.8	92.2	99.5	99.8
Afrique	0.0	0.0	32.8	90.9	92.5
Monde	80.6	88.2	93.3	99.5	99.6

Source: Les pays de « l'échantillon » sont ceux pour lesquels il existe des estimations quantitatives des variations du PIB en volume. Il faut établir des estimations indirectes pour les pays manquants afin de calculer les totaux régionaux et mondial (voir l'explication détaillée de la procédure utilisée pour combler les lacunes de la période 1820–1913 pour les pays asiatiques dans la section A–3 des notes sur les sources). En règle générale, pour les estimations indirectes, on a admis que le PIB par habitant du pays considéré pendant la période considérée évoluait parallèlement à celui des autres pays de la même région. On peut alors établir l'estimation du PIB en multipliant le PIB par habitant par le nombre d'habitants (la couverture des données démographiques est nettement plus étendue). La couverture est bien plus importante pour la période postérieure à 1950 du fait que les comptes nationaux ont été établis par des statisticiens officiels. Pour 1913 et les années précédentes, les estimations concernant les pays de l'échantillon sont pour la plupart établies par des historiens de l'économie quantitative. Les années 90 ont été marquées par d'importants bouleversements politiques, qui ont fait passer le nombre des pays étudiés de 199 dans Maddison (1995*a*) à 217. L'ex–URSS a donné naissance à 15 pays, la Yougoslavie a été scindée en 5 pays, la Tchécoslovaquie en 2 pays, et l'Érythrée s'est détachée de l'Éthiopie. Les 2 Allemagne ont été réunies, et j'ai traité la Cisjordanie et Gaza comme s'il s'agissait une entité unique. Dans la plupart des cas, il n'a pas été possible de faire remonter les estimations concernant ces nouveaux pays avant 1990. Toutefois, les estimations actuelles qui s'y rapportent (par ex. pour les 15 pays issus de l'ex–URSS) sont cohérentes (lorsqu'elles sont consolidées) avec les estimations passées concernant l'entité dont ces pays faisaient auparavant partie.

Dans les estimations actuelles pour l'année de référence 1990, j'ai utilisé les sources du PCI dont je m'étais déjà servi dans Maddison (1995*a*) et j'ai extrapolé à 1990 les résultats de l'exercice de 1993 du CESAP et de la CESAO pour 8 pays d'Asie, les estimations de l'exercice 1993 de l'OCDE pour la Turquie et les résultats de 1996 de l'OCDE pour la Mongolie. J'ai écarté les estimations de l'Eurostat concernant l'Afrique au profit de celles des Penn World Tables (version 5.6).

Tableau A–b. **Nature des convertisseurs PPA utilisés pour estimer les niveaux du PIB en dollars internationaux pour l'année de référence 1990**
(milliards de dollars Geary–Khamis de 1990 et nombre de pays)

	Europe & pays d'immigration européenne	*Amérique latine*	*Asie*	*Afrique*	*Monde*
PCI ou équivalent	15 273 (28)	2 131 (18)	8 017 (24)	0 (0)	25 421 (70)
Penn World Tables	59 (3)	71 (14)	524 (16)	846 (50)	1 500 (83)
Estimations indirectes	16 (10)	38 (12)	87 (16)	14 (7)	155 (45)
Total	15 349 (41)	2 239 (44)	8 628 (56)	860 (57)	27 076 (198)

Sources : Europe et pays d'immigration européenne : 99.5 pour cent du PIB régional du PCI (les 28 pays qui figurent dans les tableaux A1–g et A1–h ; Penn World Tables : 0.4 pour cent du PIB (Bulgarie, Chypre et Malte) ; estimations indirectes : 0.1 pour cent du PIB (Albanie, Andorre, îles anglo–normandes, îles Féroé, Gibraltar, Groenland, île de Man, Liechtenstein, Monaco et Saint–Marin).

Amérique latine : Projet de comparaison internationale (PCI) : 95.1 pour cent du PIB régional (les 18 pays figurant dans le tableau A2–g) ; Penn World Tables : 3.2 pour cent du PIB (Bahamas, Barbade, Belize, Dominique, Grenada, Guyana, Haïti, Nicaragua, Porto Rico, St–Kitts–et–Nevis, Ste–Lucie, St–Vincent, Suriname, Trinité–et–Tobago) ; estimations indirectes : 1.7 pour cent du PIB (Antigua–et–Barbuda, Aruba, Bermudes, Cuba, îles Falkland, Guyane française, Guadeloupe, Martinique, Antilles néerlandaises, St–Pierre–et–Miquelon, îles Turks et îles Caïques, et Iles vierges).

Asie : PCI : 65.5 pour cent du PIB régional, 27.4 pour cent d'estimations équivalentes aux mesures du PCI (Bangladesh, Chine, Pakistan), voir les 23 countries figurant dans les tableaux A3–g, A3–h et A3–i, ainsi que la Mongolie ; Penn World Tables : 6.1 pour cent du PIB (Bhoutan, Birmanie, Fidji, Iraq, Jordanie, Kuwait, Oman, Papouasie–Nouvelle–Guinée, Arabie saoudite, îles Salomon, Taiwan, Tonga, EAU, Vanuatu, Samoa occidental et Yémen); estimations indirectes : 1 pour cent du PIB (Afghanistan, Samoa américaine, Brunei, Cambodge, Polynésie française, Guam, Kiribati, Liban, Macao, Maldives, îles Marshall, Micronésie, Nouvelle–Calédonie, Corée du Nord, îles du Pacifique, Wallis et Futuna, voir Maddison, 1995*a*).

Afrique : Penn World Tables : 98.4 % du PIB régional (50 pays); estimations indirectes : 1.6 pour cent du PIB (Guinée équatoriale, Érythrée, Libye, Mayotte, Ste–Hélène, Sao Tomé–et–Principe et Sahara occidental).

Tableau A–b suite. **Nature des convertisseurs PPA utilisés pour estimer les niveaux du PIB en dollars internationaux de 1990 dans Maddison (1995*a*)**

	Europe & pays d'immigration européenne	*Amérique latine*	*Asie*	*Afrique*	*Monde*
PCI ou équivalent	14 847 (27)	1 835 (7)	5 111 (9)	0 (0)	21 793 (43)
Penn World Tables	72 (5)	232 (24)	4 211 (28)	813 (50)	5 328 (107)
Estimations indirectes	16 (10)	39 (13)	164 (20)	14 (6)	233 (49)
Total	14 941 (42)	2 106 (44)	9 486 (57)	827 (56)	27 359 (199)

Note : Dans Maddison (1995a), j'ai utilisé les différentes séries PCI qui étaient disponibles à l'époque, en opérant au besoin des ajustements à 1990, pour 43 des 56 pays de l'échantillon. Pour les pays hors échantillon et pour les pays africains de l'échantillon (lorsque j'avais des doutes sur la qualité des estimations du PCI), j'ai utilisé les Penn World Tables. Dans la présente étude, voir tableau AI–b ci–dessus, j'ai utilisé les nouvelles estimations pour la Chine présentées dans Maddison (1998) et j'ai utilisé au maximum les résultats disponibles des séries 1975, 1980, 1985 et 1990 du PCI, et en partie les PPA tirées des séries de 1993 et 1996. En même temps, j'ai ajusté les chiffres pour tenir compte des révisions des PIB nominaux en prix nationaux. Je n'ai pas utilisé les résultats du PCI pour les pays africains (voir tableau A4–g). Dans Maddison (1995a), j'ai utilisé les Penn World Tables 5.5 version (1993), tandis que, dans la présente étude, j'ai utilisé les PWT version 5.6 (1995), qui fournissent les données les plus récentes.

Tableau A–c. **Comparaison des données de Maddison (1995*a*) et des estimations actuelles de la population et du PIB régionaux et mondiaux, 1820–1990**

Population (millions d'habitants en milieu d'année)

	Europe & pays d'immigration européenne		*Amérique latine*		*Asie*	
	Maddison (1995a)	***Estimations actuelles***	***Maddison (1995a)***	***Estimations actuelles***	***Maddison (1995a)***	***Estimations actuelles***
1820	228.7	235.3	20.3	21.2	745.8	710.4
1870	360.4	374.5	37.9	40.0	779.0	765.1
1913	595.0	608.2	80.2	80.5	987.0	977.6
1950	748.8	748.5	162.5	165.9	1 377.9	1 381.9
1990	1 087.6	1 086.7	444.8	443.0	3 106.2	3 102.8

	Afrique		*Monde*	
1820	73.0	74.2	1 067.9	1 041.1
1870	82.8	90.5	1 260.1	1 270.0
1913	109.7	124.7	1 771.9	1 791.0
1950	223.0	228.3	2 512.2	2 524.5
1990	618.9	620.8	5 257.4	5 253.3

PIB (millions de dollars internationaux de 1990)

	Europe & pays d'immigration européenne		*Amérique latine*		*Asie*	
1820	239.0	238.1	13.8	14.1	409.2	411.2
1870	607.7	611.5	28.8	27.9	451.7	422.2
1913	1 812.3	1 845.9	115.4	121.7	735.3	664.2
1950	3 718.7	3 732.3	404.0	423.6	1 064.6	985.7
1990	14 940.7	15 348.9	2 105.9	2 239.4	9 485.7	8 627.8

	Afrique		*Monde*	
1820	32.9	31.0	694.8	694.4
1870	39.8	40.2	1 127.9	1 101.7
1913	63.1	72.9	2 726.1	2 704.8
1950	185.0	194.6	5 372.3	5 336.1
1990	826.7	859.8	27 359.0	27 076.0

Source : Maddison (1995*a*), et tableaux détaillés et texte ci–dessous. Dans cette étude, la Turquie est incluse dans l'Asie occidentale ; dans Maddison (1995*a*), elle était incluse dans l'Europe. Ici, les estimations précédentes sont ajustées pour tenir compte de la régionalisation de cette étude.

A–1

Population, PIB et PIB par habitant de l'Europe de l'Ouest, des pays occidentaux d'immigration européenne, de l'Europe de l'Est et des États de l'ex–URSS

12 pays de l'Europe de l'Ouest

Les données quantitatives chronologiques relatives à ces pays sont meilleures que pour la plupart des autres parties du monde. Elles sont reproduites en détail dans Maddison (1995a).

Les chiffres de PIB et de population concernant l'Autriche, la Belgique, le Danemark, la Finlande, la France, la Norvège, la Suède et la Suisse pour la période 1820–1960 et l'Italie pour la période 1820–1970 sont tirés de Maddison (1995a), avec actualisation des données à 1990 (sauf pour la France et la Norvège, comme indiqué ci–après) sur la base de l'OCDE, *Comptes nationaux* 1960–1997, Vol. 1, Paris, 1999 et, à partir de 1990, sur la base de l'OCDE, *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, 1988–1998, vol. 1, 2000. Les chiffres sont ajustés pour supprimer l'impact des modifications territoriales et ils se réfèrent aux frontières de 1998, sauf pour l'Allemagne et le Royaume–Uni.

Allemagne : les chiffres indiqués pour 1950 et au–delà se réfèrent aux frontières de 1991 ; pour la période 1820–1913, ils se réfèrent au territoire allemand de 1913 (exclusion faite de l'Alsace–Lorraine). Voir le tableau A–d pour plus de détails.

Pays–Bas : l'évolution du PIB pendant la période 1820–1913 est tirée de Smits, Horlings et van Zanden (2000). Les données du PIB pour la période 1913–60 et les données démographiques pour la période 1820–1960 sont tirées de Maddison (1995*a*), dont les données ont été actualisées sur la base de sources de l'OCDE.

Suisse : j'ai posé en principe que l'évolution du PIB par habitant pendant la période 1820–70 a suivi une trajectoire parallèle à l'évolution du PIB allemand.

Royaume–Uni : les estimations pour 1820–1913 incluent toute l'Irlande, voir Maddison (1995*a*). A partir de 1950, elles incluent l'Irlande du Nord. Les données pour 1960 et les années suivantes sont actualisées sur la base de sources de l'OCDE.

La dernière publication de l'OCDE sur les comptes nationaux intègre de nouvelles estimations pour 15 pays, les données ayant été révisées pour les rendre conformes au Système de comptabilité nationale standardisé de 1993. Cela implique deux modifications importantes dans les méthodes statistiques :

a) le traitement des logiciels informatiques en tant qu'investissements plutôt que produits intermédiaires, qui, avec d'autres modifications, entraîne une augmentation du niveau du PIB pour l'année de référence de 1990, comme le montre le tableau A1–g ;

Tableau A–d. **Impact de la modification des frontières de l'Allemagne, 1820–1998**

	Allemagne de l'Ouest (frontières de 1990)	*Allemagne de l'Est (frontières de 1990)*	*Allemagne dans ses frontières de 1991*	*Allemagne dans ses frontières de 1936*	*Allemagne dans ses frontières (exc. Alsace–Lorraine)*
			PIB en millions de dollars internationaux de 1990		
1820	16 390				26 349
1870	44 094				71 429
1913	145 045			225 008	237 332
1936	192 911	74 652	267 563	299 753	
1950	213 942	51 412	265 354		
1973	814 786	129 969	944 755		
1990	1 182 261	82 177	1 264 438		
1991	1 242 096	85 961	1 328 057		
			Population (en milliers d'habitants en milieu d'année)		
1820	14 747				24 905
1870	23 055				39 231
1913	37 843			60 227	65 058
1936	42 208	15 614	57 822	67 336	
1950	49 983	18 388	68 371		
1973	61 976	16 890	78 866		
1990	63 254	16 111	79 365		
1991	63 889	15 910	79 799		

Source : PIB de l'Allemagne de l'Ouest pour 1820–60 tiré de Maddison (1995a) actualisé sur la base de sources de l'OCDE, avec ajustements au changement de niveau du PIB pour 1990 comme indiqué dans les tableaux A1–g. Indice du PIB de l'Allemagne de l'Est pour 1950–1991 tiré de Maddison (1995a), calé sur l'estimation officielle pour 1991 en DM de 1990 (différence entre le PIB de l'Allemagne de l'Ouest et le PIB allemand total pour 1991 comme indiqué dans les comptes nationaux de l'OCDE). Le niveau officiel de référence de 1991 pour l'Allemagne de l'Est est inférieur à celui que j'avais estimé dans Maddison (1995a), ce qui diminue le niveau du PIB de l'Allemagne de l'Est pour la période 1950–91 indiqué ici. Les chiffres du PIB de 1936 pour l'Allemagne de l'Est et de l'Ouest, les territoires situés à l'est de la ligne Oder–Neisse et l'Allemagne dans ses frontières de 1936 sont tirés de Maddison (1995a). Pour la période 1820–1913, les chiffres du PIB de l'Allemagne dans ses frontières de 1913 sont tirés de Maddison (1995a). Les données démographiques de l'Allemagne de l'Ouest pour 1820–1991 et de l'Allemagne de l'Est pour 1936–1991 sont tirées de Maddison (1995a).

b) la recommandation préconisant aux pays d'adopter des indices pondérés en chaîne pour mesurer les variations du PIB en volume. Ces indices sont désormais utilisés par la France, la Grèce, le Luxembourg, les Pays–Bas, la Norvège et la Suède. Pour la plupart des pays, les nouvelles estimations ne portent que sur les toutes dernières années, ce qui est l'une des raisons pour lesquelles l'annuaire de l'OCDE ne présente plus des données chronologiques aussi longues qu'il le faisait ces 30 dernières années. Les indices du PIB basés sur des pondérations en chaîne pour la France et la Norvège pour la période 1978–98 ont été communiqués par l'OCDE et utilisés ici, ainsi que les estimations concernant la période 1960–78 pour ces pays tirées de la publication des *Comptes nationaux* de 1999 de l'OCDE. Les pondérations en chaîne n'influent apparemment pas sur les données de croissance de la Norvège, mais elles ont pour effet d'accélérer légèrement la croissance française.

Grèce, Irlande, Portugal et Espagne

Grèce : les données de population pour 1900–60 et de PIB pour 1913–60 sont tirées de Maddison (1995a), avec actualisation sur la base de l'OCDE, *Comptes nationaux*. Pour la période 1820–1913, on a admis que le PIB par habitant a suivi une évolution parallèle au PIB global de l'Europe de l'Est. L'évolution démographique pour 1820–1900 est tirée de Mitchell (1975), p. 21, ses données ayant été ajustées pour tenir compte des changements intervenus dans la définition des frontières grecques. Cela a nécessité une série d'ajustements. La Grèce a obtenu son indépendance de la Turquie dans les années 1820, et elle a progressivement élargi ses frontières pour englober les Iles ioniennes (1864), la Thessalie (1881), la Crète (1898), l'Epire, la Macédoine, la Thrace et les Iles de la mer Egée (1919) et enfin le Dodécanèse (1947).

Tableau A–e. **Population et PIB pour 13 petits pays de l'Europe de l'Ouest, 1950–98**

	1950	*1973*	*1990*	*1998*
		Population (milliers d'habitants en milieu d'année)		
Islande	143	212	255	271
Luxembourg	296	350	382	425
Chypre	494	634	681	749
Malte	312	322	354	380
9 autres pays	285	388	483	513
Total 13 pays	1 529	1 906	2 155	2 337
		PIB (en millions de dollars internationaux de 1990)		
Islande	762	2 435	4 596	5 536
Luxembourg	2 481	5 237	8 819	13 324
Chypre	930	3 207	6 651	8 600
Malte	278	855	2 987	4 424
9 autres pays	1 429	4 718	8 152	9 615
Total 13 pays	5 880	16 452	31 205	41 499
		PIB par habitant (en dollars internationaux de 1990)		
Islande	5 336	11 472	18 024	20 205
Luxembourg	8 382	14 963	23 086	31 058
Chypre	1 883	5 058	9 767	11 169
Malte	894	2 655	8 438	11 642
9 autres pays	5 013	12 159	16 877	18 742
Total 13 pays	3 846	8 631	14 480	17 757

Irlande : 1950–60 : données tirées Maddison (1995*a*), dont les données ont été actualisées sur la base de sources de l'OCDE.

Portugal : données démographiques pour 1820–1970 et données du PIB pour 1950–60 tirées de Maddison (1995*a),* avec actualisation sur la base de sources de l'OCDE. Pour la période 1913–50, les données du PUB sont tirées de D. Batista, C. Martins, M. Pinheiro et J. Reis "New Estimates of Portugal's PIB 1910–1958", Banque du Portugal, octobre 1997. Pour 1850–1913, données tirées de Pedro Lains (1989) comme indiqué dans Maddison (1995a). Le PIB pour la période 1820–50 PIB est supposé évoluer au même rythme que celui indiqué par J. Braga de Macedo (1995) pour la période 1834–50.

Espagne : les données démographiques pour 1820–1990 et les données de PIB pour 1820–73 sont tirées de Maddison (1995*a)* avec actualisation sur la base de sources de l'OCDE.

13 petits pays de l'Europe de l'Ouest

Les données du PIB concernant l'Islande et le Luxembourg pour la période 1950–1998 sont tirées de l'OCDE ; les données 1950–90 du PIB pour Chypre et Malte sont tirées de Maddison (1995a) avec actualisation sur la base du FMI. On a admis que le PIB par habitant de neuf petits pays (Andorre, îles anglo–normandes, îles Féroé, Gibraltar, Groenland, île de Man, Lichtenstein, Monaco et Saint–Marin) pour la période 1950–98 est égal à au PIB moyen des 12 grands pays de l'Europe de l'Ouest. Les données démographiques des 13 pays pour la période 1950–98 sont tirées de l'International Programs Center du Bureau du recensement des États–Unis. On a admis que, pendant la période 1820–1950, la population et le niveau du PIB par habitant de ce groupe de 13 pays suivent une trajectoire parallèle à la moyenne des 12 grands pays de l'Europe de l'Ouest.

4 pays d'immigration européenne

États–Unis : les données démographiques pour 1820–1949 sont tirées de Maddison (1995*a*), celles de 1820 et 1870 étant corrigées pour inclure une population indigène de 325 000 personnes pour 1920 et de 180 000 personnes pour 1870 (voir Maddison, 1995*a*). A partir de 1950, les données sont tirés du Bureau du recensement des États–Unis.

Pour la période 1820–1950, les données du PIB sont tirées de Maddison (1995*a*), avec actualisation pour la période 1820–70 afin d'inclure le revenu de la population indigène (le chiffre de 400 dollars par habitant étant retenu pour 1820 et 1870).

Pour la période 1950–59, les données du PIB sont tirées de "PIB and Other Major NIPA Series, 1929–97", Survey of Current Business, août 1998. Cette série est basée sur un indice en chaîne comme décrit dans J.S. Landefeld et R.P. Parker, "BEA's Chain Indexes, Time Series and Measures of Long Term Growth", *Survey of Current Business,* mai 1997, p. 66, tableau 5. Les données du PIB pour la période 1959–98 et l'année de référence 1990 sont tirées des nouvelles estimations du BEA dans *Survey of Current Business, décembre 1999*. Les chiffres de 1959–98 tiennent compte de la recommandation du nouveau Système standardisé de comptabilité nationale de 1993 (publié conjointement par l'Eurostat, le FMI, l'OCDE, l'ONU et la Banque mondiale), qui préconise de traiter les logiciels informatiques comme un investissement plutôt que comme un produit intermédiaire. L'effet des révisions, qui tendent à augmenter le taux de croissance et le niveau du PIB pour l'année de référence 1990 est décrit dans E.P. Seskin, "Improved Estimates of the National Income and Product Accounts for 1959–98 : Results of the Comprehensive Revision", *Survey of Current Business,* décembre 1999.

Australie, Nouvelle–Zélande et Canada : les données démographiques pour 1820–1973 sont tirées de Maddison (1995*a*), et actualisées sur la base de sources de l'OCDE. Les données relatives à 1820 et 1870 ont été ajustées pour inclure la population indigène. Les chiffres de population indigène sont les suivants : Australie 300 000 en 1820, 150 000 en 1870 ; Canada 75 000 en 1820 et 45 000 en 1870, Nouvelle–Zélande 100 000 en 1820 et 50 000 en 1870 (voir Maddison, 1995*a*).

Les données du PIB pour la période 1820–1960 sont tirées de Maddison (1995*a*), avec ajustement pour tenir compte du revenu de la population indigène (estimé à 400 dollars par habitant en 1820 et 1870). Pour le Canada et la Nouvelle–Zélande, les données du PIB pour la période 1960–98 sont tirées de l'OCDE. Les estimations concernant la Nouvelle–Zélande pour 1969–87 se réfèrent à des exercices budgétaires. Les mouvements du PIB australien pendant la période 1960–98 se réfèrent à des années civiles et sont basés sur le nouvel indice en chaîne officiel (fourni par l'OCDE), qui fait apparaître une croissance légèrement plus rapide qu'avec l'ancien indice (croissance pondérée de 3.95 pour cent par an contre 3.87 pour cent pour la période 1960–90). Les mesures des PIB australiens et canadiens sont conformes au système de comptabilité de 1993, que la Nouvelle–Zélande n'a pas encore adopté.

Europe de l'Est (7 pays sur 12)

Au cours de la dernière décennie, il y a eu des changements importants dans les régimes politiques et les systèmes statistiques de ces pays, ce qui signifie que les estimations les concernant sont de moins bonne qualité que celles qui se rapportent à l'Europe de l'Ouest.

Les données démographiques pour l'Albanie 1820–1913, la Bulgarie 1820, la Pologne, la Roumanie et la Yougoslavie 1820–1870 sont tirées de McEvedy et Jones (1978), et de Maddison (1995*a*) pour 1820–1949. A partir de 1950, elles sont tirées de l'International Programs Center, Bureau du recensement des États–Unis.

Tableau A–f. **Population et PIB des républiques issues de l'ex–Yougoslavie, 1990–98**

	1990	*1997*	*1998*
		Population (milliers d'habitants en milieu d'année)	
Bosnie	4 360	3 223	3 366
Croatie	4 754	4 665	4 672
Macédoine	2 031	1 996	2 009
Slovénie	1 968	1 973	1 972
Serbie–Monténégro	9 705	10 534	10 526
Ex–Yougoslavie	22 819	22 390	22 545
		PIB (en millions de dollars internationaux de 1990)	
Bosnie	16 530	9 028	9 261
Croatie	33 139	27 182	27 858
Macédoine	7 394	5 706	5 871
Slovénie	21 624	22 730	23 625
Serbie–Monténégro	51 266	28 000	28 722
Ex–Yougoslavie	129 953	92 646	95 337
		PIB par habitant (en dollars internationaux de 1990)	
Bosnie	3 791	2 801	2 851
Croatie	6 971	5 827	5 963
Macédoine	3 641	2 859	2 922
Slovénie	10 988	11 521	11 980
Serbie–Monténégro	5 282	2 658	2 729
Ex–Yougoslavie	5 695	4 138	4 229

Source : Les données démographiques sont tirées du Bureau du recensement des États–Unis. Le PIB total de la Yougoslavie en 1990 est tiré du tableau A1–h, ventilé entre les deux républiques issues de cette entité en fonction de leurs parts respectives dans le produit matériel brut de 1988 telles qu'elles sont indiquées dans *Statisticki Godisnjak Jugoslavije 1990* (annuaire statistique de Yougoslavie), Direction de la statistique, Belgrade, 1990. Les données sur les mouvements du PIB des deux républiques pour 1990–98 sont tirées de la Division de statistique de la CEE, sauf en ce qui concerne la Bosnie, pour laquelle il n'y a pas de statistiques disponibles. On a admis que le PIB de la Bosnie a évolué parallèlement à celui de la Serbie–Monténégro.

Le PIB de l'Europe de l'Est jusqu'en 1990 est tiré de Maddison (1995a), les données de PIB de la République tchèque, de la Hongrie et de la Pologne étant actualisées sur la base de sources de l'OCDE ; pour les autres pays, elles sont tirées de la base de données de la Division de statistique de la CEE (Commission économique des Nations Unies pour l'Europe). Les estimations du PIB pour 1820 n'étaient disponibles que pour un pays (Tchécoslovaquie) ; pour 1870, elles ne l'étaient que pour 2 pays (Tchécoslovaquie et Hongrie) ; pour 1913, elles portaient sur 4 pays (Bulgarie, Tchécoslovaquie, Hongrie et Yougoslavie). Afin d'établir une estimation approximative du PIB global des 7 pays pour la période 1820–1913, on a admis que le PIB par habitant des pays manquants suivait une trajectoire parallèle à la moyenne des pays représentés. Dans les années 90, la Tchécoslovaquie a été scindée en deux pays pour donner naissance à la République tchèque et à la Slovaquie, et la Yougoslavie a été démantelée en cinq républiques ; les données du PIB en volume des cinq républiques issues de la Yougoslavie pour 1990–98 sont tirées de la Division de statistique de la CEE, et la ventilation du PIB entre ces cinq républiques pour 1990 est tirée de l'annuaire statistique yougoslave de 1990 (voir tableau A–f).

Ex–URSS

Les données démographiques pour 1913–90 sont tirées de Maddison (1995a), les estimations concernant 1820 et 1870 étant révisées pour tenir compte de la population asiatique installée sur le territoire de l'ex–URSS (voir annexe B). Les données de 1950 pour chacune des 15 républiques issues de l'URSS sont tirées de Naselenie SSSR 1987, Finansi i Statistika, Moscou, 1988, p. 8 à 15, ajustées au milieu de l'année ; les données de 1973 sont tirées de Narodnoe Khoziastvo SSSR, éditions de 1972 et 1973, p. 9, ajustées au milieu de l'année ; les données de 1990 sont tirées de Mir v Tsifrakh 1992, Goskomstat CIS, Moscou 1992 ; à partir de 1990, les données sont tirées de la Division de statistique de la CEE.

Les données du PIB concernant l'URSS telle que définie par ses frontières de 1990 pour la période 1870–1990 sont tirées de Maddison (1995*a*). Maddison (1998*b*) fournit une analyse détaillée des techniques utilisées pour ajuster les comptes nationaux de l'époque soviétique et passer du système CPM à la base SCN. Pour la période 1820–70, le PIB par habitant est présumé évoluer dans les mêmes proportions que le PIB global de l'Europe de l'Est.

La ventilation du PIB de 1991 par république issue de l'URSS est tirée de B.M. Bolotin "The Former Soviet Union as Reflected in National Accounts Statistics", dans S. Hirsch (dir. pub.), Memo 3: In Search of Answers in the Post–Soviet Era, Bureau of National Affairs, Washington D.C., 1992, cité dans Maddison (1995a), les données étant extrapolées à 1990 et ajustées au PIB total de l'URSS pour cette année. L'évolution du PIB en volume des différentes républiques pendant la période 1990–98 est tirée de la Division de statistique de la CEE.

Une mesure approximative de l'évolution du PIB en volume de chacun des États de l'ex–URSS pendant la période 1973–90 a été établie à partir des indices soviétiques officiels du « revenu national » réel (concept CPM) qui sont disponibles pour la période 1958–90, voir *Narodnoe Khoziastvo SSSR,* éd. 1990, p. 13 ; éd. 1987, p. 123 ; éd. 1974, p. 574 ; et éd. 1965, p. 590. Les taux de croissance du « revenu national » réel pendant la période 1973–90 ont été ajustés sur une base PIB à l'aide du ratio appliqué à l'époque pour cette période (0.49075) pour l'URSS considérée dans son ensemble. Voir Maddison (1998*b*) pour une comparaison des deux types de mesures sur la période 1913–90.

Les Comptes nationaux officiels de la Fédération de Russie (*Natsionalnie Schchota Rossii, 1999*) donnent la ventilation du PIB et du PIB par habitant de la Russie pour 9 régions et 90 districts administratifs. Ensemble, les cinq régions sibériennes et la région de l'Extrême–Orient représentent 29 pour cent du produit géographiquement attribuable pour 1997, et la région du Caucase, 5.8 pour cent. Un peu plus d'un tiers du PIB de la Fédération a donc été généré en Asie, soit approximativement 232 milliards de dollars internationaux, sur un PIB total de 697 milliards de dollars pour l'ensemble la Fédération en 1997. Huit des républiques issues de l'URSS sont situées en Asie (Arménie, Azerbaïdjan, Georgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan, Turkménistan, Ouzbékistan). Leur PIB global atteignait 216 milliards de dollars internationaux en 1997. La partie asiatique de la république russe et les huit autres républiques d'Asie issues de l'URSS représentaient donc globalement 448 milliards de dollars internationaux, soit environ 39 pour cent du total de l'ex–URSS.

L'annuaire de 1999 donne également le produit par habitant des différentes parties de la Fédération de Russie. Le revenu par habitant de la ville de Moscou était 2.3 fois plus élevé que la moyenne nationale ; à St.–Pétersbourg, il était à peu près le même que la moyenne nationale. Les niveaux de revenu en Sibérie et dans l'Extrême–Orient russe étaient généralement bien supérieurs à la moyenne nationale. Les revenus les plus faibles étaient ceux du Caucase — atteignant moins d'un cinquième de la moyenne nationale en Ingouchie et 28 pour cent au Daguestan. Les données concernant la Tchétchénie ne sont pas disponibles.

Dans le présent exercice, le niveau du PIB en dollars internationaux pour 1990 a été déterminé à partir de l'exercice du PCI pour 1990 ainsi que l'indique le tableau A–1h ci–après. La ventilation par république issue de l'URSS est basée sur les estimations Bolotin comme indiqué plus haut. Récemment, l'OCDE, la CEE et les gouvernements de la plupart des États de l'ex–URSS ont collaboré à un nouvel exercice sur les PPA pour 1996. Cet exercice s'appuie sur la méthode EKS plutôt que sur la méthode Geary–Khamis. Les résultats font apparaître des différentes notables par rapport aux estimations du PCI 6, que j'ai retenues (voir annexe D).

Tableau A1–a. **Population (en milliers d'habitants en milieu d'année) : pays européens, ex–URSS et pays d'immigration européenne**

	1820	*1870*	*1913*	*1950*	*1973*	*1990*	*1998*
Autriche	3 369	4 520	6 767	6 935	7 586	7 729	8 078
Belgique	3 434	5 096	7 666	8 640	9 738	9 971	10 197
Danemark	1 155	1 888	2 983	4 269	5 022	5 138	5 303
Finlande	1 169	1 754	3 027	4 009	4 666	4 986	5 153
France	31 246	38 440	41 463	41 836	52 118	56 735	58 805
Allemagne	24 905	39 231	65 058	68 371	78 956	79 364	82 029
Italie	20 176	27 888	37 248	47 105	54 751	56 719	57 592
Pays–Bas	2 355	3 615	6 164	10 114	13 438	14 947	15 700
Norvège	970	1 735	2 447	3 265	3 961	4 241	4 432
Suède	2 585	4 164	5 621	7 015	8 137	8 566	8 851
Suisse	1 829	2 664	3 864	4 694	6 441	6 796	7 130
Royaume–Uni	21 226	31 393	45 649	50 363	56 223	57 561	59 237
12 pays d'Europe de l'Ouest	**114 419**	**162 388**	**227 957**	**256 616**	**301 037**	**312 753**	**322 507**
13 petits pays d'Europe de l'Ouest	657	933	1 358	1 529	1 907	2 155	2 337
Grèce	2 312	3 657	5 425	7 566	8 929	10 161	10 511
Irlande				2 969	3 073	3 506	3 705
Portugal	3 297	4 353	6 004	8 512	8 634	9 899	9 968
Espagne	12 203	16 201	20 263	27 868	34 810	38 851	39 371
Total Europe de l'Ouest	**132 888**	**187 532**	**261 007**	**305 060**	**358 390**	**377 325**	**388 399**
Australie	333	1 770	4 821	8 177	13 505	17 085	18 751
Nouvelle–Zélande	100	341	1 122	1 909	2 971	3 380	3 811
Canada	816	3 781	7 852	13 737	22 560	27 701	30 297
États–Unis	9 981	40 241	97 606	152 271	211 909	249 984	270 561
4 pays d'immigration européenne	**11 230**	**46 133**	**111 401**	**176 094**	**250 945**	**298 150**	**323 420**
Albanie	437	603	898	1 227	2 318	3 273	3 331
Bulgarie	2 187	2 586	4 794	7 251	8 621	8 966	8 240
Tchécoslovaquie	7 190	9 876	13 245	12 389	14 550		
a) République tchèque						10 310	10 286
b) Slovaquie						5 263	5 393
Hongrie	4 571	5 717	7 840	9 338	10 426	10 352	10 208
Pologne	10 426	17 240	26 710	24 824	33 331	38 109	38 607
Roumanie	6 389	9 179	12 527	16 311	20 828	22 775	22 396
Ex–Yougoslavie	5 215	6 981	13 590	15 949	20 416	22 819	22 545
Total Europe de l'Est	**36 415**	**52 182**	**79 604**	**87 289**	**110 490**	**121 867**	**121 006**
Ex–URSS	**54 765**	**88 672**	**156 192**	**180 050**	**249 748**	**289 350**	**290 866**
Arménie				1 355	2 697	3 335	3 795
Azerbaïdjan				2 900	5 468	7 134	7 666
Bélarus				7 755	9 235	10 260	10 239
Estonie				1 115	1 411	1 582	1 450
Georgie				3 261	4 857	5 460	5 442
Kazakhstan				6 711	13 812	16 742	15 567
Kirghizistan				1 742	3 182	4 395	4 699
Lettonie				1 951	2 442	2 684	2 449
Lituanie				2 570	3 247	3 726	3 703
Moldavie				2 344	3 743	4 365	3 649
Fédération de Russie				102 317	132 651	148 290	146 909
Tadjikistan				1 534	3 235	5 303	6 115
Turkménistan				1 222	2 395	3 668	4 838
Ukraine				36 951	48 280	51 891	50 295
Ouzbékistan				6 322	13 093	20 515	24 050

Tableau A1–b. **Niveau du PIB (en millions de dollars internationaux de 1990) : Pays européens, ex–URSS et pays d'immigration européenne**

	1820	*1870*	*1913*	*1950*	*1973*	*1990*	*1998*
Autriche	4 104	8 419	23 451	25 702	85 227	130 476	152 712
Belgique	4 529	13 746	32 347	47 190	118 516	171 442	198 249
Danemark	1 471	3 782	11 670	29 654	70 032	94 863	117 319
Finlande	913	1 999	6 389	17 051	51 724	84 103	94 421
France	38 434	72 100	144 489	220 492	683 965	1 026 491	1 150 080
Allemagne	26 349	71 429	237 332	265 354	944 755	1 264 438	1 460 069
Italie	22 535	41 814	95 487	164 957	582 713	925 654	1 022 776
Pays–Bas	4 288	9 952	24 955	60 642	175 791	258 094	317 517
Norvège	1 071	2 485	6 119	17 838	44 544	78 333	104 860
Suède	3 098	6 927	17 403	47 269	109 794	151 451	165 385
Suisse	2 342	5 867	16 483	42 545	117 251	146 900	152 345
Royaume–Uni	36 232	100 179	224 618	347 850	675 941	944 610	1 108 568
12 pays d'Europe de l'Ouest	**145 366**	**338 699**	**840 743**	**1 286 544**	**3 660 253**	**5 276 855**	**6 044 301**
13 petits pays d'Europe de l'Ouest	667	1 553	3 843	5 880	16 452	31 205	41 499
Grèce	1 539	3 338	8 635	14 489	68 355	101 452	118 433
Irlande				10 231	21 103	41 459	67 368
Portugal	3 175	4 338	7 467	17 615	63 397	107 427	128 877
Espagne	12 975	22 295	45 686	66 792	304 220	474 366	560 138
Total Europe de l'Ouest	**163 722**	**370 223**	**906 374**	**1 401 551**	**4 133 780**	**6 032 764**	**6 960 616**
Australie	172	6 452	27 552	61 274	172 314	291 180	382 335
Nouvelle–Zélande	40	922	5 781	16 136	37 177	46 729	56 322
Canada	729	6 407	34 916	102 164	312 176	524 475	622 880
États–Unis	12 548	98 374	517 383	1 455 916	3 536 622	5 803 200	7 394 598
4 pays d'immigration européenne	**13 489**	**112 155**	**585 632**	**1 635 490**	**4 058 289**	**6 665 584**	**8 456 135**
Albanie				1 228	5 219	8 125	7 999
Bulgarie			7 181	11 971	45 557	49 779	37 786
Tchécoslovaquie	6 106	11 491	27 755	43 368	102 445		
a) République tchèque						91 706	88 897
b) Slovaquie						40 854	41 818
Hongrie		7 253	16 447	23 158	58 339	66 990	66 089
Pologne				60 742	177 973	194 920	258 220
Roumanie				19 279	72 411	80 277	64 715
Ex–Yougoslavie			13 988	25 277	88 813	129 953	95 337
Total Europe de l'Est	**23 149**	**45 448**	**121 559**	**185 023**	**550 757**	**662 604**	**660 861**
Ex–URSS	**37 710**	**83 646**	**232 351**	**510 243**	**1 513 070**	**1 987 995**	**1 132 434**
Arménie					16 691	20 483	12 679
Azerbaïdjan					24 378	33 397	16 365
Bélarus					48 333	73 389	58 799
Estonie					12 214	16 980	14 671
Georgie					28 627	41 325	14 894
Kazakhstan					104 875	122 295	74 857
Kirghizistan					11 781	15 787	9 595
Lettonie					18 998	26 413	15 222
Lituanie					24 643	32 010	21 914
Moldavie					20 134	27 112	9 112
Fédération de Russie					872 466	1 151 040	664 495
Tadjikistan					13 279	15 884	5 073
Turkménistan					11 483	13 300	8 335
Ukraine					238 156	311 112	127 151
Ouzbékistan					67 012	87 468	79 272

Table A1–c. **PIB par habitant (en dollars internationaux de 1990): pays européens, ex–URSS et pays d'immigration européenne**

	1820	*1870*	*1913*	*1950*	*1973*	*1990*	*1998*
Autriche	1 218	1 863	3 465	3 706	11 235	16 881	18 905
Belgique	1 319	2 697	4 220	5 462	12 170	17 194	19 442
Danemark	1 274	2 003	3 912	6 946	13 945	18 463	22 123
Finlande	781	1 140	2 111	4 253	11 085	16 868	18 324
France	1 230	1 876	3 485	5 270	13 123	18 093	19 558
Allemagne	1 058	1 821	3 648	3 881	11 966	15 932	17 799
Italie	1 117	1 499	2 564	3 502	10 643	16 320	17 759
Pays–Bas	1 821	2 753	4 049	5 996	13 082	17 267	20 224
Norvège	1 104	1 432	2 501	5 463	11 246	18 470	23 660
Suède	1 198	1 664	3 096	6 738	13 493	17 680	18 685
Suisse	1 280	2 202	4 266	9 064	18 204	21 616	21 367
Royaume–Uni	1 707	3 191	4 921	6 907	12 022	16 411	18 714
12 pays d'Europe de l'Ouest	**1 270**	**2 086**	**3 688**	**5 013**	**12 159**	**16 872**	**18 742**
13 petits pays d'Europe de l'Ouest	1 015	1 665	2 830	3 846	8 627	14 480	17 757
Grèce	666	913	1 592	1 915	7 655	9 984	11 268
Irlande				3 446	6 867	11 825	18 183
Portugal	963	997	1 244	2 069	7 343	10 852	12 929
Espagne	1 063	1 376	2 255	2 397	8 739	12 210	14 227
Total Europe de l'Ouest	**1 232**	**1 974**	**3 473**	**4 594**	**11 534**	**15 988**	**17 921**
Australie	517	3 645	5 715	7 493	12 759	17 043	20 390
Nouvelle–Zélande	400	2 704	5 152	8 453	12 513	13 825	14 779
Canada	893	1 695	4 447	7 437	13 838	18 933	20 559
États–Unis	1 257	2 445	5 301	9 561	16 689	23 214	27 331
4 pays d'immigration européenne	**1 201**	**2 431**	**5 257**	**9 288**	**16 172**	**22 356**	**26 146**
Albanie				1 001	2 252	2 482	2 401
Bulgarie				1 651	5 284	5 552	4 586
Tchécoslovaquie	849	1 164	2 096	3 501	7 041		
a) République tchèque						8 895	8 643
b) Slovaquie						7 762	7 754
Hongrie		1 269	2 098	2 480	5 596	6 471	6 474
Pologne				2 447	5 340	5 115	6 688
Roumanie				1 182	3 477	3 525	2 890
Ex–Yougoslavie			1 029	1 585	4 350	5 695	4 229
Total Europe de l'Est	**636**	**871**	**1 527**	**2 120**	**4 985**	**5 437**	**5 461**
Ex–URSS	**689**	**943**	**1 488**	**2 834**	**6 058**	**6 871**	**3 893**
Arménie					6 189	6 142	3 341
Azerbaïdjan					4 458	4 681	2 135
Bélarus					5 234	7 153	5 743
Estonie					8 656	10 733	10 118
Georgie					5 894	7 569	2 737
Kazakhstan					7 593	7 305	4 809
Kirghizistan					3 702	3 592	2 042
Lettonie					7 780	9 841	6 216
Lituanie					7 589	8 591	5 918
Moldavie					5 379	6 211	2 497
Fédération de Russie					6 577	7 762	4 523
Tadjikistan					4 105	2 995	830
Turkménistan					4 795	3 626	1 723
Ukraine					4 933	5 995	2 528
Ouzbékistan					5 118	4 264	3 296

Tableau A1–d. **Taux de croissance du PIB par habitant : pays européens, ex–URSS et pays d'immigration européenne**

	1820–70	*1870–1913*	*1913–50*	*1950–73*	*1973–98*
Autriche	0.85	1.45	0.18	4.94	2.10
Belgique	1.44	1.05	0.70	3.55	1.89
Danemark	0.91	1.57	1.56	3.08	1.86
Finlande	0.76	1.44	1.91	4.25	2.03
France	0.85	1.45	1.12	4.05	1.61
Allemagne	1.09	1.63	0.17	5.02	1.60
Italie	0.59	1.26	0.85	4.95	2.07
Pays–Bas	0.83	0.90	1.07	3.45	1.76
Norvège	0.52	1.30	2.13	3.19	3.02
Suède	0.66	1.46	2.12	3.07	1.31
Suisse	1.09	1.55	2.06	3.08	0.64
Royaume–Uni	1.26	1.01	0.92	2.44	1.79
12 pays d'Europe de l'Ouest	**1.00**	**1.33**	**0.83**	**3.93**	**1.75**
13 petits pays d'Europe de l'Ouest	0.99	1.24	0.83	3.58	2.93
Grèce	0.63	1.30	0.50	6.21	1.56
Irlande				3.04	3.97
Portugal	0.07	0.52	1.39	5.66	2.29
Espagne	0.52	1.15	0.17	5.79	1.97
Total Europe de l'Ouest	**0.95**	**1.32**	**0.76**	**4.08**	**1.78**
Australie	3.99	1.05	0.73	2.34	1.89
Nouvelle–Zélande	3.90	1.51	1.35	1.72	0.67
Canada	1.29	2.27	1.40	2.74	1.60
États–Unis	1.34	1.82	1.61	2.45	1.99
4 pays d'immigration européenne	**1.42**	**1.81**	**1.55**	**2.44**	**1.94**
Albanie				3.59	0.26
Bulgarie				5.19	–0.57
Tchécoslovaquie	0.63	1.38	1.40	3.08	(0.67)
a) République tchèque					
b) Slovaquie					
Hongrie		1.18	0.45	3.60	0.59
Pologne				3.45	0.91
Roumanie				4.80	–0.74
Ex–Yougoslavie			1.17	4.49	–0.11
Total Europe de l'Est	**0.63**	**1.31**	**0.89**	**3.79**	**0.37**
Ex–URSS	**0.63**	**1.06**	**1.76**	**3.36**	**–1.75**
Arménie					–2.44
Azerbaïdjan					–2.90
Bélarus					0.37
Estonie					0.63
Georgie					–3.02
Kazakhstan					–1.81
Kirghizistan					–2.35
Lettonie					–0.89
Lituanie					–0.99
Moldavie					–3.02
Fédération de Russie					–1.49
Tadjikistan					–6.20
Turkménistan					–4.01
Ukraine					–2.64
Ouzbékistan					–1.74

Tableau A1–e. **Taux de croissance du PIB : pays européens, ex–URSS et pays d'immigration européenne**

	1820–70	*1870–1913*	*1913–50*	*1950–73*	*1973–98*
Autriche	1.45	2.41	0.25	5.35	2.36
Belgique	2.25	2.01	1.03	4.08	2.08
Danemark	1.91	2.66	2.55	3.81	2.09
Finlande	1.58	2.74	2.69	4.94	2.44
France	1.27	1.63	1.15	5.05	2.10
Allemagne	2.01	2.83	0.30	5.68	1.76
Italie	1.24	1.94	1.49	5.64	2.28
Pays–Bas	1.70	2.16	2.43	4.74	2.39
Norvège	1.70	2.12	2.93	4.06	3.48
Suède	1.62	2.17	2.74	3.73	1.65
Suisse	1.85	2.43	2.60	4.51	1.05
Royaume–Uni	2.05	1.90	1.19	2.93	2.00
12 pays d'Europe de l'Ouest	**1.71**	**2.14**	**1.16**	**4.65**	**2.03**
13 petits pays d'Europe de l'Ouest	1.70	2.13	1.16	4.58	3.77
Grèce	1.56	2.23	1.41	6.98	2.22
Irlande				3.20	4.75
Portugal	0.63	1.27	2.35	5.73	2.88
Espagne	1.09	1.68	1.03	6.81	2.47
Total Europe de l'Ouest	**1.65**	**2.10**	**1.19**	**4.81**	**2.11**
Australie	7.52	3.43	2.18	4.60	3.24
Nouvelle–Zélande	6.48	4.36	2.81	3.70	1.68
Canada	4.44	4.02	2.94	4.98	2.80
États–Unis	4.20	3.94	2.84	3.93	2.99
4 pays d'immigration européenne	**4.33**	**3.92**	**2.81**	**4.03**	**2.98**
Albanie				6.49	1.72
Bulgarie			1.39	5.98	–0.75
Tchécoslovaquie	1.27	2.07	1.21	3.81	(0.98)
a) République tchèque					
b) Slovaquie					
Hongrie		1.92	0.93	4.10	0.50
Pologne				4.78	1.50
Roumanie				5.92	–0.45
Ex–Yougoslavie			1.61	5.62	0.28
Total Europe de l'Est	**1.36**	**2.31**	**1.14**	**4.86**	**0.73**
Ex–URSS	**1.61**	**2.40**	**2.15**	**4.84**	**–1.15**
Arménie					–1.09
Azerbaïdjan					–1.58
Bélarus					0.79
Estonie					0.74
Georgie					–2.58
Kazakhstan					–1.34
Kirghizistan					–0.82
Lettonie					–0.88
Lituanie					–0.47
Moldavie					–3.12
Fédération de Russie					–1.08
Tadjikistan					–3.78
Turkménistan					–1.27
Ukraine					–2.48
Ouzbékistan					0.67

Tableau A1–f. **Taux de croissance démographique : pays européens, ex–URSS et pays d'immigratio européenne**

	1820–70	*1870–1913*	*1913–50*	*1950–73*	*1973–98*
Autriche	0.59	0.94	0.07	0.39	0.25
Belgique	0.79	0.95	0.32	0.52	0.18
Danemark	0.99	1.07	0.97	0.71	0.22
Finlande	0.81	1.28	0.76	0.66	0.40
France	0.42	0.18	0.02	0.96	0.48
Allemagne	0.91	1.18	0.13	0.63	0.15
Italie	0.65	0.68	0.64	0.66	0.20
Pays–Bas	0.86	1.25	1.35	1.24	0.62
Norvège	1.17	0.80	0.78	0.84	0.45
Suède	0.96	0.70	0.60	0.65	0.34
Suisse	0.75	0.87	0.53	1.39	0.41
Royaume–Uni	0.79	0.87	0.27	0.48	0.21
12 pays d'Europe de l'Ouest	**0.70**	**0.79**	**0.32**	**0.70**	**0.28**
13 petits pays d'Europe de l'Ouest	0.70	0.88	0.32	0.97	0.82
Grèce	0.92	0.92	0.90	0.72	0.65
Irlande				0.15	0.75
Portugal	0.56	0.75	0.95	0.06	0.58
Espagne	0.57	0.52	0.87	0.97	0.49
Total Europe de l'Ouest	**0.69**	**0.77**	**0.42**	**0.70**	**0.32**
Australie	3.40	2.36	1.44	2.21	1.32
Nouvelle–Zélande	2.48	2.81	1.45	1.94	1.00
Canada	3.11	1.71	1.52	2.18	1.19
États–Unis	2.83	2.08	1.21	1.45	0.98
4 pays d'immigration européenne	**2.87**	**2.07**	**1.25**	**1.55**	**1.02**
Albanie	0.65	0.93	0.85	2.80	1.46
Bulgarie	0.34	1.45	1.12	0.76	–0.18
Tchécoslovaquie	0.64	0.68	–0.18	0.70	(0.30)
a) République tchèque					
b) Slovaquie					
Hongrie	0.45	0.74	0.47	0.48	–0.08
Pologne	1.01	1.02	–0.20	1.29	0.59
Roumanie	0.73	0.73	0.72	1.07	0.29
Ex–Yougoslavie	0.59	1.56	0.43	1.08	0.40
Total Europe de l'Est	**0.72**	**0.99**	**0.25**	**1.03**	**0.36**
Ex–URSS	**0.97**	**1.33**	**0.38**	**1.43**	**0.61**
Arménie				3.04	1.38
Azerbaïdjan				2.80	1.36
Bélarus				0.76	0.41
Estonie				1.03	0.11
Georgie				1.75	0.46
Kazakhstan				3.19	0.48
Kirghizistan				2.65	1.57
Lettonie				0.98	0.01
Lituanie				1.02	0.53
Moldavie				2.06	–0.10
Fédération de Russie				1.14	0.41
Tadjikistan				3.30	2.58
Turkménistan				2.97	2.85
Ukraine				1.17	0.16
Ouzbékistan				3.22	2.46

Tableau A1–g. **Calcul du PIB de 1990 (année de référence) en millions de dollars internationaux pour 22 pays de l'OCDE**

	PIB en monnaie nationale	*Convertisseur Geary–Khamis de la PPA*	*Taux de change*	*PIB en millions de dollars internationaux*	*PIB en millions de dollars converti au taux de change*
Autriche	1 813 482	13.899	11.370	130 476	159 497
Belgique	6 576 846	38.362	33.418	171 442	196 805
Danemark	825 310	8.700	6.189	94 863	133 351
Finlande	523 034	6.219	3.824	84 103	136 777
France	6 620 867	6.450	5.445	1 026 491	1 215 954
Allemagne de l'Ouest[a]	2 426 000	2.052	1.616	1 182 261	1 501 238
Italie	1 281 207	1384.11	1198.1	925 654	1 069 366
Pays–Bas	537 867	2.084	1.821	258 094	295 369
Norvège	722 705	9.218	6.26	78 333	115 448
Suède	1 359 879	8.979	5.919	151 451	229 748
Suisse	317 304	2.160	1.389	146 900	228 441
Royaume–Uni	554 486	0.587	0.563	944 610	984 877
Luxembourg	345 738	39.203	33.418	8 819	10 346
Islande	364 402	79.291	58.284	4 596	6 252
Grèce	13 143	129.55	158.51	101 452	82 916
Irlande	28 524	0.688	0.605	41 459	47 147
Portugal	9 855	91.737	142.56	107 427	69 129
Espagne	501 452	105.71	101.93	474 366	491 957
Australie	393 675	1.352	1.281	291 180	307 319
Nouvelle–Zélande	72 776	1.5574	1.676	46 729	43 422
Canada	668 181	1.274	1.167	524 475	572 563
États–Unis	5 803 200	1.000	1.000	5 803 200	5 803 200

a) Le PIB de l'Allemagne de l'Est en dollars internationaux était de 82 177 millions en 1990.

Source : Le PIB en monnaie nationale est tiré de l'OCDE, *Comptes nationaux des pays de l'OCDE, 1988–1998*, vol. 1, OCDE, Paris, 2000, sauf pour les Pays–Bas, dont la valeur du PIB est tirée de *Comptes nationaux trimestriels* (1999:4), et les États–Unis, dont la valeur du PIB est tirée de *Survey of Current Business*, décembre 1999, p. 132. Le PIB officiel de l'Italie a été réduit de 3 pour cent comme expliqué dans Maddison (1995*a*). Les convertisseurs Geary–Khamis du pouvoir d'achat sont tirés de la sixième série du Projet de comparaison internationale (PCI) pour 1990 — voir Maddison (1995*a*) tableau C–6 ; les taux de change sont tirés de la même source. Les PPA et les taux de change sont exprimés en unités de monnaie nationale par PPA d'un dollar EU. Le PIB en millions de dollars internationaux converti sur la base de la PPA s'obtient en divisant la colonne 1 par la colonne 2. Le PIB en millions de dollars EU converti au taux de change s'obtient en divisant la colonne 1 par la colonne 3. Pour faire des comparaisons binaires du pouvoir d'achat, par ex. de la France et des États–Unis, il y a trois méthodes possibles. On peut *a)* réévaluer la dépense française aux prix américains et obtenir une comparaison « Laspeyres » du PIB en volume ; *b)* réévaluer la dépense américaine aux prix français et obtenir un « Paasche » du PIB en volume ; c) faire un compromis « Fisher » en calculant la moyenne géométrique des mesures Laspeyres et Paasche. Les résultats de ces études binaires peuvent être utilisés pour comparer la situation de plusieurs pays ; par ex. on peut lier les comparaisons France/États–Unis, Allemagne/États–Unis et Royaume–Uni/États–Unis en utilisant les États–Unis comme pays « vedette ». Toutefois, les résultats dérivés France–Allemagne, Royaume–Uni–Allemagne et France–Royaume–Uni sont obtenus par déduction et ne seront pas nécessairement les mêmes que ceux que l'on obtiendrait par des comparaisons directes de chaque paire de pays. Ces comparaisons ne sont pas « transférables », mais on peut obtenir la transférabilité en utilisant une PPA « multilatérale ». La mesure Geary–Khamis est la mesure multilatérale que je préfère car elle donne aux pays des pondérations correspondant à la taille de leur PIB (voir Maddison, 1995a, pour une explication détaillée). Pour la plupart des pays, les nouvelles valeurs du PIB en monnaie nationale sont plus élevées que celles utilisées dans Maddison (1995*a*). Elles tiennent compte des révisions qui sont opérées périodiquement ainsi que des révisions consécutives à l'adoption du SCN (système standardisé de comptabilité nationale) de 1993. Ce système a été adopté par la Norvège en 1995, le Danemark et le Canada en 1997. L'Australie, Autriche, la Belgique, la Finlande, la France, l'Allemagne, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays–Bas, le Portugal, l'Espagne, la Suède et le Royaume–Uni sont passés plus tard au nouveau système et les chiffres établis sur les nouvelles bases pour ces 15 pays ont été publiés pour la première fois par l'OCDE dans l'annuaire de 1988–98. Avec le nouveau système, les dépenses liées à l'exploration minière et aux programmes informatiques sont traitées comme des investissements plutôt que comme des produits intermédiaires. Dans certains pays comme la France et l'Italie « les œuvres originales de spectacles, de littérature et artistiques » sont aussi traitées comme des investissements maintenant. L'Islande, la Nouvelle–Zélande et la Suisse utilisent encore l'ancien SCN de 1968 et n'ont pas introduit ces modifications méthodologiques. De ce fait, les révisions des niveaux du PIB de 1990 ont changé les valeurs du PIB dans les proportions suivantes par rapport aux valeurs indiquées dans Maddison (1995*a*):

Autriche	1.00676	Royaume–Uni	1.00928
Belgique	1.02342	Luxembourg	1.15206
Danemark	1.02779	Islande	1.03700
Finlande	1.01591	Grèce	0.99539
France	1.01774	Irlande	1.06406
Allemagne	1.00033	Portugal	1.014765
Italie	1.00668	Espagne	1.00051
Pays–Bas	1.04184	Australie	1.04055
Norvège	1.09314	Nouvelle–Zélande	0.99290
Suède	1.00000	Canada	1.00567
Suisse	1.01041	États–Unis	1.06192

Tableau A1–h. **Calcul du PIB de l'année de référence 1990 en dollars internationaux, pour 5 pays de l'Europe de l'Est et l'URSS**

	PIB en monnaie nationale	*Convertisseur implicite de la PPA*	*Taux de change*	*PIB en millions de dollars internationaux*	*PIB en million de dollars converti au taux de change*
Tchécoslovaquie	811 309	6.12	17.95	132 560	45 198
Hongrie	1 935 459	28.89	63.206	66 990	30 621
Pologne	608 347	3.12	9.5	194 920	64 037
Roumanie	857 180	10.678	22.43	80 277	38 216
URSS	1 033 222	0.520	1.059	1 987 995	975 658
Yougoslavie	1 113 095	8.565	11.318	129 953	98 347

Source : Valeurs du PIB en monnaie nationale tirées de *Comparaison internationale des produits intérieurs bruts en Europe 1990,* Commission de statistique des Nations Unies et CEE (ONU), Genève et New York, 1994, p. 61. Ces comparaisons ont été effectuées en coopération avec les services statistiques nationaux, des ajustements étant effectués pour rendre la couverture des comptes nationaux conforme au système de comptabilisé standardisé utilisé dans les pays occidentaux. Des ajustements ont également été effectués pour tenir compte de la moins bonne qualité des produits des pays d'Europe de l'Est. Les résultats ont été multilatéralisés à l'aide de la technique EKS plutôt que de la technique Geary–Khamis et les PIB ajustés en fonction de la PPA ont été exprimés en schillings autrichiens. On a converti les indices de volume relatifs du PIB sur une base Geary–Khamis approximative en utilisant le PIB autrichien en dollars internationaux du tableau 2.4 comme liaison, voir *op. cit.,* p. 5. Les résultats de la colonne 4 ont été estimés de cette façon et la PPA implicite de la colonne 3 s'obtient en divisant la colonne 1 par la colonne 4. Les taux de change sont tirés du FMI, *Statistiques financières internationales,* sauf pour l'URSS, dont le taux de change est tiré de la Banque mondiale, *Tableaux économiques par pays 1995*. Depuis 1990, les 6 countries du tableau sont devenus 25. La Tchécoslovaquie a été scindée en deux pays¸ la Yougoslavie en 5, et l'URSS en 15. Pour obtenir des estimations provisoires approximatives du PIB pour ces 22 nouveaux Etats, j'ai présumé que leurs parts respectives dans le PIB de 1990 étaient les mêmes qu'en monnaie nationale. L'OCDE a publié de nouvelles estimations en dollars internationaux pour 20 de ces nouveaux Etats (sauf la Bosnie et la Serbie), à l'aide de la technique EKS de multilatéralisation, voir *A PPP Comparison for the NIS, 1994, 1995 et 1996,* OCDE, février 2000. Voir annexe D pour une comparaison de ces nouvelles estimations et de celles que j'utilise ici.

A2

Population, PIB et PIB par habitant de 44 pays d'Amérique latine et des Caraïbes

Avant 1950, les estimations du PIB sont circonscrites à un noyau de huit pays. Pour la période 1820–1990, les chiffres du PIB pour l'Argentine, le Chili, la Colombie, le Pérou et le Venezuela sont tirés de Maddison (1995*a*), avec actualisation sur la base de la CEPALC, Economic Survey of Latin America and the Caribbean : Summary 1998–99, 1999, p. 32. Il en est de même pour les données du PIB brésilien pour la période 1950–98 ; pour la période 1820–1900, elles sont tirées de Maddison (1995*a*). Le PIB par habitant pour la période 1900–50 est tiré de Maddison et al. (1992). L'évolution du PIB mexicain pour la période 1870–1910 est tirée de Coatsworth (1989) ; pour la période 1910–60, elle est tirée de Maddison (1995*a*) et, à partir de 1960, elle est tirée de sources de l'OCDE. J'ai retenu une baisse plus faible du PIB mexicain par habitant pour 1820–70 que Coatsworth. Les données du PIB 1820–1936 pour l'Uruguay sont tirées de Luis Bertola et al., PBI de Uruguay 1870–1936, Montevideo, 1998. Pour la période 1936–90, les données du PIB sont fournies par Luis Bertola et, à partir de 1990, par la CEPALC (1999). Le niveau du PIB en dollars internationaux pour l'année de référence 1990 pour les huit pays est déterminé à partir du tableau A2–g.

Les données démographiques pour la période 1820–1950 sont tirées de Maddison (1995*a*) sauf en ce qui concerne l'Uruguay (données fournies par Luis Bertola). A partir de 1950, elles sont fournies par le Bureau du recensement des États–Unis.

Il y a 15 autres pays pour lesquels des estimations détaillées de la population et du PIB sont indiquées. Pour 13 d'entre eux, les données démographiques concernant la période 1870–1913 ont été obtenues par interpolation des estimations de N. Sanchez Albornoz, "The Population of Latin America, 1850–1930", dans L. Bethell (dir. pub.), *The Cambridge History of Latin America,* vol. 4, Cambridge University Press, 1986, p. 122. Les données concernant la Jamaïque pour 1870 et 1913 sont tirées de G. Eisner, Jamaica, 1830–1930 : *A Study in Economic Growth,* Manchester University Press, 1961, p. 134. On a admis que l'évolution démographique de Trinité–et–Tobago pendant la période 1870–1950 était la même, proportionnellement, que celle de la Jamaïque. On a admis également que, pendant la période 1820–70, la population dans les 15 pays a évolué dans les mêmes proportions que la population du noyau des huit pays considérés globalement. Les données démographiques pour 1950–98 sont tirées du Bureau du recensement des États–Unis.

Pour 11 des 15 pays considérés, les données du PIB pour la période 1950–73 sont tirées de la CEPALC, *Series Historicas del Crecimiento de America Latina,* Santiago, 1978 ; pour la période 1973–90, elles sont tirées de la Banque mondiale, *Tableaux économiques par pays* (1995) et, à partir de 1990, elles sont tirées de la CEPALC (1999). Pour Cuba, les données concernant la période 1950–90 sont tirées de diverses sources de la CEPALC et, à partir de 1990, elles sont tirées de la CEPALC, *Preliminary Overview of the Economies of Latin America,* Santiago (éditions de 1998 et 1999). Les données concernant le PIB de Porto Rico pour 1950–98 sont tirées de *PBI Historico,* Junta de Planificación, San José, 1998. Pour la Jamaïque et Trinité–et–Tobago, les données concernant la période 1950–73 sont tirées de la base de données du Centre de Développement de l'OCDE et, pour 1973–90, de la Banque

Tableau A–g. **PIB et population de 21 petits pays des Caraïbes, 1950–98**

	PIB en millions de dollars internationaux de 1990				*Population (en milliers d'habitants)*			
	1950	***1973***	***1990***	***1998***	***1950***	***1973***	***1990***	***1998***
Bahamas	756	3 159	3 946	4 248	70	182	251	180
Barbade	448	1 595	2 138	2 366	211	243	255	259
Belize	110	341	735	929	66	130	190	230
Dominique	82	182	279	344	51	74	72	66
Grenade	71	180	310	388	76	97	94	96
Guyana	462	1 309	1 159	2 018	428	755	748	708
Ste–Lucie	61	199	449	508	79	109	140	152
St–Vincent	79	175	392	506	66	90	113	120
Suriname	315	1 046	1 094	1 209	208	384	396	428
Total Groupe A	2 384	8 186	10 502	12 516	1 255	2 064	2 249	2 339
Antigua–et–Barbuda	82	328	413	510	46	68	63	64
Bermudes	65	238	310		39	53	58	62
Guadeloupe	359	1 568	1 801		208	329	378	416
Guyane (Fr.)	138	238	516		26	53	116	163
Martinique	293	1 568	1 857		217	332	374	407
Antilles néérlandaises	393	1 097	980	1 100	159	225	253	274
St–Kitts–et–Nevis	61	215	233	345	44	45	40	42
Total Groupe B	1 391	5 252	6 110	7 787	739	1 105	1 284	1 428
5 autres pays	181	667	1 094	1 446	68	139	183	233
21 pays	3 956	14 105	17 706	21 749	2 062	3 308	3 726	3 990

Source : Les données sur les mouvements du PIB pour 1950–90 sont tirées de Maddison (1995a) , et de la base de données sous–jacente. Pour sept pays du groupe A, les variations du PIB à partir de 1990 sont tirées de la CEPALC, *Economic Survey of Latin America and the Caribbean 1998–1999,* Santiago, 1999, p. 32. Les données du PIB par habitant concernant la période 1990–98 pour Antigua–et–Barbuda, les Bahamas, les Antilles néerlandaises et St–Kitts–et–Nevis sont tirées du FMI. Pour les autres pays, le PIB par habitant est présumé évoluer proportionnellement au PIB moyen des pays du groupe A. Les données démographiques à partir de 1950 sont tirées de la Division des études démographiques du Bureau du recensement des États–Unis ; les données démographiques globales des 21 pays pour la période 1820–50 sont présumées varier dans les mêmes proportions que les données démographiques globales des 15 pays indiqués dans le Tableau A2–a. Les 5 pays du troisième groupe sont Aruba, les îles Falkland, St–Pierre–et–Miquelon, les îles Turks et les îles Caïques, et les Iles vierges.

mondiale, *Tableaux économiques par pays ;* à partir de 1990, les données sont tirées de la CEPALC (1999). On a admis que, pendant la période 1820–1950, le PIB par habitant de l'ensemble des 15 pays a évolué dans les mêmes proportions que le pays global des huit pays principaux.

Les estimations globales pour 21 petits pays des Caraïbes sont reproduites dans les tableaux A–2a à A–2f ; le tableau A–g donne des indications détaillées pour la période 1950–98.

Le tableau A2–g montre comment on a calculé les PIB pour l'année de référence 1990 à partir des études du PCI en prix internationaux sur les 8 pays principaux et 10 autres pays. Les Penn World Tables ont été utilisées pour les Bahamas, la Barbade, Belize, la Dominique, la Grenade, le Guyana, Haïti, le Nicaragua, Porto Rico, St–Kitts–et–Nevis, Ste–Lucie, St–Vincent, le Suriname, Trinité–et–Tobago.

Pour 11 petits pays des Caraïbes et Cuba, il n'y pas d'estimations de la PPA, ni par le PCI, ni par les PWT. On a admis que le niveau du PIB par habitant était égal au PIB moyen des 32 pays pour lesquels on disposait d'indicateurs ; pour Cuba, on a admis que son PIB était inférieur d'environ 15 pour cent à la moyenne des pays d'Amérique latine.

Tableau A2–a. **Population (milliers d'habitants en milieu d'année), 44 pays d'Amérique latine**

	1820	*1870*	*1913*	*1950*	*1973*	*1990*	*1998*
Argentine	534	1 796	7 653	17 150	25 174	32 634	36 265
Brésil	4 507	9 797	23 660	53 443	103 463	151 040	169 807
Chili	885	1 943	3 491	6 091	9 897	13 128	14 788
Colombie	1 206	2 392	5 195	11 592	23 069	32 985	38 581
Mexique	6 587	9 219	14 970	28 485	57 643	84 748	98 553
Pérou	1 317	2 606	4 339	7 633	14 350	21 989	26 111
Uruguay	55	373	1 177	2 194	2 834	3 106	3 285
Venezuela	718	1 653	2 874	5 009	11 893	19 325	22 803
Total 8 pays	**15 809**	**29 779**	**63 359**	**131 597**	**248 323**	**358 955**	**410 193**
Bolivie		1 495	1 881	2 766	4 680	6 620	7 826
Costa Rica		155	372	867	1 886	3 022	3 605
Cuba		1 331	2 469	5 785	9 001	10 545	11 051
République dominicaine		242	750	2 312	4 781	6 997	7 999
Équateur		1 013	1 689	3 310	6 629	10 308	12 337
El Salvador		492	1 008	1 940	3 853	5 041	5 752
Guatemala		1 007	1 486	2 969	5 801	9 631	12 008
Haïti		1 150	1 891	3 097	4 748	6 048	6 781
Honduras		404	660	1 431	2 964	4 740	5 862
Jamaïque		499	837	1 385	2 036	2 466	2 635
Nicaragua		361	578	1 098	2 241	3 591	4 583
Panama		176	348	893	1 659	2 388	2 736
Paraguay		384	594	1 476	2 692	4 236	5 291
Porto Rico		645	1 181	2 218	2 863	3 537	3 860
Trinité–et–Tobago		210	352	632	985	1 198	1 117
Total 15 autres pays	**5 077**	**9 564**	**16 096**	**32 179**	**56 819**	**80 368**	**93 443**
Total 21 petits pays hors échantillon	**334**	**630**	**1 060**	**2 062**	**3 308**	**3 726**	**3 990**
Total 44 pays d'Amérique latine	**21 220**	**39 973**	**80 515**	**165 837**	**308 450**	**443 049**	**507 623**
Total 43 pays d'Amérique latine (Mexique non compris)	**14 633**	**30 754**	**65 545**	**137 352**	**250 807**	**358 301**	**409 070**

Les estimations du PCI couvrent près de 95.2 pour cent du PIB global de l'Amérique latine en 1990, celles des PWT, près de 3.2 pour cent, et les évaluations indirectes, 1.7 pour cent.

On a admis que le PIB global par habitant des trois pays manquants pour la période 1870–1913 évoluait parallèlement à la moyenne des 5 autres pays principaux. Pour 1820, on a admis que le niveau moyen du PIB par habitant des pays principaux manquants était égal au PIB moyen du Brésil et du Mexique.

Pour les 36 autres pays, on ne dispose pas d'estimations de l'évolution du PIB pour la période 1820–1950. On a admis que le PIB moyen par habitant de ces pays était proportionnel à celui des huit pays de l'échantillon (y compris l'élément indirect de ce dernier échantillon). La composante indirecte du PIB latino–américain global représentait donc 44.0 pour cent pour 1820, 38.2 pour cent pour 1870 et 16.7 pour cent pour 1913 ; elle était négligeable à partir de 1950.

Tableau A2–b. **PIB (millions de dollars internationaux de 1990) pour 44 pays d'Amérique latine**

	1820	*1870*	*1913*	*1950*	*1973*	*1990*	*1998*
Argentine		2 354	29 060	85 524	200 720	212 518	334 314
Brésil	2 912	6 985	19 188	89 342	401 643	743 765	926 919
Chili			9 261	23 274	50 401	84 038	144 279
Colombie			6 420	24 955	80 728	159 042	205 132
Mexique	5 000	6 214	25 921	67 368	279 302	516 692	655 910
Pérou			4 500	17 270	56 713	64 979	95 718
Uruguay		748	3 895	10 224	14 098	20 105	27 313
Venezuela		941	3 172	37 377	126 364	160 648	204 433
Total 8 pays	**11 275**	**22 273**	**101 417**	**355 334**	**1 209 969**	**1 961 787**	**2 594 018**
Bolivie				5 309	11 030	14 446	19 241
Costa Rica				1 702	8 145	14 370	19 272
Cuba				19 613	29 165	31 087	23 909
République dominicaine				2 416	9 617	17 503	25 304
Équateur				6 278	21 337	40 267	51 378
El Salvador				2 888	9 084	10 805	15 627
Guatemala				6 190	18 593	29 050	40 522
Haïti				3 254	4 810	6 323	5 532
Honduras				1 880	4 866	8 898	11 929
Jamaïque				1 837	8 411	8 890	9 308
Nicaragua				1 774	6 566	5 297	6 651
Panama				1 710	7 052	10 688	15 609
Paraguay				2 338	5 487	13 923	16 719
Porto Rico				4 755	20 908	37 277	51 159
Trinité–et–Tobago				2 322	8 553	11 110	13 683
Total 15 autres pays	**2 676**	**5 289**	**19 058**	**64 266**	**173 626**	**259 934**	**325 843**
Total 21 petits pays hors échantillon	**169**	**335**	**1 206**	**3 956**	**14 105**	**17 706**	**21 749**
Total 44 pays d'Amérique latine	**14 120**	**27 897**	**121 681**	**423 556**	**1 397 700**	**2 239 427**	**2 941 610**
Total 43 pays d'Amérique latine (Mexique non compris)	**9 120**	**21 683**	**95 760**	**356 188**	**1 118 398**	**1 722 735**	**2 285 700**

Tableau A2–c. **PIB par habitant (dollars internationaux de 1990) pour 44 pays d'Amérique latine**

	1820	*1870*	*1913*	*1950*	*1973*	*1990*	*1998*
Argentine		1 311	3 797	4 987	7 973	6 512	9 219
Brésil	646	713	811	1 672	3 882	4 924	5 459
Chili			2 653	3 821	5 093	6 401	9 756
Colombie			1 236	2 153	3 499	4 822	5 317
Mexique	759	674	1 732	2 365	4 845	6 097	6 655
Pérou			1 037	2 263	3 952	2 955	3 666
Uruguay		2 005	3 309	4 660	4 975	6 473	8 314
Venezuela		569	1 104	7 462	10 625	8 313	8 965
Total 8 pays	**713**	**748**	**1 601**	**2 700**	**4 873**	**5 465**	**6 324**
Bolivie				1 919	2 357	2 182	2 459
Costa Rica				1 963	4 319	4 755	5 346
Cuba				3 390	3 240	2 948	2 164
République dominicaine				1 045	2 012	2 502	3 163
Équateur				1 897	3 219	3 906	4 165
El Salvador				1 489	2 358	2 143	2 717
Guatemala				2 085	3 205	3 016	3 375
Haïti				1 051	1 013	1 045	816
Honduras				1 314	1 642	1 877	2 035
Jamaïque				1 326	4 131	3 605	3 532
Nicaragua				1 616	2 930	1 475	1 451
Panama				1 915	4 251	4 476	5 705
Paraguay				1 584	2 038	3 287	3 160
Porto Rico				2 144	7 303	10 539	13 254
Trinité–et–Tobago				3 674	8 683	9 274	12 250
Total 15 autres pays	**527**	**553**	**1 184**	**1 997**	**3 056**	**3 234**	**3 487**
Total 21 petits pays hors échantillon	**506**	**532**	**1 138**	**1 919**	**4 264**	**4 752**	**5 451**
Total 44 pays d'Amérique latine	**665**	**698**	**1 511**	**2 554**	**4 531**	**5 055**	**5 795**
Total 43 pays d'Amérique latine (Mexique non compris)	**623**	**705**	**1 461**	**2 593**	**4 459**	**4 808**	**5 588**

Tableau A2–d. **Taux de croissance du PIB par habitant pour 44 pays d'Amérique latine**

	1820–1870	*1870–1913*	*1913–50*	*1950–73*	*1973–98*
Argentine		2.50	0.74	2.06	0.58
Brésil	0.20	0.30	1.97	3.73	1.37
Chili			0.99	1.26	2.63
Colombie			1.51	2.13	1.69
Mexique	–0.24	2.22	0.85	3.17	1.28
Pérou			2.13	2.45	–0.30
Uruguay		1.17	0.93	0.28	2.08
Venezuela			5.30	1.55	–0.68
Total 8 pays	**0.10**	**1.79**	**1.42**	**2.60**	**1.05**
Bolivie				0.90	0.17
Costa Rica				3.49	0.86
Cuba				–0.20	–1.60
République dominicaine				2.89	1.83
Équateur				2.33	1.04
El Salvador				2.02	0.57
Guatemala				1.89	0.21
Haïti				–0.16	–0.86
Honduras				0.97	0.86
Jamaïque				5.06	–0.62
Nicaragua				2.62	–2.77
Panama				3.53	1.18
Paraguay				1.10	1.77
Porto Rico				5.47	2.41
Trinité–et–Tobago				3.81	1.39
Total 15 autres pays				**1.87**	**0.53**
Total 21 petits pays hors échantillon				**3.53**	**0.99**
Total 44 pays d'Amérique latine	**0.10**	**1.81**	**1.43**	**2.52**	**0.99**
Total 43 pays d'Amérique latine (Mexique non compris)	**0.25**	**1.71**	**1.56**	**2.38**	**0.91**

Table A2–e. **Taux de croissance du PIB pour 44 pays d'Amérique latine**

	1820–1870	*1870–1913*	*1913–50*	*1950–73*	*1973–98*
Argentine		6.02	2.96	3.78	2.06
Brésil	1.77	2.38	4.24	6.75	3.40
Chili			2.52	3.42	4.30
Colombie			3.74	5.24	3.80
Mexique	0.44	3.38	2.62	6.38	3.47
Pérou			3.70	5.31	2.12
Uruguay		3.91	2.64	1.41	2.68
Venezuela			6.89	5.44	1.94
Total 8 pays	**1.37**	**3.59**	**3.45**	**5.47**	**3.10**
Bolivie				3.23	2.25
Costa Rica				7.04	3.51
Cuba				1.74	–0.79
République dominicaine				6.19	3.95
Équateur				5.46	3.58
El Salvador				5.11	2.19
Guatemala				4.90	3.17
Haïti				1.71	0.56
Honduras				4.22	3.65
Jamaïque				6.84	0.41
Nicaragua				5.85	0.05
Panama				6.35	3.23
Paraguay				3.78	4.56
Porto Rico				6.65	3.64
Trinité–et–Tobago				5.83	1.90
Total 15 autres pays				**4.42**	**2.55**
Total 21 petits pays hors échantillon				**5.68**	**1.75**
Total 44 pays d'Amérique latine	**1.37**	**3.48**	**3.43**	**5.33**	**3.02**
Total 43 pays d'Amérique latine (Mexique non compris)	**1.75**	**3.51**	**3.61**	**5.10**	**2.90**

Tableau A2–f. **Taux de croissance démographique pour 44 pays d'Amérique latine**

	1820–1870	*1870–1913*	*1913–50*	*1950–73*	*1973–98*
Argentine	2.46	3.43	2.20	1.68	1.47
Brésil	1.57	2.07	2.23	2.91	2.00
Chili	1.59	1.37	1.52	2.13	1.62
Colombie	1.38	1.82	2.19	3.04	2.08
Mexique	0.67	1.13	1.75	3.11	2.17
Pérou	1.37	1.19	1.54	2.78	2.42
Uruguay	3.90	2.71	1.70	1.12	0.59
Venezuela	1.68	1.29	1.51	3.83	2.64
Total 8 pays	**1.27**	**1.77**	**2.00**	**2.80**	**2.03**
Bolivie		0.54	1.05	2.31	2.08
Costa Rica		2.06	2.31	3.44	2.63
Cuba		1.45	2.33	1.94	0.82
République dominicaine		2.67	3.09	3.21	2.08
Équateur		1.20	1.84	3.07	2.52
El Salvador		1.68	1.79	3.03	1.62
Guatemala		0.91	1.89	2.96	2.95
Haïti		1.16	1.34	1.88	1.44
Honduras		1.15	2.11	3.22	2.77
Jamaïque		1.21	1.37	1.69	1.04
Nicaragua		1.10	1.75	3.15	2.90
Panama		1.60	2.58	2.73	2.02
Paraguay		1.02	2.49	2.65	2.74
Porto Rico		1.42	1.72	1.12	1.20
Trinité–et–Tobago		1.21	1.59	1.95	0.50
Total 15 autres pays	**1.27**	**1.22**	**1.89**	**2.50**	**2.01**
Total 21 petits pays hors échantillon	**1.28**	**1.22**	**1.81**	**2.08**	**0.75**
Total 44 pays d'Amérique latine	**1.27**	**1.64**	**1.97**	**2.73**	**2.01**
Total 43 pays d'Amérique latine (Mexique non compris)	**1.50**	**1.78**	**2.02**	**2.65**	**1.98**

Tableau A2–g. **Mode de calcul des estimations du PIB de 1990 en dollars internationaux, 18 pays d'Amérique latine**

	PIB de l'année de référence en millions d'unités de monnaie nationale	***Convertisseurs PPA pour l'année de référence (unités de monnaie nationale pour un dollar)***	***PIB de l'année de référence en dollars Geary–Khamis***	***PIB de 1990 en millions de dollars Geary–Khamis pour l'année de référence***	***PIB de 1990 en millions de dollars Geary–Khamis pour 1990***
			PCI 3 (Année de référence 1975)		
Jamaïque	2 611	0.742	3 519	3 865	8 890
Mexique	1 007 036	7.4	136 086	224 649	516 692
			PCI 4 (Année de référence 1980)		
Argentine	3 840	0.02604	147 465	134 607	212 518
Bolivie	128 614	14.51	8 864	9 150	14 446
Brésil	13 164	0.03252	404 797	471 096	743 765
Chili	1 075 269	26.67	40 318	53 299	84 038
Colombie	1 579 130	21.99	71 811	100 736	159 042
Costa Rica	41 406	5.79	7 151	9 102	14 370
République dominicaine	6 625	0.594	11 153	11 086	17 503
Équateur	293 337	14.16	20 716	25 505	40 267
El Salvador	8 917	1.31	6 807	6 844	10 805
Guatemala	7 879	0.467	16 871	18 400	29 050
Honduras	4 976	1.12	4 443	5 636	8 898
Panama	3 559	0.564	6 310	6 770	10 688
Paraguay	560 459	83.87	6 682	8 819	13 923
Pérou	5 970 000	129.6	46 065	41 157	64 979
Uruguay	92 204	7.58	12 164	12 734	20 105
Venezuela	297 800	3.14	94 841	101 753	160 648

Source : La colonne 1 donne la valeur du PIB de l'année de référence en unités de monnaie nationale, qui est dans la plupart des cas celle des estimations initiales du PCI. Pour l'Argentine, le Pérou et le Venezuela, des ajustements à la hausse des estimations officielles du PIB nominal ont été effectués en 1980, après l'exercice du PCI. Ces ajustements ont respectivement porté sur 36 pour cent, 6.5 pour cent et 17.2 pour cent pour corriger les valeurs initialement sous–estimées de l'activité informelle. Dans le cas du Mexique, mon estimation est inférieure de 12.2 pour cent au chiffre officiel de 1975 indiqué dans OCDE, *Comptes nationaux, 1960–97* ; l'ajustement a été effectué pour corriger la surévaluation officielle des niveaux de production dans l'agriculture, le secteur manufacturier et quelques services. La justification de ce changement est fournie dans Maddison (1995a). Les PPA de la colonne 2 sont tirées du PCI. Les chiffres de la colonne 3 sont obtenus à partir de ceux des colonnes 1 et 2. Les chiffres de la colonne 4 sont obtenus en ajustant les chiffres de la colonne 3 pour tenir compte de la variation du PIB en volume entre l'année de référence et 1990. Les chiffres de la colonne 5 résultent de l'ajustement des valeurs de la colonne 4 pour tenir compte des variations du déflateur du PIB des États–Unis entre l'année de référence et 1990.

A–3

Population, PIB et PIB par habitant de 56 pays d'Asie, 1820–1998

Les estimations pour l'Asie reprennent les données de Maddison (1995*a*), actualisées et révisées de façon substantielle. Les révisions les plus importantes du taux de croissance du PIB sont celles qui concernent les données sur la Chine fournies par Maddison (1998*a*), mais des améliorations ont également été apportées aux données concernant l'Inde, le Japon, les Philippines, Taiwan et divers autres pays. Des notes sur les sources ont été ajoutées pour 26 pays, ce qui porte de 11 à 37 le nombre des pays détaillés. Les données démographiques ont également été révisées. Les estimations relatives au PIB pour l'année de référence 1990 ont été révisées : pour 24 pays représentant 93 pour cent du PIB asiatique, elles sont basées sur les mesures du PCI ou des mesures équivalentes ; pour 16 pays (6 pour cent du PIB asiatique), elles sont tirées des Penn World Tables version 5.6 ; et, pour le 1 pour cent restant, les niveaux du PIB ont été déterminés à l'aide d'estimations indirectes (16 pays).

Il y a trois groupes de pays. Les estimations les plus fiables du taux de croissance du PIB sont celles qui concernent le premier groupe de 16 pays d'Asie de l'Est pour lesquels des études substantielles sur les comptes nationaux ont été effectuées. Ces pays représentaient 95 pour cent du PIB asiatique en 1820, 85 pour cent en 1950 et 88.4 pour cent en 1998. Les estimations indirectes effectuées pour combler les lacunes des données du PIB sont reproduites dans le tableau A–m.

Pour le deuxième groupe de 25 pays d'Asie de l'Est, les indicateurs de croissance du PIB dont on dispose actuellement présentent de sérieuses déficiences et la qualité des estimations pour l'année de référence 1990 laisse grandement à désirer. Des notes détaillées sont fournies pour l'Afghanistan, le Cambodge, le Laos, la Mongolie, la Corée du Nord et le Vietnam, qui posent tous des problèmes majeurs. L'un de ces problèmes est la conversion en mesures de PIB des comptes fondés sur le concept soviétique du produit matériel, conversion qui ne peut être effectuée que de manière approximative. Les autres pays de ce groupe sont le Bhoutan, Brunei, Macao et les Maldives, et 15 îles du Pacifique. Ce groupe des 25 pays représentait 3.7 pour cent du PIB asiatique en 1950 et 1.7 pour cent en 1998.

Le troisième groupe comprend 15 pays d'Asie occidentale, dont beaucoup étaient des provinces de l'Empire ottoman jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale. Pour la plupart d'entre eux, aucune étude quantitative sur la performance macroéconomique n'a été effectuée avant 1950. L'industrie pétrolière a eu une influence importante sur l'économie de dix de ces pays après la guerre. Le revenu par habitant des pays producteurs de pétrole en 1950 était bien plus élevé que dans les années qui ont précédé les hostilités et nettement plus élevé que dans le reste de l'Asie. La production de pétrole de la région s'élevait à 16 millions de tonnes métriques en 1937, 86 millions en 1950 et 1 053 millions en 1973 — soit une augmentation de 11.5 pour cent par an entre 1950 et 1973. Du fait des mesures prises par l'OPEP pour faire monter les prix et restreindre l'offre, le niveau de production pétrolière de 1998 était à peu près identique à celui de 1973 (voir tableau 3.21). En Iran, en Iraq, en Israël, au Koweït, au Liban, en Syrie et au Yémen, c'est la guerre qui a sérieusement affecté la croissance. Ce groupe de pays représentait 11.2 pour cent du PIB asiatique en 1950, 14.4 pour cent en 1973, et 9.9 pour cent en 1998.

Nos estimations pour l'Asie excluent les huit pays d'Asie issus de l'URSS (Arménie, Azerbaïdjan, Georgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan, Turkménistan et Ouzbékistan) ainsi que la partie asiatique de la Fédération de Russie (voir la note sur l'ex–URSS dans la section A–1 de cette annexe, ainsi que l'annexe D).

16 pays d'Asie de l'Est

Bangladesh : Maddison (1995*a*) fournit des estimations distinctes du PIB et de la population à partir de 1820 pour le Bangladesh et le Pakistan. Dans cette étude, les données concernant l'Inde pour la période 1820–1913 incluent le Bangladesh et le Pakistan.

L'évolution du PIB du Bangladesh pendant la période 1950–66 est tirée de A. Maddison, *Class Structure and Economic Growth,* Allen et Unwin, Londres, 1971, p. 171 ; les données pour 1966–78 sont tirées de la Banque mondiale, *Tableaux économiques par pays,* diverses éditions ; et de la BAsD à partir de 1978. A partir de 1967, les données se réfèrent à des exercices budgétaires. Les données démographiques à partir de 1950 sont tirées du Center for International Research, Bureau du recensement des États–Unis.

Pour l'Inde, le Bangladesh et le Pakistan, il est indispensable de disposer de données du PIB pour l'année de référence qui soient compatibles avec le fait que ces trois pays n'en faisaient qu'un jusqu'en 1947. Les estimations du PCI pour le Bangladesh et le Pakistan (voir tableau A–3g) ne sont pas compatibles avec celles de l'Inde. J'ai donc posé en principe que le PIB par habitant du Pakistan et du Bangladesh réunis était le même (en dollars internationaux de 1990) que celui de l'Inde en 1950. En 1950, le Bangladesh et Pakistan étaient les deux « ailes » de ce qui constituait le Pakistan auparavant. Le niveau relatif de leur PIB en 1950 est tiré de la Planning Commission, Report of the Advisory Panels for the *Forth Five–year Plan,* Government of Pakistan, Islamabad, juillet 1970, p. 136.

Birmanie (Myanmar) : l'évolution démographique pendant la période 1820–70 est présumée être la même, proportionnellement, que celle de l'Inde ; pour la période 1870–1941, les données sont tirées d'Aye Hlaing (1964) et, à partir de 1950, du Bureau du recensement des États–Unis. Les données concernant le produit intérieur net par branche d'activité d'origine aux prix de 1901 pour la période 1901–38 sont tirées d'Aye Hlaing, "Trends of Economic Growth and Income Distribution in Burma 1870–1940", *Journal of the Burma Research Society,* 1964, p. 144, données liées aux estimations du PIB par branche d'activité d'origine aux prix de 1947/8 pour 1938–59 tirées de E.E. Hagen, *On the Theory of Social Change,* Dorsey, Homewood, Illinois, 1962, liées aux estimations du Centre de Développement de l'OCDE pour 1950–78. Les données du PIB à partir de 1978 sont tirées de la BAsD. Les estimations du niveau du PIB pour l'année de référence 1990 en dollars Geary–Khamis de 1990 sont tirées de R. Summers et A. Heston, *Penn World Tables,* version 5.6.

Chine : les données du PIB et les données démographiques pour 1820–1995 sont tirées de A. Maddison, *L'économie chinoise — Une perspective historique,* Centre de Développement de l'OCDE, 1998 ; pour la période 1950–52, les données sur l'évolution du PIB sont tirées de Maddison (1995*a*) ; pour la période 1995–98, elles sont tirées du *China Statistical Yearbook 1999,* Bureau de statistique de l'État, Beijing, 1999, p. 58. Les statistiques officielles chinoises font apparaître un taux de croissance moyen du PIB de 8.7 pour cent par an pour la période 1995–98. J'ai ramené ce taux à 6.6 pour cent à l'aide d'un coefficient de correction tiré de Maddison (1998*a*) pour la période 1978–95. Voir Xu (1999) pour un commentaire sur les estimations de Maddison (1998*a*) émanant du directeur par intérim des comptes nationaux des services chinois des statistiques (SSB). Voir tableau A–3g pour le niveau de PIB de l'année de référence 1990.

Hong Kong : les données démographiques pour la période 1820–1950 sont tirées de Maddison (1998*a*) ; pour la période 1950–89, elles sont tirées du Bureau de recensement des États–Unis et, à partir de 1990, de la BAsD. Les données sur les mouvements du PIB pour 1950–61 sont tirées de K.R. Chou, *The Hong Kong Economy,* Academic Publications, Hong Kong, 1966, p. 81, et, pour la période 1961–1998, elles sont tirées de *Estimates of Gross Domestic Product 1961 to 1998,* Département du recensement et de la statistique, Hong Kong, mars 1999, p. 14. Le niveau du PIB pour l'année de référence 1990 est déterminé par actualisation des données du PCI 5, voir tableau A3–g.

Tableau A–h. **Inde : PIB, population et PIB par habitant, 1820–1998**[a]

	PIB (en millions de $ int. de 1990)	*Population (en millions)*	*PIB par habitant ($ int. 1990)*
1820	111 417	209.0	533
1870	134 882	253.0	533
1900	170 466	284.5	599
1901	173 957	286.2	608
1902	188 504	288.0	655
1903	191 141	289.7	660
1904	192 060	291.5	659
1905	188 587	293.3	643
1906	193 979	295.1	657
1907	182 234	296.9	614
1908	184 844	298.7	619
1909	210 241	300.5	700
1910	210 439	302.1	697
1911	209 354	303.1	691
1912	208 946	303.4	689
1913	204 242	303.7	673
1914	215 400	304.0	709
1915	210 110	304.2	691
1916	216 245	304.5	710
1917	212 341	304.8	697
1918	185 202	305.1	607
1919	210 730	305.3	690
1920	194 051	305.6	635
1921	208 785	307.3	679
1922	217 594	310.4	701
1923	210 511	313.6	671
1924	220 763	316.7	697
1925	223 375	319.9	698
1926	230 410	323.2	713
1927	230 426	326.4	706
1928	232 745	329.7	706
1929	242 409	333.1	728
1930	244 097	336.4	726
1931	242 489	341.0	711
1932	245 209	345.2	710
1933	245 433	345.8	710
1934	247 712	350.7	706
1935	245 361	355.6	690
1936	254 896	360.6	707
1937	250 768	365.7	686
1938	251 375	370.9	678
1939	256 924	376.1	683
1940	265 455	381.4	696
1941	270 531	386.8	699
1942	269 278	391.7	687
1943	279 898	396.3	706
1944	276 954	400.3	692
1945	272 503	405.6	672
1946	258 164	410.4	629
1946	212 622	343	620
1947	213 680	346	618
1948	215 927	350	617
1949	221 631	355	624
1950	222 222	359	619
1951	227 362	365	623
1952	234 148	372	629
1953	248 963	379	657
1954	259 262	386	672
1955	265 527	393	676
1956	280 978	401	701
1957	277 924	409	680
1958	299 137	418	716
1959	305 499	426	717
1960	326 910	434	753
1961	336 744	444	758
1962	344 204	454	758
1963	361 442	464	779
1964	389 262	474	821
1965	373 814	485	771
1966	377 207	495	762
1967	408 349	506	807
1968	418 907	518	809
1969	446 872	529	845
1970	469 584	541	868
1971	474 238	554	856
1972	472 766	567	834
1973	494 832	580	853
1974	500 146	593	843
1975	544 683	607	897
1976	551 402	620	889
1977	593 834	634	937
1978	625 695	648	966
1979	594 510	664	895
1980	637 202	679	938
1981	675 882	692	977
1982	697 705	708	985
1983	753 942	723	1 043
1984	783 042	739	1 060
1985	814 344	755	1 079
1986	848 990	771	1 101
1987	886 154	788	1 125
1988	978 822	805	1 216
1989	1 043 912	822	1 270
1990	1 098 100	839	1 309
1991	1 104 114	856	1 290
1992	1 161 769	872	1 332
1993	1 233 796	891	1 385
1994	1 330 036	908	1 465
1995	1 425 798	927	1 538
1996	1 532 733	943	1 625
1997	1 609 371	959	1 678
1998	1 702 712	975	1 746

a) Les chiffres concernant la période 1820–1946 se réfèrent à l'Inde avant la partition ; ceux concernant la période 1946–1998 se réfèrent à l'Inde moderne ; 1946 est une année de transition pour laquelle deux chiffres sont indiqués, qui montrent l'impact de la partition.

Inde : les données démographiques pour 1820–1900 sont tirées de Maddison (1995a) et, pour les années suivantes, de Sivasubramonian ; elles se réfèrent au 1er octobre (milieu de l'exercice budgétaire). Les données du PIB aux prix de 1948/9 pour les exercices budgétaires par industrie d'origine pour l'Inde avant sa partition pendant la période 1900–46, et pour l'Inde pendant la période 1946–98 sont tirées de S. Sivasubramonian, "Twentieth Century Economic Performance of India", dans A. Maddison, D.S. Prasada Rao et W. Shepherd (dir. pub.), *The Asian Economies in the Twentieth Century,* Elgar, Aldershot, Londres, 2001. Pour déterminer l'évolution du PIB pendant la période 1870–1900, on a lié les estimations du produit net de neuf secteurs à prix constants fournies par A. Heston, "National Income", dans D. Kumar et M. Desai, *Cambridge Economic History of India,* Vol. 2, Cambridge, 1983, p. 397–398, aux estimations du niveau de la production sectorielle en 1900 établies par Sivasubramonian (voir tableau A–h). Le produit par habitant de 1820 est présumé être le même qu'en 1870. Le PIB de l'année de référence 1990 est calculé à partir des données du PCI 4, voir tableau A3–g.

Indonésie : les données du revenu réel de trois groupes ethniques (les autochtones, les asiatiques étrangers et les « Européens ») pour la période 1820–70 sont tirés de A. Maddison, "Dutch Income in and from Indonesia", *Modern Asian Studies,* 23.4 (1989), p. 663–665. Pour la période 1870–1900, les données relatives aux mouvements du PIB par branche d'activité d'origine aux prix de 1983 ont été communiqués par Pierre van der Eng. Ce sont des révisions des estimations figurant dans son article "The Real Domestic Product of Indonesia, 1880–1989", *Explorations in Economic History,* juillet 1992. Les données concernant la période 1900–98 sont tirées de P. van der Eng, "Indonesia's Growth Performance in the Twentieth Century", dans A. Maddison, D.S. Prasada Rao et W. Shepherd, (dir. pub.), *The Asian Economies in the Twentieth Century,* Elgar, Aldershot, 2001. Les données démographiques pour 1820–90 proviennent des mêmes sources que celles du PIB ; à partir de 1990, elles sont tirées de la BAsD. Le niveau du PIB de l'année de référence 1990 est déterminé à partir des données du PCI 4 (voir tableau A–3g).

Japon : les données démographiques pour la période 1820–1960 sont tirées de Maddison (1995a), avec actualisation sur la base de sources de l'OCDE. Les données du PIB aux prix du marché de 1934–36 par branche d'activité d'origine pour la période 1890–1940 sont tirées de K. Ohkawa et M. Shinohara, (dir. pub.)*, Patterns of Japanese Development : A Quantitative Appraisal,* Yale, 1979, p. 278–280. Ces données sont un résumé des calculs de K. Ohkawa, M. Shinohara et M. Umemura, (dir. pub.), *Estimates of Long–Term Economic Statistics of Japan since 1868*, (LTES), parus dans 14 volumes publiés entre 1966 et 1988. Ohkawa et Shinohara (1979) reproduisent les estimations du PIB par branche d'activité d'origine contenues dans le LTES vol. 1 (1974) p. 227 en y apportant des modifications minimes. Les volumes du LTES visaient à l'origine à couvrir toute la période Meiji en remontant jusqu'en 1868, mais les agrégats du PIB n'ont été publiés que jusqu'en 1885, bien que certains volumes contiennent des estimations pour des années antérieures à cette date. La réticence d'Ohkawa et Shinohara tient essentiellement au fait que les estimations contenues dans le Vol. 9, intitulé *Agriculture and Forestry* et publié en 1966, ont été critiquées par James Nakamura, *Agricultural Production and the Economic Development of Japan, 1873–1922*, Princeton, 1966, qui jugeait qu'elles surestimaient l'augmentation de la production de riz dans les premières années de la période Meiji. La base de données contenait aussi quelques lacunes, qui ont accru la réticence de ces analystes à se fier aux estimations du PIB global pour les années antérieures à 1885. En 1979, de nouvelles estimations de la production de riz pour la période 1874–89 sont devenues disponibles (voir Saburo Yamada et Yujiro Hayami, "Agricultural Growth in Japan, 1880–1970", dans Y. Hayami, V.W. Ruttan et H.M. Southworth, (dir. pub.), *Agricultural Growth in Japan, Taiwan, Korea and the Philippines,* Asian Productivity Center, Honolulu, 1979, p. 233). Cette source a été utilisée pour réviser les estimations du LTES pour le PIB du secteur agricole, avec des estimations approximatives pour combler les lacunes de la série de données ; le PIB pour la période 1874–89 a été estimé sur la base des pondérations de prix pour 1934–36 retenues dans le LTES (voir A–i). Le taux de croissance du PIB pour la période 1820–74 est tiré de l'annexe B.

Tableau A–i. **Reconstitution du PIB japonais par branche d'activité d'origine, 1874–90**
(en millions de yen aux prix de 1934–36)

	AFP (1)	*MM (2)*	*Const. (3)*	*IF (4)*	*Total partiel (5)*	*AS (6)*	*ARR (7)*	*PIN (8)*
1874	1 300	207	61	28	1 596	1 418	125	3 139
1875	1 444	225	50	30	1 749	1 506	126	3 381
1876	1 388	226	49	31	1 694	1 480	127	3 301
1877	1 437	240	48	33	1 758	1 520	128	3 406
1878	1 416	249	48	35	1 748	1 519	129	3 396
1879	1 514	266	57	38	1 875	1 593	130	3 598
1880	1 580	277	68	40	1 965	1 648	131	3 744
1881	1 497	274	73	42	1 886	1 608	132	3 626
1882	1 537	280	82	45	1 944	1 644	133	3 721
1883	1 529	281	85	48	1 943	1 648	134	3 725
1884	1 426	293	74	51	1 844	1 598	135	3 775
1885	1 637	266	88	54	2 045	1 713	136	3 894
1886	1 748	307	87	58	2 200	1 833	137	4 170
1887	1 808	328	116	60	2 312	1 908	137	4 357
1888	1 749	331	99	65	2 244	1 778	138	4 160
1889	1 578	374	115	67	2 134	2 085	142	4 361
1890	1 848	369	127	73	2 417	2 217	144	4 778

Source : Les chiffres concernant l'année de référence 1890 sont tirés d'Ohkawa, Takamatsu et Yamamoto, *National Income* (1974) (Vol. 1 du LTES) p. 227. Les chiffres de la col. 1 (AFP) indiquent la valeur ajoutée brute de l'agriculture, de la foresterie et de la pêche. Ils reprennent en les ajustant les données de la production agricole brute pour 1874–89 du vol. 9, p. 152 en fonction des conclusions de Yamada et Hayami (1979) p. 233. Le total des intrants agricoles est tiré du vol. 9, p. 186, la valeur ajoutée de la foresterie est tirée de la p. 234. La valeur ajoutée de la pêche est tirée du vol. 1, p. 228, et elle est liée aux estimations des années précédentes d'Ohkawa (1957), p. 72. La col. 2 (MM) concerne le secteur manufacturier et les mines. Les données relatives à la période 1885–90 sont tirées du vol. 1, p. 227 ; les données de la période 1874–85 sont établies à partir des estimations de production brute de Shinohara dans le vol. 10, p. 145 et 243, et on a admis que le ratio de valeur ajoutée à la production brute (30 pour cent) était également valable pour 1874–84. La col. 3 (Const.) concerne le secteur de la construction ; les chiffres de 1885–90 sont tirés du vol. 1, p. 227, les chiffres de 1874–85 sont présumés évoluer parallèlement aux investissements dans ce secteur (vol. 4, p. 230). La col. 4 (IF) concerne les transports, les communications, l'électricité, le gaz et l'eau, qu'Ohkawa qualifie « d'industries facilitantes ». Les chiffres de 1885–90 sont tirés du vol. 1, p. 227, et on a admis que le taux de croissance de ce secteur était le même que pendant la période 1874–84. La col. 5 est la somme des colonnes 1 à 4. La col. 6 (AS) concerne les « autres services », i.e. le commerce, l'administration publique et les services de la défense et de l'éducation, les professions libérales et les services des gens de maison ; les estimations pour la période 1885–90 sont tirées du vol. 1, p. 227. Pour 1874–84, on a admis que deux tiers du volume de ces services évoluaient parallèlement au total partiel de la col. 5, et un tiers parallèlement à la population. La col. 7 (ARR) se réfère à l'amortissement des bâtiments résidentiels et aux travaux « riverains ». Le LTES n'attribue aucune valeur à la location des logements ; les données de 1885–90 sont tirées du vol. 1, p. 227 ; pour la période 1874–84, on a admis que ARR évoluait parallèlement à la population. La col. 8 concerne le PIB et elle est la somme des PIB des colonnes 5, 6 et 7.

Les estimations du PIB pour 1940–50 que contient le LTES (Vol. I, p. 214) ont été révisées par Toshiyuki Mizoguchi et Noriyuki Nojima, "Nominal and Real PIB in Japan: 1940–55", ouvrage résumé dans une traduction anglaise de T. Mizoguchi, *Reforms of Statistical System under Socio–Economic Changes,* Maruzen, Tokyo, 1995, p. 225. J'ai utilisé ces estimations (aux prix de 1955 par branche d'activité d'origine) pour la période 1940–1950. Les données concernant la période 1950–60 sont tirées de Maddison (1995*a*), celles de la période 1960–90 sont tirées de l'OCDE, *Comptes nationaux 1960–1997,* vol. 1, 1999. A partir de 1990, elles sont tirées de *Comptes nationaux des pays de l'OCDE 1988–1998,* Vol. 1, 2000. Le niveau du PIB pour l'année de référence 1990 est déterminé à partir des données du PCI 6 (voir tableau A3–g)

Malaisie : les données démographiques concernant la Malaisie moderne (anciens États malais fédérés et non fédérés, Sabah et Sarawak) à l'exclusion du Brunei et de Singapour pour la période 1820–1913 sont tirées d'estimations communiquées par Don Hoerr ; l'évolution démographique pendant la période 1913–50 repose sur les données aimablement fournies par Pierre van der Eng. A partir de 1950, les données sont tirées du Bureau de recensement des États–Unis.

Tableau A–j. **Japon : PIB, population et PIB par habitant, 1820–1998**

	PIB (en millions de $ internat.)	*Population (en milliers)*	*PIB par habitant ($ internat. de 1990)*		*PIB (en millions de $ internat.)*	*Population (en milliers)*	*PIB par habitant ($ internat. de 1990)*
1820	20 739	31 000	669	1934	142 876	68 090	2 098
				1935	146 817	69 238	2 120
1870	25 393	34 437	737	1936	157 493	70 171	2 244
1871		34 648		1937	165 017	71 278	2 315
1872		34 859		1938	176 050	71 879	2 449
1873		35 070		1939	203 780	72 364	2 816
1874	26 644	35 235	756	1940	209 728	72 967	2 874
1875	28 698	35 436	810	1941	214 392	74 005	2 897
1876	28 019	35 713	785	1942	214 853	75 029	2 864
1877	28 910	36 018	803	1943	211 431	76 005	2 782
1878	28 825	36 315	794	1944	206 747	77 178	2 679
1879	30 540	36 557	835	1945	156 805	76 224	2 057
1880	31 779	36 807	863	1946	120 017	77 199	1 555
1881	30 777	37 112	829	1947	125 433	78 119	1 606
1882	31 584	37 414	844	1948	135 352	80 155	1 689
1883	31 618	37 766	837	1949	138 867	81 971	1 694
1884	31 872	38 138	836	1950	160 966	83 563	1 926
1885	33 052	38 427	860	1951	181 025	84 974	2 130
1886	35 395	38 622	916	1952	202 005	86 293	2 341
1887	36 982	38 866	952	1953	216 889	87 463	2 480
1888	35 310	39 251	900	1954	229 151	88 752	2 582
1889	37 016	39 688	933	1955	248 855	89 790	2 772
1890	40 556	40 077	1 012	1956	267 567	90 727	2 949
1891	38 621	40 380	956	1957	287 130	91 513	3 138
1892	41 200	40 684	1 013	1958	303 857	92 349	3 290
1893	41 344	41 001	1 008	1959	331 570	93 237	3 556
1894	46 287	41 350	1 119	1960	375 090	94 053	3 988
1895	46 933	41 775	1 123	1961	420 246	94 890	4 429
1896	44 353	42 196	1 051	1962	457 742	95 797	4 778
1897	45 284	42 643	1 062	1963	496 514	96 765	5 131
1898	53 883	43 145	1 249	1964	554 449	97 793	5 670
1899	49 870	43 626	1 143	1965	586 744	98 883	5 934
1900	52 020	44 103	1 180	1966	649 189	99 790	6 506
1901	53 883	44 662	1 206	1967	721 132	100 850	7 151
1902	51 088	45 255	1 129	1968	813 984	102 050	7 976
1903	54 672	45 841	1 193	1969	915 556	103 231	8 869
1904	55 101	46 378	1 188	1970	1 013 602	104 334	9 715
1905	54 169	46 829	1 157	1971	1 061 230	105 677	10 042
1906	61 263	47 227	1 297	1972	1 150 516	107 179	10 735
1907	63 198	47 691	1 325	1973	1 242 932	108 660	11 439
1908	63 628	48 260	1 318	1974	1 227 706	110 160	11 145
1909	63 556	48 869	1 301	1975	1 265 661	111 520	11 349
1910	64 559	49 518	1 304	1976	1 315 966	112 770	11 669
1911	68 070	50 215	1 356	1977	1 373 741	113 880	12 063
1912	70 507	50 941	1 384	1978	1 446 165	114 920	12 584
1913	71 563	51 672	1 385	1979	1 525 477	115 880	13 164
1914	69 504	52 396	1 327	1980	1 568 457	116 800	13 429
1915	75 952	53 124	1 430	1981	1 618 185	117 650	13 754
1916	87 702	53 815	1 630	1982	1 667 653	118 450	14 079
1917	90 641	54 437	1 665	1983	1 706 380	119 260	14 308
1918	91 572	54 886	1 668	1984	1 773 223	120 020	14 774
1919	100 959	55 253	1 827	1985	1 851 315	120 750	15 332
1920	94 653	55 818	1 696	1986	1 904 918	121 490	15 680
1921	105 043	56 490	1 859	1987	1 984 142	122 090	16 251
1922	104 756	57 209	1 831	1988	2 107 060	122 610	17 185
1923	104 828	57 937	1 809	1989	2 208 858	123 120	17 941
1924	107 766	58 686	1 836	1990	2 321 153	123 540	18 789
1925	112 208	59 522	1 885	1991	2 409 305	123 920	19 442
1926	113 211	60 490	1 872	1992	2 433 924	124 320	19 578
1927	114 859	61 430	1 870	1993	2 441 512	124 670	19 584
1928	124 246	62 361	1 992	1994	2 457 252	124 960	19 664
1929	128 115	63 244	2 026	1995	2 493 399	125 570	19 857
1930	118 800	64 203	1 850	1996	2 591 213	125 864	20 587
1931	119 803	65 205	1 837	1997	2 613 154	126 166	20 712
1932	129 835	66 189	1 962	1998	2 539 986	126 469	20 084
1933	142 589	67 182	2 122				

Les données concernant les mouvements du PIB pendant la période 1913–90 sont basées sur les estimations provisoires de Pierre van der Eng. Ces chiffres sont une extension des estimations par branche d'origine pour la Malaise occidentale figurant dans V.V. Bhanoji Rao, *National Accounts of West Malaysia 1947–1971*, Heinemann, Kuala Lumpur, 1976, avec ajustements pour inclure le Sabah et le Sarawak. Les données à partir de 1990 sont tirées de la BAsD. Le PIB de référence de l'année 1990 est déterminé à partir des données du PCI 7, voir tableau A3–h.

Népal : l'évolution démographique pendant la période 1820–1913 est présumée être la même, proportionnellement, que celle de l'Inde. Les données pour l'année 1913 sont tirées de la Ligue des nations, *International Statistical Yearbook, 1927,* Genève, 1928, p. 2–3 ; à partir de 1950, les données sont tirées du Bureau de recensement des États–Unis. Les données sur les mouvements du PIB pour la période 1950–90 sont tirées de la base de données de Maddison (1995*a*) et, à partir de 1990, de la BAsD. Le niveau du PIB pour l'année de référence 1990 est déterminé sur la base des données du PCI 7, voir tableau A3–h.

Pakistan : comme pour le Bangladesh.

Philippines : les données démographiques pour 1820–1913 sont tirées de Maddison (1995*a*) et, à partir de 1950, du Bureau de recensement des États–Unis. Les données sur les mouvements du PIB pour la période 1950–90 sont basées sur des estimations du National Statistical Coordination Board, Manille et, à partir de 1990, elles sont tirées des données actualisées de la Banque asiatique de développement (BAsD), *Key Indicators of Developing Asian and Pacific Countries,* Manille. Dans Maddison (1995*a*), j'ai utilisé les estimations de Hooley (1968) pour la période 1913–50, lesquelles font apparaître un PIB par habitant pour 1950 très inférieur à celui de 1913. Hooley a depuis lors beaucoup modifié ses estimations de 1968, et les révisions font apparaître une performance bien meilleure pour 1913–50. J'ai provisoirement présumé que le niveau du PIB par habitant de 1950 était à peu près le même qu'en 1913. Le niveau du PIB de l'année de référence est déterminé sur la base des données du PCI 4 (voir tableau A3–g).

Singapour : les données démographiques pour la période 1820–1998 proviennent des mêmes sources que celles de la Malaisie. Les mouvements du PIB par habitant pour la période 1913–50 sont présumés suivre une trajectoire parallèle à celui de la Malaisie. Les données du PIB pour la période 1950–73 sont tirées de la base de données de Maddison (1995*a*) ; pour la période 1973–90, elles sont tirées de la Banque mondiale, *Tableaux économiques par pays 1995* ; et, à partir de 1990, de la BAsD. Le niveau du PIB pour l'année de référence 1990 est déterminé sur la base des données du PCI 7, voir tableau A3–h.

Corée du Sud : les estimations se réfèrent à l'ensemble de la Corée pour la période 1820–1913, à la Corée du Sud à partir de 1950. Les données démographiques concernant la période 1820–1906 sont tirées de T.H. Kwon et Y–H. Shin, "On Population Estimates of the Yi Dynasty, 1392–1910", *Tong–a Munhwa,* 14, 1977, p. 324 à 329. Pour la période 1906–38, elles sont tirées de Mizoguchi et Umemura (1988) p. 238 et, pour 1940, de Kim et Roemer (1979) p. 23. A partir de 1950, les données démographiques sont tirées du Center for International Research, Bureau de recensement des États–Unis.

Le PIB coréen pour la période 1911–38 est déterminé à partir de données tirées de T. Mizoguchi et M. Umemura, *Basic Economic Statistics of Former Japanese Colonies, 1895–1938*, Toyo Keizai Shinposha, Tokyo, 1988, p. 238. Elles donnent des estimations annuelles de deux mesures agrégées : la dépense intérieure brute et le produit intérieur net aux coûts des facteurs (au prix de 1934–36 dans les deux cas). Le produit intérieur net fait apparaître un taux de croissance composé de 3.68 pour cent par an pour la période 1913–38 et la dépense intérieure, un taux de croissance composé de 4.06 pour cent. J'ai utilisé les estimations de dépenses. Sang–Chul Suh, *Growth and Structural Changes in the Korean Economy,* 1910–40, Harvard University Press, Cambridge, Mass., 1978, p. 171 fournit des estimations annuelles de la valeur nette de la production de cinq secteurs intéressant les produits de base (agriculture, foresterie, pêche, mines et secteur manufacturier) pour la période 1910–40 aux prix de 1936. La mesure agrégée fait apparaître une croissance plus lente pendant la période 1913–38 que

Mizoguchi et Umemura (croissance de 3.07 pour cent par an). J'ai utilisé les estimations de produits de base de Suh ainsi qu'une estimation approximative pour le secteur des services (en posant en principe que la production des services a évolué parallèlement à la population) comme variable indicative approximative de l'évolution du PIB pendant la période 1938–40. Les données démographiques pour 1938–40 sont tirées de Suh, p. 41, et ajustées pour passer de valeurs de fin d'année à des valeurs de milieu de l'année.

En 1945, l'économie coréenne a été scindée en deux zones d'occupation et, depuis cette date, la péninsule se compose de deux économies très différentes. Suh (p. 136) fournit, pour ses cinq secteurs, une ventilation de la production de biens entre la Corée du Nord et la Corée du Sud pour 1934, 1935, 1939 et 1940. Les secteurs des produits peuvent être agrégés sur la base des parts de marché aux prix courants comme indiqué dans les pages 160 à 166. La part de l'économie nord–coréenne a augmenté entre 1934 (37.2 pour cent de la production totale de biens) et 1940 (45.2 pour cent). Dans cette même période, la part de population de la Corée du Nord est passée de 32.4 to 33.6 pour cent ; sa production de biens par habitant était donc plus élevée que celle du Sud en 1934 et l'écart s'est creusé de façon importante en 1940 en raison de la concentration des investissements du Japon dans les secteurs manufacturier et minier de la Corée du Nord afin de compléter ses activités en Manchourie. Si l'on ajuste les estimations de production de Suh par une mesure approximative de l'activité des services, il apparaît qu'en 1940 le PIB nord–coréen par habitant était supérieur d'environ 49 pour cent à celui de la Corée du Sud. Kwang Suk Kim et M. Roemer, *Growth and Structural Transformation,* Harvard University Press, 1979, p. 35 estiment le niveau de la production de biens par secteur de la Corée du Sud en 1940 et en 1953 aux prix de 1953, niveau que j'ai ajusté pour obtenir le PIB par un facteur correctif approximatif pour la production du secteur des services. Ce lien n'est pas très satisfaisant car il a été établi en réévaluant aux prix de 1953 l'estimation de la production sud–coréenne de biens (aux prix de 1940) fournie par Suh pour 1940 à l'aide de divers indices de prix et en comparant le résultat obtenu avec une estimation indépendante de la production de biens de 1953 aux prix de 1953. Il aurait été plus satisfaisant si Kim et Roemer avaient pu trouver des indicateurs quantitatifs de variation en volume entre les deux années. Toutefois, c'est le meilleur lien dont on dispose en l'état actuel des recherches.

Les données sur les mouvements du PIB sud–coréen pour la période 1950–53 sont tirées de Maddison (1970) 300–1 ; pour la période 1953–70, elles sont tirées de *National Income in Korea 1975*, Bank of Korea, p. 142–143 ; et, pour 1970–90, de l'OCDE, *Comptes nationaux 1960–97*, vol. 1, Paris, 1999. A partir de 1990, les données sont tirées des *Comptes nationaux des pays de l'OCDE 1988–1998*, Vol. 1, 2000.

Sri Lanka : les données démographiques pour 1820–1913 sont tirées de N.K. Sarkar, *The Demography of Ceylon,* Ceylan Government Press, Colombo, 1957, p. 22, par interpolation de ses estimations de référence pour la période 1814–1921 ; à partir de 1950, elles sont tirées du Bureau de recensement des États–Unis.

Les données sur les mouvements du PIB pendant la période 1870–1950 sont tirées de l'importante annexe statistique de D.R. Snodgrass, *Ceylon : An Export Economy in Transition,* Irwin, Illinois, 1966. Le PIB de référence de l'année 1950 aux coûts des facteurs par branche d'activité d'origine au prix de 1950 est ventilé entre 14 secteurs (p. 279). La variation annuelle en volume de la production de ces secteurs pendant la période 1870–1950 a été déterminée comme suit : cultures d'exportation (thé et cultures mineures des grands domaines, caoutchouc, produits à base de noix de coco), données tirées des pages 357 à 360 ; cultures vivrières des superficies plantées en paddy et autres cultures (p. 333) ; on a admis que la valeur ajoutée des mines et du secteur manufacturier varie avec le niveau de l'emploi (p. 322) ; la construction, le commerce de gros et de détail, les activités bancaires et les assurances sont présumées évoluer parallèlement à la production globale des biens (dans l'agriculture et l'industrie) ; les transports, les communications et les services d'utilité publique sont présumés évoluer parallèlement aux mouvements du fret ferroviaire (p. 351). Les autres services (en particulier le logement, l'administration publique et la défense) sont présumés évoluer parallèlement à la population. Ces estimations grossières pour 1870–1950 sont provisoires et seront affinées dans une

analyse plus minutieuse de Pierre van der Eng et de moi–même. Les données sur les mouvements du PIB pour la période 1950–85 sont tirées de H.J. Bruton *et al.*, *Political Economy of Poverty, Equity and Growth : Sri Lanka and Malaysia,* Oxford University Press, 1992, p. 375 ; pour 1985–90, elles sont tirées de la Banque mondiale, *Tableaux économiques par pays* (1995), avec actualisation sur la base des chiffres de la BAsD. Le niveau du PIB pour l'année de référence 1990 est déterminé à partir des données du PCI 5 (voir tableau A3–g).

Taiwan : les données démographiques pour la période 1820–1990 sont tirées de Maddison (1998*a*) et actualisées sur la base des chiffres de la BAsD. Les données du PIB pour 1913–90 sont tirées de Toshiyuki Mizoguchi, *Long–Term Economic Statistics of Taiwan : 1905–1990,* Institute of Economic Research, université d'Hitotsubashi, 1999. Il y a deux estimations agrégées (aux prix de 1960), l'une pour la dépense intérieure brute, l'autre pour le PIB par branche d'activité d'origine. Il n'y a pas beaucoup de différence dans la variation en volume pendant la période 1913–51, mais ensuite l'écart est important. J'ai utilisé les variations en volume telles qu'elles ressortent de sa mesure de la dépense intérieure brute pour 1913–90 et j'ai comblé la mesure manquante de 1950 dans cette série en posant en principe que l'évolution était proportionnellement identique pour 1950–51 comme le montre son estimation par branche d'activité d'origine. Les données du PIB à partir de 1990 sont tirées de la BAsD. Le niveau du PIB pour l'année de référence 1990 est tiré de Summers et Heston, *Penn World Tables*, version 5.6.

Thaïlande : les données démographiques pour 1820–1913 sont tirées de Maddison (1995*a*) et, à partir de1950, du Bureau de recensement des États–Unis. Les données sur les mouvements du PIB pour 1870–1951 sont tirées de sources citées dans Maddison (1995*a*) ; pour la période 1951–96, elles sont tirées de *National Income of Thailand 1951–1996,* National Economic and Social Development Board, Bangkok, avec actualisation sur la base des données de la BAsD. Le PIB de l'année de référence 1990 est déterminé à partir des données du PCI 5 (voir tableau A3–g).

25 pays d'Asie de l'Est

La qualité des estimations concernant ces pays est nettement moins bonne que celles qui concernent le groupe de 16 pays qui précède.

Afghanistan : les données démographiques pour 1820–1913 sont tirées de McEvedy et Jones (1978) et, à partir de 1950, du Bureau de recensement des États–Unis. Les données sur les mouvements du PIB pour 1950–90 sont tirées de la base de données du Centre de développement de l'OCDE, avec actualisation sur la base des données du FMI, *Perspectives économiques mondiales*, mai 1999. On ne dispose d'aucune estimation PCI ou PWT pour le niveau du produit réel de 1990 ; on a présumé que le PIB de 1990 par habitant était de 600 dollars.

Cambodge : les données démographiques pour la période 1820–1913 sont tirées de McEvedy et Jones (1978) ; à partir de1950, elles sont tirées du Bureau de recensement des États–Unis. Les données sur les mouvements et les niveaux du PIB pour 1950–90 sont tirées de Maddison (1995a) et de la base de données associée, avec actualisation d'après les données de la BAsD.

Laos : les mouvements de population pendant la période 1820–1913 sont présumés être proportionnellement les mêmes que ceux du Vietnam ; à partir de 1950, les données sont tirées du Bureau de recensement des États–Unis. Les données sur les mouvements de la production contenues dans Maddison (1995*a*) pour 1950–90 et pour 1990–98, qui étaient tirées de la BAsD, étaient fondées sur le produit matériel plutôt que sur le PIB et surévaluaient par conséquent la croissance. J'ai ajusté la mesure pour obtenir le PIB à l'aide du même coefficient d'ajustement à la baisse que pour la Chine. Le niveau du PIB pour l'année de référence 1990 est déterminé à partir des données du PCI 7, voir tableau A3–h.

Mongolie : les données démographiques pour 1820–1913 sont tirées de McEvedy et Jones (1978) et, à partir de 1950, du Bureau de recensement des États–Unis. Les données sur les mouvements du PIB pour 1980–98 sont tirées de la BAsD. Il n'y a pas d'estimation des mouvements du PIB pour 1950–80. L'évolution du PIB par habitant pour 1950–80 est présumée être la même qu'en Chine. Le niveau du PIB par habitant de 1990 en dollars internationaux est déterminé à partir de l'OCDE, *A PPP Comparison for the NIS,* Paris, février 2000, p. B–24.

Corée du Nord : pour les années antérieures à 1950, la Corée du Nord est incluse dans les estimations concernant la Corée considérée dans son ensemble. Les données démographiques à partir de 1950 sont tirées du Bureau de recensement des États–Unis. Il n'y a pas d'estimations publiées pour le PIB ou le produit matériel de la Corée du Nord avant 1992, de sorte que toute estimation est hasardeuse. Nous savons qu'en 1940 le PIB nord–coréen par habitant était supérieur de près de 50 pour cent à celui de la Corée du Sud (voir les notes sur les sources pour la Corée du Sud) ; il semble donc raisonnable de supposer que le PIB nord–coréen par habitant en 1950 était au moins aussi élevé que celui de la Corée du Sud. Les estimations de N. Eberstadt, "Material progress in Korea since Partition", dans R.H. Myers, (dir. pub.)*, The Wealth of Nations in the Twentieth Century,* Hoover Institution, 1996 sont parmi les mieux documentées qui existent. Elles montrent que la Corée du Nord était plus productive et s'est développée plus rapidement que la Corée du Sud pendant de « nombreuses années après la partition » bien que la part des dépenses militaires ait sans aucun doute été plus importante dans le Nord. J'ai posé en principe que le PIB par habitant était le même pour le Nord et le Sud entre 1950 et 1973 et qu'il n'a pas progressé jusqu'en 1991. Par la suite, la Corée du Nord a cessé de recevoir l'aide soviétique et son revenu par habitant a fortement baissé. Les données sur les mouvements du PIB en volume à partir de 1991 sont tirées de M.C. Cho et H. Zang, *The Present and Future Prospects of the North Korean Economy,* Discussion Paper D99–3, Institute of Economic Research, université d'Hitotsubashi, juin 1999, p. 5 (sur la base des estimations des mouvements du PIB de la Banque de Corée pour 1991–92 et 1996–67, et des estimations communiquées par les autorités nord–coréennes au FMI 1992–96). J'ai présumé que le PIB n'avait pas changé entre 1997 et 1998.

Vietnam : les données démographiques pour 1913 sont tirées de Banens (2000). Son estimation repose sur une révision à la hausse substantielle pour la période coloniale, révision effectuée à l'aide de techniques de reconstitution basées sur les taux de natalité et de mortalité. Pour la période 1820–1913, les données démographiques sont tirées de McEvedy et Jones (1978), ajustées proportionnellement. A partir de 1950, les données démographiques sont tirées du Bureau de recensement des États–Unis.

Les estimations du produit matériel pour la période 1950–60, établies sur la base de l'ancien système soviétique CPM, ont été communiquées par les autorités des services statistiques de Hanoi au Centre de Développement de l'OCDE. J'ai utilisé ces estimations, relevées dans les fichiers de données du Centre. Les nouvelles estimations du PIB pour 1960–98 sur la base SCN ont été aimablement fournies par Viet Vu du Bureau de statistique des Nations Unies. Le niveau du PIB de l'année de référence 1990 est déterminé à partir des données du PCI 7, voir tableau A–3h.

Jean–Pascal Bassino (Centre d'économie et de finance internationales, Aix–en–Provence) a entrepris une étude importante sur l'histoire économique du Vietnam pour le Projet de statistiques rétrospectives sur l'Asie de l'université d'Hitotsubashi en s'appuyant sur les archives coloniales françaises. Ses conclusions pour la période 1820–1950 supposent les niveaux de PIB suivants, sur la base 1950 = 100 : 1913, 84.3 ; 1870, 31.9 ; 1820, 20.7.

19 petits pays d'Asie de l'Est : les données démographiques pour 1950–98 sont tirées du Bureau de recensement des États–Unis. Les données sur les mouvements démographiques de 15 îles du Pacifique pour 1820–1950 sont tirées de McEvedy et Jones (1978), p. 330 à 336 ; pour Macao pendant la période 1900–50, elles sont tirées de la page 173. Les données démographiques concernant le Bhoutan, les Maldives et Brunei pendant la période 1820–1950 sont présumées suivre une trajectoire parallèle à celle de l'Inde.

Tableau A–k. **Population et PIB de 19 petits pays d'Asie de l'Est, 1950–98**

	Population (milliers d'habitants en milieu d'année)				*PIB (millions de dollars internat. de 1990)*			
	1950	1973	1990	1998	1950	1973	1990	1998
Bhoutan	734	1 111	1 585	1 908	369	645	1 407	2 110
Brunei	45	145	254	315	224	1 156	1 663	1 932
Macao	205	259	352	429	127	735	3 078	4 331
Maldives	79	126	218	290	43	107	497	826
Total 4 pays	1 063	1 641	2 409	2 942	763	2 641	6 645	9 199
Fidji	287	556	738	803	851	2 348	3 440	4 498
Papouasie–Nelle–Guinée	1 412	2 477	3 823	4 600	1 356	4 847	5 865	8 625
13 Autres îles du Pacifique	649	1 210	1 782	2 148	875	2 296	3 496	4 340
Total 15 îles du Pacifique	2 348	4 243	6 343	7 551	3 082	9 491	12 711	17 463
19 petits pays	3 411	5 884	8 752	10 493	3 845	11 952	19 356	26 662

Les données sur les mouvements du PIB du Bhoutan, de Brunei, de Macao et des Maldives pendant la période 1950–90 sont tirées de la base de données de Maddison (1995*a*). Les données actualisées jusqu'en 1998 sont tirées du FMI, sauf en ce qui concerne Macao, dont le PIB est présumé évoluer parallèlement à celui de Hong Kong. Les données sur les mouvements du PIB des 15 îles du Pacifique pendant la période 1950–90 sont tirées de la base de données de Maddison (1995*a*) avec actualisation à partir des données du FMI pour Fidji, la Papouasie–Nouvelle–Guinée, les îles Salomon, Tonga, Vanuatu, le Samoa occidental, Kiribati et la Micronésie, et de la BAsD pour les îles Marshall. Le PIB de la Polynésie française, de Guam, des îles pacifiques, de la Nouvelle–Calédonie, de l'île américaine de Samoa et de Wallis–et–Futuna est présumé évoluer parallèlement à celui des 9 îles du Pacifique pour lesquelles des estimations sont disponibles.

Les niveaux du PIB en dollars internationaux pour l'année de référence 1990 sont tirés des Penn World Tables pour le Bhoutan, Fidji, la Papouasie–Nouvelle–Guinée, les îles Salomon, Tonga, Vanuatu et le Samoa Occidental. Pour 10 autres pays, des estimations indirectes ont été tirées de Maddison (1995*a*). On a admis que le PIB par habitant de Macao est inférieur de moitié à celui de Hong Kong. A Brunei, les niveaux de revenu sont exprimés en volume de production de pétrole ; celui–ci était de 30.7 tonnes par habitant en 1990, soit un niveau supérieur de 6 pour cent à celui du Koweït. On a donc admis que le revenu par habitant était de l'ordre de 6 550 dollars (environ 6 pour cent de plus que celui du Koweït).

15 pays d'Asie occidentale

Les données démographiques pour la période 1820–1913 sont tirées de McEvedy et Jones (1978) ; à partir de 1950, elles sont tirées du Bureau de recensement des États–Unis. Les chiffres cités pour Israël pour la période 1820–1913 concernent en fait la Palestine (incluant ce qui est désormais Israël, la Cisjordanie et Gaza).

Les données sur les mouvements du PIB pendant la période 1950–90 pour Bahreïn, l'Iraq, la Jordanie, le Koweït, le Liban, Oman, Qatar, l'Arabie saoudite, la Syrie, les Emirats arabes unis et le Yémen sont tirées de la base de données du Centre de Développement de l'OCDE (comme dans Maddison, 1995*a*) et, pour les années suivantes, du FMI, *Perspectives économiques mondiales,* octobre 1999. Pour tous ces pays sauf le Liban et la Syrie, le niveau du PIB en dollars internationaux (i.e. Geary–Khamis) de l'année de référence 1990 est déterminé sur la base des Penn World Tables version 5.6. Pour la Syrie, le niveau du PIB de l'année de référence 1990 est déterminé à partir des données du PCI 3 (voir tableau A3–g). Pour le Liban, c'est une supposition (voir Maddison 1995*a*).

Iran : les données sur les mouvements du PIB en volume pendant la période 1950–74 sont tirées de la base de données du Centre de Développement de l'OCDE ; pour la période 1974–90, elles sont tirées des *Tableaux économiques par pays 1995* et, à partir de 1990, du FMI. Le niveau du PIB de l'année de référence 1990 est déterminé sur la base des données du PCI 3 (voir tableau A3–g).

Turquie : les données sur les mouvements du PIB en volume pendant la période 1950–60 sont tirées de Maddison (1995*a*). Pour la période 1960–90, elles sont tirées de l'OCDE, *Comptes nationaux 1960–97,* Vol. 1, 1999 et, pour les années suivantes, de *Comptes nationaux des pays de l'OCDE 1988–1998,* vol. 1, 2000. Les nouveaux chiffres impliquent une révision importante des données de Maddison (1995*a*). Les autorités turques ont révisé leurs estimations, ce qui a eu pour effet d'augmenter substantiellement le niveau du PIB de 1990 et de réduire la croissance du PIB à partir de 1968. Le niveau du PIB pour l'année de référence de 1990 est déterminé sur la base du PCI 7 (voir tableau A3–g).

Israël : les données sur les mouvements du PIB en volume pendant la période 1950–73 ont été fournies par le Bureau central des statistiques d'Israël ; pour la période 1973–90, elles sont tirées de la Banque mondiale, *Tableaux économiques par pays 1995* et, à partir de 1990, du FMI. Le niveau du PIB pour l'année de référence de 1990 est déterminé sur la base du PCI 4 (voir tableau A3–g). Pour l'évolution du PIB palestinien pendant la période 1922–47, se reporter à la section sur la Cisjordanie et Gaza ci–après.

Cisjordanie et Gaza : ces zones faisaient partie de l'ancienne entité politique palestinienne jusqu'en 1948, date à laquelle elle a été scindée en trois partie. Israël a obtenu 75 pour cent du territoire, la Jordanie a pris le contrôle de ce qui était à l'époque une version plus large de la Cisjordanie (incluant Jérusalem) et l'Egypte a été chargée de l'administration de la bande de Gaza. En 1967, Israël a occupé la Cisjordanie et Gaza, et il est en passe de céder le contrôle de certaines parties de la Cisjordanie à la nouvelle Autorité palestinienne depuis les accords de paix d'Oslo.

Les caractéristiques de la Palestine avant la partition ont été analysées par J. Metzer dans *The Divided Economy of Mandatory Palestine,* Cambridge University Press, 1998, document qui contient des estimations annuelles de la population et du PIB pour les secteurs arabe et juif pendant la période 1922–47 (p. 29, 217 et 242). Ces estimations peuvent être étendues à 1950, à l'aide des estimations démographiques de la population juive et non juive d'Israël pour 1950 établies par D. Patinkin dans *The Israel Economy : the First Decade,* Falk Project, Jérusalem, 1960, et des estimations du PIB pour 1947–50 communiquées par la Banque d'Israël (basées essentiellement sur R. Szereszewski, *Essays on the Structure of the Jewish Economy in Palestine and Israel,* Falk Project, Jérusalem, 1968).

A partir des sources que l'on vient de citer, il apparaît que le produit intérieur brut et la population ont évolué comme dans le tableau A–l.

Tableau A–l. **Population arabe et juive et PIB de la Palestine et d'Israël, 1922–50**

	Produit intérieur net (milliers de livres palestiniennes aux prix de 1936)			***Population en milieu d'année (milliers d'habitants)***		
	Total	***Arabe***	***Juif***	***Total***	***Arabe***	***Juive***
1922	8 360	6 628	1 732	754.6	674.5	80.1
1947	70 877	32 345	38 532	1 942.8	1 333.8	609.0
1950	93 099	3 971	89 128	1 266.8	163.8	1 103.0

N.B. Les chiffres de 1922–47 se réfèrent à la zone mandataire de Palestine, ceux de 1950 à Israël. La population « arabe » d'Israël inclut les chrétiens et les Druzes.

Il ressort des estimations de Metzer que le revenu par habitant des Arabes de Palestine est passé de 9.83 livres en 1922 à 24.25 livres en 1947. Dans l'économie juive de la Palestine, le revenu par habitant est passé de 24.6 livres en 1922 à 63.27 livres en 1947. Pour 1950, les estimations du PIB de la Banque d'Israël citées plus haut ne sont pas ventilées entre le groupe juif et le groupe non juif. J'ai présumé que le revenu réel par habitant du groupe non juif était le même en 1950 qu'en 1947. Si l'on applique les proportions de 1950 indiquées ci–dessus au PIB israélien en dollars internationaux de 1990, on obtient un PIB arabe par habitant d'environ 950 dollars internationaux en 1950.

Le Bureau palestinien des statistiques de Ramallah semble n'avoir estimé le PIB qu'en prix courants à partir de 1994. J'ai fait une estimation indirecte de l'évolution du produit réel en liant le niveau par habitant tel que déterminé selon la méthode ci–dessus et le niveau de 1993 tel qu'estimé par la CESAO (Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale des Nations Unies) dans l'étude citée au tableau A3–i. Ces deux estimations ponctuelles (950 dollars par habitant en 1950 et 4 708 dollars en 1993) sont exprimées en dollars internationaux de 1990. J'ai utilisé la tendance logarithmique pour interpoler les données entre ces deux années et extrapoler les données de 1993 à 1998, en multipliant les estimations par habitant par le chiffre de population tel qu'estimé par le Bureau de recensement des États–Unis.

Procédure indirecte utilisée pour combler les lacunes dans les données pour 16 pays d'Asie

Pour 1913, il y a deux lacunes dans la série des données du PIB. J'ai présumé que le PIB par habitant de Hong Kong pendant la période 1913–50 suivait une évolution parallèle à celle du Japon et que celui du Népal suivait une évolution parallèle à celui de l'Inde (voir tableau A–m). Pour 1870, il y avait huit lacunes dans la série des données. J'ai présumé que le PIB par habitant de Hong Kong et de Singapour était proportionnellement le même que celui du Japon. Pour les six autres pays (Birmanie, Corée, Malaisie, Népal, Philippines et Taiwan), on a admis que le PIB par habitant suivait une trajectoire parallèle au PIB moyen par habitant de l'Indonésie, du Sri Lanka et de la Thaïlande pendant la période 1870–1913 (voir tableau A–m). Pour 1820, il y avait dix lacunes dans la série de données. On a admis que le PIB moyen par habitant de ces dix pays pendant la période 1820–1870 suivait une évolution parallèle à celui du Japon.

Tableau A–m. **Estimations indirectes remplaçant les données manquantes du PIB et du PIB par habitant pour 1870 et 1913**

	PIB		***PIB par habitant***	
	1870	***1913***	***1870***	***1913***
Birmanie	2 156		508	
Hong Kong	106	778	862	1 597
Malaisie	534		667	
Népal	1 879	3 039	400	539
Philippines	4 005		791	
Singapour	58		691	
Corée du Sud	9 512		663	
Taïwan	1 299		554	
Total	19 549	3 817	617	623
25 pays d'Asie de l'Est	11 050	21 583	552	679
16 pays d'Asie occidentale	16 782	26 537	552	679
Total estimations indirectes	47 381	51 937	570	675

Procédure indirecte utilisée pour combler les lacunes dans les données pour 25 pays d'Asie de l'Est et 16 pays d'Asie occidentale

Il n'y avait aucune estimation du PIB de ces pays pour les années 1820, 1870 et 1913. On a admis que leur PIB moyen par habitant en 1870 et en 1913 était le même que le PIB moyen des 16 pays d'Asie de l'Est, et que le niveau en 1820 était le même qu'en 1870.

Importance relative des estimations indirectes

Pour 1913, les estimations indirectes représentaient 7.8 pour cent du PIB total de l'Asie ; pour 1870, elles en représentaient 11.2 pour cent et pour 1820, 9.5 pour cent. Les estimations indirectes sont contestables étant donné que différents analystes peuvent avoir des points de vue différents sur la façon dont il convient de combler les lacunes dans les données. Mais la proportion des estimations indirectes est relativement modeste, de sorte que les résultats concernant l'ensemble de l'Asie ne sont pas trop sensibles aux différences de méthodes. La principale tâche des recherches futures consistera à remplacer les données manquantes par des estimations directes, ce qui semble apparemment possible pour un certain nombre de cas (voir la note ci–dessus sur le Vietnam).

Tableau A3–a. **Population, 56 pays d'Asie**
(milliers d'habitants en milieu d'année)

	1820	*1870*	*1913*	*1950*	*1973*	*1990*	*1998*
Bangladesh				45 646	72 471	109 897	125 105
Birmanie	3 506	4 245	12 326	19 488	29 227	41 068	47 305
Chine	381 000	358 000	437 140	546 815	881 940	1 135 185	1 242 700
Hong Kong	20	123	487	2 237	4 213	5 704	6 690
Inde[a]	209 000	253 000	303 700	359 000	580 000	839 000	975 000
Indonésie	17 927	28 922	49 934	79 043	124 271	179 248	204 390
Japon	31 000	34 437	51 672	83 563	108 660	123 540	126 486
Malaisie	287	800	3 084	6 434	11 712	17 507	20 933
Népal	3 881	4 698	5 639	8 990	12 685	19 333	23 698
Pakistan				39 448	71 121	113 914	135 135
Philippines	2 176	5 063	9 384	21 131	42 094	65 037	77 726
Singapour	30	84	323	1 022	2 193	3 039	3 490
Corée du Sud[b]	13 820	14 347	16 070	20 846	34 073	42 869	46 430
Sri Lanka	1 305	2 786	4 817	7 533	13 246	17 193	18 934
Taiwan	2 000	2 345	3 469	7 882	15 427	20 230	21 780
Thaïlande	4 665	5 775	8 689	20 042	40 302	55 052	60 037
16 pays d'Asie	**670 617**	**714 625**	**906 734**	**1 269 120**	**2 043 635**	**2 787 816**	**3 135 839**
Afghanistan	3 280	4 207	5 730	8 150	13 421	14 767	24 792
Cambodge	2 090	2 340	3 070	4 163	7 202	8 717	11 340
Laos	470	755	1 387	1 886	3 027	4 191	5 261
Mongolie	619	668	725	779	1 360	2 216	2 579
Corée du Nord				9 471	15 161	20 019	21 234
Vietnam	6 314	10 146	18 638	25 348	45 737	66 315	76 236
19 petits pays	1 798	1 903	2 237	3 411	5 884	8 752	10 493
25 pays d'Asie de l'Est	**14 571**	**20 019**	**31 787**	**53 208**	**91 792**	**124 977**	**151 935**
41 pays d'Asie de l'Est	**685 188**	**734 644**	**938 521**	**1 322 328**	**2 135 427**	**2 912 793**	**3 287 774**
Bahreïn			104	115	239	502	616
Iran	6 560	8 415	10 994	16 357	31 491	55 717	64 411
Iraq	1 093	1 580	2 613	5 163	10 402	18 135	21 722
Israël	332	429	700	1 286	3 197	4 512	5 644
Jordanie	217	266	348	561	1 674	3 277	4 453
Koweït				145	894	2 131	1 913
Liban	332	476	649	1 364	2 824	3 130	3 506
Oman	317	367	421	489	857	1 773	2 364
Qatar				25	142	482	697
Arabie saoudite	2 123	2 464	2 800	3 860	6 667	15 871	20 786
Syrie	1 337	1 582	1 994	3 495	6 931	12 620	16 673
Turquie	10 074	11 793	15 000	21 122	38 503	56 125	64 568
Emirats arabes unis				72	391	1 952	2 303
Yémen	2 953	2 840	3 284	4 461	7 077	12 023	16 388
Cisjordanie + Gaza				1 016	1 098	1 715	2 611
15 pays d'Asie occidentale	**25 178**	**30 412**	**39 083**	**59 531**	**112 387**	**189 965**	**228 655**
56 pays d'Asie	**710 366**	**765 056**	**977 604**	**1 381 859**	**2 247 814**	**3 102 758**	**3 516 429**
Total Japon non compris	**679 366**	**730 619**	**925 932**	**1 298 296**	**2 139 154**	**2 979 218**	**3 389 943**
Total Japon, Chine, Inde non compris	**89 366**	**119 619**	**185 092**	**392 481**	**677 214**	**1 005 033**	**1 172 243**

a) 1820–1913 inclut le Bangladesh et le Pakistan. b) 1820–1913 inclut la Corée du Nord et la Corée du Sud.

Tableau A3–b. **Niveau du PIB pour 56 pays d'Asie**
(en millions de dollars internationaux de 1990)

	1820	*1870*	*1913*	*1950*	*1973*	*1990*	*1998*
Bangladesh				24 628	35 997	70 320	101 666
Birmanie			8 445	7 711	18 352	30 834	48 427
Chine	228 600	189 740	241 344	239 903	740 048	2 109 400	3 873 352
Hong Kong				4 962	29 931	99 770	135 089
Inde[a]	111 417	134 882	204 241	222 222	494 832	1 098 100	1 702 712
Indonésie	10 970	18 929	45 152	66 358	186 900	450 901	627 499
Japon	20 739	25 393	71 653	160 966	1 242 932	2 321 153	2 581 576
Malaisie			2 773	10 032	29 982	89 823	148 621
Népal				4 462	7 894	15 609	22 435
Pakistan				25 366	67 828	182 014	261 497
Philippines			10 000	22 616	82 464	143 025	176 246
Singapour			413	2 268	13 108	43 330	79 025
Corée du Sud[b]			14 343	16 045	96 794	373 150	564 211
Sri Lanka		1 782	4 094	7 241	19 759	42 089	63 408
Taiwan			2 591	7 378	63 519	200 477	326 958
Thaïlande		4 081	7 251	16 375	75 511	255 732	372 509
16 pays d'Asie	**389 305**	**394 356**	**616 117**	**838 533**	**3 205 851**	**7 525 727**	**11 085 231**
Afghanistan				5 255	9 181	8 861	12 744
Cambodge				2 155	5 858	8 235	11 998
Laos				1 156	2 331	3 912	5 806
Mongolie				339	1 170	2 954	2 821
Corée du Nord				7 293	43 072	56 874	25 130
Vietnam	3 453	5 321	14 062	16 681	38 238	68 959	127 851
19 petits pays				3 845	11 952	19 356	26 662
25 pays d'Asie de l'Est	**8 043**	**11 050**	**21 583**	**36 724**	**111 802**	**169 151**	**213 012**
41 pays d'Asie de l'Est	**397 348**	**405 406**	**637 700**	**875 257**	**3 317 653**	**7 694 878**	**11 298 243**
Bahreïn				242	1 046	2 054	2 846
Iran				28 128	171 466	199 819	274 695
Iraq				7 041	39 042	44 583	24 564
Israël				3 623	30 839	58 511	85 520
Jordanie				933	3 999	12 371	18 313
Koweït				4 181	23 847	13 111	21 565
Liban				3 313	8 915	6 099	12 077
Oman				304	2 809	11 487	17 179
Qatar				763	6 228	3 276	5 091
Arabie saoudite				8 610	73 601	144 438	170 972
Syrie				8 418	27 846	70 894	96 112
Turquie				38 408	144 483	305 395	423 018
Emirats arabes unis				1 130	9 739	25 496	31 913
Yémen				4 353	12 431	28 212	37 656
Cisjordanie + Gaza				965	2 455	7 222	14 807
15 pays d'Asie occidentale	**13 894**	**16 782**	**26 537**	**110 412**	**558 746**	**932 968**	**1 236 328**
56 pays d'Asie	**411 242**	**422 188**	**664 237**	**985 669**	**3 876 399**	**8 627 846**	**12 534 571**
Total Japon non compris	**390 503**	**396 795**	**592 584**	**824 703**	**2 633 467**	**6 306 693**	**9 952 995**
Total Japon, Chine, Inde non compris	**50 486**	**72 173**	**146 999**	**362 578**	**1 398 587**	**3 099 193**	**4 376 931**

a) 1820–1913 inclut le Bangladesh et le Pakistan. b) 1820–1913 inclut la Corée du Nord et la Corée du Sud.

Tableau A3–c. **PIB par habitant pour 56 pays d'Asie**
(en dollars internationaux de 1990)

	1820	*1870*	*1913*	*1950*	*1973*	*1990*	*1998*
Bangladesh				540	497	640	813
Birmanie			685	396	628	751	1 024
Chine	600	530	552	439	839	1 858	3 117
Hong Kong				2 218	7 104	17 491	20 193
Inde[a]	533	533	673	619	853	1 309	1 746
Indonésie	612	654	904	840	1 504	2 516	3 070
Japon	669	737	1 387	1 926	11 439	18 789	20 410
Malaisie			899	1 559	2 560	5 131	7 100
Népal				496	622	807	947
Pakistan				643	954	1 598	1 935
Philippines			1 066	1 070	1 959	2 199	2 268
Singapour			1 279	2 219	5 977	14 258	22 643
Corée du Sud[b]			893	770	2 841	8 704	12 152
Sri Lanka		640	850	961	1 492	2 448	3 349
Taiwan			747	936	4 117	9 910	15 012
Thaïlande		707	835	817	1 874	4 645	6 205
16 pays d'Asie	**581**	**552**	**679**	**661**	**1 569**	**2 700**	**3 535**
Afghanistan				645	684	600	514
Cambodge				518	813	945	1 058
Laos				613	770	933	1 104
Mongolie				435	860	1 333	1 094
Corée du Nord				770	2 841	2 841	1 183
Vietnam	546	524	754	658	836	1 040	1 677
19 petits pays				1 127	2 031	2 212	2 541
25 pays d'Asie de l'Est	**552**	**552**	**679**	**690**	**1 218**	**1 353**	**1 402**
41 pays d'Asie de l'Est	**580**	**552**	**679**	**662**	**1 554**	**2 642**	**3 436**
Bahreïn				2 104	4 377	4 092	4 620
Iran				1 720	5 445	3 586	4 265
Iraq				1 364	3 753	2 458	1 131
Israël				2 817	9 646	12 968	15 152
Jordanie				1 663	2 389	3 775	4 113
Koweït				28 834	26 674	6 153	11 273
Liban				2 429	3 157	1 949	3 445
Oman				622	3 278	6 479	7 267
Qatar				30 520	43 859	6 797	7 304
Arabie saoudite				2 231	11 040	9 101	8 225
Syrie				2 409	4 018	5 618	5 765
Turquie				1 818	3 753	5 441	6 552
Emirats arabes unis				15 694	24 908	13 061	13 857
Yémen				976	1 757	2 347	2 298
Cisjordanie + Gaza				950	2 236	4 211	5 671
15 paysd'Asie occidentale	**552**	**552**	**679**	**1 855**	**4 972**	**4 911**	**5 407**
56 pays d'Asie	**579**	**552**	**679**	**713**	**1 725**	**2 781**	**3 565**
Total Japon non compris	**575**	**543**	**640**	**635**	**1 231**	**2 117**	**2 936**
Total Japon, Chine, Inde non compris	**565**	**603**	**794**	**924**	**2 065**	**3 084**	**3 734**

a) 1820–1913 inclut le Bangladesh et le Pakistan. b) 1820–1913 inclut la Corée du Nord et la Corée du Sud.

Tableau A3–d. **Taux de croissance du PIB par habitant pour 56 pays d'Asie, 1820–1998**

	1820–70	*1870–1913*	*1913–50*	*1950–73*	*1973–98*
Bangladesh				–0.36	1.99
Birmanie			–1.47	2.03	1.97
Chine	–0.25	0.10	–0.62	2.86	5.39
Hong Kong				5.19	4.27
Inde[a]	0.00	0.54	–0.22	1.40	2.91
Indonésie	0.13	0.75	–0.20	2.57	2.90
Japon	0.19	1.48	0.89	8.05	2.34
Malaisie			1.50	2.18	4.16
Népal				0.99	1.69
Pakistan				1.73	2.87
Philippines			0.01	2.66	0.59
Singapour			1.50	4.40	5.47
Corée du Sud[b]			–0.40	5.84	5.99
Sri Lanka			0.33	1.93	3.29
Taiwan			0.61	6.65	5.31
Thaïlande		0.39	–0.06	3.67	4.91
16 pays d'Asie	**–0.10**	**0.49**	**–0.08**	**3.83**	**3.30**
Afghanistan				0.26	–1.14
Cambodge				1.98	1.06
Laos				1.00	1.45
Mongolie				3.01	0.97
Corée du Nord				5.84	–3.44
Vietnam	–0.08	0.85	–0.37	1.05	2.82
19 petits pays				2.59	0.90
25 pays d'Asie de l'Est	**0.00**	**0.48**	**0.04**	**2.50**	**0.56**
41 pays d'Asie de l'Est	**–0.10**	**0.49**	**–0.07**	**3.78**	**3.23**
Bahreïn				3.23	0.22
Iran				5.14	–0.97
Iraq				4.50	–4.69
Israël				5.50	1.82
Jordanie				1.59	2.20
Koweït				–0.34	–3.39
Liban				1.15	0.35
Oman				7.50	3.24
Qatar				1.59	–6.92
Arabie saoudite				7.20	–1.17
Syrie				2.25	1.45
Turquie				3.20	2.25
Emirats arabes unis				2.03	–2.32
Yémen				2.59	1.08
Cisjordanie + Gaza				3.79	3.79
15 pays d'Asie occidentale	**0.00**	**0.48**	**2.75**	**4.38**	**0.34**
56 pays d'Asie	**–0.10**	**0.48**	**0.13**	**3.91**	**2.95**
Total Japon non compris	**–0.11**	**0.38**	**–0.02**	**2.92**	**3.54**
Total Japon, Chine, Inde non compris	**0.13**	**0.64**	**0.41**	**3.56**	**2.40**

a) 1820–1913 inclut le Bangladesh et le Pakistan, b) 1820–1913 inclut la Corée du Nord et la Corée du Sud,

Tableau A3–e. **Taux de croissance du PIB pour 56 pays d'Asie, 1820–1998**

	1820–70	*1870–1913*	*1913–50*	*1950–73*	*1973–98*
Bangladesh				1.66	4.24
Birmanie			–0.25	3.84	3.96
Chine	–0.37	0.56	–0.02	5.02	6.84
Hong Kong				8.13	6.21
Inde[a]	0.38	0.97	0.23	3.54	5.07
Indonésie	1.10	2.04	1.05	4.61	4.96
Japon	0.41	2.44	2.21	9.29	2.97
Malaisie			3.54	4.88	6.61
Népal				2.51	4.27
Pakistan				4.37	5.55
Philippines			2.23	5.79	3.08
Singapour			4.71	7.93	7.45
Corée du Sud[b]			0.30	8.13	7.31
Sri Lanka			1.55	4.46	4.77
Taiwan		1.95	2.87	9.81	6.77
Thaïlande		1.35	2.23	6.87	6.59
16 pays d'Asie	**0.03**	**1.04**	**0.84**	**6.00**	**5.09**
Afghanistan				2.46	1.32
Cambodge				4.44	2.91
Laos				3.10	3.72
Mongolie				5.53	3.58
Corée du Nord				8.03	–2.13
Vietnam	0.86	2.29	0.46	3.67	4.95
19 petits pays				5.05	3.26
25 pays d'Asie de l'Est	**0.64**	**1.57**	**1.45**	**4.96**	**2.61**
41 pays d'Asie de l'Est	**0.04**	**1.06**	**0.86**	**5.96**	**5.02**
Bahreïn				6.57	4.08
Iran				8.18	1.90
Iraq				7.73	–1.84
Israël				9.76	4.16
Jordanie				6.53	6.28
Koweït				7.86	–0.40
Liban				4.40	1.22
Oman				10.15	7.51
Qatar				9.56	–0.80
Arabie saoudite				9.78	3.43
Syrie				5.34	5.08
Turquie				5.93	4.39
Emirats arabes unis				9.82	4.86
Yémen				4.67	4.53
Cisjordanie + Gaza				4.14	7.45
15 pays d'Asie occidentale	**0.38**	**1.07**	**3.93**	**7.30**	**3.23**
56 pays d'Asie	**0.05**	**1.06**	**1.07**	**6.13**	**4.81**
Total Japon non compris	**0.03**	**0.94**	**0.90**	**5.18**	**5.46**
Total Japon, Chine, Inde non compris	**0.72**	**1.67**	**2.47**	**6.05**	**4.67**

a) 1820–1913 inclut le Bangladesh et le Pakistan, b) 1820–1913 inclut la Corée du Nord et la Corée du Sud,

Tableau A3–f. **Taux de croissance démographique pour 56 pays d'Asie, 1820–1998**

	1820–70	*1870–1913*	*1913–50*	*1950–73*	*1973–98*
Bangladesh				2.03	2.21
Birmanie	0.38	2.51	1.25	1.78	1.94
Chine	–0.12	0.47	0.61	2.10	1.38
Hong Kong	3.70	3.25	4.21	2.79	1.87
Inde[a]	0.38	0.43	0.45	2.11	2.10
Indonésie	0.96	1.28	1.25	1.99	2.01
Japon	0.21	0.95	1.31	1.15	0.61
Malaisie	2.07	3.19	2.01	2.64	2.35
Népal	0.38	0.43	1.27	1.51	2.53
Pakistan				2.60	2.60
Philippines	1.70	1.45	2.22	3.04	2.48
Singapour	2.08	3.18	3.16	3.38	1.88
Corée du Sud[b]	0.07	0.26	0.71	2.16	1.25
Sri Lanka	1.53	1.28	1.22	2.48	1.44
Taiwan	0.32	0.91	2.24	2.96	1.39
Thaïlande	0.43	0.95	2.28	3.08	1.61
16 pays d'Asie	**0.13**	**0.56**	**0.91**	**2.09**	**1.73**
Afghanistan	0.50	0.72	0.96	2.19	2.49
Cambodge	0.23	0.63	0.83	2.41	1.83
Laos	0.95	1.42	0.83	2.08	2.24
Mongolie	0.15	0.19	0.19	2.45	2.59
Corée du Nord				2.07	1.36
Vietnam	0.95	1.42	0.83	2.60	2.06
19 petits pays	0.11	0.38	1.15	2.40	2.34
25 pays d'Asie de l'Est	**0.64**	**1.08**	**1.40**	**2.40**	**2.04**
41 pays d'Asie de l'Est	**0.14**	**0.57**	**0.93**	**2.11**	**1.74**
Bahreïn			0.27	3.23	3.86
Iran	0.50	0.62	1.08	2.89	2.90
Iraq	0.74	1.18	1.86	3.09	2.99
Israël	0.51	1.15	1.66	4.04	2.30
Jordanie	0.41	0.63	1.30	4.87	3.99
Koweït				8.23	3.09
Liban	0.72	0.72	2.03	3.21	0.87
Oman	0.29	0.32	0.41	2.47	4.14
Qatar				7.84	6.57
Arabie saoudite	0.30	0.30	0.87	2.40	4.65
Syrie	0.34	0.54	1.53	3.02	3.57
Turquie	0.32	0.56	0.93	2.64	2.09
Emirats arabes unis				7.63	7.35
Yémen	–0.08	0.34	0.83	2.03	3.42
Cisjordanie + Gaza				0.34	3.53
15 pays d'Asie occidentale	**0.38**	**0.59**	**1.14**	**2.80**	**2.88**
56 pays d'Asie	**0.15**	**0.57**	**0.94**	**2.14**	**1.81**
Total Japon non compris	**0.15**	**0.55**	**0.92**	**2.19**	**1.86**
Total Japon, Chine, Inde non compris	**0.58**	**1.02**	**2.05**	**2.40**	**2.22**

a) 1820–1913 inclut le Bangladesh et le Pakistan, b) 1820–1913 inclut la Corée du Nord et la Corée du Sud.

Tableau A3–g. **Calcul du PIB de l'année de référence 1990 en dollars internationaux de 1990 pour 15 pays d'Asie**

	PIB en millions d'unités de monnaie nationale de l'année de référence	*Convertisseur PPA pour l'année de référence (unités de monnaie nationale par dollar)*	*PIB de l'année de référence en millions de dollars Geary–Khamis*	*PIB de 1990 en millions de dollars Geary–Khamis de l'année de référence*	*PIB de 1990 en millions de dollars Geary–Khamis de 1990*
			PCI 3 (Année de référence 1975)		
Iran	3 377 740	39.7	85 073	86 878	199 819
Syrie	20 600	1.48	13 919	23 631	70 894
			PCI 4 (Année de référence 1980)		
Inde	1 360 100	3.37	403 591	695 515	1 098 100
Indonésie	48 914 000	280.0	174 693	285 598	450 901
Israël	107 651	4.14	26 003	37 061	58 511
Philippines	243 750	3.18	76 651	90 591	143 025
Corée du Sud	38 148 400	384.0	99 345	236 350	373 150
			PCI 5 (Année de référence 1985)		
Bangladesh	406 930	6.075	66 984	81 779	98 113
Hong Kong	271 655	4.680	58 046	83 160	99 770
Pakistan	472 160	3.761	125 541	166 380	199 611
Sri Lanka	157 763	5.288	29 834	35 082	42 089
Thaïlande	1 056 496	8.094	130 528	213 158	255 732
			PCI 6 (Année de référence 1990)		
Chine	1 956 038	0.9273			2 109 400
Japon	430 040 000	185.27			2 321 153
			PCI 7 (Année de référence 1993)		
Turquie	1 981 867	5 139.3	385 630	333 678	305 395

Source : La colonne 1 indique la valeur du PIB de l'année de référence en unités de monnaie nationale ; dans la plupart des cas, les chiffres sont tirés de la Banque mondiale, *Tableaux économiques par pays* (1995). Pour le Japon, la Turquie et la Corée du Sud, ils sont tirés de l'OCDE, *Comptes nationaux, 1960–97,* Vol.1 (1999) et, pour la Thaïlande, de la Banque asiatique de développement, *Key Indicators* (1999). Dans la plupart des cas, ils incorporent des révisions mineures des chiffres utilisés par le PCI. Les chiffres de la parité du pouvoir d'achat (convertisseurs PPA) de la col.2 pour 1975 sont tirés de Kravis, Heston et Summers, *World Product and Income* (1982), p. 176–179 ; pour 1980, ils sont tirés des Nations Unies, *World Comparisons of Purchasing Power and Real Product for 1980* (1987), p. viii ; pour 1985, ils sont tirés des Nations Unies, *World Comparisons of Real Gross Domestic Product and Purchasing Power, 1985,* (1994), p. 5 ; le PIB de 1990 du Japon est tiré de l'OCDE, *Parités de pouvoir d'achat et dépenses réelles : résultats GK, 1990,* Vol.2 (1993), p. 32 (ajusté à une PPA E.U. = 1,00). Pour la Turquie 1993, les chiffres sont tirés de *Parités de pouvoir d'achat et dépenses réelles : résultats GK, 1993,* vol.2 (1996), p. 35 (ajustés à une PPA E.U. = 1,00). Tous ces convertisseurs PPA sont multilatéraux et sont basés sur la méthode d'estimation Geary–Khamis. Les données concernant la Chine sont établies à partir d'une comparaison bilatérale Chine/États–Unis effectuée en 1987, avec ajustement sur la base Geary–Khamis comme décrit dans Maddison, *L'économie chinoise, une perspective historique* (1998), avec un ajustement à la hausse des estimations officielles du PIB chinois en yuan. Les chiffres de la colonne 3 sont calculés à partir des colonnes 1 et 2. Les chiffres de la colonne 4 sont obtenus en ajustant les chiffres de la colonne 3 pour tenir compte de la variation du PIB en volume entre l'année de référence et 1990. Les chiffres de la colonne 5 reprennent ceux de la colonne 4 ajustés en fonction de la variation du déflateur du PIB des États–Unis entre l'année de référence et 1990.

Tableau A3–h. **Calcul du niveau du PIB de l'année de référence 1990 en dollars internationaux de 1990 pour 5 pays d'Asie de l'Est**

	PIB en millions d'unités de monnaie nationale de l'année de référence	*Convertisseur PPA implicite de Geary–Khamis pour l'année de référence (unités de monnaie nationale par dollar)*	*PIB de l'année de référence en millions de dollars Geary–Khamis*	*PIB de 1990 en millions de dollars Geary–Khamis de 1993*	*PIB de 1990 en millions de dollars Geary–Khamis de 1990*
		PCI 3 (Année de référence 1993)			
Hong Kong	897 463	6.9486	129 158	109 010	99 770
Laos	950 973	191.0865	4 977	4 274	3 912
Malaisie	165 206	1.32718	124 479	98 142	89 823
Népal	171 386	8.7553	19 575	17 055	15 609
Singapour	92 905	1.5287	60 774	47 343	43 330
Vietnam	136 571 000	1538.281	88 749	75 345	68 959

Source : Les chiffres de la colonne 1 sont tirés de la BAsD, *Key Indicators of Developing Asian and Pacific Countries,* 1999. Dans la plupart des cas, ils incorporent des révisions mineures des chiffres cités dans la CESAO, sauf en ce qui concerne Singapour, dont le chiffre du PIB est inférieur de 13 pour cent à celui indiqué par la CESAO. La CESAO a utilisé une version ajustée de la procédure Geary–Khamis. Les estimations concernant la Malaisie et le Laos ont été établies par la Banque mondiale et j'ai utilisé des techniques d'information réduite (Voir CESEAO, *Comparisons of Real Gross Product and Purchasing Power Parities 1993)*. La CESAO a pris Hong Kong comme pays de numéraire, et les chiffres de Hong Kong ont été repris sans ajustement de PPA. Dans la colonne 2 ci–dessus, j'ai calculé la PPA implicite de Hong Kong pour 1993 en termes de dollars de Hong Kong dollars par dollar EU en actualisant les résultats de 1990 tirés du Tableau A3–g. Pour les autres pays, la CESAO indique la PPA en nombre d'unités de monnaie nationale par dollar de Hong Kong. Dans la colonne 2, ces PPA ont été multipliées par la PPA dollars Hong Kong/dollar EU pour 1993 afin de lier ces résultats régionaux aux exercices globaux du PCI dans lesquels les États–Unis sont le pays de numéraire. Les chiffres de la colonne n 3 sont obtenus à partir des colonnes 1 et 2. Les chiffres de la colonne 4 sont obtenus en ajustant ceux de la colonne 3 en fonction de la variation du PIB en volume entre 1990 et 1993. Les chiffres de la colonne 5 reprennent ceux de la colonne 4 en les ajustant en fonction de la variation du déflateur du PIB des États–Unis entre 1990 et 1993.

Tableau A3–i. **Calcul des niveaux du PIB de l'année de référence 1990 en dollars internationaux de 1990 pour trois pays d'Asie occidentale**

	PIB en millions d'unités de monnaie nationale de l'année de référence	*Convertisseur PPA implicite de Geary–Khamis pour l'année de référence (unités de monnaie nationale par dollar)*	*PIB de l'année de référence en millions de dollars Geary–Khamis*	*PIB de 1990 en millions de dollars Geary–Khamis de 1993*	*PIB de 1990 en millions de dollars Geary–Khamis de 1990*
		PCI 3 (Année de référence 1993)			
Bahreïn	1 754.2	0.6402	2 740	2 244	2 054
Palestine	8 844.63	0.8698	10 169	7 890	7 222
Qatar	26 183.0	6.5951	3 970	3 579	3 276

Source : Les chiffres des trois premières colonnes sont tirés des résultats de Geary–Khamis dans *Purchasing Power Parities, Volume and Price Level Comparisons for the Middle East, 1993*, Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale et la Banque mondiale, p. 59. Cette étude présente des données pour 8 pays d'Asie occidentale et l'Égypte pour 1993. Elle utilise une méthode « d'information réduite » simplifiée, fondée à la fois sur la méthode Geary–Khamis et la méthode EKS. Elle doit être considérée comme une première approximation d'un exercice PCI à part entière. Le résultats concernant certains pays tels que le Liban et le Yémen paraissant peu plausibles, je n'ai utilisé les résultats que pour trois des pays. Les chiffres de la colonne 4 sont obtenus en ajustant les chiffres de la colonne 3 en fonction de la variation du PIB en volume entre 1990 et 1993. Ceux de la colonne 5 reprennent ceux de la colonne 4 en les ajustant en fonction de la variation du déflateur du PIB des États–Unis en 1990 et 1993.

A–4

Population, PIB et PIB par habitant de 57 pays africains

Les données démographiques à partir de 1950 sont tirées de l'International Programs Centre, Bureau de recensement des Etats–Unis, qui fournit une couverture complète des pays africains sur une base annuelle depuis cette date. Ses estimations sont actualisées et révisées périodiquement. L'utilisation de ces sources implique des modifications importantes des chiffres utilisés dans Maddison (1995*a*), qui mêlait les données du Centre de Développement de l'OCDE et celles de la Banque mondiale. Les données démographiques pour 1913 de quatre pays de l'échantillon sont tirées de Maddison (1995*a*). Pour le continent africain dans son ensemble, les données démographiques pour la période 1820–1913 sont tirées de McEvedy et Jones (1978), p. 206.

Les Penn World Tables de Robert Summers et Alan Heston fournissent des estimations du niveau du PIB en dollars internationaux (Geary–Khamis) pour l'année de référence 1990 pour 50 pays d'Afrique. Dans Maddison (1995*a*), j'ai retenu les estimations des PWT version 5.5. Ici, j'utilise la version 5.6. Le tableau A4–g fournit une comparaison des résultats des PWT et de trois séries du PCI couvrant 24 pays. Sept pays ne sont pas couverts par les estimations de 1990 du PCI ou des PWT. Pour la Guinée équatoriale, Mayotte, Ste–Hélène, Sao Tomé–et–Principe et le Sahara occidental, on a présumé que le PIB par habitant de 1990 était égal à la moyenne des 50 pays couverts par les PWT. Le PIB par habitant de la Libye est présumé être le même que celui de l'Algérie, et celui de l'Érythrée le même que celui de l'Éthiopie.

Les mouvements du PIB de l'ensemble des pays africains pour la période 1990–98 sont tirés du FMI, *Perspectives économiques mondiales,* octobre 1999. Les données sur les mouvements du PIB pour l'Egypte, le Ghana, le Maroc et l'Afrique du Sud pendant la période 1913–90 sont tirées des sources citées ci–après. Les données sur les mouvements du PIB des autres pays (sauf le Botswana, le Nigeria et les sept estimations indirectes) pour la période 1950–90 proviennent de la base de données du Centre de Développement.

Égypte : les données du PIB pour la période 1913–50 sont tirées de Hansen et Marzouk (1965), p. 3 ; pour 1950–73, d'Ikram (1980) p. 398–9 ; et pour 1973–90, de la Banque mondiale, *Tableaux économiques par pays,* 1995.

Ghana : les données du PIB pour 1913–50 sont tirées de Szereszewski (1965) pp. 74, 92 et 149 ; pour 1950–55, elles sont tirées de Maddison (1970) ; et pour 1955–90, de l'Office des statistiques de la République du Ghana.

Maroc : les données du PIB pour 1913–50 sont tirées d'Amin (1966) ; pour 1950–90, de la Banque mondiale, *Tableaux économiques par pays* (éditions de 1983 et de 1995).

Afrique du Sud : les données du PIB en prix courants divisées par l'indice du coût de la vie pour 1913–20 sont tirées du Bureau du recensement et des statistiques, *Union Statistics for Fifty Years, Jubilee Issue 1910–1960*, Pretoria, 1960 ; pour 1920–50, les données sont tirées de L.J. Fourie, "Contribution of Factors of Production and Productivity to South African Economic Growth", IARIW,

polycopié, 1971. Les données du PIB aux prix de 1975 pour la période 1946–70 sont tirées de la Banque de développement de l'Afrique du Sud ; pour la période 1970–90, elles proviennent de la Banque mondiale, *Tableaux économiques par pays*.

Botswana : les données sur les mouvements du PIB pour la période 1950–90 sont tirées de la Banque mondiale, *Tableaux économiques par pays*.

Nigeria : les données du PIB pour 1950–90 sont tirées de Bevan, Collier et Gunning (1999).

Les estimations des 15 pays « hors échantillon » sont indiquées à part car elles sont extrêmement fragiles.

Le PIB par habitant de l'Afrique pour la période 1913–50 est présumé évoluer parallèlement à la moyenne des quatre pays pour lesquels il existe des estimations. Avant 1913, aucun indicateur n'est disponible. A titre d'estimation indirecte, on a admis que le PIB par habitant de l'Afrique considérée dans son ensemble avait évolué au même rythme que celui des « autres pays d'Asie » (voir tableau B–21) pendant la période 1820–1913.

Tableau A4–a. **Population, 57 pays africains**
(milliers d'habitants en milieu d'année)

	1820	*1870*	*1913*	*1950*	*1973*	*1990*	*1998*
Égypte			12 144	21 198	35 480	56 106	66 050
Ghana			2 043	5 297	9 583	15 190	18 497
Maroc			4 500	9 343	16 998	24 685	29 114
Afrique du Sud			6 153	13 596	24 549	37 191	42 835
4 pays de l'échantillon			**24 840**	**49 434**	**86 610**	**133 172**	**156 496**
Algérie				8 893	15 198	25 352	30 481
Angola				4 118	6 028	8 430	10 865
Bénin				1 673	2 836	4 676	6 101
Botswana				430	643	1 304	1 448
Cameroun				4 888	7 179	11 894	15 029
Cap–Vert				146	277	349	400
Rép. centrafricaine				1 260	1 945	2 798	3 376
Tchad				2 608	3 995	5 889	7 360
Comores				148	257	429	546
Congo				768	1 279	2 206	2 658
Côte d'Ivoire				2 860	6 352	11 904	15 446
Djibouti				60	189	370	441
Gabon				416	557	1 078	1 208
Gambie				305	546	964	1 292
Kenya				6 121	12 594	23 674	28 337
Liberia				824	1 528	2 265	2 772
Madagascar				4 620	7 250	11 525	14 463
Mali				3 688	5 909	8 231	10 109
Mauritanie				1 006	1 356	1 979	2 511
Maurice				481	861	1 074	1 168
Mozambique				6 250	10 088	14 056	18 641
Namibie				464	831	1 409	1 622
Niger				2 482	4 559	7 644	9 672
Nigeria				31 797	53 121	86 530	110 532
Réunion				244	469	600	705
Rwanda				2 439	4 110	7 161	7 956
Sénégal				2 654	4 727	7 408	9 723
Seychelles				33	58	73	79
Sierra Leone				2 087	2 925	4 283	5 080
Somalie				2 438	3 932	6 675	6 842
Soudan				8 051	15 113	26 628	33 551
Swaziland				277	493	840	966
Tanzanie				8 909	15 321	24 886	30 609
Togo				1 172	2 133	3 680	4 906
Tunisie				3 517	5 426	8 207	9 380
Ouganda				5 522	10 386	17 227	22 167
Zambie				2 553	4 625	7 957	9 461
Zimbabwe				2 853	6 041	9 958	11 044
38 autres pays				**129 055**	**221 137**	**361 613**	**448 947**
15 pays hors échantillon				**49 853**	**79 898**	**125 980**	**154 511**
Total 57 pays	**74 208**	**90 466**	**124 697**	**228 342**	**387 645**	**620 765**	**759 954**
Burkina Faso				4 376	5 947	9 024	11 266
Burundi				2 363	3 529	5 285	5 537
Éthiopie et Erythrée				21 577	34 028	50 960	62 232
Guinée				2 586	3 786	5 936	7 477
Guinée–Bissau				573	633	998	1 206
Lesotho				726	1 142	1 744	2 090
Malawi				2 817	4 865	9 139	9 840
Zaïre				13 569	23 186	37 978	49 001
6 autres pays				1 266	2 782	4 916	5 862
15 pays hors échantillon				49 853	79 898	125 980	154 511

Tableau A4–b. **Niveau du PIB, 57 pays africains**
(en millions de dollars internationaux de 1990)

	1820	*1870*	*1913*	*1950*	*1973*	*1990*	*1998*
Égypte			8 891	15 224	36 249	112 873	140 546
Ghana			1 509	5 943	13 484	16 372	23 014
Maroc			3 630	13 598	28 800	64 082	78 397
Afrique du Sud			9 857	34 465	102 498	147 509	165 239
4 pays de l'échantillon			**23 887**	**69 230**	**181 031**	**340 836**	**407 196**
Algérie				12 136	35 814	73 934	81 948
Angola				4 331	10 784	7 207	7 029
Bénin				1 813	3 011	5 347	7 668
Botswana				150	722	4 178	6 083
Cameroun				3 279	7 201	14 393	15 157
Cap–Vert				66	147	430	544
Rép. centrafricaine				972	1 627	1 982	2 203
Tchad				1 240	1 726	2 573	3 463
Comores				83	229	294	285
Congo				990	2 727	5 394	5 951
Côte d'Ivoire				2 977	12 064	16 330	21 201
Djibouti				90	412	530	467
Gabon				1 292	4 086	4 500	5 901
Gambie				165	533	833	1 098
Kenya				3 982	12 107	26 093	30 451
Liberia				869	2 212	2 245	2 580
Madagascar				4 394	8 292	9 210	9 976
Mali				1 685	3 449	6 040	7 917
Mauritanie				467	1 309	1 825	2 494
Maurice				1 198	3 169	7 652	11 508
Mozambique				7 084	18 894	14 105	22 125
Namibie				1 002	2 895	4 619	6 158
Niger				2 018	3 377	4 289	5 149
Nigeria				23 933	76 585	107 459	136 162
Réunion				485	1 771	2 694	3 174
Rwanda				1 334	2 826	6 125	5 605
Sénégal				3 341	6 217	10 032	12 659
Seychelles				63	187	366	471
Sierra Leone				1 370	3 180	4 335	2 837
Somalie				2 576	4 625	7 231	6 044
Soudan				6 609	11 783	19 793	29 535
Swaziland				200	1 114	2 154	2 699
Tanzanie				3 362	9 007	13 852	16 933
Togo				673	2 245	2 805	3 159
Tunisie				3 920	12 051	27 387	39 306
Ouganda				3 793	8 704	10 206	16 082
Zambie				1 687	4 930	6 432	6 374
Zimbabwe				2 000	8 594	13 766	15 990
38 autres pays				**107 629**	**290 606**	**448 640**	**554 386**
15 pays hors échantillon				**17 710**	**57 548**	**70 352**	**77 826**
Total 57 pays	**31 010**	**40 172**	**72 948**	**194 569**	**529 185**	**859 828**	**1 039 408**
Burkina Faso				1 686	3 287	5 482	7 613
Burundi				772	1 781	3 520	3 005
Éthiopie et Erythrée				5 394	13 640	18 964	24 833
Guinée				784	1 861	3 304	4 573
Guinée–Bissau				166	558	794	736
Lesotho				232	790	1 828	2 451
Malawi				913	2 756	5 146	6 949
Zaïre				6 750	16 915	17 394	10 790
6 autres pays				1 013	15 960	13 920	16 876
15 pays hors échantillon				17 710	57 548	70 352	77 826

Tableau A4–c. **PIB par habitant, 57 pays africains**
(en dollars internationaux de 1990)

	1820	*1870*	*1913*	*1950*	*1973*	*1990*	*1998*
Égypte			732	718	1 022	2 012	2 128
Ghana			739	1 122	1 407	1 078	1 244
Maroc			807	1 455	1 694	2 596	2 693
Afrique du Sud			1 602	2 535	4 175	3 966	3 858
4 pays de l'échantillon			**962**	**1 400**	**2 090**	**2 559**	**2 602**
Algérie				1 365	2 356	2 916	2 688
Angola				1 052	1 789	855	647
Bénin				1 084	1 062	1 143	1 257
Botswana				349	1 123	3 204	4 201
Cameroun				671	1 003	1 210	1 009
Cap–Vert				452	531	1 232	1 360
Rép. centrafricaine				771	837	708	653
Tchad				475	432	437	471
Comores				561	891	685	522
Congo				1 289	2 132	2 445	2 239
Côte d'Ivoire				1 041	1 899	1 372	1 373
Djibouti				1 500	2 180	1 432	1 059
Gabon				3 106	7 336	4 174	4 885
Gambie				541	976	864	850
Kenya				651	961	1 102	1 075
Liberia				1 055	1 448	991	931
Madagascar				951	1 144	799	690
Mali				457	584	734	783
Mauritanie				464	965	922	993
Maurice				2 491	3 681	7 125	9 853
Mozambique				1 133	1 873	1 003	1 187
Namibie				2 159	3 484	3 278	3 797
Niger				813	741	561	532
Nigeria				753	1 442	1 242	1 232
Réunion				1 988	3 776	4 490	4 502
Rwanda				547	688	855	704
Sénégal				1 259	1 315	1 354	1 302
Seychelles				1 909	3 224	5 014	5 962
Sierra Leone				656	1 087	1 012	558
Somalie				1 057	1 176	1 083	883
Soudan				821	780	743	880
Swaziland				722	2 260	2 564	2 794
Tanzanie				377	588	557	553
Togo				574	1 053	762	644
Tunisie				1 115	2 221	3 337	4 190
Ouganda				687	838	592	725
Zambie				661	1 066	808	674
Zimbabwe				701	1 423	1 382	1 448
38 autres pays				**834**	**1 314**	**1 241**	**1 235**
15 pays hors échantillon				**355**	**720**	**558**	**504**
Total 57 pays	**418**	**444**	**585**	**852**	**1 365**	**1 385**	**1 368**
Burkina Faso				385	553	607	676
Burundi				327	505	666	543
Éthiopie et Erythrée				250	401	372	399
Guinée				303	492	557	612
Guinée–Bissau				290	882	796	610
Lesotho				320	692	1 048	1 173
Malawi				324	566	563	706
Zaïre				497	730	458	220
6 autres pays				800	5 737	2 832	2 879
15 pays hors échantillon				355	720	558	504

Tableau A4–d. **Taux de croissance du PIB par habitant, 57 pays africains**

	1820–70	*1870–1913*	*1913–50*	*1950–73*	*1973–98*
Égypte			–0.05	1.54	2.98
Ghana			1.14	0.99	–0.49
Maroc			1.61	0.66	1.87
Afrique du Sud			1.25	2.19	–0.32
4 pays de l'échantillon			**1.02**	**1.76**	**0.88**
Algérie				2.40	0.53
Angola				2.34	–3.99
Bénin				–0.09	0.68
Botswana				5.21	5.42
Cameroun				1.76	0.02
Cap–Vert				0.70	3.84
Rép. centrafricaine				0.35	–0.99
Tchad				–0.42	0.34
Comores				2.03	–2.12
Congo				2.21	0.20
Côte d'Ivoire				2.65	–1.29
Djibouti				1.64	–2.85
Gabon				3.81	–1.61
Gambie				2.60	–0.55
Kenya				1.71	0.45
Liberia				1.39	–1.75
Madagascar				0.81	–2.00
Mali				1.07	1.18
Mauritanie				3.23	0.11
Maurice				1.71	4.02
Mozambique				2.21	–1.81
Namibie				2.10	0.34
Niger				–0.40	–1.31
Nigeria				2.87	–0.63
Réunion				2.83	0.71
Rwanda				1.00	0.10
Sénégal				0.19	–0.04
Seychelles				2.30	2.49
Sierra Leone				2.22	–2.63
Somalie				0.47	–1.14
Soudan				–0.22	0.49
Swaziland				5.09	0.85
Tanzanie				1.95	–0.24
Togo				2.67	–1.95
Tunisie				3.04	2.57
Ouganda				0.87	–0.58
Zambie				2.10	–1.82
Zimbabwe				3.12	0.07
38 autres pays				**2.00**	**–0.25**
15 pays hors échantillon				**3.12**	**–1.42**
Total 57 pays	**0.12**	**0.64**	**1.02**	**2.07**	**0.01**
Burkina Faso				1.58	0.81
Burundi				1.91	0.29
Éthiopie et Erythrée				2.07	–0.02
Guinée				2.12	0.88
Guinée–Bissau				4.96	–1.46
Lesotho				3.41	2.13
Malawi				2.46	0.89
Zaïre				1.68	–4.68
6 autres pays				8.94	–2.72
15 pays hors échantillon				3.12	–1.42

Tableau A4–e. **Taux de croissance du PIB, 57 pays africains**

	1820–70	*1870–1913*	*1913–50*	*1950–73*	*1973–98*
Égypte			1.46	3.84	5.57
Ghana			3.77	3.63	2.16
Maroc			3.63	3.32	4.09
Afrique du Sud			3.44	4.85	1.93
4 pays de l'échantillon			**2.92**	**4.27**	**3.30**
Algérie				4.82	3.37
Angola				4.05	–1.70
Bénin				2.23	3.81
Botswana				7.07	8.90
Cameroun				3.48	3.02
Cap–Vert				3.54	5.37
Rép. centrafricaine				2.26	1.22
Tchad				1.45	2.82
Comores				4.51	0.88
Congo				4.50	3.17
Côte d'Ivoire				6.27	2.28
Djibouti				6.84	0.50
Gabon				5.13	1.48
Gambie				5.23	2.93
Kenya				4.95	3.76
Liberia				4.15	0.62
Madagascar				2.80	0.74
Mali				3.16	3.38
Mauritanie				4.58	2.61
Maurice				4.32	5.29
Mozambique				4.36	0.63
Namibie				4.72	3.07
Niger				2.26	1.70
Nigeria				5.19	2.33
Réunion				5.79	2.36
Rwanda				3.32	2.78
Sénégal				2.74	2.89
Seychelles				4.84	3.76
Sierra Leone				3.73	–0.46
Somalie				2.58	1.08
Soudan				2.55	3.74
Swaziland				7.75	3.60
Tanzanie				4.38	2.56
Togo				5.38	1.38
Tunisie				5.00	4.84
Ouganda				3.68	2.49
Zambie				4.77	1.03
Zimbabwe				6.54	2.51
38 autres pays				**4.41**	**2.62**
15 pays hors échantillon				**5.26**	**1.21**
Total 57 pays	**0.52**	**1.40**	**2.69**	**4.45**	**2.74**
Burkina Faso				2.95	3.42
Burundi				3.70	2.11
Éthiopie et Erythrée				4.12	2.43
Guinée				3.83	3.66
Guinée–Bissau				5.41	1.11
Lesotho				5.47	4.63
Malawi				4.92	3.77
Zaïre				4.08	–1.78
6 autres pays				12.74	0.22
15 pays hors échantillon				5.26	1.21

Tableau A4–f. **Taux de croissance démographique, 57 pays africains**

	1820–70	*1870–1913*	*1913–50*	*1950–73*	*1973–98*
Égypte			1.52	2.26	2.52
Ghana			2.61	2.61	2.67
Maroc			1.99	2.64	2.18
Afrique du Sud			2.17	2.60	2.25
4 pays de l'échantillon			**1.88**	**2.47**	**2.39**
Algérie				2.36	2.82
Angola				1.67	2.38
Bénin				2.32	3.11
Botswana				1.76	3.30
Cameroun				1.69	3.00
Cap–Vert				2.82	1.48
Rép. centrafricaine				1.91	2.23
Tchad				1.87	2.47
Comores				2.43	3.06
Congo				2.24	2.97
Côte d'Ivoire				3.53	3.62
Djibouti				5.12	3.45
Gabon				1.28	3.15
Gambie				2.56	3.51
Kenya				3.19	3.30
Liberia				2.72	2.41
Madagascar				1.98	2.80
Mali				2.07	2.17
Mauritanie				1.31	2.50
Maurice				2.56	1.23
Mozambique				2.10	2.49
Namibie				2.57	2.71
Niger				2.68	3.05
Nigeria				2.26	2.97
Réunion				2.88	1.64
Rwanda				2.29	2.68
Sénégal				2.54	2.93
Seychelles				2.48	1.24
Sierra Leone				1.48	2.23
Somalie				2.10	2.24
Soudan				2.78	3.24
Swaziland				2.54	2.73
Tanzanie				2.39	2.81
Togo				2.64	3.39
Tunisie				1.90	2.21
Ouganda				2.78	3.08
Zambie				2.62	2.90
Zimbabwe				3.32	2.44
38 autres pays				**2.37**	**2.87**
15 pays hors échantillon				**2.07**	**2.67**
Total 57 pays	**0.40**	**0.75**	**1.65**	**2.33**	**2.73**
Burkina Faso				1.34	2.59
Burundi				1.76	1.82
Éthiopie et Erythrée				2.00	2.44
Guinée				1.67	2.76
Guinée–Bissau				0.43	2.61
Lesotho				1.99	2.45
Malawi				2.40	2.86
Zaïre				2.36	3.04
6 autres pays				3.48	3.03
15 pays hors échantillon				2.07	2.67

Tableau A4–g. **Différentes estimations du niveau du PIB dans 24 pays africains en 1990 par le PCI et les PWT**
(en millions de dollars internationaux Geary–Khamis)

	PWT 5.5	*PWT 5.6*	*PCI 4*	*PCI 5*	*PCI 7*
Bénin	5 248	5 347	n.d.	6 629	1 227
Botswana	5 479	4 178	5 488	5 662	2 591
Cameroun	17 115	14 393	16 781	41 534	7 123
Congo	5 972	5 394	n.d.	5 358	1 096
Côte d'Ivoire	14 568	16 330	16 655	18 528	5 562
Égypte	105 684	112 873	n.d.	194 267	66 855
Éthiopie	17 891	18 964	16 498	18 622	n.d.
Gabon	3 639	4 500	n.d.	n.d.	2 424
Guinée	3 087	3 304	n.d.	n.d.	2 506
Kenya	26 028	26 093	25 698	31 855	7 358
Madagascar	9 093	9 210	8 001	8 531	3 541
Malawi	4 840	5 146	5 131	6 173	1 582
Mali	5 059	6 040	4 561	5 314	1 485
Maurice	7 211	7 652	n.d.	7 671	1 796
Maroc	60 193	64 082	56 183	83 696	20 338
Nigeria	96 521	107 459	126 035	139 453	24 349
Rwanda	5 360	6 125	n.d.	5 040	n.d.
Sénégal	9 351	10 032	8 627	12 139	3 361
Sierra Leone	4 041	4 325	n.d.	3 021	774
Swaziland	1 580	2 154	n.d.	2 181	611
Tanzanie	14 676	13 852	13 388	13 199	2 470
Tunisie	26 421	27 387	28 990	35 312	9 409
Zambie	6 935	6 432	8 358	10 684	2 741
Zimbabwe	14 913	13 766	15 256	20 391	5 559

Source : Les chiffres de la colonne 1 sont tirés des Penn World Tables, version 5.5, disquette annexe de R.S. Summers et A. Heston, « The Penn World Table (Mark 5) : An Expanded Set of International Comparisons, 1950–1988 », *Quarterly Journal of Economics,* Mai 1991. Les chiffres de la colonne 2 sont tirés de leur disquette de la version 5.6a de janvier 1995. Dans certains cas, les estimations des PWT se réfèrent à une ou deux années avant 1990 ; j'ai actualisé sur la base de la variation du PIB en volume et de la variation du déflateur du PIB des États–Unis entre l'année en question et 1990. J'ai utilisé les PWT version 5.5 pour 50 pays dans un ouvrage précédent (voir Maddison, 1995a, p. 192 et 221) ; ici, j'ai utilisé la version 5.6a. Ce changement fait passer le PIB global des 50 pays de 812 817 millions de dollars internationaux (Geary–Khamis) dans Maddison (1995a) à 845 908 millions ici. En outre, il y avait des estimations indirectes pour 6 pays représentant 13 883 millions de dollars internationaux dans les deux exercices (voir Maddison, 1995a). Les estimations des PWT sont bien plus détaillées que celles du PCI, qui couvrait 15 pays pour 1980 (PCI 4), 22 pays dans le PCI 5 pour 1985 et le PCI 7 pour 1993. Il n'y a pas eu de série concernant l'Afrique dans le PCI 6 pour 1990. Les résultats du PCI ont été ajustés sur la base de 1990 de la même façon que ceux des tableaux A3–g et A3–h. Les 24 pays indiqués ici incluent ceux qui ont participé à l'un ou l'autre des exercices du PCI. Tous les données du PCI à partir de l'exercice 1993 paraissent bien trop faibles et les donnees du PCI 5 pour le Cameroun paraissent bizarres. Les données du PCI 4 sont tirées de l'ONU/Eurostat, *World Comparisons of Purchasing Power Parity and Real Product for 1980,* New York, 1987, p. viii ; celles du PCI 5 sont tirées de l'ONU/Eurostat, *World Comparisons of Real GDP and Purchasing Power 1985,* New York, 1994, p. 5 ; les résultats en dollars Geary–Khamis du PCI 7 sont tirés de l'Eurostat, *Comparaisons des niveaux de prix et des agrégats économiques 199 3: le cas de 22 pays africains,* Luxembourg 1996, p. 43, 145–6. Les résultats du PCI 7 de la dernière colonne ne sont pas comparables avec ceux des années précédentes. Ils correspondent davantage à des données intra–africaines liées au dollar par un taux de change normalisé plutôt que par une parité de pouvoir d'achat avec les États–Unis considérés comme le pays numéraire. En conséquence, les niveaux de produit réel obtenus représentent — agrégés ensemble — environ un tiers de ceux de l'exercice PCI 5. Le ratio de résultats PCI 7 sur PCI 5 varie de 0.46 pour le Botswana à 0.17 pour le Cameroun. Les résultats du PCI 5 pour le Cameroun sont en réalité plutôt étranges. Pour les pays les plus grands toutefois, le ratio varie de 0.17 pour le Nigeria à 0.34 pour l'Égypte. L'exercice PCI soulève un problème majeur en ce sens qu'aucune tentative n'est faite pour aplanir les disparités entre les résultats des différentes séries, alors que c'est une caractéristique fondamentale de la méthode utilisée par Summers et Heston dans les Penn World Tables.

Annexe B

Croissance de la population, du PIB et du PIB par habitant du monde entier avant 1820

Maddison (1995*a*) donnait une estimation approximative de la population, du PIB et du PIB par habitant de l'ensemble des pays de la planète en remontant aux années 1500, afin de mettre en perspective l'analyse détaillée des développements intervenus après 1820. Le principal objectif de cette rétrospective rapide était de faire ressortir l'accélération spectaculaire de la croissance dans l'ère capitaliste qui s'est ouverte à cette époque. Maddison (1998*a*) présentait une comparaison des performances chinoise et occidentale sur une période plus longue, couvrant deux millénaires. Cette étude faisait apparaître d'importantes différences dans le rythme et les types de changements intervenus dans ces segments primordiaux de l'économie mondiale, différences qui plongent leurs racines très loin dans le passé.

La présente étude propose une analyse plus détaillée et plus désagrégée de l'expérience « protocapitaliste » couvrant la période 1500–1820 et brosse à larges traits un tableau du développement, du début de notre ère chrétienne à 1500.

L'analyse quantitative de cette annexe remonte dans le temps par rapport aux estimations de 1820 de l'annexe A, mais elle se fonde sur les mêmes techniques : rassembler des éléments d'appréciation sur les variations de la population, retenir le dollar international de 1990 comme point d'ancrage temporel et spatial pour l'estimation des mouvements du PIB et du PIB par habitant, et remplacer les données manquantes par des estimations indirectes afin de pouvoir calculer les totaux mondiaux. Cette annexe est divisée en deux parties. La première traite de la population, la seconde de la croissance du PIB.

Population

Les éléments d'appréciation concernant le passé plus lointain qui sont fournis ici sont moins solides que ceux qui sont présentés dans l'annexe A, et il y a davantage de lacunes dans les données. Mais cet exercice de quantification n'est pas pour autant fantaisiste. Les données les plus solides et les plus complètes concernent la démographie et l'élément population prend proportionnellement plus d'importance dans l'analyse de siècles où la croissance du revenu par habitant était réduite.

Les données démographiques fournissent des indications importantes sur l'évolution du revenu par habitant. Le taux d'urbanisation en est un exemple frappant. Grâce aux travaux de de Vries (1993) pour l'Europe et de Rozman (1973) pour l'Asie, on peut mesurer la proportion de la population vivant dans des villes de plus de 10 000 habitants. En l'an mil, ce taux était de zéro pour l'Europe (il n'y avait alors que quatre villes de plus de 10 000 habitants) et de 3 pour cent pour la Chine. En 1800, le taux d'urbanisation était de 10.6 pour cent pour l'Europe de l'Ouest, de 3.8 pour cent en Chine et de 12.3 pour

cent au Japon. Lorsque l'urbanisation progresse dans un pays, cela signifie que l'agriculture dégage un excédent croissant au–delà du niveau de subsistance et que l'élément non agricole de l'activité économique augmente. Ces changements ont été utilisés dans Maddison (1998*a*) pour déduire les différences de progression par habitant entre la Chine et l'Europe, et ce genre de déduction est caractéristique de la présente étude. Les registres démographiques tenus par l'administration chinoise remontent à plus de 2 000 ans. Ils servaient à évaluer l'assiette fiscale, et contiennent des informations sur les surfaces cultivées et la production agricole ; ces données ont été utilisées par Perkins (1969) pour évaluer les tendances longues du PIB par habitant de la Chine. Bagnall et Frier (1994) ont brillamment exploité les fragments de recensements anciens pour évaluer la structure de l'emploi, la taille des ménages, les stratégies matrimoniales, la fécondité et l'espérance de vie dans l'Égypte romaine du troisième siècle.

Les travaux sérieux sur les tendances démographiques passées ont commencé au XVIIe siècle avec John Graunt (1676). Il a construit des statistiques démographiques, des tableaux de survie et déterminé la population de Londres en traitant et en analysant les données sur les baptêmes et les enterrements consignées dans les listes de mortalité de Londres à partir de 1603. Halley (1693) a publié la première analyse mathématique rigoureuse des tableaux de mortalité et Gregory King (1696) a établi des estimations de la population de l'Angleterre et du pays de Galles en exploitant les données de la taxe sur les foyers et l'impôt de capitation, la nouvelle taxe sur les naissances, les mariages et les enterrements, ainsi que ses propres mini–recensements de la population menés dans quelques villes.

La démographie rétrospective a connu un nouvel essor au XXe siècle dans plusieurs centres importants : *a)* le Bureau de recherche démographique de l'université de Princeton (créé en 1936) ; *b)* l'INED (Institut national des études démographiques) fondé dans les années 50 pour exploiter les techniques de reconstitution des familles mises au point par Louis Henry ; *c)* le Groupe de Cambridge pour l'histoire de la population et de la structure familiale (créé dans les années 70), qui a entrepris un imposant projet de recherche afin de reconstituer la taille et la structure de la population anglaise sur une base annuelle en remontant jusqu'en 1541 (Wrigley *et al*., 1997) ; *d)* la recherche sur l'histoire démographique du Japon s'est développée sous la houlette d'Akira Hayami et Osamu Saito ; *e)* quantité de travaux ont été publiés par les membres de l'école de Berkeley, de l'université de Californie, sur la démographie latino–américaine. Pour la seconde moitié du XXe siècle, nous disposons des études internationales exhaustives des Nations unies et du Bureau du recensement des États–Unis.

C'est ainsi que nous disposons maintenant d'un nombre important d'études monographiques sur les pays d'Europe, d'Amérique et d'Asie, et une longue série de travaux effectués pour établir des estimations agrégées de la population mondiale. Riccioli (1672) et Gregory King (1696) ont inauguré cette tradition. Les premières estimations ont fait l'objet d'un recensement utile de Willcox (1931), qui a établi la liste de 66 publications parues entre 1650 et 1850. Le savoir contemporain est représenté par Colin Clark (1967), Durand (1974), McEvedy et Jones (1978) et Biraben (1979).

Les estimations détaillées qui sont présentées ci–après pour la période commençant en 1500 sont en grande partie tirées des études monographiques réalisées sur les principaux pays. Pour combler les lacunes de ma base de données, je me suis appuyé sur les travaux de McEvedy et Jones (1978). Pour les années allant du début de notre ère à 1500, j'ai eu largement recours aux travaux de ces derniers.

Plusieurs raisons m'amènent à préférer McEvedy et Jones à Clark, Durand et Biraben. Les estimations de McEvedy et Jones sont les plus détaillées et les mieux documentées. Lorsqu'ils reconstruisent le passé, ils définissent les pays en fonction des frontières de 1975, lesquelles correspondent dans la plupart des cas aux frontières de 1990 que j'ai retenues en règle générale (sauf pour l'Allemagne, la Corée, l'Inde et le Royaume–Uni). Ils montrent également l'impact des modifications du tracé des frontières. Il y a des différences notables entre les quatre sources classiques sur la dynamique démographique à long terme, en particulier en ce qui concerne l'Amérique latine pour 1500 et les années antérieures, et pour l'Afrique. Dans les deux cas, mon point de vue rejoint plutôt celui de McEvedy et Jones que celui de Clark, Durand ou Biraben.

Le tableau B–1 compare mes conclusions globales à celles de McEvedy et Jones, de Clark, de Durand et de Biraben.

Tableau B–1. **Différentes estimations des composantes régionales de la population mondiale, 0–1700 après J.C.**
(en milliers)

Année	*0*	*1000*	*1500*	*1700*
		Europe (y compris la région de l'ex-URSS)		
Clark	44 500	44 200	73 800	111 800
Durand	42 500	45 500	79 000	n.a.
Biraben	43 000	43 000	84 000	125 000
McEvedy et Jones	32 800	38 800	85 500	126 150
Maddison	33 350	39 013	87 718	126 810
		Amériques		
Clark	3 000	13 000	41 000	13 000
Durand	12 000	37 500	46 500	n.a.
Biraben	12 000	18 000	42 000	12 000
McEvedy et Jones	4 500	9 000	14 000	13 000
Maddison	6 320	12 860	19 750	13 250
		Asie (Australasie comprise)		
Clark	185 000	173 000	227 000	416 000
Durand	207 000	189 500	304 000	n.a.
Biraben	171 000	152 000	245 000	436 000
McEvedy et Jones	114 200	183 400	277 330	411 250
Maddison	174 650	183 400	284 350	402 350
		Afrique		
Clark	23 000	50 000	85 000	100 000
Durand	35 000	37 500	54 000	n.a.
Biraben	26 000	38 000	87 000	107 000
McEvedy et Jones	16 500	33 000	46 000	61 000
Maddison	16 500	33 000	46 000	61 000
		Monde		
Clark	225 500	280 200	427 800	640 800
Durand	296 500	310 000	483 500	n.a.
Biraben	252 000	253 000	461 000	680 000
McEvedy et Jones	168 700	264 500	423 600	610 000
Maddison	230 820	268 273	437 818	603 410

Sources: Clark (1967), Durand (1974), McEvedy et Jones (1978) et Biraben (1979). Les estimations de Durand sont des fourchettes hautes/basses. J'ai pris le point médian de ses estimations. J'ai inclus dans l'Europe l'ensemble de l'ex-URSS, et toute la Turquie dans l'Asie, et j'ai ajusté les estimations des autres auteurs pour me conformer à cette définition.

L'Europe de l'Ouest

Les données concernant l'Allemagne, le Danemark, la Finlande, la Norvège, les Pays–Bas, la Suède et la Suisse pour la période 1500–1700 sont tirées de Maddison (1991, pp. 226–227) ; celles concernant la Belgique et l'Italie sont tirées de de Vries (1984, p. 36). Les données concernant l'Autriche sont tirées de McEvedy et Jones (1978). Celles concernant la France (dans ses frontières actuelles) pour la période 1500–1700 sont tirées de Bardet et Dupaquier (1997, pp. 446 et 449) ; pour la période 1700–1820, elles sont tirées de Henry et Blayo (1975, pp. 97–99). Les estimations concernant le Royaume–Uni sont expliquées dans le tableau B–13 *infra*. Les données démographiques pour les années zéro et 1000 sont tirées de McEvedy et Jones (1978). On a admis que la population de 13 petits pays d'Europe a suivi une trajectoire parallèle à la population globale des douze pays cités ci–dessus.

Les données concernant le Portugal pour la période 1500–1700 et l'Espagne pour l'année 1500 sont tirées de de Vries (1984, p. 36) ; celles concernant l'Espagne pour les années 1600 et 1700 sont tirées de *España : Anuario Estadistico 1977,* INE, Madrid, p. 49 ; pour les années zéro et 1000, les données sont tirées de McEvedy et Jones (1978). Les données démographiques de la Grèce pour la période 0–1700 sont tirées de McEvedy et Jones (1978).

L'Europe de l'Est

Les données démographiques des pays qui sont aujourd'hui l'Albanie, la Bulgarie, la Grèce, la Hongrie, la Pologne, la République tchèque, la Roumanie, la Slovaquie et les cinq républiques de l'ex–Yougoslavie pour la période 0–1700 sont tirées de McEvedy et Jones (1978).

L'ex–URSS

Le tableau B–3 concerne la population de la zone géographique qui constituait l'URSS avant son démantèlement en 1991. Les données pour la période 0–1870 sont tirées de McEvedy et Jones (1978, pp. 78–82, 157–163), ventilées entre la Russie européenne (sauf la Finlande et les provinces polonaises), la Sibérie, le Caucase (les républiques actuelles d'Arménie, d'Azerbaïdjan et de Géorgie), et le Turkestan (républiques actuelles du Kazakhstan, du Kirghizistan, du Tadjikistan, du Turkménistan et de l'Ouzbékistan).

Les pays d'immigration européenne

On trouve une bibliographie détaillée et un recensement des ouvrages parus sur l'Amérique du Nord dans Daniels (1992). Thornton (1987) analyse le processus de la dépopulation autochtone, et cite les estimations d'Ubelaker (1976) pour la Smithsonian Institution. J'ai pris ces estimations, que j'ai arrondies, comme base d'estimation pour parvenir au chiffre de 2 millions pour la population des États–Unis en 1500 et de 250 000 pour le Canada. Thornton ne donne aucune estimation pour 1600 et 1700. Mon évaluation pour ces deux années est basée sur l'hypothèse que le taux de dépopulation était plus faible qu'au Mexique (où la densité de la population était bien plus élevée). Pendant la période 0–1500, la population est présumée suivre une trajectoire parallèle à la population totale de l'Amérique latine.

Pour l'Australie, l'estimation officielle classique de la population aborigène à l'époque des premiers contacts avec les Européens se situe dans une fourchette de 250 à 300 000, mais le modèle détaillé construit par Butlin (1983) pour mesurer l'impact probable des maladies, des déplacements et de l'extermination délibérée de ces populations dans la Nouvelle–Galles–du–Sud et l'État de Victoria donne à penser que leur effectif était très largement supérieur. J'ai estimé les populations combinées d'Australie et de Nouvelle–Zélande avant les premiers contacts à 550 000 personnes — chiffre inférieur à l'estimation de Butlin, mais plus élevé que les anciennes estimations officielles. Pour la période comprise entre l'an 0 et 1500, j'ai tablé sur une croissance démographique plus faible que dans les Amériques.

Tableau B–2. **Population de l'Europe de l'Ouest et de l'Est et des pays d'immigration européenne, 0–1820 après J.C.**
(en milliers)

Année	*0*	*1000*	*1500*	*1600*	*1700*	*1820*
Autriche	500	700	2 000	2 500	2 500	3 369
Belgique	300	400	1 400	1 600	2 000	3 434
Danemark	180	360	600	650	700	1 155
Finlande	20	40	300	400	400	1 169
France	5 000	6 500	15 000	18 500	21 471	31 246
Allemagne	3 000	3 500	12 000	16 000	15 000	24 905
Italie	7 000	5 000	10 500	13 100	13 300	20 176
Pays–Bas	200	300	950	1 500	1 900	2 355
Norvège	100	200	300	400	500	970
Suède	200	400	550	760	1 260	2 585
Suisse	300	300	650	1 000	1 200	1 829
Royaume–Uni	800	2 000	3 942	6 170	8 565	21 226
12 pays	17 600[a]	19 700[b]	48 192	62 580	68 796	114 419
Portugal	500	600	1 000	1 100	2 000	3 297
Espagne	4 500	4 000	6 800	8 240	8 770	12 203
Grèce	2 000	1 000	1 000	1 500	1 500	2 312
13 petits pays	100	113	276	358	394	657
Total Europe occidentale	**24 700**	**25 413**	**57 268**	**73 778**	**81 460**	**132 888**
Albanie	200	200	200	200	300	437
Bulgarie	500	800	800	1 250	1 250	2 187
Tchécoslovaquie	1 000	1 250	3 000	4 500	4 500	7 190
Hongrie	300	500	1 250	1 250	1 500	4 571
Pologne	450	1 200	4 000	5 000	6 000	10 426
Roumanie	800	800	2 000	2 000	2 500	6 389
Yougoslavie	1 500	1 750	2 250	2 750	2 750	5 215
Total Europe de l'Est	**4 750**	**6 500**	**13 500**	**16 950**	**18 800**	**36 415**
États–Unis	640	1 300	2 000	1 500	1 000	9 981
Canada	80	160	250	250	200	816
Australie & Nouvelle Zélande	450	500	550	550	550	433
Total pays d'immigration européenne	**1 170**	**1 960**	**2 800**	**2 300**	**1 750**	**11 230**

a) inclut 500 pour la Scandinavie ; b) inclut 1 000 pour la Scandinavie.

Tableau B–3. **Population européenne et asiatique de la Russie, 0–1870 après J.C.**
(en milliers)

Année	*0*	*1000*	*1500*	*1600*	*1700*	*1820*	*1870*
Russie européenne	2 000	4 000	12 000	15 000	20 000	44 161	71 726
Sibérie	100	100	200	200	300	1 443	3 272
Caucase	300	500	1 250	1 500	1 750	2 429	4 587
Turkestan	1 500	2 500	3 500	4 000	4 500	6 732	9 087
Total	**3 900**	**7 100**	**16 950**	**20 700**	**26 550**	**54 765**	**88 672**

Source : McEvedy et Jones (1978).

L'Amérique latine

La taille de la population indigène à l'époque de la conquête espagnole soulève d'intenses controverses. Les éléments d'appréciation solides sont rares, mais il y a deux écoles de pensée très distinctes. Il est clair que le nombre des habitants a substantiellement baissé après la conquête. La population autochtone, à l'abri des microbes étrangers pendant des millénaires, a été décimée par d'importantes épidémies de variole, de rougeole et d'autres maladies mortelles contre lesquelles elle n'avait aucune immunité.

Le Mexique

Dans une évaluation basée sur une étude minutieuse des ouvrages sur les conquistadors et des documents des archives espagnoles, Angel Rosenblat (1945) évalue la population du Mexique actuel avant la conquête à environ 4.5 millions d'habitants. Il estime que le taux de dépopulation a été faible après la conquête — le situant à moins de 15 pour cent au XVIe siècle. L'école de Berkeley (Cook et Simpson, 1948) retient une estimation bien plus élevée de la population avant la conquête — son chiffre pour la seule partie centrale du Mexique (qui couvre à peu près un quart du territoire du Mexique actuel) étant de 11 millions d'habitants. Cette estimation est basée sur diverses hypothèses peu solides, comme le fait de multiplier le nombre de moines franciscains par des coefficients de baptêmes, ou de déterminer le nombre des habitants d'après la taille des armées aztèques telle qu'elle a été estimée par ceux qui les ont combattues. L'estimation de Borah et Cook (1963) pour le Mexique central est encore plus élevée, puisqu'ils évaluent la population à 25 millions d'habitants, fondant leur estimation sur des pictogrammes ambigus qui décrivent l'incidence des prélèvements fiscaux aztèques. Ils tablent sur un taux de dépopulation de 95 pour cent de la population indigène entre 1519 et 1605, et ils extrapolent rétrospectivement les estimations espagnoles pour 1605 en appliquant un multiplicateur de 25. Ils ne donnent aucune description détaillée des différentes causes de la mortalité comme l'a fait Butlin (1983) pour l'Australie. Ils n'étudient pas d'autres méthodes d'évaluation comme l'a fait Cook (1981) pour le Pérou, et ils n'ont jamais apporté de réponse valable aux critiques formulées par Rosenblat (1967) au sujet de leurs travaux.

Il y a deux raisons de mettre en doute les estimations extrêmement élevées de la mortalité de l'école de Berkeley : *a)* elles se fondent sur un taux de mortalité bien plus élevé qu'en Europe à la suite de la peste noire (un tiers de pertes en vies humaines) ; *b)* il est peu vraisemblable que la population du Mexique central n'ait pas retrouvé son niveau présumé de 1519 avant 1970, malgré l'incidence des apports de la conquête espagnole sur le potentiel de production. Avant la conquête, il n'y avait pas de véhicules à roues, de charrues, ni d'outils en métal. Le régime alimentaire de base était pratiquement végétarien étant donné que les espèces bovine, ovine et porcine étaient inconnues, de même que la volaille. Comme il n'y avait ni chevaux, ni ânes, ni bœufs, ni véhicules à roues, les possibilités de transport par voie de terre se limitaient au portage humain. L'Europe s'est remise en un siècle des ravages causés par la peste noire, sans quasiment aucun progrès technologique. Il paraît inconcevable que le redressement du Mexique ait pris 450 ans.

A mon avis, les estimations de l'école de Berkeley concernant le Mexique sont bien trop élevées. Mais je pense aussi que Rosenblat sous–évalue le niveau de la population avant la conquête et le taux de dépopulation qui s'en est suivi. Dans une critique des travaux de l'école de Berkeley, Zambardino (1980) suggère une fourchette plausible de cinq à 10 millions d'habitants. J'ai retenu le point médian de l'estimation de Zambardino pour le Mexique (voir l'analyse de Maddison, 1995*b*), et présumé un taux de dépopulation de deux tiers entre 1500 et 1600.

Rosenblat (1945) décrit la structure de la population mexicaine en 1825, à la fin de l'administration espagnole, lorsque le Mexique comptait 6.8 millions d'habitants. Au haut de l'échelle, il y avait une petite couche de 70 000 *peninsulares* (les Espagnols de la péninsule). Le deuxième groupe était composé de 1,2 million de *criollos* (Blancs d'origine espagnole). Le troisième groupe comprenait 1.9 million de *mestizos* ou *castas*. La plupart étaient le fruit d'unions entre Blancs et Indiens, certains étaient des Indiens qui avaient abandonné leur style de vie rural pour porter des vêtements de type espagnol et s'installer dans les zones urbaines. Les Indiens des régions rurales (3.7 millions) occupaient le bas de l'échelle sociale ; ils vivaient pour la plupart dans de minuscules villages et pratiquaient l'agriculture de subsistance, avec quelques groupes de chasseurs–cueilleurs dans le Nord. Ces communautés étaient vêtues de façon traditionnelle et conservaient leur langue et leur coutumes, sauf la religion. Il y avait un petit groupe d'esclaves noirs (environ 10 000) dans le Sud du pays. Ces renseignements sur la structure sociale sont d'une grande utilité pour construire les comptes de revenu (voir ci–après).

Le Brésil

J'ai retenu l'estimation de Rosenblat (1945) pour 1500, estimation utilisée par McEvedy et Jones. Elle est proche de l'estimation de Kroeber (1939), qui se base sur des hypothèses concernant l'utilisation de la terre et la technologie employée par une population essentiellement composée de chasseurs–cueilleurs (quelques groupes pratiquant l'agriculture sur brûlis dans les régions côtières). Hemming (1978) évalue la population du pays avant les contacts avec les colons à 2.4 millions d'habitants (estimation qu'il qualifie de « pure conjecture ») ; il obtient ce chiffre en appliquant les taux présumés de dépopulation aux données démographiques actuelles concernant 28 régions. Denevan (1976) estime à 4.8 millions d'habitants la population du Nord et du centre du Brésil (Amazonie comprise), mais cette estimation est basée sur le potentiel agricole et des déductions faites à partir de données sur le Pérou. Hemming exagère le taux probable de dépopulation d'un pays à la population très clairsemée de chasseurs–cueilleurs, et les estimations de Denevan, qui s'appuie sur l'évaluation du potentiel agricole, ne sont pas pertinentes pour une population indienne composée en majeure partie de chasseurs–cueilleurs.

Au premier siècle de la colonisation, il est devenu évident qu'il était difficile d'utiliser les Indiens comme main–d'œuvre serve ou comme esclaves. Ils n'étaient pas dociles, mourraient en grand nombre lorsqu'ils étaient exposés aux maladies occidentales, et ils pouvaient s'enfuir et se cacher facilement. Les Portugais importèrent donc un grand nombre d'esclaves africains comme travailleurs manuels. Les Indiens du Brésil connurent finalement le même sort que les Indiens d'Amérique du Nord. Ils furent repoussés au–delà des frontières de la société coloniale. La principale différence réside en des croisements plus importants avec les envahisseurs blancs et les esclaves noirs.

Le Pérou

J'ai retenu l'estimation « minimale » de 4 millions donnée par Cook (1981, chapitre 7). Bien qu'il la qualifie de « minimale », il cite des estimations plus faibles obtenues par d'autres méthodes qu'il juge valables. La méthode d'approche de Cook ressemble à celle de l'école de Berkeley, mais il propose d'autres estimations fondées sur *a)* l'approche « écologique », qui évalue la population potentielle (capacité de charge) en fonction des ressources et de la technologie disponibles ; *b)* des déductions faites sur la base de l'importance des vestiges archéologiques ; *c)* l'interpolation rétroactive de taux présumés de dépopulation à partir de 1571, date à laquelle les premières estimations relativement bien documentées de la population espagnole sont devenues disponibles. Cook opte pour un chiffre pré–conquête de 9 millions (p. 114), qui est pratiquement au sommet de la large fourchette qu'il indique. J'ai présumé un taux de dépopulation de deux tiers entre 1500 et 1600, comme pour le Mexique.

Tableau B–4. **Composition ethnique de la population brésilienne, 1500–1870**
(en milliers)

Année	*1500*	*1600*	*1700*	*1820*	*1870*
Indiens	1 000	700	950	500	400
Noirs et métis		70	200	2 500	5 700[a]
Européens		30	100	1 500	3 700
Total	**1 000**	**800**	**1 250**	**4 500**	**9 800**

a) y compris 1,5 million d'esclaves.
Sources : Rosenblat (1945), Simonsen (1962), Merrick et Graham (1979), Marcilio (1984).

Tableau B–5. **Différentes estimations de la population de l'Amérique latine, 0–1820 après J.C.**
(en milliers)

Année	*0*	*1000*	*1500*	*1600*	*1700*	*1820*
			Estimations de Maddison			
Mexique		4 500	7 500	2 500	4 500	6 587
Brésil		700	1 000	800	1 250	4 507
Pérou		3 000	4 000	1 300	1 300	1 317
Autres		3 200	5 000	4 000	5 000	8 809
Total	5 600	11 400	17 500	8 600	12 050	21 220
			McEvedy et Jones (1978)			
Mexique	1 500	3 000	5 000	3 500	4 000	6 309[a]
Brésil	400	700	1 000	1 000	1 250	3 827[a]
Pérou	750	1 500	2 000	1 500	1 500	1 683[a]
Autres	1 550	3 300	5 200	4 500	5 400	10 450[a]
Total	4 200	8 500	13 200	10 500	12 150	22 269[a]
			Rosenblat (1945)			
Mexique			4 500	3 645[b]	n.d.	6 800[c]
Brésil			1 000	886[b]	n.d.	4 000[c]
Pérou			2 000	1 591[b]	n.d.	1 400[c]
Autres			4 885	4 532[b]	n.d.	10 863[c]
Total			12 385	10 654[b]	n.d.	23 063[c]
			Clark (1967)			
Total	2 900	12 600	40 000	14 000	12 000	
			Biraben (1979)			
Total	10 000	16 000	39 000	10 000	10 000	23 980[a]

a) estimations basées sur l'interpolation des données entre 1800 et 1850 ; b) estimations basées sur l'interpolation des données entre 1570 et 1650 ; c) 1825.

Sources : Mes estimations pour 1500–1820 (voir texte ci–dessus). Les taux de croissance pour la période 0–1500 sont tirés de McEvedy et Jones.

Les autres pays d'Amérique latine

J'ai retenu les estimations d'avant la conquête de McEvedy et Jones (1978), lesquelles sont dans une large mesure fondées sur les données de Rosenblat (1945). Je me fonde sur un taux de dépopulation plus élevé que McEvedy et Jones pour le XVIe siècle, mais moins élevé que pour le Mexique et le Pérou (tableau B–5).

La population totale de l'Amérique latine

Le tableau B–5 présente une comparaison entre mes estimations, celles de McEvedy et Jones, et celles de Rosenblat. Les miennes sont plus élevées pour 1500 et font apparaître une dépopulation plus importante au XVIe siècle, mais les différences sont faibles par rapport à celles de l'école de Berkeley. Borah (1976) fait état d'une population de plus de 100 millions d'habitants pour l'ensemble du continent américain en 1500. Colin Clark (1967) et Biraben (1979), bien qu'impressionnés par les travaux de Borah, ont manifestement estimé qu'il exagérait et ont retenu des estimations de compromis (sans entrer dans le détail des données démographiques par pays).

La Chine

Les estimations de la population chinoise (tableau B–8) sont tirées de registres administratifs qui remontent à une époque bien antérieure à celle des registres qui peuvent exister dans n'importe quel autre pays. Les types d'ajustements à effectuer pour assurer la compatibilité intertemporelle sont analysés en détail dans Bielenstein (1987) et Ho (1959). J'ai utilisé Ho (1970, p. 49), pour la population en l'an 2 de notre ère. Pour les années 960 et suivantes, le lecteur peut se reporter à l'annexe D dans Maddison (1998*a*). Récemment, Martin Heidra a présenté (dans Twitchett et Mote, 1998, volume 8) un tableau totalement différent de la population chinoise, avec une croissance très rapide sous la dynastie Ming. Mais il ne donne aucun détail ni aucune preuve bibliographique pour appuyer ses révisions, et il ne fait état d'aucune diminution de la population à la suite des guerres du milieu du XVIIe siècle qui ont opposé les Ming à leur successeurs, les Ch'ing. Son analyse se termine en 1650, et son hypothèse élevée interdit pratiquement toute croissance démographique pendant la période Ch'ing (Heidra dans Twitchett et Mote, 1998, pp. 436–440). Il est donc difficile d'ajouter foi aux estimations qu'il avance.

L'Inde

L'Inde ne dispose pas de registres statistiques du type de ceux que l'on trouve en Europe de l'Ouest, en Chine ou au Japon, ce qui ouvre la voie à une grande diversité d'opinions. Une bonne partie des discussions concerne l'année 1600, pour laquelle Moreland (1920) estime la population à 100 millions d'habitants, Davis (1951) à 125 millions, et Habib (1982) à 145 millions environ (avec une fourchette de 140–150 millions). Presque toutes ces estimations sont basées sur une évaluation de la capacité productive des surfaces cultivées (voir Raychaudhuri et Habib, 1982), de sorte qu'il y a une interdépendance entre les hypothèses concernant la démographie et la performance économique. J'ai retenu la moyenne des estimations de Davis et de Habib pour 1600. Pour l'année 0, j'ai utilisé les estimations de Durand (1974).

Tableau B–6. **Différentes estimations de la population indienne, 0–1820 après J.C.**
(en millions)

Année	*0*	*1000*	*1500*	*1600*	*1700*	*1820*
Clark (1967)	70	70	79	100	200	190
McEvedy & Jones (1978)	34	77	100	130	160	200
Biraben (1979)	46	40	95	145	175	194
Durand (1974)	75	75	112.5	n.d.	180[a]	n.d.
Maddison	55	75	110	135	165	209

a) 1750.

Le Japon

Les enquêtes démographiques nationales conduites tous les six ans, à partir de 1721, fournissent des données relativement solides. Elles étaient effectuées pour les propres domaines du shogun et pour ceux de 250 *daimyo* environ dans le reste du Japon. Les registres ne tiennent pas compte des ménages samouraïs, la noblesse impériale japonaise, pas plus que des parias et des mendiants (*etas* et *hinin*). Ils sous–estiment la population féminine et (à des degrés variables selon les domaines) la population des jeunes enfants. Mais on peut ajuster les chiffres et obtenir des estimations acceptables à partir de 1721, date à laquelle le pays comptait globalement quelque 30 millions d'habitants. Avant la mise en place des enquêtes périodiques, les informations provenaient des registres annuels d'affiliation religieuse, institués lorsque les Portugais ont été expulsés du Japon et que la religion chrétienne est devenue illégale. Hayami (1986*a*) reproduit ces statistiques rétrospectives pour les *daimyo* de 17 régions pour des périodes variant entre 30 et 100 ans avant les années 1730. Globalement, elles couvrent à peu près 17 pour cent de la population japonaise dans les années 1730 et font apparaître un taux de croissance de 0.35 pour cent par an en moyenne arithmétique, et de 0.52 pour cent en moyenne pondérée. Si l'on procède à une interpolation rétrospective de ces données, on obtient pour 1600 une population comprise entre 16 et 19.7 millions d'habitants, chiffre proche de l'estimation de 18.5 millions retenue par Yoshida (1911). Celle–ci est basée sur le cadastre de 1598, qui indique une production céréalière de 18.5 millions de *koku*. Yoshida suppose que cette production permettait de nourrir 18.5 millions d'habitants à raison d'une consommation de 1 *koku* (150 kg) par tête.

Le raisonnement de Yoshida est sommaire, mais son estimation paraît plus plausible que la fourchette de 10 à 14 millions proposée par Hayami (1986*a*) pour 1600. Celui–ci suppose un taux de croissance démographique très rapide au XVIIe siècle, avec une rupture brutale de tendance marquée par une stagnation plus ou moins totale au XVIIIe siècle.

Tableau B–7. **Différentes estimations de la population japonaise, 0–1820 après J.C.**
(en milliers)

Année	*0*	*1000*	*1500*	*1600*	*1700*	*1820*
Maddison	3 000	7 500	15 400	18 500	27 000	31 000
Hayami			10 000	12 000	30 000	31 000

Sources : Pour le premier siècle, j'ai retenu le point médian de la fourchette donnée par Farris (1985, p. 3) pour la période Yayoi et, pour l'an 1000, j'ai interpolé l'estimation donnée par Farris (p. 175) pour le milieu du VIIe siècle et par Taeuber (1958, p. 20), pour le milieu du XIIIe siècle. Pour 1500–1600, j'ai retenu le même taux de croissance que Hayami (1986*a*), soit 0,18 pour cent par an.

La Corée

La Corée avait un système de registres des ménages *(hojok)* pour les besoins de l'administration fiscale et de la mobilisation de la main–d'œuvre, de 1392 à 1910. Il en subsiste des registres administratifs. Ils ignorent pratiquement la population des jeunes enfants et leur couverture varie d'une région à l'autre, la capitale Séoul étant très privilégiée sur ce plan. Kwon (1993) a ajusté ces chiffres en s'aidant d'autres documents historiques et de données d'information sur la structure familiale à partir du premier recensement moderne de 1925. Kwon et Shin (1977) fournissent des estimations annuelles pour la période allant de 1392 à 1910. J'ai utilisé leurs estimations sur les mouvements démographiques pour 1500, 1600, 1700 et 1910, et je les ai liées aux estimations de Mizoguchi et Umemura (1988) pour 1910, comme indiqué dans l'annexe A. Les estimations révisées sont à peu près deux fois plus élevées que celles retenues par McEvedy et Jones (1978), qui étaient basées sur les données non ajustées des registres démographiques telles que reproduites par Lee (1936, pp. 40–41). Pour la période 0–1500, j'ai présumé que la population suivait une trajectoire parallèle à celle du Japon.

Tableau B–8. **Population de l'Asie, 0–1820 après J.C.**
(en millions)

Année	*0*	*1000*	*1500*	*1600*	*1700*	*1820*
Chine	59.6	59.0	103.0	160.0	138.0	381.0
Inde	75.0	75.0	110.0	135.0	165.0	209.0
Japon	3.0	7.5	15.4	18.5	27.0	31.0
Corée	1.6	3.9	8.0	10.0	12.2	13.8
Indonésie	2.8	5.2	10.7	11.7	13.1	17.9
Indochine	1.1	2.2	4.5	5.0	5.9	8.9
Autres pays d'Asie de l'Est	5.9	9.8	14.4	16.9	19.8	23.6
Iran	4.0	4.5	4.0	5.0	5.0	6.6
Turquie	6.1	7.3	6.3	7.9	8.4	10.1
Autres pays d'Asie de l'Ouest	15.1	8.5	7.5	8.5	7.4	8.5
Total Asie	**174.2**	**182.9**	**283.8**	**378.5**	**401.8**	**710.4**

Sources : Les sources concernant la Chine, l'Inde, le Japon et la Corée sont décrites dans le texte. Tous les chiffres concernant 1820 sont tirés de l'annexe A. Les données concernant l'Indonésie pour 1700 sont tirées de Maddison (1989*b*) ; pour la période 0–1700, mouvement proportionnel sur la base des données de McEvedy et Jones (1978). Indochine (Cambodge, Laos et Vietnam) pour 0–1820, mouvement proportionnel sur la base des données de McEvedy et Jones. Autres pays d'Asie de l'Est, Iran, Turquie et autres pays d'Asie occidentale pour 0–1700, données tirées de McEvedy et Jones. La couverture géographique de l'Asie est la même ici que dans l'annexe A. La population asiatique de l'ex–URSS n'est pas comprise. La Turquie, la Mélanésie et la Polynésie sont incluses.

L'Afrique

Il n'existe pratiquement aucune documentation sur la population de l'Afrique, sauf pour l'Égypte. Les estimations disponibles relèvent de la spéculation. Les premières ont été établies en 1672 par Riccioli, un jésuite italien. Il avance un chiffre de 100 millions d'habitants à son époque, sans expliquer comment il est parvenu à ce résultat. Gregory King (1696) donne une estimation de 70 millions, en se fondant sur les terres disponibles et une approximation grossière de la productivité agricole pour déterminer le nombre d'habitants qu'il était possible de nourrir avec les ressources naturelles du continent, le niveau des techniques et l'organisation.

L'éminent démographe américain Walter Willcox (1931) pensait que l'estimation de Riccioli était plausible et jugeait que la population était restée stable pendant les XVIIe et XVIIIe siècles. Colin Clark (1967) pensait de même. Carr Saunders (1964) a repris les estimations de Riccioli pour le milieu du XVIIe siècle et table sur une certaine baisse de la population par la suite en raison du trafic d'esclaves. Biraben (1979) tient également compte d'une certaine diminution liée à ce trafic.

Durand (1974) et McEvedy et Jones (1978) sont d'un avis très différent. Remontant le temps à partir de leurs estimations de la population pour 1900, ils retiennent l'hypothèse d'un processus de croissance plus dynamique. Pour ce qui est de l'interaction dynamique entre la pression démographique et la production, ils adoptent une position plus proche de celle de Boserup (1965 et 1981) que des contraintes malthusiennes que l'autre école avait à l'esprit. L'hypothèse de McEvedy et Jones paraît être la plus plausible, et j'ai retenu leurs estimations pour la période 0–1913.

McEvedy et Jones (1978) sont les seuls à fournir une analyse détaillée de la population du continent africain. L'élément le plus frappant de leurs estimations est le dynamisme de l'expansion des territoires au Sud du Sahara, et le recul très important de la part de l'Afrique du Nord, qui passe de la moitié du total environ au premier siècle à approximativement un septième en 1820 (tableau B–9*b*). Pendant quatre millénaires environ, l'Égypte a été pratiquement le seul pays à pratiquer l'agriculture, le reste du continent étant faiblement peuplé de groupes de chasseurs–cueilleurs. Pendant le dernier millénaire avant J.C., les Phéniciens et les Grecs se sont installés en Afrique du Nord à l'Ouest de l'Égypte, créant des villes et apportant des techniques agricoles sophistiquées. Au premier siècle, tout le littoral prospère de la Méditerranée était passé sous le joug de Rome. L'économie et la population de cette région ont décliné après l'effondrement de l'Empire romain, pour renaître avec la conquête arabe du VIIe siècle et atteindre un nouveau record autour de l'an mil après J.C.

L'expansion dynamique de la région subsaharienne est attribuable à l'avancée des agriculteurs vers l'Est et le Sud du continent, ce mouvement s'accompagnant d'un refoulement des groupes de chasseurs–cueilleurs. L'introduction au XVIe siècle du manioc et du maïs, venus des États–Unis, a renforcé les possibilités de développement agricole. Avec la diffusion de l'agriculture, il est devenu possible de nourrir une population bien plus importante, mais le revenu par habitant n'a probablement pas beaucoup changé.

Tableau B–9a. **Différentes estimations de la population africaine, 0–1950 après J.C.**
(en millions)

Année	*Willcox (1931)*	*Carr–Saunders (1964)*	*Clark (1967)*	*Biraben (1979)*	*Durand (1974)*	*McEvedy & Jones (1978)*	*Maddison (1999)*
0			23	26	35	16.5	16.5
1000			50	39	37.5	33	33
1500			85	87	54	46	46
1600			95	113	55	55	55
1650	100	100	100				
1700			100	107		61	61
1800	100	90	100	102		70	
1820		(92)				(74.2)	74.2
1870		(104.3)				(90.5)	90.5
1900	141	120	122	138	159	110	110.0
1913						(124.7)	124.7
1950		207		219		205	228.3

Sources : Willcox (1931), p. 78 ; Carr–Saunders (1964), p. 42 ; Clark (1967), pp. 64, 104 et 108 ; Biraben (1979), p. 16 ; Durand (1974), p. 11 (point médian de sa fourchette) ; McEvedy et Jones (1978), p. 206. Les données entre parenthèses sont des interpolations.

Tableau B–9b. **Répartition régionale de la population africaine, 0–1820 après J.C.**
(en milliers)

Année	*0*	*1000*	*1500*	*1600*	*1700*	*1820*
Egypte	4 000	5 000	4 000	5 000	4 500	4 195
Autres pays d'Afrique du Nord	4 200	5 500	4 300	6 000	4 800	6 790
Autres pays d'Afrique	8 300	22 500	37 700	44 000	51 700	63 223
Total Afrique	16 500	33 000	46 000	55 000	61 000	74 208
Part de l'Afrique du Nord %	49.7	31.8	18.0	20.0	13.6	14.8

Source : McEvedy et Jones (1978). Les données pour 1820 sont une interpolation de leurs estimations pour 1800 et 1850.

La traite des esclaves a eu des conséquences importantes sur la croissance de la population africaine (voir tableaux 1–7 et 2–5 et l'analyse du chapitre 2). Entre 1600 et 1870, plus de 9 millions d'esclaves ont été conduits vers les Amériques. Ce trafic a connu son apogée au XVIIIe siècle avec l'arrivée de plus de 6 millions d'Africains aux Amériques, les pertes humaines pour l'Afrique étant encore plus élevées du fait de la mortalité durant la traversée. Sans ce trafic, la croissance de la population africaine au XVIIIe siècle aurait sans doute été trois fois plus rapide.

Tableau B–10. **Population mondiale, 20 pays et totaux régionaux, 0–1998 après J.C.**
(en milliers)

Année	*0*	*1000*	*1500*	*1600*	*1700*	*1820*	*1870*	*1913*	*1950*	*1973*	*1998*
Autriche	500	700	2 000	2 500	2 500	3 369	4 520	6 767	6 935	7 586	8 078
Belgique	300	400	1 400	1 600	2 000	3 434	5 096	7 666	8 640	9 738	10 197
Danemark	180	360	600	650	700	1 155	1 888	2 983	4 269	5 022	5 303
Finlande	20	40	300	400	400	1 169	1 754	3 027	4 009	4 666	5 153
France	5 000	6 500	15 000	18 500	21 471	31 246	38 440	41 463	41 836	52 118	58 805
Allemagne	3 000	3 500	12 000	16 000	15 000	24 905	39 231	65 058	68 371	78 956	82 029
Italie	7 000	5 000	10 500	13 100	13 300	20 176	27 888	37 248	47 105	54 751	57 592
Pays–Bas	200	300	950	1 500	1 900	2 355	3 615	6 164	10 114	13 438	15 700
Norvège	100	200	300	400	500	970	1 735	2 447	3 265	3 961	4 432
Suède	200	400	550	760	1 260	2 585	4 164	5 621	7 015	8 137	8 851
Suisse	300	300	650	1 000	1 200	1 829	2 664	3 864	4 694	6 441	7 130
Royaume–Uni	800	2 000	3 942	6 170	8 565	21 226	31 393	45 649	50 363	56 223	59 237
Total 12 pays	***17 600***	***19 700***	***48 192***	***62 580***	***68 796***	***114 419***	***162 388***	***227 957***	***256 616***	***301 037***	***322 507***
Portugal	500	600	1 000	1 100	2 000	3 297	4 353	6 004	8 512	8 634	9 968
Espagne	4 500	4 000	6 800	8 240	8 770	12 203	16 201	20 263	27 868	34 810	39 371
Autres	2 100	1 113	1 276	1 858	1 894	2 969	4 590	6 783	12 064	13 909	16 553
Total Europe occidentale	**24 700**	**25 413**	**57 268**	**73 778**	**81 460**	**132 888**	**187 532**	**261 007**	**305 060**	**358 390**	**388 399**
Europe de l'Est	**4 750**	**6 500**	**13 500**	**16 950**	**18 800**	**36 415**	**52 182**	**79 604**	**87 289**	**110 490**	**121 006**
Ex–URSS	**3 900**	**7 100**	**16 950**	**20 700**	**26 550**	**54 765**	**88 672**	**156 192**	**180 050**	**249 748**	**290 866**
Etats–Unis	680	1 300	2 000	1 500	1 000	9 981	40 241	97 606	152 271	211 909	270 561
Autres pays d'immigration européenne	490	660	800	800	750	1 249	5 892	13 795	23 823	39 036	52 859
Total pays d'immigration européenne	**1 170**	**1 960**	**2 800**	**2 300**	**1 750**	**11 230**	**46 133**	**111 401**	**176 094**	**250 945**	**323 420**
Mexique	2 200	4 500	7 500	2 500	4 500	6 587	9 219	14 970	28 485	57 643	98 553
Autres pays d'Amérique latine	3 400	6 900	10 000	6 100	7 550	14 633	30 754	65 545	137 352	250 807	409 070
Total Amérique latine	**5 600**	**11 400**	**17 500**	**8 600**	**12 050**	**21 220**	**39 973**	**80 515**	**165 837**	**308 450**	**507 623**
Japon	**3 000**	**7 500**	**15 400**	**18 500**	**27 000**	**31 000**	**34 437**	**51 672**	**83 563**	**108 660**	**126 469**
Chine	59 600	59 000	103 000	160 000	138 000	381 000	358 000	437 140	546 815	881 940	1 242 700
Inde	75 000	75 000	110 000	135 000	165 000	209 000	253 000	303 700	359 000	580 000	975 000
Autres pays d'Asie	36 600	41 400	55 400	65 000	71 800	89 366	119 619	185 092	392 481	677 214	1 172 243
Total Asie (sauf Japon)	**171 200**	**175 400**	**268 400**	**360 000**	**374 800**	**679 366**	**730 619**	**925 932**	**1 298 296**	**2 139 154**	**3 389 943**
Afrique	**16 500**	**33 000**	**46 000**	**55 000**	**61 000**	**74 208**	**90 466**	**124 697**	**228 342**	**387 645**	**759 954**
Monde	**230 820**	**268 273**	**437 818**	**555 828**	**603 410**	**1 041 092**	**1 270 014**	**1 791 020**	**2 524 531**	**3 913 482**	**5 907 680**

Tableau B–11. **Taux de croissance de la population mondiale, 20 pays et totaux régionaux, 0–1998 après J.C.**
(moyenne annuelle des taux de croissance composés)

Année	*0–1000*	*1000–1500*	*1500–1820*	*1820–70*	*1870–1913*	*1913–50*	*1950–73*	*1973–98*
Autriche	0.03	0.21	0.16	0.59	0.94	0.07	0.39	0.25
Belgique	0.03	0.25	0.28	0.79	0.95	0.32	0.52	0.18
Danemark	0.07	0.10	0.20	0.99	1.07	0.97	0.71	0.22
Finlande	0.07	0.40	0.43	0.81	1.28	0.76	0.66	0.40
France	0.03	0.17	0.23	0.42	0.18	0.02	0.96	0.48
Allemagne	0.02	0.25	0.23	0.91	1.18	0.13	0.63	0.15
Italie	–0.03	0.15	0.20	0.65	0.68	0.64	0.66	0.20
Pays–Bas	0.04	0.23	0.28	0.86	1.25	1.35	1.24	0.62
Norvège	0.07	0.08	0.37	1.17	0.80	0.78	0.84	0.45
Suède	0.07	0.06	0.48	0.96	0.70	0.60	0.65	0.34
Suisse	0.00	0.15	0.32	0.75	0.87	0.53	1.39	0.41
Royaume–Uni	0.09	0.14	0.53	0.79	0.87	0.27	0.48	0.21
Total 12 pays	***0.01***	***0.18***	***0.27***	***0.70***	***0.79***	***0.32***	***0.70***	***0.28***
Portugal	0.02	0.10	0.37	0.56	0.75	0.95	0.06	0.58
Espagne	–0.01	0.11	0.18	0.57	0.52	0.87	0.97	0.49
Autres	–0.06	0.03	0.26	0.88	0.91	1.57	0.62	0.70
Total Europe occidentale	**0.00**	**0.16**	**0.26**	**0.69**	**0.77**	**0.42**	**0.70**	**0.32**
Europe de l'Est	**0.03**	**0.15**	**0.31**	**0.72**	**0.99**	**0.25**	**1.03**	**0.36**
Ex–URSS	**0.06**	**0.17**	**0.37**	**0.97**	**1.33**	**0.38**	**1.43**	**0.61**
États–Unis	0.06	0.09	0.50	2.83	2.08	1.21	1.45	0.98
Autres pays d'immigration européenne	0.03	0.04	0.14	3.15	2.00	1.49	2.17	1.22
Total pays d'immigration européenne	**0.05**	**0.07**	**0.43**	**2.87**	**2.07**	**1.25**	**1.55**	**1.02**
Mexique	0.07	0.10	–0.04	0.67	1.13	1.75	3.11	2.17
Autres pays d'Amérique latine	0.07	0.07	0.12	1.50	1.78	2.02	2.65	1.98
Total Amérique latine	**0.07**	**0.09**	**0.06**	**1.27**	**1.64**	**1.97**	**2.73**	2.01
Japon	**0.09**	**0.14**	**0.22**	**0.21**	**0.95**	**1.31**	**1.15**	**0.61**
Chine	0.00	0.11	0.41	–0.12	0.47	0.61	2.10	1.38
Inde	0.00	0.08	0.20	0.38	0.43	0.45	2.11	2.10
Autres pays d'Asie	0.01	0.06	0.15	0.58	1.02	2.05	2.40	2.22
Total Asie (sauf Japon)	**0.00**	**0.09**	**0.29**	**0.15**	**0.55**	**0.92**	**2.19**	**1.86**
Afrique	**0.07**	**0.07**	**0.15**	**0.40**	**0.75**	**1.65**	**2.33**	**2.73**
Monde	**0.02**	**0.10**	**0.27**	**0.40**	**0.80**	**0.93**	**1.92**	**1.66**

Tableau B–12. **Parts de la population mondiale, 20 pays et totaux régionaux, 0–1998 après J.C.**
(pourcentage du total mondial)

Année	***0***	***1000***	***1500***	***1600***	***1700***	***1820***	***1870***	***1913***	***1950***	***1973***	***1998***
Autriche	0.2	0.3	0.5	0.4	0.4	0.3	0.4	0.4	0.3	0.2	0.1
Belgique	0.1	0.1	0.3	0.3	0.3	0.3	0.4	0.4	0.3	0.2	0.2
Danemark	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.2	0.2	0.1	0.1
Finlande	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.2	0.2	0.1	0.1
France	2.2	2.4	3.4	3.3	3.6	3.0	3.0	2.3	1.7	1.3	1.0
Allemagne	1.3	1.3	2.7	2.9	2.5	2.4	3.1	3.6	2.7	2.0	1.4
Italie	3.0	1.9	2.4	2.4	2.2	1.9	2.2	2.1	1.9	1.4	1.0
Pays–Bas	0.1	0.1	0.2	0.3	0.3	0.2	0.3	0.3	0.4	0.3	0.3
Norvège	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Suède	0.1	0.1	0.1	0.1	0.2	0.2	0.3	0.3	0.3	0.2	0.1
Suisse	0.1	0.1	0.1	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.1
Royaume–Uni	0.3	0.7	0.9	1.1	1.4	2.0	2.5	2.5	2.0	1.4	1.0
Total 12 pays	***7.6***	***7.3***	***11.0***	***11.3***	***11.4***	***11.0***	***12.8***	***12.7***	***10.2***	***7.7***	***5.5***
Portugal	0.2	0.2	0.2	0.2	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.2	0.2
Espagne	1.9	1.5	1.6	1.5	1.5	1.2	1.3	1.1	1.1	0.9	0.7
Autres	0.9	0.4	0.3	0.3	0.3	0.3	0.4	0.4	0.5	0.4	0.3
Total Europe occidentale	**10.7**	**9.5**	**13.1**	**13.3**	**13.5**	**12.8**	**14.8**	**14.6**	**12.1**	**9.2**	**6.6**
Europe de l'Est	**2.1**	**2.4**	**3.1**	**3.0**	**3.1**	**3.5**	**4.1**	**4.4**	**3.5**	**2.8**	**2.0**
Ex–URSS	**1.7**	**2.6**	**3.9**	**3.7**	**4.4**	**5.3**	**7.0**	**8.7**	**7.1**	**6.4**	**4.9**
États–Unis	0.3	0.5	0.5	0.3	0.2	1.0	3.2	5.4	6.0	5.4	4.6
Autres pays d'immigration européenne	0.2	0.2	0.2	0.1	0.1	0.1	0.5	0.8	0.9	1.0	0.9
Total pays d'immigration européenne	**0.5**	**0.7**	**0.6**	**0.4**	**0.3**	**1.1**	**3.6**	**6.2**	**7.0**	**6.4**	**5.5**
Mexique	1.0	1.7	1.7	0.4	0.7	0.6	0.7	0.8	1.1	1.5	1.7
Autres pays d'Amérique latine	1.5	2.6	2.3	1.1	1.3	1.4	2.4	3.7	5.4	6.4	6.9
Total Amérique latine	**2.4**	**4.2**	**4.0**	**1.5**	**2.0**	**2.0**	**3.1**	**4.5**	**6.6**	**7.9**	8.6
Japon	**1.3**	**2.8**	**3.5**	**3.3**	**4.5**	**3.0**	**2.7**	**2.9**	**3.3**	**2.8**	**2.1**
Chine	25.8	22.0	23.5	28.8	22.9	36.6	28.2	24.4	21.7	22.5	21.0
Inde	32.5	28.0	25.1	24.3	27.3	20.1	19.9	17.0	14.2	14.8	16.5
Autres pays d'Asie	15.9	15.4	12.7	11.7	11.9	8.6	9.4	10.3	15.5	17.3	19.8
Total Asie (sauf Japon)	**74.2**	**65.4**	**61.3**	**64.8**	**62.1**	**65.3**	**57.5**	**51.7**	**51.4**	**54.7**	**57.4**
Afrique	**7.1**	**12.3**	**10.5**	**9.9**	**10.1**	**7.1**	**7.1**	**7.0**	**9.0**	**9.9**	**12.9**
Monde	**100.0**	**100.0**	**100.0**	**100.0**	**100.0**	**100.0**	**100.0**	**100.0**	**100.0**	**100.0**	**100.0**

PIB et PIB par habitant, 1500–1820

Maddison (1995*a*) donne une estimation très approximative de l'évolution de la croissance économique mondiale entre 1500 et 1820, qui vient compléter une analyse bien plus détaillée de la période postérieure à 1820. Dans cette étude, j'ai retenu trois hypothèses simples pour la croissance du PIB réel par habitant. Pour l'Europe de l'Ouest, j'ai tablé sur une croissance de 0.2 pour cent par an, suivant en cela l'hypothèse de Kuznets (1973) qui se base sur un taux de 0.1 pour cent par an pour le reste de l'Europe et l'Amérique latine, et une croissance nulle en Asie et en Afrique. Maddison (1998*a*) compare les profils du développement en Chine et en Europe à partir du premier siècle de notre ère jusqu'en 1995. Les éléments d'appréciation relatifs à la Chine ont été examinés de façon très minutieuse, mais les estimations concernant l'Europe contenaient un fort élément de conjecture.

Cette annexe repose sur un examen bien plus approfondi des éléments d'appréciation pour la période 1500–1820. Cet examen montre à l'évidence que le taux de croissance moyen par habitant en Europe de l'Ouest était plus faible (0.15 pour cent par an) entre 1500 et 1820 que l'estimation de 0.2 pour cent avancée par Kuznets. La croissance a été plus rapide en Amérique latine et dans les pays d'immigration européenne que ne l'avait présumé Maddison (1995*a*). L'hypothèse d'une stagnation du revenu par habitant en Asie est généralement confirmée, avec toutefois l'exception notable du Japon.

La dernière section de cette annexe inclut des estimations approximatives et provisoires du niveau du PIB des principales régions pour le premier siècle de notre ère et pour l'an mil. Les tableaux B–18 à B–22 donnent les estimations du PIB et du PIB par habitant mondiaux.

Europe de l'Ouest

La Belgique

Blomme et Van der Wee (1994) fournissent des estimations du PIB (pour la Flandre et le Brabant) par branche d'activité d'origine pour la période 1510–1812. Ils arrivent à un taux de croissance du PIB de 0.38 pour cent par an, et de 0.14 pour cent par habitant pour l'ensemble de la période. Ils donnent des estimations pour sept points sur la période, que j'ai reprises pour établir des estimations approximatives pour les années 1500, 1600 et 1700.

La France

François Perroux, avec l'aide et les encouragements de Simon Kuznets, a constitué un groupe pour mesurer la croissance française dans les années 1950 (Marczewski et Toutain en étaient les membres les plus productifs). Marczewski (1961) a établi pour le XVIIIe siècle quelques estimations préliminaires, qui exagèrent considérablement la performance industrielle. Elles ont désormais été revues, et J.–C. Toutain m'a aimablement communiqué les estimations révisées, que j'ai utilisées ici pour la période 1700–1820.

Au cours des dernières décennies, l'histoire économique française a été dominée par les membres de l'école des *Annales*, qui affichent un certain dédain pour l'approche de Kuznets. A notre avis, leurs travaux présentent trois points faibles : *a)* un désintérêt pour la macro–quantification ; *b)* la concentration sur les caractéristiques régionales ou supranationales plutôt que sur la performance nationale ; *c)* un biais malthusien.

Le Roy Ladurie insiste fortement sur la longue stabilité de l'économie française pendant la période 1300–1700, tant au plan de la démographie que du revenu par habitant. Il a d'abord avancé l'hypothèse d'un revenu stagnant, dans une étude régionale sur les paysans du Languedoc (Le Roy Ladurie, 1966). Il affirme qu'il existait une tension entre le dynamisme de la population et la rigidité du potentiel de production agricole, tension qui explique les reculs démographiques récurrents et prolongés. En 1977, il maintient ces conclusions dans une analyse fondée sur une nouvelle génération d'études régionales (Le Roy Ladurie dans Braudel et Larousse, 1977).

A une époque, le pessimisme de Braudel était plus accentué encore que celui de Le Roy Ladurie. Dans un article daté de 1967 rédigé avec Spooner, il conclut, après avoir récapitulé les travaux de Phelps Brown et d'autres analystes des salaires réels, ainsi que les études régionales de l'école des *Annales* : « Depuis la fin du XVe siècle jusqu'au début du XVIIIe siècle, le niveau de vie en Europe a progressivement baissé. ». Plus tard, il change d'avis (Braudel, 1985, volume III, p. 314) : « Lorsque l'on considère les quantités globales, les constantes de l'histoire européenne ressortent clairement. La première est la progression régulière du PNB envers et contre tout — si Frank Spooner a raison, le PNB français n'a cessé d'augmenter depuis le règne de Louis XII, et probablement même depuis plus longtemps. » [Louis XII a régné de 1498 à 1515].

A mon avis, le jugement révisé de Braudel est plus acceptable que sa position précédente ou que celle de Le Roy Ladurie. Toutefois, le graphique que Braudel reprend de Spooner (1972) ne montre pas le PNB réel, mais la variation en valeur entre 1500 et 1800 d'une quantité fixe de blé, multipliée par le nombre d'habitants et par un indice lissé du prix du blé à Paris. Les preuves quantitatives fournies pour évaluer la performance globale de l'économie française entre 1500 et 1700 sont donc encore assez fragiles. A en juger d'après l'augmentation comparative du taux de la population urbaine (tableau B–14, *infra*), il semble bien que la croissance de l'économie française était plus faible que celle de l'Angleterre. J'ai présumé que, sur la période 1500–1700, la croissance par habitant de la France progressait à peu près au même rythme même que celle de la Belgique.

L'Italie

Malanima (1995, p. 600) tend à montrer que le revenu par habitant de l'Italie a diminué pendant la période 1570–1700 et qu'il est resté stable entre 1700 et 1820. Ces conclusions sont fondées sur une série d'indicateurs de l'activité industrielle et commerciale dans les villes, le niveau de la consommation alimentaire et les salaires réels plutôt que sur une estimation cohérente des variations du PIB. L'approche est décrite dans son court essai intitulé "Italian Economic Performance: Output and Income 1600–1800", dans Maddison et van der Wee (1994). L'hypothèse d'un recul de la croissance jusqu'en 1700 avancée par Malanima correspond aux indicateurs qualitatifs et à l'évaluation de Cipolla (1976, pp. 236–244), qui tend à montrer que l'activité économique a décliné entre la fin du XVe siècle et le XVIIe siècle. On note toutefois une opinion quelque peu différente sur la question dans l'évaluation que propose Sella (1979) de l'évolution de la Lombardie espagnole (centrée sur Milan) pendant le XVIIe siècle et le jugement que porte Rapp (1976) sur la situation de Venise au XVIIe siècle. L'un et l'autre retiennent l'hypothèse d'un recul relatif par rapport aux économies plus dynamiques de l'Europe du Nord, mais pas d'un déclin en valeur absolue. J'ai présumé que le revenu italien par habitant a stagné entre 1500 et 1820. Le taux de croissance démographique de ce pays était plus faible que celui du reste de l'Europe, et le taux d'urbanisation n'a guère évolué entre 1500 et 1820.

Les Pays–Bas

Les estimations du taux de croissance du PIB pendant la période 1580–1820 sont tirées de Maddison (1991*a*). A partir de 1820, elles sont liées aux nouvelles estimations de Smits, Horlings et van Zanden (2000) pour la période 1820–1913. Les mouvements du PIB entre 1580–1700 sont déduits d'un certain nombre de faits observés (l'explosion de l'urbanisation, la transformation de l'économie rurale et la taille des actifs des ménages telle qu'elle ressort des inventaires successoraux) relatés par

de Vries (1974). Van Zanden (1987) fournit une grande variété d'éléments d'appréciation pour étayer ses estimations de la production de l'agriculture et de la pêche, de l'industrie, des transports et des services pour la période 1650–1805. Les estimations néerlandaises font apparaître une croissance rapide jusqu'en 1700, et une baisse notable de la croissance par habitant entre 1700 et 1820. De Vries et van der Woude (1997, p. 707) donnent une présentation graphique basée sur diverses hypothèses de la baisse du revenu par habitant des Pays–Bas, depuis son niveau record jusqu'à son niveau le plus bas, à la fin des guerres napoléoniennes. Leur profil n'est pas très différent de la mesure que j'ai adoptée. J'ai interpolé le taux de croissance par habitant de 0.43 pour cent pendant la période 1580–1700 pour obtenir la valeur estimative pour 1600, et j'ai supposé que le niveau en 1500 était inférieur à celui de la Belgique.

Le Royaume–Uni

Les données sur la croissance du PIB pendant la période 1700–1820 sont tirées de Maddison (1991*a*), avec ajustements pour l'Angleterre et le pays de Galles afin d'incorporer les résultats de Crafts et Harley (1992) plutôt que ceux de Crafts (1983). J'ai présumé que le PIB écossais par habitant était égal aux trois quarts de celui de l'Angleterre et du pays de Galles en 1801 et que, pendant la période 1700–1801, il avait évolué parallèlement aux estimations de Crafts–Harley pour l'Angleterre et le pays de Galles. Le revenu par habitant de l'Irlande pour la période 1700–1801 est présumé augmenter deux fois moins rapidement que celui de l'Angleterre et du pays de Galles.

Pour 1500–1700, plusieurs indicateurs tendent à montrer que le Royaume–Uni était plus dynamique que la plupart des autres pays européens. La population a augmenté au rythme de 0.39 pour cent par an, contre 0.15 pour cent dans le reste de l'Europe de l'Ouest. Le taux de la population urbaine (population résidant dans les villes de 10 000 habitants et plus en pourcentage de la population totale) est passé de 3.1 à 13.3 pour cent en Angleterre et au pays de Galles — progressant ainsi deux fois plus rapidement qu'en France ou aux Pays–Bas. Il est clair que le rapport des échanges extérieurs au PIB a augmenté entre 1500 et 1820. Il n'y a pas de mesure globale satisfaisante de la production des cultures avant 1500 (voir Overton, 1996), mais les éléments d'appréciation fournis par Clark (1991) sur les rendements par acre, par Allen (1991) sur la productivité, et par Wrigley (1988) sur la structure de l'emploi permettent d'expliquer la progression de l'urbanisation, le niveau de production agricole par habitant se maintenant malgré la diminution de la part de la main–d'œuvre. Le développement plus rapide de l'élevage par rapport aux cultures (Wrigley, 1988) semble indiquer une amélioration du régime alimentaire. Les études récentes sur la diversité croissante des produits alimentaires consommés, les améliorations apportées dans les logements et l'augmentation du stock de meubles et du linge de maison qui ressort des inventaires successoraux de génération en génération indiquent également un long processus d'élévation du niveau de vie — voir les chapitres de de Vries, Wills et Shammas dans Brewer et Porter (1993).

Pour toutes ces raisons, il semble raisonnable de penser que le taux de croissance du revenu par habitant retenu par Crafts–Harley pour la période 1700–1801 est également valable pour la période 1500–1700. Pour ce qui est de l'Irlande, j'ai présumé que la croissance par habitant était inférieure de moitié. Pour le Royaume–Uni considéré dans son ensemble, cela suppose un taux de croissance par habitant de 0.28 pour cent par an pendant la période 1500–1700.

Snooks (1993) a estimé la croissance totale et la croissance du revenu par habitant en Angleterre pendant la période 1086–1688 en reliant les évaluations du revenu nominal tirées des inventaires du *Domesday Book* pour l'Angleterre rurale au Sud du fleuve Tees aux estimations de Gregory King pour 1688, telles qu'ajustées par Lindert et Williamson (1982). Il a déflaté la croissance du revenu nominal par l'indice des prix des produits de consommation des ménages de Phelps Brown et Hopkins (1981, pp. 28–30), complété par l'indice des prix du blé tiré de Thorold Rogers. Son estimation suppose un taux de croissance moyen du revenu réel par habitant de 0.35 pour cent par an entre 1492 et 1688 (p. 24). A ce rythme, le revenu par habitant aurait doublé entre 1500 et 1700. C'est un taux de croissance supérieur à celui que j'ai estimé.

Les estimations du PIB par habitant du tableau B–13 font apparaître une évolution très différente de celle de l'indice des salaires réels des ouvriers du bâtiment dans le Sud de l'Angleterre, fréquemment cité de Phelps Brown et Hopkins (1981). Elles tendent à indiquer que les salaires réels ont chuté de 60 pour cent entre 1500 et 1800, alors que je montre que le PIB réel par habitant a été multiplié par 2.4 pendant cette période.

Tableau B–13. **Composantes régionales du PIB, de la population et du PIB par habitant britanniques, 1500–1820**

	Royaume–Uni	*Angleterre, pays de Galles et Ecosse*	*Irlande*	*Ecosse*	*Angleterre et pays de Galles*
			PIB (en millions de dollars Geary–Khamis de 1990)		
1500	2 815	2 394	421	298	2 096
1600	6 007	5 392	615	566	4 826
1700	10 709	9 332	1 377	1 136	8 196
1801	25 426	21 060	4 366	2 445	18 615
1820	36 232	30 001	6 231		
1870	100 179	90 560	9 619		
1913	224 618	212 727	11 891		
1920	212 938	201 860	11 078		
			Population (en milliers d'habitants)		
1500	3 942	3 142	800	500	2 642
1600	6 170	5 170	1 000	700	4 470
1700	8 565	6 640	1 925	1 036	5 604
1801	16 103	10 902	5 201	1 625	9 277
1820	21 226	14 142	7 084	2 071	12 071
1870	31 393	25 974	5 419	3 337	22 637
1913	45 649	41 303	4 346	4 728	36 575
1920	46 821	42 460	4 361	4 864	37 596
			PIB par habitant (en dollars Geary–Khamis de 1990)		
1500	714	762	526	596	793
1600	974	1 043	615	809	1 080
1700	1 250	1 405	715	1 096	1 463
1801	1 579	1 931	839	1 505	2 006
1820	1 707	2 121	880		
1870	3 191	3 487	1 775		
1913	4 921	5 150	2 736		
1920	4 568	4 754	2 540		

Sources : PIB, comme expliqué dans le texte. Population de l'Angleterre (Monmouth non compris) interpolée sur la base des estimations quinquennales citées dans Wrigley *et al*. (1997, pp. 614–615) pour 1541–1871. Croissance pour 1500–1541 au taux suggéré par Wrigley et Schofield (1981, p. 737) pour 1471–1541. Mouvements démographiques de Monmouth et du pays de Galles pour 1700–1820 tirés de Deane et Cole (1964, p. 103) ; pendant la période 1500–1600 : présumés suivre une trajectoire parallèle à ceux de l'Angleterre. Données concernant l'Irlande pour 1500 et 1600 tirées de O'Grada dans Bardet et Dupaquier (1997, vol. 1, p. 386) ; mouvements pour 1700–1821 tirés de Dickson, O'Grada et Daultrey (1982, p. 156). Données concernant l'Écosse pour 1500–1600 tirées de McEvedy et Jones (1978, pp. 45–47) ; pour 1700, données tirées de Deane et Cole (1964, p. 6) ; pour 1820, données tirées de Mitchell (1962, pp. 8–10). Evolution de la population et du PIB pour 1820–1920 tirée de Maddison (1995a).

Les mesures traditionnelles du salaire réel sont assez simplistes par rapport à celles de la démographie ou des comptes nationaux. Phelps Brown et Hopkins utilisent les taux de salaires journaliers des artisans et des ouvriers travaillant sur les chantiers de construction des collèges d'Oxford et de Cambridge, de Eton et de quelque autres employeurs du Sud de l'Angleterre. En général, ils ont 15 cotations de salaire ou plus par an pour les artisans et environ trois par an pour les ouvriers du bâtiment. Pour la période 1500–1800, qui est celle qui nous intéresse le plus, il y a 82 années pour lesquelles ils ne fournissent aucune estimation de salaire, parce que les cotations dont ils disposaient étaient trop différentes ou qu'ils manquaient de données. Ils n'ont pas de données sur les salaires hebdomadaires ou annuels, pas plus que sur le nombre de jours ouvrés.

Phelps Brown et Hopkins ne présentent aucune analyse de la représentativité de leur indice des salaires pour les ouvriers du bâtiment. Lindert et Williamson (1982, p. 393) montrent que 5.3 pour cent des familles (73 000 personnes) tiraient leurs moyens d'existence des métiers du bâtiment en 1688. Même si l'on estime que l'étude Phelps Brown couvre ce groupe de façon appropriée, et même s'il est raisonnable de penser que les ouvriers du bâtiment étaient essentiellement payés en liquide et non en nature, il n'en allait certainement pas de même pour la grande majorité de la population active. L'agriculture employait 56 pour cent de la population en 1700, et la plupart de ces gens produisaient et consommaient directement les céréales, la viande, le beurre et le fromage, qui occupent une place si importante dans l'indice des prix. Beaucoup d'autres habitants, comme les domestiques, les artisans, le clergé et les militaires, n'étaient pas des salariés ou, s'ils l'étaient, une part appréciable de leur rémunération était versée en nature. Une fraction importante de la population active était donc à l'abri de l'impact de la hausse des prix.

Jan de Vries (1993) considère d'un œil très critique les méthodes d'estimation basées sur les salaires réels par rapport aux méthodes quantitatives de l'évaluation du bien–être. Il conteste la représentativité des ouvriers du bâtiment dans une société où les différences de revenus étaient très grandes. Il souligne le nombre important de produits absents de l'indice de Phelps Brown et l'utilisation par celui–ci de pondérations fixes sur une période de temps aussi longue ; mais ce qui le contrarie le plus, c'est la contradiction entre ses sombres conclusions et les éléments d'appréciation différents qui ressortent des inventaires successoraux. « Toutes les études que j'ai examinées pour l'époque coloniale de la Nouvelle–Angleterre et le Chesapeake, l'Angleterre et les Pays–Bas font systématiquement apparaître deux caractéristiques. A quelques rares exceptions près, entre le milieu du XVIIe siècle et la fin du XVIIIe siècle, chaque génération a légué à la suivante des possessions plus importantes et de meilleure qualité. »

Performance globale des principaux pays d'Europe de l'Ouest

Le taux de croissance global par habitant pour les cinq pays (Belgique, France, Italie, Pays–Bas et Royaume–Uni) pour lesquels nous donnons des estimations pour la période 1500–1820 est de 0.14 pour cent par an, mais ces pays forment un groupe assez disparate. Les taux de croissance respectifs étaient de 0.27 pour cent pour le Royaume–Uni, 0.28 pour cent pour les Pays–Bas, 0.16 pour cent pour la France, 0.13 pour cent pour la Belgique et de zéro pour l'Italie. En fait, le Royaume–Uni et les Pays–Bas sont des cas particuliers de forte croissance et la stagnation italienne est également atypique (comme l'indique incontestablement la stabilité de son taux d'urbalisation). Ce sont des circonstances particulières qui limitent la croissance de la Belgique, celle–ci ayant souffert de la séparation d'avec les Pays–Bas. En 1500, la Belgique était l'un des pays les plus prospères d'Europe, car c'était une place internationale d'échanges et d'activités bancaires et un centre important de production textile. Lorsque les Pays–Bas sont devenus indépendants, le port d'Anvers a fait l'objet d'un blocus pendant deux siècles ; il y a eu un mouvement important de migration du capital et des compétences de la Belgique vers la Hollande. Pour obtenir un tableau approximatif de l'Europe de l'Ouest dans son ensemble, j'ai fait des estimations indirectes pour l'Autriche, le Danemark, la Finlande, la Norvège, la Suède et la Suisse, en présumant que le PIB réel par habitant avait augmenté de 0.17 pour cent par an pendant la période 1500–1820. Pour l'Allemagne, j'ai retenu un taux de croissance par habitant de 0.14 pour cent, qui tenait compte de la diminution du rôle de ce pays dans les activités bancaires et le commerce hanséatique, et de l'impact de la guerre de 30 ans. Lorsque l'on agrège les estimations indirectes avec les estimations pour les cinq pays pour lesquels nous disposons de meilleurs éléments d'appréciation, on obtient un taux de croissance moyen par habitant de 0.15 pour cent par an pour les douze principaux pays de l'Europe de l'Ouest. C'est un pourcentage sensiblement inférieur à l'hypothèse de Kuznets (0.2 pour cent), que j'ai retenue dans Maddison (1995*a*). J'ai présumé ici que le taux moyen de croissance par habitant des « autres » pays d'Europe de l'Ouest (la Grèce et 13 petits pays) était le même que le taux de croissance moyen des douze principaux pays.

Tableau B–14. **Ratios d'urbanisation en Europe et en Asie, 1500–1890**
(population vivant dans des villes de 10 000 habitants et plus, en pourcentage de la population totale)

Année	*1500*	*1600*	*1700*	*1800*	*1890*
Belgique	21.1	18.8	23.9	18.9	34.5
France	4.2	5.9	9.2	8.8	25.9
Allemagne	3.2	4.1	4.8	5.5	28.2
Italie	14.9	16.8	14.7	18.3	21.2
Pays–Bas	15.8	24.3	33.6	28.8	33.4
Scandinavie	0.9	1.4	4.0	4.6	13.2
Suisse	1.5	2.5	3.3	3.7	16.0
Angleterre & Pays de Galles	3.1	5.8	13.3	20.3	61.9
Écosse	1.6	3.0	5.3	17.3	50.3
Irlande	0.0	0.0	3.4	7.0	17.6
Europe occidentale	6.1	7.8	9.9	10.6	31.3
Portugal	3.0	14.1	11.5	8.7	12.7
Espagne	6.1	11.4	9.0	11.1	26.8
Chine	3.8	4.0[a]	n.a.	3.8	4.4
Japon	2.9	4.4	n.a.	12.3	16.0

a) 1650.

Sources : Données sur les pays européens tirées de de Vries (1984, pp. 30, 36 et 39), sauf pour l'Italie, où les données sont tirées de Malanima (1988*b*) ; pour la Chine et le Japon, données tirées Rozman (1973) et ajustées pour tenir compte des villes de 10 000 habitants et plus, voir Maddison (1998a).

L'Espagne et le Portugal

L'estimation approximative du PIB par habitant de la Castille (à peu près les trois quarts de celui de l'Espagne) établie par Yun (1994) situe le taux de croissance par habitant autour de 0.22 pour cent pendant la période 1580–1630, avec un fléchissement par la suite, et un niveau en 1800 légèrement inférieur au point maximum de 1630. Il établit des estimations ponctuelles des niveaux de production en prix courants pour six années de référence dans la période 1580–1800, estimations qu'il déflate à l'aide d'un indice des prix des produits alimentaires. Ses éléments d'appréciation les plus fiables concernent la production agricole et la consommation alimentaire, mais ses indicateurs pour les activités secondaires et tertiaires sont peu solides. Il conclut que sa « trajectoire paraît conforme à ce que nous savons de l'évolution de l'économie castillane : expansion jusqu'à la fin du XVIe siècle ; récession agricole, décomposition du tissu urbain et crise industrielle et commerciale au XVIIe siècle entraînant une baisse du PIB, que font apparaître nos estimations ; puis croissance sur la base de structures urbaines peu développées et du dynamisme plus important des régions périphériques au XVIIIe siècle ». Pour l'Espagne, j'ai retenu un taux de croissance du PIB par habitant de 0.25 pour cent par an pour la période 1500–1600, une stagnation au XVIIe siècle et une croissance modérée pendant la période 1700–1820. J'ai adopté le même profil pour le Portugal.

L'Europe de l'Est et l'URSS

Pour ces deux régions, les éléments directs d'appréciation font défaut. J'ai présumé que le PIB par habitant était plus faible que celui de l'Europe, et retenu un pourcentage de 0.1 pour cent par an pendant la période 1500–1820 (comme dans Maddison, 1995*a*).

Les pays d'immigration européenne

Pour les États–Unis, Gallman (1972, p. 22) estime la croissance par habitant du produit national net à 0.42 pour cent par an entre 1710 et 1840 (en prenant le point médian de la fourchette qu'il suggère pour 1710). Ajustant les données pour tenir compte de la croissance plus rapide du revenu par habitant pendant la période 1820–40 (voir Maddison, 1995*a*, p. 137), l'estimation de Gallman suppose une croissance par habitant d'environ 0.29 pour cent par an pour la population non indigène, dont le revenu passe de 909 dollars en 1700 à 1 286 dollars en 1820. L'estimation de Gallman ne concerne que la population blanche et la population noire. En 1820, la population indigène ne représentait que 3 pour cent de la population totale ; en 1700, la proportion était de trois quarts du total (voir tableau B–15). Si l'on admet que le revenu par habitant de la population indienne était de 400 dollars en 1700 comme en 1820, le niveau moyen pour l'ensemble de la population était de 527 dollars en 1700 et de 1 257 dollars en 1820. En 1500 et en 1600, la population des États–Unis était exclusivement constituée de chasseurs–cueilleurs indiens, et un revenu moyen de 400 dollars par tête a été retenu.

Tableau B–15. **Composition ethnique de la population des États–Unis, 1700–1820**
(en milliers)

	Indigènes	*Blancs*	*Noirs*	*Total*
1700	750	223	27	1 000
1820	325	7 884	1 772	9 981

Sources : Bureau du recensement des États–Unis (1975, pp. 14 et 18) pour 1820 ; p. 1168 pour les populations noire et blanche en 1700. Les données démographiques indiennes sont tirées de Rosenblat (1945) pour 1820 ; pour 1700, se reporter aux explications ci–dessus.

Mancall et Weiss (1999) ont récemment estimé le revenu par habitant des États–Unis pour 1700 et 1800, et ils présentent des évaluations séparées pour les Blancs, les esclaves et les Indiens. Leur estimation « multiculturelle » (p. 35) fait apparaître un taux de croissance par habitant de 0.28 pour cent seulement par an pendant la période 1700–1800, alors que mon estimation est de 0.73 pour cent par an pour la période 1700–1820. Je pense qu'ils sous–estiment beaucoup trop le taux de croissance, compte tenu du changement énorme intervenu dans la composition ethnique de ce pays pendant cette période. Ils n'avancent aucun chiffre pour la population ou le PIB global, de sorte qu'il est impossible de reproduire leur mesure « multiculturelle ». Ils ne font aucune référence à l'estimation de Gallman que j'ai utilisée.

En ce qui concerne les autres pays d'immigration européenne — l'Australie, le Canada et la Nouvelle–Zélande — la grande masse de leur population dans la période 1500–1700 était composée de chasseurs–cueilleurs, et j'ai tablé sur un PIB par habitant de 400 dollars pour 1500, 1600 et 1700.

Le Mexique

J'estime le revenu par habitant pour 1820 à 759 dollars (annexe A). A l'époque, la population indigène représentait à peu près 53 pour cent du total (tableau B–16). Il y avait une fine strate d'Espagnols « péninsulaires » (1 pour cent de la population environ), qui occupaient les postes d'encadrement de l'armée, de l'administration, de l'église, des monopoles commerciaux et une partie des professions libérales. Ils avaient un style de vie baroque, vivant dans des résidences somptueuses et servis par une armée de domestiques. Les *criollos*, c'est–à–dire les Blancs d'origine espagnole nés au Mexique, représentaient à peu près un sixième de la population. Ils étaient propriétaires de haciendas ou commerçants ; on les trouvait également dans le clergé, l'armée et les professions libérales. Le troisième groupe social, qui représentait plus du quart de la population, était constitué par les *mestizos*,

issus d'unions entre Blancs et Indiens. C'était généralement des ouvriers, des travailleurs agricoles ou des domestiques ; certains étaient employés dans les ranches. J'ai estimé à 425 dollars le revenu par habitant de la population indigène. L'estimation globale pour 1820 suppose un revenu moyen par habitant de 1 140 dollars pour la population non indigène. Pour la période 1500–1700, le niveau du revenu par habitant des deux segments de la population est présumé être le même qu'en 1820, mais la moyenne de ces deux segments combinés est plus faible, étant donné que la population non autochtone ne représentait qu'un quart du total en 1700, 4 pour cent en 1600 et qu'elle était négligeable en 1500.

Tableau B–16. **Composition ethnique de la population d'Amérique latine en 1820**
(en milliers)

	Indigènes	*Blancs*	*Noirs*	*Métis*	*Total*
Mexique	3 500	1 200	10	1 880	6 590
Brésil	500	1 500	2 200	300	4 500
Iles Caraïbes	0	420	1 700	350	2 470
Autres pays d'Amérique latine	3 160	1 300	200	3 000	7 660
Total Amérique latine	7 160	4 420	4 110	5 530	21 220

Source : Tableau B–4 pour le Brésil, les autres pays d'après Rosenblat (1945).

Les autres pays d'Amérique latine

En 1500, les autres parties de l'Amérique latine étaient plus pauvres que le Mexique. Sauf au Pérou, la grande majorité des habitants étaient des chasseurs–cueilleurs plutôt que des agriculteurs. Le revenu par habitant de ces pays était aussi plus faible que celui du Mexique à la fin de la période coloniale, en 1820. Leur revenu par habitant a donc progressé plus lentement qu'au Mexique pendant la période 1500–1820. J'ai présumé que le différentiel de croissance entre le Mexique et le reste de l'Amérique latine est resté stable entre 1500 et 1820.

La Chine

Maddison (1998*a*) présente une analyse approfondie de l'évolution de la population, de la production totale et du produit par habitant au cours des 2 000 ans passés. On dispose pour la population chinoise d'une masse plus importante de données d'enquêtes que pour tout autre pays, grâce au système administratif du pays et aux efforts déployés pour suivre l'activité économique à des fins fiscales.

L'évaluation de la croissance de la production agricole que présente Perkins (1969) pour la période 1368–1968 est un chef d'œuvre d'érudition, que j'ai largement exploité. Son analyse s'inspire fondamentalement des travaux de Boserup. Il pense que la Chine a su faire face aux pressions démographiques et réussi à maintenir une consommation par habitant plus ou moins stable pendant la période que couvre son analyse. Elle a pu le faire en accroissant les surfaces cultivées, en augmentant l'apport de travail par habitant et en améliorant la productivité des terres. Cela impliquait l'emploi massif d'engrais traditionnels, le recours à l'irrigation, le développement de variétés et de semences permettant des récoltes multiples, la diffusion des techniques optimales *via* la distribution, sous l'égide de l'administration chinoise, de manuels agricoles (disponibles très tôt, grâce au développement précoce de la fabrication du papier et de l'imprimerie). Les cultures des Amériques ont été introduites après

1550. Le maïs, les arachides, les pommes de terre et les patates douces ont largement contribué à accroître le potentiel de production de la Chine, car c'étaient des cultures à rendement élevé qui pouvaient pousser sur des terres de qualité médiocre. Les cultures du tabac et de la canne à sucre se sont grandement développées pendant la période Ming. La consommation alimentaire laissait une large place aux protéines et aux calories fournies par les cultures végétales, qui permettent une utilisation plus économique des terres que les activités pastorales. Les Chinois mangeaient beaucoup moins de viande que les Européens et consommaient essentiellement de la volaille et du porc, animaux qui se nourrissent plutôt de détritus plutôt que de pâturages. Le lait et les produits laitiers étaient pratiquement absents du régime alimentaire. Les Chinois n'utilisaient pas beaucoup la laine non plus. Les vêtements ordinaires étaient généralement fabriqués à partir de fibres végétales (chanvre, ramie, puis coton). Les vêtements molletonnés fournissaient la même chaleur que la laine. La population aisée utilisait la soie. L'élevage du ver à soie se pratiquait sur les mûriers, que l'on faisait souvent pousser sur des collines impropres à d'autres cultures.

Les ménages ruraux étaient occupés par un grand nombre d'activités de main–d'œuvre en dehors de l'agriculture. Ils pratiquaient la pisciculture dans de petits étangs, utilisaient l'herbe et d'autres biomasses comme combustibles. Les grandes activités « industrielles » étaient concentrées dans les ménages ruraux. Le filage et le tissage des textiles, la fabrication de vêtements et de produits en cuir étaient pour l'essentiel des activités des ménages. Il en allait de même pour la mouture des céréales et la fabrication de l'huile ; le séchage et la préparation des feuilles de thé ; les produits du tabac ; la sauce de soja ; les bougies et l'huile de tung (bois de Chine) ; le vin et les liqueurs ; les produits fabriqués avec de la paille, du rotin et du bambou. La fabrication de briques et de tuiles, de charrettes et de petits bateaux et la construction de logements ruraux figuraient aussi parmi les grandes activités des villages. Les paysans chinois étaient engagés dans un réseau d'activités commerciales qui prenaient place dans des marchés ruraux auxquels avaient accès pratiquement tous les villages. Toutes ces activités non agricoles ont, semble–t–il, pris de l'ampleur sous la dynastie Sung (960–1280). Par la suite, une certaine augmentation proportionnelle paraît plausible en raison de l'importance croissante sur le long terme de cultures marchandes telles que le coton, le sucre, le tabac et le thé. Au XIXe siècle, plus d'un quart du PIB du pays provenait de l'artisanat traditionnel, des transports, du commerce, de la construction et du logement, toutes activités qui étaient l'apanage des régions rurales. La part relative de ces régions dans le PIB était probablement aussi importante en 1500 qu'en 1820.

Si l'on en juge d'après les estimations approximatives de Rozman (1973), il n'y a apparemment pas eu de changement brutal dans la proportion de la population urbaine (personnes vivant dans les villes de 10 000 habitants ou plus) entre la dynastie Tang et le début du XIXe siècle. C'est un contraste frappant avec la situation de l'Europe occidentale, et c'est également un élément important d'appréciation des performances respectives de la Chine et de l'Europe.

Un autre élément d'appréciation qui s'est révélé très utile est la documentation détaillée sur la technologie chinoise et son évolution dans le temps que présente l'œuvre maîtresse de Needham *et al*. (1954–2000) sur la science et la civilisation chinoises. Bien que l'analyse de l'impact économique des inventions que contient cet ouvrage laisse à désirer, c'est un outil irremplaçable pour évaluer le développement comparatif d'activités telles que l'agriculture, la métallurgie, la production textile, l'imprimerie, la construction navale, la navigation, etc. ; il est également inestimable pour l'analyse qu'il présente de la capacité de la Chine à développer de la science fondamentale.

Les progrès très importants réalisés par la Chine pour améliorer la productivité des terres, et ses progrès plus modestes du niveau de vie sont antérieurs à la période que nous étudions ici. La transition capitale de la culture du blé et du millet dans le Nord du pays à la culture plus intensive du riz pluvial au Sud du Yang–Tseu–Kiang se situe pendant la dynastie Sung (du Xe au XIIIe siècles). L'observation des faits conduit à penser que le PIB par habitant a presque certainement stagné pendant près de six siècles ensuite, bien que la Chine ait été en mesure de faire face à un important accroissement de sa population grâce à une croissance extensive.

L'Inde

Maddison (1971) présente une analyse de la structure sociale et des institutions de l'Empire mongol et de l'Inde britannique. Pour la période mongole, je me suis largement appuyé sur l'étude économique effectuée par Abul Fazl, vizir d'Akbar, à la fin du XVIe siècle (voir la traduction de Jarrett et Sarkar, 1949). Je n'ai pas d'estimation précise du taux de croissance entre 1500 et 1820, mais il ne semble guère établi que l'économie indienne ait été vigoureuse à l'époque. Rien ne permet de penser que la colonisation britannique ait eu un effet positif sur la croissance avant les années 1850.

Le volume I de *The Cambridge Economic History of India* (Raychaudhuri et Habib, 1982) n'aborde pas très directement le problème de la croissance, étudiant les principales régions de l'Inde sans tenter de généraliser l'analyse à l'ensemble du pays. Habib semble indiquer que la production agricole par habitant était peut–être plus élevée en 1595 qu'en 1870 ou en 1900, se basant pour cela sur le fait qu'il y avait plus de terres arables par habitant au XVIe siècle et, apparemment, une plus grande quantité relative d'animaux de trait tels que les buffles et les bouvillons. D'un autre côté, il souligne aussi l'introduction de nouvelles cultures au XVIIe et au XVIIIe siècles. Il se montre plus optimiste pour le secteur manufacturier : « L'expansion des marchés intérieurs et étrangers et l'augmentation des dépenses publiques consacrées aux équipements urbains, aux monuments publics et à l'armée donnent à penser que la production a augmenté et peut–être aussi la productivité de la main–d'œuvre. » (p. 305).

Shireen Moosvi (1987, p. 400) estime que la consommation par habitant était à peu près la même en 1601 et en 1901, mais que le revenu urbain était plus élevé en 1601. Elle en déduit que le niveau global de consommation en 1601 par habitant était supérieur de 5 pour cent à celui de 1901. Moreland (1920, p. 274), sur la base des mêmes éléments d'appréciation que Habib et Moosvi, mais avec une analyse moins rigoureuse, conclut que l'Inde n'était certainement pas plus riche à la mort d'Akbar qu'elle ne l'était en 1910–14, elle était même « sans doute un peu plus pauvre ».

A mon avis, le revenu par habitant de l'Inde a chuté de 1700 aux années 1850 suite à l'effondrement de l'empire mongol et aux coûts de l'adaptation au système de gouvernement britannique (vois l'analyse au chapitre 2).

Le Japon

Il n'y a pas d'estimation de la performance macro–économique à long terme du Japon avant la restauration Meiji de 1868. Mais on peut se faire une certaine idée de ce qui est arrivé, en comparant les expériences japonaise et chinoise.

Au XVIIe siècle, le Japon s'est efforcé d'imiter l'économie, la société, la religion, la littérature et les institutions chinoises. L'admiration pour tout ce qui provenait de la Chine s'est poursuivie jusqu'au XVIIIe siècle, bien que le pays n'ait pas été intégré à l'ordre chinois (à deux brèves exceptions près) en tant qu'État tributaire. Toutefois, le Japon n'a jamais créé une bureaucratie fondée sur la méritocratie, et il a laissé la direction effective du pays tomber aux mains d'une élite militaire héréditaire largement décentralisée. L'histoire institutionnelle du Japon entre le Xe et le XVe siècles ressemble donc davantage à celle de l'Europe féodale qu'à celle de la Chine.

Le Japon a copié les institutions de la Chine Tang du VIIe siècle, créant sa capitale nationale à Nara, sur le modèle de Chang–an. Il a également adopté le bouddhisme de type chinois et permis à ses ordres religieux d'acquérir un large patrimoine foncier ainsi qu'une influence économique importante. Il a adopté les idéogrammes chinois, l'écriture kanji, le style littéraire chinois, la mode vestimentaire chinoise, le calendrier chinois et les méthodes chinoises de mesure de l'âge et des heures. Il y avait déjà à l'époque une similarité importante dans la composition des cultures et la consommation alimentaire, avec la prépondérance de la riziculture. La consommation de viande et de produits carnés était bien plus faible qu'en Europe. La pénurie de terres était plus grande au Japon et en Chine qu'en Europe ou en Inde, de sorte que l'agriculture des deux pays comportait un fort coefficient de main–d'œuvre.

Si l'empereur restait officiellement le chef de l'État, l'administration du pays est tombée aux mains d'une aristocratie héréditaire. Entre 1195 et 1868, le véritable chef de l'État était un suzerain militaire appelé *shogun*.

Entre le VIIe et le IXe siècles, l'administration centrale décidait de l'allocation des terres, imitant en cela la Chine Tang, mais la propriété des terres fut progressivement dévolue à l'élite militaire rurale. Le *shoen* était un système féodal complexe et fragmenté. De nombreuses couches de propriétaires réclamaient une part du surplus aux paysans serfs.

Le progrès technique et sa diffusion ont été facilités en Chine par son administration à un degré qu'il n'était pas possible d'atteindre au Japon, qui ne disposait pas d'une élite laïque instruite. L'imprimerie s'est développée presque aussi tôt qu'en Chine, mais il y avait peu de documents imprimés en dehors des tailles et des talismans bouddhistes. Les Chinois utilisaient eux des manuels imprimés de pratiques optimales, afin de diffuser les méthodes de cultures multiples, d'irrigation et d'emploi de semences à maturation précoce que la dynastie Sung avait importées du Vietnam. Le degré d'urbanisation était moindre au Japon qu'en Chine. La division du Japon en juridictions féodales pluralistes et concurrentes signifiait que l'agriculture et l'irrigation se développaient en général sur les collines à des fins de défense. Le système seigneurial empêchait aussi la spécialisation agricole et le développement des cultures marchandes.

Au XIVe siècle, les Chinois avaient abandonné leurs vêtements de chanvre pour des vêtements de coton, mais ce n'est pas avant le XVIIe siècle que le Japon suivit le mouvement. Jusqu'à cette époque, la production japonaise de soie était peu importante, et la consommation dépendait des importations en provenance de Chine. Les technologies maritime et minière sont restées inférieures à celles de la Chine jusqu'au XVIIe siècle. Les activités complémentaires dans les régions rurales se sont développées plus lentement qu'en Chine.

L'ancien régime japonais s'est effondré après un siècle d'une guerre civile *(sengoku)* qui a commencé en 1467. Kyoto, la capitale, a été détruite dans les premiers temps de ces conflits, et sa population est tombée de 400 000 à 40 000 en 1500. Un nouveau régime est né de ce naufrage, ainsi qu'un nouveau type d'élite militaire.

Tokugawa Ieyasu a créé sa dynastie shogunale en 1603, après avoir servi successivement deux dictateurs militaires, Nobunaga (1573–82) et Hideyoshi (1582–98), qui avaient élaboré des techniques de gouvernement qu'Ieyasu adopta (en particulier la démilitarisation des régions rurales, le système *kokudaka* de prélèvements fiscaux basés initialement sur un cadastre, la réduction des propriétés ecclésiastiques et la pratique consistant à garder comme otages les femmes et les enfants des *daimyo*).

Le shogun de Tokugawa contrôlait directement un quart des terres. La maison impériale et l'aristocratie de Kyoto ne percevaient que 0.5 pour cent des recettes fiscales, les autorités des temples shintoïstes et bouddhistes s'en partageant 1.5 pour cent. Un tiers des recettes était affecté aux petits *daimyo*, qui étaient étroitement contrôlés. Le reste allait aux *tozama, daimyo* importants et plus autonomes, installés dans des régions assez écartées, qui étaient déjà des seigneurs féodaux avant la naissance du régime Tokugawa. Ces dignitaires étaient des rivaux potentiels du shogunat, et ils finirent par se rebeller dans les années 1860. Mais le pouvoir hégémonique du shogun resta incontesté après 1615, date à laquelle il extermina la famille de Hideyoshi et détruisit son château à Osaka. Les shoguns de Tokugawa neutralisèrent l'opposition potentielle des *daimyo* en gardant leur famille en otage et en faisant en sorte que leurs ressources restent précaires (entre 1601 et 1705, « quelque 200 *daimyo* avaient été détruits ; 172 nouveaux *daimyo* avaient été créés ; 200 avaient été dotés de nouvelles possessions ; et les domaines de 280 autres avaient été transférés » — Hall, 1991, pp. 150–151). Les magistrats du shogun administraient directement les principales villes (Edo, Kyoto, Osaka et quelques autres), agissaient en tant que délégués de l'empereur et contrôlaient les relations extérieures, ainsi que les recettes des mines d'or et d'argent.

Le shogunat de Tokugawa n'était pas idéal pour la croissance économique ni l'allocation des ressources, mais son influence a été plus favorable que celle des shogunats de Kamakura (1192–1338) et d'Ashikaga (1338–1573) qui l'ont précédé. Il a engagé avec succès un processus qui a permis au Japon de rattraper et de devancer les autres pays. Entre 1600 et 1868, le revenu par habitant a probablement augmenté de 40 pour cent environ, passant d'un niveau inférieur à celui de la Chine à un niveau nettement plus élevé, malgré le lourd fardeau que représentait le financement d'une élite importante et fonctionnellement pléthorique.

Les Tokugawa ont institué un système de poids et contrepoids entre les principaux membres de l'élite militaire *(daimyo)* qui avaient survécu à la guerre civile, ce qui permit d'instaurer une paix durable dans le pays. Les régions rurales furent complètement démilitarisées à la suite de la chasse aux épées conduite par Hideyoshi en 1588, et de la suppression progressive par le gouvernement de Tokugawa de la production et de l'utilisation des armes à feu de type occidental que les Portugais avaient introduites en 1543.

Les *daimyo* et leurs vassaux militaires (les *samouraïs*) ont été contraints de vivre dans une seule ville–château dans chaque domaine et d'abandonner leur rôle de gestionnaire de l'agriculture. En compensation, ils recevaient un traitement en nature (riz), fourni par les paysans de leur domaine. Les *daimyo* n'avaient pas de droits de propriété déterminés sur la terre, et ils ne pouvaient ni l'acheter ni la vendre. Le shogun pouvait muter un *daimyo* d'une région à l'autre du pays, confisquer, réduire ou augmenter la quantité de riz qu'il recevait selon sa conduite (ou ses intentions, telles qu'elles étaient perçues par les réseaux de surveillance et d'espionnage shogunaux). Les *daimyo* devaient aussi passer une partie de l'année dans la nouvelle capitale, Edo (le Tokyo aujourd'hui), et y maintenir en permanence leur famille, en gage de leur bonne conduite. Les *daimyo* n'étaient pas tenus de remettre périodiquement une somme quelconque à l'autorité shogunale, mais ils avaient des charges très lourdes pour entretenir leur résidence obligatoire *(sankin kotai)* à Edo et répondre aux demandes ponctuelles de fonds pour construire Edo et réparer les dégâts lorsqu'un tremblement de terre se produisait.

Ce mode de gouvernement était très coûteux par rapport à celui de la Chine. Globalement les maisonnées du shogun, des *daimyo* et des samouraïs représentaient à peu près 6.5 pour cent de la population, contre 2 pour cent pour l'administration, les forces armées et la petite noblesse chinoises. Les prélèvements fiscaux représentaient 20 à 25 pour cent du PIB japonais contre 5 pour cent environ en Chine, encore que la petite noblesse chinoise disposait de revenus locatifs et que les exactions procuraient des revenus substantiels à l'administration chinoise. Les Tokugawa réalisèrent toutefois des économies en réduisant de façon très substantielle les revenus et les propriétés des moines bouddhistes. Ils changèrent également d'idéologie, délaissant la religion au profit du néo–confucianisme. Dans l'un et l'autre cas, ils reprenaient à leur compte les réformes intervenues en Chine au IXe siècle.

Ces changements politiques eurent des répercussions importantes dans tous les segments de l'économie.

La croissance de la production agricole dans la période Tokugawa

La population rurale n'était plus composée de ménages serviles soumis à des sollicitations arbitraires pour subvenir aux besoins des notables et des militaires féodaux. Les prélèvements de riz étaient importants, mais plus ou moins fixés, et ils diminuèrent proportionnellement à mesure que l'agriculture se développait. Avec la fin des conflits locaux, les conditions de sécurité s'améliorèrent, favorisant le développement de l'agriculture dans les plaines ouvertes. Il y avait davantage de possibilités de restaurer les terres et d'augmenter les surfaces cultivées. C'était particulièrement vrai pour la plaine de Kanto, auparavant sous–développée, qui ceignait Edo, la nouvelle capitale.

Des manuels de pratiques agricoles optimales inspirés des manuels chinois firent leur apparition. *Nogyo Zensho* (*Encyclopédie de l'agriculture*, 1697) fut la première publication commerciale et, au début du XVIIIe siècle, il y avait des centaines d'ouvrages de ce genre (voir Robertson, 1984). Les semences à maturité précoce et les doubles cultures furent introduites dans le pays. L'utilisation des engrais commerciaux (tourteau de soja, goémon, etc.) se développa et les outils de battage se perfectionnèrent. Les principales cultures commerciales — coton, tabac, oléagineux, sucre (dans l'île méridionale de Kyushu et les îles Ryuku) se développèrent considérablement, et la sériciculture connut un essor important. Des opérations à grande échelle de remise en état des terres furent lancées dans les années 1720 — en partie financées par des négociants.

Tableau B–17. **Production céréalière du Japon et quantité disponible par habitant, 1600–1874**

	Production céréalière		***Population***	***Quantités disponibles par habitant***
	(milliers de koku)	***(milliers de tonnes métriques)***	***(milliers d'habitants)***	***(kg)***
1600	19 731	2 960	18 500	160
1700	30 630	4 565	27 000	169
1820	39 017	5 853	31 000	189
1872	46 812	7 022	34 859	201
1874	49 189	7 378	35 235	209

Sources : Première colonne, pour 1600–1872, données tirées de Hayami et Miyamamoto (1988, p. 44) ; pour 1820, interpolation de leurs chiffres pour 1800 et 1850. Leurs estimations sont calculées à partir des données de Satoru Nakamura (1968, pp. 169–171). Production céréalière pour 1874 tirée d'Ohkawa, Shinohara et Umemura (1966–1988, volume 9, *Agriculture et sylviculture,* p. 166), avec un ajustement à la hausse de la production de riz de 1 927 *koku* – voir Yamada et Hayami (1979, p. 233). En 1874, la production de céréales ajustée représentait 72 pour cent de la valeur de la production agricole brute aux prix de 1874–76, les autres cultures traditionnelles, 10.8 pour cent ; et les autres cultures, 17.2 pour cent (voir volume 9, p. 148). Le dernier groupe de cultures comprend les cultures industrielles, les pommes de terres et la sériciculture, qui avaient pour la plupart une importance négligeable en 1600. Il est donc très probable que la production agricole par habitant a augmenté plus rapidement que la production céréalière. Les données en *koku* (150 kg) de la colonne 2 sont converties en tonnes métriques. Les données de la colonne 3 reprennent mes estimations, tirées du tableau B–7. La colonne 4 s'obtient en divisant la colonne 2 par la colonne 3. A l'époque Tokugawa, la production était évaluée sur la base de quantités de riz décortiqué, alors qu'en Chine, l'unité standard était basée sur le riz non décortiqué. Perkins (1969) estime à 250 kg de riz non décortiqué les quantités disponibles par habitant pour la Chine pendant la période indiquée ici. Sur la base du coefficient de Perkins (1969, p. 305), cela signifie une quantité disponible par habitant de 167 kg de riz décortiqué – soit une quantité plus importante qu'au Japon en 1600, mais plus faible à partir de 1700. En 1872, le Japon a été importateur net de riz, ce qui a porté la quantité disponible par habitant cette année–là à 219 kg, et à 231 kg en 1874.

Les enquêtes cadastrales *kokudaka* lancées par Hideyoshi entre 1582 et 1590 donnent une idée de l'expansion de la production agricole dans le Japon Tokugawa. Elles évaluent la capacité productive de la terre en *koku* d'équivalent riz (c'est–à–dire une quantité suffisante pour la subsistance annuelle d'une personne). Le *koku* en tant que mesure volumétrique équivaut à 5,1 boisseaux des États–Unis ou à 150 kilogrammes en termes de poids. Cette évaluation *kokudaka* servait de base pour allouer les ressources aux *daimyo*. Les plus petits *daimyo* recevaient 10 000 *koku*, les plus grands bénéficiant d'allocations bien plus importantes (plus d'un million de *koku* pour le domaine de Kaga à Kanazawa, sur la côte de la mer du Japon, 770 000 pour le domaine de Satsuma, dans l'île méridionale de Kyushu). En 1598, le total était estimé à 18.5 millions. Les estimations officielles ont augmenté au fil du temps, en même temps que les surfaces cultivées, mais il y avait des erreurs de mesures substantielles et variables dans le calcul du total. Craig (1961, p. 11) fournit des exemples de la différence entre la capacité productive nominale et la capacité effective pour la fin de la période Tokugawa ; le rendement effectif des neuf domaines qu'il cite était supérieur d'un tiers à l'évaluation officielle. Nakamura (1968) a établi une estimation de la production céréalière pour la période 1600–1872, estimation qui a été ajustée pour éliminer ces variations dans la couverture des statistiques officielles. Le tableau B–17 montre que la production de céréales par habitant a augmenté de 18 pour cent entre 1600 et 1820, et probablement d'un quart sur l'ensemble de la période

Tokugawa. En 1874, le riz et les autres céréales représentaient 72 pour cent de la valeur de la production agricole brute, la part des autres produits traditionnels s'établissait à 10.7 pour cent, et celles des cultures relativement nouvelles (coton, sucre, tabac, oléagineux, cocons de soie et pommes de terre) à 17.2 pour cent. La plupart de ces dernières cultures étaient inconnues en 1600 et échappaient à la taxation, de sorte que leur production a augmenté plus rapidement que celle des céréales. Si l'on admet que ces cultures représentaient environ 5 pour cent de la production en 1600, cela implique une augmentation d'environ un quart de la production agricole totale par habitant entre 1600 et 1820, et de plus de 40 pour cent pendant la période Tokugawa considérée globalement. Pour la période antérieure à 1600, on ne dispose pas de données quantitatives, mais il est probable que la production agricole par habitant a peu progressé au XVIe siècle, marqué au plus haut point par les ravages de la guerre civile.

Les performances du secteur non agricole

La plupart des chercheurs qui ont analysé la période Tokugawa (Smith, 1969 ; Hanley et Yamamura, 1977 ; Yasuba, 1987) soulignent l'importance croissante des emplois complémentaires industriels et commerciaux dans les régions rurales.

Smith (1969) est l'auteur d'une analyse classique de l'activité non agricole dans les régions rurales, s'appuyant pour cela sur une enquête menée en 1843 dans 15 districts du domaine de Choshu. Le comté de Kaminoseki abritait 6 501 familles dans une région située à l'extrême Sud de Honshu, dont une grande partie littorale se projette dans la mer intérieure entre Kyushu et Shikoku — position particulièrement favorable pour commercer avec les autres parties du Japon. La population était constituée à 82 pour cent par des paysans, mais 55 pour cent du revenu net était généré en dehors de l'agriculture. La moyenne arithmétique des ratios de districts de Smith donne à penser que l'industrie produisait près de 28 pour cent des revenus familiaux. Je doute de la représentativité de l'échantillon de Kaminoseki. S'il s'agissait là d'un exemple type de toutes les régions rurales et si les zones urbaines étaient davantage tournées, proportionnellement, vers les activités non agricoles, on s'attendrait à ce que l'industrie entre pour plus de 30 pour cent dans le PIB à la fin de la période Tokugawa.

Nishikawa (1987) présente une analyse nettement plus élaborée et plus exhaustive de l'économie de Choshu dans les années 1840. Sur la base des mêmes données d'enquête, il construit une série de comptes d'entrées–sorties globaux. Son analyse couvre 107 000 ménages (représentant 520 000 habitants) des régions rurales et urbaines, soit un échantillon 16 fois plus important que celui de Smith. Sa méthode s'inscrit dans le droit fil de la tradition de la comptabilité nationale avec des contrôles pour vérifier la cohérence, l'utilisation de différentes sources de données pour évaluer la population active, la production brute et la valeur ajoutée par secteur économique. Sur la base de la valeur ajoutée, le secteur manufacturier (artisanat compris) représente 18.8 pour cent de son total. Mais il souligne que les données d'enquête laissent grandement à désirer pour ce qui est de la production. Son total exclut donc les services militaires et administratifs des *daimyo–samouraïs*, l'activité des moines, des nonnes, des prêtres et des domestiques, les services urbains « axés sur les 'distractions' tels que les auberges, les restaurants, les maisons de thé, les bordels, la prostitution, la coiffure, les massages, etc. ». Il n'attribue pas de valeur aux logements résidentiels. Le secteur du bâtiment est omis également. Si nous majorons le chiffre global de Nishikawa d'un quart pour tenir compte des éléments omis et si nous l'ajustons à une base de PIB, la structure de la valeur ajoutée de Choshu dans les années 1840 aurait été de 53 pour cent pour l'agriculture, la sylviculture et la pêche, 15 pour cent pour le secteur manufacturier, 32 pour cent pour le reste (services et bâtiment compris). Les comptes de Nishikawa sont aussi extrêmement intéressants parce qu'ils fournissent des estimations sur les transactions de Choshu avec d'autres parties du Japon, et qu'ils montrent le biais physiocratique du régime fiscal des Tokugawa. Les recettes fiscales étaient composées à 97 pour cent de taxes prélevées sur l'agriculture, les 3 pour cent restants représentant des prélèvements sur des activités non agricoles.

Outre son analyse structurelle, Nishikawa tente également d'évaluer le taux de croissance par habitant du revenu de Choshu entre les années 1760 et les années 1840, qu'il estime à 0.4 pour cent par an. Toutefois, cette évaluation est entièrement basée sur les estimations d'enquêtes foncières effectuées à des fins fiscales.

En 1500, moins de 3 pour cent des Japonais vivaient dans des villes de 10 000 habitants et plus. En 1800, ce pourcentage dépassait les 12 pour cent. Edo, qui n'était à l'origine qu'un village, devint une cité d'un million d'habitants. Il y avait plus de 200 villes–châteaux, dont la moitié de la population était constituée par les samouraïs. Kanazawa et Nagoya étaient les plus importantes de ces villes–châteaux avec une population dépassant 100 000 personnes. L'ancienne capitale, Kyoto, comptait un demi million d'âmes (c'est là que résidaient l'empereur et sa cour ; la ville était aussi le centre d'une région agricole prospère). Osaka devint une métropole commerciale, aussi importante que Kyoto par la taille. Ce quadruplement de la proportion urbaine contraste avec le taux stable et beaucoup plus faible de la Chine. Le Japon avait moins de petites villes que la Chine, parce que la concentration de samouraïs dans une seule ville–château par domaine s'accompagnait de la destruction obligatoire de petits peuplements fortifiés dispersés. La taille d'Osaka a aussi diminué au XVIIIe siècle, car l'activité commerciale s'est développée dans les villes de moindre importance et les régions rurales.

Les centres urbains créaient un marché pour les régions agricoles avoisinantes. Ils suscitaient également une demande de domestiques, de distractions et de théâtres. Les marchands cessèrent d'être de simples intendants pour les militaires, pour devenir des courtiers en produits de base, des banquiers et des prêteurs d'argent. Grâce à leurs activités, le commerce côtier et la navigation maritime dans la mer intérieure connurent un essor important (Crawcour, 1963). La période Tokugawa a donc été marquée par une augmentation substantielle par habitant de nombreux types de services. Mais la plus importante activité de service était celle des *samouraïs* et des *daimyo*, qui fournissaient une quantité excessive de services militaires et administratifs. Les éléments d'appréciation disponibles tendent à montrer que leur importance relative dans la population est restée assez stable pendant toute la période Tokugawa. L'étude de Yamamura (1974) indique que le revenu réel de leur maisonnée n'a pas beaucoup varié, et les travaux de Smith sur la diminution de l'incidence des prélèvements fiscaux dans l'agriculture conforte cette conclusion.

Le niveau d'instruction a très nettement augmenté dans le Japon Tokugawa, qui a mis l'accent sur les valeurs néo–confuciennes séculaires plutôt que sur le bouddhisme, ce qui a été un facteur d'amélioration de la culture populaire et des connaissances techniques. Cette époque a été marquée par une progression spectaculaire de la production de livres et de la circulation de textes imprimés sur bois. Entre le VIIIe siècle et le début du XVIIe siècle, moins de 100 livres illustrés circulèrent au Japon ; au XVIIIe siècle, il existait d'importantes éditions d'ouvrages avec des illustrations polychromes, et 40 pour cent de la population masculine étaient alphabétisés.

En 1639, les jésuites et les négociants portugais furent expulsés du Japon, la religion chrétienne fut supprimée et les contacts avec les Européens furent limités à la petite colonie de commerçants hollandais installée au Sud du pays, près de Nagasaki. Cette mesure fut prise parce que les Portugais étaient envahissants et qu'ils étaient considérés comme une menace politique. Les Tokugawa savaient que les Espagnols avaient mis la main sur les Philippines et ils ne voulaient pas que cela arrive au Japon. Les Hollandais ne s'intéressaient qu'au commerce mais, pendant leur long séjour au Japon, la Compagnie des Indes orientales des Pays–Bas nomma trois docteurs très réputés à Deshima (Engelbert Kaempfer, 1690–92, un savant allemand aventureux ; C.P. Thunberg, 1775–77, un botaniste suédois distingué ; et Franz Philipp von Siebold, 1823–29 et 1859–62, un physicien et naturaliste allemand). Ces savants écrivirent des livres qui contribuèrent largement à la connaissance que l'Occident pouvait avoir du Japon ; ils eurent également une influence significative en apportant au Japon la science et la technologie européennes.

Les Japonais dépendaient des ouvrages chinois pour prendre connaissance de l'Occident (traductions en chinois des travaux de Matteo Ricci et d'autres jésuites installés à Pékin) ; mais, en 1720, le shogun Yoshimune leva l'interdit sur les livres européens. L'année 1771 marque un tournant important, lorsque deux médecins japonais assistèrent à la dissection d'un cadavre et comparèrent les parties du corps (poumons, reins et intestins) avec les descriptions qui en étaient données dans un livre chinois et dans un texte d'anatomie hollandais. Le texte hollandais correspondait à ce qu'ils avaient vu alors que le texte chinois comportait des inexactitudes (Keene, 1969). Par la suite, les traductions des connaissances hollandaises *(rangaku)* eurent une influence culturelle importante. Bien que limités en quantité, ces ouvrages contribuèrent à détruire le respect que les Japonais portaient aux « choses chinoises », et à les rendre plus curieux des « choses occidentales ».

Le Japon a été moins exposé que la Chine au savoir occidental, mais il eut un impact bien plus profond. L'ancienne tradition était plus facile à rejeter au Japon puisqu'elle était étrangère. Mais les autorités considéraient souvent d'un mauvais œil les contacts avec les étrangers et les idées étrangères. Von Siebold fut expulsé du Japon en 1829 et l'un de ses amis japonais fut exécuté pour lui avoir donné des copies des magnifiques cartes topographiques d'Ino Tadataka sur les Kouriles et le Kamchatka. Quoi qu'il en soit, l'ouverture hollandaise sur le monde occidental a joué un rôle important en préparant intellectuellement le terrain de la restauration Meiji de 1868. Le savoir hollandais (péniblement acquis) fut le principal instrument de l'édification de Yukichi Fukuzawa (1832–1901), le plus grand Japonais occidentalisé, dont les ouvrages se vendirent pas millions et qui fonda l'université de Keio selon le modèle occidental.

Si le régime Tokugawa a eu un impact positif sur la croissance du Japon, il avait ses inconvénients.

Il supposait d'entretenir une importante élite dont le potentiel militaire effectif était bien faible au regard des défis qui se présentèrent au XIXe siècle, et dont le style de vie était dispendieux. Le régime Meiji a pu se procurer des ressources substantielles pour le développement économique et la modernisation de l'armée en démantelant ce système d'organisation des Tokugawa.

Le système de transmission héréditaire des privilèges et les différences importantes de conditions sociales, où l'élément de méritocratie était pratiquement absent, impliquaient un gaspillage important de talents potentiels. Les frustrations que cette situation pouvaient susciter sont clairement mises en lumière dans l'autobiographie de Fukuzawa. Le système Tokugawa était inefficace en ce qu'il reposait sur un ensemble difficilement gérable de recettes fiscales en nature et la surveillance tatillonne de l'activité économique. Il imposait aussi des restrictions sur la diffusion de la technologie. Par exemple, les véhicules à roues n'étaient pas autorisés à circuler sur les routes du pays et il n'y avait pratiquement pas de ponts. Ces restrictions étaient motivées par des considérations de sécurité, mais elles rendaient les déplacements très coûteux et très longs. Il y avait également des restrictions sur la taille des bateaux, ce qui interdisait le cabotage, les échanges avec l'extérieur et toute possibilité d'intervention navale. Par ailleurs, les restrictions sur les droits de propriété (achat et vente de la terre), les taxes prélevées arbitrairement par le shogun, l'annulation des dettes des *daimyo*, ou les défauts de paiement des samouraïs étaient autant de facteurs qui entravaient l'entreprise privée.

Tous ces éléments, conjugués aux pressions croissantes exercées par la Russie, l'Angleterre et les États–Unis sur le Japon, devaient finalement entraîner l'effondrement du système Tokugawa.

La performance économique globale du Japon

On dispose d'une quantité relativement importante d'études sur l'histoire économique de la période Tokugawa, mais aucune quantification globale n'a été effectuée jusqu'à présent, sauf au niveau régional. La plupart des historiens révisionnistes de l'après–guerre (Akira Hayami, Yasuba, Nishikawa, Hall, Smith, Hanley et Yamamura) s'accordent à penser (contrairement aux marxistes qui les ont précédés) que cette période a été marquée par des progrès économiques substantiels.

La guerre civile a sans doute eu pour effet de déprimer le niveau des revenus en 1500, mais le revenu par habitant a probablement légèrement augmenté au XVIe siècle. Pour la période 1600–1820, les indicateurs font apparaître une amélioration substantielle du niveau de l'activité dans plusieurs secteurs. Pour l'agriculture considérée globalement (y compris les nouvelles cultures, telles que le coton, le sucre, le tabac, les oléagineux, la sériciculture et la pomme de terre), la production brute par habitant a progressé d'un quart environ (voir le tableau B–17 et le texte qui l'accompagne), et la valeur ajoutée un peu moins. Au début de la période Tokugawa, l'agriculture représentait probablement largement plus de la moitié du PIB.

Il y a de bonnes raisons de penser que l'activité des ménages ruraux s'est développée, et que la forte augmentation de la population urbaine a favorisé l'essor de l'activité commerciale et des services urbains. Il y a eu d'importantes améliorations du niveau d'instruction de la population et une progression importante de la production de livres. Il est probable que toutes ces activités ont connu une expansion plus rapide que celle de l'agriculture.

Le coût élevé du mode de gouvernement des Tokugawa neutralisait en partie ces facteurs de dynamisme économique. L'élite des samouraïs, les *daimyo* et le shogunat absorbaient près d'un quart du PIB. Leur fonction officielle était de fournir des services administratifs et militaires. Mais la façon dont cette élite fossilisée fonctionnait conduisait à un gaspillage extrême de ressources et prélevait un tribut de plus en plus lourd sur l'économie. L'appareil de l'État reposait sur un système de poids et de contrepoids — une paix armée qui se justifiait à l'origine par la nécessité de mettre fin à des guerres civiles qui durèrent du milieu du XVe siècle au milieu du XVIe siècle.

D'après mes estimations (voir tableau B–21), le PIB par habitant du Japon a augmenté d'un tiers entre 1500 et 1820. C'était suffisant pour le faire passer au–dessus de celui de la Chine et de la plupart des autres pays d'Asie.

Les autres pays d'Asie

Le reste de l'Asie se compose d'un ensemble disparate de pays, qui représentaient environ 12.5 pour cent de la population de l'Asie et à peu près 12 pour cent du PIB en 1820. Pour la plupart d'entre eux, il n'y a pas beaucoup d'indices solides pour évaluer l'évolution de leur PIB entre 1500 et 1820.

L'Indonésie était le plus important de ces pays et sans doute celui où les entreprises commerciales occidentales (portugaises puis néerlandaises) ont eu le plus d'influence. Les estimations des tableaux 2–21c et 2–22 montrent que la hausse modeste du revenu par habitant observée de 1700 à 1820 a entièrement bénéficié aux intérêts commerciaux européens et chinois. Boomgaard (1993, pp. 208–210) aboutit à une conclusion similaire pour la période 1500–1835. Il constate que « les Hollandais et les Chinois ont apporté de nouvelles technologies, des compétences en matière de gestion et des capitaux, ce qui a permis de renforcer les secteurs non agricoles et d'introduire certaines cultures marchandes (café et sucre). Mais ils ont également évincé les Javanais d'activités économiques plus intéressantes et alourdi le poids de la fiscalité et des corvées ».

La Corée était le deuxième pays le plus important des « autres pays » d'Asie. Jusque dans les années 1870, c'était un royaume ermite qui n'avait que des contacts très restreints avec le monde extérieur, sauf la Chine. Son organisation sociale et sa technologie étaient très proches du modèle chinois, et l'on peut penser que sa performance économique était similaire à celle de Chine, c'est–à–dire qu'elle avait un revenu par habitant stable, à un niveau supérieur à la norme asiatique. Les principales perturbations qui entravèrent le développement de la Corée sont liées aux invasions mongole et japonaise, qui ont eu lieu avant 1500.

Les États indochinois étaient également tributaires de la Chine. Ils étaient plus ouverts au commerce extérieur que la Corée, mais il n'y apparemment aucune raison de penser que le revenu par habitant ait beaucoup changé durant la période étudiée.

En 1500, l'Empire ottoman contrôlait une vaste partie de l'Asie occidentale et des Balkans. En 1517, il mit la main sur la Syrie et l'Égypte et fit valoir son droit de suzeraineté sur l'Arabie. L'empire avait des intérêts commerciaux dans toute l'Asie. Dès le XVIIIe siècle, il était entré dans une longue période de déclin, et les Européens avaient accaparé ses intérêts commerciaux en Asie. On ne dispose pas d'estimations sur le revenu par habitant, mais il existe des éléments d'appréciation suffisants (Inalcik, 1994 et Faroqui *et al*., 1994) pour penser qu'il était plus faible en 1820 qu'en 1500. En Iran, deuxième pays par ordre d'importance de l'Asie occidentale, il paraît très peu probable également que le revenu par habitant en 1820 ait été aussi élevé qu'il ne l'était à l'apogée de la dynastie Safavide, aux XVIe et XVIIe siècles.

L'Afrique

J'ai présumé que le revenu par habitant de l'Afrique n'a pas changé entre 1500 et 1700.

PIB et PIB par habitant entre le premier siècle de notre ère et l'an Mil

Avant 1500, la part de conjecture dans les estimations est en fait très importante. Le mode de détermination du niveau du PIB par habitant pour la Chine et l'Europe est expliqué dans Maddison (1998*a*), et les conjectures pour les autres régions sont expliquées ci–après. Dans tous les cas, le PIB est obtenu en multipliant les niveaux par habitant par des estimations indépendantes de la population.

Maddison (1998*a*) contient des estimations de la performance économique de la Chine à partir du premier siècle. Les éléments d'appréciation donnent à penser qu'au premier siècle (dynastie des Han), le PIB par habitant était supérieur au niveau de subsistance — environ 450 dollars dans notre numéraire (dollars internationaux de 1990), mais qu'il n'a pas beaucoup évolué avant la fin du Xe siècle.

Pendant la dynastie Sung (960–1280), le revenu chinois par habitant a augmenté de façon notable (d'un tiers environ) et l'accroissement de la population s'est accéléré. Cette progression s'explique essentiellement par une transformation majeure de l'agriculture. Jusqu'à la dynastie Sung, d'importantes régions du Sud de la Chine étaient restées relativement sous–développées. Une agriculture primitive (cultures sur brûlis et cultures itinérantes) était pratiquée, mais le climat et l'accessibilité de l'eau offraient un potentiel important à la riziculture intensive. Les empereurs Sung développèrent ce potentiel en introduisant des semences à maturation rapide importées d'Indochine. Ils exploitèrent de nouvelles possibilités de diffuser la technologie agricole en imprimant des manuels de pratiques agricoles optimales. Il y eut de ce fait un important déplacement du centre de gravité du pays, marqué par une augmentation substantielle de la proportion des habitants installés dans les régions au Sud du Yang–Tseu–Kiang, et une diminution brutale d'importance proportionnelle dans les zones de cultures sèches (millet et blé) du Nord du pays. L'augmentation de la densité des peuplements dans le Sud donna une impulsion aux échanges intérieurs, la proportion de la production agricole commercialisée s'accrut, et la spécialisation plus poussée de la production agricole liée à l'amélioration des niveaux de vie permit d'accroître les gains de productivité. L'introduction du papier–monnaie facilita l'essor du commerce et augmenta la proportion des revenus de l'État collectés en numéraire, lesquels, de négligeables au départ, passèrent à plus de la moitié du total.

Pour la plupart des autres pays d'Asie, il paraît raisonnable de penser que le niveau du revenu par habitant était similaire à celui de la Chine et qu'il ne changea pas beaucoup entre le premier siècle et l'an mil. Le niveau de revenu par habitant de 450 dollars dépasse suffisamment le niveau de subsistance pour maintenir l'élite dirigeante dans un certain luxe et soutenir un système relativement

élaboré de gouvernement. Le Japon était un cas assez spécial. Au premier siècle, c'était une économie de subsistance, passant du stade de la chasse et de la cueillette à l'agriculture, et des outils en bois aux outils métalliques. En l'an mil, le Japon avait fait quelques progrès, mais il n'en accusait pas moins un retard très important sur la Chine.

Dans Maddison (1998*a*), l'hypothèse retenue est que le niveau du revenu par habitant en Europe au premier siècle était similaire à celui de la Chine. Goldsmith (1984) fournit une évaluation exhaustive de la performance économique de l'Empire romain dans son ensemble, ainsi qu'un lien temporel, suggérant que les niveaux romains se situaient à peu près aux deux cinquièmes des estimations établies par Gregory King (1696) pour le revenu anglais en 1688.

Les régions d'Asie occidentale et d'Afrique du Nord de l'Empire romain étaient au moins aussi prospères et urbanisées que la partie européenne de l'Empire, ce qui justifie l'hypothèse d'un niveau similaire de revenu dans ces pays.

Entre le premier siècle et l'an mil, les niveaux de vie ont brutalement chuté en Europe de l'Ouest. Les ratios d'urbanisation sont l'élément le plus solide qui permet de penser que l'an mil a été un point bas. Le taux d'urbanisation de l'Europe romaine était de 5 pour cent environ au premier siècle. Il est à comparer à un taux nul en l'an mil, époque à laquelle il n'existait que quatre villes de plus de 10 000 habitants (voir Maddison, 1998*a*). L'effondrement urbain et d'autres signes de déclin justifient l'hypothèse d'un retour à un niveau de vie plus ou moins proche de la subsistance (400 dollars par habitant) en l'an mil.

Pour les Amériques, l'Australasie, l'Afrique subsaharienne, l'Europe de l'Est et la région couverte par l'ex–URSS, j'ai présumé un niveau de revenu plus ou moins proche du niveau de subsistance (400 dollars par habitant) pendant la période allant du premier siècle à la fin du premier millénaire.

Tableau B–18. **PIB mondial, 20 pays et totaux régionaux, 0–1998 après J.C.**
(en millions de dollars internationaux de 1990)

Année	***0***	***1000***	***1500***	***1600***	***1700***	***1820***	***1870***	***1913***	***1950***	***1973***	***1998***
Autriche			1 414	2 093	2 483	4 104	8 419	23 451	25 702	85 227	152 712
Belgique			1 225	1 561	2 288	4 529	13 746	32 347	47 190	118 516	198 249
Danemark			443	569	727	1 471	3 782	11 670	29 654	70 032	117 319
Finlande			136	215	255	913	1 999	6 389	17 051	51 724	94 421
France			10 912	15 559	21 180	38 434	72 100	144 489	220 492	683 965	1 150 080
Allemagne			8 112	12 432	13 410	26 349	71 429	237 332	265 354	944 755	1 460 069
Italie			11 550	14 410	14 630	22 535	41 814	95 487	164 957	582 713	1 022 776
Pays–Bas			716	2 052	4 009	4 288	9 952	24 955	60 642	175 791	317 517
Norvège			192	304	450	1 071	2 485	6 119	17 838	44 544	104 860
Suède			382	626	1 231	3 098	6 927	17 403	47 269	109 794	165 385
Suisse			482	880	1 253	2 342	5 867	16 483	42 545	117 251	152 345
Royaume–Uni			2 815	6 007	10 709	36 232	100 179	224 618	347 850	675 941	1 108 568
Total12 pays			***38 379***	***56 708***	***72 625***	***145 366***	***338 699***	***840 743***	***1 286 544***	***3 660 253***	***6 044 301***
Portugal			632	850	1 708	3 175	4 338	7 467	17 615	63 397	128 877
Espagne			4 744	7 416	7 893	12 975	22 295	45 686	66 792	304 220	560 138
Autres			590	981	1 169	2 206	4 891	12 478	30 600	105 910	227 300
Total Europe occidentale	**11 115**	**10 165**	**44 345**	**65 955**	**83 395**	**163 722**	**370 223**	**906 374**	**1 401 551**	**4 133 780**	**6 960 616**
Europe de l'Est	**1 900**	**2 600**	**6 237**	**8 743**	**10 647**	**23 149**	**45 448**	**121 559**	**185 023**	**550 757**	**660 861**
Ex–URSS	**1 560**	**2 840**	**8 475**	**11 447**	**16 222**	**37 710**	**83 646**	**232 351**	**510 243**	**1 513 070**	**1 132 434**
États–Unis			800	600	527	12 548	98 374	517 383	1 455 916	3 536 622	7 394 598
Autres pays d'immigration européenne			320	320	300	941	13 781	68 249	179 574	521 667	1 061 537
Total pays d'immigration européenne	**468**	**784**	**1 120**	**920**	**827**	**13 489**	**112 155**	**585 632**	**1 635 490**	**4 058 289**	**8 456 135**
Mexique			3 188	1 134	2 558	5 000	6 214	25 921	67 368	279 302	655 910
Autres pays d'Amérique latine			4 100	2 623	3 813	9 120	21 683	95 760	356 188	1 118 398	2 285 700
Total Amérique latine	**2 240**	**4 560**	**7 288**	**3 757**	**6 371**	**14 120**	**27 897**	**121 681**	**423 556**	**1 397 700**	**2 941 610**
Japon	**1 200**	**3 188**	**7 700**	**9 620**	**15 390**	**20 739**	**25 393**	**71 653**	**160 966**	**1 242 932**	**2 581 576**
Chine	26 820	26 550	61 800	96 000	82 800	228 600	189 740	241 344	239 903	740 048	3 873 352
Inde	33 750	33 750	60 500	74 250	90 750	111 417	134 882	204 241	222 222	494 832	1 702 712
Autres pays d'Asie	16 470	18 630	31 301	36 725	40 567	50 486	72 173	146 999	362 578	1 398 587	4 376 931
Total Asie (sauf Japon)	**77 040**	**78 930**	**153 601**	**206 975**	**214 117**	**390 503**	**396 795**	**592 584**	**824 703**	**2 633 467**	**9 952 995**
Afrique	**7 013**	**13 723**	**18 400**	**22 000**	**24 400**	**31 010**	**40 172**	**72 948**	**194 569**	**529 185**	**1 039 408**
Monde	**102 536**	**116 790**	**247 116**	**329 417**	**371 369**	**694 442**	**1 101 369**	**2 704 782**	**5 336 101**	**16 059 180**	**33 725 635**

Tableau B–19. **Taux de croissance du PIB mondial, 20 pays et totaux régionaux, 0–1998 après J.C.**
(moyenne annuelle des taux de croissance composés)

Année	*0–1000*	*1000–1500*	*1500–1820*	*1820–70*	*1870–1913*	*1913–50*	*1950–73*	*1973–98*
Autriche			0.33	1.45	2.41	0.25	5.35	2.36
Belgique			0.41	2.25	2.01	1.03	4.08	2.08
Danemark			0.38	1.91	2.66	2.55	3.81	2.09
Finlande			0.60	1.58	2.74	2.69	4.94	2.44
France			0.39	1.27	1.63	1.15	5.05	2.10
Allemagne			0.37	2.01	2.83	0.30	5.68	1.76
Italie			0.21	1.24	1.94	1.49	5.64	2.28
Pays–Bas			0.56	1.70	2.16	2.43	4.74	2.39
Norvège			0.54	1.70	2.12	2.93	4.06	3.48
Suède			0.66	1.62	2.17	2.74	3.73	1.65
Suisse			0.50	1.85	2.43	2.60	4.51	1.05
Royaume–Uni			0.80	2.05	1.90	1.19	2.93	2.00
Total 12 pays			***0.42***	***1.71***	***2.14***	***1.16***	***4.65***	***2.03***
Portugal			0.51	0.63	1.27	2.35	5.73	2.88
Espagne			0.31	1.09	1.68	1.03	6.81	2.47
Autres			0.41	1.61	2.20	2.45	5.55	3.10
Total Europe occidentale	**–0.01**	**0.30**	**0.41**	**1.65**	**2.10**	**1.19**	**4.81**	**2.11**
Europe de l'Est	**0.03**	**0.18**	**0.41**	**1.36**	**2.31**	**1.14**	**4.86**	**0.73**
Ex–URSS	**0.06**	**0.22**	**0.47**	**1.61**	**2.40**	**2.15**	**4.84**	**–1.15**
États–Unis			0.86	4.20	3.94	2.84	3.93	2.99
Autres pays d'immigration européenne			0.34	5.51	3.79	2.65	4.75	2.88
Total pays d'immigration européenne	**0.05**	**0.07**	**0.78**	**4.33**	**3.92**	**2.81**	**4.03**	**2.98**
Mexique			0.14	0.44	3.38	2.62	6.38	3.47
Autres pays d'Amérique latine			0.25	1.75	3.51	3.61	5.10	2.90
Total Amérique latine	**0.07**	**0.09**	**0.21**	**1.37**	**3.48**	**3.43**	**5.33**	3.02
Japon	**0.10**	**0.18**	**0.31**	**0.41**	**2.44**	**2.21**	**9.29**	**2.97**
Chine	0.00	0.17	0.41	–0.37	0.56	–0.02	5.02	6.84
Inde	0.00	0.12	0.19	0.38	0.97	0.23	3.54	5.07
Autres pays d'Asie	0.01	0.10	0.15	0.72	1.67	2.47	6.05	4.67
Total Asie (sauf Japon)	**0.00**	**0.13**	**0.29**	**0.03**	**0.94**	**0.90**	**5.18**	**5.46**
Afrique	**0.07**	**0.06**	**0.16**	**0.52**	**1.40**	**2.69**	**4.45**	**2.74**
Monde	**0.01**	**0.15**	**0.32**	**0.93**	**2.11**	**1.85**	**4.91**	**3.01**

Tableau B–20. **Parts du PIB mondial, 20 pays et totaux régionaux, 0–1998 après J.C.**
(en pourcentage du total mondial)

Année	*0*	*1000*	*1500*	*1600*	*1700*	*1820*	*1870*	*1913*	*1950*	*1973*	*1998*
Autriche			0.6	0.6	0.7	0.6	0.8	0.9	0.5	0.5	0.5
Belgique			0.5	0.5	0.6	0.7	1.2	1.2	0.9	0.7	0.6
Danemark			0.2	0.2	0.2	0.2	0.3	0.4	0.6	0.4	0.3
Finlande			0.1	0.1	0.1	0.1	0.2	0.2	0.3	0.3	0.3
France			4.4	4.7	5.7	5.5	6.5	5.3	4.1	4.3	3.4
Allemagne			3.3	3.8	3.6	3.8	6.5	8.8	5.0	5.9	4.3
Italie			4.7	4.4	3.9	3.2	3.8	3.5	3.1	3.6	3.0
Pays–Bas			0.3	0.6	1.1	0.6	0.9	0.9	1.1	1.1	0.9
Norvège			0.1	0.1	0.1	0.2	0.2	0.2	0.3	0.3	0.3
Suède			0.2	0.2	0.3	0.4	0.6	0.6	0.9	0.7	0.5
Suisse			0.2	0.3	0.3	0.3	0.5	0.6	0.8	0.7	0.5
Royaume–Uni			1.1	1.8	2.9	5.2	9.1	8.3	6.5	4.2	3.3
Total 12 pays			***15.5***	***17.2***	***19.5***	***20.9***	***30.7***	***31.1***	***24.1***	***22.8***	***17.9***
Portugal			0.3	0.3	0.5	0.5	0.4	0.3	0.3	0.4	0.4
Espagne			1.9	2.1	2.2	1.9	2.0	1.7	1.3	1.9	1.7
Autres			0.2	0.3	0.3	0.3	0.4	0.5	0.6	0.7	0.7
Total Europe occidentale	**10.8**	**8.7**	**17.9**	**19.9**	**22.5**	**23.6**	**33.6**	**33.5**	**26.3**	**25.7**	**20.6**
Europe de l'Est	**1.9**	**2.2**	**2.5**	**2.7**	**2.9**	**3.3**	**4.1**	**4.5**	**3.5**	**3.4**	**2.0**
Ex–URSS	**1.5**	**2.4**	**3.4**	**3.5**	**4.4**	**5.4**	**7.6**	**8.6**	**9.6**	**9.4**	**3.4**
États–Unis			0.3	0.2	0.1	1.8	8.9	19.1	27.3	22.0	21.9
Autres pays d'immigration européenne			0.1	0.1	0.1	0.1	1.3	2.5	3.4	3.2	3.1
Total pays d'immigration européenne	**0.5**	**0.7**	**0.5**	**0.3**	**0.2**	**1.9**	**10.2**	**21.7**	**30.6**	**25.3**	**25.1**
Mexique			1.3	0.3	0.7	0.7	0.6	1.0	1.3	1.7	1.9
Autres pays d'Amérique latine			1.7	0.8	1.0	1.3	2.0	3.5	6.7	7.0	6.8
Total Amérique latine	**2.2**	**3.9**	**2.9**	**1.1**	**1.7**	**2.0**	**2.5**	**4.5**	**7.9**	**8.7**	**8.7**
Japon	**1.2**	**2.7**	**3.1**	**2.9**	**4.1**	**3.0**	**2.3**	**2.6**	**3.0**	**7.7**	**7.7**
Chine	26.2	22.7	25.0	29.2	22.3	32.9	17.2	8.9	4.5	4.6	11.5
Inde	32.9	28.9	24.5	22.6	24.4	16.0	12.2	7.6	4.2	3.1	5.0
Autres pays d'Asie	16.1	16.0	12.7	11.2	10.9	7.3	6.6	5.4	6.8	8.7	13.0
Total Asie (sauf Japon)	**75.1**	**67.6**	**62.1**	**62.9**	**57.6**	**56.2**	**36.0**	**21.9**	**15.5**	**16.4**	**29.5**
Afrique	**6.8**	**11.8**	**7.4**	**6.7**	**6.6**	**4.5**	**3.6**	**2.7**	**3.6**	**3.3**	**3.1**
Monde	**100.0**	**100.0**	**100.0**	**100.0**	**100.0**	**100.0**	**100.0**	**100.0**	**100.0**	**100.0**	**100.0**

Tableau B–21. **PIB mondial par habitant, 20 pays et moyennes régionales, 0–1998**
(en dollars internationaux de 1990)

Année	***0***	***1000***	***1500***	***1600***	***1700***	***1820***	***1870***	***1913***	***1950***	***1973***	***1998***
Autriche			707	837	993	1 218	1 863	3 465	3 706	11 235	18 905
Belgique			875	976	1 144	1 319	2 697	4 220	5 462	12 170	19 442
Danemark			738	875	1 039	1 274	2 003	3 912	6 946	13 945	22 123
Finlande			453	538	638	781	1 140	2 111	4 253	11 085	18 324
France			727	841	986	1 230	1 876	3 485	5 270	13 123	19 558
Allemagne			676	777	894	1 058	1 821	3 648	3 881	11 966	17 799
Italie			1 100	1 100	1 100	1 117	1 499	2 564	3 502	10 643	17 759
Pays–Bas			754	1 368	2 110	1 821	2 753	4 049	5 996	13 082	20 224
Norvège			640	760	900	1 104	1 432	2 501	5 463	11 246	23 660
Suède			695	824	977	1 198	1 664	3 096	6 738	13 493	18 685
Suisse			742	880	1 044	1 280	2 202	4 266	9 064	18 204	21 367
Royaume–Uni			714	974	1 250	1 707	3 191	4 921	6 907	12 022	18 714
12 Countries Total			***796***	***906***	***1 056***	***1 270***	***2 086***	***3 688***	***5 013***	***12 159***	***18 742***
Portugal			632	773	854	963	997	1 244	2 069	7 343	12 929
Espagne			698	900	900	1 063	1 376	2 255	2 397	8 739	14 227
Autres			462	528	617	743	1 066	1 840	2 536	7 614	13 732
Total Europe occidentale	**450**	**400**	**774**	**894**	**1 024**	**1 232**	**1 974**	**3 473**	**4 594**	**11 534**	**17 921**
Europe de l'Est	**400**	**400**	**462**	**516**	**566**	**636**	**871**	**1 527**	**2 120**	**4 985**	**5 461**
Ex–URSS	**400**	**400**	**500**	**553**	**611**	**689**	**943**	**1 488**	**2 834**	**6 058**	**3 893**
États–Unis			400	400	527	1 257	2 445	5 301	9 561	16 689	27 331
Autres Pays d'immigration eur.			400	400	400	753	2 339	4 947	7 538	13 364	20 082
Total Pays d'immigration eur.	**400**	**400**	**400**	**400**	**473**	**1 201**	**2 431**	**5 257**	**9 288**	**16 172**	**26 146**
Mexique			425	454	568	759	674	1 732	2 365	4 845	6 655
Autres pays d'Amérique latine			410	430	505	623	705	1 461	2 593	4 459	5 588
Total pays d'Amérique latine	**400**	**400**	**416**	**437**	**529**	**665**	**698**	**1 511**	**2 554**	**4 531**	**5 795**
Japon	**400**	**425**	**500**	**520**	**570**	**669**	**737**	**1 387**	**1 926**	**11 439**	**20 413**
Chine	**450**	450	600	600	600	600	530	552	439	839	3 117
Inde	**450**	450	550	550	550	533	533	673	619	853	1 746
Autres pays d'Asie	**450**	450	565	565	565	565	603	794	924	2 065	3 734
Total Asie (sauf Japon)	**450**	**450**	**572**	**575**	**571**	**575**	**543**	**640**	**635**	**1 231**	**2 936**
Afrique	**425**	**416**	**400**	**400**	**400**	**418**	**444**	**585**	**852**	**1 365**	**1 368**
Monde	**444**	**435**	**565**	**593**	**615**	**667**	**867**	**1 510**	**2 114**	**4 104**	**5 709**

Tableau B–22. **Taux de croissance du PIB mondial par habitant, 20 pays et totaux régionaux, 0–1998 après J.C.**
(moyenne annuelle des taux de croissance composés)

Année	*0–1000*	*1000–1500*	*1500–1820*	*1820–70*	*1870–1913*	*1913–50*	*1950–73*	*1973–98*
Autriche			0.17	0.85	1.45	0.18	4.94	2.10
Belgique			0.13	1.44	1.05	0.70	3.55	1.89
Danemark			0.17	0.91	1.57	1.56	3.08	1.86
Finlande			0.17	0.76	1.44	1.91	4.25	2.03
France			0.16	0.85	1.45	1.12	4.05	1.61
Allemagne			0.14	1.09	1.63	0.17	5.02	1.60
Italie			0.00	0.59	1.26	0.85	4.95	2.07
Pays–Bas			0.28	0.83	0.90	1.07	3.45	1.76
Norvège			0.17	0.52	1.30	2.13	3.19	3.02
Suède			0.17	0.66	1.46	2.12	3.07	1.31
Suisse			0.17	1.09	1.55	2.06	3.08	0.64
Royaume–Uni			0.27	1.26	1.01	0.92	2.44	1.79
Total 12 pays			***0.15***	***1.00***	***1.33***	***0.83***	***3.93***	***1.75***
Portugal			0.13	0.07	0.52	1.39	5.66	2.29
Espagne			0.13	0.52	1.15	0.17	5.79	1.97
Autres			0.15	0.72	1.28	0.87	4.90	2.39
Total Europe occidentale	**–0.01**	**0.13**	**0.15**	**0.95**	**1.32**	**0.76**	**4.08**	**1.78**
Europe de l'Est	**0.00**	**0.03**	**0.10**	**0.63**	**1.31**	**0.89**	**3.79**	**0.37**
Ex–URSS	**0.00**	**0.04**	**0.10**	**0.63**	**1.06**	**1.76**	**3.36**	**–1.75**
États–Unis			0.36	1.34	1.82	1.61	2.45	1.99
Autres Pays d'immigration européenne			0.20	2.29	1.76	1.14	2.52	1.64
Total Pays d'immigration européenne	**0.00**	**0.00**	**0.34**	**1.42**	**1.81**	**1.55**	**2.44**	**1.94**
Mexique			0.18	–0.24	2.22	0.85	3.17	1.28
Autres pays d'Amérique latine			0.13	0.25	1.71	1.56	2.38	0.91
Total Amérique latine	**0.00**	**0.01**	**0.15**	**0.10**	**1.81**	**1.43**	**2.52**	**0.99**
Japon	**0.01**	**0.03**	**0.09**	**0.19**	**1.48**	**0.89**	**8.05**	**2.34**
Chine		0.06	0.00	–0.25	0.10	–0.62	2.86	5.39
Inde		0.04	–0.01	0.00	0.54	–0.22	1.40	2.91
Autres pays d'Asie		0.05	0.00	0.13	0.64	0.41	3.56	2.40
Total Asie (sauf Japon)	**0.00**	**0.05**	**0.00**	**–0.11**	**0.38**	**–0.02**	**2.92**	**3.54**
Afrique	**0.00**	**–0.01**	**0.01**	**0.12**	**0.64**	**1.02**	**2.07**	**0.01**
Monde	**0.00**	**0.05**	**0.05**	**0.53**	**1.30**	**0.91**	**2.93**	**1.33**

Annexe C

Estimations annuelles de la population, du PIB et du PIB par habitant pour 124 pays, 7 régions et le monde, 1950–98

Cette annexe rassemble des estimations annuelles de la population et des niveaux de PIB et de PIB par habitant en dollars internationaux de 1990 pour les années 1950 à 1998. Les données annuelles concernent 124 pays ainsi que des totaux par régions, sous–régions et pour le monde. Les sources sont présentées en annexe A.

Maddison (1995*a*) contient des estimations annuelles de la population et du PIB de 46 pays pour les années antérieures à 1950. Elles n'ont pas été reproduites ici par manque de place. Voir Maddison (1995*a*), annexe A, pour les estimations annuelles de la population de 12 pays d'Europe occidentale, des pays occidentaux issus de l'immigration européenne et du Japon (1870–1949) ; de cinq pays d'Europe du Sud (1900–49) ; de sept pays d'Europe de l'Est* (1920–49) ; de sept pays d'Amérique latine (1900–49) ; et de dix pays d'Asie (1900–49). Le PIB réel annuel des mêmes pays pour les mêmes années est donné en Annexe B (dans la mesure où les chiffres étaient disponibles). Ces indices de PIB sont généralement compatibles avec les estimations présentées ici pour les années postérieures à 1950 et peuvent être utilisés pour prolonger dans le passé les chiffres des tableaux C1–b, C2–b et C3–b. Des estimations annuelles révisées sont présentées pour l'Inde (1900–50) au tableau A–h et pour le Japon (1870–1950) au tableau A–j du présent ouvrage.

* EE = Europe de l'Est

Tableau C1–a. **Population des pays d'Europe, estimations annuelles, 1950–98**
(milliers d'habitants en milieu d'année)

Année	*Autriche*	*Belgique*	*Danemark*	*Finlande*	*France*	*Allemagne*	*Italie*	*Pays-Bas*
1950	6 935	8 640	4 269	4 009	41 836	68 371	47 105	10 114
1951	6 936	8 679	4 304	4 047	42 156	68 863	47 418	10 264
1952	6 928	8 731	4 334	4 091	42 460	69 193	47 666	10 382
1953	6 933	8 778	4 369	4 139	42 752	69 621	47 957	10 494
1954	6 940	8 820	4 406	4 187	43 057	69 937	48 299	10 616
1955	6 947	8 869	4 439	4 235	43 428	70 310	48 633	10 751
1956	6 952	8 924	4 466	4 282	43 843	70 743	48 921	10 888
1957	6 966	8 989	4 488	4 324	44 311	71 134	49 182	11 026
1958	6 987	9 053	4 515	4 360	44 789	71 554	49 476	11 187
1959	7 014	9 104	4 587	4 395	45 240	72 024	49 832	11 348
1960	7 048	9 118	4 581	4 430	45 684	72 674	50 200	11 483
1961	7 087	9 166	4 612	4 461	46 163	73 310	50 536	11 637
1962	7 130	9 218	4 647	4 491	46 998	73 939	50 879	11 801
1963	7 175	9 283	4 684	4 523	47 816	74 544	51 252	11 964
1964	7 224	9 367	4 720	4 549	48 310	74 963	51 675	12 125
1965	7 271	9 488	4 757	4 564	48 758	75 647	52 112	12 293
1966	7 322	9 508	4 797	4 581	49 164	76 214	52 519	12 455
1967	7 377	9 557	4 839	4 606	49 548	76 368	52 901	12 597
1968	7 415	9 590	4 867	4 626	49 915	76 584	53 236	12 726
1969	7 441	9 613	4 893	4 624	50 315	77 143	53 538	12 873
1970	7 467	9 638	4 929	4 606	50 772	77 709	53 822	13 032
1971	7 501	9 673	4 963	4 612	51 251	78 345	54 073	13 194
1972	7 544	9 709	4 992	4 640	51 701	78 715	54 381	13 330
1973	7 586	9 738	5 022	4 666	52 118	78 956	54 751	13 438
1974	7 599	9 768	5 045	4 691	52 460	78 979	55 111	13 543
1975	7 579	9 795	5 060	4 712	52 699	78 679	55 441	13 660
1976	7 566	9 811	5 073	4 726	52 909	78 317	55 718	13 773
1977	7 568	9 822	5 088	4 739	53 145	78 165	55 955	13 856
1978	7 562	9 830	5 104	4 753	53 376	78 082	56 155	13 939
1979	7 549	9 837	5 117	4 765	53 606	78 104	56 318	14 034
1980	7 549	9 847	5 123	4 780	53 880	78 303	56 434	14 148
1981	7 569	9 854	5 122	4 800	54 182	78 418	56 510	14 247
1982	7 576	9 862	5 118	4 827	54 492	78 335	56 579	14 312
1983	7 567	9 867	5 114	4 856	54 772	78 122	56 626	14 368
1984	7 571	9 871	5 112	4 882	55 026	77 846	56 652	14 423
1985	7 578	9 879	5 114	4 902	55 284	77 668	56 674	14 488
1986	7 588	9 888	5 121	4 918	55 547	77 690	56 675	14 567
1987	7 598	9 901	5 127	4 932	55 824	77 718	56 674	14 664
1988	7 615	9 908	5 130	4 946	56 118	78 115	56 629	14 760
1989	7 659	9 941	5 131	4 964	56 423	78 677	56 672	14 846
1990	7 729	9 971	5 138	4 986	56 735	79 364	56 719	14 947
1991	7 813	10 008	5 150	5 014	57 055	79 984	56 751	15 068
1992	7 914	10 051	5 166	5 042	57 374	80 595	56 859	15 182
1993	7 991	10 088	5 185	5 066	57 654	81 180	57 049	15 290
1994	8 030	10 119	5 201	5 089	57 900	81 422	57 204	15 381
1995	8 047	10 137	5 222	5 108	58 138	81 661	57 301	15 460
1996	8 059	10 157	5 256	5 125	58 372	81 896	57 397	15 523
1997	8 072	10 182	5 280	5 140	58 604	82 053	57 512	15 605
1998	8 078	10 197	5 303	5 153	58 805	82 029	57 592	15 700

Tableau C1–a. **Population des pays d'Europe, estimations annuelles, 1950–98**
(milliers d'habitants en milieu d'année)

Année	*Norvège*	*Suède*	*Suisse*	*Royaume–Uni*	*Total 12 PEO**	*Irlande*	*Grèce*
1950	3 265	7 015	4 694	50 363	256 616	2 969	7 566
1951	3 296	7 071	4 749	50 574	258 357	2 961	7 659
1952	3 328	7 125	4 815	50 737	259 790	2 953	7 733
1953	3 362	7 171	4 877	50 880	261 333	2 949	7 817
1954	3 395	7 213	4 929	51 066	262 865	2 941	7 893
1955	3 429	7 262	4 980	51 221	264 504	2 921	7 966
1956	3 462	7 315	5 045	51 430	266 271	2 898	8 031
1957	3 494	7 367	5 126	51 657	268 064	2 885	8 096
1958	3 525	7 415	5 199	51 870	269 930	2 853	8 173
1959	3 556	7 454	5 259	52 157	271 970	2 846	8 258
1960	3 585	7 480	5 362	52 373	274 018	2 834	8 327
1961	3 615	7 520	5 512	52 807	276 426	2 819	8 398
1962	3 639	7 562	5 666	53 292	279 262	2 830	8 448
1963	3 667	7 604	5 789	53 625	281 926	2 850	8 480
1964	3 694	7 662	5 887	53 991	284 167	2 864	8 510
1965	3 723	7 734	5 943	54 350	286 640	2 876	8 551
1966	3 753	7 807	5 996	54 643	288 759	2 884	8 614
1967	3 785	7 869	6 063	54 959	290 469	2 900	8 716
1968	3 819	7 912	6 132	55 214	292 036	2 913	8 741
1969	3 851	7 968	6 212	55 461	293 932	2 926	8 773
1970	3 879	8 043	6 267	55 632	295 796	2 950	8 793
1971	3 903	8 098	6 343	55 928	297 884	2 978	8 831
1972	3 933	8 122	6 401	56 097	299 565	3 024	8 889
1973	3 961	8 137	6 441	56 223	301 037	3 073	8 929
1974	3 985	8 160	6 460	56 236	302 037	3 124	8 962
1975	4 007	8 192	6 404	56 226	302 454	3 177	9 046
1976	4 026	8 222	6 333	56 216	302 690	3 228	9 167
1977	4 043	8 251	6 316	56 190	303 138	3 272	9 309
1978	4 060	8 275	6 333	56 178	303 647	3 314	9 430
1979	4 073	8 294	6 351	56 240	304 288	3 368	9 548
1980	4 086	8 311	6 385	56 330	305 176	3 401	9 643
1981	4 100	8 320	6 429	56 352	305 903	3 443	9 729
1982	4 115	8 325	6 467	56 318	306 326	3 480	9 790
1983	4 128	8 329	6 482	56 377	306 608	3 505	9 847
1984	4 140	8 337	6 505	56 506	306 871	3 529	9 896
1985	4 153	8 350	6 534	56 685	307 309	3 541	9 934
1986	4 167	8 370	6 573	56 852	307 956	3 542	9 967
1987	4 187	8 398	6 619	57 009	308 651	3 543	10 001
1988	4 209	8 436	6 671	57 158	309 695	3 531	10 037
1989	4 227	8 493	6 723	57 358	311 114	3 510	10 090
1990	4 241	8 566	6 796	57 561	312 753	3 506	10 161
1991	4 262	8 617	6 873	57 808	314 403	3 526	10 247
1992	4 286	8 668	6 943	58 006	316 086	3 549	10 322
1993	4 312	8 719	6 989	58 191	317 714	3 563	10 379
1994	4 337	8 781	7 037	58 395	318 896	3 583	10 426
1995	4 358	8 827	7 081	58 606	319 946	3 601	10 454
1996	4 381	8 841	7 105	58 801	320 913	3 626	10 476
1997	4 405	8 846	7 113	59 009	321 821	3 661	10 499
1998	4 432	8 851	7 130	59 237	322 507	3 705	10 511

* PEO = Pays d'Europe occidentale

Tableau C1–a. **Population des pays d'Europe et de l'ex–URSS, estimations annuelles, 1950–98**
(milliers d'habitants en milieu d'année)

Année	*Portugal*	*Espagne*	*Total 16 PEO*	*Total 13 petits PEO*	*Total 29 PEO*	*Total EE*	*Total Ex-URSS*	*Total EE et ex-URSS*
1950	8 512	27 868	303 531	1 529	305 060	87 288	180 050	267 338
1951	8 547	28 086	305 610	1 544	307 154	88 374	183 200	271 574
1952	8 563	28 332	307 371	1 559	308 930	89 487	186 400	275 887
1953	8 587	28 571	309 257	1 574	310 831	90 770	189 500	280 270
1954	8 607	28 812	311 118	1 591	312 709	92 045	192 700	284 745
1955	8 657	29 056	313 104	1 600	314 704	93 439	196 150	289 589
1956	8 698	29 355	315 253	1 613	316 866	94 721	199 650	294 371
1957	8 737	29 657	317 439	1 636	319 075	95 801	203 150	298 951
1958	8 789	29 962	319 707	1 661	321 368	96 919	206 700	303 619
1959	8 837	30 271	322 182	1 682	323 864	98 003	210 450	308 453
1960	8 891	30 583	324 653	1 701	326 354	99 056	214 350	313 406
1961	8 944	30 904	327 491	1 717	329 208	100 112	218 150	318 262
1962	9 002	31 158	330 700	1 729	332 429	101 010	221 750	322 760
1963	9 040	31 430	333 726	1 747	335 473	101 914	225 100	327 014
1964	9 053	31 741	336 335	1 759	338 094	102 783	228 150	330 933
1965	8 996	32 085	339 148	1 773	340 921	103 610	230 900	334 510
1966	8 871	32 453	341 581	1 787	343 368	104 412	233 500	337 912
1967	8 798	32 850	343 733	1 803	345 536	105 195	236 000	341 195
1968	8 743	33 240	345 673	1 819	347 492	106 264	238 350	344 614
1969	8 696	33 566	347 893	1 837	349 730	107 101	240 600	347 701
1970	8 663	33 876	350 078	1 853	351 931	107 927	242 757	350 684
1971	8 644	34 190	352 527	1 869	354 396	108 782	245 083	353 865
1972	8 631	34 498	354 607	1 883	356 490	109 628	247 459	357 087
1973	8 634	34 810	356 483	1 907	358 390	110 490	249 747	360 237
1974	8 755	35 147	358 025	1 929	359 954	111 461	252 131	363 592
1975	9 094	35 515	359 286	1 915	361 201	112 468	254 469	366 937
1976	9 356	35 937	360 378	1 914	362 292	113 457	256 760	370 217
1977	9 456	36 367	361 542	1 922	363 464	114 442	259 029	373 471
1978	9 559	36 778	362 728	1 939	364 667	115 300	261 253	376 553
1979	9 662	37 108	363 974	1 957	365 931	116 157	263 425	379 582
1980	9 767	37 510	365 497	1 990	367 487	116 921	265 542	382 463
1981	9 851	37 741	366 667	2 009	368 676	117 661	267 722	385 383
1982	9 912	37 944	367 452	2 020	369 472	118 323	270 042	388 365
1983	9 955	38 123	368 038	2 035	370 073	118 926	272 540	391 466
1984	9 989	38 279	368 564	2 049	370 613	119 503	275 066	394 569
1985	10 011	38 420	369 215	2 067	371 282	120 062	277 537	397 599
1986	10 011	38 537	370 013	2 060	372 073	120 574	280 236	400 810
1987	9 994	38 632	370 821	2 082	372 903	121 051	283 100	404 151
1988	9 968	38 717	371 948	2 105	374 053	121 253	285 463	406 716
1989	9 937	38 792	373 443	2 126	375 569	121 650	287 845	409 495
1990	9 899	38 851	375 170	2 154	377 324	121 866	289 350	411 216
1991	9 871	39 920	377 967	2 183	380 150	122 049	291 060	413 109
1992	9 867	39 008	378 832	2 211	381 043	122 070	292 422	414 492
1993	9 880	39 086	380 622	2 240	382 862	121 632	292 417	414 049
1994	9 902	39 150	381 957	2 264	384 221	121 323	292 407	413 730
1995	9 917	39 210	383 128	2 284	385 412	121 126	292 196	413 322
1996	9 927	39 270	384 212	2 302	386 514	120 980	291 660	412 640
1997	9 946	39 323	385 250	2 320	387 570	120 977	291 027	412 004
1998	9 968	39 371	386 062	2 337	388 399	121 006	290 866	411 872

Tableau C1–a. **Population des pays issus d'immigration européenne, estimations annuelles, 1950–98**
(milliers d'habitants en milieu d'année)

Année	*Australie*	*Nouvelle–Zélande*	*Canada*	*États–Unis*	*Total 4 pays d'immigration européenne*
1950	8 177	1 909	13 737	152 271	176 094
1951	8 418	1 948	14 047	154 878	179 291
1952	8 634	1 996	14 491	157 553	182 674
1953	8 821	2 049	14 882	160 184	185 936
1954	8 996	2 095	15 321	163 026	189 438
1955	9 201	2 139	15 730	165 931	193 001
1956	9 421	2 183	16 123	168 903	196 630
1957	9 640	2 233	16 677	171 984	200 534
1958	9 842	2 286	17 120	174 882	204 130
1959	10 056	2 335	17 522	177 830	207 743
1960	10 275	2 377	17 870	180 671	211 193
1961	10 508	2 427	18 238	183 691	214 864
1962	10 700	2 485	18 583	186 538	218 306
1963	10 907	2 537	18 931	189 242	221 617
1964	11 122	2 589	19 290	191 889	224 890
1965	11 341	2 635	19 644	194 303	227 923
1966	11 599	2 683	20 015	196 560	230 857
1967	11 799	2 728	20 378	198 712	233 617
1968	12 009	2 754	20 701	200 706	236 170
1969	12 263	2 780	21 001	202 677	238 721
1970	12 507	2 820	21 297	205 052	241 676
1971	13 067	2 864	22 026	207 661	245 618
1972	13 304	2 913	22 285	209 896	248 398
1973	13 505	2 971	22 560	211 909	250 945
1974	13 723	3 032	22 865	213 854	253 474
1975	13 893	3 087	23 209	215 973	256 162
1976	14 033	3 116	23 518	218 035	258 702
1977	14 192	3 128	23 796	220 239	261 355
1978	14 359	3 129	24 036	222 585	264 109
1979	14 516	3 138	24 277	225 055	266 986
1980	14 695	3 144	24 593	227 726	270 158
1981	14 923	3 157	24 900	229 966	272 946
1982	15 184	3 183	25 202	232 188	275 757
1983	15 393	3 226	25 456	234 307	278 382
1984	15 579	3 258	25 702	236 348	280 887
1985	15 788	3 272	25 942	238 466	283 468
1986	16 018	3 277	26 204	240 651	286 150
1987	16 264	3 304	26 550	242 804	288 922
1988	16 538	3 318	26 798	245 021	291 675
1989	16 833	3 337	27 286	247 342	294 798
1990	17 085	3 380	27 701	249 984	298 150
1991	17 284	3 488	28 031	252 639	301 442
1992	17 489	3 524	28 377	255 374	304 764
1993	17 657	3 567	28 703	258 083	308 010
1994	17 838	3 617	29 036	260 599	311 090
1995	18 072	3 673	29 354	263 044	314 143
1996	18 311	3 729	29 672	265 463	317 175
1997	18 524	3 771	30 008	268 008	320 311
1998	18 751	3 811	30 297	270 561	323 420

Tableau C1–b. **PIB des pays d'Europe, estimations annuelles, 1950–98**
(en millions de dollars internationaux Geary–Khamis de 1990)

Année	*Autriche*	*Belgique*	*Danemark*	*Finlande*	*France*	*Allemagne*	*Italie*	*Pays–Bas*
1950	25 702	47 190	29 654	17 051	220 492	265 354	164 957	60 642
1951	27 460	49 874	29 852	18 501	234 074	289 679	177 272	61 914
1952	27 484	49 486	30 144	19 121	240 287	314 794	190 541	63 162
1953	28 680	51 071	31 859	19 255	247 223	341 150	204 288	68 652
1954	31 611	53 173	32 478	20 941	259 215	366 584	214 884	73 319
1955	35 105	55 696	32 828	22 008	274 098	406 922	227 389	78 759
1956	37 520	57 313	33 225	22 673	287 969	436 086	237 699	81 654
1957	39 818	58 381	35 746	23 739	305 308	461 071	251 732	83 950
1958	41 272	58 316	36 551	23 867	312 966	481 599	265 192	83 701
1959	42 445	60 160	39 270	25 285	321 924	516 821	281 707	87 793
1960	45 939	63 394	40 367	27 598	344 609	558 482	296 981	95 180
1961	48 378	66 478	42 926	29 701	363 754	581 487	321 992	95 455
1962	49 550	69 904	45 295	30 627	387 937	606 292	347 098	101 993
1963	51 567	72 988	45 579	31 636	408 090	623 382	371 822	105 686
1964	54 662	78 128	49 843	33 235	435 296	661 273	386 333	114 446
1965	56 234	80 870	52 117	35 002	456 456	694 798	395 020	120 435
1966	59 399	83 440	53 539	35 843	479 631	715 393	415 639	123 754
1967	61 205	86 695	55 339	36 600	501 799	717 610	445 232	130 267
1968	63 925	90 293	57 613	37 442	523 967	755 463	482 462	138 627
1969	67 945	96 302	61 283	41 048	560 280	805 410	510 051	147 552
1970	72 785	102 265	62 524	44 114	592 389	843 103	521 506	155 955
1971	76 506	106 103	64 191	45 036	621 055	867 917	531 385	162 539
1972	81 256	111 679	67 578	48 473	648 668	903 739	546 933	167 919
1973	85 227	118 516	70 032	51 724	683 965	944 755	582 713	175 791
1974	88 588	123 494	69 379	53 291	704 012	952 571	610 040	182 763
1975	88 267	121 855	68 921	53 905	699 106	947 383	596 946	182 596
1976	92 307	128 743	73 382	53 676	729 326	993 132	635 737	191 194
1977	96 624	129 549	74 573	53 808	756 545	1 021 710	654 108	196 392
1978	96 273	133 231	75 674	54 934	777 544	1 050 404	678 494	201 024
1979	101 525	136 350	78 356	58 756	802 491	1 092 615	716 984	205 501
1980	103 874	142 458	78 010	61 890	813 763	1 105 099	742 299	207 979
1981	103 771	140 680	77 316	63 043	822 116	1 109 276	745 816	206 925
1982	105 750	142 665	79 650	65 090	842 787	1 099 799	749 233	204 517
1983	108 716	142 648	81 656	66 849	852 644	1 119 394	758 360	208 014
1984	109 077	146 180	85 241	68 866	865 172	1 150 951	777 841	214 854
1985	111 525	147 650	88 897	71 184	877 305	1 176 131	799 697	221 470
1986	114 135	149 854	92 135	72 873	898 129	1 202 151	822 404	227 570
1987	116 053	153 392	92 406	75 861	920 822	1 220 284	847 870	230 788
1988	119 730	160 632	93 482	79 581	961 287	1 260 983	880 671	236 824
1989	124 791	166 396	93 728	84 092	1 000 286	1 302 212	906 053	247 906
1990	130 476	171 442	94 863	84 103	1 026 491	1 264 438	925 654	258 094
1991	134 944	174 880	96 184	78 841	1 036 379	1 328 057	938 522	263 950
1992	136 754	177 695	97 413	76 222	1 051 689	1 357 825	945 660	269 298
1993	137 455	175 072	98 232	75 347	1 041 232	1 343 060	937 303	271 347
1994	140 949	180 312	103 884	78 327	1 061 556	1 374 575	957 993	280 094
1995	143 849	185 047	107 713	81 311	1 079 157	1 398 310	986 004	286 416
1996	146 699	186 661	110 778	84 571	1 091 060	1 408 868	994 537	295 118
1997	148 443	192 652	114 250	89 892	1 112 956	1 429 308	1 009 277	306 297
1998	152 712	198 249	117 319	94 421	1 150 080	1 460 069	1 022 776	317 517

Tableau C1–b. **PIB des pays d'Europe, estimations annuelles, 1950–98**
(en millions de dollars internationaux Geary–Khamis de 1990)

Année	*Norvège*	*Suède*	*Suisse*	*Royaume–Uni*	*Total 12 PEO*	*Irlande*	*Grèce*
1950	17 838	47 269	42 545	347 850	1 286 544	10 231	14 489
1951	18 665	49 148	45 990	358 234	1 360 663	10 488	15 765
1952	19 332	49 845	46 369	357 585	1 408 150	10 753	15 878
1953	20 225	51 237	48 001	371 646	1 483 287	11 043	18 053
1954	21 229	53 395	50 705	386 789	1 564 323	11 142	18 615
1955	21 639	54 944	54 117	400 850	1 664 355	11 432	20 022
1956	22 771	57 032	57 710	405 825	1 737 477	11 283	21 731
1957	23 432	59 591	60 002	412 315	1 815 085	11 266	23 147
1958	23 218	59 887	58 732	411 450	1 856 751	11 034	24 218
1959	24 411	61 714	62 425	428 107	1 952 062	11 481	25 107
1960	25 813	64 986	66 793	452 768	2 082 910	12 127	26 195
1961	27 377	68 710	72 200	467 694	2 186 152	12 706	28 492
1962	28 159	71 599	75 661	472 454	2 286 569	13 120	29 562
1963	29 254	75 411	79 370	490 625	2 385 410	13 741	32 567
1964	30 662	80 562	83 541	516 584	2 524 565	14 279	35 243
1965	32 305	83 643	86 195	529 996	2 623 071	14 528	38 553
1966	33 556	85 383	88 305	540 163	2 714 045	14 652	40 907
1967	35 690	88 272	91 008	552 277	2 801 994	15 521	43 152
1968	36 498	91 475	94 272	574 775	2 946 812	16 804	46 027
1969	38 140	96 056	99 584	585 207	3 108 858	17 815	50 585
1970	38 902	102 275	105 935	599 016	3 240 769	18 289	54 609
1971	40 683	103 241	110 253	611 705	3 340 614	18 923	58 496
1972	42 785	105 604	113 781	633 352	3 471 767	20 151	65 775
1973	44 544	109 794	117 251	675 941	3 660 253	21 103	68 355
1974	46 858	113 306	118 957	666 755	3 730 014	22 002	65 868
1975	48 811	116 198	110 294	665 984	3 700 266	23 246	69 853
1976	52 135	117 428	108 745	680 933	3 856 738	23 571	74 296
1977	54 002	115 553	111 392	695 699	3 959 955	25 506	76 843
1978	56 453	117 577	111 847	720 501	4 073 956	27 340	81 989
1979	58 894	122 092	114 634	740 370	4 228 568	28 180	85 015
1980	61 811	124 130	119 909	728 224	4 289 446	29 047	86 505
1981	62 406	124 113	121 802	718 733	4 295 997	30 013	86 553
1982	62 514	125 358	120 051	729 861	4 327 275	30 698	86 895
1983	64 729	127 555	120 659	755 779	4 407 003	30 624	87 244
1984	68 530	132 717	124 311	774 665	4 518 405	31 957	89 645
1985	72 105	135 277	128 561	802 000	4 631 802	32 943	92 442
1986	74 687	138 381	130 653	837 280	4 760 252	32 802	93 941
1987	76 203	142 733	131 614	877 143	4 885 169	34 331	93 507
1988	76 117	145 946	135 709	920 841	5 071 803	36 123	97 670
1989	76 818	149 415	141 599	940 908	5 234 204	38 223	101 425
1990	78 333	151 451	146 900	944 610	5 276 855	41 459	101 452
1991	80 774	149 760	145 724	930 493	5 358 508	42 231	104 581
1992	83 413	147 631	145 540	930 975	5 420 115	43 625	105 327
1993	85 694	144 353	144 839	952 554	5 406 488	44 775	103 604
1994	90 400	150 296	145 610	994 384	5 558 380	47 355	105 723
1995	93 879	155 843	146 345	1 022 172	5 686 046	51 855	107 929
1996	98 475	157 523	146 811	1 048 308	5 769 409	55 865	110 474
1997	102 687	160 643	149 273	1 085 122	5 900 800	61 844	114 253
1998	104 860	165 385	152 345	1 108 568	6 044 301	67 368	118 433

Tableau C1–b. **PIB des pays d'Europe et de l'ex–URRS, estimations annuelles, 1950–98**
(en millions de dollars internationaux Geary–Khamis de 1990)

Année	*Portugal*	*Espagne*	*Total 16 PEO*	*Total 13 petits PEO*	*Total 29 PEO*	*Total EE*	*Total Ex–URSS*	*Total EE et ex–URSS*
1950	17 615	66 792	1 395 671	5 880	1 401 551	185 023	510 243	695 266
1951	18 404	73 874	1 479 194	5 746	1 484 940	195 667	512 566	708 233
1952	18 428	79 676	1 532 885	6 180	1 539 065	198 287	545 792	744 079
1953	19 714	80 589	1 612 686	6 436	1 619 122	209 197	569 260	778 457
1954	20 660	85 204	1 699 944	6 647	1 706 591	218 949	596 910	815 859
1955	21 512	89 635	1 806 956	7 001	1 813 957	233 875	648 027	881 902
1956	22 451	96 077	1 889 019	7 427	1 896 446	239 574	710 065	949 639
1957	23 445	100 188	1 973 131	7 752	1 980 883	257 645	724 470	982 115
1958	23 753	104 666	2 020 422	7 966	2 028 388	272 649	778 840	1 051 489
1959	25 039	102 701	2 116 390	8 279	2 124 669	286 878	770 244	1 057 122
1960	26 711	105 123	2 253 066	8 487	2 261 553	304 633	843 434	1 148 067
1961	28 170	117 549	2 373 069	8 876	2 381 945	322 781	891 763	1 214 544
1962	30 040	128 514	2 487 805	9 269	2 497 074	328 253	915 928	1 244 181
1963	31 823	139 752	2 603 293	9 756	2 613 049	344 112	895 016	1 239 128
1964	33 921	148 387	2 756 395	10 165	2 766 560	364 518	1 010 727	1 375 245
1965	36 446	162 823	2 875 421	10 877	2 886 298	380 016	1 068 117	1 448 133
1966	37 929	179 727	2 987 260	11 398	2 998 658	404 452	1 119 932	1 524 384
1967	40 792	191 468	3 092 927	11 862	3 104 789	420 645	1 169 422	1 590 067
1968	44 421	208 144	3 262 208	12 261	3 274 469	436 444	1 237 966	1 674 410
1969	45 364	231 535	3 454 157	13 144	3 467 301	449 862	1 255 392	1 705 254
1970	49 498	246 976	3 610 141	13 713	3 623 854	465 695	1 351 818	1 817 513
1971	52 781	259 814	3 730 628	14 651	3 745 279	499 790	1 387 832	1 887 622
1972	57 011	281 560	3 896 264	15 548	3 911 812	524 971	1 395 732	1 920 703
1973	63 397	304 220	4 117 328	16 452	4 133 780	550 756	1 513 070	2 063 826
1974	64 122	321 313	4 203 319	16 510	4 219 829	583 528	1 556 984	2 140 512
1975	61 334	323 056	4 177 755	16 005	4 193 760	604 251	1 561 399	2 165 650
1976	65 566	333 729	4 353 900	17 038	4 370 938	619 961	1 634 589	2 254 550
1977	69 239	343 202	4 474 745	18 095	4 492 840	641 681	1 673 159	2 314 840
1978	71 189	348 223	4 602 697	19 058	4 621 755	662 328	1 715 215	2 377 543
1979	75 203	348 367	4 765 333	20 007	4 785 340	672 299	1 707 083	2 379 382
1980	78 655	356 062	4 839 715	20 768	4 860 483	675 819	1 709 174	2 384 993
1981	79 928	355 615	4 848 106	21 257	4 869 363	667 932	1 724 741	2 392 673
1982	81 634	361 106	4 887 608	21 886	4 909 494	674 202	1 767 262	2 441 464
1983	81 492	368 180	4 974 543	22 385	4 996 928	684 326	1 823 723	2 508 049
1984	79 961	374 444	5 094 412	23 512	5 117 924	705 274	1 847 190	2 552 464
1985	82 206	380 795	5 220 188	24 313	5 244 501	706 201	1 863 687	2 569 888
1986	85 610	392 978	5 365 583	25 556	5 391 139	725 733	1 940 363	2 666 096
1987	91 073	415 150	5 519 230	26 754	5 545 984	721 188	1 965 457	2 686 645
1988	97 894	436 576	5 740 066	28 385	5 768 451	727 564	2 007 280	2 734 844
1989	102 922	457 262	5 934 036	30 000	5 964 036	718 039	2 037 253	2 755 292
1990	107 427	474 366	6 001 559	31 205	6 032 764	662 604	1 987 995	2 650 599
1991	110 047	485 126	6 100 493	32 342	6 132 835	590 231	1 863 524	2 453 755
1992	112 134	488 459	6 169 660	33 161	6 202 821	559 157	1 592 085	2 151 242
1993	110 593	482 776	6 148 236	34 633	6 182 869	550 466	1 435 008	1 985 474
1994	113 328	493 643	6 318 429	35 838	6 354 267	572 173	1 235 701	1 807 874
1995	116 640	507 054	6 469 524	36 899	6 506 423	605 352	1 169 446	1 774 798
1996	120 357	518 920	6 575 025	38 136	6 613 161	628 154	1 137 039	1 765 193
1997	124 529	538 824	6 740 250	39 918	6 780 168	646 234	1 156 028	1 802 262
1998	128 877	560 138	6 919 117	41 499	6 960 616	660 861	1 132 434	1 793 295

* PEO — Pays d'Europe occidentale.

Tableau C1–b. **PIB des pays d'immigration européenne, estimations annuelles, 1950–98**
(en millions de dollars internationaux Geary–Khamis de 1990)

Année	*Australie*	*Nouvelle–Zélande*	*Canada*	*États–Unis*	*Total 4 pays d'immigration européenne*
1950	61 274	16 136	102 164	1 455 916	1 635 490
1951	63 892	14 904	107 960	1 566 784	1 753 540
1952	64 470	15 552	115 816	1 625 245	1 821 083
1953	66 481	16 084	121 228	1 699 970	1 903 763
1954	70 614	18 298	120 390	1 688 804	1 898 106
1955	74 471	18 639	131 633	1 808 126	2 032 869
1956	77 034	19 605	142 282	1 843 455	2 082 376
1957	78 577	20 165	146 402	1 878 063	2 123 207
1958	82 351	20 957	149 021	1 859 088	2 111 417
1959	87 421	22 449	155 062	1 997 061	2 261 993
1960	91 085	22 449	159 880	2 046 727	2 320 141
1961	91 713	23 704	164 598	2 094 396	2 374 411
1962	97 444	24 215	176 130	2 220 732	2 518 521
1963	103 413	25 749	185 041	2 316 765	2 630 968
1964	110 488	27 004	197 098	2 450 915	2 785 505
1965	116 131	28 724	210 203	2 607 294	2 962 352
1966	119 363	30 536	223 832	2 778 086	3 151 817
1967	127 422	29 142	230 647	2 847 549	3 234 760
1968	134 913	29 095	242 703	2 983 081	3 389 792
1969	143 118	32 099	255 497	3 076 517	3 507 231
1970	152 220	31 644	262 098	3 081 900	3 527 862
1971	158 992	33 285	276 694	3 178 106	3 647 077
1972	163 453	34 711	291 314	3 346 554	3 836 032
1973	172 314	37 177	312 176	3 536 622	4 058 289
1974	176 586	39 390	324 928	3 526 724	4 067 628
1975	181 367	38 937	332 269	3 516 825	4 069 398
1976	188 678	39 887	350 467	3 701 163	4 280 195
1977	190 653	37 944	362 245	3 868 829	4 459 671
1978	196 184	38 097	376 894	4 089 548	4 700 723
1979	206 515	38 874	392 561	4 228 647	4 866 597
1980	210 642	39 141	397 814	4 230 558	4 878 155
1981	218 780	41 041	410 164	4 336 141	5 006 126
1982	218 512	41 809	397 671	4 254 870	4 912 862
1983	218 539	42 955	409 246	4 433 129	5 103 869
1984	233 618	45 072	432 711	4 755 958	5 467 359
1985	245 444	45 420	456 107	4 940 383	5 687 354
1986	250 539	46 372	468 055	5 110 480	5 875 446
1987	262 925	46 564	487 138	5 290 129	6 086 756
1988	274 737	46 435	510 815	5 512 845	6 344 832
1989	286 820	46 850	523 177	5 703 521	6 560 368
1990	291 180	46 729	524 475	5 803 200	6 665 584
1991	288 661	45 908	514 459	5 790 784	6 639 812
1992	296 225	46 304	519 148	5 983 457	6 845 134
1993	307 489	48 654	531 096	6 124 987	7 012 226
1994	322 819	51 554	556 209	6 371 321	7 301 903
1995	336 990	53 599	571 447	6 544 370	7 506 406
1996	350 394	55 331	581 118	6 784 105	7 770 948
1997	363 903	56 455	604 180	7 089 655	8 114 193
1998	382 335	56 322	622 880	7 394 598	8 456 135

Tableau C1–c. **PIB par habitant des pays d'Europe, estimations annuelles, 1950–98**
(en dollars internationaux Geary–Khamis de 1990)

Année	*Autriche*	*Belgique*	*Danemark*	*Finlande*	*France*	*Allemagne*	*Italie*	*Pays-Bas*
1950	3 706	5 462	6 946	4 253	5 270	3 881	3 502	5 996
1951	3 959	5 747	6 936	4 572	5 553	4 207	3 738	6 032
1952	3 967	5 668	6 955	4 674	5 659	4 550	3 997	6 084
1953	4 137	5 818	7 292	4 652	5 783	4 900	4 260	6 542
1954	4 555	6 029	7 371	5 001	6 020	5 242	4 449	6 906
1955	5 053	6 280	7 395	5 197	6 312	5 788	4 676	7 326
1956	5 397	6 422	7 440	5 295	6 568	6 164	4 859	7 499
1957	5 716	6 495	7 965	5 490	6 890	6 482	5 118	7 614
1958	5 907	6 442	8 095	5 474	6 988	6 731	5 360	7 482
1959	6 051	6 608	8 561	5 753	7 116	7 176	5 653	7 736
1960	6 518	6 953	8 812	6 230	7 543	7 685	5 916	8 289
1961	6 826	7 253	9 307	6 658	7 880	7 932	6 372	8 203
1962	6 950	7 583	9 747	6 820	8 254	8 200	6 822	8 643
1963	7 187	7 863	9 731	6 994	8 535	8 363	7 255	8 834
1964	7 567	8 341	10 560	7 306	9 010	8 821	7 476	9 439
1965	7 734	8 523	10 956	7 669	9 362	9 185	7 580	9 797
1966	8 112	8 776	11 161	7 824	9 756	9 387	7 914	9 936
1967	8 297	9 071	11 436	7 946	10 128	9 397	8 416	10 341
1968	8 621	9 415	11 837	8 094	10 497	9 865	9 063	10 893
1969	9 131	10 018	12 525	8 877	11 135	10 440	9 527	11 462
1970	9 748	10 611	12 685	9 578	11 668	10 849	9 689	11 967
1971	10 199	10 969	12 934	9 765	12 118	11 078	9 827	12 319
1972	10 771	11 503	13 537	10 447	12 547	11 481	10 057	12 597
1973	11 235	12 170	13 945	11 085	13 123	11 966	10 643	13 082
1974	11 658	12 643	13 752	11 360	13 420	12 061	11 069	13 495
1975	11 646	12 441	13 621	11 440	13 266	12 041	10 767	13 367
1976	12 200	13 122	14 465	11 358	13 785	12 681	11 410	13 882
1977	12 767	13 190	14 657	11 354	14 235	13 071	11 690	14 174
1978	12 731	13 554	14 826	11 558	14 567	13 453	12 083	14 422
1979	13 449	13 861	15 313	12 331	14 970	13 989	12 731	14 643
1980	13 760	14 467	15 227	12 948	15 103	14 113	13 153	14 700
1981	13 710	14 276	15 095	13 134	15 173	14 146	13 198	14 524
1982	13 959	14 466	15 563	13 485	15 466	14 040	13 242	14 290
1983	14 367	14 457	15 967	13 766	15 567	14 329	13 392	14 478
1984	14 407	14 809	16 675	14 106	15 723	14 785	13 730	14 897
1985	14 717	14 946	17 383	14 521	15 869	15 143	14 110	15 286
1986	15 042	15 155	17 992	14 818	16 169	15 474	14 511	15 622
1987	15 274	15 493	18 023	15 381	16 495	15 701	14 960	15 738
1988	15 723	16 212	18 223	16 090	17 130	16 143	15 552	16 045
1989	16 293	16 738	18 267	16 940	17 728	16 551	15 988	16 699
1990	16 881	17 194	18 463	16 868	18 093	15 932	16 320	17 267
1991	17 272	17 474	18 677	15 724	18 165	16 604	16 538	17 517
1992	17 280	17 679	18 857	15 117	18 330	16 848	16 632	17 738
1993	17 201	17 354	18 945	14 873	18 060	16 544	16 430	17 747
1994	17 553	17 819	19 974	15 391	18 334	16 882	16 747	18 210
1995	17 876	18 255	20 627	15 918	18 562	17 123	17 207	18 526
1996	18 203	18 378	21 076	16 502	18 691	17 203	17 327	19 012
1997	18 390	18 921	21 638	17 489	18 991	17 419	17 549	19 628
1998	18 905	19 442	22 123	18 324	19 558	17 799	17 759	20 224

Tableau C1–c. **PIB par habitant des pays d'Europe, estimations annuelles, 1950–98**
(en dollars internationaux Geary–Khamis de 1990)

Année	*Norvège*	*Suède*	*Suisse*	*Royaume–Uni*	*Total 12 PEO*	*Irlande*	*Grèce*
1950	5 463	6 738	9 064	6 907	5 013	3 446	1 915
1951	5 663	6 951	9 684	7 083	5 267	3 542	2 058
1952	5 809	6 996	9 630	7 048	5 420	3 641	2 053
1953	6 016	7 145	9 842	7 304	5 676	3 745	2 309
1954	6 253	7 403	10 287	7 574	5 951	3 789	2 358
1955	6 311	7 566	10 867	7 826	6 292	3 914	2 513
1956	6 577	7 797	11 439	7 891	6 525	3 893	2 706
1957	6 706	8 089	11 705	7 982	6 771	3 905	2 859
1958	6 587	8 076	11 297	7 932	6 879	3 868	2 963
1959	6 865	8 279	11 870	8 208	7 177	4 034	3 040
1960	7 200	8 688	12 457	8 645	7 601	4 279	3 146
1961	7 573	9 137	13 099	8 857	7 909	4 507	3 393
1962	7 738	9 468	13 354	8 865	8 188	4 636	3 499
1963	7 978	9 917	13 710	9 149	8 461	4 821	3 840
1964	8 300	10 514	14 191	9 568	8 884	4 986	4 141
1965	8 677	10 815	14 504	9 752	9 151	5 051	4 509
1966	8 941	10 937	14 727	9 885	9 399	5 080	4 749
1967	9 429	11 218	15 010	10 049	9 646	5 352	4 951
1968	9 557	11 562	15 374	10 410	10 091	5 769	5 266
1969	9 904	12 055	16 031	10 552	10 577	6 089	5 766
1970	10 029	12 716	16 904	10 767	10 956	6 200	6 211
1971	10 424	12 749	17 382	10 937	11 214	6 354	6 624
1972	10 878	13 002	17 776	11 290	11 589	6 664	7 400
1973	11 246	13 493	18 204	12 022	12 159	6 867	7 655
1974	11 759	13 886	18 414	11 856	12 350	7 043	7 350
1975	12 181	14 184	17 223	11 845	12 234	7 317	7 722
1976	12 950	14 282	17 171	12 113	12 742	7 302	8 105
1977	13 357	14 005	17 636	12 381	13 063	7 795	8 255
1978	13 905	14 209	17 661	12 825	13 417	8 250	8 694
1979	14 460	14 721	18 050	13 164	13 897	8 367	8 904
1980	15 128	14 936	18 780	12 928	14 056	8 541	8 971
1981	15 221	14 917	18 946	12 754	14 044	8 717	8 896
1982	15 192	15 058	18 564	12 960	14 126	8 821	8 876
1983	15 680	15 315	18 614	13 406	14 373	8 737	8 860
1984	16 553	15 919	19 110	13 709	14 724	9 056	9 059
1985	17 362	16 201	19 676	14 148	15 072	9 303	9 306
1986	17 923	16 533	19 877	14 727	15 458	9 261	9 425
1987	18 200	16 996	19 884	15 386	15 827	9 690	9 350
1988	18 084	17 300	20 343	16 110	16 377	10 230	9 731
1989	18 173	17 593	21 062	16 404	16 824	10 890	10 052
1990	18 470	17 680	21 616	16 411	16 872	11 825	9 984
1991	18 952	17 380	21 202	16 096	17 043	11 977	10 206
1992	19 462	17 032	20 962	16 050	17 148	12 292	10 204
1993	19 873	16 556	20 724	16 369	17 017	12 567	9 982
1994	20 844	17 116	20 692	17 029	17 430	13 217	10 140
1995	21 542	17 655	20 667	17 441	17 772	14 400	10 324
1996	22 478	17 817	20 663	17 828	17 978	15 407	10 545
1997	23 311	18 160	20 986	18 389	18 336	16 893	10 882
1998	23 660	18 685	21 367	18 714	18 742	18 183	11 268

Tableau C1–c. **PIB par habitant des pays d'Europe et de l'ex–URSS, estimations annuelles, 1950–98**
(en dollars internationaux Geary–Khamis de 1990)

Année	*Portugal*	*Espagne*	*Total 16 PEO*	*Total 13 petits PEO*	*Total 29 PEO*	*Total Europe de l'Est*	*Total Ex–URSS*	*Total EE et ex–URSS*
1950	2 069	2 397	4 598	3 846	4 594	2 120	2 834	2 601
1951	2 153	2 630	4 840	3 722	4 835	2 214	2 798	2 608
1952	2 152	2 812	4 987	3 964	4 982	2 216	2 928	2 697
1953	2 296	2 821	5 215	4 089	5 209	2 305	3 004	2 778
1954	2 400	2 957	5 464	4 178	5 457	2 379	3 098	2 865
1955	2 485	3 085	5 771	4 376	5 764	2 503	3 304	3 045
1956	2 581	3 273	5 992	4 604	5 985	2 529	3 557	3 226
1957	2 683	3 378	6 216	4 738	6 208	2 689	3 566	3 285
1958	2 703	3 493	6 320	4 796	6 312	2 813	3 768	3 463
1959	2 833	3 393	6 569	4 922	6 560	2 927	3 660	3 427
1960	3 004	3 437	6 940	4 989	6 930	3 075	3 935	3 663
1961	3 150	3 804	7 246	5 169	7 235	3 224	4 088	3 816
1962	3 337	4 125	7 523	5 361	7 512	3 250	4 130	3 855
1963	3 520	4 446	7 801	5 584	7 789	3 376	3 976	3 789
1964	3 747	4 675	8 195	5 779	8 183	3 546	4 430	4 156
1965	4 051	5 075	8 478	6 135	8 466	3 668	4 626	4 329
1966	4 276	5 538	8 745	6 378	8 733	3 874	4 796	4 511
1967	4 637	5 829	8 998	6 579	8 985	3 999	4 955	4 660
1968	5 081	6 262	9 437	6 741	9 423	4 107	5 194	4 859
1969	5 217	6 898	9 929	7 155	9 914	4 200	5 218	4 904
1970	5 714	7 291	10 312	7 400	10 297	4 315	5 569	5 183
1971	6 106	7 599	10 583	7 839	10 568	4 594	5 663	5 334
1972	6 605	8 162	10 988	8 257	10 973	4 789	5 640	5 379
1973	7 343	8 739	11 550	8 627	11 534	4 985	6 058	5 729
1974	7 324	9 142	11 740	8 559	11 723	5 235	6 175	5 887
1975	6 744	9 096	11 628	8 358	11 611	5 373	6 136	5 902
1976	7 008	9 287	12 081	8 902	12 065	5 464	6 366	6 090
1977	7 322	9 437	12 377	9 415	12 361	5 607	6 459	6 198
1978	7 447	9 468	12 689	9 829	12 674	5 744	6 565	6 314
1979	7 783	9 388	13 093	10 223	13 077	5 788	6 480	6 268
1980	8 053	9 492	13 241	10 436	13 226	5 780	6 437	6 236
1981	8 114	9 423	13 222	10 581	13 208	5 677	6 442	6 209
1982	8 236	9 517	13 301	10 835	13 288	5 698	6 544	6 287
1983	8 186	9 658	13 516	11 000	13 503	5 754	6 692	6 407
1984	8 005	9 782	13 822	11 475	13 809	5 902	6 715	6 469
1985	8 212	9 911	14 139	11 762	14 125	5 882	6 715	6 464
1986	8 552	10 197	14 501	12 406	14 489	6 019	6 924	6 652
1987	9 113	10 746	14 884	12 850	14 872	5 958	6 943	6 648
1988	9 821	11 276	15 432	13 485	15 421	6 000	7 032	6 724
1989	10 357	11 788	15 890	14 111	15 880	5 902	7 078	6 729
1990	10 852	12 210	15 997	14 487	15 988	5 437	6 871	6 446
1991	11 149	12 152	16 140	14 815	16 133	4 836	6 403	5 940
1992	11 365	12 522	16 286	14 998	16 279	4 581	5 444	5 190
1993	11 194	12 352	16 153	15 461	16 149	4 526	4 907	4 795
1994	11 445	12 609	16 542	15 830	16 538	4 716	4 226	4 370
1995	11 762	12 932	16 886	16 155	16 882	4 998	4 002	4 294
1996	12 124	13 214	17 113	16 566	17 110	5 192	3 899	4 278
1997	12 521	13 703	17 496	17 206	17 494	5 342	3 972	4 374
1998	12 929	14 227	17 922	17 757	17 921	5 461	3 893	4 354

Tableau C1–c. **PIB par habitant des pays d'immigration européenne, estimations annuelles, 1950–98**
(en dollars internationaux Geary–Khamis de 1990)

Année	*Australie*	*Nouvelle–Zélande*	*Canada*	*États–Unis*	*Total 4 pays d'immigration européenne*
1950	7 493	8 453	7 437	9 561	9 288
1951	7 590	7 651	7 686	10 116	9 780
1952	7 467	7 792	7 992	10 316	9 969
1953	7 537	7 850	8 146	10 613	10 239
1954	7 849	8 734	7 858	10 359	10 020
1955	8 094	8 714	8 368	10 897	10 533
1956	8 177	8 981	8 825	10 914	10 590
1957	8 151	9 030	8 779	10 920	10 588
1958	8 367	9 168	8 704	10 631	10 343
1959	8 693	9 614	8 850	11 230	10 888
1960	8 865	9 444	8 947	11 328	10 986
1961	8 728	9 767	9 025	11 402	11 051
1962	9 107	9 744	9 478	11 905	11 537
1963	9 481	10 149	9 774	12 242	11 872
1964	9 934	10 430	10 218	12 773	12 386
1965	10 240	10 901	10 701	13 419	12 997
1966	10 291	11 381	11 183	14 134	13 653
1967	10 799	10 683	11 318	14 330	13 846
1968	11 234	10 565	11 724	14 863	14 353
1969	11 671	11 546	12 166	15 179	14 692
1970	12 171	11 221	12 307	15 030	14 597
1971	12 167	11 622	12 562	15 304	14 849
1972	12 286	11 916	13 072	15 944	15 443
1973	12 759	12 513	13 838	16 689	16 172
1974	12 868	12 991	14 211	16 491	16 048
1975	13 055	12 613	14 316	16 284	15 886
1976	13 445	12 801	14 902	16 975	16 545
1977	13 434	12 130	15 223	17 567	17 064
1978	13 663	12 175	15 680	18 373	17 798
1979	14 227	12 388	16 170	18 789	18 228
1980	14 334	12 449	16 176	18 577	18 057
1981	14 661	13 000	16 472	18 856	18 341
1982	14 391	13 135	15 779	18 325	17 816
1983	14 197	13 315	16 077	18 920	18 334
1984	14 996	13 834	16 836	20 123	19 465
1985	15 546	13 881	17 582	20 717	20 063
1986	15 641	14 151	17 862	21 236	20 533
1987	16 166	14 093	18 348	21 788	21 067
1988	16 612	13 995	19 062	22 499	21 753
1989	17 039	14 040	19 174	23 059	22 254
1990	17 043	13 825	18 933	23 214	22 356
1991	16 701	13 162	18 353	22 921	22 027
1992	16 938	13 140	18 295	23 430	22 460
1993	17 415	13 640	18 503	23 733	22 766
1994	18 097	14 253	19 156	24 449	23 472
1995	18 647	14 593	19 467	24 879	23 895
1996	19 136	14 838	19 585	25 556	24 501
1997	19 645	14 971	20 134	26 453	25 332
1998	20 390	14 779	20 559	27 331	26 146

Tableau C2–a. **Population de 8 pays d'Amérique latine, estimations annuelles, 1950–98**
(en milliers d'habitants en milieu d'année)

Année	*Argentine*	*Brésil*	*Chili*	*Colombie*	*Mexique*	*Pérou*	*Uruguay*	*Venezuela*	*Total*
1950	17 150	53 443	6 091	11 592	28 485	7 633	2 194	5 009	131 597
1951	17 517	54 996	6 252	11 965	29 296	7 826	2 223	5 217	135 292
1952	17 877	56 603	6 378	12 351	30 144	8 026	2 253	5 440	139 070
1953	18 231	58 266	6 493	12 750	31 031	8 232	2 284	5 674	142 961
1954	18 581	59 989	6 612	13 162	31 959	8 447	2 317	5 919	146 985
1955	18 928	61 774	6 743	13 588	32 930	8 672	2 353	6 170	151 158
1956	19 272	63 632	6 889	14 029	33 946	8 905	2 389	6 431	155 493
1957	19 611	65 551	7 048	14 486	35 016	9 146	2 425	6 703	159 985
1958	19 947	67 533	7 220	14 958	36 142	9 397	2 460	6 982	164 639
1959	20 281	69 580	7 400	15 447	37 328	9 658	2 495	7 268	169 457
1960	20 616	71 695	7 585	15 953	38 579	9 931	2 531	7 556	174 446
1961	20 951	73 833	7 773	16 476	39 836	10 218	2 564	7 848	179 498
1962	21 284	76 039	7 961	17 010	41 121	10 517	2 598	8 143	184 674
1963	21 616	78 317	8 147	17 546	42 434	10 826	2 632	8 444	189 963
1964	21 949	80 667	8 330	18 090	43 775	11 144	2 664	8 752	195 370
1965	22 283	83 093	8 510	18 646	45 142	11 467	2 693	9 068	200 903
1966	22 612	85 557	8 686	19 202	46 538	11 796	2 721	9 387	206 499
1967	22 934	88 050	8 859	19 764	47 996	12 132	2 749	9 710	212 193
1968	23 261	90 569	9 030	20 322	49 519	12 476	2 777	10 041	217 994
1969	23 600	93 114	9 199	20 869	51 111	12 829	2 802	10 389	223 913
1970	23 962	95 684	9 369	21 430	52 775	13 193	2 824	10 758	229 994
1971	24 352	98 244	9 540	21 993	54 434	13 568	2 826	11 152	236 110
1972	24 757	100 837	9 718	22 543	56 040	13 955	2 830	11 516	242 193
1973	25 174	103 463	9 897	23 069	57 643	14 350	2 834	11 893	248 323
1974	25 598	106 122	10 077	23 593	59 240	14 753	2 838	12 281	254 502
1975	26 021	108 813	10 252	24 114	60 828	15 161	2 842	12 675	260 706
1976	26 457	111 533	10 432	24 620	62 404	15 573	2 857	13 082	266 960
1977	26 895	114 299	10 600	25 094	63 981	15 990	2 874	13 504	273 237
1978	27 338	117 129	10 760	25 543	65 554	16 414	2 889	13 931	279 558
1979	27 785	120 020	10 923	26 031	67 123	16 849	2 905	14 355	285 990
1980	28 237	122 936	11 094	26 583	68 686	17 295	2 920	14 768	292 519
1981	28 701	125 907	11 282	27 159	70 324	17 755	2 936	15 166	299 230
1982	29 151	128 938	11 487	27 764	71 923	18 234	2 954	15 621	306 072
1983	29 584	131 864	11 687	28 388	73 463	18 706	2 973	16 084	312 750
1984	29 993	134 596	11 879	29 026	74 992	19 171	2 990	16 545	319 192
1985	30 407	137 272	12 067	29 675	76 544	19 624	3 008	16 998	325 595
1986	30 853	140 080	12 260	30 339	78 132	20 073	3 027	17 450	332 214
1987	31 303	142 903	12 463	31 011	79 754	20 531	3 045	17 910	338 922
1988	31 749	145 744	12 678	31 681	81 408	21 000	3 064	18 379	345 702
1989	32 194	148 526	12 901	32 341	83 073	21 487	3 084	18 851	352 457
1990	32 634	151 040	13 128	32 985	84 748	21 989	3 106	19 325	358 955
1991	33 083	153 471	13 353	33 629	86 437	22 501	3 128	19 801	365 402
1992	33 531	155 918	13 573	34 296	88 143	23 015	3 149	20 266	371 891
1993	33 963	158 344	13 788	34 979	89 863	23 531	3 172	20 706	378 346
1994	34 412	160 744	14 000	35 679	91 592	24 047	3 194	21 139	384 807
1995	34 877	163 113	14 205	36 397	93 325	24 563	3 216	21 564	391 261
1996	35 335	165 427	14 403	37 124	95 063	25 079	3 239	21 983	397 653
1997	35 798	167 661	14 597	37 852	96 807	25 595	3 262	22 396	403 969
1998	36 265	169 807	14 788	38 581	98 553	26 111	3 285	22 803	410 192

Tableau C2–a. **Population de 15 pays d'Amérique latine, estimations annuelles, 1950–98**
(en milliers d'habitants en milieu d'année)

Année	*Bolivie*	*Costa Rica*	*Cuba*	*Rép. dominicaine*	*Equateur*	*El Salvador*	*Guatemala*	*Haïti*
1950	2 766	867	5 785	2 312	3 310	1 940	2 969	3 097
1951	2 824	895	5 892	2 375	3 403	1 989	3 056	3 148
1952	2 883	926	6 008	2 444	3 498	2 042	3 146	3 201
1953	2 945	959	6 129	2 518	3 596	2 097	3 239	3 257
1954	3 009	994	6 254	2 598	3 699	2 156	3 335	3 316
1955	3 074	1 032	6 381	2 685	3 806	2 218	3 434	3 376
1956	3 142	1 072	6 513	2 778	3 918	2 283	3 535	3 441
1957	3 212	1 112	6 641	2 873	4 034	2 351	3 640	3 508
1958	3 284	1 154	6 763	2 968	4 155	2 422	3 749	3 577
1959	3 358	1 200	6 901	3 064	4 281	2 497	3 861	3 648
1960	3 434	1 248	7 027	3 159	4 413	2 574	3 975	3 723
1961	3 513	1 297	7 134	3 225	4 551	2 656	4 090	3 800
1962	3 594	1 345	7 254	3 359	4 696	2 738	4 208	3 880
1963	3 678	1 393	7 415	3 470	4 846	2 825	4 329	3 964
1964	3 764	1 440	7 612	3 588	5 001	2 912	4 454	4 050
1965	3 853	1 488	7 810	3 714	5 162	3 005	4 581	4 137
1966	3 945	1 538	7 985	3 848	5 330	3 114	4 712	4 227
1967	4 041	1 589	8 139	3 981	5 503	3 217	4 847	4 318
1968	4 139	1 638	8 284	4 114	5 682	3 330	4 987	4 412
1969	4 241	1 687	8 421	4 244	5 865	3 450	5 133	4 507
1970	4 346	1 736	8 543	4 373	6 051	3 583	5 287	4 605
1971	4 455	1 786	8 670	4 508	6 240	3 688	5 452	4 653
1972	4 566	1 835	8 831	4 644	6 432	3 767	5 623	4 701
1973	4 680	1 886	9 001	4 781	6 629	3 853	5 801	4 748
1974	4 796	1 938	9 153	4 915	6 829	3 944	5 986	4 795
1975	4 914	1 993	9 290	5 052	7 038	4 042	6 178	4 839
1976	5 025	2 051	9 421	5 192	7 243	4 143	6 375	4 882
1977	5 128	2 112	9 538	5 333	7 455	4 249	6 580	4 925
1978	5 232	2 198	9 634	5 472	7 671	4 361	6 792	4 970
1979	5 335	2 266	9 710	5 613	7 893	4 470	7 009	5 017
1980	5 439	2 307	9 653	5 697	8 123	4 527	7 232	5 056
1981	5 545	2 366	9 712	5 826	8 361	4 475	7 486	5 091
1982	5 653	2 435	9 789	5 957	8 606	4 434	7 710	5 149
1983	5 763	2 506	9 886	6 087	8 831	4 478	7 898	5 248
1984	5 876	2 568	9 982	6 214	9 051	4 543	8 118	5 354
1985	5 992	2 640	10 079	6 343	9 269	4 617	8 351	5 468
1986	6 111	2 716	10 162	6 472	9 484	4 702	8 593	5 588
1987	6 233	2 793	10 240	6 603	9 696	4 791	8 844	5 708
1988	6 359	2 870	10 334	6 734	9 904	4 877	9 103	5 825
1989	6 487	2 947	10 439	6 867	10 110	4 959	9 366	5 939
1990	6 620	3 022	10 545	6 997	10 308	5 041	9 631	6 048
1991	6 756	3 098	10 643	7 127	10 577	5 125	9 901	6 133
1992	6 895	3 172	10 724	7 253	10 852	5 211	10 179	6 215
1993	7 048	3 246	10 789	7 372	11 121	5 301	10 465	6 310
1994	7 202	3 319	10 846	7 489	11 381	5 391	10 759	6 399
1995	7 358	3 391	10 900	7 612	11 629	5 481	11 061	6 488
1996	7 514	3 463	10 952	7 740	11 869	5 571	11 370	6 583
1997	7 670	3 534	11 003	7 869	12 105	5 662	11 686	6 680
1998	7 826	3 605	11 051	7 999	12 337	5 752	12 008	6 781

Tableau C2–a. **Population de 15 pays d'Amérique latine, estimations annuelles, 1950–98**
(en milliers d'habitants en milieu d'année)

Année	*Honduras*	*Jamaïque*	*Nicaragua*	*Panama*	*Paraguay*	*Porto Rico*	*Trinidad et Tobago*	*Total*
1950	1 431	1 385	1 098	893	1 476	2 218	632	32 178
1951	1 474	1 406	1 131	916	1 515	2 235	649	32 908
1952	1 517	1 426	1 166	940	1 556	2 227	663	33 643
1953	1 562	1 446	1 202	962	1 597	2 204	678	34 393
1954	1 611	1 468	1 239	985	1 640	2 214	698	35 214
1955	1 662	1 489	1 277	1 011	1 683	2 250	721	36 099
1956	1 715	1 510	1 317	1 037	1 727	2 249	743	36 980
1957	1 770	1 535	1 359	1 064	1 771	2 260	765	37 894
1958	1 829	1 566	1 402	1 085	1 816	2 299	789	38 857
1959	1 889	1 599	1 446	1 115	1 862	2 322	817	39 859
1960	1 952	1 632	1 493	1 148	1 910	2 358	841	40 886
1961	2 017	1 648	1 541	1 181	1 959	2 403	861	41 877
1962	2 082	1 665	1 591	1 216	2 010	2 448	887	42 974
1963	2 151	1 698	1 642	1 251	2 062	2 497	904	44 126
1964	2 224	1 739	1 695	1 288	2 115	2 552	924	45 359
1965	2 299	1 777	1 750	1 326	2 170	2 597	939	46 610
1966	2 375	1 820	1 807	1 365	2 228	2 627	953	47 875
1967	2 453	1 861	1 865	1 405	2 288	2 649	960	49 118
1968	2 534	1 893	1 926	1 447	2 349	2 674	963	50 372
1969	2 618	1 920	1 988	1 489	2 412	2 722	963	51 660
1970	2 683	1 944	2 053	1 531	2 477	2 722	955	52 888
1971	2 767	1 967	2 120	1 573	2 545	2 766	962	54 150
1972	2 864	1 998	2 180	1 616	2 614	2 847	975	55 493
1973	2 964	2 036	2 241	1 659	2 692	2 863	985	56 819
1974	3 066	2 071	2 311	1 706	2 773	2 887	995	58 167
1975	3 151	2 105	2 383	1 748	2 850	2 935	1 007	59 525
1976	3 237	2 133	2 458	1 790	2 919	3 026	1 021	60 920
1977	3 326	2 157	2 537	1 840	2 984	3 081	1 039	62 286
1978	3 425	2 179	2 587	1 873	3 051	3 118	1 056	63 619
1979	3 520	2 207	2 663	1 915	3 119	3 168	1 073	64 979
1980	3 625	2 229	2 776	1 956	3 193	3 210	1 091	66 113
1981	3 744	2 258	2 869	1 996	3 276	3 239	1 102	67 346
1982	3 847	2 298	2 945	2 036	3 366	3 279	1 116	68 619
1983	3 946	2 323	3 012	2 077	3 463	3 316	1 133	69 967
1984	4 053	2 348	3 083	2 120	3 564	3 350	1 150	71 375
1985	4 164	2 372	3 152	2 164	3 668	3 382	1 166	72 828
1986	4 277	2 396	3 224	2 208	3 776	3 413	1 180	74 302
1987	4 390	2 415	3 302	2 252	3 887	3 444	1 191	75 788
1988	4 473	2 430	3 387	2 297	4 000	3 475	1 198	77 266
1989	4 604	2 446	3 480	2 342	4 117	3 506	1 200	78 809
1990	4 740	2 466	3 591	2 388	4 236	3 537	1 198	80 368
1991	4 880	2 488	3 708	2 434	4 359	3 571	1 194	81 993
1992	5 021	2 509	3 820	2 480	4 484	3 604	1 186	83 605
1993	5 163	2 529	3 935	2 524	4 612	3 644	1 177	85 236
1994	5 304	2 551	4 057	2 567	4 743	3 687	1 166	86 863
1995	5 445	2 574	4 185	2 609	4 876	3 731	1 155	88 495
1996	5 585	2 595	4 317	2 651	5 012	3 783	1 143	90 148
1997	5 725	2 616	4 450	2 693	5 150	3 828	1 130	91 800
1998	5 862	2 635	4 583	2 736	5 291	3 860	1 117	93 441

Tableau C2–a. **Population totale de 44 pays d'Amérique latine, estimations annuelles, 1950–98**
(en milliers d'habitants en milieu d'année)

	Total 8 principaux pays	*Total 15 pays*	*Total 21 petits pays des Caraïbes*	*Total 44 pays*
1950	131 597	32 178	2 062	165 837
1951	135 292	32 908	2 111	170 311
1952	139 070	33 643	2 161	174 875
1953	142 961	34 393	2 211	179 565
1954	146 985	35 214	2 267	184 466
1955	151 158	36 099	2 323	189 580
1956	155 493	36 980	2 378	194 851
1957	159 985	37 894	2 435	200 315
1958	164 639	38 857	2 494	205 990
1959	169 457	39 859	2 555	211 871
1960	174 446	40 886	2 614	217 946
1961	179 498	41 877	2 662	224 038
1962	184 674	42 974	2 711	230 359
1963	189 963	44 126	2 781	236 870
1964	195 370	45 359	2 841	243 570
1965	200 903	46 610	2 900	250 412
1966	206 499	47 875	2 959	257 334
1967	212 193	49 118	3 014	264 325
1968	217 994	50 372	3 071	271 436
1969	223 913	51 660	3 121	278 694
1970	229 994	52 888	3 164	286 046
1971	236 110	54 150	3 214	293 473
1972	242 193	55 493	3 263	300 949
1973	248 323	56 819	3 308	308 451
1974	254 502	58 167	3 340	316 009
1975	260 706	59 525	3 347	323 578
1976	266 960	60 920	3 350	331 230
1977	273 237	62 286	3 364	338 887
1978	279 558	63 619	3 383	346 560
1979	285 990	64 979	3 397	354 366
1980	292 519	66 113	3 410	362 041
1981	299 230	67 346	3 434	370 010
1982	306 072	68 619	3 464	378 155
1983	312 750	69 967	3 494	386 211
1984	319 192	71 375	3 527	394 093
1985	325 595	72 828	3 561	401 985
1986	332 214	74 302	3 593	410 109
1987	338 922	75 788	3 622	418 332
1988	345 702	77 266	3 653	426 621
1989	352 457	78 809	3 684	434 950
1990	358 955	80 368	3 726	443 049
1991	365 402	81 993	3 758	451 153
1992	371 891	83 605	3 790	459 285
1993	378 346	85 236	3 824	467 406
1994	384 807	86 863	3 856	475 526
1995	391 261	88 495	3 889	483 645
1996	397 653	90 148	3 922	491 723
1997	403 969	91 800	3 955	499 724
1998	410 192	93 441	3 990	507 623

Tableau C2–b. **PIB de 8 pays d'Amérique latine, estimations annuelles, 1950–98**
(en millions de dollars internationaux Geary–Khamis de 1990)

	Argentine	*Brésil*	*Chili*	*Colombie*	*Mexique*	*Pérou*	*Uruguay*	*Venezuela*	*Total*
1950	85 524	89 342	23 274	24 955	67 368	17 270	10 224	37 377	355 334
1951	88 866	93 608	24 274	25 726	72 578	18 669	11 015	39 979	374 715
1952	84 333	99 181	25 663	27 350	75 481	19 848	11 167	43 472	386 495
1953	88 866	103 957	27 006	29 026	75 688	20 901	11 736	45 147	402 327
1954	92 528	110 836	27 117	31 042	83 258	22 246	12 488	49 820	429 335
1955	99 125	118 960	27 080	32 242	90 307	23 317	12 593	53 991	457 615
1956	101 856	120 674	27 238	33 539	96 502	24 316	12 807	58 677	475 609
1957	107 087	130 717	30 090	34 766	103 812	25 936	12 932	67 414	512 754
1958	113 655	142 577	30 915	35 639	109 333	25 805	13 292	68 540	539 756
1959	106 303	154 538	30 748	38 207	112 599	26 737	12 125	72 658	553 915
1960	114 614	167 397	32 767	39 831	121 723	30 017	12 554	72 889	591 792
1961	122 809	179 951	34 341	41 847	126 365	32 226	12 912	70 643	621 094
1962	120 833	190 932	35 971	44 120	132 039	34 922	12 624	73 762	645 203
1963	117 927	192 912	38 240	45 571	141 839	36 217	12 686	77 134	662 526
1964	130 074	199 423	39 092	48 389	157 312	38 580	12 940	83 688	709 498
1965	141 960	203 444	39 407	50 136	167 116	40 501	13 088	89 240	744 892
1966	142 919	216 181	43 797	52 806	177 427	43 921	13 536	90 842	781 429
1967	146 755	224 877	45 223	55 028	188 258	45 581	12 975	96 334	815 031
1968	153 002	244 921	46 844	58 398	201 669	45 734	13 181	102 916	866 665
1969	166 080	266 292	48 585	62 116	213 924	47 448	13 984	106 612	925 041
1970	174 972	292 480	49 586	66 308	227 970	50 229	14 638	114 807	990 990
1971	183 458	322 159	54 022	70 250	237 480	52 331	14 498	116 494	1 050 692
1972	189 183	356 880	53 373	75 637	257 636	53 838	13 992	117 982	1 118 521
1973	200 720	401 643	50 401	80 728	279 302	56 713	14 098	126 364	1 209 969
1974	213 739	433 322	50 891	85 370	296 370	61 969	14 541	129 038	1 285 240
1975	211 850	455 918	44 316	87 347	312 998	64 075	15 406	132 728	1 324 638
1976	211 327	498 823	45 881	91 488	326 267	65 334	16 026	142 978	1 398 124
1977	224 084	522 154	50 401	95 283	337 499	65 600	16 205	151 927	1 463 153
1978	214 233	548 342	54 540	103 366	365 340	65 784	17 058	155 528	1 524 191
1979	229 547	587 289	59 060	108 906	398 788	69 609	18 110	156 752	1 628 061
1980	232 802	639 093	63 654	113 375	431 983	72 723	19 205	149 735	1 722 570
1981	219 434	611 007	67 192	115 789	469 972	76 035	19 575	149 253	1 728 257
1982	212 518	614 538	57 634	116 938	466 649	76 147	17 724	146 150	1 708 298
1983	220 016	593 575	57 245	118 806	446 602	66 567	16 688	140 665	1 660 164
1984	224 491	625 438	60 875	123 037	462 678	69 650	16 505	142 664	1 725 338
1985	209 641	675 090	62 366	127 076	475 505	71 247	16 746	144 843	1 782 514
1986	224 985	729 252	65 895	134 844	457 655	77 857	18 231	152 244	1 860 963
1987	230 797	753 685	69 674	142 086	466 148	84 237	19 676	157 698	1 924 001
1988	226 438	751 910	74 814	147 896	471 953	77 285	19 676	166 879	1 936 851
1989	212 373	776 547	82 269	152 686	491 767	68 399	19 930	152 577	1 956 548
1990	212 518	743 765	84 038	159 042	516 692	64 979	20 105	160 648	1 961 787
1991	233 770	751 203	90 173	161 587	538 508	66 603	20 687	177 516	2 040 047
1992	254 575	748 949	100 092	167 889	558 049	66 004	22 218	189 942	2 107 718
1993	269 341	782 652	106 698	175 444	568 934	69 766	22 907	189 182	2 184 924
1994	291 696	831 176	112 139	186 496	594 054	79 254	24 166	182 183	2 301 164
1995	282 653	866 086	122 344	196 567	557 419	86 070	23 683	192 931	2 327 753
1996	295 090	891 202	130 786	200 695	586 144	88 050	24 867	192 160	2 408 994
1997	318 698	925 068	139 941	203 706	625 759	95 622	26 112	204 843	2 539 749
1998	334 314	926 918	144 279	205 132	655 910	95 718	27 313	204 433	2 594 017

Tableau C2–b. **PIB de 15 pays d'Amérique latine, estimations annuelles, 1950–98**
(en millions de dollars internationaux Geary–Khamis de 1990)

Année	*Bolivie*	*Costa Rica*	*Cuba*	*Rép. dominicaine*	*Equateur*	*El Salvador*	*Guatemala*	*Haïti*
1950	5 309	1 702	19 613	2 416	6 278	2 888	6 190	3 254
1951	5 683	1 747	19 829	2 701	6 346	2 945	6 277	3 302
1952	5 855	1 958	20 045	2 921	7 129	3 166	6 408	3 489
1953	5 301	2 256	20 281	2 884	7 279	3 392	6 643	3 378
1954	5 412	2 275	20 495	3 049	7 867	3 431	6 767	3 654
1955	5 698	2 538	20 731	3 237	8 074	3 608	6 934	3 507
1956	5 360	2 466	20 966	3 562	8 373	3 891	7 565	3 814
1957	5 183	2 676	21 202	3 787	8 751	4 098	7 992	3 587
1958	5 306	3 007	21 438	3 989	9 007	4 187	8 365	3 871
1959	5 289	3 118	21 672	4 012	9 490	4 375	8 778	3 688
1960	5 516	3 389	21 908	4 209	10 106	4 553	8 992	3 926
1961	5 631	3 530	22 222	4 114	10 360	4 713	9 378	3 767
1962	5 945	3 746	22 556	4 815	10 911	5 276	9 709	4 128
1963	6 327	4 067	22 888	5 129	11 189	5 504	10 635	3 860
1964	6 632	4 265	23 241	5 472	11 977	6 017	11 128	3 772
1965	6 958	4 651	23 595	4 791	13 131	6 340	11 613	3 813
1966	7 461	5 013	23 928	5 434	13 475	6 794	12 255	3 790
1967	7 928	5 320	24 301	5 617	14 188	7 164	12 757	3 713
1968	8 604	5 730	24 653	5 628	14 973	7 396	13 877	3 860
1969	8 989	6 111	25 026	6 244	15 792	7 653	14 532	3 986
1970	9 459	6 515	25 399	6 906	16 899	7 881	15 364	4 174
1971	9 820	6 945	24 046	7 637	17 872	8 245	16 221	4 445
1972	10 321	7 556	23 281	8 581	18 972	8 712	17 412	4 603
1973	11 030	8 145	29 165	9 617	21 337	9 084	18 593	4 810
1974	11 598	8 583	25 870	10 171	22 585	9 675	19 779	5 114
1975	12 364	8 755	24 811	10 659	23 772	10 193	20 164	4 995
1976	13 118	9 231	25 125	11 377	26 075	10 572	21 654	5 422
1977	13 670	10 055	25 458	11 930	27 731	11 189	23 344	5 448
1978	14 128	10 677	25 792	12 207	29 664	11 935	24 511	5 710
1979	14 125	11 207	25 811	12 733	31 274	11 744	25 667	6 127
1980	13 995	11 290	25 850	13 511	32 706	10 748	26 632	6 591
1981	14 124	11 035	26 851	14 069	34 041	9 869	26 804	6 410
1982	13 508	10 266	28 204	14 324	34 421	9 324	25 858	6 191
1983	12 905	10 551	29 754	14 959	33 702	9 386	25 193	6 238
1984	13 034	11 379	31 969	14 999	35 081	9 595	25 321	6 256
1985	12 943	11 475	33 284	14 620	36 570	9 819	25 167	6 269
1986	12 530	12 107	32 538	15 057	37 648	9 926	25 199	6 261
1987	12 858	12 683	30 930	16 189	35 288	10 193	26 094	6 214
1988	13 348	13 114	32 029	16 300	39 060	10 384	27 110	6 263
1989	13 735	13 867	32 048	18 377	39 123	10 491	28 179	6 329
1990	14 446	14 370	31 087	17 503	40 267	10 805	29 050	6 323
1991	15 226	14 686	27 481	17 643	42 280	11 108	30 125	6 329
1992	15 485	15 729	24 238	18 772	43 549	11 918	31 601	5 456
1993	16 135	16 641	21 039	19 148	44 507	12 681	32 865	5 336
1994	16 910	17 357	21 039	19 971	46 465	13 442	34 212	4 893
1995	17 705	17 739	21 417	20 870	47 859	14 275	35 923	5 138
1996	17 670	17 650	22 981	22 289	48 960	14 532	37 001	5 281
1997	18 394	18 268	23 555	23 871	50 869	15 143	38 592	5 361
1998	19 241	19 272	23 909	25 304	51 378	15 627	40 522	5 532

Tableau C2–b. **PIB de 15 pays d'Amérique latine, estimations annuelles, 1950–98**
(en millions de dollars internationaux Geary–Khamis de 1990)

Année	*Honduras*	*Jamaïque*	*Nicaragua*	*Panama*	*Paraguay*	*Porto Rico*	*Trinidad et Tobago*	*Total*
1950	1 880	1 837	1 774	1 710	2 338	4 755	2 322	64 266
1951	1 982	1 985	1 894	1 695	2 383	4 929	2 526	66 224
1952	2 058	2 145	2 215	1 787	2 343	5 214	2 612	69 345
1953	2 220	2 446	2 268	1 895	2 410	5 445	2 682	70 780
1954	2 094	2 727	2 480	1 963	2 452	5 669	2 730	73 065
1955	2 149	3 008	2 646	2 077	2 564	5 961	3 111	75 843
1956	2 322	3 307	2 645	2 185	2 672	6 388	3 756	79 272
1957	2 429	3 789	2 868	2 414	2 795	6 708	4 088	82 367
1958	2 506	3 849	2 877	2 432	2 952	6 901	4 423	85 110
1959	2 569	4 064	2 920	2 589	2 944	7 521	4 692	87 721
1960	2 728	4 330	2 960	2 744	2 970	8 066	5 258	91 655
1961	2 798	4 453	3 182	3 040	3 111	8 835	5 488	94 622
1962	2 959	4 533	3 529	3 295	3 330	9 500	5 781	100 013
1963	3 069	4 681	3 912	3 606	3 421	10 488	6 076	104 852
1964	3 229	5 050	4 370	3 761	3 569	11 232	6 283	109 998
1965	3 509	5 456	4 786	4 091	3 773	12 254	6 603	115 364
1966	3 713	5 695	4 944	4 395	3 815	13 119	6 891	120 722
1967	3 922	5 915	5 288	4 762	4 058	13 944	7 035	125 912
1968	4 154	6 218	5 360	5 109	4 202	14 606	7 400	131 770
1969	4 187	6 681	5 716	5 507	4 365	15 899	7 604	138 292
1970	4 296	7 481	5 771	5 839	4 636	17 280	7 873	145 773
1971	4 462	7 481	6 055	6 312	4 839	18 375	7 954	150 709
1972	4 635	7 706	6 248	6 645	5 088	19 732	8 414	157 906
1973	4 866	8 411	6 566	7 052	5 487	20 908	8 553	173 624
1974	4 826	8 095	7 505	7 221	5 945	20 919	9 011	176 897
1975	4 949	8 093	7 493	7 338	6 328	20 388	9 181	179 483
1976	5 467	7 603	7 880	7 458	6 758	21 464	10 059	189 263
1977	6 047	7 443	8 556	7 546	7 478	22 867	10 698	199 460
1978	6 662	7 496	7 884	8 285	8 297	24 379	11 947	209 574
1979	6 976	7 363	5 785	8 651	9 215	25 868	12 500	215 046
1980	7 014	6 957	6 043	9 961	10 549	26 263	13 501	221 611
1981	7 196	7 142	6 367	10 367	11 458	26 544	14 096	226 373
1982	7 078	7 237	6 312	10 939	11 058	25 734	13 271	223 725
1983	7 030	7 405	6 609	11 013	10 724	25 855	12 231	223 555
1984	7 312	7 343	6 474	10 963	11 061	27 747	12 967	231 501
1985	7 640	7 003	6 204	11 480	11 501	28 319	12 436	234 730
1986	7 710	7 119	6 077	11 857	11 486	30 630	12 028	238 173
1987	8 167	7 668	6 035	12 150	11 988	32 136	11 473	240 066
1988	8 571	7 889	5 367	10 256	12 764	34 228	11 027	247 710
1989	8 894	8 428	5 296	10 215	13 509	35 919	10 937	255 347
1990	8 898	8 890	5 297	10 688	13 923	37 277	11 110	259 934
1991	9 138	8 917	5 281	11 650	14 271	38 136	11 499	263 770
1992	9 668	9 140	5 323	12 605	14 514	39 877	11 372	269 247
1993	10 355	9 304	5 302	13 273	15 094	41 729	11 236	274 645
1994	10 158	9 481	5 514	13 685	15 547	43 475	11 708	283 857
1995	10 534	9 642	5 762	13 945	16 247	45 453	12 188	294 697
1996	10 934	9 594	6 050	14 321	16 425	46 706	12 675	303 069
1997	11 481	9 373	6 383	15 009	16 820	48 882	13 208	315 209
1998	11 929	9 308	6 651	15 609	16 719	51 159	13 683	325 843

Tableau C2–b. **PIB total de 44 pays d'Amérique latine, estimations annuelles, 1950–98**
(en millions de dollars internationaux Geary–Khamis de 1990)

Année	*Total 8 pays principaux*	*Total 15 pays*	*Total 21 petits pays des Caraïbes*	*Total 44 pays*
1950	355 334	64 266	3 956	423 556
1951	374 715	66 224	4 180	445 119
1952	386 495	69 345	4 418	460 258
1953	402 327	70 780	4 670	477 777
1954	429 335	73 065	4 935	507 335
1955	457 615	75 843	5 215	538 673
1956	475 609	79 272	5 512	560 393
1957	512 754	82 367	5 825	600 946
1958	539 756	85 110	6 156	631 022
1959	553 915	87 721	6 506	648 142
1960	591 792	91 655	6 876	690 323
1961	621 094	94 622	7 266	722 982
1962	645 203	100 013	7 679	752 895
1963	662 526	104 852	8 116	775 494
1964	709 498	109 998	8 577	828 073
1965	744 892	115 364	9 064	869 320
1966	781 429	120 722	9 579	911 730
1967	815 031	125 912	10 124	951 067
1968	866 665	131 770	10 699	1 009 134
1969	925 041	138 292	11 307	1 074 640
1970	990 990	145 773	11 950	1 148 713
1971	1 050 692	150 709	12 629	1 214 030
1972	1 118 521	157 906	13 347	1 289 774
1973	1 209 969	173 624	14 105	1 397 698
1974	1 285 240	176 897	14 295	1 476 432
1975	1 324 638	179 483	14 487	1 518 608
1976	1 398 124	189 263	14 682	1 602 069
1977	1 463 153	199 460	14 880	1 677 493
1978	1 524 191	209 574	15 081	1 748 846
1979	1 628 061	215 046	15 284	1 858 391
1980	1 722 570	221 611	15 489	1 959 670
1981	1 728 257	226 373	15 698	1 970 328
1982	1 708 298	223 725	15 909	1 947 932
1983	1 660 164	223 555	16 124	1 899 843
1984	1 725 338	231 501	16 341	1 973 180
1985	1 782 514	234 730	16 561	2 033 805
1986	1 860 963	238 173	16 784	2 115 920
1987	1 924 001	240 066	17 010	2 181 077
1988	1 936 851	247 710	17 239	2 201 800
1989	1 956 548	255 347	17 471	2 229 366
1990	1 961 787	259 934	17 706	2 239 427
1991	2 040 047	263 770	18 167	2 321 984
1992	2 107 718	269 247	18 640	2 395 605
1993	2 184 924	274 645	19 126	2 478 695
1994	2 301 164	283 857	19 624	2 604 645
1995	2 327 753	294 697	20 135	2 642 585
1996	2 408 994	303 069	20 659	2 732 722
1997	2 539 749	315 209	21 197	2 876 155
1998	2 594 017	325 843	21 749	2 941 609

Tableau C2–c. **PIB par habitant de 8 pays d'Amérique latine, estimations annuelles, 1950–98**
(en dollars internationaux Geary–Khamis de 1990)

Année	*Argentine*	*Brésil*	*Chili*	*Colombie*	*Mexique*	*Pérou*	*Uruguay*	*Venezuela*	*Moyenne*
1950	4 987	1 672	3 821	2 153	2 365	2 263	4 659	7 462	2 700
1951	5 073	1 702	3 883	2 150	2 477	2 385	4 955	7 663	2 770
1952	4 717	1 752	4 024	2 214	2 504	2 473	4 957	7 992	2 779
1953	4 874	1 784	4 159	2 277	2 439	2 539	5 139	7 956	2 814
1954	4 980	1 848	4 101	2 358	2 605	2 634	5 391	8 417	2 921
1955	5 237	1 926	4 016	2 373	2 742	2 689	5 352	8 750	3 027
1956	5 285	1 896	3 954	2 391	2 843	2 731	5 360	9 124	3 059
1957	5 461	1 994	4 269	2 400	2 965	2 836	5 333	10 058	3 205
1958	5 698	2 111	4 282	2 383	3 025	2 746	5 402	9 816	3 278
1959	5 241	2 221	4 155	2 473	3 016	2 768	4 860	9 997	3 269
1960	5 559	2 335	4 320	2 497	3 155	3 023	4 960	9 646	3 392
1961	5 862	2 437	4 418	2 540	3 172	3 154	5 036	9 002	3 460
1962	5 677	2 511	4 518	2 594	3 211	3 321	4 858	9 058	3 494
1963	5 455	2 463	4 694	2 597	3 343	3 345	4 820	9 134	3 488
1964	5 926	2 472	4 693	2 675	3 594	3 462	4 858	9 562	3 632
1965	6 371	2 448	4 631	2 689	3 702	3 532	4 860	9 841	3 708
1966	6 321	2 527	5 042	2 750	3 813	3 723	4 974	9 677	3 784
1967	6 399	2 554	5 105	2 784	3 922	3 757	4 721	9 922	3 841
1968	6 578	2 704	5 188	2 874	4 073	3 666	4 747	10 249	3 976
1969	7 037	2 860	5 281	2 976	4 185	3 698	4 991	10 262	4 131
1970	7 302	3 057	5 293	3 094	4 320	3 807	5 184	10 672	4 309
1971	7 533	3 279	5 663	3 194	4 363	3 857	5 130	10 446	4 450
1972	7 642	3 539	5 492	3 355	4 597	3 858	4 945	10 245	4 618
1973	7 973	3 882	5 093	3 499	4 845	3 952	4 974	10 625	4 873
1974	8 350	4 083	5 050	3 618	5 003	4 200	5 123	10 507	5 050
1975	8 142	4 190	4 323	3 622	5 146	4 226	5 421	10 472	5 081
1976	7 988	4 472	4 398	3 716	5 228	4 195	5 608	10 929	5 237
1977	8 332	4 568	4 755	3 797	5 275	4 103	5 639	11 251	5 355
1978	7 837	4 682	5 069	4 047	5 573	4 008	5 903	11 164	5 452
1979	8 262	4 893	5 407	4 184	5 941	4 131	6 234	10 920	5 693
1980	8 245	5 199	5 738	4 265	6 289	4 205	6 577	10 139	5 889
1981	7 646	4 853	5 956	4 263	6 683	4 283	6 668	9 841	5 776
1982	7 290	4 766	5 017	4 212	6 488	4 176	6 000	9 356	5 581
1983	7 437	4 501	4 898	4 185	6 079	3 559	5 614	8 745	5 308
1984	7 485	4 647	5 125	4 239	6 170	3 633	5 520	8 623	5 405
1985	6 894	4 918	5 168	4 282	6 212	3 631	5 567	8 521	5 475
1986	7 292	5 206	5 375	4 445	5 857	3 879	6 023	8 725	5 602
1987	7 373	5 274	5 590	4 582	5 845	4 103	6 461	8 805	5 677
1988	7 132	5 159	5 901	4 668	5 797	3 680	6 422	9 080	5 603
1989	6 597	5 228	6 377	4 721	5 920	3 183	6 462	8 094	5 551
1990	6 512	4 924	6 402	4 822	6 097	2 955	6 474	8 313	5 465
1991	7 066	4 895	6 753	4 805	6 230	2 960	6 614	8 965	5 583
1992	7 592	4 803	7 374	4 895	6 331	2 868	7 055	9 373	5 668
1993	7 930	4 943	7 738	5 016	6 331	2 965	7 223	9 137	5 775
1994	8 477	5 171	8 010	5 227	6 486	3 296	7 566	8 618	5 980
1995	8 104	5 310	8 612	5 401	5 973	3 504	7 363	8 947	5 949
1996	8 351	5 387	9 080	5 406	6 166	3 511	7 677	8 741	6 058
1997	8 903	5 518	9 587	5 382	6 464	3 736	8 006	9 146	6 287
1998	9 219	5 459	9 757	5 317	6 655	3 666	8 315	8 965	6 324

Tableau C2–c. **PIB par habitant de 15 pays d'Amérique latine, estimations annuelles, 1950–98**
(en dollars internationaux Geary–Khamis de 1990)

	Bolivie	*Costa Rica*	*Cuba*	*Rép. dominicaine*	*Equateur*	*El Salvador*	*Guatemala*	*Haïti*
1950	1 919	1 963	3 390	1 045	1 897	1 489	2 085	1 051
1951	2 013	1 951	3 366	1 137	1 865	1 481	2 054	1 049
1952	2 031	2 114	3 336	1 195	2 038	1 551	2 037	1 090
1953	1 800	2 353	3 309	1 145	2 024	1 617	2 051	1 037
1954	1 799	2 289	3 277	1 174	2 127	1 591	2 029	1 102
1955	1 853	2 460	3 249	1 206	2 121	1 627	2 019	1 039
1956	1 706	2 301	3 219	1 282	2 137	1 704	2 140	1 108
1957	1 614	2 406	3 193	1 318	2 169	1 743	2 195	1 023
1958	1 616	2 605	3 170	1 344	2 168	1 729	2 231	1 082
1959	1 575	2 598	3 140	1 310	2 217	1 752	2 274	1 011
1960	1 606	2 715	3 118	1 332	2 290	1 769	2 262	1 055
1961	1 603	2 723	3 115	1 276	2 276	1 774	2 293	991
1962	1 654	2 785	3 109	1 433	2 324	1 927	2 307	1 064
1963	1 720	2 919	3 087	1 478	2 309	1 948	2 457	974
1964	1 762	2 961	3 053	1 525	2 395	2 066	2 499	931
1965	1 806	3 127	3 021	1 290	2 544	2 110	2 535	922
1966	1 891	3 258	2 997	1 412	2 528	2 182	2 601	897
1967	1 962	3 349	2 986	1 411	2 578	2 227	2 632	860
1968	2 079	3 497	2 976	1 368	2 635	2 221	2 782	875
1969	2 120	3 622	2 972	1 471	2 693	2 218	2 831	884
1970	2 176	3 754	2 973	1 579	2 793	2 199	2 906	906
1971	2 204	3 889	2 774	1 694	2 864	2 236	2 975	955
1972	2 260	4 118	2 636	1 848	2 950	2 313	3 097	979
1973	2 357	4 319	3 240	2 012	3 219	2 358	3 205	1 013
1974	2 418	4 428	2 826	2 069	3 307	2 453	3 304	1 066
1975	2 516	4 392	2 671	2 110	3 378	2 522	3 264	1 032
1976	2 610	4 500	2 667	2 191	3 600	2 551	3 397	1 111
1977	2 666	4 760	2 669	2 237	3 720	2 633	3 547	1 106
1978	2 700	4 859	2 677	2 231	3 867	2 737	3 609	1 149
1979	2 647	4 945	2 658	2 269	3 962	2 627	3 662	1 221
1980	2 573	4 894	2 678	2 372	4 026	2 374	3 683	1 304
1981	2 547	4 664	2 765	2 415	4 071	2 205	3 580	1 259
1982	2 390	4 217	2 881	2 405	4 000	2 103	3 354	1 202
1983	2 239	4 210	3 010	2 458	3 816	2 096	3 190	1 189
1984	2 218	4 432	3 203	2 414	3 876	2 112	3 119	1 168
1985	2 160	4 346	3 302	2 305	3 945	2 127	3 014	1 146
1986	2 050	4 457	3 202	2 326	3 970	2 111	2 933	1 120
1987	2 063	4 541	3 021	2 452	3 640	2 128	2 950	1 089
1988	2 099	4 569	3 099	2 420	3 944	2 129	2 978	1 075
1989	2 117	4 706	3 070	2 676	3 870	2 115	3 009	1 066
1990	2 182	4 754	2 948	2 501	3 906	2 143	3 016	1 045
1991	2 254	4 741	2 582	2 476	3 997	2 168	3 043	1 032
1992	2 246	4 958	2 260	2 588	4 013	2 287	3 105	878
1993	2 289	5 127	1 950	2 597	4 002	2 392	3 141	846
1994	2 348	5 230	1 940	2 667	4 083	2 493	3 180	765
1995	2 406	5 231	1 965	2 742	4 116	2 604	3 248	792
1996	2 352	5 097	2 098	2 880	4 125	2 608	3 254	802
1997	2 398	5 169	2 141	3 034	4 202	2 675	3 302	803
1998	2 458	5 346	2 164	3 163	4 165	2 717	3 375	816

Tableau C2–c. **PIB par habitant de 15 pays d'Amérique latine, estimations annuelles, 1950–98**
(en dollars internationaux Geary–Khamis de 1990)

Année	*Honduras*	*Jamaïque*	*Nicaragua*	*Panama*	*Paraguay*	*Porto Rico*	*Trinidad et Tobago*	*Moyenne*
1950	1 313	1 327	1 616	1 916	1 584	2 144	3 674	1 997
1951	1 344	1 412	1 674	1 851	1 573	2 205	3 894	2 012
1952	1 356	1 504	1 900	1 901	1 506	2 341	3 941	2 061
1953	1 421	1 691	1 888	1 969	1 509	2 471	3 954	2 058
1954	1 300	1 858	2 002	1 993	1 495	2 561	3 914	2 075
1955	1 293	2 020	2 072	2 055	1 523	2 649	4 316	2 101
1956	1 354	2 190	2 008	2 108	1 547	2 840	5 059	2 144
1957	1 372	2 468	2 111	2 270	1 578	2 968	5 344	2 174
1958	1 370	2 458	2 052	2 241	1 625	3 002	5 609	2 190
1959	1 360	2 541	2 019	2 322	1 581	3 239	5 743	2 201
1960	1 398	2 654	1 983	2 391	1 555	3 421	6 251	2 242
1961	1 387	2 702	2 065	2 574	1 588	3 677	6 371	2 260
1962	1 421	2 722	2 219	2 710	1 657	3 881	6 514	2 327
1963	1 427	2 757	2 382	2 882	1 659	4 201	6 718	2 376
1964	1 452	2 904	2 578	2 920	1 687	4 401	6 801	2 425
1965	1 526	3 070	2 734	3 085	1 739	4 719	7 030	2 475
1966	1 563	3 129	2 736	3 219	1 712	4 993	7 234	2 522
1967	1 599	3 178	2 835	3 388	1 774	5 264	7 327	2 563
1968	1 639	3 284	2 783	3 531	1 789	5 463	7 684	2 616
1969	1 599	3 480	2 875	3 699	1 810	5 840	7 897	2 677
1970	1 601	3 849	2 812	3 814	1 872	6 349	8 244	2 756
1971	1 613	3 803	2 856	4 012	1 902	6 642	8 272	2 783
1972	1 618	3 858	2 867	4 111	1 946	6 930	8 628	2 846
1973	1 642	4 130	2 929	4 250	2 038	7 302	8 685	3 056
1974	1 574	3 908	3 248	4 232	2 144	7 247	9 053	3 041
1975	1 571	3 845	3 144	4 198	2 220	6 946	9 118	3 015
1976	1 689	3 564	3 205	4 167	2 315	7 093	9 847	3 107
1977	1 818	3 451	3 373	4 102	2 506	7 422	10 296	3 202
1978	1 945	3 439	3 047	4 424	2 719	7 819	11 319	3 294
1979	1 982	3 336	2 172	4 518	2 954	8 164	11 649	3 309
1980	1 935	3 121	2 177	5 091	3 304	8 183	12 380	3 352
1981	1 922	3 162	2 219	5 194	3 498	8 195	12 794	3 361
1982	1 840	3 150	2 144	5 372	3 285	7 848	11 888	3 260
1983	1 781	3 188	2 194	5 301	3 097	7 797	10 794	3 195
1984	1 804	3 128	2 100	5 172	3 104	8 283	11 273	3 243
1985	1 835	2 952	1 968	5 306	3 135	8 373	10 664	3 223
1986	1 803	2 972	1 885	5 370	3 042	8 974	10 192	3 205
1987	1 861	3 176	1 828	5 394	3 085	9 330	9 631	3 168
1988	1 916	3 247	1 585	4 465	3 191	9 850	9 202	3 206
1989	1 932	3 445	1 522	4 361	3 282	10 246	9 112	3 240
1990	1 877	3 605	1 475	4 476	3 287	10 539	9 271	3 234
1991	1 873	3 584	1 424	4 786	3 274	10 678	9 630	3 217
1992	1 925	3 643	1 394	5 083	3 237	11 065	9 586	3 220
1993	2 006	3 679	1 347	5 259	3 273	11 453	9 550	3 222
1994	1 915	3 716	1 359	5 332	3 278	11 791	10 038	3 268
1995	1 935	3 746	1 377	5 345	3 332	12 183	10 550	3 330
1996	1 958	3 697	1 401	5 402	3 277	12 347	11 087	3 362
1997	2 006	3 584	1 434	5 572	3 266	12 769	11 685	3 434
1998	2 035	3 533	1 451	5 705	3 160	13 253	12 254	3 487

Tableau C2–c. **PIB par habitant de 44 pays d'Amérique latine, estimations annuelles, 1950–98**
(en dollars internationaux Geary–Khamis de 1990)

Année	*Total 8 pays principaux*	*Total 15 pays*	*Total 21 petits pays des Caraïbes*	*Total 44 pays*
1950	2 700	1 997	1 919	2 554
1951	2 770	2 012	1 980	2 614
1952	2 779	2 061	2 044	2 632
1953	2 814	2 058	2 112	2 661
1954	2 921	2 075	2 177	2 750
1955	3 027	2 101	2 245	2 841
1956	3 059	2 144	2 318	2 876
1957	3 205	2 174	2 392	3 000
1958	3 278	2 190	2 468	3 063
1959	3 269	2 201	2 546	3 059
1960	3 392	2 242	2 630	3 167
1961	3 460	2 260	2 730	3 227
1962	3 494	2 327	2 833	3 268
1963	3 488	2 376	2 918	3 274
1964	3 632	2 425	3 019	3 400
1965	3 708	2 475	3 126	3 472
1966	3 784	2 522	3 237	3 543
1967	3 841	2 563	3 359	3 598
1968	3 976	2 616	3 484	3 718
1969	4 131	2 677	3 623	3 856
1970	4 309	2 756	3 777	4 016
1971	4 450	2 783	3 929	4 137
1972	4 618	2 846	4 090	4 286
1973	4 873	3 056	4 264	4 531
1974	5 050	3 041	4 280	4 672
1975	5 081	3 015	4 328	4 693
1976	5 237	3 107	4 383	4 837
1977	5 355	3 202	4 423	4 950
1978	5 452	3 294	4 458	5 046
1979	5 693	3 309	4 499	5 244
1980	5 889	3 352	4 542	5 413
1981	5 776	3 361	4 571	5 325
1982	5 581	3 260	4 593	5 151
1983	5 308	3 195	4 615	4 919
1984	5 405	3 243	4 633	5 007
1985	5 475	3 223	4 651	5 059
1986	5 602	3 205	4 671	5 159
1987	5 677	3 168	4 696	5 214
1988	5 603	3 206	4 719	5 161
1989	5 551	3 240	4 742	5 126
1990	5 465	3 234	4 752	5 055
1991	5 583	3 217	4 834	5 147
1992	5 668	3 220	4 918	5 216
1993	5 775	3 222	5 002	5 303
1994	5 980	3 268	5 089	5 477
1995	5 949	3 330	5 177	5 464
1996	6 058	3 362	5 267	5 557
1997	6 287	3 434	5 360	5 755
1998	6 324	3 487	5 451	5 795

Tableau C3–a. **Population de 16 pays d'Asie de l'Est, estimations annuelles, 1950–99**
(milliers d'habitants en milieu d'année)

	Chine	*Inde*	*Indonésie*	*Japon*	*Philippines*	*Corée du Sud*	*Thaïlande*	*Taiwan*
1950	546 815	359 000	79 043	83 563	21 131	20 846	20 042	7 882
1951	557 480	365 000	80 525	84 974	21 777	20 876	20 653	8 255
1952	568 910	372 000	82 052	86 293	22 443	20 948	21 289	8 541
1953	581 390	379 000	83 611	87 463	23 129	21 060	21 964	8 822
1954	595 310	386 000	85 196	88 752	23 836	21 259	22 685	9 134
1955	608 655	393 000	86 807	89 790	24 565	21 552	23 451	9 480
1956	621 465	401 000	88 456	90 727	25 316	22 031	24 244	9 823
1957	637 408	409 000	90 124	91 513	26 090	22 612	25 042	10 133
1958	653 235	418 000	91 821	92 349	26 888	23 254	25 845	10 460
1959	666 005	426 000	93 565	93 237	27 710	23 981	26 667	10 806
1960	667 070	434 000	95 254	94 053	28 557	24 784	27 513	11 155
1961	660 330	444 000	97 085	94 890	29 443	25 614	28 376	11 510
1962	665 770	454 000	99 028	95 797	30 361	26 420	29 263	11 857
1963	682 335	464 000	101 009	96 765	31 313	27 211	30 174	12 210
1964	698 355	474 000	103 031	97 793	32 299	27 984	31 107	12 570
1965	715 185	485 000	105 093	98 883	33 317	28 705	32 062	12 928
1966	735 400	495 000	107 197	99 790	34 359	29 436	33 036	13 283
1967	754 550	506 000	109 343	100 850	35 416	30 131	34 024	13 617
1968	774 510	518 000	111 532	102 050	36 489	30 838	35 028	13 945
1969	796 025	529 000	113 765	103 231	37 577	31 544	36 050	14 264
1970	818 315	541 000	116 044	104 334	38 680	32 241	37 091	14 565
1971	841 105	554 000	118 368	105 677	39 801	32 883	38 202	14 865
1972	862 030	567 000	121 282	107 179	40 939	33 505	39 276	15 142
1973	881 940	580 000	124 271	108 660	42 094	34 073	40 302	15 427
1974	900 350	593 000	127 338	110 160	43 265	34 692	41 306	15 709
1975	916 395	607 000	130 485	111 520	44 447	35 281	42 272	16 001
1976	930 685	620 000	133 713	112 770	45 692	35 860	43 221	16 329
1977	943 455	634 000	137 026	113 880	46 976	36 436	44 148	16 661
1978	956 165	648 000	140 425	114 920	48 306	37 019	45 057	16 974
1979	969 005	664 000	143 912	115 880	49 680	37 534	46 004	17 308
1980	981 235	679 000	147 490	116 800	51 092	38 124	47 026	17 642
1981	993 861	692 000	150 657	117 650	52 423	38 723	47 924	17 970
1982	1 000 281	708 000	153 894	118 450	53 753	39 326	48 802	18 297
1983	1 023 288	723 000	157 204	119 260	55 079	39 910	49 655	18 596
1984	1 036 825	739 000	160 588	120 020	56 416	40 406	50 481	18 873
1985	1 051 040	755 000	164 047	120 750	57 784	40 806	51 275	19 136
1986	1 066 790	771 000	166 976	121 490	59 185	41 214	52 048	19 357
1987	1 084 035	788 000	169 959	122 090	60 602	41 622	52 813	19 564
1988	1 101 630	805 000	172 999	122 610	62 044	42 031	53 571	19 788
1989	1 118 650	822 000	176 094	123 120	63 529	42 449	54 317	20 006
1990	1 135 185	839 000	179 248	123 540	65 037	42 869	55 052	20 230
1991	1 150 780	856 000	182 223	123 920	66 558	43 246	55 702	20 460
1992	1 164 970	872 000	185 259	124 320	68 100	43 657	56 348	20 660
1993	1 178 440	891 000	188 359	124 670	69 664	44 099	56 988	20 850
1994	1 191 835	908 000	191 524	124 960	71 251	44 556	57 620	21 040
1995	1 204 855	927 000	194 755	125 570	72 860	45 018	58 241	21 220
1996	1 217 550	943 000	198 025	125 864	74 481	45 482	58 851	21 390
1997	1 230 075	959 000	201 350	126 166	76 104	45 991	59 451	21 580
1998	1 242 700	975 000	204 390	126 486	77 726	46 430	60 037	21 780
1999	1 252 704	991 691	207 429	126 737	79 376	46 898	60 609	21 984

Tableau C3–a. **Population de 16 pays d'Asie de l'Est, estimations annuelles, 1950–99**
(milliers d'habitants en milieu d'année)

	Bangladesh	*Birmanie*	*Hong–Kong*	*Malaisie*	*Népal*	*Pakistan*	*Singapour*	*Sri Lanka*	*Total*
1950	45 646	19 488	2 237	6 434	8 990	39 448	1 022	7 533	1 269 120
1951	46 152	19 788	2 015	6 582	9 086	40 382	1 068	7 752	1 292 365
1952	46 887	20 093	2 126	6 742	9 183	41 347	1 127	7 982	1 317 963
1953	47 660	20 403	2 242	6 929	9 280	42 342	1 192	8 221	1 344 708
1954	48 603	20 721	2 365	7 118	9 379	43 372	1 248	8 457	1 373 435
1955	49 602	21 049	2 490	7 312	9 479	44 434	1 306	8 679	1 401 651
1956	50 478	21 385	2 615	7 520	9 580	45 536	1 372	8 898	1 430 446
1957	51 365	21 732	2 736	7 739	9 682	46 680	1 446	9 129	1 462 431
1958	52 399	22 088	2 854	7 966	9 789	47 869	1 519	9 362	1 495 698
1959	53 485	22 456	2 967	8 196	9 906	49 104	1 587	9 610	1 525 282
1960	54 622	22 836	3 075	8 428	10 035	50 387	1 646	9 879	1 543 294
1961	55 741	23 229	3 168	8 663	10 176	51 719	1 702	10 152	1 555 798
1962	56 839	23 634	3 305	8 906	10 332	53 101	1 750	10 422	1 580 785
1963	58 226	24 053	3 421	9 148	10 500	54 524	1 795	10 687	1 617 371
1964	59 403	24 486	3 505	9 397	10 677	55 988	1 842	10 942	1 653 379
1965	60 332	24 933	3 598	9 648	10 862	57 495	1 887	11 202	1 691 130
1966	61 548	25 394	3 630	9 900	11 057	59 046	1 934	11 470	1 731 480
1967	62 822	25 870	3 723	10 155	11 262	60 642	1 978	11 737	1 772 120
1968	64 133	26 362	3 803	10 409	11 473	62 282	2 012	12 010	1 814 876
1969	65 483	26 867	3 864	10 662	11 692	63 970	2 043	12 275	1 858 312
1970	67 403	27 386	3 959	10 910	11 919	65 706	2 075	12 532	1 904 160
1971	69 227	27 919	4 045	11 171	12 155	67 491	2 113	12 776	1 951 798
1972	70 759	28 466	4 116	11 441	12 413	69 326	2 152	13 017	1 998 043
1973	72 471	29 227	4 213	11 712	12 685	71 121	2 193	13 246	2 043 635
1974	74 679	29 828	4 320	11 986	12 973	72 912	2 230	13 450	2 088 198
1975	76 253	30 445	4 396	12 267	12 278	74 712	2 263	13 660	2 129 675
1976	77 928	31 080	4 518	12 554	13 599	76 456	2 293	13 887	2 170 585
1977	80 428	31 735	4 584	12 845	13 933	78 153	2 325	14 117	2 210 702
1978	82 936	32 404	4 668	13 139	14 280	80 051	2 354	14 371	2 251 069
1979	85 492	33 081	4 930	13 444	14 641	82 374	2 384	14 649	2 294 318
1980	88 077	33 766	5 063	13 764	15 016	85 219	2 414	14 900	2 336 628
1981	90 666	34 460	5 183	14 097	15 403	88 417	2 470	15 152	2 377 056
1982	93 074	35 162	5 265	14 442	15 796	91 257	2 528	15 410	2 413 737
1983	95 384	35 873	5 345	14 794	16 200	93 720	2 586	15 618	2 465 512
1984	97 612	36 592	5 398	15 158	16 613	96 284	2 644	15 810	2 508 720
1985	99 753	37 319	5 456	15 546	17 037	99 053	2 703	16 021	2 552 726
1986	101 769	38 055	5 525	15 943	17 472	101 953	2 763	16 256	2 597 796
1987	103 764	38 800	5 585	16 334	17 918	104 887	2 824	16 495	2 645 292
1988	105 771	39 551	5 628	16 732	18 376	107 846	2 893	16 735	2 693 205
1989	107 807	40 308	5 661	17 121	18 848	110 848	2 966	16 971	2 740 695
1990	109 897	41 068	5 704	17 507	19 333	113 914	3 039	17 193	2 787 816
1991	111 936	41 834	5 750	17 911	19 831	116 909	3 096	17 391	2 833 547
1992	113 711	42 607	5 800	18 324	20 345	118 852	3 152	17 587	2 875 692
1993	115 453	43 385	5 900	18 753	20 874	120 853	3 209	17 823	2 920 320
1994	117 283	44 169	6 040	19 184	21 414	123 668	3 268	18 066	2 963 878
1995	119 188	44 955	6 160	19 615	21 966	126 404	3 326	18 290	3 009 423
1996	121 140	45 741	6 310	20 052	22 530	129 276	3 383	18 508	3 051 583
1997	123 112	46 525	6 500	20 491	23 107	132 185	3 441	18 721	3 093 799
1998	125 105	47 305	6 690	20 933	23 698	135 135	3 490	18 934	3 135 839
1999	127 118	48 081	6 830	21 376	24 303	138 123	3 532	19 154	3 175 945

Tableau C3–a. **Population de 25 pays d'Asie de l'Est, estimations annuelles 1950–98**
(milliers d'habitants en milieu d'année)

	Afghanistan	*Cambodge*	*Laos*	*Mongolie*	*Corée du Nord*	*Viet Nam*	*19 petits pays*	*Total*
1950	8 150	4 163	1 886	779	9 471	25 348	3 411	53 208
1951	8 284	4 266	1 921	789	9 162	25 794	3 493	53 709
1952	8 425	4 371	1 957	801	8 865	26 247	3 577	54 243
1953	8 573	4 478	1 995	814	8 580	26 724	3 662	54 826
1954	8 728	4 589	2 035	828	8 572	27 210	3 750	55 712
1955	8 891	4 702	2 077	844	8 839	27 738	3 840	56 931
1956	9 062	4 827	2 121	862	9 116	28 327	3 932	58 247
1957	9 241	4 956	2 166	882	9 411	28 999	4 027	59 682
1958	9 429	5 088	2 213	904	9 727	29 775	4 123	61 259
1959	9 625	5 224	2 261	929	10 054	30 683	4 222	62 998
1960	9 829	5 364	2 309	955	10 392	31 656	4 323	64 828
1961	10 043	5 511	2 359	982	10 651	32 701	4 427	66 674
1962	10 267	5 761	2 409	1 010	10 917	33 796	4 533	68 693
1963	10 501	5 919	2 460	1 031	11 210	34 933	4 642	70 696
1964	10 744	6 079	2 512	1 061	11 528	36 099	4 754	72 777
1965	10 998	6 242	2 565	1 090	11 869	37 258	4 868	74 890
1966	11 262	6 408	2 619	1 119	12 232	38 379	4 984	77 003
1967	11 538	6 578	2 674	1 150	12 617	39 464	5 104	79 125
1968	11 825	6 752	2 730	1 181	13 024	40 512	5 226	81 250
1969	12 123	6 931	2 787	1 214	13 455	41 542	5 352	83 404
1970	12 431	6 996	2 845	1 248	13 912	42 577	5 480	85 489
1971	12 749	7 018	2 904	1 283	14 365	43 614	5 612	87 545
1972	13 079	7 112	2 964	1 321	14 781	44 655	5 746	89 658
1973	13 421	7 202	3 027	1 360	15 161	45 737	5 884	91 792
1974	13 772	7 287	3 092	1 403	15 501	46 902	6 023	93 980
1975	14 132	7 179	3 161	1 446	15 801	48 075	6 165	95 959
1976	14 501	6 906	3 176	1 487	16 069	49 273	6 311	97 723
1977	14 880	6 669	3 208	1 528	16 325	50 534	6 460	99 604
1978	15 269	6 460	3 248	1 572	16 580	51 663	6 613	101 405
1979	15 556	6 393	3 268	1 617	16 840	52 668	6 769	103 111
1980	14 985	6 499	3 293	1 662	17 114	53 661	6 929	104 143
1981	14 087	6 681	3 337	1 709	17 384	54 792	7 093	105 083
1982	13 645	6 903	3 411	1 756	17 648	55 972	7 260	106 595
1983	13 709	7 143	3 495	1 805	17 918	57 205	7 432	108 707
1984	13 826	7 286	3 577	1 856	18 196	58 466	6 708	109 915
1985	13 898	7 399	3 657	1 908	18 481	59 730	7 787	112 860
1986	13 937	7 621	3 753	1 961	18 772	61 006	7 971	115 021
1987	14 074	7 883	3 853	2 015	19 068	62 320	8 160	117 373
1988	14 332	8 153	3 960	2 071	19 371	63 630	8 353	119 870
1989	14 646	8 431	4 073	2 159	19 688	64 906	8 550	122 453
1990	14 767	8 717	4 191	2 216	20 019	66 315	8 752	124 977
1991	14 964	9 012	4 314	2 271	20 361	67 684	8 953	127 559
1992	16 624	9 403	4 440	2 320	20 711	69 021	9 159	131 678
1993	18 888	9 858	4 569	2 366	21 064	70 344	9 369	136 458
1994	20 382	10 210	4 702	2 410	21 361	71 617	9 584	140 266
1995	21 571	10 491	4 837	2 454	21 551	72 815	9 804	143 523
1996	22 664	10 773	4 976	2 497	21 512	73 977	10 030	146 429
1997	23 738	11 055	5 117	2 538	21 334	75 124	10 260	149 166
1998	24 792	11 340	5 261	2 579	21 234	76 236	10 493	151 935

Tableau C3–a. **Population de 15 pays d'Asie occidentale, estimations annuelles, 1950–2000**
(milliers d'habitants en milieu d'année)

	Bahreïn	*Iran*	*Iraq*	*Israël*	*Jordanie*	*Koweït*	*Liban*	*Oman*	*Qatar*
1950	115	16 375	5 163	1 286	561	145	1 364	489	25
1951	118	16 809	5 300	1 490	584	152	1 401	498	27
1952	120	17 272	5 442	1 621	608	160	1 440	508	29
1953	123	17 742	5 589	1 667	633	168	1 479	517	31
1954	127	18 226	5 743	1 712	659	177	1 519	528	33
1955	130	18 729	5 903	1 772	687	187	1 561	539	35
1956	134	19 249	6 073	1 850	716	197	1 604	550	37
1957	139	19 729	6 249	1 944	747	213	1 647	562	39
1958	144	20 326	6 433	2 025	779	235	1 692	573	41
1959	150	20 958	6 625	2 082	813	262	1 739	586	43
1960	157	21 577	6 822	2 141	849	292	1 786	599	45
1961	164	22 214	7 026	2 217	887	325	1 836	614	49
1962	172	22 874	7 240	2 311	934	358	1 887	628	53
1963	179	23 554	7 468	2 407	975	394	1 940	645	58
1964	186	24 264	7 711	2 498	1 017	433	1 996	662	64
1965	191	25 000	7 971	2 578	1 061	476	2 058	679	70
1966	197	25 764	8 240	2 641	1 107	523	2 122	697	77
1967	202	26 538	8 519	2 694	1 255	575	2 187	715	85
1968	208	27 321	8 808	2 747	1 383	632	2 254	735	94
1969	214	28 119	9 106	2 817	1 454	690	2 320	756	103
1970	220	28 933	9 414	2 903	1 503	748	2 383	779	113
1971	225	29 763	9 732	2 997	1 556	793	2 529	803	122
1972	231	30 614	10 062	3 096	1 614	842	2 680	829	132
1973	239	31 491	10 402	3 197	1 674	894	2 824	857	142
1974	248	32 412	10 754	3 286	1 738	948	2 986	884	153
1975	259	33 379	11 118	3 354	1 803	1 007	3 095	913	165
1976	274	34 381	11 494	3 424	1 870	1 072	3 115	956	177
1977	297	35 430	11 883	3 496	1 938	1 140	3 110	1 005	189
1978	323	36 519	12 317	3 570	2 007	1 214	3 102	1 059	202
1979	336	37 772	12 768	3 653	2 077	1 292	3 090	1 116	216
1980	348	39 274	13 233	3 737	2 168	1 370	3 075	1 175	231
1981	363	40 906	13 703	3 801	2 262	1 432	3 068	1 238	242
1982	378	42 555	14 173	3 858	2 357	1 497	3 072	1 301	252
1983	393	44 200	14 652	3 927	2 451	1 566	3 073	1 363	284
1984	408	45 868	15 161	4 005	2 546	1 637	3 072	1 424	315
1985	424	47 533	15 694	4 075	2 646	1 720	3 068	1 482	345
1986	440	49 274	16 247	4 137	2 748	1 799	3 066	1 538	375
1987	455	50 873	16 543	4 203	2 851	1 880	3 068	1 594	402
1988	470	52 435	17 038	4 272	2 956	1 962	3 075	1 652	430
1989	486	53 979	17 568	4 344	3 069	2 045	3 088	1 712	457
1990	502	55 717	18 135	4 512	3 277	2 131	3 130	1 773	482
1991	517	57 492	17 491	4 756	3 562	955	3 179	1 843	505
1992	531	58 905	17 905	4 937	3 762	1 398	3 210	1 915	531
1993	546	59 684	18 480	5 062	3 889	1 467	3 247	1 989	558
1994	561	60 424	19 083	5 185	3 999	1 574	3 291	2 059	587
1995	576	61 528	19 713	5 306	4 099	1 673	3 340	2 131	615
1996	590	62 584	20 367	5 422	4 210	1 754	3 394	2 206	643
1997	603	63 531	21 037	5 535	4 322	1 834	3 450	2 283	670
1998	616	64 411	21 722	5 644	4 435	1 913	3 506	2 364	697
1999	629	65 180	22 427	5 750	4 561	1 991	3 563	2 447	724
2000	642	65 865	23 151	5 852	4 701	2 068	3 620	2 533	750

Tableau C3–a. **Population de 15 pays d'Asie occidentale, estimations annuelles, 1950–2000**
(milliers d'habitants en milieu d'année)

	Arabie saoudite	*Syrie*	*Turquie*	*EAU*	*Yémen*	*Cisjordanie et Gaza*	*Total*
1950	3 860	3 495	21 122	72	4 461	1 016	59 549
1951	3 932	3 577	21 669	73	4 546	1 023	61 199
1952	4 006	3 662	22 236	75	4 635	1 031	62 845
1953	4 082	3 750	22 831	77	4 726	1 040	64 455
1954	4 160	3 842	23 464	80	4 820	1 049	66 139
1955	4 243	3 938	24 145	83	4 916	1 054	67 922
1956	4 329	4 041	24 877	86	5 024	1 061	69 828
1957	4 420	4 150	25 671	89	5 134	1 071	71 804
1958	4 514	4 268	26 506	93	5 247	1 078	73 954
1959	4 614	4 395	27 356	98	5 363	1 101	76 185
1960	4 718	4 533	28 217	103	5 483	1 113	78 435
1961	4 828	4 681	29 030	109	5 597	1 110	80 687
1962	4 943	4 835	29 789	116	5 715	1 133	82 988
1963	5 065	4 993	30 509	124	5 834	1 157	85 302
1964	5 129	5 157	31 227	133	5 956	1 182	87 615
1965	5 327	5 326	31 951	144	6 079	1 211	90 122
1966	5 469	5 500	32 678	157	6 186	1 236	92 594
1967	5 618	5 681	33 411	172	6 294	1 143	95 089
1968	5 775	5 867	34 165	191	6 405	1 001	97 586
1969	5 939	6 059	34 952	218	6 516	1 002	100 265
1970	6 109	6 258	35 758	249	6 628	1 022	103 020
1971	6 287	6 479	36 580	288	6 771	1 045	105 970
1972	6 473	6 701	37 493	336	6 916	1 070	109 089
1973	6 667	6 931	38 503	391	7 077	1 098	112 387
1974	6 868	7 169	39 513	453	7 241	1 134	115 787
1975	7 199	7 416	40 530	523	7 409	1 161	119 331
1976	7 608	7 670	41 485	598	7 629	1 183	122 936
1977	8 108	7 933	42 404	684	7 847	1 209	126 673
1978	8 680	8 203	43 317	779	8 068	1 237	130 597
1979	9 307	8 484	44 223	884	8 295	1 263	134 776
1980	9 949	8 774	45 121	1 000	8 527	1 286	139 268
1981	10 565	9 073	46 222	1 100	8 768	1 308	144 051
1982	11 179	9 412	47 329	1 204	9 018	1 336	148 921
1983	11 822	9 762	48 440	1 316	9 278	1 376	153 903
1984	12 502	10 126	49 554	1 438	9 551	1 416	159 023
1985	13 208	10 502	50 669	1 570	9 842	1 457	164 235
1986	13 859	10 892	51 780	1 714	10 149	1 501	169 519
1987	14 465	11 294	52 884	1 779	10 476	1 549	174 316
1988	15 064	11 711	53 976	1 840	10 823	1 603	179 307
1989	15 646	12 141	55 054	1 898	11 192	1 653	184 332
1990	15 871	12 620	56 125	1 952	12 023	1 715	189 965
1991	16 110	13 115	57 198	2 003	12 889	1 797	193 412
1992	16 739	13 589	58 267	2 051	13 379	1 886	199 005
1993	17 386	14 075	59 330	2 097	13 892	1 977	203 679
1994	18 049	14 575	60 387	2 140	14 395	2 085	208 394
1995	18 730	15 087	61 439	2 181	14 862	2 215	213 495
1996	19 409	15 609	62 486	2 222	15 349	2 352	218 597
1997	20 088	16 138	63 530	2 262	15 857	2 484	223 624
1998	20 786	16 673	64 568	2 303	16 388	2 611	228 637
1999	21 505	17 214	65 599	2 344	16 942	2 724	233 600
2000	22 246	17 759	66 620	2 386	17 521	2 825	238 539

Tableau C3–a. **Population de 56 pays d'Asie, estimations annuelles, 1950–98**
(milliers d'habitants en milieu d'année)

	16 pays d'Asie de l'Est	*25 pays d'Asie de l'Est*	*15 pays d'Asie occidentale*	*56 pays d'Asie*
1950	1 269 120	53 208	59 549	1 381 877
1951	1 292 365	53 709	61 199	1 407 273
1952	1 317 963	54 243	62 845	1 435 051
1953	1 344 708	54 826	64 455	1 463 989
1954	1 373 435	55 712	66 139	1 495 286
1955	1 401 651	56 931	67 922	1 526 504
1956	1 430 446	58 247	69 828	1 558 521
1957	1 462 431	59 682	71 804	1 593 917
1958	1 495 698	61 259	73 954	1 630 911
1959	1 525 282	62 998	76 185	1 664 465
1960	1 543 294	64 828	78 435	1 686 557
1961	1 555 798	66 674	80 687	1 703 159
1962	1 580 785	68 693	82 988	1 732 466
1963	1 617 371	70 696	85 302	1 773 369
1964	1 653 379	72 777	87 615	1 813 771
1965	1 691 130	74 890	90 122	1 856 142
1966	1 731 480	77 003	92 594	1 901 077
1967	1 772 120	79 125	95 089	1 946 334
1968	1 814 876	81 250	97 586	1 993 712
1969	1 858 312	83 404	100 265	2 041 981
1970	1 904 160	85 489	103 020	2 092 669
1971	1 951 798	87 545	105 970	2 145 313
1972	1 998 043	89 658	109 089	2 196 790
1973	2 043 635	91 792	112 387	2 247 814
1974	2 088 198	93 980	115 787	2 297 965
1975	2 129 675	95 959	119 331	2 344 965
1976	2 170 585	97 723	122 936	2 391 244
1977	2 210 702	99 604	126 673	2 436 979
1978	2 251 069	101 405	130 597	2 483 071
1979	2 294 318	103 111	134 776	2 532 205
1980	2 336 628	104 143	139 268	2 580 039
1981	2 377 056	105 083	144 051	2 626 190
1982	2 413 737	106 595	148 921	2 669 253
1983	2 465 512	108 707	153 903	2 728 122
1984	2 508 720	109 915	159 023	2 777 658
1985	2 552 726	112 860	164 235	2 829 821
1986	2 597 796	115 021	169 519	2 882 336
1987	2 645 292	117 373	174 316	2 936 981
1988	2 693 205	119 870	179 307	2 992 382
1989	2 740 695	122 453	184 332	3 047 480
1990	2 787 816	124 977	189 965	3 102 758
1991	2 833 547	127 559	193 412	3 154 518
1992	2 875 692	131 678	199 005	3 206 375
1993	2 920 320	136 458	203 679	3 260 457
1994	2 963 878	140 266	208 394	3 312 538
1995	3 009 423	143 523	213 495	3 366 441
1996	3 051 583	146 429	218 597	3 416 609
1997	3 093 799	149 166	223 624	3 466 589
1998	3 135 839	151 935	228 637	3 516 411

Tableau C3–b. **PIB de 16 pays d'Asie de l'Est, estimations annuelles, 1950–99**
(millions de dollars internationaux Geary–Khamis de 1990)

	Chine	*Inde*	*Indonésie*	*Japon*	*Philippines*	*Corée du Sud*	*Thaïlande*	*Taiwan*
1950	239 903	222 222	66 358	160 966	22 616	16 045	16 375	7 378
1951	267 228	227 362	71 304	181 025	25 054	14 810	17 532	8 179
1952	305 742	234 148	74 679	202 005	26 609	15 772	18 503	9 093
1953	321 919	248 963	78 394	216 889	28 988	20 345	20 542	10 092
1954	332 326	259 262	83 283	229 151	31 168	21 539	20 381	10 927
1955	350 115	265 527	85 571	248 855	33 331	22 708	22 162	11 853
1956	384 842	280 978	86 700	267 567	35 670	22 815	22 540	12 481
1957	406 222	277 924	92 631	287 130	37 599	24 575	22 792	13 360
1958	452 654	299 137	89 293	303 857	38 900	25 863	23 616	14 510
1959	464 006	305 499	93 129	331 570	41 548	26 865	26 457	15 871
1960	448 727	326 910	97 082	375 090	42 114	27 398	29 665	16 725
1961	368 021	336 744	103 446	420 246	44 480	28 782	31 210	17 931
1962	368 032	344 204	103 332	457 742	46 603	29 654	33 636	19 453
1963	403 732	361 442	99 371	496 514	49 893	32 268	36 360	22 150
1964	452 558	389 262	103 043	554 449	51 613	35 054	38 841	24 971
1965	505 099	373 814	104 070	586 744	54 331	37 166	41 933	26 688
1966	553 676	377 207	104 089	649 189	56 736	41 641	46 654	29 378
1967	536 987	408 349	101 739	721 132	59 756	44 670	50 552	32 688
1968	525 204	418 907	111 662	813 984	62 712	50 371	54 695	35 447
1969	574 669	446 872	125 408	915 556	65 632	58 007	58 980	38 651
1970	640 949	469 584	138 612	1 013 602	68 102	62 988	62 842	43 509
1971	671 780	474 338	146 200	1 061 230	71 799	82 932	65 886	49 591
1972	691 449	472 766	162 748	1 150 516	75 710	85 811	68 666	57 358
1973	740 048	494 832	186 900	1 242 932	82 464	96 794	75 511	63 519
1974	752 734	500 146	196 374	1 227 706	85 398	104 605	78 894	62 384
1975	800 876	544 683	196 374	1 265 661	90 150	111 548	82 799	63 818
1976	793 092	551 402	213 675	1 315 966	98 090	124 664	90 391	75 108
1977	844 157	593 834	230 338	1 373 741	103 585	137 531	99 304	84 267
1978	935 884	625 695	240 853	1 446 165	108 942	150 442	109 112	94 833
1979	1 007 734	594 510	253 961	1 525 477	115 086	161 172	114 828	101 759
1980	1 046 781	637 202	275 805	1 568 457	121 012	156 846	120 116	104 753
1981	1 096 587	675 882	294 768	1 618 185	125 154	166 581	127 211	113 222
1982	1 192 494	697 705	283 922	1 667 653	129 648	179 220	134 020	119 254
1983	1 294 304	753 942	295 296	1 706 380	132 115	199 828	141 504	132 294
1984	1 447 661	783 042	315 677	1 773 223	122 440	217 167	149 644	148 650
1985	1 599 201	814 344	323 451	1 851 315	113 493	231 386	156 598	156 878
1986	1 703 671	848 990	342 452	1 904 918	117 371	258 122	165 264	177 721
1987	1 849 563	886 154	359 323	1 984 142	122 432	287 854	180 996	190 493
1988	2 000 236	978 822	379 917	2 107 060	130 699	320 301	205 047	192 229
1989	2 044 100	1 043 912	414 090	2 208 858	138 809	340 751	230 043	195 311
1990	2 109 400	1 098 100	450 901	2 321 153	143 025	373 150	255 732	200 477
1991	2 232 306	1 104 114	473 680	2 409 304	142 191	407 582	277 618	215 622
1992	2 444 569	1 161 769	524 482	2 433 927	142 668	429 744	300 059	230 203
1993	2 683 336	1 233 796	560 544	2 441 512	145 704	453 344	325 215	244 747
1994	2 950 104	1 330 036	601 301	2 457 252	152 094	490 745	354 283	260 744
1995	3 196 343	1 425 798	648 332	2 493 399	159 199	534 517	385 584	276 463
1996	3 433 255	1 532 733	696 426	2 619 315	168 506	570 598	406 864	292 128
1997	3 657 242	1 609 371	727 953	2 656 686	177 199	599 190	405 097	311 894
1998	3 873 352	1 702 712	627 499	2 581 576	176 246	564 211	372 509	326 958
1999	4 082 513	1 803 172	628 753	2 589 320	181 886	624 582	387 782	345 595

Tableau C3–b. **PIB de 16 pays d'Asie de l'Est, estimations annuelles, 1950–99**
(millions de dollars internationaux Geary–Khamis de 1990)

	Bangladesh	*Birmanie*	*Hong Kong*	*Malaisie*	*Népal*	*Pakistan*	*Singapour*	*Sri Lanka*	*Total*
1950	24 628	7 711	4 962	10 032	4 462	25 366	2 268	7 241	838 533
1951	24 974	8 834	4 626	9 478	4 591	24 534	2 406	7 850	899 787
1952	25 706	9 028	5 054	9 930	4 748	24 625	2 569	8 140	976 351
1953	26 072	9 265	5 515	9 977	5 038	26 983	2 758	8 058	1 039 798
1954	26 581	8 690	6 021	10 607	5 145	27 603	2 896	8 295	1 083 875
1955	25 177	9 822	6 564	10 677	5 248	28 238	3 078	8 808	1 137 734
1956	27 821	10 472	7 136	11 320	5 484	29 069	3 200	8 323	1 216 418
1957	27 231	11 089	7 729	11 257	5 484	30 339	3 352	8 862	1 267 576
1958	26 702	10 785	8 345	11 256	5 792	30 762	3 485	9 280	1 354 237
1959	28 126	12 457	8 981	12 026	5 957	31 095	3 470	9 553	1 416 610
1960	29 733	12 871	9 637	12 899	6 091	32 621	3 803	10 081	1 481 447
1961	31 421	13 183	10 276	13 794	6 238	34 602	4 123	10 257	1 474 754
1962	31 258	14 332	12 072	14 578	6 385	37 111	4 411	10 500	1 533 303
1963	34 573	14 737	13 968	15 271	6 537	39 439	4 848	11 168	1 642 271
1964	34 939	14 999	15 165	16 235	6 689	42 417	4 680	11 860	1 796 775
1965	36 647	15 379	17 360	17 405	6 849	44 307	5 033	12 148	1 884 973
1966	37 115	14 737	17 659	18 278	7 331	47 919	5 593	12 772	2 019 974
1967	36 302	15 151	17 959	18 587	7 216	49 718	6 255	13 546	2 120 607
1968	39 678	16 148	18 557	20 217	7 265	53 195	7 123	14 136	2 249 301
1969	40 227	16 815	20 652	21 382	7 590	56 642	8 098	15 292	2 470 473
1970	42 403	17 575	22 548	22 684	7 787	62 522	9 209	17 711	2 702 627
1971	40 552	18 149	24 144	24 359	7 693	62 824	10 362	17 700	2 829 539
1972	35 732	18 284	26 639	26 195	7 934	63 323	11 752	19 087	2 973 970
1973	35 997	18 352	29 931	29 982	7 894	67 828	13 108	19 759	3 205 851
1974	40 817	19 323	30 629	32 222	8 393	70 141	13 994	20 541	3 244 301
1975	40 308	20 125	30 729	32 489	8 518	73 043	14 549	21 504	3 397 174
1976	42 098	21 350	35 718	36 536	8 893	76 898	15 588	22 458	3 521 927
1977	42 525	22 625	39 908	39 513	9 161	79 951	16 797	23 316	3 740 553
1978	45 657	24 086	43 300	42 970	9 563	86 406	18 245	24 943	4 007 096
1979	47 846	25 222	48 289	46 469	9 790	89 580	19 932	26 539	4 188 194
1980	48 239	27 381	53 177	50 333	9 563	98 907	21 865	28 079	4 368 516
1981	49 877	28 930	58 066	53 901	9 563	106 753	23 960	29 707	4 578 347
1982	50 487	30 499	59 662	57 102	10 749	114 852	25 601	31 222	4 784 090
1983	52 961	31 827	63 055	60 588	10 433	122 649	27 695	32 771	5 057 642
1984	55 833	33 397	69 340	65 290	11 441	127 518	30 006	34 103	5 384 432
1985	57 519	34 349	69 639	64 617	12 146	138 632	29 451	35 793	5 688 812
1986	60 011	33 986	77 122	65 434	12 664	147 421	29 975	37 307	5 982 429
1987	62 521	32 624	87 099	68 898	13 164	155 994	32 817	37 752	6 351 826
1988	64 329	28 921	94 083	74 982	14 199	166 031	36 491	38 770	6 832 117
1989	65 948	29 989	96 478	81 996	14 525	174 001	39 857	39 594	7 158 262
1990	70 320	30 834	99 770	89 823	15 609	182 014	43 330	42 089	7 525 727
1991	72 629	30 633	104 858	97 545	16 603	192 138	45 832	44 118	7 866 773
1992	76 245	33 593	111 343	105 151	17 285	206 957	49 399	46 050	8 313 444
1993	79 722	35 622	118 227	113 927	17 950	211 653	55 622	49 235	8 770 156
1994	82 774	38 285	124 613	124 525	19 425	221 260	61 843	52 016	9 321 300
1995	87 355	40 946	129 402	136 182	20 099	232 849	67 066	54 892	9 888 426
1996	91 705	43 584	135 288	147 899	21 170	244 954	72 108	56 955	10 533 488
1997	96 616	45 600	142 372	159 294	22 025	248 142	77 868	60 541	10 997 090
1998	101 666	48 427	135 089	148 621	22 435	261 497	79 025	63 408	11 085 231
1999	106 139	50 606	139 006	156 647	23 175	269 603	83 292	66 071	11 538 142

Table C3–b. **PIB de 25 pays d'Asie de l'Est, estimations annuelles, 1950–98**
(millions de dollars internationaux Geary–Khamis de 1990)

	Afghanistan	*Cambodge*	*Laos*	*Mongolie*	*Corée du Nord*	*Viet Nam*	*19 petits pays*	*Total*
1950	5 255	2 155	1 156	339	7 293	16 681	3 845	36 724
1951	5 408	2 228	1 192	353	6 496	17 445	3 987	37 109
1952	5 591	2 368	1 229	370	6 675	18 209	4 225	38 667
1953	5 933	2 392	1 267	387	8 288	19 034	4 316	41 617
1954	6 059	2 670	1 306	406	8 683	19 920	4 471	43 515
1955	6 180	2 614	1 347	426	9 316	20 806	4 636	45 325
1956	6 458	2 963	1 388	448	9 444	21 631	4 820	47 152
1957	6 458	3 163	1 431	473	10 230	22 486	5 012	49 253
1958	6 821	3 322	1 476	499	10 816	23 372	5 200	51 506
1959	7 016	3 646	1 521	528	11 260	24 289	5 403	53 663
1960	7 268	3 863	1 568	559	11 483	25 297	5 640	55 678
1961	7 331	3 827	1 617	592	11 972	26 554	5 938	57 831
1962	7 457	4 139	1 667	627	12 249	29 917	6 130	62 186
1963	7 594	4 451	1 718	660	13 295	30 821	6 496	65 035
1964	7 741	4 331	1 772	699	14 445	32 322	6 794	68 104
1965	7 914	4 538	1 826	740	15 370	32 666	7 172	70 226
1966	7 993	4 744	1 883	782	17 308	32 975	7 561	73 246
1967	8 214	4 988	1 941	828	18 711	28 829	7 854	71 365
1968	8 508	5 214	2 001	876	21 268	28 329	8 347	74 543
1969	8 645	5 292	2 063	927	24 743	30 702	8 750	81 122
1970	8 819	4 785	2 127	982	27 184	31 295	9 581	84 773
1971	8 398	4 546	2 193	1 041	36 229	32 889	10 376	95 672
1972	8 240	4 301	2 261	1 103	37 854	35 815	10 939	100 513
1973	9 181	5 858	2 331	1 170	43 072	38 238	11 952	111 802
1974	9 680	5 007	2 403	1 243	44 038	36 744	12 594	111 709
1975	10 184	4 342	2 477	1 319	44 891	34 130	12 765	110 108
1976	10 694	4 650	2 554	1 396	45 652	39 879	13 181	118 006
1977	9 959	5 016	2 633	1 479	46 379	41 343	13 403	120 212
1978	10 752	5 484	2 714	1 567	47 104	41 622	14 102	123 345
1979	10 715	5 593	2 798	1 661	47 842	41 873	15 175	125 657
1980	10 427	5 705	2 885	1 758	48 621	40 671	14 880	124 947
1981	10 547	5 774	2 974	1 905	49 388	42 103	14 965	127 656
1982	10 726	6 218	3 066	2 064	50 138	45 526	15 226	132 964
1983	11 157	6 660	3 161	2 184	50 905	48 042	15 662	137 771
1984	11 336	7 106	3 258	2 314	51 695	52 355	15 899	143 963
1985	11 299	7 554	3 359	2 446	52 505	55 481	16 565	149 209
1986	12 161	7 998	3 463	2 675	53 331	57 056	17 368	154 052
1987	10 064	7 839	3 570	2 768	54 172	59 127	17 984	155 524
1988	9 228	8 035	3 681	2 909	55 033	62 685	18 633	160 204
1989	9 284	8 233	3 795	3 031	55 934	65 615	19 306	165 198
1990	8 861	8 235	3 912	2 954	56 874	68 959	19 356	169 151
1991	8 932	8 860	4 031	2 681	57 846	72 963	20 212	175 525
1992	9 021	9 482	4 245	2 426	53 391	79 312	21 107	178 984
1993	8 741	9 870	4 674	2 354	53 552	85 718	22 041	186 950
1994	8 479	10 258	4 964	2 408	39 468	93 292	23 016	181 885
1995	10 700	10 940	5 230	2 560	32 758	102 192	24 034	188 414
1996	11 342	11 543	5 355	2 620	27 091	111 736	25 098	194 785
1997	12 023	11 846	5 636	2 726	25 249	120 845	26 208	204 533
1998	12 744	11 998	5 806	2 821	25 130	127 851	26 662	213 012

Tableau C3–b. **PIB de 25 pays d'Asie occidentale, estimations annuelles, 1950–98**
(millions de dollars internationaux Geary–Khamis de 1990)

	Bahrain	*Iran*	*Iraq*	*Israël*	*Jordanie*	*Koweït*	*Liban*	*Oman*	*Qatar*
1950	242	28 128	7 041	3 623	933	4 181	3 313	304	763
1951	257	28 128	7 661	4 707	990	4 532	2 972	324	827
1952	273	28 128	8 470	4 910	1 049	4 804	3 157	344	876
1953	290	28 156	11 899	4 852	1 112	5 280	3 634	366	963
1954	309	28 156	14 145	5 776	1 178	5 882	4 171	389	1 073
1955	328	28 156	13 568	6 558	1 116	6 020	4 506	413	1 099
1956	349	30 659	14 511	7 142	1 532	6 464	4 399	439	1 180
1957	371	34 939	14 370	7 761	1 571	6 693	4 476	467	1 223
1958	394	39 013	16 039	8 319	1 729	7 024	3 840	496	1 282
1959	419	42 360	16 715	9 370	1 858	7 747	4 164	528	1 415
1960	445	46 467	18 658	9 986	1 977	8 420	4 274	560	1 496
1961	474	50 405	20 806	11 077	2 381	8 495	4 555	567	1 497
1962	504	51 389	21 841	12 171	2 446	9 474	4 731	681	1 555
1963	536	57 043	21 447	13 461	2 582	9 984	4 771	711	1 657
1964	571	61 178	24 024	14 780	3 032	10 962	5 059	712	1 712
1965	607	68 688	26 206	16 171	3 379	11 205	5 569	715	1 837
1966	646	75 579	27 593	16 349	3 474	12 584	5 950	752	2 493
1967	688	84 102	26 953	16 758	3 839	12 885	5 668	1 250	3 014
1968	732	96 759	31 740	19 320	3 696	14 089	6 381	2 274	3 474
1969	779	109 304	32 818	21 755	4 031	14 474	6 520	2 858	3 706
1970	832	120 865	32 691	23 520	3 600	22 944	6 950	2 957	3 756
1971	898	135 829	34 712	26 107	3 682	24 537	7 590	2 983	4 665
1972	969	157 909	33 430	29 342	3 800	25 503	8 514	3 262	5 263
1973	1 046	171 466	39 042	30 839	3 999	23 847	8 915	2 809	6 228
1974	1 136	186 655	41 133	32 941	4 355	20 799	10 465	3 132	5 661
1975	1 015	195 684	47 977	34 038	4 657	18 287	10 724	3 897	5 823
1976	1 180	229 241	57 735	34 480	5 789	19 466	10 989	4 397	6 263
1977	1 322	226 315	59 320	34 480	6 166	18 722	11 260	4 410	5 586
1978	1 424	199 481	70 127	36 144	7 462	20 072	11 539	4 326	6 114
1979	1 419	182 267	86 258	38 416	8 142	22 827	10 873	4 511	6 364
1980	1 525	156 643	84 392	41 053	9 689	18 178	10 879	4 784	6 816
1981	1 568	151 918	69 078	43 173	10 147	14 737	10 366	5 599	5 834
1982	1 669	175 826	68 501	43 948	10 897	13 006	9 680	6 245	4 731
1983	1 785	199 031	62 544	45 496	11 115	14 039	9 584	7 288	4 246
1984	1 860	202 379	62 699	45 905	12 071	14 775	9 786	8 507	4 143
1985	1 854	207 245	61 714	47 489	12 493	14 148	10 028	9 697	3 699
1986	1 897	187 780	61 073	49 760	13 626	15 352	9 581	9 906	3 130
1987	1 935	184 939	62 812	53 344	13 997	14 733	6 705	10 699	3 192
1988	2 003	174 532	49 540	54 417	13 853	15 247	6 099	11 018	3 240
1989	2 053	181 227	45 160	54 895	12 387	16 389	6 106	11 481	3 275
1990	2 054	199 819	44 583	58 511	12 371	13 111	6 099	11 487	3 276
1991	2 148	220 999	16 540	61 848	12 656	7 735	8 429	12 176	3 263
1992	2 316	234 472	21 370	66 051	14 807	13 723	8 808	13 211	3 566
1993	2 508	239 395	21 370	68 298	15 666	18 416	9 425	14 017	3 552
1994	2 568	241 560	21 370	73 012	16 856	19 963	10 179	14 550	3 634
1995	2 622	248 565	19 938	77 977	17 514	20 163	10 840	15 248	3 594
1996	2 704	262 234	19 938	81 639	17 689	20 586	11 274	15 690	3 953
1997	2 788	270 110	21 932	83 846	17 919	21 101	11 725	16 694	4 566
1998	2 846	274 695	24 564	85 520	18 313	21 565	12 077	17 179	5 091

Tableau C3–b. **PIB de 15 pays d'Asie occidentale, estimations annuelles, 1950–98**
(millions de dollars internationaux Geary–Khamis de 1990)

	Arabie saoudite	*Syrie*	*Turquie*	*EAU*	*Yémen*	*Cisjordanie et Gaza*	*Total*
1950	8 610	8 418	38 408	1 130	4 353	965	110 412
1951	9 334	8 098	43 329	1 225	4 468	1 009	117 858
1952	9 893	10 202	48 521	1 298	4 584	1 055	127 566
1953	10 875	11 566	53 931	1 427	4 708	1 104	140 163
1954	12 115	13 266	52 393	1 590	4 831	1 157	146 430
1955	12 399	11 970	56 626	1 628	4 959	1 206	150 552
1956	13 312	14 175	58 454	1 749	5 091	1 260	160 716
1957	13 785	15 051	63 103	1 812	5 228	1 321	172 171
1958	14 465	12 972	65 998	1 902	5 367	1 380	180 219
1959	15 955	13 460	69 019	2 097	5 510	1 462	192 079
1960	17 548	13 704	71 064	2 312	5 660	1 534	204 105
1961	19 632	14 832	72 258	2 526	5 810	1 588	216 903
1962	21 974	18 351	76 672	2 809	5 970	1 683	232 248
1963	23 885	18 342	83 890	3 097	6 148	1 783	249 337
1964	25 986	18 755	87 346	3 414	6 307	1 891	265 728
1965	29 137	18 704	89 643	3 762	6 486	2 010	284 120
1966	33 374	17 265	100 137	4 147	6 674	2 130	309 146
1967	36 310	18 696	104 674	4 570	6 868	2 045	328 321
1968	39 547	19 394	111 674	5 037	7 052	1 859	363 029
1969	42 578	23 031	117 624	5 554	7 260	1 931	394 223
1970	46 573	22 155	123 378	6 123	8 731	2 044	427 119
1971	53 289	24 352	130 247	7 147	10 253	2 169	468 459
1972	61 469	30 447	139 919	8 343	11 070	2 306	521 546
1973	73 601	27 846	144 483	9 739	12 431	2 455	558 745
1974	84 700	34 563	152 566	12 894	13 152	2 632	606 784
1975	84 924	41 306	163 510	13 307	14 152	2 797	642 097
1976	92 251	45 834	180 618	15 308	16 363	2 958	722 873
1977	106 191	45 254	186 768	17 978	18 167	3 137	745 076
1978	112 511	49 202	189 577	17 557	19 711	3 332	748 578
1979	120 028	50 986	188 394	21 926	20 805	3 531	766 747
1980	132 160	57 097	183 786	27 717	20 918	3 732	759 370
1981	142 630	62 527	192 709	28 492	22 191	3 940	764 909
1982	144 989	63 857	199 575	26 145	22 563	4 176	795 808
1983	129 404	64 766	209 492	24 833	23 856	4 465	811 944
1984	129 258	62 131	223 552	25 893	24 778	4 769	832 507
1985	120 605	65 928	233 034	25 287	24 578	5 094	842 891
1986	113 260	62 670	249 383	19 919	25 115	5 446	827 898
1987	118 495	63 865	273 031	20 631	26 135	5 834	860 347
1988	122 284	72 342	278 823	20 580	27 249	6 265	857 493
1989	126 701	65 860	279 524	22 766	28 203	6 706	862 733
1990	144 438	70 894	305 395	25 496	28 212	7 222	932 968
1991	156 571	75 927	308 227	25 547	28 297	7 853	948 217
1992	160 955	81 318	326 672	26 237	29 683	8 555	1 011 745
1993	159 989	89 938	352 945	26 001	30 544	9 308	1 061 372
1994	160 789	90 388	333 688	26 573	30 391	10 189	1 055 709
1995	161 593	90 840	357 688	28 194	33 005	11 234	1 099 014
1996	163 855	92 111	382 743	31 041	34 853	12 381	1 152 693
1997	168 279	94 598	411 555	31 786	36 666	13 573	1 207 138
1998	170 972	96 112	423 018	31 913	37 656	14 807	1 236 327

Tableau C3–b. **PIB de 56 pays d'Asie, estimations annuelles, 1950–98**
(millions de dollars internationaux Geary–Khamis de 1990)

	16 pays d'Asie de l'Est	*25 pays d'Asie de l'Est*	*15 pays d'Asie occidentale*	*56 pays d'Asie*
1950	838 533	36 724	110 412	985 669
1951	899 787	37 109	117 858	1 054 754
1952	976 351	38 667	127 566	1 142 584
1953	1 039 798	41 617	140 163	1 221 578
1954	1 083 875	43 515	146 430	1 273 820
1955	1 137 734	45 325	150 552	1 333 611
1956	1 216 418	47 152	160 716	1 424 286
1957	1 267 576	49 253	172 171	1 489 000
1958	1 354 237	51 506	180 219	1 585 962
1959	1 416 610	53 663	192 079	1 662 352
1960	1 481 447	55 678	204 105	1 741 230
1961	1 474 754	57 831	216 903	1 749 488
1962	1 533 303	62 186	232 248	1 827 737
1963	1 642 271	65 035	249 337	1 956 643
1964	1 796 775	68 104	265 728	2 130 607
1965	1 884 973	70 226	284 120	2 239 319
1966	2 019 974	73 246	309 146	2 402 366
1967	2 120 607	71 365	328 321	2 520 293
1968	2 249 301	74 543	363 029	2 686 873
1969	2 470 473	81 122	394 223	2 945 818
1970	2 702 627	84 773	427 119	3 214 519
1971	2 829 539	95 672	468 459	3 393 670
1972	2 973 970	100 513	521 546	3 596 029
1973	3 205 851	111 802	558 745	3 876 398
1974	3 244 301	111 709	606 784	3 962 794
1975	3 397 174	110 108	642 097	4 149 379
1976	3 521 927	118 006	722 873	4 362 806
1977	3 740 553	120 212	745 076	4 605 841
1978	4 007 096	123 345	748 578	4 879 019
1979	4 188 194	125 657	766 747	5 080 598
1980	4 368 516	124 947	759 370	5 252 833
1981	4 578 347	127 656	764 909	5 470 912
1982	4 784 090	132 964	795 808	5 712 862
1983	5 057 642	137 771	811 944	6 007 357
1984	5 384 432	143 963	832 507	6 360 902
1985	5 688 812	149 209	842 891	6 680 912
1986	5 982 429	154 052	827 898	6 964 379
1987	6 351 826	155 524	860 347	7 367 697
1988	6 832 117	160 204	857 493	7 849 814
1989	7 158 262	165 198	862 733	8 186 193
1990	7 525 727	169 151	932 968	8 627 846
1991	7 866 773	175 525	948 217	8 990 515
1992	8 313 444	178 984	1 011 745	9 504 173
1993	8 770 156	186 950	1 061 372	10 018 478
1994	9 321 300	181 885	1 055 709	10 558 894
1995	9 888 426	188 414	1 099 014	11 175 854
1996	10 533 488	194 785	1 152 693	11 880 966
1997	10 997 090	204 533	1 207 138	12 408 761
1998	11 085 231	213 012	1 236 327	12 534 570

Tableau C3–c. **PIB par habitant de 16 pays d'Asie de l'Est, 1950–99**
(en dollars internationaux Geary–Khamis de 1990)

	Chine	*Inde*	*Indonésie*	*Japon*	*Philippines*	*Corée du Sud*	*Thaïlande*	*Taiwan*
1950	439	619	840	1 926	1 070	770	817	936
1951	479	623	885	2 130	1 150	709	849	991
1952	537	629	910	2 341	1 186	753	869	1 065
1953	554	657	938	2 480	1 253	966	935	1 144
1954	558	672	978	2 582	1 308	1 013	898	1 196
1955	575	676	986	2 772	1 357	1 054	945	1 250
1956	619	701	980	2 949	1 409	1 036	930	1 271
1957	637	680	1 028	3 138	1 441	1 087	910	1 318
1958	693	716	972	3 290	1 447	1 112	914	1 387
1959	697	717	995	3 556	1 499	1 120	992	1 469
1960	673	753	1 019	3 988	1 475	1 105	1 078	1 499
1961	557	758	1 066	4 429	1 511	1 124	1 100	1 558
1962	553	758	1 043	4 778	1 535	1 122	1 149	1 641
1963	592	779	984	5 131	1 593	1 186	1 205	1 814
1964	648	821	1 000	5 670	1 598	1 253	1 249	1 987
1965	706	771	990	5 934	1 631	1 295	1 308	2 064
1966	753	762	971	6 506	1 651	1 415	1 412	2 212
1967	712	807	930	7 151	1 687	1 483	1 486	2 401
1968	678	809	1 001	7 976	1 719	1 633	1 561	2 542
1969	722	845	1 102	8 869	1 747	1 839	1 636	2 710
1970	783	868	1 194	9 715	1 761	1 954	1 694	2 987
1971	799	856	1 235	10 042	1 804	2 522	1 725	3 336
1972	802	834	1 342	10 735	1 849	2 561	1 748	3 788
1973	839	853	1 504	11 439	1 959	2 841	1 874	4 117
1974	836	843	1 542	11 145	1 974	3 015	1 910	3 971
1975	874	897	1 505	11 349	2 028	3 162	1 959	3 988
1976	852	889	1 598	11 669	2 147	3 476	2 091	4 600
1977	895	937	1 681	12 063	2 205	3 775	2 249	5 058
1978	979	966	1 715	12 584	2 255	4 064	2 422	5 587
1979	1 040	895	1 765	13 164	2 317	4 294	2 496	5 879
1980	1 067	938	1 870	13 429	2 369	4 114	2 554	5 938
1981	1 103	977	1 957	13 754	2 387	4 302	2 654	6 301
1982	1 192	985	1 845	14 079	2 412	4 557	2 746	6 518
1983	1 265	1 043	1 878	14 308	2 399	5 007	2 850	7 114
1984	1 396	1 060	1 966	14 774	2 170	5 375	2 964	7 876
1985	1 522	1 079	1 972	15 332	1 964	5 670	3 054	8 198
1986	1 597	1 101	2 051	15 680	1 983	6 263	3 175	9 181
1987	1 706	1 125	2 114	16 251	2 020	6 916	3 427	9 737
1988	1 816	1 216	2 196	17 185	2 107	7 621	3 828	9 714
1989	1 827	1 270	2 352	17 941	2 185	8 027	4 235	9 763
1990	1 858	1 309	2 516	18 789	2 199	8 704	4 645	9 910
1991	1 940	1 290	2 599	19 442	2 136	9 425	4 984	10 539
1992	2 098	1 332	2 831	19 578	2 095	9 844	5 325	11 142
1993	2 277	1 385	2 976	19 584	2 092	10 280	5 707	11 738
1994	2 475	1 465	3 140	19 664	2 135	11 014	6 149	12 393
1995	2 653	1 538	3 329	19 857	2 185	11 873	6 620	13 028
1996	2 820	1 625	3 517	20 811	2 262	12 546	6 913	13 657
1997	2 973	1 678	3 615	21 057	2 328	13 028	6 814	14 453
1998	3 117	1 746	3 070	20 410	2 268	12 152	6 205	15 012
1999	3 259	1 818	3 031	20 431	2 291	13 317	6 398	15 720

Table C3–c. **Levels of Per Capita GDP in 16 East Asian countries, 1950–99**
(1990 international Geary–Khamis dollars)

	Bangladesh	*Birmanie*	*Hong Kong*	*Malaysie*	*Népal*	*Pakistan*	*Singapour*	*Sri Lanka*	*Moyenne*	*Moyenne sans Japon*
1950	540	396	2 218	1 559	496	643	2 219	961	661	572
1951	541	446	2 296	1 440	505	608	2 253	1 013	696	595
1952	548	449	2 377	1 473	517	596	2 280	1 020	741	629
1953	547	454	2 460	1 440	543	637	2 314	980	773	655
1954	547	419	2 546	1 490	549	636	2 321	981	789	665
1955	508	467	2 636	1 460	554	636	2 357	1 015	812	678
1956	551	490	2 729	1 505	572	638	2 332	935	850	708
1957	530	510	2 825	1 455	566	650	2 318	971	867	715
1958	510	488	2 924	1 413	592	643	2 294	991	905	748
1959	526	555	3 027	1 467	601	633	2 187	994	929	758
1960	544	564	3 134	1 530	607	647	2 310	1 020	960	763
1961	564	568	3 244	1 592	613	669	2 422	1 010	948	722
1962	550	606	3 653	1 637	618	699	2 521	1 007	970	724
1963	594	613	4 083	1 669	623	723	2 701	1 045	1 015	753
1964	588	613	4 327	1 728	626	758	2 541	1 084	1 087	799
1965	607	617	4 825	1 804	631	771	2 667	1 084	1 115	815
1966	603	580	4 865	1 846	663	812	2 892	1 114	1 167	840
1967	578	586	4 824	1 830	641	820	3 162	1 154	1 197	837
1968	619	613	4 880	1 942	633	854	3 540	1 177	1 239	838
1969	614	626	5 345	2 005	649	885	3 964	1 246	1 329	886
1970	629	642	5 695	2 079	653	952	4 438	1 413	1 419	938
1971	586	650	5 969	2 181	633	931	4 904	1 385	1 450	958
1972	505	642	6 472	2 290	639	913	5 461	1 466	1 488	964
1973	497	628	7 104	2 560	622	954	5 977	1 492	1 569	1 014
1974	547	648	7 090	2 688	647	962	6 275	1 527	1 554	1 019
1975	529	661	6 990	2 648	694	978	6 429	1 574	1 595	1 056
1976	540	687	7 906	2 910	654	1 006	6 798	1 617	1 623	1 072
1977	529	713	8 706	3 076	658	1 023	7 225	1 652	1 692	1 129
1978	551	743	9 276	3 270	670	1 079	7 751	1 736	1 780	1 199
1979	560	762	9 795	3 456	669	1 087	8 361	1 812	1 825	1 222
1980	548	811	10 503	3 657	637	1 161	9 058	1 884	1 870	1 261
1981	550	840	11 203	3 824	621	1 207	9 700	1 961	1 926	1 310
1982	542	867	11 332	3 954	680	1 259	10 127	2 026	1 982	1 358
1983	555	887	11 797	4 095	644	1 309	10 710	2 098	2 051	1 428
1984	572	913	12 845	4 307	689	1 324	11 349	2 157	2 146	1 512
1985	577	920	12 764	4 157	713	1 400	10 896	2 234	2 229	1 578
1986	590	893	13 959	4 104	725	1 446	10 849	2 295	2 303	1 647
1987	603	841	15 595	4 218	735	1 487	11 621	2 289	2 401	1 731
1988	608	731	16 717	4 481	773	1 540	12 614	2 317	2 537	1 838
1989	612	744	17 043	4 789	771	1 570	13 438	2 333	2 612	1 891
1990	640	751	17 491	5 131	807	1 598	14 258	2 448	2 700	1 953
1991	649	732	18 236	5 446	837	1 643	14 804	2 537	2 776	2 014
1992	671	788	19 197	5 738	850	1 741	15 672	2 618	2 891	2 137
1993	691	821	20 038	6 075	860	1 751	17 333	2 762	3 003	2 264
1994	706	867	20 631	6 491	907	1 789	18 924	2 879	3 145	2 418
1995	733	911	21 007	6 943	915	1 842	20 164	3 001	3 286	2 564
1996	757	953	21 440	7 376	940	1 895	21 315	3 077	3 452	2 705
1997	785	980	21 903	7 774	953	1 877	22 629	3 234	3 555	2 810
1998	813	1 024	20 193	7 100	947	1 935	22 643	3 349	3 535	2 826
1999	835	1 050	20 352	7 328	954	1 952	23 582	3 451	3 633	2 935

Tableau C3–c. **PIB par habitant de 25 pays d'Asie de l'Est, estimations annuelles, 1950–98**
(en dollars internationaux Geary–Khamis de 1990)

	Afghanistan	*Cambodge*	*Laos*	*Mongolie*	*Corée du Nord*	*Viet Nam*	*19 petits pays*	*Total*
1950	645	518	613	435	770	658	1 127	690
1951	653	522	621	447	709	676	1 141	691
1952	664	542	628	462	753	694	1 181	713
1953	692	534	635	475	966	712	1 179	759
1954	694	582	642	490	1 013	732	1 192	781
1955	695	556	649	505	1 054	750	1 207	796
1956	713	614	654	520	1 036	764	1 226	810
1957	699	638	661	536	1 087	775	1 245	825
1958	723	653	667	552	1 112	785	1 261	841
1959	729	698	673	568	1 120	792	1 280	852
1960	739	720	679	585	1 105	799	1 305	859
1961	730	694	685	603	1 124	812	1 341	867
1962	726	718	692	621	1 122	885	1 352	905
1963	723	752	698	640	1 186	882	1 399	920
1964	720	712	705	659	1 253	895	1 429	936
1965	720	727	712	679	1 295	877	1 473	938
1966	710	740	719	699	1 415	859	1 517	951
1967	712	758	726	720	1 483	731	1 539	902
1968	719	772	733	742	1 633	699	1 597	917
1969	713	764	740	764	1 839	739	1 635	973
1970	709	684	748	787	1 954	735	1 748	992
1971	659	648	755	811	2 522	754	1 849	1 093
1972	630	605	763	835	2 561	802	1 904	1 121
1973	684	813	770	860	2 841	836	2 031	1 218
1974	703	687	777	886	2 841	783	2 091	1 189
1975	721	605	784	912	2 841	710	2 071	1 147
1976	737	673	804	939	2 841	809	2 089	1 208
1977	669	752	821	968	2 841	818	2 075	1 207
1978	704	849	836	997	2 841	806	2 132	1 216
1979	689	875	856	1 027	2 841	795	2 242	1 219
1980	696	878	876	1 058	2 841	758	2 147	1 200
1981	749	864	891	1 115	2 841	768	2 110	1 215
1982	786	901	899	1 175	2 841	813	2 097	1 247
1983	814	932	904	1 210	2 841	840	2 107	1 267
1984	820	975	911	1 247	2 841	895	2 370	1 310
1985	813	1 021	919	1 282	2 841	929	2 127	1 322
1986	873	1 049	923	1 364	2 841	935	2 179	1 339
1987	715	994	927	1 374	2 841	949	2 204	1 325
1988	644	986	930	1 405	2 841	985	2 231	1 336
1989	634	977	932	1 404	2 841	1 011	2 258	1 349
1990	600	945	933	1 333	2 841	1 040	2 212	1 353
1991	597	983	934	1 181	2 841	1 078	2 258	1 376
1992	543	1 008	956	1 046	2 578	1 149	2 305	1 359
1993	463	1 001	1 023	995	2 542	1 219	2 353	1 370
1994	416	1 005	1 056	999	1 848	1 303	2 402	1 297
1995	496	1 043	1 081	1 043	1 520	1 403	2 451	1 313
1996	500	1 071	1 076	1 049	1 259	1 510	2 502	1 330
1997	506	1 072	1 101	1 074	1 184	1 609	2 554	1 371
1998	514	1 058	1 104	1 094	1 183	1 677	2 541	1 402

Tableau C3–c. **PIB par habitant de 15 pays d'Asie occidentale, 1950–98**
(en dollars internationaux Geary–Khamis de 1990)

	Bahreïn	*Iran*	*Iraq*	*Israël*	*Jordanie*	*Koweït*	*Liban*	*Oman*	*Qatar*
1950	2 102	1 718	1 364	2 818	1 664	28 833	2 429	623	30 510
1951	2 177	1 673	1 445	3 159	1 696	29 816	2 121	650	30 623
1952	2 276	1 629	1 556	3 029	1 726	30 023	2 192	677	30 221
1953	2 360	1 587	2 129	2 910	1 756	31 431	2 457	707	31 076
1954	2 430	1 545	2 463	3 374	1 788	33 234	2 746	736	32 521
1955	2 523	1 503	2 298	3 701	1 625	32 194	2 886	766	31 403
1956	2 603	1 593	2 389	3 860	2 139	32 810	2 743	799	31 891
1957	2 667	1 771	2 300	3 992	2 103	31 425	2 717	831	31 351
1958	2 736	1 919	2 493	4 108	2 219	29 888	2 269	866	31 273
1959	2 792	2 021	2 523	4 501	2 286	29 569	2 395	900	32 905
1960	2 837	2 154	2 735	4 664	2 329	28 836	2 393	935	33 239
1961	2 888	2 269	2 961	4 996	2 685	26 140	2 481	923	30 557
1962	2 928	2 247	3 017	5 267	2 618	26 463	2 507	1 084	29 344
1963	2 996	2 422	2 872	5 592	2 648	25 339	2 459	1 103	28 577
1964	3 068	2 521	3 115	5 917	2 981	25 317	2 534	1 075	26 756
1965	3 180	2 748	3 288	6 273	3 185	23 539	2 706	1 053	26 239
1966	3 278	2 934	3 349	6 190	3 138	24 062	2 804	1 079	32 372
1967	3 405	3 169	3 164	6 221	3 059	22 409	2 592	1 749	35 463
1968	3 517	3 542	3 604	7 033	2 673	22 293	2 831	3 094	36 953
1969	3 639	3 887	3 604	7 723	2 772	20 977	2 810	3 781	35 982
1970	3 780	4 177	3 473	8 102	2 395	30 674	2 917	3 796	33 237
1971	3 989	4 564	3 567	8 711	2 366	30 942	3 001	3 714	38 237
1972	4 194	5 158	3 322	9 478	2 354	30 288	3 177	3 935	39 871
1973	4 375	5 445	3 753	9 646	2 389	26 675	3 157	3 278	43 858
1974	4 580	5 759	3 825	10 025	2 505	21 940	3 505	3 543	37 001
1975	3 919	5 862	4 315	10 149	2 583	18 160	3 465	4 268	35 290
1976	4 308	6 668	5 023	10 070	3 096	18 158	3 528	4 599	35 384
1977	4 450	6 388	4 992	9 863	3 182	16 422	3 621	4 388	29 553
1978	4 409	5 462	5 694	10 124	3 718	16 534	3 720	4 085	30 268
1979	4 223	4 825	6 756	10 516	3 920	17 668	3 519	4 042	29 465
1980	4 383	3 988	6 377	10 986	4 469	13 269	3 538	4 071	29 506
1981	4 318	3 714	5 041	11 358	4 486	10 291	3 379	4 523	24 108
1982	4 414	4 132	4 833	11 392	4 623	8 688	3 151	4 800	18 772
1983	4 542	4 503	4 269	11 585	4 535	8 965	3 119	5 347	14 951
1984	4 560	4 412	4 136	11 462	4 741	9 026	3 186	5 974	13 153
1985	4 374	4 360	3 932	11 654	4 722	8 225	3 269	6 543	10 720
1986	4 312	3 811	3 759	12 028	4 959	8 534	3 125	6 441	8 345
1987	4 253	3 635	3 797	12 692	4 910	7 837	2 186	6 712	7 941
1988	4 263	3 329	2 908	12 738	4 687	7 771	1 983	6 670	7 535
1989	4 225	3 357	2 571	12 637	4 036	8 014	1 977	6 706	7 167
1990	4 092	3 586	2 458	12 968	3 775	6 153	1 949	6 479	6 797
1991	4 156	3 844	946	13 004	3 553	8 100	2 651	6 607	6 461
1992	4 362	3 981	1 194	13 379	3 936	9 816	2 744	6 899	6 716
1993	4 594	4 011	1 156	13 492	4 028	12 553	2 903	7 047	6 366
1994	4 578	3 998	1 120	14 081	4 215	12 683	3 093	7 066	6 190
1995	4 553	4 040	1 011	14 696	4 273	12 052	3 246	7 155	5 844
1996	4 583	4 190	979	15 057	4 202	11 737	3 322	7 113	6 148
1997	4 623	4 252	1 043	15 148	4 146	11 505	3 399	7 313	6 815
1998	4 620	4 265	1 131	15 152	4 129	11 273	3 445	7 267	7 304

Tableau C3–c. **PIB par habitant de 15 pays d'Asie occidentale, 1950–98**
(en dollars internationaux Geary–Khamis de 1990)

	Arabie saoudite	*Syrie*	*Turquie*	*EAU*	*Yémen*	*Cisjordanie et Gaza*	*Moyenne*
1950	2 231	2 409	1 818	15 692	976	950	1 854
1951	2 374	2 264	2 000	16 777	983	986	1 926
1952	2 470	2 786	2 182	17 309	989	1 023	2 030
1953	2 664	3 084	2 362	18 532	996	1 062	2 175
1954	2 912	3 453	2 233	19 871	1 002	1 103	2 214
1955	2 922	3 040	2 345	19 616	1 009	1 144	2 217
1956	3 075	3 508	2 350	20 337	1 013	1 188	2 302
1957	3 119	3 627	2 458	20 363	1 018	1 233	2 398
1958	3 205	3 039	2 490	20 446	1 023	1 280	2 437
1959	3 458	3 063	2 523	21 398	1 027	1 328	2 521
1960	3 719	3 023	2 518	22 443	1 032	1 378	2 602
1961	4 066	3 169	2 489	23 177	1 038	1 431	2 688
1962	4 445	3 795	2 574	24 214	1 045	1 485	2 799
1963	4 716	3 674	2 750	24 975	1 054	1 541	2 923
1964	5 066	3 637	2 797	25 672	1 059	1 600	3 033
1965	5 470	3 512	2 806	26 128	1 067	1 660	3 153
1966	6 102	3 139	3 064	26 411	1 079	1 723	3 339
1967	6 463	3 291	3 133	26 571	1 091	1 789	3 453
1968	6 848	3 306	3 269	26 371	1 101	1 857	3 720
1969	7 169	3 801	3 365	25 478	1 114	1 927	3 932
1970	7 624	3 540	3 450	24 589	1 317	2 000	4 146
1971	8 476	3 759	3 561	24 817	1 514	2 076	4 421
1972	9 496	4 544	3 732	24 830	1 601	2 155	4 781
1973	11 040	4 018	3 753	24 909	1 756	2 236	4 972
1974	12 333	4 821	3 861	28 463	1 816	2 321	5 241
1975	11 797	5 570	4 034	25 444	1 910	2 409	5 381
1976	12 126	5 976	4 354	25 599	2 145	2 500	5 880
1977	13 097	5 704	4 404	26 284	2 315	2 595	5 882
1978	12 962	5 998	4 377	22 537	2 443	2 694	5 732
1979	12 897	6 010	4 260	24 803	2 508	2 796	5 689
1980	13 284	6 508	4 073	27 717	2 453	2 902	5 453
1981	13 500	6 892	4 169	25 902	2 531	3 012	5 310
1982	12 970	6 785	4 217	21 715	2 502	3 126	5 344
1983	10 946	6 634	4 325	18 870	2 571	3 245	5 276
1984	10 339	6 136	4 511	18 006	2 594	3 368	5 235
1985	9 131	6 278	4 599	16 106	2 497	3 496	5 132
1986	8 172	5 754	4 816	11 621	2 475	3 628	4 884
1987	8 192	5 655	5 163	11 597	2 495	3 766	4 936
1988	8 118	6 177	5 166	11 185	2 518	3 908	4 782
1989	8 098	5 425	5 077	11 995	2 520	4 057	4 680
1990	9 101	5 618	5 441	13 061	2 347	4 211	4 911
1991	9 719	5 789	5 389	12 754	2 195	4 370	4 903
1992	9 616	5 984	5 606	12 792	2 219	4 536	5 084
1993	9 202	6 390	5 949	12 399	2 199	4 708	5 211
1994	8 908	6 202	5 526	12 417	2 111	4 887	5 066
1995	8 627	6 021	5 822	12 927	2 221	5 027	5 148
1996	8 442	5 901	6 125	13 970	2 271	5 264	5 273
1997	8 377	5 862	6 478	14 052	2 312	5 464	5 398
1998	8 225	5 765	6 552	13 857	2 298	5 671	5 407

Tableau C3–c. **PIB par habitant de 56 pays d'Asie, estimations annuelles, 1950–98**
(en dollars internationaux Geary–Khamis de 1990)

	16 pays d'Asie de l'Est	*25 pays d'Asie de l'Est*	*15 pays d'Asie occidentale*	*56 pays d'Asie*
1950	661	690	1 854	713
1951	696	691	1 926	750
1952	741	713	2 030	796
1953	773	759	2 175	834
1954	789	781	2 214	852
1955	812	796	2 217	874
1956	850	810	2 302	914
1957	867	825	2 398	934
1958	905	841	2 437	972
1959	929	852	2 521	999
1960	960	859	2 602	1 032
1961	948	867	2 688	1 027
1962	970	905	2 799	1 055
1963	1 015	920	2 923	1 103
1964	1 087	936	3 033	1 175
1965	1 115	938	3 153	1 206
1966	1 167	951	3 339	1 264
1967	1 197	902	3 453	1 295
1968	1 239	917	3 720	1 348
1969	1 329	973	3 932	1 443
1970	1 419	992	4 146	1 536
1971	1 450	1 093	4 421	1 582
1972	1 488	1 121	4 781	1 637
1973	1 569	1 218	4 972	1 725
1974	1 554	1 189	5 241	1 724
1975	1 595	1 147	5 381	1 769
1976	1 623	1 208	5 880	1 824
1977	1 692	1 207	5 882	1 890
1978	1 780	1 216	5 732	1 965
1979	1 825	1 219	5 689	2 006
1980	1 870	1 200	5 453	2 036
1981	1 926	1 215	5 310	2 083
1982	1 982	1 247	5 344	2 140
1983	2 051	1 267	5 276	2 202
1984	2 146	1 310	5 235	2 290
1985	2 229	1 322	5 132	2 361
1986	2 303	1 339	4 884	2 416
1987	2 401	1 325	4 936	2 509
1988	2 537	1 336	4 782	2 623
1989	2 612	1 349	4 680	2 686
1990	2 700	1 353	4 911	2 781
1991	2 776	1 376	4 903	2 850
1992	2 891	1 359	5 084	2 964
1993	3 003	1 370	5 211	3 073
1994	3 145	1 297	5 066	3 188
1995	3 286	1 313	5 148	3 320
1996	3 452	1 330	5 273	3 477
1997	3 555	1 371	5 398	3 580
1998	3 535	1 402	5 407	3 565

Tableau C4–a. **Population de 57 pays d'Afrique, estimations annuelles, 1950–98**
(milliers d'habitants en milieu d'année)

	Algérie	*Angola*	*Bénin*	*Botswana*	*Cameroun*	*Cap Vert*	*République Centrafricaine*	*Tchad*
1950	8 893	4 118	1 673	430	4 888	146	1 260	2 608
1951	9 073	4 173	1 705	436	4 947	151	1 275	2 644
1952	9 280	4 232	1 738	442	5 009	155	1 292	2 682
1953	9 532	4 294	1 773	448	5 074	160	1 309	2 722
1954	9 611	4 358	1 809	455	5 141	164	1 328	2 763
1955	9 842	4 423	1 846	461	5 211	169	1 348	2 805
1956	10 057	4 491	1 885	468	5 284	174	1 370	2 849
1957	10 271	4 561	1 925	475	5 360	180	1 392	2 895
1958	10 485	4 636	1 967	482	5 439	185	1 416	2 942
1959	10 696	4 715	2 010	489	5 522	191	1 441	2 991
1960	10 909	4 797	2 055	497	5 609	197	1 467	3 042
1961	11 122	4 752	2 102	505	5 699	203	1 495	3 095
1962	11 001	4 826	2 152	513	5 794	210	1 523	3 150
1963	11 273	4 920	2 203	521	5 892	217	1 553	3 208
1964	11 613	5 026	2 256	530	5 996	224	1 585	3 271
1965	11 963	5 135	2 311	538	6 104	232	1 628	3 342
1966	12 339	5 201	2 368	546	6 217	239	1 683	3 416
1967	12 760	5 247	2 427	554	6 336	247	1 729	3 492
1968	13 146	5 350	2 489	562	6 460	254	1 756	3 570
1969	13 528	5 472	2 553	572	6 590	262	1 785	3 650
1970	13 932	5 606	2 620	584	6 727	269	1 827	3 733
1971	14 335	5 753	2 689	600	6 870	273	1 869	3 818
1972	14 761	5 896	2 761	620	7 021	275	1 910	3 905
1973	15 198	6 028	2 836	643	7 179	277	1 945	3 995
1974	15 653	5 988	2 914	672	7 346	279	1 983	4 087
1975	16 140	5 892	2 996	705	7 522	280	2 031	4 181
1976	16 635	5 955	3 080	742	7 723	283	2 071	4 278
1977	17 153	6 184	3 168	783	7 966	286	2 111	4 378
1978	17 703	6 311	3 260	824	8 214	289	2 153	4 480
1979	18 266	6 493	3 355	864	8 461	292	2 197	4 518
1980	18 862	6 794	3 444	903	8 761	296	2 244	4 507
1981	19 484	6 951	3 540	937	9 044	300	2 291	4 606
1982	20 132	7 114	3 642	972	9 280	305	2 338	4 826
1983	20 803	7 260	3 750	1 009	9 563	309	2 385	5 014
1984	21 488	7 400	3 864	1 047	9 870	314	2 451	5 054
1985	22 182	7 572	3 984	1 087	10 199	320	2 516	5 089
1986	22 844	7 750	4 109	1 129	10 544	325	2 556	5 223
1987	23 485	7 913	4 241	1 171	10 890	331	2 600	5 396
1988	24 102	8 090	4 379	1 215	11 236	337	2 653	5 559
1989	24 725	8 249	4 524	1 259	11 562	343	2 727	5 720
1990	25 352	8 430	4 676	1 304	11 894	349	2 798	5 889
1991	25 983	8 671	4 834	1 323	12 261	356	2 870	6 046
1992	26 618	8 960	4 998	1 342	12 636	362	2 946	6 218
1993	27 257	9 232	5 167	1 360	13 017	369	3 032	6 402
1994	27 898	9 494	5 342	1 379	13 405	375	3 117	6 590
1995	28 539	9 877	5 523	1 397	13 800	381	3 183	6 784
1996	29 183	10 250	5 710	1 415	14 202	388	3 243	6 977
1997	29 830	10 549	5 902	1 432	14 611	394	3 308	7 166
1998	30 481	10 865	6 101	1 448	15 029	400	3 376	7 360

Tableau C4–a. **Population de 57 pays d'Afrique, estimations annuelles, 1950–98**
(milliers d'habitants en milieu d'année)

	Comores	*Congo*	*Côte d'Ivoire*	*Djibouti*	*Égypte*	*Gabon*	*Gambie*	*Ghana*
1950	148	768	2 860	60	21 198	416	305	5 297
1951	151	781	2 918	62	21 704	418	313	5 437
1952	154	794	2 977	63	22 223	421	321	5 581
1953	157	809	3 037	65	22 755	423	329	5 731
1954	160	824	3 099	66	23 299	426	337	5 887
1955	164	840	3 164	68	23 856	429	346	6 049
1956	167	856	3 231	70	24 426	432	354	6 217
1957	171	874	3 300	72	25 010	435	363	6 391
1958	175	892	3 374	74	25 608	438	372	6 573
1959	179	911	3 463	76	26 220	442	381	6 761
1960	183	931	3 576	78	26 847	446	391	6 958
1961	187	952	3 700	84	27 523	450	401	7 154
1962	192	974	3 832	90	28 173	456	411	7 355
1963	196	996	3 985	96	28 821	461	421	7 564
1964	201	1 020	4 148	103	29 533	468	432	7 782
1965	206	1 044	4 327	111	30 265	474	443	8 010
1966	212	1 070	4 527	119	30 986	482	454	8 245
1967	217	1 097	4 745	128	31 681	489	465	8 490
1968	223	1 124	4 984	137	32 338	497	477	8 744
1969	230	1 153	5 235	147	32 966	504	489	9 009
1970	236	1 183	5 504	158	33 574	514	502	8 789
1971	243	1 214	5 786	169	34 184	525	515	9 040
1972	250	1 246	6 072	179	34 807	536	529	9 306
1973	257	1 279	6 352	189	35 480	557	546	9 583
1974	265	1 314	6 622	198	36 216	591	563	9 823
1975	273	1 358	6 889	208	36 952	640	581	10 023
1976	281	1 406	7 151	217	37 737	676	599	10 229
1977	305	1 456	7 419	229	38 754	709	618	10 427
1978	314	1 509	7 692	248	39 940	760	637	10 604
1979	324	1 563	7 973	263	41 123	786	656	10 753
1980	334	1 620	8 261	279	42 441	808	676	10 880
1981	341	1 680	8 558	294	43 941	854	696	11 027
1982	349	1 742	8 866	306	45 361	904	717	11 236
1983	357	1 807	9 185	316	46 703	947	739	11 982
1984	366	1 883	9 517	289	48 088	984	767	12 653
1985	375	1 936	9 864	297	49 514	1 015	796	13 050
1986	385	1 989	10 221	305	50 974	1 037	827	13 597
1987	395	2 043	10 585	312	52 252	1 050	859	13 985
1988	406	2 097	10 956	329	53 487	1 059	893	14 379
1989	417	2 151	11 362	353	54 704	1 068	928	14 778
1990	429	2 206	11 904	370	56 106	1 078	964	15 190
1991	441	2 261	12 430	381	57 512	1 090	1 001	15 614
1992	454	2 315	12 796	391	58 723	1 106	1 040	16 039
1993	468	2 371	13 223	402	59 929	1 123	1 080	16 461
1994	482	2 427	13 731	413	61 150	1 139	1 121	16 878
1995	497	2 484	14 204	421	62 374	1 156	1 163	17 291
1996	513	2 542	14 653	428	63 599	1 173	1 205	17 698
1997	529	2 600	15 075	434	64 824	1 190	1 248	18 101
1998	546	2 658	15 446	441	66 050	1 208	1 292	18 497

Tableau C4–a. **Population de 57 pays d'Afrique, estimations annuelles, 1950–98**
(milliers d'habitants en milieu d'année)

	Kenya	*Liberia*	*Madagascar*	*Mali*	*Mauritanie*	*Maurice*	*Maroc*	*Mozambique*
1950	6 121	824	4 620	3 688	1 006	481	9 343	6 250
1951	6 289	843	4 690	3 761	1 014	499	9 634	6 346
1952	6 464	863	4 763	3 835	1 023	517	9 939	6 446
1953	6 646	884	4 839	3 911	1 032	536	10 206	6 552
1954	6 836	906	4 919	3 988	1 042	554	10 487	6 664
1955	7 034	928	5 003	4 067	1 053	572	10 782	6 782
1956	7 240	952	5 090	4 148	1 065	592	11 089	6 906
1957	7 455	976	5 182	4 230	1 077	610	11 406	7 038
1958	7 679	1 001	5 277	4 314	1 090	628	11 735	7 177
1959	7 913	1 028	5 378	4 399	1 103	645	12 074	7 321
1960	8 157	1 055	5 482	4 486	1 117	663	12 423	7 472
1961	8 412	1 083	5 590	4 576	1 132	681	12 736	7 628
1962	8 679	1 113	5 703	4 668	1 147	701	13 057	7 789
1963	8 957	1 144	5 821	4 763	1 162	715	13 385	7 957
1964	9 248	1 175	5 944	4 862	1 178	736	13 722	8 127
1965	9 549	1 209	6 070	4 963	1 195	756	14 066	8 301
1966	9 864	1 243	6 200	5 068	1 212	774	14 415	8 486
1967	10 192	1 279	6 335	5 177	1 231	789	14 770	8 681
1968	10 532	1 317	6 473	5 289	1 249	804	15 137	8 884
1969	10 888	1 356	6 616	5 405	1 269	816	15 517	9 093
1970	11 272	1 397	6 766	5 525	1 289	830	15 909	9 304
1971	11 685	1 439	6 920	5 649	1 311	841	16 313	9 539
1972	12 126	1 483	7 082	5 777	1 333	851	16 661	9 810
1973	12 594	1 528	7 250	5 909	1 356	861	16 998	10 088
1974	13 090	1 575	7 424	6 046	1 380	873	17 335	10 370
1975	13 615	1 625	7 604	6 188	1 404	885	17 687	10 433
1976	14 171	1 675	7 805	6 334	1 430	898	18 043	10 770
1977	14 762	1 728	8 007	6 422	1 457	913	18 397	11 128
1978	15 386	1 783	8 217	6 517	1 485	929	18 758	11 466
1979	16 045	1 840	8 443	6 620	1 516	947	19 126	11 828
1980	16 685	1 900	8 678	6 731	1 550	964	19 487	12 103
1981	17 341	1 961	8 922	6 849	1 585	979	19 846	12 450
1982	18 015	2 025	9 174	6 975	1 622	992	20 199	12 794
1983	18 707	2 092	9 436	7 110	1 661	1 002	20 740	13 137
1984	19 419	2 161	9 706	7 255	1 702	1 012	21 296	13 487
1985	20 149	2 233	9 987	7 408	1 745	1 022	21 857	13 839
1986	20 890	2 308	10 277	7 569	1 791	1 032	22 422	14 122
1987	21 620	2 386	10 577	7 738	1 838	1 043	22 987	14 066
1988	22 330	2 467	10 885	7 884	1 888	1 052	23 555	13 882
1989	23 016	2 551	11 201	8 051	1 932	1 063	24 122	13 906
1990	23 674	2 265	11 525	8 231	1 979	1 074	24 685	14 056
1991	24 493	2 005	11 858	8 417	2 035	1 085	25 242	14 293
1992	25 410	2 145	12 201	8 574	2 113	1 096	25 797	14 522
1993	26 071	2 271	12 555	8 732	2 198	1 107	26 352	15 047
1994	26 496	2 304	12 917	8 930	2 272	1 118	26 907	16 159
1995	26 864	2 282	13 289	9 182	2 334	1 128	27 461	17 150
1996	27 316	2 397	13 671	9 485	2 389	1 140	28 013	17 694
1997	27 839	2 602	14 062	9 789	2 449	1 154	28 565	18 165
1998	28 337	2 772	14 463	10 109	2 511	1 168	29 114	18 641

Tableau C4–a. **Population de 57 pays d'Afrique, estimations annuelles, 1950–98**
(milliers d'habitants en milieu d'année)

	Namibie	*Niger*	*Nigeria*	*Réunion*	*Rwanda*	*Sénégal*	*Seychelles*	*Sierra Leone*
1950	464	2 482	31 797	244	2 439	2 654	33	2 087
1951	475	2 538	32 449	251	2 486	2 703	33	2 115
1952	486	2 597	33 119	258	2 535	2 756	33	2 143
1953	497	2 659	33 809	266	2 587	2 810	34	2 172
1954	509	2 723	34 518	274	2 641	2 867	35	2 202
1955	522	2 790	35 248	286	2 698	2 927	36	2 233
1956	535	2 859	36 000	296	2 759	2 989	38	2 264
1957	548	2 931	36 774	309	2 822	3 055	38	2 296
1958	562	3 007	37 569	318	2 889	3 123	39	2 328
1959	576	3 085	38 388	327	2 959	3 195	40	2 362
1960	591	3 168	39 230	338	3 032	3 270	42	2 396
1961	606	3 253	40 096	348	3 046	3 348	43	2 432
1962	621	3 343	40 989	359	3 051	3 430	44	2 468
1963	637	3 437	41 908	371	3 129	3 516	45	2 505
1964	654	3 533	42 854	384	3 184	3 636	47	2 543
1965	671	3 633	43 829	393	3 265	3 744	48	2 582
1966	689	3 735	44 838	403	3 358	3 857	49	2 622
1967	707	3 842	45 887	414	3 451	3 966	50	2 662
1968	725	3 951	46 977	425	3 548	4 074	51	2 704
1969	745	4 064	48 110	436	3 657	4 193	53	2 746
1970	765	4 182	49 309	445	3 769	4 318	54	2 789
1971	786	4 303	50 540	453	3 880	4 450	56	2 834
1972	808	4 429	51 796	462	3 992	4 589	57	2 879
1973	831	4 559	53 121	469	4 110	4 727	58	2 925
1974	854	4 695	54 600	475	4 226	4 872	59	2 974
1975	879	4 836	56 224	481	4 357	4 989	61	3 027
1976	905	4 984	57 901	487	4 502	5 101	62	3 084
1977	923	5 139	59 657	492	4 657	5 232	63	3 142
1978	935	5 294	61 533	497	4 819	5 366	64	3 203
1979	955	5 459	63 548	502	4 991	5 501	65	3 267
1980	975	5 629	65 699	507	5 170	5 640	66	3 333
1981	988	5 806	67 905	512	5 362	5 783	68	3 403
1982	1 011	5 988	70 094	518	5 583	5 931	68	3 476
1983	1 045	6 189	71 202	523	5 802	6 083	69	3 553
1984	1 080	6 389	72 597	533	5 984	6 240	70	3 634
1985	1 116	6 589	74 697	542	6 157	6 402	71	3 719
1986	1 154	6 802	76 558	552	6 335	6 569	71	3 809
1987	1 196	7 016	78 892	563	6 539	6 742	72	3 904
1988	1 256	7 237	81 330	575	6 759	6 920	72	4 003
1989	1 339	7 436	83 874	588	6 968	7 159	73	4 109
1990	1 409	7 644	86 530	600	7 161	7 408	73	4 283
1991	1 438	7 863	89 263	613	7 359	7 667	74	4 407
1992	1 464	8 093	92 057	626	7 547	7 935	75	4 348
1993	1 491	8 333	94 934	640	7 721	8 211	76	4 318
1994	1 518	8 583	97 900	653	6 682	8 497	76	4 434
1995	1 544	8 844	100 959	666	5 980	8 790	77	4 589
1996	1 570	9 113	104 095	679	6 273	9 093	78	4 734
1997	1 596	9 389	107 286	692	7 718	9 404	78	4 892
1998	1 622	9 672	110 532	705	7 956	9 723	79	5 080

Tableau C4–a. **Population de 57 pays d'Afrique, estimations annuelles, 1950–98**
(milliers d'habitants en milieu d'année)

	Somalie	*Afrique du Sud*	*Soudan*	*Swaziland*	*Tanzanie*	*Togo*	*Tunisie*	*Ouganda*
1950	2 438	13 596	8 051	277	8 909	1 172	3 517	5 522
1951	2 482	13 926	8 275	284	9 061	1 195	3 583	5 671
1952	2 527	14 265	8 505	290	9 222	1 219	3 648	5 825
1953	2 574	14 624	8 741	297	9 392	1 244	3 713	5 983
1954	2 623	14 992	8 984	304	9 572	1 271	3 779	6 148
1955	2 673	15 369	9 233	311	9 762	1 298	3 846	6 317
1956	2 726	15 755	9 490	319	9 963	1 327	3 903	6 493
1957	2 780	16 152	9 753	327	10 175	1 357	3 951	6 676
1958	2 837	16 558	10 024	335	10 398	1 389	4 007	6 864
1959	2 895	16 975	10 303	343	10 632	1 422	4 075	7 059
1960	2 956	17 417	10 589	352	10 876	1 456	4 149	7 262
1961	3 017	17 870	10 882	361	11 135	1 491	4 216	7 472
1962	3 080	18 357	11 183	370	11 409	1 528	4 287	7 689
1963	3 145	18 857	11 493	380	11 693	1 566	4 374	7 914
1964	3 213	19 371	11 801	389	11 990	1 606	4 468	8 147
1965	3 283	19 898	12 086	399	12 301	1 648	4 566	8 389
1966	3 354	20 440	12 377	410	12 620	1 691	4 676	8 640
1967	3 429	20 997	12 716	421	12 952	1 736	4 787	8 900
1968	3 506	21 569	13 059	432	13 296	1 782	4 894	9 170
1969	3 585	22 157	13 403	443	13 657	1 830	4 996	9 450
1970	3 667	22 740	13 788	455	14 038	1 964	5 099	9 728
1971	3 752	23 338	14 182	467	14 430	2 019	5 198	9 984
1972	3 840	23 936	14 597	480	14 843	2 075	5 304	10 191
1973	3 932	24 549	15 113	493	15 321	2 133	5 426	10 386
1974	4 027	25 179	15 571	507	15 792	2 192	5 556	10 621
1975	4 128	25 815	16 056	521	16 250	2 254	5 704	10 891
1976	4 238	26 468	16 570	536	16 704	2 317	5 859	11 171
1977	4 354	27 130	17 105	551	17 195	2 382	6 005	11 459
1978	4 678	27 809	17 712	566	17 633	2 450	6 136	11 757
1979	5 309	28 506	18 387	585	18 155	2 521	6 280	12 034
1980	5 791	29 252	19 064	607	18 690	2 596	6 443	12 298
1981	5 825	30 018	19 702	625	19 240	2 686	6 606	12 597
1982	5 829	30 829	20 367	641	19 802	2 775	6 734	12 941
1983	6 003	31 664	21 751	661	20 385	2 870	6 860	13 323
1984	6 207	32 523	22 544	682	20 987	2 970	7 185	13 765
1985	6 446	33 406	23 459	705	21 603	3 075	7 362	14 232
1986	6 700	34 156	24 181	728	22 240	3 185	7 545	14 747
1987	6 922	34 894	24 738	762	22 913	3 301	7 725	15 350
1988	6 900	35 640	25 250	792	23 582	3 422	7 895	15 991
1989	6 748	36 406	25 844	813	24 227	3 548	8 053	16 627
1990	6 675	37 191	26 628	840	24 886	3 680	8 207	17 227
1991	6 427	37 962	27 441	867	25 567	3 818	8 364	17 833
1992	6 057	38 746	28 218	894	26 261	3 959	8 522	18 465
1993	6 044	39 481	28 946	916	27 093	4 105	8 680	19 150
1994	6 174	40 165	29 710	912	28 032	4 255	8 831	19 846
1995	6 256	40 864	30 556	909	28 825	4 410	8 972	20 401
1996	6 420	41 551	31 548	928	29 341	4 571	9 108	20 929
1997	6 590	42 209	32 594	947	29 899	4 736	9 245	21 544
1998	6 842	42 835	33 551	966	30 609	4 906	9 380	22 167

Tableau C4–a. **Population de 57 pays d'Afrique, estimations annuelles, 1950–98**
(milliers d'habitants en milieu d'année)

	Zambie	*Zimbabwe*	*Total 42 pays*	*Total 15 autres pays*	*Total 57 pays*
1950	2 553	2 853	178 488	49 852	228 341
1951	2 611	2 951	182 351	50 688	233 039
1952	2 672	3 081	186 396	51 549	237 944
1953	2 734	3 191	190 552	52 435	242 986
1954	2 800	3 307	194 671	53 353	248 024
1955	2 869	3 409	199 069	54 305	253 374
1956	2 941	3 530	203 599	55 295	258 894
1957	3 016	3 646	208 253	56 324	264 577
1958	3 094	3 764	213 064	57 393	270 456
1959	3 173	3 887	218 047	58 500	276 547
1960	3 254	4 011	223 226	59 649	282 876
1961	3 337	4 140	228 354	60 847	289 201
1962	3 421	4 278	233 414	62 239	295 653
1963	3 508	4 412	239 124	63 658	302 782
1964	3 599	4 537	245 137	64 969	310 107
1965	3 694	4 685	251 355	66 351	317 706
1966	3 794	4 836	257 755	67 845	325 600
1967	3 900	4 995	264 369	69 474	333 843
1968	4 009	5 172	271 142	71 171	342 313
1969	4 123	5 353	278 105	72 886	350 991
1970	4 247	5 515	284 921	74 580	359 501
1971	4 368	5 684	292 306	76 320	368 625
1972	4 493	5 861	299 828	78 018	377 846
1973	4 625	6 041	307 751	79 900	387 651
1974	4 761	6 222	315 794	81 900	397 693
1975	4 895	6 403	323 884	84 066	407 950
1976	5 032	6 570	332 681	86 343	419 024
1977	5 176	6 728	342 148	88 376	430 525
1978	5 324	6 866	352 124	90 312	442 436
1979	5 478	6 999	362 794	92 466	455 260
1980	5 638	7 298	373 902	94 355	468 257
1981	5 832	7 574	385 008	96 373	481 381
1982	6 059	7 798	396 330	99 053	495 383
1983	6 311	8 053	408 360	101 796	510 156
1984	6 555	8 320	420 338	104 766	525 104
1985	6 793	8 597	433 006	107 334	540 340
1986	7 054	8 881	445 493	110 258	555 751
1987	7 314	9 189	457 793	113 875	571 668
1988	7 543	9 493	469 784	117 903	587 687
1989	7 754	9 745	482 024	122 038	604 062
1990	7 957	9 958	494 785	125 980	620 765
1991	8 158	10 157	507 781	129 957	637 738
1992	8 361	10 365	520 795	133 548	654 343
1993	8 561	10 556	534 482	137 169	671 651
1994	8 762	10 612	547 686	140 488	688 174
1995	8 915	10 646	560 972	144 585	705 557
1996	9 068	10 778	575 156	147 594	722 750
1997	9 265	10 915	590 817	150 790	741 607
1998	9 461	11 044	605 442	154 512	759 955

Tableau C4–b. **PIB de 57 pays d'Afrique, estimations annuelles, 1950–98**
(millions de dollars internationaux Geary–Khamis de 1990)

	Algérie	*Angola*	*Bénin*	*Botswana*	*Cameroun*	*Cap Vert*	*République Centrafricaine*	*Tchad*
1950	12 136	4 331	1 813	150	3 279	66	972	1 240
1951	12 221	4 491	1 813	155	3 401	69	1 008	1 286
1952	12 767	4 660	1 813	159	3 525	71	1 045	1 333
1953	13 046	4 833	1 762	164	3 653	75	1 083	1 381
1954	13 811	4 703	1 813	169	3 788	76	1 123	1 432
1955	14 224	5 080	1 813	174	3 929	78	1 165	1 485
1956	15 619	4 985	1 813	179	4 073	82	1 207	1 540
1957	17 391	5 461	1 813	184	4 224	81	1 252	1 597
1958	18 022	5 751	1 880	189	4 381	83	1 299	1 657
1959	21 323	5 777	1 950	195	4 542	93	1 346	1 717
1960	22 780	6 011	2 010	200	4 666	100	1 358	1 730
1961	20 013	6 635	2 075	207	4 722	107	1 409	1 753
1962	15 765	6 444	2 005	213	4 867	113	1 373	1 846
1963	19 928	6 791	2 097	220	5 047	120	1 369	1 819
1964	20 971	7 587	2 240	228	5 227	127	1 391	1 773
1965	22 367	8 194	2 356	235	5 332	133	1 409	1 783
1966	21 287	8 635	2 443	258	5 581	140	1 420	1 752
1967	23 277	9 064	2 467	284	5 736	147	1 487	1 764
1968	25 996	8 947	2 561	313	6 109	153	1 494	1 756
1969	28 484	9 255	2 637	344	6 411	160	1 565	1 876
1970	31 336	9 909	2 692	378	6 605	166	1 638	1 912
1971	28 666	9 943	2 704	448	6 801	155	1 590	1 948
1972	34 685	10 091	2 942	592	7 096	148	1 557	1 815
1973	35 814	10 784	3 011	722	7 201	147	1 627	1 726
1974	37 999	10 242	2 784	873	7 523	143	1 580	1 963
1975	40 705	6 314	2 904	862	7 910	147	1 609	2 301
1976	43 387	5 669	3 029	1 024	8 061	147	1 679	2 267
1977	47 319	5 799	3 199	1 061	8 520	148	1 816	2 098
1978	53 387	6 037	3 301	1 264	8 985	164	1 848	2 088
1979	58 193	6 184	3 565	1 391	9 474	182	1 745	1 640
1980	59 273	6 483	3 901	1 589	10 441	249	1 730	1 541
1981	60 766	6 353	4 122	1 736	12 222	271	1 757	1 557
1982	64 662	6 050	4 566	1 865	13 147	279	1 790	1 640
1983	68 012	5 851	4 366	2 159	14 068	306	1 681	1 897
1984	71 774	5 881	4 713	2 400	15 170	317	1 803	1 937
1985	75 512	5 911	5 068	2 577	16 528	345	1 826	2 361
1986	74 747	5 379	5 182	2 773	17 722	355	1 859	2 264
1987	74 225	5 985	5 104	3 017	16 839	380	1 812	2 208
1988	72 672	6 843	5 258	3 492	16 072	392	1 845	2 551
1989	75 123	6 959	5 144	3 944	14 632	413	1 913	2 698
1990	73 934	7 202	5 347	4 178	14 393	430	1 982	2 537
1991	73 047	7 252	5 598	4 379	13 846	283	1 970	2 801
1992	74 216	7 180	5 822	4 510	13 417	231	1 844	2 868
1993	72 583	5 241	6 026	4 600	12 987	434	1 850	2 816
1994	71 784	5 315	6 291	4 757	12 663	490	1 940	2 977
1995	74 584	5 915	6 581	4 980	13 081	500	2 057	3 004
1996	77 418	6 607	6 942	5 324	13 735	513	1 989	3 115
1997	78 270	7 043	7 338	5 739	14 435	525	2 102	3 243
1998	81 948	7 029	7 668	6 083	15 157	544	2 203	3 463

Tableau C4–b. **PIB de 57 pays d'Afrique, estimations annuelles, 1950–98**
(millions de dollars internationaux Geary–Khamis de 1990)

	Comores	*Congo*	*Côte d'Ivoire*	*Djibouti*	*Egypte*	*Gabon*	*Gambie*	*Ghana*
1950	83	990	2 977	90	15 224	1 292	165	5 943
1951	88	1 027	3 087	95	15 498	1 340	174	6 163
1952	90	1 064	3 201	98	15 788	1 389	180	6 050
1953	94	1 103	3 317	102	16 062	1 440	187	6 888
1954	99	1 144	3 439	108	16 351	1 493	197	7 755
1955	102	1 186	3 567	111	16 655	1 548	203	7 256
1956	106	1 230	3 698	115	17 447	1 605	211	7 684
1957	110	1 275	3 835	120	18 269	1 665	219	7 933
1958	113	1 323	3 978	123	19 137	1 727	225	7 803
1959	120	1 372	4 123	130	20 050	1 791	238	8 932
1960	130	1 419	4 493	139	21 010	1 866	254	9 591
1961	132	1 465	4 912	150	22 395	2 090	296	9 930
1962	144	1 513	5 130	158	23 887	2 153	292	10 412
1963	174	1 563	5 972	171	25 485	2 229	294	10 774
1964	188	1 616	7 041	182	27 191	2 268	314	11 006
1965	188	1 670	6 886	194	28 987	2 306	348	11 154
1966	208	1 757	7 431	209	29 155	2 409	406	11 166
1967	217	1 850	7 538	224	28 789	2 508	421	11 368
1968	218	1 948	8 714	239	29 246	2 572	427	11 529
1969	221	2 050	9 098	256	31 255	2 780	473	11 939
1970	238	2 158	10 087	327	33 235	3 020	426	12 515
1971	280	2 333	10 593	361	34 620	3 330	475	13 514
1972	258	2 523	11 179	385	35 275	3 708	509	13 109
1973	229	2 727	12 064	412	36 249	4 086	533	13 484
1974	279	2 947	12 412	412	37 634	5 699	638	14 411
1975	219	3 185	12 400	430	41 441	6 090	598	12 616
1976	194	3 199	13 886	468	47 850	8 487	668	12 171
1977	190	2 934	14 541	410	54 092	6 732	701	12 450
1978	197	2 883	15 982	427	58 248	4 883	665	13 508
1979	202	3 323	16 282	444	62 846	4 814	773	13 163
1980	215	3 891	17 539	464	69 636	4 837	697	12 747
1981	226	4 697	18 152	491	72 407	4 780	691	12 765
1982	235	5 072	18 188	513	80 141	4 685	779	11 879
1983	244	5 327	17 479	519	86 307	4 756	685	11 339
1984	252	5 667	16 902	521	91 574	4 946	665	12 319
1985	259	5 412	17 732	521	97 618	4 846	609	12 943
1986	266	5 044	18 262	521	100 191	4 603	641	13 621
1987	277	5 079	17 970	521	102 718	4 005	676	14 274
1988	289	5 089	17 646	521	107 027	4 086	747	15 077
1989	290	5 277	17 542	526	110 239	4 261	799	15 843
1990	294	5 394	16 330	530	112 873	4 500	833	16 372
1991	278	5 523	16 330	533	109 261	4 775	851	17 240
1992	302	5 667	16 297	532	112 867	4 617	889	17 912
1993	311	5 610	16 265	511	114 673	4 728	943	18 808
1994	294	5 302	16 590	496	117 998	4 888	979	19 522
1995	283	5 514	17 768	478	120 948	5 231	942	20 401
1996	282	5 861	18 976	460	126 995	5 497	992	21 115
1997	282	5 750	20 115	464	133 345	5 789	999	22 002
1998	285	5 951	21 201	467	140 546	5 901	1 098	23 014

Tableau C4–b. **PIB de 57 pays d'Afrique, estimations annuelles, 1950–98**
(millions de dollars internationaux Geary–Khamis de 1990)

	Kenya	*Liberia*	*Madagascar*	*Mali*	*Mauritanie*	*Maurice*	*Maroc*	*Mozambique*
1950	3 982	869	4 394	1 685	467	1 198	13 598	7 084
1951	4 851	919	4 557	1 747	484	1 267	14 046	7 332
1952	4 313	947	4 724	1 811	502	1 306	14 509	7 594
1953	4 205	984	4 895	1 879	520	1 356	14 987	7 857
1954	4 695	1 039	5 075	1 946	539	1 433	15 481	8 041
1955	5 050	1 073	5 264	2 018	559	1 479	15 991	8 537
1956	5 329	1 113	5 457	2 093	580	1 535	16 093	8 579
1957	5 504	1 155	5 660	2 170	601	1 594	16 195	8 770
1958	5 563	1 188	5 870	2 249	623	1 638	16 299	9 188
1959	5 699	1 257	6 086	2 333	647	1 733	16 402	9 684
1960	5 918	1 297	6 169	2 399	698	1 842	16 507	9 918
1961	5 775	1 328	6 297	2 414	817	2 261	17 085	10 202
1962	6 085	1 345	6 442	2 428	799	2 278	17 684	10 903
1963	6 392	1 377	6 380	2 591	750	2 595	18 303	10 513
1964	7 013	1 447	6 635	2 714	974	2 417	18 944	10 967
1965	7 093	1 472	6 604	2 753	1 109	2 495	19 608	11 215
1966	8 005	1 751	6 741	2 869	1 115	2 406	20 700	11 576
1967	8 419	1 740	7 114	2 964	1 154	2 510	21 853	12 369
1968	9 028	1 823	7 597	3 075	1 256	2 338	23 071	13 758
1969	9 590	1 955	7 883	3 060	1 237	2 453	24 356	15 394
1970	10 291	2 083	8 296	3 248	1 365	2 443	25 713	16 216
1971	10 944	2 186	8 621	3 361	1 378	2 563	27 154	17 321
1972	11 509	2 269	8 511	3 535	1 396	2 817	27 807	17 881
1973	12 107	2 212	8 292	3 449	1 309	3 169	28 800	18 894
1974	12 704	2 375	8 459	3 365	1 443	3 511	30 351	17 463
1975	12 652	2 017	8 564	3 831	1 351	3 514	32 385	14 643
1976	13 162	2 096	8 300	4 352	1 459	4 086	35 950	13 942
1977	14 369	2 079	8 498	4 648	1 440	4 353	37 711	14 055
1978	15 663	2 161	8 274	4 524	1 434	4 520	38 808	14 162
1979	16 252	2 257	9 087	5 612	1 500	4 679	40 584	14 367
1980	17 160	2 149	9 157	4 953	1 560	4 208	44 278	14 771
1981	17 555	2 197	8 366	4 787	1 619	4 455	43 054	15 040
1982	18 614	2 134	8 213	4 512	1 586	4 701	47 203	14 629
1983	18 729	2 119	8 278	4 711	1 663	4 719	46 930	13 581
1984	19 056	2 100	7 975	4 918	1 543	4 940	48 894	13 212
1985	19 876	2 071	8 155	5 029	1 587	5 285	51 955	12 022
1986	21 302	2 131	8 213	5 348	1 676	5 817	56 023	12 199
1987	22 569	2 189	8 393	5 449	1 727	6 408	54 762	12 639
1988	23 927	2 189	8 525	5 440	1 792	6 844	60 367	13 361
1989	25 018	2 216	8 867	5 995	1 852	7 145	61 748	13 900
1990	26 093	2 245	9 210	6 040	1 825	7 652	64 082	14 105
1991	26 458	2 281	8 630	5 986	1 872	8 142	68 504	14 796
1992	26 247	2 321	8 733	6 488	1 904	8 533	65 764	13 598
1993	26 352	2 374	8 917	6 333	2 009	9 104	65 106	14 781
1994	27 037	2 426	8 917	6 472	2 101	9 496	71 877	15 889
1995	28 226	2 492	9 068	6 886	2 196	9 828	67 133	16 572
1996	29 384	2 541	9 259	7 162	2 299	10 329	75 256	17 749
1997	30 001	2 555	9 601	7 642	2 410	10 897	73 751	19 755
1998	30 451	2 580	9 976	7 917	2 494	11 508	78 397	22 125

Tableau C4–b. **PIB de 57 pays d'Afrique, estimations annuelles, 1950–98**
(millions de dollars internationaux Geary–Khamis de 1990)

	Namibie	*Niger*	*Nigeria*	*Réunion*	*Rwanda*	*Sénégal*	*Seychelles*	*Sierra Leone*
1950	1 002	2 018	23 933	485	1 334	3 341	63	1 370
1951	1 033	2 093	25 728	512	1 410	3 464	67	1 448
1952	1 065	2 170	27 571	528	1 454	3 591	69	1 493
1953	1 106	2 248	28 217	549	1 510	3 721	71	1 550
1954	1 168	2 331	30 299	580	1 596	3 858	75	1 638
1955	1 206	2 418	31 089	598	1 646	4 002	78	1 696
1956	1 251	2 507	30 371	621	1 709	4 149	81	1 760
1957	1 299	2 600	31 615	645	1 773	4 303	84	1 826
1958	1 335	2 697	31 256	663	1 824	4 463	86	1 878
1959	1 412	2 797	32 621	701	1 929	4 627	91	1 986
1960	1 545	2 977	34 081	756	1 989	4 724	99	2 050
1961	1 562	3 100	35 229	796	1 904	4 937	94	2 087
1962	1 783	3 427	37 240	859	2 120	5 101	101	2 182
1963	1 961	3 766	40 734	925	1 912	5 298	111	2 219
1964	2 279	3 776	42 481	1 004	1 673	5 452	116	2 245
1965	2 433	4 061	45 353	1 101	1 790	5 656	116	2 405
1966	2 526	4 010	43 893	1 170	1 916	5 816	119	2 559
1967	2 424	4 029	37 072	1 256	2 051	5 746	119	2 542
1968	2 444	4 061	36 665	1 347	2 193	6 107	129	2 791
1969	2 529	3 940	46 502	1 477	2 435	5 709	129	3 045
1970	2 540	4 061	60 814	1 540	2 702	6 197	139	3 149
1971	2 627	4 291	67 970	1 575	2 734	6 187	162	3 120
1972	2 783	4 069	70 530	1 757	2 742	6 588	172	3 086
1973	2 895	3 377	76 585	1 771	2 826	6 217	187	3 180
1974	3 021	3 671	85 465	1 876	2 959	6 478	190	3 309
1975	3 052	3 570	82 904	1 838	3 510	6 965	197	3 408
1976	3 221	3 595	91 927	1 636	3 450	7 587	217	3 305
1977	3 424	3 873	95 277	1 603	3 629	7 383	234	3 353
1978	3 651	4 394	89 653	1 730	3 985	7 092	250	3 363
1979	3 806	4 709	95 852	1 815	4 360	7 590	292	3 554
1980	3 986	4 937	97 646	1 869	4 892	7 339	284	3 721
1981	4 110	4 995	89 820	1 913	5 210	7 283	265	3 951
1982	4 164	4 935	89 007	2 057	5 646	8 388	260	4 019
1983	4 057	4 844	83 000	2 157	5 984	8 602	255	3 961
1984	4 006	4 025	79 290	2 181	5 730	8 205	265	4 014
1985	4 023	4 095	86 302	2 205	5 982	8 515	290	3 904
1986	4 147	4 283	87 930	2 230	6 309	8 926	297	3 767
1987	4 268	4 130	87 284	2 248	6 261	9 290	311	3 965
1988	4 368	4 362	95 947	2 383	6 046	9 765	325	4 072
1989	4 738	4 368	102 146	2 454	6 168	9 598	343	4 164
1990	4 619	4 289	107 459	2 694	6 125	10 032	366	4 335
1991	4 882	4 396	113 907	2 863	5 862	9 992	376	3 988
1992	5 346	4 110	116 868	2 863	6 248	10 212	402	3 605
1993	5 239	4 168	119 439	2 863	5 730	9 987	428	3 609
1994	5 590	4 335	118 723	2 863	2 951	10 277	425	3 735
1995	5 780	4 447	121 809	2 863	3 919	10 842	422	3 362
1996	5 948	4 599	129 605	3 012	4 538	11 406	442	3 530
1997	6 055	4 750	133 623	3 136	5 119	11 976	461	2 817
1998	6 158	5 149	136 162	3 174	5 605	12 659	471	2 837

Tableau C4–b. **PIB par habitant de 57 pays d'Afrique, estimations annuelles, 1950–98**
(dollars internationaux Geary–Khamis de 1990)

	Somalie	*Afrique du Sud*	*Soudan*	*Swaziland*	*Tanzanie*	*Togo*	*Tunisie*	*Ouganda*
1950	2 576	34 465	6 609	200	3 362	673	3 920	3 793
1951	2 724	36 085	6 926	211	3 786	698	3 963	3 641
1952	2 810	37 360	7 270	218	3 863	723	4 450	3 868
1953	2 915	39 117	7 613	226	3 725	749	4 618	4 039
1954	3 083	41 427	7 983	239	4 028	777	4 720	3 982
1955	3 183	43 494	8 373	247	4 125	806	4 477	4 244
1956	3 301	45 907	9 259	256	4 176	836	4 775	4 479
1957	3 425	47 665	9 133	266	4 277	867	4 579	4 673
1958	3 520	48 664	9 510	273	4 314	899	5 175	4 703
1959	3 726	50 835	10 640	289	4 525	932	4 959	4 942
1960	3 775	52 972	10 838	329	4 710	1 016	5 571	5 177
1961	3 956	55 247	10 838	371	4 657	1 085	6 053	5 124
1962	4 130	58 349	11 592	449	5 080	1 125	5 912	5 332
1963	4 290	62 622	11 261	475	5 400	1 181	6 806	5 943
1964	3 826	66 827	11 142	545	5 695	1 351	7 100	6 394
1965	3 572	70 825	11 896	630	5 901	1 535	7 547	6 535
1966	4 079	73 892	11 717	657	6 657	1 676	7 735	6 941
1967	4 313	78 959	11 354	719	6 926	1 769	7 684	7 312
1968	4 388	82 371	12 048	686	7 282	1 859	8 491	7 498
1969	3 840	87 437	12 781	715	7 417	2 060	8 793	8 325
1970	4 174	91 986	12 246	926	7 847	2 112	9 315	8 450
1971	4 282	96 501	13 092	942	8 177	2 262	10 302	8 700
1972	4 717	98 362	12 814	1 057	8 725	2 340	12 129	8 757
1973	4 625	102 498	11 783	1 114	9 007	2 245	12 051	8 704
1974	3 682	108 254	12 966	1 238	9 216	2 340	13 019	8 719
1975	4 960	110 253	14 612	1 282	9 693	2 326	13 952	8 541
1976	4 944	112 941	17 302	1 324	10 386	2 315	15 054	8 606
1977	6 185	112 734	19 932	1 364	10 678	2 441	15 567	8 738
1978	6 500	116 077	19 621	1 399	10 987	2 689	16 571	8 260
1979	6 270	120 627	17 586	1 424	11 122	2 851	17 657	7 350
1980	6 005	128 416	17 758	1 466	11 216	2 721	18 966	7 100
1981	6 482	135 171	18 128	1 566	11 092	2 551	20 013	7 373
1982	6 716	134 619	20 421	1 656	11 236	2 453	19 915	7 980
1983	6 098	132 172	20 844	1 664	11 186	2 320	20 848	8 571
1984	6 306	138 893	19 800	1 698	11 465	2 389	22 040	7 843
1985	6 816	137 239	18 557	1 804	11 438	2 502	23 279	7 999
1986	7 056	137 307	19 291	1 872	11 811	2 580	22 918	8 025
1987	7 409	140 099	19 720	2 031	12 413	2 616	24 451	8 533
1988	7 359	145 855	19 952	1 984	12 937	2 733	24 478	9 148
1989	7 349	148 888	21 518	2 111	13 371	2 834	25 384	9 815
1990	7 231	147 509	19 793	2 154	13 852	2 805	27 387	10 206
1991	6 505	146 034	21 179	2 208	14 143	2 785	28 455	10 308
1992	5 536	142 967	22 280	2 237	14 228	2 674	30 675	10 628
1993	5 536	144 683	22 904	2 310	14 398	2 235	31 349	11 520
1994	5 701	149 313	24 118	2 391	14 629	2 611	32 384	12 131
1995	5 867	153 941	25 179	2 463	15 155	2 789	33 161	13 405
1996	6 048	160 407	26 362	2 552	15 837	3 059	35 482	14 490
1997	6 044	164 417	28 128	2 646	16 392	3 191	37 399	15 244
1998	6 044	165 239	29 535	2 699	16 933	3 159	39 306	16 082

Tableau C4–b. **PIB de 57 pays d'Afrique, estimations annuelles, 1950–98**
(millions de dollars internationaux Geary–Khamis de 1990)

	Zambie	*Zimbabwe*	*Total 42 pays*	*Total 15 autres pays*	*Total 57 pays*
1950	1 687	2 000	176 858	17 709	194 568
1951	1 795	2 130	184 831	18 968	203 798
1952	1 910	2 232	191 583	20 059	211 642
1953	2 032	2 424	198 303	21 072	219 375
1954	2 161	2 554	208 248	21 873	230 121
1955	2 111	2 756	215 096	22 965	238 060
1956	2 362	3 148	223 320	24 392	247 712
1957	2 465	3 368	231 939	24 971	256 911
1958	2 401	3 412	237 382	25 267	262 649
1959	2 902	3 596	251 054	26 221	277 275
1960	3 123	3 762	261 999	27 609	289 608
1961	3 130	3 956	268 595	27 166	295 761
1962	3 096	4 016	276 171	30 854	307 024
1963	3 164	3 976	295 000	33 783	328 783
1964	3 586	4 326	310 279	36 203	346 482
1965	4 239	4 608	326 095	39 309	365 404
1966	4 007	4 678	333 469	42 439	375 908
1967	4 318	5 068	338 924	44 622	383 546
1968	4 379	5 168	354 074	49 389	403 463
1969	4 355	5 812	382 032	53 292	435 325
1970	4 562	7 072	416 129	55 239	471 369
1971	4 561	7 692	436 466	56 113	492 579
1972	4 979	8 342	455 548	55 180	510 728
1973	4 930	8 594	471 638	57 549	529 186
1974	5 332	8 810	497 754	56 400	554 154
1975	5 124	8 890	503 766	56 651	560 418
1976	5 426	8 816	537 581	59 988	597 569
1977	5 163	8 108	558 850	62 738	621 588
1978	5 195	8 338	573 167	63 348	636 515
1979	5 037	8 338	598 798	67 113	665 911
1980	5 190	9 288	626 270	68 617	694 886
1981	5 509	10 454	635 952	65 439	701 392
1982	5 354	10 726	656 633	65 340	721 973
1983	5 249	10 896	658 433	66 285	724 718
1984	5 231	10 688	673 549	65 872	739 421
1985	5 317	11 430	697 747	64 757	762 503
1986	5 354	11 732	711 972	66 283	778 255
1987	5 497	11 588	721 343	68 259	789 602
1988	5 841	12 672	752 279	69 913	822 192
1989	5 900	13 498	776 990	70 750	847 740
1990	6 432	13 766	789 435	70 352	859 787
1991	6 432	14 523	799 473	68 642	868 115
1992	6 323	13 216	803 175	66 447	869 622
1993	6 753	13 388	809 901	67 746	877 647
1994	6 172	14 298	829 146	68 002	897 149
1995	5 906	14 212	850 191	70 894	921 084
1996	6 284	15 250	898 652	75 305	973 958
1997	6 504	15 738	927 690	77 901	1 005 591
1998	6 374	15 990	961 581	77 825	1 039 407

Tableau C4–c. **PIB par habitant de 57 pays d'Afrique, estimations annuelles, 1950–98**
(dollars internationaux Geary–Khamis de 1990)

	Algérie	*Angola*	*Bénin*	*Botswana*	*Cameroun*	*Cap Vert*	*République Centrafricaine*	*Tchad*
1950	1 365	1 052	1 084	349	671	450	772	476
1951	1 347	1 076	1 063	355	687	455	790	486
1952	1 376	1 101	1 043	359	704	461	809	497
1953	1 369	1 126	994	366	720	467	827	507
1954	1 437	1 079	1 002	372	737	460	845	518
1955	1 445	1 148	982	377	754	463	864	529
1956	1 553	1 110	962	383	771	469	881	540
1957	1 693	1 197	941	388	788	453	899	552
1958	1 719	1 241	956	392	805	449	917	563
1959	1 994	1 225	970	399	822	486	934	574
1960	2 088	1 253	978	403	832	508	925	569
1961	1 799	1 396	987	410	829	525	943	566
1962	1 433	1 335	932	415	840	539	901	586
1963	1 768	1 380	952	422	857	553	881	567
1964	1 806	1 510	993	430	872	564	878	542
1965	1 870	1 596	1 020	437	874	575	866	533
1966	1 725	1 660	1 032	473	898	585	844	513
1967	1 824	1 727	1 016	513	905	594	860	505
1968	1 977	1 672	1 029	557	946	602	851	492
1969	2 105	1 691	1 033	601	973	611	877	514
1970	2 249	1 768	1 027	647	982	619	896	512
1971	2 000	1 728	1 006	747	990	566	851	510
1972	2 350	1 712	1 065	956	1 011	536	815	465
1973	2 357	1 789	1 061	1 122	1 003	529	837	432
1974	2 428	1 710	955	1 299	1 024	512	797	480
1975	2 522	1 072	969	1 222	1 052	525	792	550
1976	2 608	952	983	1 380	1 044	520	811	530
1977	2 759	938	1 010	1 355	1 070	518	860	479
1978	3 016	957	1 013	1 534	1 094	567	858	466
1979	3 186	952	1 063	1 609	1 120	622	794	363
1980	3 143	954	1 132	1 760	1 192	841	771	342
1981	3 119	914	1 164	1 853	1 351	904	767	338
1982	3 212	850	1 254	1 919	1 417	916	765	340
1983	3 269	806	1 164	2 140	1 471	988	705	378
1984	3 340	795	1 220	2 291	1 537	1 009	736	383
1985	3 404	781	1 272	2 370	1 620	1 079	726	464
1986	3 272	694	1 261	2 457	1 681	1 091	727	433
1987	3 161	756	1 204	2 576	1 546	1 148	697	409
1988	3 015	846	1 201	2 875	1 430	1 163	695	459
1989	3 038	844	1 137	3 133	1 266	1 205	701	472
1990	2 916	854	1 144	3 204	1 210	1 231	708	431
1991	2 811	836	1 158	3 310	1 129	796	686	463
1992	2 788	801	1 165	3 362	1 062	638	626	461
1993	2 663	568	1 166	3 382	998	1 179	610	440
1994	2 573	560	1 178	3 450	945	1 305	622	452
1995	2 613	599	1 192	3 565	948	1 312	646	443
1996	2 653	645	1 216	3 763	967	1 324	613	446
1997	2 624	668	1 243	4 008	988	1 332	635	452
1998	2 689	647	1 257	4 200	1 008	1 360	653	471

Tableau C4–c. **PIB par habitant de 57 pays d'Afrique, estimations annuelles, 1950–98**
(dollars internationaux Geary–Khamis de 1990)

	Comores	*Congo*	*Côte d'Ivoire*	*Djibouti*	*Égypte*	*Gabon*	*Gambie*	*Ghana*
1950	560	1 289	1 041	1 500	718	3 108	540	1 122
1951	581	1 315	1 058	1 546	714	3 204	557	1 134
1952	587	1 340	1 075	1 554	710	3 302	560	1 084
1953	598	1 364	1 092	1 575	706	3 401	567	1 202
1954	619	1 388	1 110	1 622	702	3 504	584	1 317
1955	625	1 412	1 127	1 632	698	3 611	588	1 200
1956	635	1 436	1 144	1 651	714	3 718	596	1 236
1957	645	1 459	1 162	1 668	730	3 827	604	1 241
1958	649	1 482	1 179	1 665	747	3 939	606	1 187
1959	671	1 506	1 191	1 711	765	4 052	625	1 321
1960	712	1 523	1 256	1 771	783	4 184	650	1 378
1961	703	1 539	1 328	1 783	814	4 639	738	1 388
1962	749	1 553	1 339	1 759	848	4 725	711	1 416
1963	887	1 569	1 499	1 774	884	4 832	698	1 424
1964	932	1 584	1 697	1 758	921	4 851	727	1 414
1965	913	1 599	1 592	1 754	958	4 860	787	1 393
1966	984	1 642	1 642	1 761	941	5 003	896	1 354
1967	999	1 688	1 589	1 758	909	5 130	904	1 339
1968	973	1 732	1 749	1 746	904	5 176	894	1 318
1969	963	1 779	1 738	1 742	948	5 518	965	1 325
1970	1 009	1 825	1 833	2 069	990	5 874	848	1 424
1971	1 154	1 922	1 831	2 142	1 013	6 347	922	1 495
1972	1 032	2 025	1 841	2 150	1 013	6 922	963	1 409
1973	889	2 132	1 899	2 185	1 022	7 337	976	1 407
1974	1 055	2 243	1 874	2 080	1 039	9 635	1 133	1 467
1975	804	2 345	1 800	2 065	1 121	9 521	1 030	1 259
1976	692	2 275	1 942	2 154	1 268	12 549	1 114	1 190
1977	624	2 014	1 960	1 794	1 396	9 497	1 134	1 194
1978	627	1 911	2 078	1 724	1 458	6 426	1 044	1 274
1979	624	2 126	2 042	1 687	1 528	6 124	1 178	1 224
1980	643	2 402	2 123	1 661	1 641	5 990	1 030	1 172
1981	664	2 796	2 121	1 674	1 648	5 596	992	1 158
1982	675	2 912	2 052	1 676	1 767	5 185	1 086	1 057
1983	683	2 948	1 903	1 643	1 848	5 022	926	946
1984	688	3 009	1 776	1 802	1 904	5 025	867	974
1985	691	2 795	1 798	1 756	1 972	4 773	764	992
1986	691	2 535	1 787	1 712	1 966	4 438	775	1 002
1987	701	2 486	1 698	1 669	1 966	3 816	786	1 021
1988	712	2 427	1 611	1 587	2 001	3 860	837	1 048
1989	694	2 453	1 544	1 490	2 015	3 989	862	1 072
1990	685	2 445	1 372	1 432	2 012	4 176	864	1 078
1991	630	2 443	1 314	1 400	1 900	4 379	850	1 104
1992	664	2 448	1 274	1 360	1 922	4 173	855	1 117
1993	664	2 366	1 230	1 272	1 913	4 212	873	1 143
1994	610	2 184	1 208	1 202	1 930	4 292	873	1 157
1995	569	2 219	1 251	1 135	1 939	4 526	810	1 180
1996	549	2 306	1 295	1 077	1 997	4 687	823	1 193
1997	533	2 212	1 334	1 068	2 057	4 864	801	1 216
1998	522	2 239	1 373	1 061	2 128	4 886	850	1 244

Tableau C4–c. **PIB par habitant de 57 pays d'Afrique, estimations annuelles, 1950–98**
(dollars internationaux Geary–Khamis de 1990)

	Kenya	*Liberia*	*Madagascar*	*Mali*	*Mauritanie*	*Maurice*	*Maroc*	*Mozambique*
1950	651	1 055	951	457	464	2 490	1 455	1 133
1951	771	1 090	972	465	477	2 540	1 458	1 155
1952	667	1 097	992	472	490	2 528	1 460	1 178
1953	633	1 113	1 012	480	504	2 530	1 468	1 199
1954	687	1 147	1 032	488	517	2 587	1 476	1 207
1955	718	1 156	1 052	496	531	2 587	1 483	1 259
1956	736	1 170	1 072	504	545	2 594	1 451	1 242
1957	738	1 183	1 092	513	558	2 613	1 420	1 246
1958	725	1 187	1 112	521	572	2 610	1 389	1 280
1959	720	1 223	1 132	530	586	2 685	1 358	1 323
1960	726	1 230	1 125	535	625	2 777	1 329	1 327
1961	686	1 226	1 126	528	722	3 319	1 341	1 337
1962	701	1 209	1 129	520	697	3 249	1 354	1 400
1963	714	1 204	1 096	544	645	3 629	1 367	1 321
1964	758	1 231	1 116	558	827	3 283	1 381	1 349
1965	743	1 218	1 088	555	928	3 302	1 394	1 351
1966	812	1 408	1 087	566	920	3 108	1 436	1 364
1967	826	1 360	1 123	572	938	3 180	1 480	1 425
1968	857	1 384	1 174	581	1 006	2 907	1 524	1 549
1969	881	1 442	1 192	566	975	3 006	1 570	1 693
1970	913	1 492	1 226	588	1 059	2 945	1 616	1 743
1971	937	1 519	1 246	595	1 051	3 047	1 665	1 816
1972	949	1 530	1 202	612	1 047	3 309	1 669	1 823
1973	961	1 447	1 144	584	966	3 680	1 694	1 873
1974	971	1 508	1 139	556	1 046	4 020	1 751	1 684
1975	929	1 242	1 126	619	962	3 969	1 831	1 404
1976	929	1 251	1 063	687	1 020	4 551	1 992	1 295
1977	973	1 203	1 061	724	988	4 768	2 050	1 263
1978	1 018	1 212	1 007	694	965	4 863	2 069	1 235
1979	1 013	1 226	1 076	848	989	4 943	2 122	1 215
1980	1 029	1 131	1 055	736	1 006	4 367	2 272	1 220
1981	1 012	1 120	938	699	1 021	4 550	2 169	1 208
1982	1 033	1 054	895	647	978	4 738	2 337	1 143
1983	1 001	1 013	877	663	1 001	4 708	2 263	1 034
1984	981	972	822	678	906	4 882	2 296	980
1985	986	927	817	679	909	5 173	2 377	869
1986	1 020	923	799	707	936	5 635	2 499	864
1987	1 044	917	793	704	940	6 146	2 382	899
1988	1 071	887	783	690	949	6 504	2 563	962
1989	1 087	869	792	745	958	6 725	2 560	1 000
1990	1 102	991	799	734	922	7 128	2 596	1 003
1991	1 080	1 137	728	711	920	7 505	2 714	1 035
1992	1 033	1 082	716	757	901	7 784	2 549	936
1993	1 011	1 046	710	725	914	8 221	2 471	982
1994	1 020	1 053	690	725	925	8 493	2 671	983
1995	1 051	1 092	682	750	941	8 711	2 445	966
1996	1 076	1 060	677	755	963	9 059	2 686	1 003
1997	1 078	982	683	781	984	9 441	2 582	1 087
1998	1 075	931	690	783	993	9 850	2 693	1 187

Tableau C4–c. **PIB par habitant de 57 pays d'Afrique, estimations annuelles, 1950–98**
(dollars internationaux Geary–Khamis de 1990)

	Namibie	*Niger*	*Nigeria*	*Réunion*	*Rwanda*	*Sénégal*	*Seychelles*	*Sierra Leone*
1950	2 160	813	753	1 989	547	1 259	1 912	656
1951	2 176	825	793	2 044	567	1 281	2 019	685
1952	2 191	835	832	2 051	574	1 303	2 050	697
1953	2 223	846	835	2 067	584	1 324	2 084	714
1954	2 292	856	878	2 113	604	1 346	2 174	744
1955	2 310	867	882	2 091	610	1 367	2 164	760
1956	2 339	877	844	2 098	620	1 388	2 143	777
1957	2 370	887	860	2 089	628	1 409	2 186	795
1958	2 376	897	832	2 085	631	1 429	2 200	807
1959	2 451	907	850	2 142	652	1 448	2 254	841
1960	2 616	940	869	2 239	656	1 445	2 367	856
1961	2 579	953	879	2 288	625	1 475	2 176	858
1962	2 869	1 025	909	2 394	695	1 487	2 306	884
1963	3 076	1 096	972	2 495	611	1 507	2 458	886
1964	3 486	1 069	991	2 617	525	1 499	2 488	883
1965	3 626	1 118	1 035	2 803	548	1 511	2 435	932
1966	3 668	1 074	979	2 901	570	1 508	2 434	976
1967	3 430	1 049	808	3 033	594	1 449	2 381	955
1968	3 369	1 028	780	3 169	618	1 499	2 522	1 032
1969	3 396	969	967	3 391	666	1 362	2 455	1 109
1970	3 321	971	1 233	3 463	717	1 435	2 570	1 129
1971	3 342	997	1 345	3 473	705	1 390	2 910	1 101
1972	3 443	919	1 362	3 807	687	1 436	3 013	1 072
1973	3 486	741	1 442	3 774	688	1 315	3 224	1 087
1974	3 539	782	1 565	3 946	700	1 329	3 203	1 113
1975	3 473	738	1 475	3 821	806	1 396	3 251	1 126
1976	3 559	721	1 588	3 361	766	1 487	3 507	1 072
1977	3 712	754	1 597	3 258	779	1 411	3 691	1 067
1978	3 906	830	1 457	3 480	827	1 322	3 885	1 050
1979	3 986	863	1 508	3 615	874	1 380	4 460	1 088
1980	4 089	877	1 486	3 686	946	1 301	4 274	1 117
1981	4 159	860	1 323	3 738	972	1 259	3 914	1 161
1982	4 120	824	1 270	3 972	1 011	1 414	3 794	1 156
1983	3 884	783	1 166	4 124	1 031	1 414	3 695	1 115
1984	3 710	630	1 092	4 094	957	1 315	3 799	1 105
1985	3 606	622	1 155	4 068	972	1 330	4 116	1 050
1986	3 593	630	1 149	4 039	996	1 359	4 163	989
1987	3 569	589	1 106	3 990	958	1 378	4 335	1 016
1988	3 478	603	1 180	4 141	894	1 411	4 483	1 017
1989	3 539	587	1 218	4 176	885	1 341	4 706	1 013
1990	3 278	561	1 242	4 488	855	1 354	4 984	1 012
1991	3 396	559	1 276	4 668	797	1 303	5 065	905
1992	3 651	508	1 270	4 570	828	1 287	5 360	829
1993	3 514	500	1 258	4 476	742	1 216	5 656	836
1994	3 684	505	1 213	4 385	442	1 210	5 562	842
1995	3 744	503	1 207	4 298	655	1 233	5 484	733
1996	3 788	505	1 245	4 435	723	1 254	5 697	746
1997	3 793	506	1 245	4 530	663	1 274	5 900	576
1998	3 796	532	1 232	4 502	704	1 302	5 994	558

Tableau C4–c. **PIB par habitant de 57 pays d'Afrique, estimations annuelles, 1950–98**
(dollars internationaux Geary–Khamis de 1990)

	Somalie	*Afrique du Sud*	*Soudan*	*Swaziland*	*Tanzanie*	*Togo*	*Tunisie*	*Ouganda*
1950	1 057	2 535	821	721	377	574	1 115	687
1951	1 098	2 591	837	745	418	584	1 106	642
1952	1 112	2 619	855	751	419	593	1 220	664
1953	1 132	2 675	871	762	397	602	1 244	675
1954	1 175	2 763	889	787	421	611	1 249	648
1955	1 191	2 830	907	793	423	621	1 164	672
1956	1 211	2 914	976	803	419	630	1 223	690
1957	1 232	2 951	936	814	420	639	1 159	700
1958	1 241	2 939	949	817	415	647	1 291	685
1959	1 287	2 995	1 033	843	426	656	1 217	700
1960	1 277	3 041	1 024	935	433	698	1 343	713
1961	1 311	3 092	996	1 028	418	728	1 436	686
1962	1 341	3 179	1 037	1 214	445	736	1 379	694
1963	1 364	3 321	980	1 252	462	754	1 556	751
1964	1 191	3 450	944	1 399	475	841	1 589	785
1965	1 088	3 559	984	1 577	480	932	1 653	779
1966	1 216	3 615	947	1 602	527	991	1 654	803
1967	1 258	3 760	893	1 709	535	1 019	1 605	822
1968	1 252	3 819	923	1 588	548	1 043	1 735	818
1969	1 071	3 946	954	1 612	543	1 126	1 760	881
1970	1 138	4 045	888	2 036	559	1 075	1 827	869
1971	1 141	4 135	923	2 015	567	1 121	1 982	871
1972	1 228	4 109	878	2 201	588	1 128	2 287	859
1973	1 176	4 175	780	2 258	588	1 053	2 221	838
1974	914	4 299	833	2 443	584	1 067	2 343	821
1975	1 202	4 271	910	2 462	597	1 032	2 446	784
1976	1 167	4 267	1 044	2 472	622	999	2 569	770
1977	1 421	4 155	1 165	2 477	621	1 025	2 592	763
1978	1 390	4 174	1 108	2 470	623	1 098	2 700	703
1979	1 181	4 232	956	2 434	613	1 131	2 811	611
1980	1 037	4 390	931	2 416	600	1 048	2 944	577
1981	1 113	4 503	920	2 507	576	950	3 030	585
1982	1 152	4 367	1 003	2 581	567	884	2 957	617
1983	1 016	4 174	958	2 518	549	808	3 039	643
1984	1 016	4 271	878	2 491	546	805	3 068	570
1985	1 057	4 108	791	2 560	529	814	3 162	562
1986	1 053	4 020	798	2 572	531	810	3 038	544
1987	1 070	4 015	797	2 666	542	793	3 165	556
1988	1 067	4 092	790	2 506	549	799	3 101	572
1989	1 089	4 090	833	2 597	552	799	3 152	590
1990	1 083	3 966	743	2 565	557	762	3 337	592
1991	1 012	3 847	772	2 546	553	730	3 402	578
1992	914	3 690	790	2 501	542	675	3 599	576
1993	916	3 665	791	2 521	531	545	3 612	602
1994	923	3 717	812	2 621	522	614	3 667	611
1995	938	3 767	824	2 709	526	632	3 696	657
1996	942	3 860	836	2 749	540	669	3 896	692
1997	917	3 895	863	2 793	548	674	4 045	708
1998	883	3 858	880	2 793	553	644	4 190	726

Tableau C4–c. **PIB par habitant de 57 pays d'Afrique, estimations annuelles, 1950–98**
(dollars internationaux Geary–Khamis de 1990)

	Zambie	*Zimbabwe*	*Total 42 pays*	*Total 15 autres pays*	*Total 57 pays*
1950	661	701	991	355	852
1951	688	722	1 014	374	875
1952	715	724	1 028	389	889
1953	743	760	1 041	402	903
1954	772	772	1 070	410	928
1955	736	808	1 081	423	940
1956	803	892	1 097	441	957
1957	817	924	1 114	443	971
1958	776	906	1 114	440	971
1959	915	925	1 151	448	1 003
1960	960	938	1 174	463	1 024
1961	938	956	1 176	446	1 023
1962	905	939	1 183	496	1 038
1963	902	901	1 234	531	1 086
1964	996	953	1 266	557	1 117
1965	1 147	984	1 297	592	1 150
1966	1 056	967	1 294	626	1 155
1967	1 107	1 015	1 282	642	1 149
1968	1 092	999	1 306	694	1 179
1969	1 056	1 086	1 374	731	1 240
1970	1 074	1 282	1 461	741	1 311
1971	1 044	1 353	1 493	735	1 336
1972	1 108	1 423	1 519	707	1 352
1973	1 066	1 423	1 533	720	1 365
1974	1 120	1 416	1 576	689	1 393
1975	1 047	1 388	1 555	674	1 374
1976	1 078	1 342	1 616	695	1 426
1977	998	1 205	1 633	710	1 444
1978	976	1 214	1 628	701	1 439
1979	919	1 191	1 651	726	1 463
1980	920	1 273	1 675	727	1 484
1981	945	1 380	1 652	679	1 457
1982	884	1 375	1 657	660	1 457
1983	832	1 353	1 612	651	1 421
1984	798	1 285	1 602	629	1 408
1985	783	1 330	1 611	603	1 411
1986	759	1 321	1 598	601	1 400
1987	752	1 261	1 576	599	1 381
1988	774	1 335	1 601	593	1 399
1989	761	1 385	1 612	580	1 403
1990	808	1 382	1 596	558	1 385
1991	788	1 430	1 574	528	1 361
1992	756	1 275	1 542	498	1 329
1993	789	1 268	1 515	494	1 307
1994	704	1 347	1 514	484	1 304
1995	663	1 335	1 516	490	1 305
1996	693	1 415	1 562	510	1 348
1997	702	1 442	1 570	517	1 356
1998	674	1 448	1 588	504	1 368

Tableau C5–a. **Population mondiale par régions, estimations annuelles, 1950–98**
(milliers d'habitants en milieu d'année)

	Europe occidentale	*Pays d'immigration européenne*	*Europe de l'Est*	*Ex–URSS*	*Amérique latine*	*Asie*	*Afrique*	*Monde*
1950	305 060	176 094	87 288	180 050	165 837	1 381 877	228 341	2 524 547
1951	307 154	179 291	88 374	183 200	170 311	1 407 273	233 039	2 568 643
1952	308 930	182 674	89 487	186 400	174 875	1 435 051	237 944	2 615 361
1953	310 831	185 936	90 770	189 500	179 565	1 463 989	242 986	2 663 577
1954	312 709	189 438	92 045	192 700	184 466	1 495 286	248 024	2 714 668
1955	314 704	193 001	93 439	196 150	189 580	1 526 504	253 374	2 766 752
1956	316 866	196 630	94 721	199 650	194 851	1 558 521	258 894	2 820 132
1957	319 075	200 534	95 801	203 150	200 315	1 593 917	264 577	2 877 369
1958	321 368	204 130	96 919	206 700	205 990	1 630 911	270 456	2 936 474
1959	323 864	207 743	98 003	210 450	211 871	1 664 465	276 547	2 992 943
1960	326 354	211 193	99 056	214 350	217 946	1 686 557	282 876	3 038 332
1961	329 208	214 864	100 112	218 150	224 038	1 703 159	289 201	3 078 732
1962	332 429	218 306	101 010	221 750	230 359	1 732 466	295 653	3 131 974
1963	335 473	221 617	101 914	225 100	236 870	1 773 369	302 782	3 197 125
1964	338 094	224 890	102 783	228 150	243 570	1 813 771	310 107	3 261 365
1965	340 921	227 923	103 610	230 900	250 412	1 856 142	317 706	3 327 615
1966	343 368	230 857	104 412	233 500	257 334	1 901 077	325 600	3 396 148
1967	345 536	233 617	105 195	236 000	264 325	1 946 334	333 843	3 464 850
1968	347 492	236 170	106 264	238 350	271 436	1 993 712	342 313	3 535 737
1969	349 730	238 721	107 101	240 600	278 694	2 041 981	350 991	3 607 818
1970	351 931	241 676	107 927	242 757	286 046	2 092 669	359 501	3 682 507
1971	354 396	245 618	108 782	245 083	293 473	2 145 313	368 625	3 761 291
1972	356 490	248 398	109 628	247 459	300 949	2 196 790	377 846	3 837 560
1973	358 390	250 945	110 490	249 747	308 451	2 247 814	387 651	3 913 488
1974	359 954	253 474	111 461	252 131	316 009	2 297 965	397 693	3 988 687
1975	361 201	256 162	112 468	254 469	323 578	2 344 965	407 950	4 060 793
1976	362 292	258 702	113 457	256 760	331 230	2 391 244	419 024	4 132 709
1977	363 464	261 355	114 442	259 029	338 887	2 436 979	430 525	4 204 680
1978	364 667	264 109	115 300	261 253	346 560	2 483 071	442 436	4 277 395
1979	365 931	266 986	116 157	263 425	354 366	2 532 205	455 260	4 354 330
1980	367 487	270 158	116 921	265 542	362 041	2 580 039	468 257	4 430 445
1981	368 676	272 946	117 661	267 722	370 010	2 626 190	481 381	4 504 586
1982	369 472	275 757	118 323	270 042	378 155	2 669 253	495 383	4 576 385
1983	370 073	278 382	118 926	272 540	386 211	2 728 122	510 156	4 664 410
1984	370 613	280 887	119 503	275 066	394 093	2 777 658	525 104	4 742 924
1985	371 282	283 468	120 062	277 537	401 985	2 829 821	540 340	4 824 495
1986	372 073	286 150	120 574	280 236	410 109	2 882 336	555 751	4 907 229
1987	372 903	288 922	121 051	283 100	418 332	2 936 981	571 668	4 992 957
1988	374 053	291 675	121 253	285 463	426 621	2 992 382	587 687	5 079 134
1989	375 569	294 798	121 650	287 845	434 950	3 047 480	604 062	5 166 354
1990	377 324	298 150	121 866	289 350	443 049	3 102 758	620 765	5 253 262
1991	380 150	301 442	122 049	291 060	451 153	3 154 518	637 738	5 338 109
1992	381 043	304 764	122 070	292 422	459 285	3 206 375	654 343	5 420 302
1993	382 862	308 010	121 632	292 417	467 406	3 260 457	671 651	5 504 436
1994	384 221	311 090	121 323	292 407	475 526	3 312 538	688 174	5 585 279
1995	385 412	314 143	121 126	292 196	483 645	3 366 441	705 557	5 668 520
1996	386 514	317 175	120 980	291 660	491 723	3 416 609	722 750	5 747 411
1997	387 570	320 311	120 977	291 027	499 724	3 466 589	741 607	5 827 805
1998	388 399	323 420	121 006	290 866	507 623	3 516 411	759 955	5 907 680

Tableau C5–b. **PIB mondial par régions, estimations annuelles 1950–98**
(en millions de dollars internationaux Geary–Khamis de 1990)

	Europe occidentale	*Pays d'immigration européenne*	*Europe de l'Est*	*Ex–URSS*	*Amérique latine*	*Asie*	*Afrique*	*Monde*
1950	1 401 551	1 635 490	185 023	510 243	423 556	985 669	194 567	5 336 099
1951	1 484 940	1 753 540	195 667	512 566	445 119	1 054 754	203 798	5 650 385
1952	1 539 065	1 821 083	198 287	545 792	460 258	1 142 584	211 641	5 918 710
1953	1 619 122	1 903 763	209 197	569 260	477 777	1 221 578	219 375	6 220 072
1954	1 706 591	1 898 106	218 949	596 910	507 335	1 273 820	230 122	6 431 833
1955	1 813 957	2 032 869	233 875	648 027	538 673	1 333 611	238 060	6 839 072
1956	1 896 446	2 082 376	239 574	710 065	560 393	1 424 286	247 712	7 160 852
1957	1 980 883	2 123 207	257 645	724 470	600 946	1 489 000	256 911	7 433 062
1958	2 028 388	2 111 417	272 649	778 840	631 022	1 585 962	262 649	7 670 927
1959	2 124 669	2 261 993	286 878	770 244	648 142	1 662 352	277 275	8 031 553
1960	2 261 553	2 320 141	304 633	843 434	690 323	1 741 230	289 608	8 450 922
1961	2 381 945	2 374 411	322 781	891 763	722 982	1 749 488	295 761	8 739 132
1962	2 497 074	2 518 521	328 253	915 928	752 895	1 827 737	307 025	9 147 433
1963	2 613 049	2 630 968	344 112	895 016	775 494	1 956 643	328 783	9 544 065
1964	2 766 560	2 785 505	364 518	1 010 727	828 073	2 130 607	346 483	10 232 473
1965	2 886 298	2 962 352	380 016	1 068 117	869 320	2 239 319	365 404	10 770 826
1966	2 998 658	3 151 817	404 452	1 119 932	911 730	2 402 366	375 909	11 364 864
1967	3 104 789	3 234 760	420 645	1 169 422	951 067	2 520 293	383 547	11 784 523
1968	3 274 469	3 389 792	436 444	1 237 966	1 009 134	2 686 873	403 463	12 438 141
1969	3 467 301	3 507 231	449 862	1 255 392	1 074 640	2 945 818	435 325	13 135 568
1970	3 623 854	3 527 862	465 695	1 351 818	1 148 713	3 214 519	471 368	13 803 829
1971	3 745 279	3 647 077	499 790	1 387 832	1 214 030	3 393 670	492 579	14 380 257
1972	3 911 812	3 836 032	524 971	1 395 732	1 289 774	3 596 029	510 728	15 065 078
1973	4 133 780	4 058 289	550 756	1 513 070	1 397 698	3 876 398	529 186	16 059 177
1974	4 219 829	4 067 628	583 528	1 556 984	1 476 432	3 962 794	554 155	16 421 350
1975	4 193 760	4 069 398	604 251	1 561 399	1 518 608	4 149 379	560 418	16 657 212
1976	4 370 938	4 280 195	619 961	1 634 589	1 602 069	4 362 806	597 568	17 468 126
1977	4 492 840	4 459 671	641 681	1 673 159	1 677 493	4 605 841	621 588	18 172 272
1978	4 621 755	4 700 723	662 328	1 715 215	1 748 846	4 879 019	636 515	18 964 401
1979	4 785 340	4 866 597	672 299	1 707 083	1 858 391	5 080 598	665 912	19 636 220
1980	4 860 483	4 878 155	675 819	1 709 174	1 959 670	5 252 833	694 887	20 031 021
1981	4 869 363	5 006 126	667 932	1 724 741	1 970 328	5 470 912	701 392	20 410 793
1982	4 909 494	4 912 862	674 202	1 767 262	1 947 932	5 712 862	721 973	20 646 587
1983	4 996 928	5 103 869	684 326	1 823 723	1 899 843	6 007 357	724 718	21 240 764
1984	5 117 924	5 467 359	705 274	1 847 190	1 973 180	6 360 902	739 421	22 211 250
1985	5 244 501	5 687 354	706 201	1 863 687	2 033 805	6 680 912	762 503	22 978 964
1986	5 391 139	5 875 446	725 733	1 940 363	2 115 920	6 964 379	778 255	23 791 235
1987	5 545 984	6 086 756	721 188	1 965 457	2 181 077	7 367 697	789 602	24 657 761
1988	5 768 451	6 344 832	727 564	2 007 280	2 201 800	7 849 814	822 192	25 721 933
1989	5 964 036	6 560 368	718 039	2 037 253	2 229 366	8 186 193	847 741	26 542 996
1990	6 032 764	6 665 584	662 604	1 987 995	2 239 427	8 627 846	859 787	27 076 007
1991	6 132 835	6 639 812	590 231	1 863 524	2 321 984	8 990 515	868 115	27 407 016
1992	6 202 821	6 845 134	559 157	1 592 085	2 395 605	9 504 173	869 621	27 968 596
1993	6 182 869	7 012 226	550 466	1 435 008	2 478 695	10 018 478	877 647	28 555 388
1994	6 354 267	7 301 903	572 173	1 235 701	2 604 645	10 558 894	897 148	29 524 731
1995	6 506 423	7 506 406	605 352	1 169 446	2 642 585	11 175 854	921 085	30 527 151
1996	6 613 161	7 770 948	628 154	1 137 039	2 732 722	11 880 966	973 958	31 736 947
1997	6 780 168	8 114 193	646 234	1 156 028	2 876 155	12 408 761	1 005 591	32 987 130
1998	6 960 616	8 456 135	660 861	1 132 434	2 941 609	12 534 570	1 039 407	33 725 631

Tableau C5–c. **PIB mondial par habitant par régions, estimations annuelles 1950–98**
(en dollars internationaux Geary–Khamis de 1990)

	Europe occidentale	*Pays d'immigration européenne*	*Europe de l'Est*	*Ex–URSS*	*Amérique latine*	*Asie*	*Afrique*	*Monde*
1950	4 594	9 288	2 120	2 834	2 554	713	852	2 114
1951	4 835	9 780	2 214	2 798	2 614	750	875	2 200
1952	4 982	9 969	2 216	2 928	2 632	796	889	2 263
1953	5 209	10 239	2 305	3 004	2 661	834	903	2 335
1954	5 457	10 020	2 379	3 098	2 750	852	928	2 369
1955	5 764	10 533	2 503	3 304	2 841	874	940	2 472
1956	5 985	10 590	2 529	3 557	2 876	914	957	2 539
1957	6 208	10 588	2 689	3 566	3 000	934	971	2 583
1958	6 312	10 343	2 813	3 768	3 063	972	971	2 612
1959	6 560	10 888	2 927	3 660	3 059	999	1 003	2 683
1960	6 930	10 986	3 075	3 935	3 167	1 032	1 024	2 781
1961	7 235	11 051	3 224	4 088	3 227	1 027	1 023	2 839
1962	7 512	11 537	3 250	4 130	3 268	1 055	1 038	2 921
1963	7 789	11 872	3 376	3 976	3 274	1 103	1 086	2 985
1964	8 183	12 386	3 546	4 430	3 400	1 175	1 117	3 137
1965	8 466	12 997	3 668	4 626	3 472	1 206	1 150	3 237
1966	8 733	13 653	3 874	4 796	3 543	1 264	1 155	3 346
1967	8 985	13 846	3 999	4 955	3 598	1 295	1 149	3 401
1968	9 423	14 353	4 107	5 194	3 718	1 348	1 179	3 518
1969	9 914	14 692	4 200	5 218	3 856	1 443	1 240	3 641
1970	10 297	14 597	4 315	5 569	4 016	1 536	1 311	3 748
1971	10 568	14 849	4 594	5 663	4 137	1 582	1 336	3 823
1972	10 973	15 443	4 789	5 640	4 286	1 637	1 352	3 926
1973	11 534	16 172	4 985	6 058	4 531	1 725	1 365	4 104
1974	11 723	16 048	5 235	6 175	4 672	1 724	1 393	4 117
1975	11 611	15 886	5 373	6 136	4 693	1 769	1 374	4 102
1976	12 065	16 545	5 464	6 366	4 837	1 824	1 426	4 227
1977	12 361	17 064	5 607	6 459	4 950	1 890	1 444	4 322
1978	12 674	17 798	5 744	6 565	5 046	1 965	1 439	4 434
1979	13 077	18 228	5 788	6 480	5 244	2 006	1 463	4 510
1980	13 226	18 057	5 780	6 437	5 413	2 036	1 484	4 521
1981	13 208	18 341	5 677	6 442	5 325	2 083	1 457	4 531
1982	13 288	17 816	5 698	6 544	5 151	2 140	1 457	4 512
1983	13 503	18 334	5 754	6 692	4 919	2 202	1 421	4 554
1984	13 809	19 465	5 902	6 715	5 007	2 290	1 408	4 683
1985	14 125	20 063	5 882	6 715	5 059	2 361	1 411	4 763
1986	14 489	20 533	6 019	6 924	5 159	2 416	1 400	4 848
1987	14 872	21 067	5 958	6 943	5 214	2 509	1 381	4 939
1988	15 421	21 753	6 000	7 032	5 161	2 623	1 399	5 064
1989	15 880	22 254	5 902	7 078	5 126	2 686	1 403	5 138
1990	15 988	22 356	5 437	6 871	5 055	2 781	1 385	5 154
1991	16 133	22 027	4 836	6 403	5 147	2 850	1 361	5 134
1992	16 279	22 460	4 581	5 444	5 216	2 964	1 329	5 160
1993	16 149	22 766	4 526	4 907	5 303	3 073	1 307	5 188
1994	16 538	23 472	4 716	4 226	5 477	3 188	1 304	5 286
1995	16 882	23 895	4 998	4 002	5 464	3 320	1 305	5 385
1996	17 110	24 501	5 192	3 899	5 557	3 477	1 348	5 522
1997	17 494	25 332	5 342	3 972	5 755	3 580	1 356	5 660
1998	17 921	26 146	5 461	3 893	5 795	3 565	1 368	5 709

Tableau C6–a. **Variation annuelle en pourcentage de la population mondiale, par régions, 1950–98**

	Europe occidentale	*Pays d'immigration européenne*	*Europe de l'Est*	*Ex–URSS*	*Amérique latine*	*Asie*	*Afrique*	*Monde*
1950								
1951	0.7	1.8	1.2	1.7	2.7	1.8	2.1	1.7
1952	0.6	1.9	1.3	1.7	2.7	2.0	2.1	1.8
1953	0.6	1.8	1.4	1.7	2.7	2.0	2.1	1.8
1954	0.6	1.9	1.4	1.7	2.7	2.1	2.1	1.9
1955	0.6	1.9	1.5	1.8	2.8	2.1	2.2	1.9
1956	0.7	1.9	1.4	1.8	2.8	2.1	2.2	1.9
1957	0.7	2.0	1.1	1.8	2.8	2.3	2.2	2.0
1958	0.7	1.8	1.2	1.7	2.8	2.3	2.2	2.1
1959	0.8	1.8	1.1	1.8	2.9	2.1	2.3	1.9
1960	0.8	1.7	1.1	1.9	2.9	1.3	2.3	1.5
1961	0.9	1.7	1.1	1.8	2.8	1.0	2.2	1.3
1962	1.0	1.6	0.9	1.7	2.8	1.7	2.2	1.7
1963	0.9	1.5	0.9	1.5	2.8	2.4	2.4	2.1
1964	0.8	1.5	0.9	1.4	2.8	2.3	2.4	2.0
1965	0.8	1.3	0.8	1.2	2.8	2.3	2.5	2.0
1966	0.7	1.3	0.8	1.1	2.8	2.4	2.5	2.1
1967	0.6	1.2	0.7	1.1	2.7	2.4	2.5	2.0
1968	0.6	1.1	1.0	1.0	2.7	2.4	2.5	2.0
1969	0.6	1.1	0.8	0.9	2.7	2.4	2.5	2.0
1970	0.6	1.2	0.8	0.9	2.6	2.5	2.4	2.1
1971	0.7	1.6	0.8	1.0	2.6	2.5	2.5	2.1
1972	0.6	1.1	0.8	1.0	2.5	2.4	2.5	2.0
1973	0.5	1.0	0.8	0.9	2.5	2.3	2.6	2.0
1974	0.4	1.0	0.9	1.0	2.5	2.2	2.6	1.9
1975	0.3	1.1	0.9	0.9	2.4	2.0	2.6	1.8
1976	0.3	1.0	0.9	0.9	2.4	2.0	2.7	1.8
1977	0.3	1.0	0.9	0.9	2.3	1.9	2.7	1.7
1978	0.3	1.1	0.7	0.9	2.3	1.9	2.8	1.7
1979	0.3	1.1	0.7	0.8	2.3	2.0	2.9	1.8
1980	0.4	1.2	0.7	0.8	2.2	1.9	2.9	1.7
1981	0.3	1.0	0.6	0.8	2.2	1.8	2.8	1.7
1982	0.2	1.0	0.6	0.9	2.2	1.6	2.9	1.6
1983	0.2	1.0	0.5	0.9	2.1	2.2	3.0	1.9
1984	0.1	0.9	0.5	0.9	2.0	1.8	2.9	1.7
1985	0.2	0.9	0.5	0.9	2.0	1.9	2.9	1.7
1986	0.2	0.9	0.4	1.0	2.0	1.9	2.9	1.7
1987	0.2	1.0	0.4	1.0	2.0	1.9	2.9	1.7
1988	0.3	1.0	0.2	0.8	2.0	1.9	2.8	1.7
1989	0.4	1.1	0.3	0.8	2.0	1.8	2.8	1.7
1990	0.5	1.1	0.2	0.5	1.9	1.8	2.8	1.7
1991	0.7	1.1	0.2	0.6	1.8	1.7	2.7	1.6
1992	0.2	1.1	0.0	0.5	1.8	1.6	2.6	1.5
1993	0.5	1.1	–0.4	0.0	1.8	1.7	2.6	1.6
1994	0.4	1.0	–0.3	0.0	1.7	1.6	2.5	1.5
1995	0.3	1.0	–0.2	–0.1	1.7	1.6	2.5	1.5
1996	0.3	1.0	–0.1	–0.2	1.7	1.5	2.4	1.4
1997	0.3	1.0	0.0	–0.2	1.6	1.5	2.6	1.4
1998	0.2	1.0	0.0	–0.1	1.6	1.4	2.5	1.4

Tableau C6–b. **Variation annuelle en pourcentage du PIB mondial, par régions, 1950–98**

	Europe occidentale	*Pays d'immigration européenne*	*Europe de l'Est*	*Ex–URSS*	*Amérique latine*	*Asie*	*Afrique*	*Monde*
1950								
1951	5.9	7.2	5.8	0.5	5.1	7.0	4.7	5.9
1952	3.6	3.9	1.3	6.5	3.4	8.3	3.8	4.7
1953	5.2	4.5	5.5	4.3	3.8	6.9	3.7	5.1
1954	5.4	–0.3	4.7	4.9	6.2	4.3	4.9	3.4
1955	6.3	7.1	6.8	8.6	6.2	4.7	3.4	6.3
1956	4.5	2.4	2.4	9.6	4.0	6.8	4.1	4.7
1957	4.5	2.0	7.5	2.0	7.2	4.5	3.7	3.8
1958	2.4	–0.6	5.8	7.5	5.0	6.5	2.2	3.2
1959	4.7	7.1	5.2	–1.1	2.7	4.8	5.6	4.7
1960	6.4	2.6	6.2	9.5	6.5	4.7	4.4	5.2
1961	5.3	2.3	6.0	5.7	4.7	0.5	2.1	3.4
1962	4.8	6.1	1.7	2.7	4.1	4.5	3.8	4.7
1963	4.6	4.5	4.8	–2.3	3.0	7.1	7.1	4.3
1964	5.9	5.9	5.9	12.9	6.8	8.9	5.4	7.2
1965	4.1	6.3	4.3	5.7	5.0	5.1	5.5	5.2
1966	4.1	6.4	6.4	4.9	4.9	7.3	2.9	5.6
1967	3.5	2.6	4.0	4.4	4.3	4.9	2.0	3.7
1968	5.5	4.8	3.8	5.9	6.1	6.6	5.2	5.5
1969	5.9	3.5	3.1	1.4	6.5	9.6	7.9	5.6
1970	4.5	0.6	3.5	7.7	6.9	9.1	8.3	5.1
1971	3.4	3.4	7.3	2.7	5.7	5.6	4.5	4.2
1972	4.4	5.2	5.0	0.6	6.2	6.0	3.7	4.8
1973	5.7	5.8	4.9	8.4	8.4	7.8	3.6	6.6
1974	2.1	0.2	6.0	2.9	5.6	2.2	4.7	2.3
1975	–0.6	0.0	3.6	0.3	2.9	4.7	1.1	1.4
1976	4.2	5.2	2.6	4.7	5.5	5.1	6.6	4.9
1977	2.8	4.2	3.5	2.4	4.7	5.6	4.0	4.0
1978	2.9	5.4	3.2	2.5	4.3	5.9	2.4	4.4
1979	3.5	3.5	1.5	–0.5	6.3	4.1	4.6	3.5
1980	1.6	0.2	0.5	0.1	5.4	3.4	4.4	2.0
1981	0.2	2.6	–1.2	0.9	0.5	4.2	0.9	1.9
1982	0.8	–1.9	0.9	2.5	–1.1	4.4	2.9	1.2
1983	1.8	3.9	1.5	3.2	–2.5	5.2	0.4	2.9
1984	2.4	7.1	3.1	1.3	3.9	5.9	2.0	4.6
1985	2.5	4.0	0.1	0.9	3.1	5.0	3.1	3.5
1986	2.8	3.3	2.8	4.1	4.0	4.2	2.1	3.5
1987	2.9	3.6	–0.6	1.3	3.1	5.8	1.5	3.6
1988	4.0	4.2	0.9	2.1	1.0	6.5	4.1	4.3
1989	3.4	3.4	–1.3	1.5	1.3	4.3	3.1	3.2
1990	1.2	1.6	–7.7	–2.4	0.5	5.4	1.4	2.0
1991	1.7	–0.4	–10.9	–6.3	3.7	4.2	1.0	1.2
1992	1.1	3.1	–5.3	–14.6	3.2	5.7	0.2	2.0
1993	–0.3	2.4	–1.6	–9.9	3.5	5.4	0.9	2.1
1994	2.8	4.1	3.9	–13.9	5.1	5.4	2.2	3.4
1995	2.4	2.8	5.8	–5.4	1.5	5.8	2.7	3.4
1996	1.6	3.5	3.8	–2.8	3.4	6.3	5.7	4.0
1997	2.5	4.4	2.9	1.7	5.2	4.4	3.2	3.9
1998	2.7	4.2	2.3	–2.0	2.3	1.0	3.4	2.2

Tableau C6–c. **Variation annuelle en pourcentage du PIB mondial par habitant, par régions, 1950–98**

	Europe occidentale	*Pays d'immigration européenne*	*Europe de l'Est*	*Ex–URSS*	*Amérique latine*	*Asie*	*Afrique*	*Monde*
1950								
1951	5.2	5.3	4.5	–1.3	2.3	5.1	2.6	4.1
1952	3.0	1.9	0.1	4.7	0.7	6.2	1.7	2.9
1953	4.6	2.7	4.0	2.6	1.1	4.8	1.5	3.2
1954	4.8	–2.1	3.2	3.1	3.4	2.1	2.8	1.5
1955	5.6	5.1	5.2	6.7	3.3	2.6	1.3	4.3
1956	3.8	0.5	1.1	7.7	1.2	4.6	1.8	2.7
1957	3.7	0.0	6.3	0.3	4.3	2.2	1.5	1.7
1958	1.7	–2.3	4.6	5.7	2.1	4.1	0.0	1.1
1959	3.9	5.3	4.1	–2.9	–0.1	2.7	3.2	2.7
1960	5.6	0.9	5.1	7.5	3.5	3.4	2.1	3.6
1961	4.4	0.6	4.8	3.9	1.9	–0.5	–0.1	2.1
1962	3.8	4.4	0.8	1.0	1.3	2.7	1.5	2.9
1963	3.7	2.9	3.9	–3.7	0.2	4.6	4.6	2.2
1964	5.1	4.3	5.0	11.4	3.8	6.5	2.9	5.1
1965	3.3	4.9	3.4	4.4	2.1	2.7	2.9	3.1
1966	3.4	5.0	5.6	3.7	2.1	4.7	0.4	3.4
1967	2.9	1.4	3.2	3.3	1.6	2.5	–0.5	1.6
1968	4.9	3.7	2.7	4.8	3.3	4.1	2.6	3.4
1969	5.2	2.4	2.3	0.5	3.7	7.0	5.2	3.5
1970	3.9	–0.6	2.7	6.7	4.1	6.5	5.7	3.0
1971	2.6	1.7	6.5	1.7	3.0	3.0	1.9	2.0
1972	3.8	4.0	4.2	–0.4	3.6	3.5	1.2	2.7
1973	5.1	4.7	4.1	7.4	5.7	5.3	1.0	4.5
1974	1.6	–0.8	5.0	1.9	3.1	0.0	2.1	0.3
1975	–1.0	–1.0	2.6	–0.6	0.5	2.6	–1.4	–0.4
1976	3.9	4.1	1.7	3.8	3.1	3.1	3.8	3.0
1977	2.5	3.1	2.6	1.5	2.3	3.6	1.2	2.3
1978	2.5	4.3	2.4	1.6	1.9	4.0	–0.4	2.6
1979	3.2	2.4	0.8	–1.3	3.9	2.1	1.7	1.7
1980	1.1	–0.9	–0.1	–0.7	3.2	1.5	1.5	0.3
1981	–0.1	1.6	–1.8	0.1	–1.6	2.3	–1.8	0.2
1982	0.6	–2.9	0.4	1.6	–3.3	2.7	0.0	–0.4
1983	1.6	2.9	1.0	2.2	–4.5	2.9	–2.5	0.9
1984	2.3	6.2	2.6	0.4	1.8	4.0	–0.9	2.8
1985	2.3	3.1	–0.3	0.0	1.0	3.1	0.2	1.7
1986	2.6	2.3	2.3	3.1	2.0	2.3	–0.8	1.8
1987	2.6	2.6	–1.0	0.3	1.1	3.8	–1.4	1.9
1988	3.7	3.3	0.7	1.3	–1.0	4.6	1.3	2.5
1989	3.0	2.3	–1.6	0.7	–0.7	2.4	0.3	1.4
1990	0.7	0.5	–7.9	–2.9	–1.4	3.5	–1.3	0.3
1991	0.9	–1.5	–11.1	–6.8	1.8	2.5	–1.7	–0.4
1992	0.9	2.0	–5.3	–15.0	1.3	4.0	–2.4	0.5
1993	–0.8	1.4	–1.2	–9.9	1.7	3.7	–1.7	0.5
1994	2.4	3.1	4.2	–13.9	3.3	3.7	–0.2	1.9
1995	2.1	1.8	6.0	–5.3	–0.2	4.1	0.1	1.9
1996	1.4	2.5	3.9	–2.6	1.7	4.7	3.2	2.5
1997	2.2	3.4	2.9	1.9	3.6	2.9	0.6	2.5
1998	2.4	3.2	2.2	–2.0	0.7	–0.4	0.9	0.9

Annexe D

Croissance et performances dans 27 ex–pays communistes

Tableau D–1a. **PIB des pays d'Europe de l'Est, 1990–99**
(millions de dollars internationaux de 1990)

	Albanie	*Bulgarie*	*République tchèque*	*Slovaquie*	*Hongrie*	*Pologne*	*Roumanie*	*Ex–Yougoslavie*	*Total*
1990	8 125	49 779	91 706	40 854	66 990	194 920	80 277	129 953	662 604
1991	5 850	45 617	81 057	34 904	59 019	181 245	69 902	112 637	590 231
1992	5 426	42 277	80 640	32 641	57 212	185 958	63 779	91 224	559 157
1993	5 949	41 674	80 690	31 468	56 884	192 982	64 800	76 019	550 466
1994	6 446	42 441	82 481	32 977	58 561	202 934	67 351	78 982	572 173
1995	7 303	43 646	87 381	35 281	59 430	217 060	72 113	83 138	605 352
1996	7 963	39 210	90 725	37 586	60 227	230 188	75 005	87 250	628 154
1997	7 403	36 472	91 016	40 058	62 981	245 841	69 817	92 646	646 234
1998	7 999	37 786	88 897	41 818	66 089	258 220	64 715	95 337	660 861
1999	8 639	38 731	88 719	42 623	69 063	258 549	62 191		

Source : OCDE, *Comptes nationaux des pays de l'OCDE, 1988–1998*, Paris, 2000, et Division de statistique de la Commission économique pour l'Europe, Genève. 1999 République tchèque, Hongrie et Pologne d'après OCDE, *Perspectives économiques,* juin 2000; 1999 Slovaquie d'après OCDE *Principaux indicateurs économiques,* avril 2000, p. 242 ; 1999 Bulgarie et Roumanie d'après FMI, *Perspectives de l'économie mondiale,* avril 2000.

Table D–1b. **Population des pays d'Europe de l'Est,1990–99**
(milliers d'habitants)

	Albanie	*Bulgarie*	*République tchèque*	*Slovaquie*	*Hongrie*	*Pologne*	*Roumanie*	*Ex–Yougoslavie*
1990	3 273	8 966	10 310	5 263	10 352	38 109	22 775	22 819
1991	3 259	8 914	10 309	5 283	10 352	38 242	22 728	22 961
1992	3 189	8 869	10 319	5 307	10 343	38 359	22 692	22 993
1993	3 154	8 495	10 329	5 329	10 326	38 456	22 660	22 883
1994	3 178	8 448	10 333	5 352	10 307	38 537	22 627	22 541
1995	3 219	8 399	10 327	5 368	10 285	38 590	66 582	22 357
1996	3 263	8 345	10 313	5 379	10 259	38 611	22 524	22 287
1997	3 300	8 291	10 298	5 388	10 232	38 615	22 463	22 390
1998	3 331	8 240	10 286	5 393	10 208	38 607	22 396	22 545
1999	3 365	8 195	10 281	5 396	10 186	38 609	22 234	22 679

Source : Centre des programmes internationaux, Bureau américain des recensements.

Table D–1c. **PIB par habitant des pays d'Europe de l'Est, 1990–99**
(dollars internationaux de 1990)

	Albanie	*Bulgarie*	*République tchèque*	*Slovaquie*	*Hongrie*	*Pologne*	*Roumanie*	*Ex–Yougoslavie*
1990	2 482	5 552	8 895	7 762	6 471	5 115	3 525	5 695
1991	1 795	5 117	7 863	6 607	5 701	4 739	3 076	4 906
1992	1 701	4 767	7 815	6 151	5 531	4 848	2 811	3 967
1993	1 886	4 906	7 812	5 905	5 509	5 018	2 860	3 322
1994	2 028	5 024	7 982	6 162	5 682	5 266	2 977	3 504
1995	2 269	5 197	8 461	6 572	5 778	5 625	1 083	3 719
1996	2 440	4 699	8 797	6 988	5 871	5 962	3 330	3 915
1997	2 243	4 399	8 838	7 435	6 155	6 366	3 108	4 138
1998	2 401	4 586	8 643	7 754	6 474	6 688	2 890	4 229
1999	2 567	4 726	8 629	7 899	6 780	6 697	2 797	

Source : Construit à partir des tableaux D–1a et D–1b.

Tableau D–2a. **PIB des républiques issues de l'ex–Yougoslavie, 1990–98**
(millions de dollars internationaux de 1990)

	Bosnie	*Croatie*	*Macédoine*	*Slovénie*	*Serbie–Monténégro*
1990	16 530	33 139	7 394	21 624	51 266
1991	14 610	26 147	6 875	19 695	45 310
1992	10 535	23 080	6 323	18 612	32 674
1993	7 287	21 225	5 755	19 153	22 599
1994	7 484	22 473	5 648	20 165	23 212
1995	7 933	24 007	5 583	21 012	24 603
1996	8 400	25 434	5 624	21 742	26 050
1997	9 028	27 182	5 706	22 730	28 000
1998	9 261	27 858	5 871	23 625	28 722

Source : Division de statistique de la Commission économique pour l'Europe, Genève, et sources nationales (voir Table A–f de l'annexe A).

Tableau D–2b. **Population des républiques issues de l'ex–Yougoslavie, 1990–99**
(milliers d'habitants)

	Bosnie	*Croatie*	*Macédoine*	*Slovénie*	*Serbie–Monténégro*
1990	4 360	4 754	2 031	1 969	9 705
1991	4 371	4 796	2 039	1 966	9 790
1992	4 327	4 714	2 056	1 959	9 937
1993	4 084	4 687	2 071	1 960	10 080
1994	3 686	4 723	1 946	1 965	10 220
1995	3 282	4 701	1 967	1 970	10 437
1996	3 111	4 661	1 982	1 974	10 558
1997	3 223	4 665	1 996	1 973	10 534
1998	3 366	4 672	2 009	1 972	10 526
1999	3 482	4 677	2 023	1 971	10 526

Source: Centre des programmes internationaux, Bureau américain des recensements.

Tableau D–2c. **PIB par habitant des républiques issues de l'ex–Yougoslavie, 1990–98**
(milliers d'habitants)

	Bosnia	*Croatia*	*Macedonia*	*Slovenia*	*Serbia–Montenegro*
1990	3 791	6 971	3 641	10 982	5 282
1991	3 342	5 452	3 372	10 018	4 628
1992	2 435	4 896	3 075	9 501	3 288
1993	1 784	4 528	2 779	9 772	2 242
1994	2 030	4 758	2 902	10 262	2 271
1995	2 417	5 107	2 838	10 666	2 357
1996	2 700	5 457	2 838	11 014	2 467
1997	2 801	5 827	2 859	11 521	2 658
1998	2 751	5 963	2 922	11 980	2 729

Source : Construit à partir des tableaux D–2a et D–2b.

Tableau D–3a. **PIB des États issus de l'URSS, 1990–98**
(millions de dollars internationaux de 1990)

	Europe							*Europe/Asie*
	Bélarus	***Estonie***	***Lettonie***	***Lituanie***	***Moldavie***	***Ukraine***	***Total 6 pays***	***Fédération de Russie***
1990	73 389	16 980	26 413	32 010	27 112	311 112	487 016	1 151 040
1991	72 491	15 280	23 666	30 189	22 362	284 003	447 991	1 094 081
1992	65 534	13 118	15 427	23 768	15 889	255 602	389 288	935 072
1993	60 596	12 010	13 117	19 928	15 695	219 457	340 803	853 194
1994	52 966	11 770	13 117	17 975	10 834	169 111	275 773	745 209
1995	47 430	12 268	13 091	18 570	10 639	148 456	250 454	714 357
1996	48 776	12 749	13 527	19 431	9 806	133 610	237 899	690 624
1997	54 315	14 098	14 709	20 855	9 972	129 423	243 372	696 609
1998	58 799	14 671	15 222	21 914	9 112	127 151	246 869	664 495

	Asie occidentale			
	Armenie	***Azerbaïdjan***	***Géorgie***	***Total 3 pays***
1990	20 483	33 397	41 325	99 205
1991	18 077	33 159	32 612	83 848
1992	10 534	25 673	17 961	54 168
1993	9 602	19 736	12 704	42 042
1994	10 122	15 842	11 390	37 354
1995	10 816	13 989	11 682	36 487
1996	11 444	14 141	12 996	38 581
1997	11 835	14 979	14 455	41 269
1998	12 679	16 365	14 894	43 938

	Asie centrale					
	Kazakhstan	***Kirghizistan***	***Tadjikistan***	***Turkménistan***	***Ouzbékistan***	***Total 5 pays***
1990	122 295	15 787	15 884	13 300	87 468	254 734
1991	108 830	14 537	14 537	12 673	87 027	237 604
1992	103 024	12 533	9 844	10 778	77 328	213 507
1993	93 636	10 590	8 243	10 935	75 565	198 969
1994	81 777	8 466	6 484	9 041	71 597	177 365
1995	75 106	7 999	5 675	8 388	70 980	168 148
1996	75 477	8 571	4 724	8 949	72 214	169 935
1997	76 716	9 415	4 803	7 931	75 913	174 778
1998	74 857	9 595	5 073	8 335	79 272	177 132

Source : Données tirées des indices de la base de données statistiques de la Division statistique de la Commission économique pour l'Europe, Genève.

Tableau D–3b. **Population des États issus de l'URSS, 1990–98**

	Europe							*Europe/Asie*
	Bélarus	***Estonie***	***Lettonie***	***Lituanie***	***Moldavie***	***Ukraine***	***Total 6 pays***	***Fédération de Russie***
1990	10 260	1 582	2 684	3 726	4 365	51 891	74 508	148 290
1991	10 271	1 566	2 662	3 742	4 363	52 001	74 605	148 624
1992	10 313	1 544	2 632	3 742	4 334	52 150	74 715	148 689
1993	10 357	1 517	2 586	3 730	3 618	52 179	73 987	148 520
1994	10 356	1 449	2 548	3 721	3 618	51 921	73 613	148 336
1995	10 329	1 484	2 516	3 715	3 611	51 531	73 186	148 141
1996	10 298	1 469	2 491	3 710	3 599	51 114	72 681	147 739
1997	10 268	1 458	2 469	3 706	3 587	50 697	72 185	147 304
1998	10 239	1 450	2 449	3 703	3 649	50 295	71 785	146 909

	Asie occidentale			
	Armenie	***Azerbaïdjan***	***Géorgie***	***Total 3 pays***
1990	3 335	7 134	5 460	15 929
1991	3 612	7 242	5 464	16 318
1992	3 686	7 332	5 455	16 473
1993	3 732	7 399	5 440	16 571
1994	3 748	7 459	5 425	16 632
1995	3 760	7 511	5 417	16 688
1996	3 774	7 555	5 419	16 748
1997	3 786	7 603	5 431	16 820
1998	3 795	7 666	5 442	16 903

	Asie centrale					
	Kazakhstan	***Kirghizistan***	***Tadjikistan***	***Turkménistan***	***Ouzbékistan***	***Total 5 pays***
1990	16 742	4 395	5 303	3 668	20 515	50 623
1991	16 878	4 453	5 465	3 762	20 958	51 516
1992	16 975	4 493	5 571	4 032	21 445	52 516
1993	16 964	4 482	5 638	4 308	21 948	53 340
1994	16 775	4 473	5 745	4 406	22 378	53 777
1995	16 540	4 514	5 835	4 508	22 784	54 181
1996	16 166	4 576	5 927	4 597	23 225	54 491
1997	15 751	4 367	6 018	4 657	23 656	54 449
1998	15 567	4 699	6 115	4 838	24 050	55 269

Source : Voir tableau D–3a.

Tableau D–3c. **PIB par habitant des États issus de l'URSS, 1990–98**
(millions de dollars internationaux de 1990)

	Europe							*Europe/Asie*
	Bélarus	***Estonie***	***Lettonie***	***Lituanie***	***Moldavie***	***Ukraine***	***Total 6 pays***	***Fédération de Russie***
1990	7 153	10 733	9 841	8 591	6 211	5 995	6 536	7 762
1991	7 058	9 757	8 890	8 068	5 125	5 461	6 005	7 361
1992	6 355	8 496	5 861	6 352	3 666	4 901	5 210	6 289
1993	5 851	7 917	5 072	5 343	4 338	4 206	4 606	5 745
1994	5 115	8 123	5 148	4 831	2 994	3 257	3 746	5 024
1995	4 592	8 267	5 203	4 999	2 946	2 881	3 422	4 822
1996	4 736	8 679	5 430	5 237	2 725	2 614	3 273	4 675
1997	5 290	9 669	5 957	5 627	2 780	2 553	3 372	4 729
1998	5 743	10 118	6 216	5 918	2 497	2 528	3 439	4 523

	Asie occidentale			
	Armenie	***Azerbaïdjan***	***Géorgie***	***Total 3 pays***
1990	6 142	4 681	7 569	6 228
1991	5 005	4 579	5 969	5 138
1992	2 858	3 502	3 293	3 288
1993	2 573	2 667	2 335	2 537
1994	2 701	2 124	2 100	2 246
1995	2 877	1 862	2 157	2 186
1996	3 032	1 872	2 398	2 304
1997	3 126	1 970	2 662	2 454
1998	3 341	2 135	2 737	2 599

	Asie centrale					
	Kazakhstan	***Kirghizistan***	***Tadjikistan***	***Turkménistan***	***Ouzbékistan***	***Total 5 pays***
1990	7 305	3 592	2 995	3 626	4 264	5 032
1991	6 448	3 265	2 660	3 369	4 152	4 612
1992	6 069	2 789	1 767	2 673	3 606	4 066
1993	5 520	2 363	1 462	2 538	3 443	3 730
1994	4 875	1 893	1 129	2 052	3 199	3 298
1995	4 541	1 772	973	1 861	3 115	3 103
1996	4 669	1 873	797	1 947	3 109	3 119
1997	4 871	2 156	798	1 703	3 209	3 210
1998	4 809	2 042	830	1 723	3 296	3 205

Source : Construit à partir des tableaux D–3a et D–3b.

Tableau D–4. **Comparaison des estimations de l'OCDE et de Maddison concernant le niveau du PIB réel des 15 Etats issus de l'ex–URSS en 1990**

	PIB de 1996 en millions de dollars EKS de 1996	***Ratio du PIB en volume 1990–96***	***PIB de 1990 en dollars EKS de 1996***	***PIB de 1990 en dollars EKS de 1990***	***Estimations de Maddison du PIB de 1990 en dollars G–K de 1990***
Arménie	7 423	1.7898	13 286	11 467	20 483
Azerbaïdjan	14 501	2.31265	33 536	28 944	33 397
Bélarus	53 198	1.5046	80 042	69 083	73 389
Estonie	9 761	1.33187	13 000	11 220	16 980
Géorgie	15 844	3.1798	50 381	43 483	41 325
Kazakhstan	71 548	1.620295	115 929	100 056	122 295
Kirghizistan	9 547	1.8419	17 585	15 177	15 787
Lettonie	12 584	1.9526	24 572	21 208	26 413
Lituanie	21 320	1.647368	35 122	30 313	32 010
Moldavie	7 558	2.764838	20 897	18 036	27 112
Fédération de Russie	996 051	1.66667	1 660 085	1 432 790	1 151 040
Tadjikistan	5 455	3.362405	18 342	15 831	15 884
Turkménistan	13 510	1.4862	20 079	17 330	13 300
Ukraine	169 933	2.3285	395 690	341 513	311 112
Ouzbékistan	46 350	1.211234	56 141	48 454	87 468
Total	1 454 583		2 554 687	2 204 905	1 987 995

Source : Première colonne, données tirées de *A PPP Comparison for the NIS, 1994, 1995 et 1996*, OCDE, Paris, février 2000, annexe B, tableau B–1. La colonne 2 donne le ratio du PIB de 1990 au PIB de 1996 (obtenu à partir du tableau D–3 ci–dessus). La colonne 3 s'obtient en multipliant la colonne 1 par la colonne 2. La colonne 4 s'obtient en multipliant la colonne 3 par le déflateur du PIB des États–Unis pour 1990–96 (0.863082). La dernière colonne donne mes estimations (tirées du tableau A1–b de l'annexe A). Mes chiffres sont basés sur les estimations de la CEE pour l'ex–URSS (telles qu'indiquées au tableau A1–h de l'annexe A). La ventilation par république pour 1990 est tirée de Bolotin (1992). Bolotin a également utilisé l'approche PCI. Je préfère mes estimations parce qu'elles sont cohérentes avec celles que j'ai utilisées pour les pays d'Europe de l'Est, que la méthode de Geary–Khamis est bien meilleure que la méthode EKS, et que la qualité des données était probablement meilleure dans la comparaison de 1990 que de 1996.

Annexe E

Emploi, durée et productivité du travail

Tableau E–1. **Emploi total en Europe, au Japon et dans les pays occidentaux issus de l'immigration européenne, 1870–1998**
(milliers en milieu d'année)

	1870	*1913*	*1950*	*1973*	*1990*	*1998*
Autriche	2 077	3 122	3 215	3 160	3 412	3 723
Belgique	2 141	3 376	3 341	3 748	3 815	3 766
Danemark	820	1 277	1 978	2 426	2 672	2 693
Finlande	785	1 323	1 959	2 194	2 487	2 245
France	17 800	19 373	19 663	21 434	22 632	22 693
Allemagne	16 184	30 333	28 745	35 487	36 808	36 094
Italie	13 770	17 644	18 875	22 708	25 624	24 343
Pays–Bas	1 382	2 330	4 120	5 150	6 356	7 465
Norvège	706	984	1 428	1 676	2 030	2 241
Suède	1 923	2 602	3 422	3 879	4 465	3 979
Suisse	1 285	1 904	2 237	3 277	3 563	3 850
Royaume–Uni	13 157	19 884	22 400	25 076	26 942	27 121
Total 12 pays d'Europe occidentale	**72 030**	**104 152**	**111 383**	**130 215**	**140 806**	**140 213**
Irlande			1 220	1 067	1 126	1 503
Espagne		7 613	11 662	13 031	12 890	13 378
Australie	630	1 943	3 459	5 838	7 938	8 652
Canada	1 266	3 014	5 030	8 843	13 244	14 386
États–Unis	14 720	38 821	61 651	86 838	120 960	132 953
Tchécoslovaquie		5 854	5 972	7 092	7 679	7 374
a) République tchèque					5 201	5 207
b) Slovaquie					2 478	2 167
Hongrie		3 285	4 379	5 008	4 808	3 698
Pologne			12 718	17 319	16 840	15 477
Roumanie		6 877	9 710	10 015	10 865	10 845
URSS		64 664	85 246	128 278	132 546	
Fédération de Russie					75 325	64 500
Allemagne de l'Est			7 581	8 327	8 820	6 055
Japon	18 684	25 751	35 683	52 590	62 490	65 141

Source : 1870–1973 d'après Maddison (1995*a*), mis à jour avec OCDE (1999), *Statistiques de la population active 1978–1998,* Paris, pour les pays d'Europe occidentale, le Japon et les pays occidentaux issus de l'immigration européenne. Dans le cas de l'Allemagne, les chiffres pour 1870–1913 correspondent aux frontières de 1913 (hors Alsace–Lorraine) et aux frontières de 1991 pour 1950–98 ; pour 1950–98, les chiffres de l'Allemagne de l'Est (donnés dans le tableau) ont été ajoutés à ceux de la République fédérale. Pour 1870 et 1913, les chiffres de l'emploi sur le territoire de la République fédérale (donnés dans Maddison, 1995a) ont été ajustés à la hausse à l'aide du ratio de la population au sein des frontières de 1913 (Alsace–Lorraine inclue) sur la population du territoire de la République fédérale (voir Tableau A–d en Annexe A). Pour le Royaume–Uni, les chiffres de 1870 et 1913 comprennent l'Irlande du Sud ; les estimations de l'emploi dans Maddison (1995a) pour 1870 et 1913 ont été ajustées à la hausse à l'aide du ratio de la population. Pour les autres pays de ce groupe, les chiffres correspondent pour toutes les années à l'emploi au sein des frontières actuelles.
Pour l' Europe de l'Est, les chiffres pour 1870–1973 proviennent de Maddison (1995a). Les données pour l'Allemagne de l'Est en 1950 et 1973 sont tirées de Merkel et Wahl (1991) p. 73 ; pour 1990 et 1998, de Van Ark (1999). Cette même source a également été utilisée pour la Hongrie, la Pologne, la Roumanie, la Fédération de Russie et la Slovaquie pour 1990. Les chiffres pour la République tchèque en 1990 et 1998 ainsi que pour la Hongrie et la Pologne pour 1998 viennent de OCDE, *Statistiques de la population active 1978–1998,* Paris ; pour la Roumanie, la Fédération de Russie et la Slovaquie en 1998, de OCDE, *Principaux indicateurs économiques,* avril 2000 ; et pour l'URSS en 1990, de Maddison (1995*b*).

Tableau E–2. **Emploi total en Amérique latine et en Asie, 1950–98**
(milliers en milieu d'année)

	1950	*1973*	*1990*	*1998*
Argentine	6 821	9 402	11 932	13 060
Brésil	17 657	33 164	56 108	63 966
Chili	2 256	2 894	4 429	5 541
Colombie	3 844	6 616	10 747	12 673
Mexique	8 766	15 180	24 905	31 519
Pérou	2 799	4 471	7 446	9 444
Venezuela	1 571	3 338	5 859	7 716
Chine	184 984	362 530	567 400	626 630
Hong Kong			2 710	3 140
Inde	161 386	239 645	324 885	377 548
Indonésie	30 863	46 655	75 851	87 672
Malaisie			6 686	8 563
Pakistan	14 009	50 144	31 290	35 430
Philippines	8 525	14 195	22 532	28 262
Singapour			1 486	1 870
Corée du Sud	6 377	11 140	18 085	19 926
Sri Lanka			4 951	6 085
Taiwan	2 872	5 327	8 283	9 289
Thaïlande	10 119	18 576	30 844	32 138

Source : Les estimations pour l'Amérique latine sont tirées de Andre Hofman. Celles pour l'Asie 1950–73 de Maddison (1995a), p. 247. Pour 1990 et 1998, elles proviennent en général de la Banque asiatique de développement, *Key Indicators for Developing Asian and Pacific Countries*. Pour la Chine 1999 et 1998, de SSB, *Chine Statistical Yearbook 1999*, Beijing. Pour la Corée 1990 et 1998, de l'OCDE (1999), *Statistiques de la population active* 1978–1998, Paris.

Tableau E–3. **Nombre d'heures travaillées chaque année par personne employée, 1870–1998**

	1870	*1913*	*1950*	*1973*	*1990*	*1998*
Autriche	2 935	2 580	1 976	1 778	1 590	1 515
Belgique	2 964	2 605	2 283	1 872	1 638	1 568
Danemark	2 945	2 553	2 283	1 742	1 638	1 664
Finlande	2 945	2 588	2 035	1 707	1 668	1 637
France	2 945	2 588	1 926	1 771	1 539	1 503
Allemagne	2 841	2 584	2 316	1 804	1 566	1 523
Italie	2 886	2 536	1 997	1 612	1 500	1 506
Pays–Bas	2 964	2 605	2 208	1 751	1 347	1 389
Norvège	2 945	2 588	2 101	1 721	1 460	1 428
Suède	2 945	2 588	1 951	1 571	1 508	1 582
Suisse	2 984	2 624	2 144	1 930	1 644	1 595
Royaume–Uni	2 984	2 624	1 958	1 688	1 637	1 489
Irlande			2 250	2 010	1 700	1 657
Espagne			2 200	2 150	1 941	1 908
Australie	2 945	2 588	1 838	1 708	1 645	1 641
Canada	2 964	2 605	1 967	1 788	1 683	1 663
États–Unis	2 964	2 605	1 867	1 717	1 594	1 610
Argentine			2 034	1 996	1 850	1 903
Brésil			2 042	2 096	1 879	1 841
Chili			2 212	1 955	1 984	1 974
Colombie			2 323	2 141	1 969	1 956
Mexique			2 154	2 061	2 060	2 073
Pérou			2 189	2 039	1 930	1 926
Venezuela			2 179	1 965	1 889	1 931
Japon	2 945	2 588	2 166	2 042	1 951	1 758

Source : Les données pour 1870–1973 proviennent de Maddison (1995*a*), p. 248, et pour 1990 dans les pays de l'OCDE, de Maddison (1996), p. 41, ainsi que de documents de travail de Maddison (1991*a*). Les variations du temps de travail entre 1992 et 98 se rapportent au niveau de 1992 présenté dans Maddison (1995*a*) p. 248, sauf pour les États–Unis dont les chiffres sont tirés d'estimations du Bureau américain des statistiques de la population active en ce qui concerne la moyenne horaire hebdomadaire des ouvriers du secteur privé, multipliée par le nombre moyen de semaines travaillées dans l'année. Les estimations pour l'Amérique latine proviennent de Andre Hofman (et actualisent les chiffres de Hofman, 2000).

Tableau E–4. **Nombre total d'heures travaillées, 1870–1998**
(en millions d'heures)

	1870	***1913***	***1950***	***1973***	***1990***	***1998***
Autriche	6 096	8 055	6 353	5 618	5 425	5 640
Belgique	6 346	8 794	7 628	7 016	6 249	5 905
Danemark	2 415	3 260	4 516	4 226	4 377	4 481
Finlande	2 312	3 424	3 987	3 745	4 148	3 675
France	52 421	50 137	37 871	37 960	34 831	34 108
Allemagne	45 979	78 380	66 573	64 019	57 641	54 971
Italie	39 740	44 745	37 693	36 605	38 436	36 661
Pays–Bas	4 096	6 070	9 097	9 018	8 562	10 369
Norvège	2 079	2 547	3 000	2 884	2 964	3 200
Suède	5 663	6 734	6 676	6 094	6 733	6 295
Suisse	3 834	4 996	4 796	6 325	5 858	6 141
Royaume–Uni	39 260	52 176	43 859	42 328	44 104	40 383
Total 12 pays d' Europe occidentale	**210 242**	**269 318**	**232 049**	**225 838**	**219 327**	**211 829**
Irlande			2 745	2 145	1 914	2 490
Espagne			25 656	28 017	25 019	25 525
Australie	1 855	5 028	6 358	9 971	13 058	14 198
Canada	3 752	7 851	9 894	15 811	22 290	23 924
États–Unis	43 630	101 129	115 102	149 101	192 810	214 054
Argentine			13 874	18 766	22 074	24 853
Brésil			36 056	69 512	105 427	117 761
Chili			4 990	5 658	8 787	10 938
Colombie			8 930	14 165	21 161	24 788
Mexique			18 882	31 286	51 304	65 339
Pérou			6 127	9 116	14 371	18 189
Venezuela			3 423	6 559	11 068	14 900
Japon	55 024	66 644	77 289	107 389	121 918	114 518

Tableau E–5. **PIB par personne employée en Europe, au Japon et dans les pays occidentaux issus de l'immigration européenne, 1870–1998**
(en dollars internationaux de 1990)

	1870	*1913*	*1950*	*1973*	*1990*	*1998*
Autriche	4 053	7 512	7 994	26 971	38 240	41 019
Belgique	6 420	9 581	14 125	31 621	44 939	52 642
Danemark	4 612	9 139	14 992	28 867	35 503	43 564
Finlande	2 546	4 829	8 704	23 575	33 817	42 058
France	4 051	7 458	11 214	31 910	45 356	50 680
Allemagne	4 414	7 824	9 231	26 623	34 352	40 452
Italie	3 037	5 412	8 739	25 661	36 124	42 015
Pays–Bas	7 201	10 710	14 719	34 134	40 606	42 534
Norvège	3 520	6 218	12 492	26 578	38 588	46 792
Suède	3 602	6 688	13 813	28 305	33 920	41 564
Suisse	4 566	8 657	19 019	35 780	41 229	39 570
Royaume–Uni	7 614	11 296	15 529	26 956	35 061	40 875
Moyenne pondérée						
12 pays d' Europe occidentale	**4 702**	**8 072**	**11 551**	**28 109**	**37 476**	**43 108**
Irlande				19 778	36 820	44 822
Espagne		6 001	5 727	23 346	36 801	41 870
Australie	10 241	14 180	17 714	29 516	36 682	44 190
Canada	5 061	11 585	20 311	35 302	39 601	43 298
États–Unis	6 683	13 327	23 615	40 727	47 976	55 618
Tchécoslovaquie		4 741	7 262	14 445	17 263	17 726
a) République tchèque					17 632	17 073
b) Slovaquie					16 487	19 298
Hongrie		5 007	5 288	11 649	13 933	17 872
Pologne			4 776	10 276	11 575	16 684
Roumanie			1 985	7 230	7 389	5 967
URSS		3 593	5 986	11 795	14 999	
Fédération de Russie					15 281	10 302
Allemagne de l'Est			6 782	15 608	9 317	20 319
Japon	1 359	2 783	4 511	23 634	37 144	39 631

Tableau E–6. **PIB par personne employée en Amérique latine et en Asie, 1950–98**
(en dollars internationaux de 1990)

	1950	*1973*	*1990*	*1998*
Argentine	12 538	21 349	17 811	25 598
Brésil	5 060	12 111	13 256	14 491
Chili	10 316	17 416	18 974	26 038
Colombie	6 492	12 202	14 799	16 187
Mexique	7 685	18 399	20 747	20 810
Pérou	6 170	12 685	8 727	10 135
Venezuela	23 792	37 856	27 419	26 495
Chine	1 297	2 041	3 718	6 181
Hong Kong			36 815	43 022
Inde	1 377	2 065	3 380	4 510
Indonésie			5 945	7 157
Malaisie			13 434	17 356
Pakistan			5 817	7 381
Philippines	2 653	5 809	6 348	6 236
Singapour			29 159	42 259
Corée du Sud	2 516	8 689	20 633	28 315
Sri Lanka			8 501	10 420
Taiwan	2 569	11 924	24 203	35 198
Thaïlande	1 618	4 065	8 291	11 591

Tableau E–7. **Productivité du travail (PIB par heure travaillée), 1870–1998**
(en dollars internationaux de 1990 par heure)

	1870	*1913*	*1950*	*1973*	*1990*	*1998*
Autriche	1.38	2.91	4.05	15.17	24.05	27.07
Belgique	2.17	3.68	6.19	16.89	27.44	33.57
Danemark	1.57	3.58	6.57	16.57	21.67	26.18
Finlande	0.86	1.87	4.28	13.81	20.27	25.69
France	1.38	2.88	5.82	18.02	29.47	33.72
Allemagne	1.55	3.03	3.99	14.76	21.94	26.56
Italie	1.05	2.13	4.38	15.92	24.08	27.90
Pays–Bas	2.43	4.11	6.67	19.49	30.15	30.62
Norvège	1.20	2.40	5.95	15.44	26.43	32.77
Suède	1.22	2.58	7.08	18.02	22.49	26.27
Suisse	1.53	3.30	8.87	18.54	25.08	24.81
Royaume–Uni	2.55	4.31	7.93	15.97	21.42	27.45
Moyenne pondérée 12 pays d'Europe occidentale	**1.61**	**3.12**	**5.54**	**16.21**	**24.06**	**28.53**
Irlande			3.73	9.84	21.66	27.05
Espagne			2.60	10.86	18.96	21.94
Australie	3.48	5.48	9.64	17.28	22.30	26.93
Canada	1.71	4.45	10.33	19.74	23.53	26.04
États–Unis	2.25	5.12	12.65	23.72	30.10	34.55
Argentine			6.16	10.70	9.63	13.45
Brésil			2.48	5.78	7.05	7.87
Chili			4.66	8.91	9.56	13.19
Colombie			2.79	5.70	7.52	8.28
Mexique			3.57	8.93	10.07	10.04
Pérou			2.82	6.22	4.52	5.26
Venezuela			10.92	19.27	14.52	13.72
Japon	0.46	1.08	2.08	11.57	19.04	22.54

Tableau E–8. **Taux de croissance du PIB par heure travaillée, 1870–1998**
(moyenne annuelle composée des taux de croissance)

	1870–1913	*1913–50*	*1950–73*	*1973–98*	*1973–90*	*1990–98*
Autriche	1.75	0.89	5.91	2.34	2.75	1.49
Belgique	1.24	1.42	4.46	2.79	2.89	2.56
Danemark	1.94	1.65	4.11	1.85	1.59	2.39
Finlande	1.80	2.27	5.23	2.51	2.28	3.00
France	1.74	1.92	5.03	2.54	2.94	1.70
Allemagne	1.56	0.75	5.86	2.38	2.36	2.42
Italie	1.66	1.96	5.77	2.27	2.47	1.86
Pays–Bas	1.23	1.31	4.78	1.82	2.60	0.20
Norvège	1.64	2.48	4.24	3.05	3.21	2.72
Suède	1.75	2.76	4.14	1.52	1.31	1.96
Suisse	1.80	2.71	3.26	1.17	1.79	–0.14
Royaume–Uni	1.22	1.67	3.09	2.19	1.74	3.15
Moyenne pondérée 12 pays d'Europe occidentale	**1.55**	**1.56**	**4.77**	**2.29**	**2.35**	**2.16**
Irlande			4.31	4.13	4.75	2.82
Espagne			6.41	2.85	3.33	1.84
Australie	1.06	1.54	2.57	1.79	1.51	2.39
Canada	2.25	2.30	2.86	1.11	1.04	1.27
États–Unis	1.92	2.48	2.77	1.52	1.41	1.74
Argentine			2.42	0.92	–0.62	4.27
Brésil			3.75	1.24	1.18	1.38
Chili			2.85	1.58	0.42	4.10
Colombie			3.15	1.50	1.64	1.21
Mexique			4.07	0.47	0.71	–0.04
Pérou			3.50	–0.67	–1.86	1.91
Venezuela			2.50	–1.35	–1.65	–0.70
Japon	1.99	1.80	7.74	2.70	2.97	2.13

Tableau E–9. **Niveaux de PIB par heure travaillée, 1870–1998**
(États–Unis = 100)

	1870	*1913*	*1950*	*1973*	*1990*	*1998*
Autriche	61	57	32	64	80	78
Belgique	96	72	49	71	91	97
Danemark	69	70	52	70	72	76
Finlande	38	36	34	58	67	74
France	61	56	46	76	98	98
Allemagne	69	59	32	62	73	77
Italie	47	42	35	67	80	81
Pays–Bas	108	80	53	82	100	89
Norvège	53	47	47	65	88	95
Suède	54	51	56	76	75	76
Suisse	68	64	70	78	83	72
Royaume–Uni	113	84	63	67	71	79
Moyenne pondérée 12 pays d'Europe occidentale	**71**	**61**	**44**	**68**	**80**	**83**
Irlande					72	78
Espagne					63	64
Australie	154	107	76	73	74	78
Canada	76	87	82	83	78	75
Argentine			49	45	32	39
Brésil			20	24	23	23
Chili			37	38	32	38
Colombie			22	24	25	24
Mexique			28	38	33	29
Pérou			22	26	15	15
Venezuela			86	81	48	40
Japon	20	21	16	49	63	65

Tableau E–10. **Nombre d'heures travaillées annuellement par habitant, 1870–1998**
(heures)

	1870	*1913*	*1950*	*1973*	*1990*	*1998*
Autriche	1 349	1 190	916	741	702	698
Belgique	1 245	1 147	883	721	627	579
Danemark	1 279	1 093	1 058	842	852	845
Finlande	1 318	1 131	994	803	832	713
France	1 364	1 209	905	728	614	580
Allemagne	1 172	1 205	974	811	726	670
Italie	1 425	1 201	800	669	678	637
Pays–Bas	1 133	985	899	671	573	660
Norvège	1 198	1 041	919	728	699	722
Suède	1 360	1 198	952	749	786	711
Suisse	1 439	1 293	1 022	982	862	861
Royaume–Uni	1 251	1 143	871	753	766	682
Moyenne pondérée 12 pays d'Europe occidentale	1 295	1 181	904	750	701	657
Irlande			925	698	546	672
Espagne			921	805	644	648
Australie	1 048	1 043	778	738	764	757
Canada	992	1 000	720	701	805	790
États–Unis	1 084	1 036	756	704	771	791
Argentine			809	745	676	685
Brésil			675	672	698	694
Chili			819	572	669	740
Colombie			770	614	642	643
Mexique			663	543	605	663
Pérou			803	635	654	697
Venezuela			683	552	573	653
Japon	1 598	1 290	925	988	987	905

Tableau E–11. **Emploi en Europe, au Japon et dans les pays occidentaux issus de l'immigration européenne, en pourcentage de la population, 1870–1998**
(pourcentage)

	1870	*1913*	*1950*	*1973*	*1990*	*1998*
Autriche	46.0	46.1	46.4	41.7	44.1	46.1
Belgique	42.0	44.0	38.7	38.5	38.3	36.9
Danemark	43.4	42.8	46.3	48.3	52.0	50.8
Finlande	44.8	43.7	48.9	47.0	49.9	43.6
France	46.3	46.7	47.0	41.1	39.9	38.6
Allemagne	41.3	46.6	42.0	44.9	46.4	44.0
Italie	49.4	47.4	40.1	41.5	45.2	42.3
Pays–Bas	38.2	37.8	40.7	38.3	42.5	47.5
Norvège	40.7	40.2	43.7	42.3	47.9	50.6
Suède	46.2	46.3	48.8	47.7	52.1	45.0
Suisse	48.2	49.3	47.7	50.9	52.4	54.0
Royaume–Uni	41.9	43.6	44.5	44.6	46.8	45.8
Moyenne pondérée 12 pays d'Europe occidentale	**44.4**	**45.7**	**43.4**	**43.3**	**45.0**	**43.5**
Irlande			41.1	34.7	32.1	40.6
Espagne		37.6	41.8	37.4	33.2	34.0
Australie	35.6	40.3	42.3	43.2	46.5	46.1
Canada	33.5	38.4	36.6	39.2	47.8	47.5
États–Unis	36.6	39.8	40.5	41.0	48.4	49.1
Tchécoslovaquie		44.2	48.2	48.7	49.3	47.0
a) République tchèque					50.4	50.6
b) Slovaquie					47.1	40.2
Hongrie		41.9	46.9	48.0	46.4	36.2
Pologne		0.0	51.2	52.0	44.2	40.1
Roumanie		54.9	59.5	48.1	47.7	48.4
URSS		41.4	47.3	51.4	45.8	
Fédération de Russie					50.8	43.9
Japon	54.3	49.8	42.7	48.4	50.6	51.5

Tableau E–12. **Emploi en Amérique latine et en Asie, en pourcentage de la population, 1950–1998**
(pourcentage)

	1950	*1973*	*1990*	*1998*
Argentine	39.8	37.3	36.6	36.0
Brésil	33.0	32.1	37.1	37.7
Chili	37.0	29.2	33.7	37.5
Colombie	33.2	28.7	32.6	32.8
Mexique	30.8	26.3	29.4	32.0
Pérou	36.7	31.2	33.9	36.2
Venezuela	31.4	28.1	30.3	33.8
Chine	33.8	41.1	50.0	50.4
Hong Kong			47.5	46.9
Inde	45.0	41.3	38.7	38.7
Indonésie	39.0	37.5	42.3	42.9
Malaisie			38.2	40.9
Pakistan	35.5	70.5	27.5	26.2
Philippines	40.3	33.7	34.6	36.4
Singapour			48.9	53.6
Corée du Sud	30.6	32.7	42.2	42.9
Sri Lanka			28.8	32.1
Taiwan	36.4	34.5	40.9	42.6
Thaïlande	50.5	46.1	56.0	53.5

Annexe F

Valeur et volume des exportations, 1870–1998

Tableau F–1. **Valeur des exportations de marchandises en prix courants (56 pays), 1870–1998**
(millions de dollars au taux de change courant)

	1870	*1913*	*1929*	*1950*	*1973*	*1990*	*1998*
Autriche	160	561	308	326	5 283	41 138	62 746
Belgique	133	717	884	1 652	22 450	118 328	177 662
Danemark	42[a]	171	433	665	6 248	35 135	46 915
Finlande	9	78	162	390	3 837	26 572	42 963
France	541	1 328	1 965	3 082	36 675	210 169	305 492
Allemagne	424	2 454	3 212	1 993	67 563	409 958	543 292
Italie	208	485	783	1 206	22 226	170 383	242 147
Pays–Bas	158[b]	413	800	1 413	27 348	131 787	182 753
Norvège	22	105	199	390	4 726	34 045	39 649
Suède	41	219	486	I 103	12 201	57 542	84 739
Suisse	132[b]	226	404	894	9 538	63 793	75 439
Royaume–Uni	971	2 555	3 550	6 325	29 640	185 326	271 850
Total	2 841	9 352	13 186	19 439	247 735	1 484 176	2 075 627
Australie	98	382	592	1 668	9 559	39 760	55 896
Canada	58	421	1 141	3 020	26 437	127 634	214 335
Nouvelle Zélande	12	112	259	514	2 596	9 394	12 071
États–Unis	403	2 380	5 157	10 282	71404	393 592	682 497
Total	571	3 295	7 149	15 484	109 996	570 380	964 799
Grèce	7	23	91	90	I 456	8 106	9 559
Irlande	–	–	225	203	2129	23 747	64 333
Portugal	22	38	48	186	1 842	16 419	24 218
Espagne	76	183	407	389	5 200	55 528	109 231
Total	105	244	771	868	10 627	103 800	207 341
Bulgarie	5[b]	94	46	116	3 301	6 836	4292
Tchécoslovaquie	–	–	606	779	6 035	11 882	37 083
Hongrie	–	–	182	329	3 354	9 597	22 955
Pologne	–	–	316	634	6 374	13 627	27 191
Roumanie	32[b]	130	173	300	3 691	5 775	8 300
URSS	216	783	482	1 801	21458	104 177	119 798
Yougoslavie	6[b]	18	139	154	2 853	14 312	I7 324
Total	259	1 025	1 944	4 113	47 066	166 206	236 943

Tableau F–1. **Valeur des exportations de marchandises en prix courants (56 pays), 1870–1998**
(millions de dollars au taux de change courant)

	1870	*1913*	*1929*	*1950*	*1973*	*1990*	*1998*
Argentine	29	515	908	1 178	3 266	12 353	25 227
Brésil	76	317	462	1 359	6 199	31 414	51 120
Chili	27	149	283	281	1 231	8 373	14 895
Colombie	18	34	124	394	1 177	6 766	10 852
Mexique	28[a]	150	285	532	2 261	27 131	117 500
Pérou	25[a]	43	117	193	1 112	3 231	5 736
Venezuela	15[a]	28	149	929	4 680	17 783	15 682
Total	218	1 236	2 328	4 866	19 926	107 051	241 012
Bangladesh	–	–	–	303	358	1 671	3 831
Birmanie	–	–	–	139	140	325	1 067
Chine	102	299	660	550	5 876	62 091	183 589
Inde	255	786	1 177	1 145	2 917	17 970	33 656
Indonésie	31	270	582	800	3 211	25 675	48 847
Japon	15	315	969	825	37 017	287 648	388 117
Pakistan	–	–	–	330	955	5 589	8 501
Philippines	29	48	163	331	1 885	8 068	27 783
Corée du Sud	0	15	159	23	3 225	65 016	132 313
Taiwan	–	26	125	73	4 483	67 142	110 454
Thaïlande	7	43	94	304	1 564	23 071	54 455
Turquie	49[b]	94	139	159	1 317	12 959	25 938
Total	488	1 896	4 068	4 982	62 948	577 225	1 018 549
Côte d'Ivoire	–	–	–	79	857	3 072	4 504
Egypte	66[a]	156	253	504	1 121	4 957	3 130
Ethiopie	n.d.	n.d.	n.d.	37	239	298	560
Ghana	2	26	60	217	628	863	1 788
Kenya	n.d.	n.d.	34	57	516	1 031	2 007
Maroc	n.d.	n.d.	48	190	910	4 265	12 480
Nigeria	4	36	86	253	3 462	12 961	37 029
Afrique du Sud	14	342	454	1 158	6 114	22 834	25 396
Tanzanie	n.d.	n.d.	18	68	61	331	675
Zaïre	n.d.	n.d.	40	261	1 013	999	592
Total	n.d.	n.d.	n.d.	2 824	14 921	51 611	73 333

a) 1874 ; b) 1872 ; c) 1991.

Source : Maddison (1962 et 1989); Ligue des Nations, *Review of World Trade 1938*, Genève, 1939 ; Nations unies. *Yearbook of International Trade Statistics*, New York, diverses années ; FMI, *Statistiques financières internationales*, Washington, D.C., diverses années.

Tableau F–2. **Valeur des exportations de marchandises en prix constants (35 pays), 1870–1998**
(millions de dollars de 1990)

	1820	*1870*	*1913*	*1929*	*1950*	*1973*	*1998*
Autriche	47	467	2 024	1 746	1 348	13 899	69 519
Belgique	92	1 237	7 318	7 845	8 182	61 764	175 503
Danemark		314	1 494	2 705	3 579	16 568	49 121
Finlande		310	1 597	2 578	3 186	15 641	48 697
France	487	3 512	11 292	16 600	16 848	104 161	329 597
Allemagne		6 761	38 200	35 068	13 179	194 171	567 372
Italie	339	1 788	4 621	5 670	5 846	72 749	267 378
Pays–Bas		1 727[a]	4 329	7 411	7 411	71 522	194 430
Norvège		223	854	1 427	2 301	11 687	58 141
Suède		713	2 670	4 167	7 366	34 431	103 341
Suisse	147	1 107	5 735	5 776	6 493	38 972	78 863
Royaume–Uni	1 125	12 237	39 348	31 990	39 348	94 670	277 243
Total	n.d.	30 396	119 482	122 983	115 087	730 235	2 219 205
Australie		455	3 392	3 636	5 383	18 869	69 324
Canada		724	4 044	7 812	12 576	60 214	243 015
États–Unis	251	2 495	19 196	30 368	43 114	174 548	745 330
Total	n.d.	3 674	26 632	41 816	61 073	253 631	1 057 669
Espagne	137	850	3 697	3 394	2 018	15 295	131 621
URSS		n.d.	6 666	3 420	6 472	58 015	119 978
Argentine		222	1 963	3 096	2 079	4 181	23 439
Brésil		854	1 888	2 592	3 489	9 998	49 874
Chili		166	702	1 352	1 166	2 030	18 228
Colombie		114	267	811	1 112	2 629	11 117
Mexique		242	2 363	3 714	1 999	5 238	70 261
Pérou		202	409	1 142	1 172	4 323	6 205
Venezuela		n.d.	1 374	2 593	9 722	23 779	29 411
Total		2 126	8 966	15 300	20 739	52 178	208 535
Bangladesh		–	–	–	284	445	4 146
Birmanie		–	–	–	269	235	1 075
Chine		1 398	4 197	6 262	6 339	11 679	190 177
Inde		3 466	9 480	8 209	5 489	9 679	40 972
Indonésie		172	989	2 609	2 254	9 605	56 232
Japon		51	1 684	4 343	3 538	95 105	346 007
Pakistan		–	–	–	720	1 626	9 868
Philippines		55	180	678	697	2 608	22 712
Corée du Sud		0	171	1 292	112	7 894	204 542
Taiwan		–	70	261	180	5 761	100 639
Thaïlande		88	495	640	1 148	3 081	48 752
Total		5 230	17 266	24 294	21 030	147 733	1 025 122

a) 1872

Source : Les chiffres de variation en volume pour l'Europe occidentale, le Japon et les pays occidentaux issus de l'immigration européenne sont tirés de A. Maddison, *Dynamic Forces in Capitalist Development*, OUP, 1991, Annexe F, actualisé avec OCDE, *Perspectives économiques*, décembre 1999. Pour l'Espagne 1826–1980, ils proviennent de A. Carreras, dir., *Estadisticas Historicas de España: Siglos XIX–XX*, Fundacion Banco Exterior, Madrid, 1989, pp. 346–7. Pour l'URSS, l'Amérique latine et l'Asie, de sources citées dans Maddison, *L'économie mondiale au 20ème siècle*, Centre de Développement de l'OCDE, 1989, p. 140, actualisées avec les variations en volume tirées du FMI, *Statistiques financières internationales*, divers numéros. Pour le Brésil 1870–1913, de R.W. Goldsmith, *Brasil 1850–1984: Desenvolvimento Financeiro Sob um Secolo de Inflacâo*, Harper and Row, Sao Paulo, 1986, pp. 54–5 et 110–111. Pour le Pérou 1870–1950, de S.J. Hunt, "Price and Quantum Estimates of Peruvian Exports, 1830–1962", *Discussion Paper* 33, Programme de recherche en économie du développement, Princeton University, janvier 1973, (pondérations de 1929 pour 1900–50, pondérations de 1900 pour 1870–1900). Pour le Venezuela 1913–29, de A. Baptista, *Bases Cuantitativas de la Economia Venezolana 1830–1989*, C. Corporativas, Caracas, 1991, et 1929–92 de la CEPALC. Les chiffres de variation de 1990–8 proviennent de la Banque asiatique de développement, de l'OCDE, de la CEPALC et du FMI.

Tableau F–3. **Valeur des exportations mondiales par région à prix constants, 1870–1998**
(en millions de dollars de 1990)

	1870	*1913*	*1950*	*1973*	*1990*	*1998*
Europe occidentale	32 428	127 839	121 535	773 726	1 597 933	2 490 596
Pays d'immigration eur.	3 783	27 425	62 892	254 128	570 380	1 071 432
Europe de l'Est et ex–URSS	2 100	8 726	14 780	127 285	166 252	237 148
Amérique latine	2 709	10 910	25 235	66 155	139 611	286 043
Asie	7 000	22 900	41 800	372 170	883 309	1 577 571
Afrique	2 325	14 625	29 379	97 184	99 277	154 290
Monde	50 345	212 425	295 621	1 690 648	3 456 762	5 817 080

Source : Les données pour 1950–98 sont tirées du FMI, *Statistiques financières internationales,* diverses années, complétées par Nations unies, *Yearbook of International Trade Statistics*, diverses années. On suppose que les exportations en volume pour 1870–1950 pour l'Europe occidentale dans son ensemble évoluent parallèlement au total des 13 pays calculé au tableau F–2 ; que celles des pays issus de l'immigration européenne évoluent parallèlement au total des 3 pays calculé au tableau F–2 ; que celles d'Amérique latine évoluent parallèlement au total des 7 pays calculé au tableau F–2 (ajusté pour inclure le Venezuela en 1870). Le total pour l'Asie est supposé évoluer parallèlement à la somme des pays asiatique calculée au tableau F–2, ajustée pour inclure les exportations de pétrole des pays d'Asie occidentale. Les chiffres pour l'Europe de l'est, l'ex–URSS et l'Afrique sont des suppositions basées sur les données partielles du tableau F–1 et sur des estimations de valeurs unitaires pour les zones ayant une structure similaire en produits de base.

Tableau F–4. **Taux de croissance en volume des exportations de marchandises, 11 pays et le monde, 1870–1998**
(moyenne annuelle composée des taux de croissance)

	1870–1913	*1913–50*	*1950–73*	*1973–98*
France	2.8	1.1	8.2	4.7
Allemagne	4.1	–2.8	12.4	4.4
Pays–Bas	2.3	1.5	10.4	4.1
Royaume–Uni	2.8	0.0	3.9	4.4
Espagne	3.5	–1.6	9.2	9.0
États–Unis	4.9	2.2	6.3	6.0
Mexique	5.4	–0.5	4.3	10.9
Brésil	1.9	1.7	4.7	6.6
Chine	2.6	1.1	2.7	11.8
Inde	2.4	–1.5	2.5	5.9
Japon	8.5	2.0	15.4	5.3
Monde	3.4	0.9	7.9	5.1

Source : D'après les tableaux Tables F–2 et F–3.

Tableau F–5. **Exportations de marchandises en pourcentage du PIB aux prix de 1990, 11 pays et le monde, 1870–1998**

	1870	*1913*	*1929*	*1950*	*1973*	*1998*
France	4.9	7.8	8.6	7.6	15.2	28.7
Allemagne	9.5	16.1	12.8	6.2	23.8	38.9
Pays-Bas	17.4	17.3	17.2	12.2	40.7	61.2
Royaume-Uni	12.2	17.5	13.3	11.3	14.0	25.0
Espagne	3.8	8.1	5.0	3.0	5.0	23.5
États-Unis	2.5	3.7	3.6	3.0	4.9	10.1
Mexique	3.9	9.1	12.5	3.0	1.9	10.7
Brésil	12.2	9.8	6.9	3.9	2.5	5.4
Chine	0.7	1.7	1.8	2.6	1.5	4.9
Inde	2.6	4.6	3.7	2.9	2.0	2.4
Japon	0.2	2.4	3.5	2.2	7.7	13.4
Monde	4.6	7.9	9.0	5.5	10.5	17.2

Source : Tableaux F–2, F–3, et B–18. Voir Maddison (1997), Tableau 13 pour une comparaison des ratios à prix courants et à prix constants. Les prix à l'exportation ayant augmenté moins rapidement sur le long terme que les déflateurs du PIB, les ratios sont plus élevés pour les premières années en prix courants qu'en prix de 1990. Par exemple, le ratio à prix courants pour le Royaume-Uni était de 17.3 en 1870 ; de 20.9 en 1913 ; de 14.4 en 1950 et de 16.3 en 1973.

Bibliographie

Abel, W. (1978), *Agrarkrisen und Agrarkonjunktur*, Parey, Hambourg et Berlin.

Abramovitz, M. (1989), *Thinking About Growth*, Cambridge University Press, Cambridge.

Abulafiah, D. (1987), "Asia, Africa and the Trade of Medieval Europe", *in* Postan *et al.*, (dir. pub.), vol. II, pp. 402–73.

Abu–Lughod, J.L. (1989), *Before European Hegemony: The World System AD 1250–1350*, Oxford University Press, Oxford.

Abu–Lughod, J.L. (1971), *Cairo, 1001 Years of the City Victorious*, Princeton University Press, New Jersey.

ADB (Asian Development Bank) (1999), *Key Indicators of Developing Asian and Pacific Countries*, Oxford University Press, Oxford.

Alden, D. (1973), *The Colonial Roots of Modern Brazil,* University of California Press, Berkeley.

Allen, R.C. (1991), "The Two English Agricultural Revolutions, 1450–1850", *in* Campbell et Overton.

Amin, S. (1966), *L'économie du Maghreb*, Éditions de Minuit, Paris.

Arasaratnam, S. (1990), "Recent Trends in the Historiography of the Indian Ocean, 1500 to 1800", *Journal of World History,* automne, pp. 225–48.

Ark, B. van (1999), "Economic Growth and Labour Productivity in Europe: Half a Century of East–West Comparisons", Research Memorandum GD–41, Groningen Growth and Development Centre.

Ark, B. van (2000), "Measuring Productivity in the 'New Economy': Towards a European Perspective", *De Economist*, 148,1, pp. 87–105.

Ark, B. van et N. Crafts (1996), *Quantitative Aspects of Post–War European Economic Growth,* Cambridge University Press, Cambridge.

Ark, B. van , S. Kuipers et G. Kuper (2000), *Productivity, Technology and Economic Growth*, Kluwer, Dordrecht.

Ashtor, E. (1976), *A Social and Economic History of the Near East in the Middle Ages,* University of California Press, Berkeley.

Ashtor, E. (1980), "The Volume of Medieval Spice Trade", *Journal of European Economic History,* vol. 9, No. 3, hiver, pp. 753–763.

Aubin, F. (dir. pub.) (1970), *Études Song in Memoriam Etienne Balazs,* Mouton, Paris.

Bagnall, R.S. et B.W. Frier (1994), *The Demography of Roman Egypt*, Cambridge University Press, Cambridge.

Bairoch, P. (1967), *Diagnostic de l'évolution économique du tiers–monde 1900–1966,* Gauthiers–Villars, Paris.

Bairoch, P. *et al*. (1968), *The Working Population and Its Structure*, Université Libre de Bruxelles, Bruxelles.

Bairoch, P. et M. Levy–Leboyer (1981), *Disparities in Economic Development since the Industrial Revolution,* Macmillan, Londres.

Balcerowicz, L. (1995), *Socialism, Capitalism, Transformation*, Central European University Press, Budapest, Londres et New York.

Banens, M. (2000), "Vietnam: a Reconstitution of its 20th Century Population History", *in* Bassino, Giacometti et Odaka (2000).

Baran, P.A. (1957), *The Political Economy of Growth*, Prometheus Paper Back, New York.

Barclay, G.W. *et al*. (1976), "A Reassessment of The Demography of Traditional Rural China", *Population Index,* hiver, pp. 606–35.

Bardet, J–P. et J. Dupaquier (1997), *Histoire des populations de l'Europe*, Fayard, Paris, 2 vols.

Bassino, J–P., J–D. Giacometti et K. Odaka (2000), *Quantitative Economic History of Vietnam, 1900–1990*, Institute of Economic Research, Université d'Hitotsubashi.

Batista, D, C. Martins, M. Pinheiro et J. Reis (1997), "New Estimates of Portugal's GDP, 1910–1958", Banque du Portugal, Lisbonne.

Baugh, A.C. et T. Cable (1993), *A History of the English Language,* Macmillan, Londres.

Baumol, W.J. (1986), "Productivity Growth, Convergence and Welfare: What the Long Run Data Show", *American Economic Review*, décembre.

Beloch, J. (1886), *Die Bevölkerung der griechisch–römischen Welt*, Duncker et Humblot, Leipzig.

Beloch, K.J. (1961), *Bevölkerungsgeschichte Italiens,* de Gruyter, Berlin.

Bergson, A. (1953), *Soviet National Income and Product in 1937*, Columbia University Press, New York.

Bertola, L., L. Calicchio, M. Camou et L. Rivero (1998), *El PIB de Uruguay*, Universidad de la Republica, Montevideo.

Bethell, L. (dir. pub.) (1984–1991), *Cambridge History of Latin America*, 8 vols., Cambridge University Press, Cambridge.

Bevan, D., P. Collier et J. Gunning (1999), *The Political Economy of Poverty, Equity and Growth: Indonesia and Nigeria*, Oxford University Press, Oxford.

Bhanoji Rao, V.V. (1976), *National Accounts of West Malaysia, 1947–1971*, Heinemann, Singapour.

Bhattacharya, D. (1987), "A Note on the Population of India, 1000–1800 AD" *in Le Peuplement du Monde avant 1800*, Société de Démographie Historique, Paris.

Bideau, A., B. Desjardins et H. Perez–Brignoli (1997), *Infant and Child Mortality in the Past*, Clarendon Press, Oxford.

Bielenstein, H. (1987), "Chinese Historical Demography AD 2 – 1982", *Bulletin of the Museum of Far Eastern Antiquities*, Stockholm, No. 59.

Biraben, J.N. (1972), "Certain Demographic Characteristics of the Plague Epidemic in France, 1720–1722" *in* Glass et Revelle.

Biraben, J.N. (1979), "Essai sur l'évolution du nombre des hommes", *Population*, Janv-fév., pp. 13–25.

Blackburn, R. (1997), *The Making of New World Slavery,* Allen and Unwin, Londres.

Blayo, Y. (1975), "La population de la France de 1740 à 1860" et "La mortalité en France de 1740 à 1829", *Population*, novembre, respectivement pp. 71–122 et 124–142.

Blomme, J. et H. van der Wee (1994), "The Belgian Economy in a Long–Term Historical Perspective: Economic Development in Flanders and Brabant, 1500–1812", *in* Maddison et van der Wee.

Bloom, D.E. et J.D. Sachs (1998), "Geography, Demography and Economic Growth in Africa", *Brookings Papers on Economic Activity, 2*, pp. 207–296.

Bolotin, B.M. (1992), "The Former Soviet Union as Reflected in National Accounts Statistics", *in* Hirsch.

Boomgaard, P. (1993), "Economic Growth in Indonesia, 500–1990", *in* Szirmai, Van Ark et Pilat.

Booth, A. et A. Reid (1994), "Population, Trade and Economic Growth in South–East Asia in the Long Term: An Exploratory Analysis 1400–1990", *in* Maddison et Van Der Wee.

Borah, W.C. (1976), "The Historical Demography of Aboriginal and Colonial America: An Attempt at Perspective", *in* Denevan, pp. 13–34.

Borah, W. et S.F. Cook (1963), *The Aboriginal Population of Central Mexico on the Eve of the Spanish Conquest*, University of California, Berkeley.

Boserup, E. (1965), *The Conditions of Agricultural Growth*, Allen and Unwin, Londres.

Boserup, E. (1981), *Population and Technology*, Blackwell, Oxford.

Bowley, A.L. (1942), *Studies in the National Income*, Cambridge University Press, Cambridge.

Bowman, A.K. et E. Rogan (1999), *Agriculture in Egypt from Pharaonic to Modern Times*, Oxford University Press, Oxford.

Boxer, C.R. (1974), *Four Centuries of Portuguese Expansion, 1414–1825: A Succinct Survey,* Witwatersrand University Press, Johannesburg.

Braudel, F. (1985), *Civilisation and Capitalism, 15th–18th Century*, 3 vols., Fontana, Londres.

Braudel, F. et F. Spooner (1967), "Prices in Europe from 1450 to 1750", *in* Rich et Wilson.

Braudel, F. et E. Larousse (dir. pub.) (1977*), Histoire économique et sociale de la France*, Vol. 2, P.U.F., Paris.

Bray, F. (1984), *Agriculture*, Vol. VI:2 *in* Needham (1954–2000).

Bray, F. (1986), *The Rice Economies: Technology and Development in Asian Societies*, Blackwell, Oxford.

Brewer, J. (1989), *The Sinews of Power: War, Money and the English State, 1688–1783*, Unwin Hyman, Londres.

Brewer, J. et R. Porter (dir. pub.) (1993), *Consumption and the World of Goods*, Routledge, Londres.

Bruijn, J.R. et F.S. Gaastra (dir. pub.) (1993), *Ships, Sailors and Spices, East India Companies and their Shipping in the 16th, 17th and 18th Centuries,* NEHA, Amsterdam.

Bulbeck, D., A. Reid, L.C. Tan et Y. Wu (1998), *Southeast Asian Exports since the Fourteenth Century,* KITLV Press, Leyde.

Butlin, N.G. (1983), *Our Original Aggression*, Allen and Unwin, Sydney.

Butlin, N.G. (1993), *Economics and the Dreamtime,* Cambridge University Press, Melbourne.

Campbell, B.M.S. et M. Overton (dir. pub.), (1991), *Land, Labour and Livestock: Historical Studies in European Agricultural Productivity*, Manchester University Press.

Carr–Saunders, A.M. (1964), *World Population,* Cass, Londres.

Caselli, G. (1991), "Health Transition and Cause Specific Mortality", *in* Schofield, Reher et Bideau.

Chandler, A.D., Jr. (1990), *Scale and Scope: The Dynamics of Industrial Capitalism*, Harvard.

Chang, Chung–Li (1962), *The Income of the Chinese Gentry*, Greenwood, Westport.

Chao, K. (1986), *Man and Land in Chinese History*, Stanford.

Chaudhuri, K.N. (1978), *The Trading World of Asia and the English East India Company, 1660–1760*, Cambridge University Press, Cambridge.

Chaudhuri, K.N. (1982), "Foreign Trade", *in* Raychaudhuri et Habib.

Chaudhury, S. (1999), *From Prosperity to Decline: Eighteenth Centry Bengal,* Manohar, New Delhi.

Chaudhury, S. et M. Morineau (1999), *Merchants, Companies and Trade: Europe and Asia in the Early Modern Era,* Cambridge University Press, Cambridge.

Chesnais, J.–C. (1987), *La revanche du tiers–monde*, Laffont, Paris.

Chou, K.R. (1966), *The Hong Kong Economy*, Academic Publications, Hong Kong.

Cipolla, C.M. (1969), *Literacy and Development in the West,* Penguin Books, Londres.

Cipolla, C.M. (1970), *European Culture and Overseas Expansion*, Pelican, Londres.

Cipolla, C.M. (dir. pub.) (1972–76), *The Fontana Economic History of Europe,* 6 vols., Collins/Fontana Books, Londres.

CIPOLLA, C.M. (1976), *Before the Industrial Revolution: European Society and Economy, 1000–1700*, Norton, New York.

CLARK, C. (1940), *The Conditions of Economic Progress*, Macmillan, Londres.

CLARK, C. (1967), *Population Growth and Land Use,* Macmillan, Londres.

CLARK, G. (1991), "Yields per Acre in English Agriculture, 1250–1860: Evidence from Labour Inputs", *Economic History Review*, août, pp. 445–60.

CLARK, G.N. (1968), *Science and Social Welfare in the Age of Newton*, Clarendon Press, Oxford.

COALE, A.J. ET P. DEMENY (1983), *Regional Model Life Tables and Stable Populations*, Academic Press, New York.

COATSWORTH, J.H. (1978), "Obstacles to Economic Growth in Nineteenth Century Mexico", *American Historical Review*, février, pp. 80–100.

COATSWORTH, J.H. (1989), "The Decline of the Mexican Economy, 1800–1860" *in* LIEHR.

COLLIER, P. ET J.W. GUNNING (1999), "Explaining African Performance", *Journal of Economic Literature*, mars, pp. 64–111.

COOK, D.N. (1981), *Demographic Collapse: Indian Peru, 1520–1620*, Cambridge University Press, Cambridge.

COOK, S.F. ET L.B. SIMPSON (1948), *The Population of Central Mexico in the Sixteenth Century*, University of California, Berkeley.

COOPER, J.P. (1967), "The Social Distribution of Land and Men in England, 1436–1700", *Economic History Review* 20, pp. 419–440.

CRAFTS, N.F.R. (1983), "British Economic Growth, 1700–1831: A Review of the Evidence", *Economic History Review*, mai, pp. 177–199.

CRAFTS, N.F.R. ET C.K. HARLEY (1992), "Output Growth and the British Industrial Revolution: A Restatement of the Crafts–Harley View", *Economic History Review*, novembre, pp. 703–730.

CRAIG, A.M. (1961), *Choshu in the Meiji Restoration*, Harvard University Press, Cambridge, Ma.

CRAWCOUR, E.S. (1963), "Changes in Japanese Commerce in the Tokugawa Period", *Journal of Asian Studies*, pp. 387–400.

CROSBY, A.W. (1972), *The Columbian Exchange: Biological and Cultural Consequences of 1492*, Greenwood Press, Westport, Connecticut.

CROSBY, A.W. (1986), *Ecological Imperialism: The Biological Expansion of Europe, 900–1900,* Cambridge University Press, Cambridge.

CROUZET, F. (1964), "Wars, Blockade, and Economic Change in Europe, 1792–1815", *Journal of Economic History,* décembre, pp. 567–88.

CROUZET, F. (1985), *De la supériorité de l'Angleterre sur La France*, Perrin, Paris.

CURTIN, P.D. (1969), *The Atlantic Slave Trade: A Census,* University of Wisconsin Press, Madison.

CURTIN, P.D. (1984), *Cross–cultural Trade in World History,* Cambridge University Press, Cambridge.

DANIELS, J.D. (1992), "The Indian Population of North America in 1492", *William and Mary Quarterly*, pp. 298–320.

DAS GUPTA, A. ET M.N. PEARSON (1987), *India and the Indian Ocean, 1500–1800,* New Delhi.

DAVID, P.A. (1967), "The Growth of Real Product in the United States Before 1840: New Evidence, Controlled Conjectures", *Journal of Economic History*, juin.

DAVID, P.A. (1991), "Computer and Dynamo: The Modern Productivity Paradox in a Not Distant Mirror", *in Technology and Productivity: The Challenge for Economic Policy*, OCDE, Paris, pp. 315–48.

DAVIES, R.T. (1964), *The Golden Century of Spain,* Macmillan, Londres.

DAVIS, K. (1951), *The Population of India and Pakistan*, Princeton.

Davis, L. *et al*. (dir. pub.) (1972), *American Economic Growth: An Economist's History of the United States*, Harper and Row, New York.

Davis, R. (1962), *The Rise of the English Shipbuilding Industry*, Macmillan, Londres.

Day, C. (1921), *A History of Commerce*, Longmans Green, New York.

Deane, P. (1955), "The Implications of Early National Income Estimates for the Measurement of Long–Term Economic Growth in the United Kingdom", *Economic Development and Cultural Change*, pp. 3–38.

Deane, P. (1995–6), "Contemporary Estimates of National Income in the First Half of the Nineteenth Century", *Economic History Review*, VIII, 3, pp. 339–354.

Deane, P. (1956–7), "Contemporary Estimates of National Income in the Second Half of the Nineteenth Century", *Economic History Review*, IX, 3, pp. 451–61.

Deane P. (1957), "The Industrial Revolution and Economic Growth: The Evidence of Early British National Income Estimates", *Economic Development and Cultural Change*, pp. 159–74.

Deane, P. et W.A. Cole (1964), *British Economic Growth 1688–1958*, Cambridge University Press, Cambridge.

Deane, P. (1968), "New Estimates of Gross National Product for the United Kingdom, 1830–1914", *Review of Income and Wealth*, juin, pp. 95–112.

Denevan, W.M. (dir. pub.) (1976), *The Native Population of the Americas in 1492*, Université du Wisconsin.

Denison, E.F. et W.C. Haraldson (1945), "The Gross National Product of Germany 1936–1944", Special Paper 1, (annexe ronéotypée de Galbraith *et al.)*

Dickson, D., C. O'Grada et S. Daultrey (1982), "Hearth Tax, Household Size and Irish Population Change 1672–1981", *Proceedings of the Royal Irish Academy*, Vol. 82 C, No. 6, Dublin.

Dickson, P.M.G. (1967), *The Financial Revolution in England,* Macmillan, Londres.

Domar, E.D. (1989), *Capitalism, Socialism and Serfdom*, Cambridge University Press, Cambridge.

Dore, R.P. (1965), *Education in Tokugawa Japan*, University of California Press, Berkeley.

Dublin, L.I., A.J. Lotka et M. Spiegelman (1963), *Length of Life,* Ronald Press, New York.

Dupaquier, J. (1997), "La connaissance démographique", *in* Bardet et Dupaquier, Vol. 1, pp. 218–38.

Durand, J.D. (1974), *Historical Estimates of World Population: An Evaluation*, University of Pennsylvania, Philadelphie.

Dyson, T. (dir. pub.) (1989), *India's Historical Demography*, Curzon, Riverdale.

EBRD (European Bank for Reconstruction and Development), (1999), *Transition Report 1999*, Londres.

ECE (Economic Commission for Europe), (1994), *International Comparison of Gross Domestic Product in Europe 1990*, Genève.

ECLAC, (Economic Commission for Latin America and the Caribbean) (1978), *Series Historicas del Crecimiento de America Latina,* Santiago, Chili.

ECLAC (1996), *Preliminary Overview of the Economy of Latin America and the Caribbean*, Santiago, Chili.

Eisner, G. (1961), *Jamaica, 1830–1930: a Study in Economic Growth*, Manchester University Press.

Eltis, D. (1995), "The Total Product of Barbados 1667–1701", *Journal of Economic History,* vol. 55:2, pp. 321–38

Engerman, S.L. et R.E. Gallman (1986), *Long Term Factors in American Economic Growth,* NBER, University of Chicago Press, Chicago.

Engerman, S.L. et R.E. Gallman (1996), *The Cambridge History of the United States,* Vol. 1, Cambridge University Press, Cambridge.

ESCAP (Economic and Social Commission for Asia and the Pacific), (1999), *Escap Comparisons of Real Gross Domestic Product and Purchasing Power Parities, 1993*, Bangkok.

EUROSTAT (Statistical Office of the European Communities), (1989), *Comparison of Price Levels and Economic Aggregates 1985: The Results for 22 African Countries*, Luxembourg.

FAGERBERG, J. (1994), "Technology and International Differences in Growth Rates", *Journal of Economic Literature*, septembre.

FAIRBANK, J.K. (dir. pub.) (1968), *The Chinese World Order,* Harvard University Press, Cambridge, Ma.

FAIRBANK, J.K. (dir. pub.) (1983), *The Cambridge History of China,* Vol. 12, Cambridge University Press, Cambridge.

FAROQHI, S., B. MCGOWAN, D. QUATAERT, ET S. PAMUK (1994), *An Economic and Social History of the Ottoman Empire, 1600–1914*, Vol. 2, Cambridge University Press, Cambridge.

FARRIS, W.W. (1985), *Population, Disease and Land in Early Japan, 645–900*, Harvard.

FEINSTEIN, C.H. (1998), "Pessimism Perpetuated: Real Wages and the Standard of Living in Britain during and after the Industrial Revolution", *Journal of Economic History*, septembre, pp. 625–58.

FERNANDES, F. (1969), *The Negro in Brazilian Society,* Columbia University Press, New York.

FEUERWERKER, A. (1983), "The Foreign Presence in China", *in* FAIRBANK.

FIRESTONE, O.J. (1958), *Canada's Economic Development, 1867–1953,* Bowes and Bowes, Londres.

FOGEL, R.W. (1964), *Railroads and American Economic Growth*, Johns Hopkins, Baltimore.

FOGEL, R.W. (1986), "Nutrition and the Decline in Mortality since 1700: Some Preliminary Findings", *in* ENGERMAN ET GALLMAN.

FOGEL, R.W. ET S.L. ENGERMAN (1974), *Time on the Cross: The Economics of American Negro Slavery*, Little Brown, Londres.

FOY, C., Y.–H. KIM ET H. REISEN (2000), *Pour une relance durable en Asie : Mobiliser des ressources pour le développement,* Centre de Développement de l'OCDE, Paris (Préface de Braga de Macedo et Chino).

FRANK, A.G. (1998), *Reorient: Global Economy in the Asian Age*, University of California Press, Berkeley.

FREYRE, G. (1959), *New World in the Tropics,* Knopf, New York.

GALBRAITH, J.K., *et al*. (1945), *The Effects of Strategic Bombing on the German War Economy*, US Strategic Bombing Survey, Washington, D.C.

GALENSON, D.W. (1996), "The Settlement and Growth of the Colonies, Population, Labour and Economic Development", *in* ENGERMAN ET GALLMAN.

GALLMAN, R.E. (1972), "The Pace and Pattern of American Economic Growth", *in* DAVIS *et al*.

GALLOWAY, P.R. (1994), "A Reconstitution of the Population of North Italy from 1650 to 1881 using Annual Inverse Projection with Comparisons to England, France and Sweden", *Journal of Population*, 10, pp. 222–74.

GERSCHENKRON, A. (1965), *Economic Backwardness in Historical Perspective,* Praeger, New York.

GILBERT, M. ET I.B. KRAVIS (1954), *An International Comparison of National Products and Purchasing Power of Currencies*, OECE, Paris.

GILLE, H. (1949), "The Demographic History of the Northern European Countries in the Eighteenth Century", *Population Studies*, III:1, juin, pp. 3–65.

GLAMANN, K. (1981), *Dutch Asiatic Trade, 1620–1740,* Nijhoff, La Haye.

GLASS, D.V. (1965), "Two Papers on Gregory King", *in* GLASS ET EVERSLEY (1965), pp. 159–221.

GLASS, D.V. (1966), *London Inhabitants Within the Walls 1695*, London Record Society, Londres.

GLASS, D.V. ET D.E.C. EVERSLEY (dir. pub.) (1965), *Population in History: Essays in Historical Demography*, Arnold, Londres.

GLASS, D.V. ET E. GREBENIK (1966), "World Population, 1800–1950", in H.J. HABAKKUK ET M. POSTAN, *Cambridge Economic History of Europe*, Vol. VI:1, Cambridge University Press, Cambridge.

GLASS, D.V. ET R. REVELLE (1972), *Population and Social Change*, Arnold, Londres.

GOITEIN, S.D. (1967), *A Mediterranean Society,* vol. 1, *Economic Foundations,* University of California Press, Berkeley.

GOLDSMITH, R.W. (1984), "An Estimate of the Size and Structure of the National Product of the Roman Empire", *Review of Income and Wealth*, septembre.

Goodman, D. et C.A. Russell (1991), *The Rise of Scientific Europe, 1500–1800*, Hodder and Stoughton, Londres.

Gordon, R.J. (2000), "Interpreting the 'One Big Wave in US Long–Term Productivity Growth", *in* van Ark, Kuipers et Kuper.

Goubert, P. (1965), "Recent Theories and Research in French Population Between 1500 and 1700", *in* Glass et Eversley.

Graunt, J. (1676), *Natural and Political Observations upon the Bills of Mortality,* cinquième édition, repris *in* Hull (1899).

Habakkuk, H.J. et M. Postan (dir. pub.) (1966), *The Cambridge Economic History of Europe,* vol. VI, Cambridge University Press, Cambridge.

Habib, I. (1982), "Technology and Economy of Moghul India", *Indian Economic and Social History Review,* XVII(1), pp. 1–34.

Habib, I. (1995), *Essays in Indian History,* Tulika, New Delhi.

Hall, J.W. (dir. pub.) (1991), *Early Modern Japan*, Vol. 4 of *The Cambridge History of Japan*, Cambridge University Press, Cambridge.

Hall, J.W., N. Nagahara et K. Yamamura (1981), *Japan Before Tokugawa*, Princeton.

Halley, E. (1693), "An Estimate of the Degrees of Mortality of Mankind, drawn from curious tables of the births and funerals at the city of Breslaw; with an attempt to ascertain the price of annuities upon lives", *Philosophical Transactions of the Royal Society,* Vol. XVII, No. 198, pp. 596–610.

Hanley, S.B. et K. Yamamura (1977), *Economic and Demographic Change in Preindustrial Japan*, Princeton.

Hanley, S.B. (1997), *Everyday Things in Premodern Japan*, University of California Press, Berkeley.

Hansen, B. et G.A. Marzouk (1965), *Development and Economic Policy in the UAR (Egypt)*, North Holland, Amsterdam.

Harley, C.K. (1988), "Ocean Freight Rates and Productivity, 1740–1913: The Primacy of Mechanical Invention Reaffirmed", *Journal of Economic History,* décembre, pp. 851–76.

Hawke, G.R. (1985), *The Making of New Zealand,* Cambridge University Press, Melbourne.

Hayami, A. (1973), *Kinsei Noson no Rekishi Jinkogakuteki Kenkyu* (A Study of Historical Demography of Pre–Modern Rural Japan), Toyo Keizai Shimposha, Tokyo.

Hayami, A. (1986*a*), "Population Trends in Tokugawa Japan, 1600–1868", article présenté lors de la 46ème session du International Statistical Institute Congress.

Hayami, A. (dir. pub.) (1986*b*), *Preconditions to Industrialization in Japan*, International Economic History Conference, Berne.

Hayami, A. et M. Miyamoto (dir. pub.) (1988), *Keizai Shakai no seritsu: 17–18 seiki, Nihon keizai–shi*, Vol. 1, Iwanami Shoten, Tokyo.

Hayami, Y., V.W. Ruttan et H.M. Southworth (dir. pub.) (1979), *Agricultural Growth in Japan, Taiwan, Korea and the Philippines*, Asian Productivity Center, Honolulu.

Hayami, Y. et V.W. Ruttan (1985), *Agricultural Development*, deuxième édition, Johns Hopkins, Baltimore.

Hemming, J. (1978), *Red Gold: The Conquest of the Brazilian Indians*, Macmillan.

Henry L. et D. Blanchet (1983), "La population de l'Angleterre de 1514 à 1871", *Population,* 4–5, pp. 781–826.

Henry L. et Y. Blayo (1975), "La population de la France de 1740 à 1860", *Population*, novembre.

Higman, B.W. (1996), "Economic and Social Development in the British West Indies", *in* Engerman et Gallman.

Hirsch, S. (dir. pub.) (1992), *Memo 3: In Search of Answers in the Post–Soviet Era,* Bureau of National Affairs, Washington, D.C.

Hlaing, A. (1964), "Trends of Economic Growth and Income Distribution in Burma 1870–1940", *Journal of the Burma Research Society.*

Ho, P.T. (1959), *Studies on the Population of China, 1368–1953*, Harvard University Press, Cambridge, Ma.

Ho, P.T. (1970), "An Estimate of the Total Population of Sung–Chin China", *in* Aubin.

HOFFMANN, W.G. (1965), *Das Wachstum der deutschen Wirtschaft seit der Mitte des 19. Jahrhunderts,* Springer, Berlin.

HOFMAN, A.A. (2000), *The Economic Development of Latin America in the Twentieth Century,* Elgar, Cheltenham.

HODGES, R. ET D. WHITEHOUSE (1998), *Mohammed, Charlemagne and the Origins of Europe,* Duckworth, Londres.

HOLMES, G.S. (1977), "Gregory King and the Social Structure of Pre–Industrial England", *Transactions of the Royal Historical Society*, 5th series, Vol. 27, pp. 41–68.

HOOLEY, R.W. (1968), "Long Term Growth of the Philippine Economy, 1902–1961", *Philippine Economic Journal*.

HONDA, G. (1997), "Differential Structure, Differential Health: Industrialisation in Japan, 1868–1940", *in* STECKEL ET FLOUD.

HONJO, E. (1935), *The Social and Economic History of Japan,* Kyoto.

HOPKINS, K. (1980), "Taxes and Trade in the Roman Empire (200 B.C.–400 A.D.)", *Journal of Roman Studies,* Vol. LXX, pp. 101–25.

HORIOKA, C.Y. (1990), "Why is Japan's Household Saving Rate So High? A Literature Survey", *Journal of Japanese and International Economies,* 4.

HOURANI, G.F. (1951), *Arab Seafaring in the Indian Ocean in Ancient and Early Medieval Times,* Princeton.

HSUEH, TIEN–TUNG ET LI, QIANG (1999), *China's National Income, 1952–1995*, Westview Press, Boulder, Colorado.

HULL, C.H. (dir. pub.) (1899), *The Economic Writings of Sir William Petty*, 2 vols, Cambridge University Press, Cambridge.

IBGE (1960), *O Brasil em Numeros*, Rio de Janeiro.

IKRAM, K. (1980), *Egypt: Economic Management in a Period of Transition*, Johns Hopkins, Baltimore.

IMF (International Monetary Fund) (1999), *World Economic Outlook*, Washington, D.C.

INALCIK, H. (1994), *An Economic and Social History of the Ottoman Empire, 1300–1600*, Vol. 1, Cambridge University Press, Cambridge.

ISHII, R. (1937), *Population Pressure and Economic Life in Japan*, King, Londres.

ISRAEL, J.I. (1989), *Dutch Primacy in World Trade, 1585–1740,* Clarendon Press, Oxford.

ISRAEL, J. (1995), *The Dutch Republic,* Clarendon Press, Oxford.

JANNETTA, A.B. (1986), *Epidemics and Mortality in Early Modern Japan,* Princeton.

JANNETTA, A.B. ET S.H. PRESTON (1991), "Two Centuries of Mortality Change in Central Japan: The Evidence from a Temple Death Register", *Population Studies*, 45, pp. 417–36.

JARRETT, H.S. ET S–N. SARKAR (1949), *Ain–I–Akbari of Abul Fazl–I–Allami*, Royal Asiatic Society of Bengal, Calcutta.

JONES, E.L. (1981), *The European Miracle,* Cambridge University Press, Cambridge.

JONES, V. (1978), *Sail the Indian Sea,* Gordon and Cremonesi, Londres.

JORGENSON, D.W. ET K.J. STIROH (2000), "Raising the Speed Limit: US Economic Growth in the Information Age", *Brookings Papers on Economic Activity I*, pp. 125–236.

KALLAND, A. ET J. PEDERSON (1984), "Famine and Population in Fukuoka Domain during the Tokugawa Period", *Journal of Japanese Studies*, 10, pp. 31–72.

KEENE, D. (1969), *The Japanese Discovery of Europe, 1720–1820*, Stanford.

KENDRICK, J.W. (1961), *Productivity Trends in the United States*, Princeton.

KENNEDY, P. (1987), *The Rise and Fall of the Great Powers,* Random House, New York.

KEYNES, J.M. (1919), *The Economic Consequences of the Peace,* Macmillan, LONDRES.

KIM, K.S. ET M. ROEMER (1979), *Growth and Structural Transformation: The Republic of Korea*, Harvard University Press, Cambridge, Ma.

KING, G. (1696), *Natural and Political Observations and Conclusions upon the State and Condition of England*, *in* BARNETT (dir. pub.), Johns Hopkins (1936).

Kirsten, E., E.W. Buchholz et W. Köllmann (1956), *Raum und Bevölkerung in der Weltgeschichte*, Ploetz–Verlag, Würzburg.

Klein, H.S. (1999), *The Atlantic Slave Trade,* Cambridge University Press, Cambridge.

Knodel, J.E. (1988), *Demographic Behavior in the Past*, Cambridge University Press, Cambridge.

Kornai, J. (1992), *The Socialist System: The Political Economy of Communism,* Clarendon Press, Oxford.

Kravis, I.B., A. Heston et R. Summers (1982), *World Product and Income, International Comparisons of Real Gross Product*, Johns Hopkins, Baltimore.

Kroeber, A.L. (1939), *Cultural and National Areas of Native North America*, Berkeley.

Kuhn, D. (1988), *Textile Technology: Spinning and Reeling*, Vol. 5, Part IX of Needham, Cambridge University Press, Cambridge.

Kumar, D. et M. Desai (1983), *Cambridge Economic History of India*, Vol. 2, Cambridge.

Kuznets, S. (1966), *Modern Economic Growth*, Yale.

Kuznets, S. (1971), *Economic Growth of Nations*, Harvard.

Kuznets, S. (1973), *Population, Capital and Growth: Selected Essays*, Norton, New York.

Kuznets, S. (1979), *Growth, Population and Income Distribution*, Norton, New York.

Kwon, T.H. (1993), "Reconstructing Population Phenomena in Chosun Korea", International Workshop on Historical Demography, Reitaku University, Chiba, Japon.

Kwon, T.H. et Y–H. Shin (1977), "On Population Estimates of the Yi Dynasty, 1392–1910", *Tong–A Munhwa*, 14 (en coréen).

Lal, D. (1988), *The Hindu Equilibrium: Cultural Stability and Economic Stagnation,* Oxford University Press, Oxford.

Landers, J. (1993), *Death and the Metropolis: Studies in the Demographic History of London, 1670–1830*, Cambridge University Press, Cambridge.

Landes, D.S. (1966), "Technological Change and Development in Western Europe, 1750–1914", *in* Habakkuk et Postan.

Landes, D.S. (1969), *The Unbound Prometheus,* Cambridge University Press, Cambridge.

Landes, D.S. (1998), *The Wealth and Poverty of Nations,* Little Brown, Londres.

Lane, F.C. (1966), *Venice and History: Collected Papers,* Johns Hopkins Press, Baltimore.

Lane, F.C. (1973), *Venice: A Maritime Republic,* Johns Hopkins Press, Baltimore.

Lane, F.C. et R.C. Mueller (1985), *Money and Banking in Medieval and Renaissance Venice,* vol. 1, Johns Hopkins Press, Baltimore.

Laslett, P. (1969), "John Locke, the Great Recoinage, and the Origins of the Board of Trade" in Yolton.

Laslett, P. (dir. pub.) (1973), *The Earliest Classics: John Graunt and Gregory King*, Gregg International, Londres.

Lebergott, S. (1984), *The Americans: An Economic Record,* Norton, New York.

Leboutte, R. (dir. pub.) (1996), *Proto–industrialization*, Droz, Genève.

Lee, H.K. (1936), *Land Utilization and Rural Economy in Korea*, Oxford University Press.

Lee, J.Z et C. Campbell (1997), *Fate and Fortune in Rural China*, Cambridge University Press, Cambridge.

Lee, J.Z. et F. Wang (à paraître*), Malthusian Mythology and Chinese Reality: The Population History of One Quarter of Humanity: 1700–2000*.

Leff, N.H. (1982), *Underdevelopment and Development in Brazil,* 2 vols., Allen and Unwin, Londres.

Lenihan, P. (1997), "War and Population, 1649–52", *Irish Economic and Social History*, *XXIV*, pp. 1–21.

Le Roy Ladurie, E. (1966), *Les paysans de Languedoc*, Mouton, Paris.

Le Roy Ladurie, E. (1977), "Les masses profondes: la paysannerie", *in* Braudel et Larousse.

Le Roy Ladurie, E. (1978), *Le territoire de l'historien*, 2 vols., Gallimard, Paris.

Levathes, L. (1994), *When China Ruled the Seas*, Simon and Schuster, New York.

Liehr, R. (1989), *La formacion de las economias latinoamericanos en la epoca de Simon Bolivar*, Colloquium Verlag, Berlin.

Lim, C.H. (1967), *Economic Development of Modern Malaya*, Oxford University Press, Kuala Lumpur.

Lindert, P.H. (1980), "English Occupations, 1670–1811", *Journal of Economic History*, XL, 4, pp. 685–713.

Lindert, P.H. et J.G. Williamson (1982), "Revising England's Social Tables, 1688–1812", *Explorations in Economic History*, 19, 1982, pp. 385–408.

Livi Bacci, M. et D.S. Reher (1993), "Other Paths to the Past: from Vital Series to Population Patterns", *in* Reher et Schofield.

Lorimer, F. (1946), *The Population of the Soviet Union: History and Prospects*, League of Nations, Genève.

Lovejoy, P.E. (1982), "The Volume of the African Slave Trade: A Synthesis", *Journal of African History,* pp. 473–75.

Lundberg, E. (1968), *Instability and Economic Growth,* Yale University Press, New Haven.

Macedo, J. Braga de (1995), "Convertibility and Stability 1834–1994: Portuguese Currency Experience Revisited", in *Ensaios de Homenagem a Francisco Pereira de Moura,* UTL, Lisbonne.

Macfarlane, A. (1997), *The Savage Wars of Peace*, Blackwell, Oxford.

Maddison, A. (1962), "Growth and Fluctuation in the World Economy, 1870–1960", *Banca Nazionale del Lavoro Quarterly Review,* juin.

Maddison, A. (1969), *Economic Growth in Japan and the USSR*, Allen and Unwin, Londres.

Maddison, A. (1970), *Economic Progress and Policy in Developing Countries*, Allen and Unwin, Londres.

Maddison, A. (1971), *Class Structure and Economic Growth: India and Pakistan Since the Moghuls*, Allen and Unwin, Londres.

Maddison, A. (1972), "Explaining Economic Growth", *Banca Nazionale del Lavoro Quarterly Review*, 102, septembre.

Maddison, A. (1976), "Economic Policy and Performance in Europe, 1913–70", in Cipolla.

Maddison, A. (1980), "Monitoring the Labour Market", *Review of Income and Wealth*, Juin.

Maddison, A. (1982), *Phases of Capitalist Development*, Oxford University Press, Oxford.

Maddison, A. (1983), "A Comparison of Levels of GDP Per Capita in Developed and Developing Countries, 1700–1980", *Journal of Economic History*, mars, pp. 27–41.

Maddison, A. (1985), *Two Crises: Latin America and Asia, 1929–38 and 1973–83,* Centre de Développement de l'OCDE, Paris.

Maddison, A. (1987*a*), "Growth and Slowdown in Advanced Capitalist Economies: Techniques of Quantitative Assessment", *Journal of Economic Literature*, juin.

Maddison, A. (1987*b*), "Recent Revisions to British and Dutch Growth, 1700–1870 and their Implications for Comparative Levels of Performance", *in* Maddison et van der Meulen (1987).

Maddison, A. (1989a), *L'Économie mondiale au 20e siècle*, Centre de Développement de l'OCDE, Paris.

Maddison, A. (1989*b*), "Dutch Income in and from Indonesia 1700–1938", *Modern Asian Studies*, pp. 645–70.

Maddison, A. (1990*a*), "The Colonial Burden: A Comparative Perspective", *in* Scott et Lal.

Maddison, A. (1990*b*), "Measuring European Growth: the Core and the Periphery", *in* E. Aerts et N. Valerio, *Growth and Stagnation in the Mediterranean World*, Tenth International Economic History Conference, Louvain.

Maddison, A. (1991a), *Dynamic Forces in Capitalist Development*, Oxford University Press, Oxford.

Maddison, A. (1991*b*), *A Long Run Perspective on Saving*, Research Memorandum 443, Institute of Economic Research, Université de Groningue (une version réduite a paru dans le *Scandinavian Journal of Economics*, juin 1992, pp. 181–96).

MADDISON, A. (1995*a*), *L'Économie mondiale 1820–1992: Analyses et statistiques,* Centre de Développement de l'OCDE, Paris.

MADDISON, A. (1995*b*) *Explaining the Economic Performance of Nations: Essays in Time and Space*, Elgar, Aldershot.

MADDISON, A. (1995*c*), "The Historical Roots of Modern Mexico: 1500–1940", *in* MADDISON (1995*b*).

MADDISON, A. (1996), "Macroeconomic Accounts for European Countries", *in* VAN ARK ET CRAFTS.

MADDISON, A. (1997), "The Nature and Functioning of European Capitalism: A Historical and Comparative Perspective", *Banca Nazionale del Lavoro Quarterly Review*, décembre.

MADDISON, A. (1998*a*), *L'Économie chinoise : une perspective historique*, Centre de Développement de l'OCDE, Paris.

MADDISON, A. (1998*b*), "Measuring the Performance of A Communist Command Economy: An Assessment of the CIA Estimates for the USSR", *Review of Income and Wealth*, septembre.

MADDISON, A. (1999*a*), "Poor until 1820", *Wall Street Journal*, 11 janvier, p.8.

MADDISON, A. (1999*b*), "Book Review", of Hanley (1997), *Journal of Japanese and International Economies*, 13, pp. 150–151.

MADDISON, A. ET B. VAN ARK (1994), "The International Comparison of Real Product and Productivity", article présenté aux réunions de l'IARIW, St. Andrews, New Brunswick, Canada.

MADDISON, A. *et al*. (1992), *The Political Economy of Economic Growth: Brazil and Mexico*, Oxford University Press, New York.

MADDISON, A. ET G. PRINCE (dir. pub.) (1989), *Economic Growth in Indonesia, 1820–1940,* Foris, Dordrecht.

MADDISON, A. ET H. VAN DER MEULEN (dir. pub.) (1987), *Economic Growth in Northwestern Europe: The Last 400 Years*, Research Memorandum 214, Institute of Economic Research, University de Groningue.

MADDISON, A. ET H. VAN DER WEE (dir. pub.) (1994), *Economic Growth and Structural Change: Comparative Approaches over the Long Run*, Actes du 11ème Congrès international d'histoire économique, Milan, septembre.

MADDISON, A., D.S. PRASADA RAO ET W. SHEPHERD (dir. pub.) (2001),*The Asian Economies in the Twentieth Century*, Elgar, Aldershot.

MALANIMA, P. (1995), *Economia Preindustriale*, Mondadori, Milan.

MALANIMA, P. (1998*a*), *La Fina del Primato*, Mondadori, Milan.

MALANIMA, P. (1998*b*), "Italian Cities 1300–1800: A Quantitative Approach", *Revista de Storia Economica*, août, pp. 91–126.

MANCALL, P.C. ET T. WEISS (1999), "Was Economic Growth Likely in British North America?", *Journal of Economic History*, mars, pp. 17–40.

MARCILIO, M.L. (1984), "The Population of Colonial Brazil", *in* BETHELL (1984), Vol. 2.

MARCZEWSKI, J. (1961), "Some Aspects of the Economic Growth of France, 1660–1958", *Economic Development and Cultural Change*, avril.

MARI BHAT, P.N. (1989), "Mortality and Fertility in India, 1881–1961: A Reassessment", *in* DYSON.

MATHIAS, P. (1957), "The Social Structure in the Eighteenth Century: A Calculation by Joseph Massie", *Economic History Review*, pp. 30–45.

MCEVEDY, C. (1967), *The Penguin Atlas of Ancient History,* Penguin Books, Londres.

MCEVEDY, C. (1997), *The New Penguin Atlas of Medieval History,* Penguin Books, Londres.

MCEVEDY, C. ET R. JONES (1978), *Atlas of World Population History*, Penguin, Middlesex.

MCNEILL, W.H. (1964), *Europe's Steppe Frontier*, University of Chicago Press, Chicago.

MCNEILL, W.H. (1974), *Venice: The Fringe of Europe,* University of Chicago Press, Chicago.

MCNEILL, W.H. (1977), *Plagues and Peoples*, Anchor Books, Doubleday, New York.

MEIER, G.M. ET D. SEERS (dir. pub.) (1984), *Pioneers in Development*, Oxford University Press, Oxford.

MERKEL, W. ET S. WAHL (1991), *Das geplünderte Deutschland,* IWG, Bonn.

MERRICK, T.W. ET D.H. GRAHAM (1979), *Population and Development in Brazil 1800 to the Present*, Johns Hopkins University Press, Baltimore et Londres.

METZER, J. (1998), *The Divided Economy of Mandatory Palestine*, Cambridge University Press, Cambridge.

MITCHELL, B.R. (1975), *European Historical Statistics, 1750–1970*, Macmillan, Londres.

MITCHELL, B.R. ET P. DEANE (1962), *Abstract of British Historical Statistics,* Cambridge University Press, Cambridge.

MITCHELL, B.R. ET H.G. JONES (1971), *Second Abstract of British Historical Statistics,* Cambridge University Press, Cambridge.

MIZOGUCHI, T. (1999), *Long Term Economic Statistics of Taiwan: 1905–1990*, Institute of Economic Research, Hitotsubashi University, Tokyo.

MIZOGUCHI, T. ET M. UMEMURA (1988), *Basic Economic Statistics of Japanese Colonies, 1895–1938*, Toyo Keizai Shinposha, Tokyo.

MOOSVI, S. (1987), *The Economy of the Moghul Empire c.1595: A Statistical Study*, Oxford University Press, Delhi.

MORELAND, W.H. (1920), *India at the Death of Akbar: An Economic Study*, Atmar Ram, Delhi (réédition de1962).

MORINEAU, M. (1985), *Incroyables gazettes et fabuleux métaux,* Cambridge University Press, Cambridge.

MORISON, S.E. (1971), *The European Discovery of America: The Northern Voyages,* A.D. 500–1600, Oxford Univeristy Press, Oxford.

MORISON, S.E. (1974), *The European Discovery of America: The Southern Voyages, A.D. 1492–1616,* Oxford University Press, Oxford.

MOTE, F.W. ET D. TWITCHETT (dir. pub.) (1988), *The Cambridge History of China, The Ming Dynasty, 1368–1644,* Part 1, Cambridge University Press, Cambridge.

MOWERY, D.C. ET N. ROSENBERG (1989), *Technology and the Pursuit of Economic Growth*, Cambridge University Press, Cambridge.

MULHALL, M.G. (1896), *Industries and Wealth of Nations*, Longmans, Londres.

MULHALL, M.G. (1899), *The Dictionary of Statistics*, Routledge, Londres, 4ème édition.

MYERS, R.H. (dir. pub.) (1996), *The Wealth of Nations in the Twentieth Century*, Hoover Institution, Stanford.

NAKAMURA, J.I. (1966), *Agricultural Production and the Economic Development of Japan, 1873–1922*, Princeton.

NAKAMURA, S. (1968), *Meiji Ishin no Kiso Kozo*.

NAOROJI, D. (1901), *Poverty and Un–British Rule in India,* Londres, Government of India Reprint, Delhi, 1962.

NDULU, B. ET S.A. O'CONNELL (1999), "Governance and Growth in Sub–Saharan Africa", *Journal of Economic Perspectives,* été, pp. 41–66.

NEEDHAM, J. *et al.* (1954–2000), *Science and Civilisation in China*, 50 grandes sections, plusieurs coauteurs, plusieurs volumes, Cambridge University Press, Cambridge.

NEF, J.U. (1987), "Mining and Metallurgy in Medieval Civilisation", *in* POSTAN *et al.* (dir. pub.), vol. II, pp. 693–762.

NISHIKAWA, S. (1987), "The Economy of Choshu on the Eve of Industrialisation", *Economic Studies Quarterly*, décembre.

NORTH, D.C. (1966), *Growth and Welfare in the American Past,* Prentice Hall, New Jersey.

NORTH D.C. (1968), "Sources of Productivity Change in Ocean Shipping, 1600–1850", *Journal of Political Economy,* septembre–octobre, pp. 953–70.

NORTH D.C. (1990), *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge University Press, Cambridge.

OCDE (1979), *Demographic Trends 1950–1990*, Paris.

Ó GRÁDA, C. (1988), *Ireland Before and After the Famine,* Manchester University Press, Manchester.

Ohkawa, K. (1957), *The Growth Rate of the Japanese Economy since 1878*, Kinokuniya, Tokyo.

Ohkawa, K., M. Shinohara, et M. Umemura (dir. pub.) (1966–1988), *Estimates of Long–Term Economic Statistics of Japan since 1868*, 14 volumes, Toyo Keizai Shinposha, Tokyo.

Ohkawa, K. et M. Shinohara (dir. pub.) (1979), *Patterns of Japanese Economic Development: A Quantitative Appraisal*, Yale.

Ohlin, G. (1955), *The Positive and Preventive Check: A Study of the Rate of Growth of Pre–Industrial Populations*, Thèse de Doctorat d'Harvard, rééditée par Arno Press, New York, 1981.

Okamoto, Y. (1972), *The Namban Art of Japan,* Heibonsha, Tokyo.

Oliner. S.D. et D.E. Sichel (2000), "The Resurgence of Growth in the Late 1990s: Is Information Technology the Story?", Federal Reserve Board, Washington, D.C., février.

Oliver, R. et J.D. Fage (1995), *A Short History of Africa*, Penguin Books, Londres.

O'Rourke, K.H. et J.G. Williamson (1999), *Globalization and History,* MIT Press, Cambridge, Ma.

Overton, M. (1996), *Agricultural Revolution in England: The Transformation of the Agrarian Economy, 1500–1850*, Cambridge University Press, Cambridge.

Paige, D. et G. Bombach (1959), *A Comparison of National Output and Productivity of the UK and the United States*, OCDE, Paris.

Pannikar, K.M. (1953), *Asian and Western Dominance,* Allen and Unwin, Londres.

Parker, G. (1979), *Spain and the Netherlands, 1599–1659,* Fontana/Collins, Londres.

Parry, J.H. (1967), "Transport and Trade Routes", *in* Rich et Wilson.

Parry, J.H. (1974), *The Discovery of the Sea,* Weidenfeld and Nicolson, Londres.

Patinkin, D. (1960), *The Israeli Economy: The First Decade*, Falk Project, Jerusalem.

Pebrer, P. (1833), *Taxation, Revenue, Expenditure, Power, Statistics of the Whole British Empire,* Baldwin and Cradock, Londres.

Perkins, D.W. (1969), *Agricultural Development in China, 1368–1968*, Aldine, Chicago.

Perrin, N. (1979), *Giving up the Gun: Japan's Reversion to the Sword, 1543–1879,* Godine, Boston.

Petty, W. (1690), *Political Arithmetick, in* Hull (1899), Vol. 1.

Petty, W. (1997), *The Collected Works of Sir William Petty*, 8 volumes, Routledge/Thoemes Press, Londres. Comprend un recueil d'écrits économiques de Petty par Hull (1899) ; une biographie de Petty par E.G. Fitzmaurice's (1895) ; un recueil de documents de Petty Lansdowne (1927 et 1928) et la correspondance Southwell–Petty ; l'édition de *Irish Land Survey* de Petty par Larcom (1851), et les appréciations critiques de T.W. Hutchinson et d'autres.

Phelps Brown, H. et S.V. Hopkins (1981), *A Perspective on Wages and Prices*, Methuen, Londres.

Pirenne, H. (1939), *Mohammed and Charlemagne,* Allen and Unwin, Londres.

Polak, J.J. (1943), *The National Income of the Netherlands Indies, 1921–1939,* New York.

Pomeranz, K. (2000), *The Great Divergence*, Princeton University Press, Princeton.

Postan, M.M., *et al*. (dir. pub.) (1963–87), *The Cambridge Economic History of Europe,* vol. I (1966), vol. II (1987) et vol. III (1963), Cambridge University Press, Cambridge.

Potter, J. (1965), "The Growth of Population in America, 1700–1860", in Glass et Everseley.

Prakash, O. (1998), *European Commercial Enterprise in Pre–colonial India,* Cambridge University Press, Cambridge.

Preston, S.H et E. van der Walle (1978), "Urban French Mortality in the Nineteenth Century", *Population Studies,* 32, 2, pp. 275–297.

Procacci, G. (1978), *History of the Italian People*, Penguin Books, Londres.

Purcell, V. (1965), *The Chinese in Southeast Asia,* Oxford University Press, Kuala Lumpur.

Qaisar, A.J. (1982), *The Indian Response to European Techgnology and Culture, A.D. 1498–1707,* Oxford University Press, Bombay.

Ranis, G. et T.P. Schultz (dir. pub.) (1988), *The State of Development Economics*, Blackwell, Oxford.

Rapp, R.T. (1976), *Industry and Economic Decline in Seventeenth Century Venice*, Harvard University Press, Cambridge, Ma.

Raychaudhuri, T. et I. Habib (1982) (dir. pub.), *The Cambridge Economic History of India*, Cambridge University Press, Cambridge.

Reher, D.S. et R. Schofield (dir. pub.) (1993), *Old and New Methods in Historical Demography*, Clarendon Press, Oxford.

Reid, A. (1988), *Southeast Asia in the Age of Commerce, 1450–1680, Vol. 1, The Lands Below the Winds*, Yale, New Haven.

Reid, A. (1993), *Southeast Asia in the Age of Commerce, 1450–1680, Vol. 2, Expansion and Crisis*, Yale, New Haven.

Reisen, H. et M. Soto (2000), "The Need for Foreign Savings in Post–Crisis Asia" (voir Foy, Kim et Reisen) *in* Braga de Macedo et Chino (Préface de).

Ruoen, R. (1997), *Les performances économiques de la Chine dans le contexte international*, Centre de Développement de l'OCDE, Paris.

Riccioli, G.B. (1672), *Geographiae et Hydrographiae Reformatae*, *Libri Duodecim*, Venise.

Rich, E.E. et C.H. Wilson (1967), *The Cambridge History of Europe*, Vol. IV, Cambridge University Press, Cambridge.

Richards, E.G. (1998), *Mapping Time*, Oxford University Press, Oxford.

Richards, J.F. (1983), *Precious Metals in the Later Medieval and Early Modern Worlds,* Carolina Academic Press, Durham, Caroline du Nord.

Robertson, J. (1984), "Japanese Farm Manuals: A Literature of Discovery", *Peasant Studies*, 11, printemps, pp. 169–194.

Romanelli, G. (dir. pub.) (1997), *Venice: Art and Architecture,* Könemann, Cologne.

Romer, P.M. (1986), "Increasing Returns and Long Run Growth", *Journal of Political Economy*, 94, No. 5.

Rosenblat, A. (1945), *La Poblacion Indigena de America Desde 1492 Hasta la Actualidad*, ICE, Buenos Aires.

Rosenblat, A. (1967), *La Poblacion de America en 1492*, Colegio de Mexico, Mexico D.F.

Rostow, W.W. (1960), *The Stages of Economic Growth*, Cambridge University Press, Cambridge.

Rostow, W.W. (dir. pub.) (1963), *The Economics of Take–Off into Sustained Growth*, Macmillan, Londres.

Rostow, W.W. (1990), *Theorists of Economic Growth from David Hume to the Present*, Oxford University Press, Oxford.

Rothermund, D. (1999), "The Changing Pattern of British Trade in Indian Textiles, 1701–57", *in* Chaudhury et Morineau.

Rosenzweig, F. (1963), "La economia Novo–Hispaña al comenzar del siglo XIX", *Revista de Sciencias Politicas y Sociales,* UNAM, juillet-septembre.

Rozman, G. (1973), *Urban Networks in Ch'ing China and Tokugawa Japan*, Princeton University Press, Princeton.

Russell, J.C. (1948), *British Medieval Population,* University of New Mexico, Albuquerque.

Russell, J.C. (1958), *Late Ancient and Medieval Population,* American Philosophical Society, Philadelphie.

Russell, P. (2000), *Prince Henry "The Navigator": A Life,* Yale University Press, New Haven.

Saito, O. (1979), "Who Worked When: Life Time Profiles of Labour Force Participation in Cardington and Corfe Castle in the Late Eighteenth and Mid–Nineteenth Centuries", *Local Population Studies*, pp. 14–29.

Saito, O. (1996), "Gender, Workload and Agricultural Progress: Japan's Historical Experience in Perspective", *in* Leboutte.

Saito, O. (1997), "Infant Mortality in Pre–Transition Japan: Levels and Trends", in Bideau, Desjardins et Perez Brignoli.

Salter, W.E.G. (1960), *Productivity and Technical Change*, Cambridge University Press, Cambridge.

Sanchez–Albornoz, N. (1984), "The Population of Colonial Spanish America", *in* Bethell, vol. 2.

Sanchez–Albornoz, N. (1986), "The Population of Latin America, 1850–1930", *in* Bethell, vol. 4.

Sarkar, N.K. (1957), *The Demography of Ceylon*, Ceylon Government Press, Colombo.

Schmookler, J. (1966), *Invention and Economic Growth*, Harvard University Press, Cambridge, Ma.

Schofield, R., D. Reher et A. Bideau (1991), *The Decline of Mortality in Europe,* Clarendon Press, Oxford.

Schultz, T.W. (1961), "Investment in Human Capital", *American Economic Review*, mars.

Schumpeter, J.A. (1939), *Business Cycles*, McGraw Hill, New York.

Schwartz, S.B., (1985), *Sugar Plantations in the Formation of Brazilian Society*: *Bahià, 1550–1835,* Cambridge University Press, Cambridge.

Scott, M. et D. Lal (dir. pub.) (1990), *Public Policy and Economic Development: Essays in Honour of Ian Little,* Clarendon Press, Oxford.

Sella, D. (1979), *Crisis and Continuity: The Economy of Spanish Lombardy in the Seventeenth Century*, Harvard University Press, Cambridge, Ma.

Shammas, C. (1993), "Changes in English and Anglo–American Consumption from 1550 to 1800", *in* Brewer et Porter.

Shea, D.E. (1976), "A Defence of Small Population Estimates for the Central Andes in 1520", *in* Denevan (1976), pp. 157–80.

Simonsen, R.C. (1962), *Historia Economica do Brasil (1500–1820)*, Editora Nacional, São Paulo.

Sivasubramonian, S. (2000), *The National Income of India in the Twentieth Century,* Oxford University Press, New Delhi.

Sivasubramonian, S. (2001), "Twentieth Century Economic Performance of India", *in* Maddison, Prasada Rao et Shepherd.

Slicher van Bath, B.H. (1963), *The Agrarian History of Western Europe, AD 500–1850*, Arnold, Londres.

Smith, A. (1776), *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations,* réédition de l'Université de Chicago, 1976.

Smith, T.C. (1959), *The Agrarian Origins of Modern Japan*, Stanford.

Smith, T.C. (1969), "Farm Family By-Employments in Preindustrial Japan", *Journal of Economic History,* décembre.

Smith, T.C. (1977), *Nakahara: Family Farming and Population in a Japanese Village, 1717–1830*, Stanford University Press, Stanford, California.

Smith, T.C. (1988), *Native Sources of Japanese Industrialization, 1750–1920*, University of California, Berkeley.

Smits, J.P., E. Horlings et J.L. van Zanden (2000), *The Measurement of Gross National Product and Its Components, 1800–1913*, Groningen Growth and Development Centre Monograph Series, No. 5.

Snodgrass, D.R. (1966), *Ceylon: An Export Economy in Transition*, Irwin, Illinois.

Snooks, G.D. (1993), *Economics Without Time*, Macmillan, Londres.

Snooks, G.D. (1996), *The Dynamic Society: Exploring the Sources of Global Change*, Routledge, Londres.

Snooks, G.D. (1997), *The Ephemeral Civilisation*, Routledge, Londres.

Solow, R.M. (1956), "A Contribution to the Theory of Economic Growth", *Quarterly Journal of Economics*, février.

Solow, R.M. (1960), "Investment and Technical Progress", *in* Arrow, Karlin et Suppes (dir. pub.) *Mathematical Methods in the Social Sciences*, Stanford University Press.

Solow, R.M. (1962), "Technical Progress, Capital Formation and Eonomic Growth", *American Economic Review*, mai.

Spooner, F.C. (1972), *The International Economy and Monetary Movements in France, 1493–1725*, Harvard University Press, Cambridge, Ma.

Spulber, N. (1966), *The State and Economic Development in Eastern Europe*, Random House, New York.

Steckel, R.H. et R. Floud (1997), *Health and Welfare during Industrialisation,* University of Chicago Press, Chicago.

Steensgaard, N. (1972), *Carracks, Caravans and Companies,* Copenhague.

Stone, R. (1997), *Some British Empiricists in the Social Sciences 1650–1900*, Cambridge University Press, Cambridge.

Studenski, P. (1958), *The Income of Nations: Theory, Measurement and Analysis: Past and Present*, New York University Press, Washington Square.

Subrahmanyam, S. (1997), *The Career and Legend of Vasco de Gama,* Cambridge University Press, Cambridge.

Suh, S.C. (1978), *Growth and Structural Changes in the Korean Economy, 1910–40*, Harvard University Press, Cambridge, Ma.

Summers, R. et A. Heston (1991), "The Penn World Table (Mark 5): An Expanded Set of International Comparisons 1950–1988", *Quarterly Journal of Economics*, mai, complété en janvier 1995 par une disquette des P.W.T. Mark 5.6.

Szereszewski, R. (1965), *Structural Changes in the Economy of Ghana*, Weidenfeld and Nicolson, Londres.

Szereszewski, R. (1968), *Essays on the Structure of the Jewish Economy in Palestine and Israel*, Falk Project, Jerusalem.

Szirmai, A., B. van Ark et D. Pilat (dir. pub.) (1993), *Explaining Economic Growth: Essays in Honour of Angus Maddison*, North Holland, Amsterdam.

Taeuber, I.B. (1958), *The Population of Japan*, Princeton University Press, New Jersey.

Tawney, A.J. et R.H. (1934), "An Occupational Census of the Seventeenth Century", *Economic History Review*, octobre.

Taylor, G.R. (1964), "American Economic Growth Before 1840: An Exploratory Essay", *Journal of Economic History*, décembre, pp. 427–444.

Temple, W. (1693), *Observations upon the United Provinces of the Netherlands,* Tonson, Londres.

Terrise, M. (1975), "Aux origines de la méthode de reconstitution des familles: les Suédois d'Estonie", *Population*, numéro spécial.

Thirsk, J. (1978), *Economic Policies and Projects: The Development of a Consumer Society in Early Modern England*, Oxford University Press, Oxford.

Thomas, R.P. (1965), "A Quantitative Approach to the Study of the Effects of British Imperial Policy upon Colonial Welfare: Some Preliminary Findings", *Journal of Economic History,* décembre.

Thomas, R.P. (1968), "The Sugar Colonies of the Old Empire: Profit and Loss to Great Britain", *Economic History Review*.

Thornton, R. (1987), *American Indian Holocaust and Survival: A Population History since 1492*, University of Oklahoma, Norman.

Tibbetts, G.R. (1981), *Arab Navigation in the Indian Ocean before the Coming of the Portuguese,* Royal Asiatic Society de Grande-Bretagne et d'Irlande.

Tracy, J.D. (dir. pub.) (1990), *The Rise of Merchant Empires: Long Distance Trade in the Early Modern Period, 1350–1750,* Cambridge University Press.

Twitchett, D. et F.W. Mote (dir. pub.) (1998), *The Cambridge History of China*, Vol. 8, *The Ming Dynasty,* Part 2, *1368–1644*, Cambridge University Press, Cambridge.

Ubelaker, D.H. (1976), "Prehistoric New World Population Size: Historical Review and Current Appraisal of North American Estimates", *American Journal of Physical Anthropology*, pp. 661–6.

Unger, R.W. (1980), *The Ship in the Medieval Economy, 600–1600,* Croom Helm, Londres.

Unger, R.W. (1992), "The Tonnage of Europe's Merchant Fleets, 1300–1800", *The American Neptune (52),* pp. 247–61.

UN Population Divison (1973), *The Determinants and Consequences of Population Trends,* New York.

UN Population Divison (1999), *World Population Prospects: The 1998 Revision*, New York.

Urlanis, B.Ts. (1941), *Rost Naselennie v Evrope*, Ogiz, Moscou.

Vallin, J. (1991), "Mortality in Europe from 1720 to 1914", *in* Schofield, Reher et Bideau.

Vamplew, W. (dir. pub.) (1987), *Australians: Historical Statistics,* Cambridge University Press, Cambridge.

Van Der Eng, P. (1998), "Exploring Exploitation: The Netherlands and Colonial Indonesia, 1870–1940", *Revista de Historia Economica* XVI, 1, pp. 291–320.

Vauban, S. (1707), *La dîme royale* (édition de 1992, avec une introduction de E. Le Roy Ladurie, Imprimerie nationale, Paris).

Verlinden, C. (1963), "Markets and Fairs", *in* Postan *et al*. (dir. pub.) Vol. III, pp. 126–136.

Verlinden, C. (1972), "From the Mediterranean to the Atlantic", *Journal of European Economic History,* pp. 625-46.

Visaria, L. et P. Visaria (1983), "Population: 1757–1947", *in* Kumar et Desai.

Vogel, W. (1915), "Zur Grösse der europaischen Handelsflotten im 15., 16. und 17. Jahrhundert", in D. Schäfer (dir. pub.), *Forschungen und Versuche zur Geschichte des Mitelalters und der Neuzeit*, Fischer, Jena.

Von Glahn, R. (1996), *Fountain of Fortune: Money and Monetary Policy in China, 1000–1700,* University of California Press, Californie.

Vries, J. de (1974), *The Dutch Rural Economy in the Golden Age, 1500–1700*, Yale.

Vries, J. de (1976), *Economy of Europe in an Age of Crisis, 1600–1750*, Cambridge University Press, Cambridge.

Vries, J. de (1984), *European Urbanization 1500–1800*, Methuen, Londres.

Vries, J. de (1985), "The Population and Economy of the Preindustrial Netherlands", *Journal of Interdisciplinary History*, XV:4, pp. 661–82.

Vries, J. de (1993), "Between Purchasing Power and the World of Goods: Understanding the Household Economy in Early Modern Europe", *in* Brewer et Porter.

Vries, J. de et A. van der Woude (1997), *The First Modern Economy: Success, Failure and Perseverance of the Dutch Economy, 1500–1815*, Cambridge University Press, Cambridge.

Wake, C.H.H. (1979), "The Changing Pattern of Europe's Pepper and Spice Imports, ca 1400–1700", *Journal of European Economic History,* vol. 8(2), pp. 361–403.

Wake, C.H.H. (1986), "The Volume of European Spice Imports at the Beginning and End of the Fifteenth Century", *Journal of European Economic History, vol* 15(3), pp. 621–35.

Wall, R. (1983), "The Household: Demographic and Economic Change in England, 1650–1970", *in* Wall *et al*.

Wall, R., J. Robin et P. Laslett (1983), *Family Forms in Historic Europe*, Cambridge University Press, Cambridge.

Walter, J. et R. Schofield (1989), *Famine, Disease and the Social Order in Early Modern Society,* Cambridge University Press, Cambridge.

Warmington, E.H. (1928), *The Commerce Between the Roman Empire and India,* Cambridge University Press, Cambridge.

Westergaard, H. (1932), *Contributions to the History of Statistics*, King, Londres (réédition Kelley, 1969).

White, L. (1962), *Medieval Tehnology and Social Change, Clarendon Press,* Oxford.

Whitworth, C. (dir. pub.) (1771), *The Political and Commercial Works of Charles Davenant*, 5 vols., Horsefield, Londres.

Willcox, W.F. (1931), "Increase in the Population of the Earth and of the Continents since 1650", *in* W.F. Willcox (dir. pub.), *International Migrations*, Vol. II, National Bureau of Economic Research, New York, pp. 33–82.

Williams, E. (1970), *From Columbus to Castro: The History of the Caribbean 1492–1969,* Deutsch, Londres.

Williamson, J.G. (1995), "The Evolution of Global Markets Since 1830: Background Evidence and Hypotheses", *Explorations in Economic History*, 32, pp. 141–196.

Wilson, C. et G. Parker (dir. pub.) (1977), *An Introduction to the Sources of European Economic History, 1500–1800*, Weidenfeld and Nicolson, Londres.

WOLF, J. (1912), *Die Volkswirtschaft der Gegenwart und Zukunft*, Deichert, Leipzig, 19l2.

WORLD BANK (2000), *Global Development Finance,* Washington, D.C.

WRIGLEY, E.A. (1967), "A Simple Model of London's Importance in Changing English Society and Economy 1650–1750", *Past and Present*, juillet, pp. 44–70.

WRIGLEY, E.A. (1988), *Continuity, Chance and Change*, Cambridge.

WRIGLEY, E.A. ET R.S. SCHOFIELD (1981), *The Population History of England 1541–1871*, Arnold, Londres.

WRIGLEY, E.A., R.S. DAVIES, J.E. OEPPEN ET R.S. SCHOFIELD (1997), *English Population History from Family Reconstitution 1580–1837*, Cambridge University Press, Cambridge.

WYCKOFF, A.W. (1995), "The Impact of Computer Prices on International Comparisons of Labour Productivity", *Economies of Innovation and New Technology,* vol. 3, pp. *277–93.*

XU, XIANCHUN (1999), "Evaluation and Adjustments of China's Official GDP by the World Bank and Prof. Maddison", *Journal of Econometric Study of Northeast Asia*, Vol. 1, No. 2.

YAMADA, S. ET Y. HAYAMI (1979), "Agricultural Growth in Japan, 1880–1970", *in* HAYAMI, RUTTAN ET SOUTHWORTH, pp. 33–48 et 230–64.

YAMAMURA, K. (1974), *A Study of Samurai Income and Entrepreneurship*, Harvard.

YAMAMURA, K. (1981), "Returns on Unification Economic Growth in Japan, 1550–1650", *in* HALL *et al*.

YAMAMURA, K. ET T. KAMIRI (1983), "Silver Mines and Sung Coins — A Monetary History of Medieval and Modern Japan in International Perspective", *in* RICHARDS.

YASUBA, Y. (1987), "The Tokugawa Legacy: A Survey", *Economic Studies Quarterly,* décembre, pp. 290–308.

YOLTON, J.W. (dir. pub.) (1969), *John Locke: Problems and Perspectives.*

YOSHIDA, T. (1911), *Ishinshi Hachi Ko*, Fuzanbo, Tokyo.

YUN, B. (1994), "Proposals to Quantify Long–Run Performance in the Kingdom of Castile, 1550–1800", *in* MADDISON ET VAN DER WEE.

ZAMBARDINO, R.A. (1980), "Mexico's Population in the Sixteenth Century: Demographic Anomaly or Mathematical Illusion?", *Journal of Interdisciplinary History*, pp. 1–27.

ZANDEN, J.L. VAN (1987), "De economie van Holland in de periode 1650–1805: groei of achteruitgang? Een overzicht van bronnen, problemen en resultaten", *Bijdrage en Mededelingen Geschiedenis der Nederlanden*.

LES ÉDITIONS DE L'OCDE, 2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16
IMPRIMÉ EN FRANCE
(41 2001 01 2 P) ISBN 92-64-28608-X – n° 51518 2001